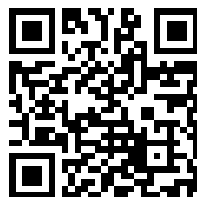

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

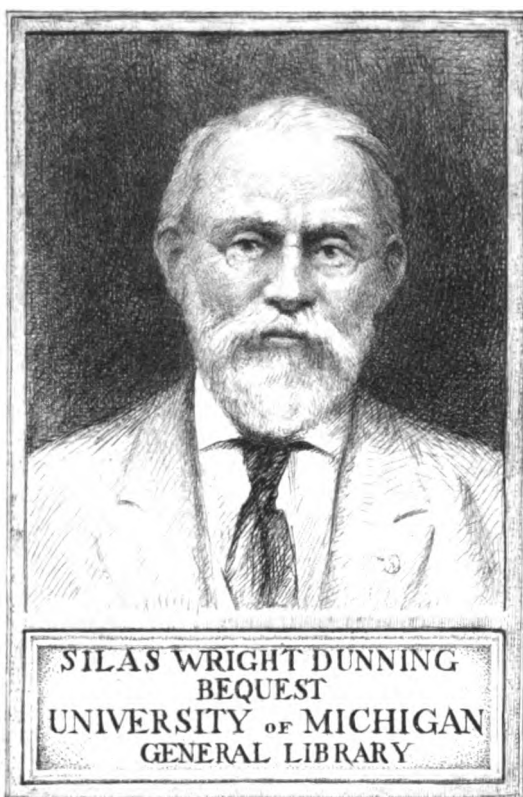
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 477995



DC
611
.S325
A.35

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE
LA SAINTONGE ET D'AUNIS

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

BUREAU

Président d'Honneur : M. F. CHAPSAL, Sénateur, maire de Saintes.
Président : M. CHARLES DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.
Vice-Président : M. MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Hôtel de Ville.
Secrétaire : M. FERNAND BREJON, avocat, rue Saint-Maur, à Saintes.
Trésorier : M. TEXIER, rue Saint-Eutrope, 36, Saintes.
Trésorier-Adjoint : M. BERTHELOT, banquier rue Pasteur, 17, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. Dr CHARLES VIGEN, aux Galards, près Montlieu.
DE VAUX DE FOLETIER, archiviste du département La Rochelle.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. FERDINAND BABINOT, avocat, suppléant au juge de paix, rue Saint-Vivien, à Saintes.
GASTON TORTAT, juge honoraire, rue Hôtel de ville, Saintes.
ABEL MESTREAU, rue de l'Artois, 24, à Saintes.

Le siège de la Société des *Archives* est à Saintes, Hôtel des Sociétés, Grande Rue Victor Hugo et Rue André Lemoine.

La société publie tous les trois mois un *Bulletin*, *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 13 francs : 15 fr. pour l'étranger ; un numéro, 3 fr. 50.

(COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX DE LA SOCIÉTÉ. N° 7038, BUREAU DE BORDEAUX.)

REGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1° de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs ; 2° de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs ; 3° de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 250 francs...

BULLETIN

DE

SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

DES ARCHIVES HISTORIQUES

PARAISSENT TOUS LES SIX MOIS
EN FASCICULE DOUBLE

XLII



SAINTES
LIBRAIRIE DELAUAUD

5, COURS NATIONAL

1926-1927

184
180
19

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Les variations de signature chez les Méchain*, par M. Ch. Dangibeaud ; *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin* (suite), par M. le Dr Sottas ; *Mort de l'abbaye de Saintes* (fin) ; *Lettre adressée par Mgr Guérarin de Vauréal à Mgr de Beaumont*, communication de M. l'abbé Barbotin ; *Monographie de la commune de Semussac* (suite), par M. Guiet ; *La chanson du chevalier Argant*.

QUESTIONS ET RÉPONSES : *Les ventres rouges*, les ventres gris à Sainte-Gemme, par de Baudril.

LIVRES ET REVUES : *Revue des Etudes anciennes*, les localités dénommées Le Martray ; *Dictionnaire d'archéologie chrétienne*, cimetière d'Herpes ; *Revue historique*, Mémoire de Barras ; *Bulletin du Comité*, Les raisins de la Saint-Sixte ; accroissement d'archives ; *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, Affiches d'indulgences, registres protestants ; combat de sept français contre sept anglais ; *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier* date de la charte 460 de Cartulaire de Baigne.

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; remise de palmes ; legs Depoin ; don de généalogies à la Bibliothèque de Saintes ; vœux de la Société adressés à la Société archéologique de Montauban ; vers latins ; monument Lessieux.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : M. Sauvat, M. Berbignier ; M. Gaston Roullet, Mme Cognacq, de Bunel, M. de Fonremis, M. Beau.

MARIAGES : Guillet-Simon.

VARIÉTÉS

LES VARIATIONS DE SIGNATURE CHEZ LES MÉCHAIN DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY

M. Denys D'Aussy a publié dans le premier tome de notre *Bulletin-Revue* une excellente notice sur la famille, la vie et les ouvrages d'Armand Maichin, fortement documentée, comme tout ce qu'il écrivait, par laquelle il rectifiait et complétait les différentes biographies ou articles bibliographiques déjà consacrés à ce juriste-historien, gloire de Saint-Jean-d'Angély. Quelque soin que l'on apporte à la rédaction, il est bien difficile d'empêcher la pro-

Revue tome XLII, 1^{re} livraison.

1.

duction d'un fait nouveau qui ajoute un ou plusieurs détails inédits.

La découverte parmi les minutes d'un notaire de Saugon d'un acte où Armand Maichin est partie contractante, révèle d'abord une seconde femme à son grand-père et une tante, fille de ce dernier, qui étaient complètement inconnues jusqu'ici, puis un ordre d'idée très curieux chez notre juriste en mal de noblesse.

Noël Meschin, veuf de Isabelle Lucas, père et mère de Daniel père d'Armand, se remaria avec Jeanne Joussan qui donna le jour à une fille, Judith, laquelle épousa Isaac Guérineau. En 1618, celle-ci était déjà mariée. Son mari et elle passèrent avec Daniel un acte par lequel ils s'engageaient notamment à payer 1436 livres, dont, en 1637, ils n'avaient pas encore donné le premier sol. C'est alors que, le 20 février, à la suite de réclamations réitérées et pour éviter un procès et toutes ses conséquences, ils transigèrent avec les héritiers de Daniel représentés en l'occasion par Armand Maichin,

La lecture de cet acte, reproduit plus bas en ses parties essentielles, expliquera le fond de l'affaire.¹

A cette première révélation généalogique, qui a son petit intérêt, s'ajoute une seconde observation tout aussi neuve et imprévue. L'orthographe usuelle du nom est *Meschin*. C'était celle de Daniel et celle que les notaires conservent généralement au moins pendant quelque temps (1). Mais Armand et son frère crurent devoir l'abandonner « antérieurement à leur mariage » (en 1639 pour Armand) nous dit M. Denys d'Aussy, sans motif bien apparent, si ce n'est de se distinguer d'autres nombreux Meschin, parfaitement roturiers, alors qu'ils prétendaient avoir acquis un droit à la noblesse, basé « sur le fait que leur père étant premier échevin au moment de l'abolition des privilèges du corps de ville, était par cela même, mort en charge. » Leur mère, Anne de Madronnet (1), appartenait d'ailleurs « à une famille des plus considérées » du pays. Ce droit, Armand Maichin l'affirme publiquement en

(1) Sur les registres paroissiaux d'Arces la fille naturelle d'Armand est appelée Marie Méchain (*Archives*, tome XLII, p. 56.)

(2) Je ne sais si la date du décès de cette femme est connue. M. d'Aussy n'en parle pas. A toute fin utile je note que j'ai rencontré son nom dans un acte d'Amyand du 15 juillet 1638 : elle a un procès à Bordeaux. Elle est appelée Anne Madronnet, damoiselle, veuve de maître Daniel Meschin, docteur en médecine.

ajoutant à son nom une particule, en signant au bas de l'acte du 20 février 1637. M. D'Aussy constate qu'ils prirent, dans les actes publics, la « qualification d'écuyers, » mais il ne signale, nulle part, la particule. C'est peut-être une fantaisie éphémère de jeune homme, Armand avait alors 24 ans ! Il est juste de ne pas omettre que, « ce droit à la noblesse fut à diverses reprises confirmé en leur faveur. » Mais Armand n'a dû que très exceptionnellement faire précéder son nom du *de*, car sur ses livres ou au bas des actes cités par d'Aussy ou dans la maintenue de 1669, on ne lit jamais que Maichin tout court. (Voir tome VIII *des Archives*) .

En revanche, son fils aîné, Claude-Armand signe indifféremment *Meschin* ou *Maichin*, ainsi qu'on peut le vérifier au bas d'un acte de baptême sur le registre de Nuaillé (4 janvier 1668 acte en double), mais son petit fils signe *Maichin chevalier de la Prade* (1735).

Une petite difficulté à résoudre : pourquoi Claude-Armand s'intitule-t-il sieur de Maisonneuve en 1668 ? (*même registre*). Son père prend ce titre en 1667 et ne mourut qu'en 1681.

CH. DANGIBEAUD.

Comme ainsy soit que dès le second jour du mois de janvier mil six cens dix huit feu noble homme Daniel Meschin, escuyer, docteur en médecine, et Maistre Isaac Guérineau, comme mary de honneste femme Judicte Meschin, Sœur dudict feu sieur Meschin, eussent passé contract entreux, portant délaissement par icelluy sieur, en faveur de ladicte Meschin, sa sœur de tous les biens, droicts, noms, raisons et droicts d'actions qui luy devoient et pouvoient competter et appartenir en les successions de feus Nouel Meschin, père desdicts Meschin, quand vivoit, et Izabeau Lucas, mère dudict sieur Meschin première femme du dict feu Nouel Meschin que de feue Janne Joussan, mère de ladicte Judicq, sa dernière femme, de quelque nature qualitté et condition que pouvoient lors estre lesdicts biens..... moyennant que les dicts Guérineau et Meschin, sa femme, délaissèrent aussy, par le susdict contract reçu Bouyer, notaire royal, le nombre de cent trente deux ayres de marais salants, estant des dictes successions à plain désignées, spécifiées et confrontées par le susdict contract et se fussent obligés envers icelluy sieur de la somme de mille quatre cent trente six livres tournois à payer, icelle du jour dudict contract en ung an, le payement de laquelle somme plusieurs foys depuis auroit esté requis par ledict feu sieur Meschin ausdicts Guérineau et sa femme, sans qu'ils ayent peu trouvé les moyens de ce faire, telle-

ment qu'à ce sujet la veufve et héritière d'icelluy sieur estoient sur le point de les contraindre par les voix et rigueurs apposées audict contract et l'eussent faict n'estant que iceux Guérineau et Meschin, conjoints, se sont retirés vers eux, requis et suplyés de les recevoir a reprendre les dicts biens à eux délaissés, à quoy ils auroyent entendu appréhendant de les incommoder et constituer en grands fraicts et sur ce ont faict, transigé et accordé ce qui s'ensuit : pour ce est-il que aujourd'hui vingtième du mois de février mil six cent trente sept, pardevant le notaire royal soubssigné, et en présence des temoings bas nommes ont esté personnellement estably en droict Armand Meschin, escuyer, et advocat en la cour de Parlement de Bourdeau, fils dudict (*sic*) feu sieur Meschin et de damoiselle Anne de Madronnet, et icelluy, comme procureur fondé de procuration de ladicte damoiselle, sa mère, de laquelle il a fait apparoir escripte en sa minute receue Carrière, notaire royal en Xainctonge, le quatorziesme des présent mois et an signée d'icelle de Madronnet, de Meschin et P. Tellier, demeurant ledict sieur en la ville de Saint Jehan d'Angély, d'une part, et ledict Izaac Guerineau, au nom et comme mary de ladicte Judie Meschin.... demeurant au village de La Crèche, paroisse de Saint Suplice près Mornac d'autre part, lequel Guérineau de sa bonne volonté et audict nom pour demeurer quite envers la damoiselle de Madronnet, veufve du dict feu sieur Meschin, au nom de tutrice de ses enfans et d'icelluy feu de la susdicte somme de mil quatre cens trente six livres, a baillé et délaissé audict sieur Meschin, sondict fils et procureur, les biens et héritages qui s'ensuivent....

(Énumération des terres, le Haul de Loubat. Le Nougé,... etc).

Faict et passé au bourg de Ribéroul, après midy, maison de maistre Hellye Roy, en sa présence et de Jehan Villeur, saunier, demeurant en la ditte paroisse de Saint-Suplice.



J. GUÉRINEAU
J. VILLEUR.

H. ROY
AMYAND notaire royal.
(Minute en l'étude de M^e Massiou à Saujon)

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE
SOUS MAZARIN
(1653-1664)
(*Suite*)

XVI

POLICE. NOBLESSE. HUGUENOTS. ECCLÉSIASTIQUES.

La Justice et la Police, qui met la justice en mouvement, entraient dans les attributions des intendants dont l'action tendait de plus en plus à se substituer à celle des gouverneurs militaires et parfois même à celle des cours de justice. C'est bien pourquoi les deux Frondes tentèrent de faire disparaître les intendants.

L'exercice de la justice s'accorde mal avec un titre seulement officieux ; or il y avait quelque chose de cela dans la situation de Colbert de Terron, sorte d'intendant hors cadre, qui n'était pas maître des requêtes et n'avait appartenu à aucune compagnie de justice. Il est vrai que la commission valait le titre, aussi voit-on Terron signer des ordonnances comme délégué du parlement de Paris ou de celui de Bordeaux ; mais ce n'était là qu'une exception. En principe, quand il y a lieu d'établir un arrêt de justice dans le gouvernement, saisie, contrainte par corps, Terron s'adresse à l'intendant de la généralité dont le pouvoir était d'ailleurs limité ; il s'adresse surtout à Colbert pour provoquer des arrêts du Conseil.

Ce n'est pas qu'il soit embarrassé de prendre une décision s'il faut agir promptement ; il commence par faire mettre et garder en prison le receveur La Combe quand un arrêt ordonne seulement que celui-ci sera conduit sous bonne garde devant M. de Fortia pour rendre ses comptes ; puis il écrit à Colbert : « Il me semble que, pour se mettre un peu plus dans les formes, qu'il faudroit mieux un autre arrest. J'en ay faict un modèle que vous prendrés la peine de voir s'il vous plaist » (1).

Terron agit avec autorité dans toutes les circonstances qui intéressent le bon ordre, mais il n'agit pas seul. Dès qu'une affaire prend une certaine ampleur, l'intendant de la généralité intervient ou bien c'est un haut personnage commissionné comme le maré-

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, [dimanche] 10 mars 1658, art. 4 (Bibl. Nat., Ms. M^{él.}, Colbert 101, fol. 124).

chal de Clérambault. Terron est toujours là pour diriger cette intervention.

Éprouve-t-on des difficultés pour imposer aux marchands de l'île de Ré le nouveau droit de onze sols sur le sel, Terron se prépare, au mois de janvier 1656, à « faire agir » le commandant, M. de Saint-Léonard, et il va lui-même faire un tour en Ars pour briser la résistance du prieur et du « coquin de curé. »

Même présence et même action dans la bagarre survenue à La Rochelle, le 25 mars 1656, à propos d'un nouveau droit établi sur la vente du poisson. Nous avons vu précédemment (1) comment Terron mit en cause l'incurie et la conduite intéressée du commandant, M. de Survie. Il s'en prend aussi à la Direction des affaires communes de La Rochelle, sorte de conseil municipal qui lui était à charge.

Déjà, au mois de janvier précédent, on avait eu de graves difficultés avec cette compagnie à propos du remboursement des créanciers de la ville. L'intendant, M. de Fortia, ayant des raisons de supposer que la gestion des deniers n'était pas correcte, avait imposé à la Direction un contrôle qui souleva des tempêtes. Les Directeurs, suivis de leurs clients, allèrent entourer M. de Fortia au sortir de la messe et tentèrent de l'intimider par leurs protestations véhémentes, clamant « que le peuple assemblé demandait qu'on laissast aux directeurs la disposition des deniers publics. M. de Fortia dissipa cela par autorité. »

On avait obtenu une lettre de cachet pour suspendre la fonction des Directeurs, mais des difficultés se présentaient et Terron cherchait un biais pour parvenir à ses fins. « On prendra, écrit-il, quelques mesures pour engager une querelle entre les directeurs et les juges de police et, sur cela, le règlement pourra intervenir tel qu'il a été proposé (2) ».

Dans la nouvelle affaire du mois de mars, Terron voyait encore la main des Directeurs. Pour lui, « l'auteur de la sédition est, assurément, la Direction. » Il accuse particulièrement les deux frères Tuffet, dont l'un était le chef de la compagnie, et un capitaine de quartier, le sieur Nicolas. Il faudra s'attaquer à eux personnellement, « il faut aussi une extinction absolue de la Direction. Pour cela, sy Monsieur d'Estrades venoit icy, ce seroit à luy

(1) V. *Supra*, chap. IX.

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, [dimanche] 23 janvier 1656, *in fine* (Bibl. Nat., Ms., *Mémoires Colbert* 101, fol. 8).

à exécuter les ordres du Roy, sinon à Monsieur de Fortia ou à moy, comme vous le jugerés à propos (1) ».

Mais l'institution se maintient malgré les efforts du réformateur. Au mois de décembre 1658, Terron revient sur les « grivelées de ceux qui ont la direction... Ils font, dit-il, leurs affaires sans ma participation pour ce que je n'ay aucune inspection sur les deniers communs, comme l'entrée des portes, et les deniers d'octroy. Cela est donné à Messieurs les intendans de la province et fort inutilement pour eux et pour la ville. Je m'en ayderois mieux si celà m'estoit adressé. »

La réponse de Colbert laisse bien voir que les attributions de Terron n'avaient pas la même étendue que celles d'un intendant de généralité, même à La Rochelle qui faisait partie du gouvernement de Mazarin. « Sy vous aviez, écrit Colbert, un exemple pour vous donner l'inspection sur les deniers communs de la ville de La Rochelle je pourrais demander un ordre du Roy pour celà, mais comme celà est extraordinaire et que celà choqueroit peut-estre M. Pellot (2), je ne sçay sous quel prétexte demander cet ordre (3). »

L'année 1656 fut fertile en incidents et la sédition qui éclata à Marennnes, dans les premiers jours du mois de mai (4), fut singulièrement grave, d'abord par les désordres immédiats, puis par le retentissement qu'elle eut à La Rochelle, dont la population « facile à esmouvoir » n'était pas encore remise d'un émoi tout récent.

On jugea nécessaire de détacher l'intendant de Poitiers avec une commission spéciale pour informer. M. de Fortia se rencontra donc avec Terron à La Rochelle le vendredi 18 mai et fit son enquête, dans cette ville, du 18 au 23. Il en partit le 24 pour se rendre à Tonnav-Charente et de là à Faveau où les bureaux de la ferme de Charente avaient été incendiés, au Gua, à Saujon, à Riberooux, suivant les traces de la trainée de poudre et toujours informant. Il arriva à Brouage le jeudi 25, ayant été accompagné dans sa tournée par Colbert de Terron.

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, [dimanche] 24 mars 1656, art. 5 (*Ibidem*, fol. 35).

(2) On sait que Claude Pellot avait remplacé Bernard de Fortia dans l'intendance de Poitiers dès octobre 1658.

(3) Terron à Colbert, La Rochelle, [jeudi] 26 décembre 1658, art. 6, et réponse de Colbert, Paris, 3 janvier 1659 (*Ibidem*, fol. 340).

(4) V. *Suprà*, chap. XIII.

Le vendredi 26, à deux heures du matin, le capitaine de Vigneux sortait de Brouage avec 100 hommes et allait occuper Marennes où le prévôt de l'Annis fit ses perquisitions. Le 27, M. de Fortia quittait Brouage pour rentrer à Poitiers et, le 28, Terron rendait compte à son cousin et adressait un rapport au cardinal (1).

C'est maintenant au maréchal de Clérambault d'intervenir. En l'absence du comte d'Estrades il ira dans le gouvernement de Brouage appliquer les sanctions, car « le Roy ne veut pas que ce qui s'est passé demeure sans chastiment (2). »

Officiellement Terron reste en marge ; cependant, tout en lui mandant de suspendre son action et celle de l'intendant, jusqu'à l'arrivée du maréchal, Colbert faisait plus de fonds sur l'énergie de son cousin que sur celle de l'agent militaire. Comme on paraissait craindre une révolte ouverte à La Rochelle, Colbert donne ses instructions à Terron et il ajoute : « Quand il est question d'examiner une affaire de cette nature, il ne faut pas avoir peur ; au contraire, il faut toujours se persuader, comme il est vray, que ceux à qui vous avez à faire ont plus de peur que vous. Je vous dis cecy non pas à vostre esgard, mais à l'esgard de M. le mareschal de Clérambault, dans l'esprit duquel j'ay remarqué quelque chose de semblable ; et, sy vous remarquez la mesme chose, il faudra que vous le fortifiez (3). »

Quand le maréchal revient à Paris, après avoir passé les trois premières semaines de juillet dans le gouvernement, Colbert lui accorde un *satisfecit* dans une lettre au cardinal ; il reconnaît « que le voyage de M. le mareschal de Clérambaud a été très util et très nécessaire et qu'il ne se peut rien adjouster à la conduite qu'il a tenue pour remettre toutes choses en bon estat dans les gouvernemens (4). » Et il arrive assez naturellement à cette conclusion qu'il y aurait tout avantage à confier au maréchal pareille mission dans l'année suivante.

Un an plus tard, en effet, au mois de juillet 1657, le maréchal retournait dans les gouvernements de Son Eminence, muni des

(1) « Relation de ce qui s'est passé au voyage de M. de Fortia... » (*Aff. Etr., France 1477*, fol. 33).

(2) Mazarin à M. de Fortia, La Fère, 4 juillet 1656 (*Ibidem*, fol. 38).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 9 juin 1656, art. 2, à une lettre de Terron, de Brouage, [dimanche] 28 mai (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 53). — Cf. P. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. I, p. 244.

(4) Colbert à Mazarin, Paris, 20 août 1656 (Bibl. Nat., Ms., *Baluze* 176, fol. 257).

commissions du cardinal et des instructions de Colbert fondées sur une entente parfaite avec Colbert de Terron.

Au milieu de ces agitations, l'île d'Oléron se faisait remarquer par le calme qui ne cessait d'y régner et Terron en attribuait le mérite au major La Villette qui commandait dans l'île depuis le transfert de M. de Saint-Léonard dans l'île de Ré. Désirant lui faire donner le commandement en titre dans Oléron alors qu'il était question d'y rétablir Saint-Léonard, Terron multiplie les notes élogieuses pour La Villette. « Je dois luy rendre ce tesmoignage-là, résume-t-il, qu'il n'y a point de lieu où l'autorité soit mieux établie et sans bruit. »

Malheureusement, La Villette avait servi dans l'île sous du Daignon et le cardinal ne l'avait pas oublié. Colbert le fit sentir à son cousin : « Sur ce que vous m'avez toujours dit de M. de La Villette, lui répond-il, j'auroys esté fort aysé de le servir et mesme j'y ay tasché ; mais, entre nous, il reste encore de visibles impressions dans l'esprit de nostre maistre, qu'il est difficile de vaincre. Joint à celà qu'il fallait placer M. de Launay du Mas, son lieutenant des gardes, et que celà ne se pouvoit faire sans renvoyer Saint-Léonard en Olléron d'où il est party (1). »

La police ne consiste pas seulement dans la répression des désordres, elle comporte aussi la mise en œuvre d'une surveillance active, parfois discrète et même secrète. « Vous devez avoir l'œil à tout ce qui se passe », écrit un jour Colbert à son cousin à propos d'un remuement de noblesse en Poitou.

Terron était bien pénétré de ce devoir. Il n'y avait pas six semaines qu'il était installé dans le gouvernement de Brouage que déjà il faisait suivre la piste du cardinal de Retz évadé du château de Nantes, le 8 août 1654, et qu'il envoyait des renseignements à Mazarin (2).

Au mois de novembre 1655, Colbert le charge de faire surveiller une « damoiselle de l'Isle de Ré », Marie Laurent, une intrigante dont les prétendues révélations lui donnèrent quelque inquiétude car il avait écrit au Cardinal à ce sujet : « Il est bon d'observer soigneusement ceux qui approcheront de V. E. (3). »

(1) Terron à Colbert, Brouage, [dimanche] 28 mai 1656, art. 3, et réponse de Colbert, Paris, 9 juin (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 53).

(2) Terron à Mazarin, La Rochelle, 30 août 1654 (Aff. Etr., *France* 893 ter, fol. 304).

(3) Colbert à Mazarin, Paris, 24 novembre 1655 (Bibl. Nat., Ms., *Baluze* 176, fol. 163).

Terron fait rechercher Marie Laurent dans l'île de Ré, à La Rochelle, à Poitiers, à Bordeaux ; il multiplie les enquêtes sur sa famille et ses attaches, il se fait envoyer des rapports de police qu'il transmet à Colbert et finit par démontrer que cette fille est « une folle (1). »

Terron fait donc acte de policier, il examine, il inspecte, il se renseigne sur le loyalisme des petits fonctionnaires. Il passe la revue des gardiens et des concierges des tours et des monuments publics à La Rochelle, s'enquiert des attaches qu'ils ont pu garder avec le gouverneur dépossédé, le comte du Daugnon.

Il se considère comme le chef direct des agents de la police, c'est à lui et non aux commandants de place que ceux-ci doivent prêter serment.

« MM. Gresseau et La Coussaye, écrit-il à Colbert (2), sont présentement en exercice de la police et n'ont pas encore presté le serment de fidélité ; le nom de celluy à qui il doit estre presté est laissé en blanc. M. de Survie prétend que ce soit à luy, je me trouve mieux fondé que luy à le prétendre ; je vous supplie de m'expédier vostre avis. »

Terron fournissait ses rapports depuis un certain temps quand on s'aperçut qu'il négligeait d'informer officiellement le secrétaire d'Etat dont dépendait son département. Imaginez un préfet qui ignorerait le ministre de l'Intérieur ! « J'escriray à l'advenir à M. de La Vrillière (3) de ce qui arrivera de considérable dans le gouvernement de La Rochelle. Je n'avois pas encores receu cest ordre là de vous », écrit Terron (4). Désormais on rendra compte à M. de La Vrillière et on prendra son attache.

A la fin de l'année 1658, Terron s'occupe de proposer les titres pour les nouveaux officiers de la police à La Rochelle en 1659. Il récuse le lieutenant particulier sortant, Chappot, recommandé par le maréchal de Clérambault, mais dont la « conduite a esté fort intéressée. » Il présente des noms de son choix et compte sur

(1) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 1^{er} mars 1656, art. 4 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 22).

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, [lundi] 14 février 1656 (*Ibidem*, fol. 17).

(3) Louis Phélypeaux de La Vrillière, marquis de Châteauneuf, comte de Saint-Florentin, fils de Raymond Phélypeaux qui avait commencé, le 5 novembre 1621, la série des secrétaires d'Etat de ce nom, série continuée sans interruption jusqu'en 1776.

(4) Terron à Colbert, [Toulouse], 9 avril 1656 (*Ibidem*, fol. 45).

Colbert pour faire expédier des lettres du Roy conformes à ses propositions. — « J'ay donné vostre mémoire à M. de La Vrillière, répond Colbert, qui expédiera les ordres du Roy pour la police (1). »

Ce n'est pas sur son seul département que Terron a les yeux ouverts, il s'inquiète de ce qui se passe dans les provinces voisines du gouvernement et même à l'étranger. Au printemps de 1655, alors qu'on envisageait la possibilité d'une attaque anglaise, il était chargé par Colbert de mettre en éveil les forces de son gouvernement et il donnait connaissance au commandant, M. de Survie, de « l'avis d'Angleterre. »

Le Protecteur songeait, paraît-il, à faire débarquer 6.000 hommes sur les côtes d'Aunis ; « pour peu que l'on se donne de soins et que l'on se mette en estat, ce sont six mil hommes perdus, estime Terron, M. d'Estrades debvant estre bientost icy, nous en parlerons ensemble. » Et il rend compte de ses préparatifs. Il fait surveiller les huguenots, car certaines de leurs « entreprises marquent qu'ils se sentent soutenus. » Il cite les noms de ceux qui disent des « insolences » et M. de Survie se dispose à garnir de munitions les tours de La Rochelle (2).

Il va plus loin, il pousse son investigation à la source et ses renseignements concordant avec ceux que recueille Mazarin car celui-ci lui écrit : « Les nouvelles que vous m'crivez sont véritables, il faut entretenir correspondance avec celui qui vous les donne, car il est très bien adverty (3). »

Mais sa surveillance s'exerce surtout à l'intérieur et sur les deux adversaires habituels du gouvernement, la noblesse et les huguenots.

D'abord les nobles étaient souvent une gêne pour Terron dans la perception des tailles et c'était un gros grief ; aussi ne reculait-il devant aucune mesure pour réduire ceux qui cherchaient à faire exonérer leurs métayers ou les rendaient réfractaires au paiement. Si la résistance s'accusait, il faisait un rapport à Colbert et proposait un appel à la Cour. C'est ce qui arriva à un sieur de la Mule-

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 29 décembre 1658, art. 4, et réponse de Colbert, Paris, 8 janvier 1659 (*Ibidem*, fol. 342).

(2) Extraits de lettres de Terron, de Brouage, 20 et 23 mai 1655, communiqués à Mazarin par Colbert (Aff. Etr., France 894, fol. 109).

(3) Mazarin à Terron, du Quesnoy, 16 août 1655 (*Ibidem*, France 895, fol. 263).

nière dont la paroisse, dans l'élection des Sables, ne payait pas la taille.

Ce gentilhomme, d'ailleurs soutenu par le maréchal de Clérambault, avait paru à Colbert « fort doux et fort paisible », mais pour Terron ces bonnes qualités ne sont pas payantes : « il faudroit, écrit-il à son cousin (1), qu'il fist payer tout ce que peut devoir sa paroisse ; ce seroit un fort bon moyen de m'attendrir et je ne vois rien en quoy il puisse même faire valloir ses bonnes intentions. »

Certains gentilshommes « préposés » de la noblesse prétendaient intervenir dans la répartition de la taille et dans d'autres questions d'administration ; Terron ne peut les supporter : « On ne doit pas perdre la moindre occasion de les ruiner, ce sont des gens qui s'érigent en modérateurs de l'autorité royale, qui assemblent la noblesse quand bon leur semble ; c'est un commencement d'autorité qui peut avoir de mauvaises suites (2). »

Il ne faudrait pas toutefois attribuer à Terron une hostilité systématique. Il était tout prêt, au contraire, à donner son appui aux familles nobles du gouvernement quand elles avaient recours à lui pour une cause qui lui paraissait défendable. Ainsi, des gentilshommes de l'Aunis et du Bas-Poitou, qui avaient fait dessécher des marais et qui se voyaient atteints par des taxes très fortes imposées sur ces terres nouvelles, étaient venus trouver Terron à La Rochelle pour lui demander d'appuyer leurs protestations et celui-ci, s'adressant à Colbert et à Mazarin, n'hésite pas à se prononcer hardiment.

« Il me semble que ce soit une chose assez extraordinaire, écrit-il à Colbert (3), que le Conseil ayt donné des contraintes par corps contre des gentilshommes qualifiés pour tirer de l'argent d'eux à cause qu'ils ont desséché des marestz qui leur appartiennent. J'en escris à Son Eminence, ces gentilshommes m'estant venu voir comme estant chargé de ce qui regarde le gouvernement et le représentant icy, n'y ayant personne autre. »

Dans une autre circonstance, il demande à Mazarin de dispenser les nobles de son gouvernement de porter leurs titres à Paris

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 21 mars 1656, art. 9 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 51).

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, 1^{er} février 1656 (*Ibidem*, fol. 13).

(3) Terron à Mazarin et à Colbert, deux lettres de La Rochelle, 2 décembre 1656 (*Ibidem*, fol. 75 et 77).

comme l'ordonnait un arrêt pour la recherche des faux nobles. Terron se chargeait de les reconnaître en leur épargnant l'intervention du traitant des taxes sur la fausse noblesse, le sieur de La Vallée. « Et, ajoute-t-il, comme je connois fort bien toutes les familles nobles, j'empescheray qu'il n'attaque ceux qui en sont sortis. A l'esgard des faux nobles, je l'aideray autant que je pourray à les persécuter pour ce que je suis devenu ennemy de ces gens-là par les difficultés qu'ils font naistre pour la perception de la taille. »

Il mettait toutefois une condition à cette faveur en faisant comprendre aux nobles de l'Aunis que s'ils prétendaient à la protection de Son Eminence « et s'ilz vouloient estre distinguez de la noblesse des autres provinces, qu'ilz devoient se mettre en estat de mériter ceste grâce-là en ne se liant point d'intérêt avec eux et en n'envoyant point de députtez à Foye-la-Basse (1) où les gentilshommes du Poitou sont présentement assemblez (2). »

En cette année 1658, la noblesse du Poitou se montrait particulièrement remuante, multipliant, sous divers prétextes, ces « assemblées » dans lesquelles les têtes s'échauffaient, détachant des députés tantôt à la cour ou auprès du gouverneur, pour exhaler leurs plaintes, tantôt auprès d'autres foyers d'agitation, en Normandie et en Bretagne. Le malaise était encore aggravé dans la région par la crise fiscale qui sévissait en Bas-Poitou et par l'intervention des troupes dans l'élection des Sables (3).

Terron observait tous ces mouvements, recueillait des renseignements et envoyait à Colbert des rapports qui intéressaient vivement le Cardinal. « Vous me ferez plaisir de m'envoyer tousjours les avis de vostre cousin », écrit Mazarin à Colbert (4).

Il recherche deux envoyés de la noblesse de Normandie, les sieurs de Marolles et de Menneville, qu'on dit être sur le chemin des gouvernements de Son Eminence. Il avertit l'évêque de Saintes. A Bordeaux il entretient le prince de Conty de ces émissaires normands et il a la satisfaction d'entendre le gouverneur de la

(1) Foye, dans la commune de Châtillon-sur-Thouat, à 3 kilom. de Parthenay (Deux-Sèvres).

(2) Terron à Mazarin, La Rochelle, [mercredi] 20 mars 1658 (*Ibidem*, fol. 138).

(3) V. *Suprà*, chap. XI.

(4) Réponse de Mazarin, Mardyk, 26 juin 1658, à une lettre de Colbert, de Paris, 20 juin (Aff. Etr., France 905, fol. 183).

Guyenne l'assurer qu'il « faict toute diligence pour sçavoir là où ilz sont et les faire arrester s'ils tombent soubz sa main (1). »

Terron soupçonnait ces émissaires d'avoir à faire au prince de Tarente (2) dont la conduite attirait l'attention depuis quelque temps. Divers avis que Colbert avait reçus sur les mouvements de ce seigneur lui avaient fait écrire au Cardinal : « Toutes ces démarches me font croire que ce prince a dessein de se mesler de quelque brouillerie s'il y en arrive (3). »

Le prince de Tarente est donc surveillé à Taillebourg et bientôt Terron envoie sa fiche : « Par une personne que j'ay tenue auprès de luy, j'ai sceu qu'il n'a esté visitté que de quelques gentils-hommes ses vasseaux ou voisins ; et, assurément, ces Messieurs de Normandie n'y ont point esté. Ce prince s'est retiré à Thouars. »

Mais Terron, au cours de sa campagne dans l'élection des Sables, découvrait sur certaines grandes familles de Bretagne et d'Anjou, des choses qui le faisaient rêver. « Les apparences me portent à croire, écrit-il à Colbert, que les desseins de ce party-là ont une sy grande estendue que je n'ose m'en descouvrir de peur de passer pour chimérique. »

Ces chimères ne laissent pas Colbert indifférent car il répond : « Il faut que vous observiez très soigneusement tout ce qui se passe dans l'estendue de ces maisons de Brissac, Retz, La Trémouille et la Melleraië, parce qu'assurément les chefs de ces maisons là ont de grands desseins dans l'esprit (4). »

Le lot des minorités politiques et des partis d'opposition est de tirer avantage des revers qui affligent le pays. Lors de l'échec de Turenne devant Valenciennes, le 16 juillet 1656, Colbert pense aussitôt aux « cabales des malintentionnés qui pourront naturellement se réchauffer par ce malheur (5). »

Deux ans plus tard, au contraire, il se réjouit de circonstances

(1) Terron à Colbert, Bordeaux, 1^{er} juillet 1658 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 210).

(2) Henri de La Trémouille, baron de Thouars, pair de France, prince de Tarente et de Talmont, né en 1599, mort à Thouars le 21 janvier 1674.

(3) Colbert à Mazarin, Vincennes, 2 juillet 1658 (Aff. Etr., *France* 905, fol. 227).

(4) Terron à Colbert, Brouage, [dimanche] 7 juillet 1658, et réponse de Colbert, Paris, 14 juillet, (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 218).

(5) Colbert à Mazarin, 18 juillet 1656. (P. Clément, *Lettres de Colbert*, t. I, p. 247).

et d'effets tout différents. « Le grand succès qui vient d'arriver aux armes du Roy (écrit-il à son cousin cinq jours après la victoire des Dunes) contribuera beaucoup à calmer vostre Bas Poitou comme toutes les autres provinces du royaume (1). » Et bientôt après : « le prince de Tarente a assurément envie de brouiller, la victoire de Dunkerque l'en aura empêcher. »

La victoire des Dunes, la prise de Dunkerque devaient, au gré de Terron, donner le signal de réjouissances dans les gouvernements de Son Eminence. « Je m'estonne, écrit-il, (2) que nous n'ayons pas eu icy les ordres pour faire les feux de joye comme on les a eu partout ailleurs ; j'auroys suppléé à ce deffault sy mon crédit s'estendoit jusques au canon. »

Ce fut tout autre chose. Le 14 juillet 1658, le Saint-Sacrement était exposé à Bronage et l'on faisait des prières publiques. On suppliait le Tout-Puissant d'épargner à la France et à Mazarin un affreux malheur, heureusement, à cette heure, déjà conjuré. Mais Terron n'avait pas encore sous les yeux les mots rassurants qu'il lui écrivait Colbert en ce jour même : « Vous avez appris, par mes précédentes, le mauvais estat de la santé du Roy (3) ; et, par celle-cy, vous apprendrez son entière guérison ; en sorte qu'il s'en faut resjouir publiquement, estant la plus grande nouvelle que l'on puisse recevoir. Le Roy a esté presque désespéré et l'on peut dire qu'il est ressuscité et que Dieu nous l'a donné une seconde fois (4). »

Pendant cette période critique, les « malintentionnés » ne purent se défendre de se découvrir et l'émoi était grand parmi tous ceux qui tenaient à Mazazin. Terron averti par son cousin lui avait rendu bon compte des gouvernements du Cardinal : les compagnies sont complètes et « tout le monde dans une bonne disposition pour le bien servir. »

(1) Réponse de Colbert, Paris, 19 juin 1658, à une lettre de Terron, de Bronage, [dimanche] 9 juin (Bibl. Nat., Ms., *Mé. Colbert* 101, fol. 109). — Bataille des Dunes, 14 juin ; entrée à Dunkerque, 25 juin.

(2) Terron à Colbert, Bronage, [mercredi] 3 juillet 1658, art. 1 (*Ibidem*, fol. 212).

(3) Après la prise de Dunkerque, le 25 juin, on mit le siège devant Bergues le 28. Le roi s'y rendit et tomba malade et, la fièvre montant rapidement, on dut le transporter à Calais le 1^{er} juillet. La situation resta très tendue jusqu'au 8 juillet et ce n'est que le 22 que le roi put être évacué couché sur Compiègne.

(4) Réponse de Colbert, Paris, 14 juillet 1658, à la lettre de Terron, du 3 juillet (*Ibidem*).

Ce grand tremblement une fois dissipé, le petit jeu des cabales continuait dans le Poitou. Le 19 juillet, Terron signale une assemblée des nobles du Bas-Poitou à Fontenay et il envoie un mémoire. Le 24 juillet, nouveau rapport sur une autre assemblée tenue dans le bois de Repenteau, à trois lieues de Niort. On y remarque des gentilshommes attachés à la maison de Rochefoucauld et même à Son Altesse Royale, l'oncle du roi. « Je voudray bien, écrit Terron (1), qu'on fît un exemple sur quelqu'un de ces nobles. » Et il dresse un plan d'action.

Le maire de Niort, le sieur Girardon, prévôt de l'Aunis, lui écrit régulièrement ; il a d'ailleurs « un homme sur les lieux » pour le renseigner.

Enfin, le gouverneur du Poitou, M. de Raonnes perd patience ; il fait arrêter et enfermer au château de Niort le plus turbulent, le sieur de la Roche-Tollay, puis il fait demander à Terron, par M. de Fortia, trois ou quatre cents hommes parce que la noblesse se soulève, investit Niort et menace d'intercepter les vivres. « J'ay offert à M. de Fortia 150 hommes bien armez ; je viens d'en parler à M. de Camparan et à nos capitaines qui en sont demeurés d'accord » conclut Terron (2).

Les choses s'arrangent, M. de Roannez ayant promis, si chacun rentre chez soi, d'intercéder auprès de la cour pour obtenir l'autorisation de relâcher La Roche-Tollay. Mais pour Colbert « ce mal n'est qu'assoupi, il n'est pas entièrement dissipé (3). »

En effet, Terron signalait, dans une lettre du 5 août, une autre assemblée de la noblesse à Chantonay, en Bas-Poitou, dans l'élection de Mauléon.

En vérité, cette agitation chronique était plus agaçante que dangereuse, encore importait-il de la surveiller. Colbert de Terron était bien pénétré de cette nécessité et son attention se portait spécialement sur les ennemis particuliers de Mazarin. A la fin de l'année 1656, certains rapports lui firent supposer que le cardinal de Retz, que l'on savait avoir quitté Rome au mois de juillet, était en Poitou. Il détache aussitôt deux agents qui explorent la campagne, les abords des maisons suspectes, la côte, les points d'embar-

(1) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 21 juillet 1658 (*Ibidem*, fol. 236.)

(2) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 24 juillet 1648. art. 15 (*Ibidem*, fol. 238.)

(3) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 28 juillet 1658, art. 8, et réponse de Colbert, Paris, 4 août (*Ibidem*, fol. 242).

quement et les îles, jusqu'au jour que Colbert lui fait savoir qu'il est assurément sur une fausse piste.

Mais un jour Colbert reçut de son cousin une communication dont il n'est pas inutile de relever la date parce qu'elle fut peut-être le point de départ d'une patiente et minutieuse investigation qui éclaira Colbert sur les projets criminels du surintendant Fouquet.

Au cours d'une lettre du 2 juin 1658, Terron signalait un fait qui lui paraissait singulier : « tandis que nous sommes sur la coste de Poitou, je croy estre obligé de vous escrire une chose que j'ay négligé de vous faire sçavoir, c'est que l'on a fait des fortifications dans l'isle Dieu qui appartient à Madame d'Assérac (1). »

Cette Madame d'Assérac, Jeanne Pélagie de Rieux, avait épousé son cousin germain, Jean Emmanuel de Rieux, marquis d'Assérac, bibliophile et réputé savant, qui était mort à cinquante ans, en 1656. Extravagante et prodigue, cette dame paraissait capable de se lancer dans les entreprises les plus folles ; elle ruina d'ailleurs à peu près complètement son fils mineur.

L'importance des travaux entrepris à l'île d'Yeu commençait à faire jaser ; « le bruit du pays » était que l'abbé Fouquet était dans cette entreprise comme ayant « quelque liaison pour le mariage avec Madame d'Assérac. » Pour Terron ce n'était pas autre chose qu'une folie : « assurément ceste despence doit venir d'une personne abondante en argent et mal informée des avantages que l'on peut tirer de l'islé Dieu. »

Colbert avertit aussitôt le Cardinal et recommande à son cousin de « s'informer soigneusement. » Celui-ci poursuit ses investigations et transmet des renseignements dont il ne mesure pas encore la portée. Pour lui, « toute l'apparence est que Messieurs Fouquet ont interest la-dedans. » Une frégate armée de 18 canons vient d'aborder à l'île d'Yeu, « il faut que ce soit pour y porter des munitions ou autre chose de plus grande conséquence, ou qu'il y ayt quelque mistère la-dessoubz. Sy vous voulés, j'enverray un homme travesty à l'isle Dieu, qui me raportera ce qui s'y passe (2). »

Déjà Colbert découvre sa pensée : « j'estime que vous avez bien

(1) Terron à Colbert, Brouage [Dimanche] 2 juin 1658 (*Ibidem*, fol. 191).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 22 juin 1658 (*Ibidem*, fol. 202).

deviné quand vous avez attribué cette dépense à M. Fouquet » répond-il à Terron (1).

Un petit bâtiment de l'île d'Yeu étant venu dans le havre de Brouage apporter du beurre de Bretagne, Terron fait appeler le patron pour l'interroger. Il se trouve que ce patron est fort bien renseigné sur ce qui se passe dans l'île. Un Parisien, nommé Desnoyers, y commande comme gouverneur ; il a fait bâtir le long des côtes sept redoutes maçonnées qui seront garnies de canon et on doit en établir encore d'autres ; on prend des mesures pour agrandir le port et pour fortifier le bourg ; les ouvriers ont la forte paye ; on attend des navires de Bretagne et le gouverneur a fait prendre à La Rochelle des vivres et des munitions de guerre. « Il semble, conclut Terron, que cela ne peut servir qu'à des gens qui cherchent à se précautionner ou à se rendre considérables dans un party (2). »

Terron a-t-il découvert le mot de l'énigme ? Non. Il poursuit ses recherches et, de renseignements en conjectures, il finit par être convaincu qu'il ne s'agit que d'une entreprise de course. Un fait reste acquis : « il n'y a plus à doubter que Monsieur le surintendant ne soit le principal acteur de ce qui se passe à l'isle Dieu. » Mais ce qui rend l'action coupable c'est que ces corsaires prennent des commissions du Portugal. « Cela sonne assez mal en ce pays cy qu'une personne de la dignité du surintendant face armer des navires au préjudice de la déclaration du Roy. »

Colbert voit plus loin, pour lui il y a « assurément quelque autre mystère que de commerce caché soubz cette grande dépense (3). » Lui seul voit où tout cela mène.

Les Huguenots qui étaient en nombre dans les gouvernements du Cardinal n'étaient intéressants pour Colbert et pour Terron que comme parti politique. On demandait seulement à ces dissidents de se tenir tranquilles et de ne pas contrevenir à l'Edit de Nantes. Ces conditions observées, ils n'avaient à craindre aucune persécution. Tout au contraire Terron affirmait hautement son intime liaison avec des huguenots de marque comme le sieur Gobert et

(1) Réponse de Colbert, Paris, 14 juillet 1658, art. 13, à une lettre de Terron, de Brouage, 3 juillet (*Ibidem*, fol. 212).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 14 juillet 1658, *post scriptum* (*Ibidem*, fol. 226).

(3) Terron à Colbert, La Rochelle, (2 octobre 1658) art. 3, et réponse de Colbert, Paris, 20 octobre (*Ibidem*, fol. 200).

le ministre Prioleau à La Rochelle. Sa femme recevait Madame de Marennes et ses filles qui étaient « huguenotes. » Il propose à Colbert de « faire un conseiller huguenot au présidial de Marennes en faveur du médecin de Brouage qui est fort honneste homme (1). » Il députe l'aide-major de Brouage, Rouffaict, aux colloques protestants.

Dans le service militaire, maritime, ou civil, dans les relations commerciales ou sociales, aucune distinction entre les catholiques et les réformés. Malheureusement ceux-ci, entre eux, ne s'entendaient guère; les « différends » étaient incessants, ils éclataient invariablement à l'occasion des élections aux fonctions municipales et le conflit était particulièrement aigu dans l'île de Ré.

Un jour, à la suite de querelles au sujet de l'élection du syndic de l'île de Ré, les Huguenots, avec le concours du lieutenant du prévôt du Poitou, enlèvent le sieur Jamon, catholique et procureur fiscal de Saint-Martin de Ré, et le transportent en lieu sûr à la Rochelle. Ce Jean Jamon était, à la vérité, singulièrement agité et agressif, mais à qui faire tort du premier grief en cette affaire, c'est ce qu'il était bien malaisé de débrouiller.

Dans les difficultés de ce genre, Colbert procédait d'abord par les voies normales, c'est-à-dire qu'il « conférait » avec le ministre de l'Intérieur, M. de La Vrillière, et le député général des Eglises protestantes, le marquis de Ruigny (2); s'il ne pouvait obtenir un accommodement, il provoquait des arrêts du Conseil, au besoin, on chargeait le maréchal de Clérambault de régler sur place le différend.

Les contraventions à l'Edit de Nantes ou les actes que Terron considéraient comme tels étaient traités avec moins de tolérance; mais le point délicat était précisément de s'entendre sur l'interprétation des articles de l'Edit.

Ainsi les protestants s'entêtaient à rétablir des « presches » supprimés, notamment à Nièul et à Marsilly, près La Rochelle. L'évêque de La Rochelle s'était d'abord chargé de poursuivre le

(1) Terron à Colbert, Brouage, (mercredi) 10 juillet 1658) art. 8, (*Ibidem* fol. 222).

(2) Henri de Massué, marquis de Ruigny, était lieutenant général des armées depuis 1652; tout dévoué au roi et choisi par Mazarin, le 15 août 1653, pour le poste de député général des églises protestantes, il s'efforçait très habilement de concilier les partis. Après la révocation de l'Edit de Nantes, il sortit de France avec l'autorisation du roi, le 30 janvier 1686, et se retira à Greenwich où il mourut en 1689.

jugement du procès. Mais il en est bientôt excédé, surtout « pour ce que toute la procédure se faict à ses despens et, comme il n'ayme pas ceste despençe, » il cherche à « s'en deslivrer » en passant la main au gouverneur (1).

L'évêque avait fait intervenir le baillly du Grand Fief de l'Aunis, un « juge campagnard » devant lequel on plaidait « sans donner d'argent. » Cette très modeste compétence n'étant d'aucun poids, il faut appeler l'affaire au Parlement, à la Chambre de l'Edit. En attendant Terron devra maintenir, non sans peine, la suspension des prêches.

Parfois l'agitation des protestants coïncidait ou n'était pas sans relation avec celle de la noblesse du Poitou, alors Terron perdait toute patience ; mais ce qui était plus grave encore c'étaient les manifestations associées à la politique de l'Angleterre.

Déjà en 1655, alors que l'hostilité de cette puissance s'affirmait, Terron avait signalé le mauvais esprit des huguenots de la La Rochelle. Après l'alliance de Mazarin avec le gouvernement de Cromwell, il leur reproche de se croire tout permis.

« Je vous assure, écrit Terron à son cousin (2), qu'il ne faut point taster ces gens-là et nous sommes d'autant plus en droit d'en user avec sévérité, lorsqu'ils manquent, qu'en toutes autres occasions on les traite avec toute la faveur et la justice qu'ils peuvent désirer », et il demande des ordres pour le commandant, M. de Survie, et pour lui-même, « pour faire commander des soldats s'il est besoing. »

Comme La Rochelle restait, par tradition, le grand centre religieux, M. de Survie avait son rôle, mais il restait toujours subordonné à la direction de Colbert de Terron. Ainsi, le commandant de La Rochelle croyant devoir écrire directement à Mazarin pour lui rendre compte du projet d'un colloque qui devait se tenir à Ciré, en Aunis, et lui demander des instructions, le Cardinal le renvoie à Terron, « n'estant pas informé de ce qui se pratique en ces rencontres là, répond-il, et le sieur Terron ne m'ayant rien mandé, il me serait difficile d'entrer en aucun destail (3). »

Le Cardinal ne restait cependant pas indifférent à l'évolution

(1) Terron à Colbert, La Rochelle 7 février 1658, art. 14 (*Ibidem*, fol. 116).

(2) Terron à Colbert, Brouage [lundi] 26 août 1658 (*Ibidem* fol. 258)

(3) Mazarin à M. de Survie, Saint-Jean-de Luz, 3 novembre 1659 (aff. Etr., France 1447, fol. 84).

religieuse de ses gouvernements. Apprenant que les curés de La Rochelle « favorisoient ouvertement le jansénisme », il prescrivit à Terron d'en donner avis « de sa part » à l'évêque de La Rochelle afin qu'il change ces curés ou du moins qu'il les oblige à faire une profession publique « touchant les cinq propositions (1). »

Le clergé catholique, qui ne formait pas un parti politique, ne retenait que fort peu l'attention de l'intendant. Terron n'avait guère à faire qu'aux religieux des abbayes de Mazarin et aux ecclésiastiques pourvus de bénéfices, et nous avons vu précédemment combien il se montrait dégagé de toute condescendance à leur égard quand il s'agissait de soutenir des intérêts du Cardinal. Ces conditions écartées, Messieurs du clergé ne devaient trouver chez l'intendant que dispositions courtoises et bienveillantes. Le contraire eût été une indécence à cette époque.

On voit d'ailleurs Terron s'entremettre officieusement dans les intérêts de hautes personnalités, même en dehors de son département. Il vient en aide à l'évêque de Rieux, Mgr Jean-Ludovic de Bertier, qui désirait obtenir la coadjutorerie de son propre évêché en faveur de son neveu Antoine-François de Bertier. Mais c'est en vain, le Cardinal était, en principe, opposé aux coadjutoreries (2) et Colbert dut s'en convaincre plus tard quand il fut question, pour son frère, de celle de Luçon.

Au mois d'avril 1658, Terron proposait de faire donner à Jean de Roquette, le vicaire du Cardinal à Moissac, l'économat de l'évêché de Lombes dont le siège était vacant depuis plus de sept ans.

En somme Terron remplissait son rôle : « Avoir l'œil à tout ce qui se passe. »

(à suivre).

JULES SOTTAS.

LA MORT DE L'ABBAYE DE SAINTES

(Suite)

Le 15 octobre, à la demande de la dame Baudéan, ci-devant grande prieure de l'abbaye, faite dans l'intérêt des héritiers de l'abbesse, tendant à l'autorisation d'enlever les meubles des appartements de la défunte, l'orangerie à la réserve de six pieds qui

(1) Mazarin à Terron, Saint-Jean-de-Luz, 2 février 1660 (*Ibidem*, fol. 102).

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, 21 mai 1656, art. 6, et réponse de Colbert, Paris, 27 mai (Bibl. Nat., Ms., *Mét. Colbert* 101, fol. 51).

sont de la maison, et un sac de mille livres placé dans l'armoire n° 2 de sa chambre et un d'assignats pour les dépenses de la maison et sur lesquelles sommes les religieuses prétendent avoir chacune un intérêt particulier, vu l'avis de la municipalité, où le procureur syndic, on répond que la loi du 4 octobre 1790 ne laissait hériter les parents que si les religieuses étaient sorties du couvent recouvrant leur existence politique ; elles ne peuvent disposer que des meubles acquis depuis leur sortie ; dans ce cas les parents peuvent succéder : elles ne peuvent même, article 24, disposer de leur mobilier de cellule que dans le cas où elles sortiront du couvent, loi du 16 août 1792 et l'abbesse est décédée dans le couvent.

L'argent réclamé comme partie du traitement des religieuses n'était pas dans la caisse de l'économet où devaient être les traitements, « ce qui auroit déterminé la justice à accorder cette somme aux parents de la ci-devant abbesse (si la loi en reconnoissoit aux religieuses cloîtrées) parce qu'à l'époque de sa mort tous les comptes de chacune d'elles devoient être réglés, puisque c'est le jour même où la loi leur ordonnoit de se séparer. » Avis que la dame Baudéan et « même tous autres soi disant parents de la dame Parabère à qui la loi n'en reconnoit pas, qui se présenteroient soient déclarés non recevables dans leurs prétentions. »

Le 19 octobre, sur réclamation de ces mille livres par les filles Baudéan, Maulmon, Guérin et Dezimard pour elles et les autres religieuses disant que c'était un fonds de la caisse de la communauté provenant de leurs traitements et utile pour payer des créanciers de la maison, le Directoire persiste dans son avis du 15 octobre.

Le 4 décembre, François Fourestier apothicaire à Saintes, fondé de procuration datée du 18 octobre du sieur Langeron et de dame Castel Saint-Pierre son épouse, héritiers de l'abbesse, réclamant mainlevée du mobilier énoncé dans l'arrêté du département du 18 octobre et « la remise d'un clavecin couleur de bois blanc et rayé de rose, qui a dû se trouver dans le pensionnat de la ci-devant abbaye lequel clavecin appartient à la demoiselle Langeron, leur fille » : cette procuration ne prouvant pas que les réclamants sont les seuls héritiers, le Directoire du district est d'avis que Fourestier devra donner caution de la valeur de ce mobilier et décharge des effets tels qu'ils sont spécifiés dans l'arrêté du département qui leur accorde ces meubles et effets.

Le 20 janvier 1793, les mêmes parties requièrent mainlevée du

sequestre de ces meubles : « vu qu'à l'endroit où ils sont déposés ils courent risque d'être volés » offrant de donner caution. Un arrêté du département du 18 décembre les oblige à justifier de leur qualité d'héritiers. Il s'agit de mettre les meubles à couvert « des dilapidations dont ils sont menacés » ce qui évite une « surveillance continuelle aux officiers publics qui en sont chargés. »

On ne croit pas pouvoir refuser (quoiqu'ils ne justifient pas leur qualité d'héritiers). Avis d'accorder mainlevée sous bonne caution donnée devant le Directoire du district : les commissaires de la municipalité qui ont apposé les scellés les reconnaitront, en donneront mainlevée, feront état des meubles devant Fourestier et la caution qui donneront récépissé au bas de l'état.

Enfin, le 28 mai 1793, Fourestier et André Roy ayant justifié que leurs mandants sont les seuls héritiers, avis de leur accorder mainlevée des meubles déclarés au procès-verbal fait à l'abbaye appartenir à la défunte, après vérification sommaire par deux commissaires de la municipalité devant eux, et permission de les enlever après paiement des frais du séquestre.

Le 30 janvier 1793, avis de payer 175 livres, traitement du dernier trimestre, à Catherine Maron ci devant bénédictine.

Nous assistons ensuite au défilé des anciens serviteurs de l'abbaye : ils restaient longtemps en service à cette époque : avis favorables sont donnés de payer les traitements réservés par la loi :

Le 4 décembre 1792 à Gagnerot, ci devant sacriste, 48 ans, 26 ans de services secours annuel de 75 livres sur les fonds du culte ; 21 décembre, à Anne Guyonnet ci devant tourière, 60 ans, 31 ans de services, certificat des dames Baudéan, Saint-Aulaire, Maulmont, Dezimard ex-religieuses, 150 livres par an ; 2 janvier 1793, Leblanc, 63 ans, portier, 3 enfants qui a été maintenu le 13 septembre gardien de la maison et des effets moyennant 100 livres, 17 ans de services, à raison de 150 livres habillé et entretenu, recevra un secours annuel de 75 livres ; 13 janvier, Offré dit Bontemps, 57 ans, 33 ans de service à 36 livres par an est proposé pour 150 livres par an, ainsi que Sébastien Savary, 60 ans, 35 ans de service ; 29 janvier, La Rétaud, 34 ans, 15 ans de service, aura 75 livres par an ; 28 février, Marianne Seguin, 38 ans de services à 24 livres recevra pareille somme annuellement à compter « de la suppression du couvent, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 1791 » ; Jacques Gagnerot déjà pensionné se contentera du logement gratuit comme gardien ; 26 avril, Jean Demenier, menui-

sier, 31 ans de service à 200 livres aura 150 livres par an ; 26 floreal an 3. Avis d'accorder 150 livres par an à la citoyenne Seguin, 30 ans de services, à dater du 1^{er} octobre 1792 époque de la suppression à charge de prêter le serment prescrit par la loi du 14 août 1792.

Refus de pensionner Jean Ardouin, berger, qui n'a que 13 ans de services.

Le 7 octobre 1792, le département avait examiné une proposition tendant à loger les prêtres réfractaires infirmes et sexagénaires reclus dans le bâtiment extérieur de l'abbaye contenant 24 chambres à feu n'exigeant pas de réparations. On préféra le Carmel.

Le 22 octobre, le Directoire du district arrête qu'on affichera la vente à faire le 27, des chevaux qui se trouvent à l'abbaye et causent une dépense inutile ; le 27 les communautés de filles étant évacuées, pour éviter des frais de garde, on affichera la vente aux enchères du mobilier et orangeries pour le 12 novembre en commençant par ceux de l'abbaye, devant un administrateur de district. Le 15 octobre, les citoyens de Saint-Eutrope demandant l'autel, la rampe en fer faisant sainte table de l'église des Notre-Dame pour faire une sacristie, on accorde l'autel seul non la rampe, « l'Assemblée nationale ayant dédié cette matière à faire des piques. » Il est probable que tel fut aussi le destin des objets en fer qui pouvaient exister à l'abbaye. Le 17 nivôse 1794 on arrête à 32 livres 10 sols l'état de frais de la vente de ses meubles ; la criée a duré trois jours.

Le 28 janvier 1793, le Directoire propose de faire des casernes dans les anciens couvents ; le 7 mai, d'allouer 206 livres réglées par la municipalité aux ouvriers qui ont abattu les armoiries dans les églises et bâtiments des communautés grâce à la vigilance de la société républicaine ; le 11 juillet, il charge Bonhomeau de conduire les ouvrages à faire pour l'établissement d'une maison de détention à l'abbaye.

Le 17 juillet, Guibaut et Rocheteau fermiers des jardins, se plaignent du dégât fait aux fruits par les malades et convalescents fixés à l'abbaye ; le 18 septembre, plainte d'un fermier du terrain qui joint les jardins : on s'en empare pour faire un cimetière : le 1^{er} octobre, Pierre Cosme Senné fermier des jardins veut résilier son bail.

Le 29 ventose an 2, Bravet, Morisson, Buhet font approuver leur mémoire de 53 livres pour avoir démonté des cloisons dans le chœur ; le 28 messidor on examine s'il y aurait lieu de réunir

à l'abbaye les détenus dispersés ailleurs en quatre prisons : il y aurait à courir trop de risques « d'une part dans cette enceinte existent les prisons, les cachots et il seroit impossible d'empêcher la communication ; d'un autre côté l'établissement de vos magasins, votre entrepôt de grains sont dans cette maison et sous le point de vue du mal que pourroient faire les ennemis du peuple, je pense que vous ne jetterez pas les yeux sur cette maison. » On arrêta le transfert de 46 personnes à Brouage.

Le 29 thermidor an 2, Dubousquet, capitaine de vétérans obtient dans l'abbaye une salle de discipline, à charge de veiller aux dégradations possibles ; le 26 ventôse, Manseau serrurier obtient 8 livres pour travaux faits pour le transfèrement de prêtres détenus à l'abbaye ; le 10 thermidor Vanderquand, aide garde-magasin demande qu'une portion du jardin louée à Dupinier 36 livres compris une serre d'orangers, lui soit attribuée pour la sûreté de son bureau.

Le deuxième jour sans culotide, Bourignon cadet expose que parmi les tuyaux d'orgues de l'abbaye quelques-uns peuvent lui servir et les demande à charge de remettre même poids de matière. Avis favorable : « Cet échange tournera à l'instruction publique et la République n'y perdra rien. »

Le 13 frimaire an 3, Jules directeur de l'hospice militaire pourra prendre dans le chœur les planches d'un escalier en bois pour travaux à faire à l'hospice ; le 26 frimaire la ville pourra prendre dans la maison 25 planches pour le dépôt du 11^e de hussards.

14 nivôse, Rullier, serrurier, touchera 25 livres, pour travaux propres à faire à l'abbaye une maison de réclusion.

Le 19 thermidor, Dubousquet demande qu'on fasse vidanger l'abbaye occupée par sa compagnie, les Espagnols (déserteurs) et plusieurs locataires et des détenus. Le 8 fructidor, le département concède aux vétérans la jouissance gratuite des deux jardins dont un joint le parterre de l'abbesse, quand la ferme de Dupinier et Lamoureux expirera.

Le 2 vendémiaire an 4, on décide qu'on enlèvera de vieux panneaux en verre, pour remplacer ceux de l'hôpital militaire cassés.

X.

LETTRE ADRESSÉE
PAR MGR LOUIS-GUI GUIRAPIN DE VAURÉAL
évêque de Rennes, ambassadeur en Espagne
à Mgr de Beaumont, évêque de Saintes

Archives du château de La Bristière.
Communication de M. l'abbé Barbotin.

A Madrid, 24 feb 1743.

Je repons bien tard à La Lettre dont vous m'avez honoré Monseigneur, je me flatte pourtant que vous n'avez pas douté du plaisir qui me donnoit une occasion de vous servir, mais avant de vous le dire je voulois estre sur de quelque chose, enfin M. le Ch^r de Beaumont a baisé hier la main à LL. M. M. C. C. en qualité de capitaine dans le régiment de Bruxelles. Cela est devenu extrêmement difficile en ce pays cy et il a fallu vostre nom pour le rendre possible. Le Roy d'Espagne qui n'a rien oublié en sa vie, se souvient de vous parfaitement il prétend qu'aujourd'huy vous ne le porteriez pas sur vostre poignet comme vous faisiez il y a cinquante ans (1) ; je dois encor vous remercier de l'honneur que m'a fait le chev^r de Beaumont de vouloir bien prendre une chambre chez moy, honneur dont je n'ay guère profité par l'extravagante vie que je mesne, mais assez pour connoistre qu'il est digne de vous appartenir d'aussi prés.

J'ay l'honneur d'estre avec autant d'attachement que de respect, Monseigneur, vostre très humble et très obéissant serviteur.

† L. Ev. de Rennes.

Mgr l'Ev. de Xaintes à Xaintes.

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE SEMUSSAC

INSTRUCTION PUBLIQUE

Par arrêté en date du 8 thermidor an 2 (août 1794), un instituteur fut nommé à Semussac. Comme la commune n'avait pas mille habitants, il partit au commencement de l'année 1795. Par une délibération en date du 8 février 1795, le Conseil municipal proteste auprès de l'administration et demande un autre instituteur, mais en vain.

(1) Philippe V, né en 1683, petit-fils de Louis XIV, mort en 1746.

L'instituteur qui venait de quitter la commune devait se nommer Pressat, car plusieurs procès-verbaux de l'assemblée municipale sont signés : « Le secrétaire, Pressat » et aucune famille de ce nom n'existait dans la commune.

En vertu d'une commission qui lui avait été délivrée le 24 prairial an 3, par un jury d'examen siégeant à Saintes, le sieur Pierre Lécuron, de La Valade, exerçait la profession d'instituteur. Il a signé plusieurs documents comme secrétaire greffier de la Mairie. Le 30 frimaire an 10, le Maire de Semussac fait connaître que Pierre Lécuron a 35 élèves auxquels il apprend à lire, à écrire et à chiffrer et il ajoute qu'il enseigne bien et qu'il a beaucoup de sagesse et de moralité.

Plus tard, un sieur Coudreau était instituteur au bourg. En 1830, le sieur Jacques Laé s'intitule instituteur et signe comme témoin sur les registres de l'état-civil. En 1832, il est garde champêtre. Cette dernière fonction lui rapportait sans doute davantage.

En 1833, on accorde l'autorisation d'enseigner à M. Coudreau, frère du curé et à un nommé Bernard, demeurant à Bardécille. Ce dernier se fit cultivateur en 1843.

Le premier instituteur communal de Semussac fut François Guérineau. Il était si mal rétribué que sa femme était obligée de vendre des moules pour vivre et malgré cela, ils étaient dans la misère.

- 1833, Guérineau, François.
- 1843, Fignoleau, Louis-Gabriel.
- 1851, Baudens (Jean-Marie-Bertrand).
- 1858, Guichard (Jean-Eugène).
- 1864, Fragnaud (François).
- 1879, Grenon (Pierre).
- 1884, Guiet (Jean-Marie-Victor).
- 1917, Goulard (Louis).

Il faut croire que le besoin d'une institutrice se fit moins sentir, car dans la première moitié du XIX^e siècle, personne ne réclame une école de filles. Il est vrai que sous la Restauration, une demoiselle Marthe (Marthe Barbeau, née à Saintes le 25 août 1760), dont quelques personnes gardent encore le souvenir, enseignait à lire et à écrire aux petites filles qu'on voulait bien lui confier. En 1846, une charitable demoiselle, Louise-Caroline de la Grandière, fonda au bourg, une école libre dirigée par des sœurs de l'ordre de Saint-Vincent de Paul pour instruire gratuitement les filles pau-

vres. Cet établissement auquel fut annexé un pensionnat, a été fermé au commencement du xx^e siècle. Pendant un certain temps les sœurs tinrent une garderie ; maintenant (1925) elles sont parties et le couvent est à vendre.

En 1881, quelques pères de familles réclament une institutrice publique laïque. Le Conseil municipal, mis en demeure de créer une école communale de filles, s'y refuse. En 1882, le préfet impose d'office une institutrice laïque à la commune. Pendant une vingtaine d'années, on compta donc deux écoles de filles à Semussac.

1882, Mlle Chénoury Louisa (épouse Guichard).

1889, Mlle Doussantousse Thérèse (épouse Bureau).

1892, Mlle Audrieu, Adrienne.

1898, Mlle Michaud, Mathilde.

1900, Mme Veuve Berry, née Laure Favre.

1901, Mlle Faudrit, Albertine.

1904, Mme Gouin, née Françoise Mérigoux.

1905, Mlle Rambaud, Léontine.

1909, Mlle Bondon, Nelly.

1910, Mme Bordier, née Eveline Pineau.

1922, Mlle Bargeaud, Marcelle.

CULTES

La plupart des habitants de Semussac sont catholiques : on n'y compte qu'une quarantaine de protestants.

Le plus ancien curé de la paroisse que nous connaissions est He-lie, qui vivait en 1235, mentionné dans le *Cartulaire de Vaux*. Une chapellenie fut fondée par Guillaume Gua et Julienne de Coëtivy, assise sur La Dixmerie.

Liste des curés depuis 1646

1646, Pouault.

1802, Laforest.

1653, Baillé.

1802, Schevansceau de Latour.

1664, Robbalt (1).

1807, Intérim.

(1) Alias Robe qui était prieur. Il est remplacé par Jacques Aubert, à qui le 18 août 1678 Marie de Senneclerre, demeurant à La Touche, fait sommation, au nom de sa mère Jeanne de Rabaine, veuve de Ch. de Senneclerre, de lui payer 24 boisseaux de froment à cause du décès de Esther Dalloue, dame de Saujon, sa cousine. Aubert se dit vicaire, mais que la dame de Saujon a fait abandon au prieur.

1678, Jacques Aubert.	1809, Coudreau.
1679, Dusault.	1838, Intérim.
1724, Cuppé.	1839, Vacher.
1728, Lasalle.	1870, Duret.
1783, Laforest.	1900, Buret.
1791, Simonneau.	

Le prêtre Laforest n'ayant pas voulu obéir à la Constitution de 1790 émigra. Sa protestation est dans les archives de la mairie. Il alla en Espagne, d'où il revint en 1802. Mais la Révolution ayant modifié l'esprit de ses paroissiens, il ne put s'entendre avec eux et quitta de nouveau la commune trois mois après son retour en les traitant d'ingrats.

En 1623, le 17 mai, les protestants de Semussac se plaignent du prêtre catholique qui ne veut pas souffrir qu'ils enterrent leurs morts dans le cimetière paroissial. Ils demandent au seigneur Frédéric de La Trémoille de leur faire remise de la rente d'un quart et quelques picotins de froment assignée sur un terrain de 18 à 20 carreaux (8 ares) qu'ils viennent d'acheter pour leur servir de cimetière.

Le 18 février 1674, un groupe de protestants de Talmont et Semussac protestent contre l'imposition de cent livres « aux fins de la fonte d'une cloche pour mettre à l'église du dict Semussac » dont on prétend leur faire payer une partie bien que d'après les ordonnances ils en soient exempts (*Revue Saintonge*, t. XLI, p. 66).

NOTAIRES

Avant la Révolution de 1789 (et jusqu'en 1814) il y avait une étude de notaire à Semussac. Au xvii^e siècle, le notaire était en même temps procureur d'office de la Baronnie de Didonne ; à la fin du xviii^e siècle, il est notaire et juge de la dite Baronnie.

Liste des notaires depuis 1700

Labbé (Gilles).
Labbé (Gilles) (probablement fils du précédent).
Moreau (Jean) (marié à N. Labbé).
Moreau (Jean-Victor).
Moreau (Pierre-Raphaël).

Ce dernier a dû quitter la commune en 1814. La maison qu'il habita existe encore.

PERCEPTEURS

Le Consulat fit de Semussac le siège d'une perception, qui comprenait les quatre communes de l'ancienne baronnie de Didonne : Semussac, Meschers, St Georges-de-Didonne et Médis. Cette perception fut supprimée en 1851. Elle a été occupée par MM. de Queux, de Jossey, Deruas, Orgerit, Dromery.

NOMS

*de quelques seigneurs de villages relevés dans les registres
de la paroisse de Semussac*

1650. François de Campet, baron de Saujon, seigneur de la Valade.

1660. Joachim Gaudin, sieur de la Serre (1).

1667. Ollivier Savary de la Gandonnière.

(Il signait : de la Galdonnière).

1682. Charles de Campet, chevalier, seigneur de La Rivière.

1686. Jean-Louis De Labat, écuyer, seigneur du Barrail et de La Chasse.

1686. François de Sénectère, seigneur de La Touche et de Bresillas.

1702. Charles de Béchillon, chevalier, seigneur de La Valade.

1737. Alexandre-Louis Viard, seigneur de Fontailler.

1749. François-Théodore Gay, chevalier, seigneur de Fontenille.

1719. Mélanie Nadaud de Paris, dame de Chenaumoine.

NOTES

*recueillies dans les anciens registres des naissances,
mariages et décès*

I. — Le printemps de la présente année 1785 a été si sec qu'il n'y a presque pas eu de froment, excepté dans les pièces qui avaient été ensemencées de très bonne heure. Ce qui prouve que dans cette paroisse, on fera toujours bien de semer immédiatement après la récolte, n'importe le temps qu'il fasse ; l'expérience est le meilleur des maîtres. Les métures (météil) ont entièrement manqué ainsi que les baillarges (sorte d'orge). Et il n'y a point eu du tout de blé d'Espagne (maïs). Le vin a été très abondant. Pour obvier aux triples effets de la disette, sieur l'intendant a fait venir plusieurs cargaisons de riz, qui ont été distribuées gratis dans les

(1) Probablement de Serre, commune de Meschers.

différentes paroisses de la province. MM. les curés ont été les distributeurs. Et voici de quelle manière on servait ce riz aux pauvres. On avait un grand chaudron, dans lequel on mettait cinq livres de riz et autant de pintes d'eau qu'il en fallait pour le faire cuire. Quand il commençait à devenir épais, on mettait dans le dit chaudron, cinq livres de pain coupé en morceaux, qu'on faisait bouillir avec le riz. On brassait toujours le dit mélange avec une spatule jusqu'à ce que « l'armaguame » (amalgame) fut fait, on salait et on mettait cinq onces d'huile ou miel avant de le tirer. Un demi-litre de cette bouillie faisait plus d'effet qu'une livre de mie de pain ordinaire.

II. — « L'hiver de la présente année 1789 a été si rude, si excessif, que sa rigueur a dépassé de trois degrés trois quarts celle de 1709. Nos campagnes ont été presque entièrement dévastées. Point de froment, point de méture. Et si le grand froid n'avait pas été précédé par une sécheresse qui durait depuis trois mois, tous nos arbres eussent subi le même sort que les figuiers, les lauriers et les myrtes, qui ont été gelés même dans les endroits les plus abrités. Les chênes-verts, les ajoncs et les brandes (bruyères) ont été généralement perdus.

Si les habitants de cette paroisse eussent suivi l'exemple de certains particuliers, leurs voisins, ils eussent ensemencé de nouveau immédiatement après le dégel et loin d'avoir éprouvé la grande disette qui les a accablés, ils auraient eu une abondante récolte en froment et en toute espèce de nature et de seigle. Deux de mes paroissiens, dociles à mes avis, ont semé du froment le 25 février, époque du grand dégel. Et ils ont eu la satisfaction d'avoir beaucoup de grain et très beau.

Le froment s'est vendu 33^l la pochée, la baillarge 22, la méture 25 et le blé d'Espagne 20^l. »

Pendant la Révolution de 1789, les Semussacais font preuve de beaucoup de patriotisme et ne commettent pas de ces actes de cruauté dont se rendent coupables, ailleurs, les gens des campagnes. On se contentait de faire quelques patrouilles, de visiter le château, le presbytère — pour la forme — et c'était tout.

Sous l'empire, les habitants de Semussac reçoivent une lettre de félicitations pour le courage qu'ils ont montré dans la lutte contre les Anglais, en contribuant à la prise d'un navire ennemi dans les eaux de la Gironde.

MONUMENTS PUBLICS. — EGLISE

L'église fut reconstruite en 1773. Elle n'offre rien de remarquable. La flèche en est toute récente. Elle date de 1879.

Le prieur Lasalle écrit qu'à son arrivée (1729) l'église tombait en ruines. Il dut faire beaucoup de réparations à son compte. Il fit refondre la cloche qui ne sonnait plus depuis sept à huit ans. Trois mois après, elle était cassée et il fallut recommencer l'opération. « Avec bien de la peine, dit le prieur, mes paroissiens m'ont donné près de 160 livres et M. de Sénectère seul, donna 100 livres. »

PRESBYTÈRE

Le vénérable prêtre note sur son registre de l'état civil que « le 6 avril 1745, il mit la première pierre de la maison prieuriale. » A son arrivée (1729) son logement était en fort mauvais état. « Il était de construction fort antique ; au lieu de fenêtres, il y avait des lucarnes qui ne fermaient pas. »

Le curé Dussault déclare, en 1692, qu'il jouit d'une petite maison presbytérale avec aire, jardin, pré, en tout 120 carreaux, touchant l'église. Il partage les dimes avec l'archevêque de Sens et le prieur de Mortagne, qui prétend avoir le tiers des grosses dimes ; il jouit en outre du droit d'agrière sur deux journaux de vignes de temps immémorial au fief de Borde. Il prend trois quarts de blé froment sur les maisons du bourg et une rente de six quarts froment sur la terre appelée La Chapelle et 20 sols sur La Potonnerie. Le revenu de la cure peut valoir 800 livres, sur quoi le curé paye 80 livres de décimes, 70 livres de décimes extraordinaires. Il est obligé d'avoir un vicaire « ayant près de 500 nouveaux convertis et un grand nombre d'autres catholiques. »

Archiv. Saintonge, t. XXXV, p. 191.

MAIRIE ET ECOLE DE GARÇONS

La mairie et l'école de garçons sont dans le même corps de bâtiments, au centre du bourg. C'est une des plus jolies maisons de la commune. La salle de classe est une des plus belles des environs. Ces bâtiments ont été construits sur l'emplacement de l'ancienne demeure du notaire et juge du château et mêmes certains murs n'ont été que surhaussés.

ECOLE DE FILLES

L'école publique de filles (c'était l'école de garçons en 1891) est

installée dans des bâtiments qui furent jadis des servitudes de la cure.

CIMETIÈRES

En 1896, on a édifié un vaste cimetière au sud-ouest de l'église et de l'ancien cimetière. Ce dernier était devenu insuffisant à cause de la suppression des lieux de sépulture particuliers.

Dans l'ancien cimetière, non loin de la croix, il existe une chambre souterraine, que le curé Vacher a fait combler en partie en y faisant mettre la terre de l'emplacement de la sacristie. J'ai connu plusieurs personnes qui ont visité ce souterrain. « On y descendait par un trou vertical (comme un puits) ; la salle est à peu près carrée ; tout autour, il y a un banc creusé dans la pierre ; les parois sont tachées de fumée de chandelles de résine ; au milieu, une colonne (un pilier) soutient la voûte ; au fond on voit une sorte de couloir se dirigeant à l'ouest. « J'ai voulu explorer ce couloir, m'a dit M. Papin, mais la terre étant éboulée, j'ai dû y renoncer. » Aujourd'hui il existe encore quelques vieillards qui dans leur enfance sont descendus dans ce souterrain.

HALLE

La halle fut construite en 1733 sur un terrain qui avant servait de cimetière. En faisant les fondations de la nouvelle classe de garçons, on a trouvé quantité de squelettes de toutes tailles ; il y a donc lieu de supposer que le cimetière n'était pas limité au terrain sur lequel on a édifié la halle et qu'il se prolongeait au midi jusqu'au logement du notaire juge. Il y avait également un cimetière autour de l'ancienne église. Tout cela ferait supposer encore que l'emplacement de la halle était le cimetière protestant acheté en 1623, cimetière qui serait devenu inutile à la suite des nombreuses abjurations du XVIII^e siècle. Enfin revenons à la halle. C'est un vaste hangar à trois travées.

Avec la propriété du château, cette halle ainsi que le champ de foire du Petit-Puits fut vendue comme bien national par l'Etat à MM. Bouyer, Lambert et Cie malgré la protestation de la municipalité. Après un long procès, au cours duquel les acquéreurs firent détruire un bout de la dite halle, celle-ci fut vendue à la commune en 1808 ou 1809, suivant acte passé devant M^e Magistel, notaire à Cozes. Le champ de foire resta la propriété de MM. Lambert et Bouyer.

COUVENT

Le couvent appartient à une Société, mais, comme c'est un des des édifices considérables de la commune, il mérite d'être cité. Après la flèche de l'église c'est la plus belle construction de la localité, à deux étages.

Il date du milieu du XIX^e siècle.

C'est à Chenaumoine, l'un des plus gros hameaux de la commune de Semussac, qu'est mort et enterré Jean Jarousseau, une des gloires du protestantisme, le *Pasteur du Désert* d'Eugène Pclletan, dont il était le grand-père.

M. H. Clouzot a raconté dans la *Revue de Saintonge* (t. XXIII, p. 342), la touchante histoire de deux officiers de *La Pallas*, Lair et Blondet, qui aimant l'un et l'autre la même jeune fille de Royan, Fanny, se battirent en duel pour savoir lequel des deux l'épouserait. Lair eut le ventre ouvert d'un coup de sabre. Il ne mourut pas de sa blessure, Blondet épousa Fanny, et, mis en demi-solde, se retira aux Brandes de Semussac. Léger, joueur, dissipateur, il ne travailla pas pour élever sa famille. Il mourut la laissant dans la misère. C'est Lair qui, discrètement, par une femme de Semussac, plusieurs fois par an, envoyait œufs, beurre, poulets.

(la fin prochainement).

GUIET.

LA CHANSON DU CHEVALIER ARGANT

Tout le monde a lu dans le dernier numéro de la *Revue* cette amusante chanson qui semble être une charge et un défi à la réalité. Il n'en est rien. Un homme a parfaitement avalé son œil de verre... et il en est mort à Saint-Martin-de-Ré. Il est parfaitement exact qu'un lavement fut ordonné pour le débarrasser, mais il arriva trop tard, et il est non moins exact que l'apothicaire vit l'œil où l'on sait et qu'il recula épouvanté croyant à une mauvaise plaisanterie. Le fait est consigné dans un procès verbal. M. Sœnen l'a imprimé dans son livre sur *La Pharmacie à La Rochelle avant 1808*, p. 103.

L'apothicaire nommé Blanchard, qui n'avait pas administré le lavement, fut accusé d'avoir été cause de la mort du patient; ses confrères ouvrirent une enquête le 28 juin 1770.

Ils constatèrent que Blanchard s'était bien présenté la seringue à la main chez Alphin, officier du bataillon de Languedoc, il avait

bien essayé « d'insinuer son instrument suivant les règles de l'*art tulo et jucunde*, mais inutilement et avec grand empeschement et fascherie. » Il avait regardé, inspecté et « il avait aperçu contre tous usages et coutumes un œil qui le regardait en face, ce qui n'était jamais arrivé depuis vingt sept ans qu'il pratiquait, qu'il avait jugé que son honneur était outragé et qu'il s'était retiré. » Les enquêteurs voulurent se rendre compte et procédèrent à l'examen à leur tour et ils virent en effet, « un fragment de cristal qui faisait œil et qui regardait. » Ils interrogent les gens de service lesquels leur apprirent qu'Alphin avait l'habitude de mettre son œil dans un verre d'eau, qu'il avait pu « l'avalier dans son délire. » Alors, ils prononcèrent la sentence d'absolution envers Blanchard et déclarèrent que « les torts et rébellion sont du côté du mort. »

Toutes les circonstances — sauf la mort — sont dans la chanson. L'auteur a connu l'événement et sans doute le procès verbal. Est-il rochelais ?

QUESTIONS ET RÉPONSES

N° 243. LES VENTRES-ROUGES (*Revue*, t. XLI, p. 252).

Si les Charentais sont « Ventres-rouges », il y a parmi ceux-ci des subdivisions de couleurs différentes. Ainsi les Rochefortais sont « Ventres-verts » et les habitants de Sainte-Gemme sont « Ventres-gris. » Pourquoi ceux-ci ont-ils cette dénomination ? Voici une explication puisée chez eux-mêmes.

Au moment de la formation de la Garde nationale, les habitants de Sainte-Gemme se joignaient à leurs collègues des communes avoisinantes, au bourg de Pont-Labbé. Ils arrivaient vêtus de toile grise, tissée dans la commune même, dans les villages où le souvenir de ces métiers disparus existe encore. Cette grosse toile de campagne était écrue, grise, et c'est pourquoi, dit-on, les gens de la milice d'abord, furent appelés « Ventres-gris » ou simplement les Gris, puis la commune entière hérita de ce nom qu'elle conserve d'ailleurs aujourd'hui.

A. BAUDRIT.

LIVRES ET REVUES

Revue des Etudes anciennes, tome XXVII.

Nous avons dans notre département quelques localités qui portent le nom de Le Martray (Chérac) ou des dérivés, Martrou, (Echillais), Martron, Martre, Martouret (Pérignac). Bien qu'il ne soit pas douteux, qu'ils proviennent du mot *Martyretum*, désignant un lieu de sépulture, nous avons eu coup sur coup trois notes ou mémoires pour expliquer son origine. M. Léon Maitre, dans le *Bulletin de la Société archéologique de Nantes* 1923, de M. C. Jullian dans *Revue des Etudes anciennes* 1924, enfin de M. Jacques Soyer dans cette même dernière (juillet-septembre 1925). L'étude de celui-ci est particulièrement importante et riche en références. « Elle prouve que l'étymologie proposée *Martyratum*, Martroi, Martray n'est pas douteuse. » C'était la conclusion de la Note de M. G. Musset en 1878 sur les *Sépultures du Martret, commune de Chérac*, parue dans le Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-inférieure, tome V, p. 96.

Le Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de Liturgie de Dom Cabrol et de dom H. Leclercq (fasc. LXVI-LXVII) contient un article sur le cimetière d'Herpes.

La *Revue historique* de juillet-août 1925, pages 189 et seq., sous le titre : « *Un faux historique : la séance secrète du directoire du 9 floréal an IV et le Mémoire justificatif de Barras* », publie un article de Sainte-Claire Deville et une lettre de M. Théodore Reinach tendant à prouver que ce prétendu Mémoire où l'on s'accorde à voir un faux, est l'œuvre d'un agent, chasseur à beaux deniers comptants de documents soi-disant historiques, fabriquée de 1914 à 1917, et non, comme l'a pensé M. Grazilier, l'invention d'un gredin, du Chambon, destinée à donner une couleur politique au massacre de Vitry sous le Directoire. V. *Revue de Saintonge* 1924.

Bulletin Philologique et historique du Comité 1922 et 1923.

Au congrès des Sociétés Savantes à la Sorbonne, à la séance du 4 avril 1923 (p. L) M. Depoin a lu un mémoire sur les rameaux de la Saint-Sixte et le rite de l'offrande des prémices de la vigne. On sait de quoi il est question. Il en a été parlé ici même (*Revue* t. XXXIX). Le 6 août, après les avoir bénits, on distribuait à la messe solennelle, dans certaines régions, des branches de vigne portant

pampres et raisins, à Saintes le prêtre pressait dans le calice des grains de verjus. M. Depoin, dit le compte-rendu (le mémoire n'est pas imprimé) affirme « que le plus ancien office bénédictin d'Eutrope, fondateur de l'église de Saintes, fait allusion à la vigne mystique, emblème de la propagation de l'évangile, d'après une parabole du Christ lui-même. La statue du pape Saint Sixte au clocher de Saint-Pierre serait celle de Saint Sixte II, contemporain de la mission qui partit de Rome pour les Gaules. Les apôtres de la Gaule, qui, comme Saint Denis de Paris et Saint Clément de Metz, firent partie de cette mission, auraient été formés par les leçons de Sixte qui aurait été l'écolâtre de l'Eglise romaine avant d'être appelé à la présider.

Sous le titre de *Chronique des Archives départementales*, année 1923, M. Vidier fait connaître les accroissements dont les collections ont bénéficié par différentes voies.

Pour la Charente-Inférieure, on voit la cession par la ville de La Rochelle de documents d'ancien état civil colonial (Beaubassin-en-Acadie, 1712-1748), une liasse de contrats de mariages de Saint-Pierre-et-Miquelon (1763-1776).

Papiers de la Seigneurie de Tirac et de la famille de Lage de Volude, papiers concernant Saint-Martin-de-Ré, fragment de registre de l'élection de Saintes (1639), papiers concernant les familles de Beauveau, Cantin, Foucher de Lizon, Guiberteau, Martineau, Maynard, Vatin (xvii^e-xix^e siècles), deux registres des prisons militaires de La Rochelle sous la Restauration, 84 liasses des notaires rochelais Roy et Chameau (1680-1681), papiers des familles Brosard, Joly, Labbé, Aubin-Dumoustier, Guibert, Guillard (région de La Rochelle), notes et copies concernant l'histoire militaire de la Révolution et du Premier Empire, cartes du xviii^e siècle, deux liasses d'archives de la famille Le Berthon de Bonnemie (xviii^e siècle), papiers famille Cacaud de Surgères (xvii^e-xviii^e siècle).

Registres de la municipalité cantonale de Pons, une liasse prieuré Saint-Vivien-de-Pons, un registre juridiction de Saint-Christophe (1719-1720).

Archives hospitalières de Pons, 38 liasses (xiii^e-xviii^e siècle).

Notices généalogiques manuscrites sur les familles Bretinault et de Robillard, Galard de Béarn et pièce concernant les terres de Semoussac et Semillac (1589).

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome LXXXIV (1923).

De M. Fournier *Affiches d'indulgences, manuscrites et imprimées des xiv^e, xv^e et xvi^e siècles.*

A la page 153 sont mentionnées deux de celles-ci, avec bibliographie qui oublie le tome X de nos Archives, et le tome XX de notre *Bulletin*.

M. B. Faucher parle des *Registres de l'Etat civil protestant en France depuis le xvi^e siècle jusqu'à nos jours*. Il a dressé une liste où sont déposés certains registres, mais elle n'est pas complète. L'auteur n'a peut-être pas visé à la rendre complète.

Tome LXXXV (1924). Parmi les dons il faut citer : Cartulaire de l'Ordre du Temple : matériaux recueillis par le marquis d'Albon (mort en 1912) et formant la suite de son *Cartulaire général de l'Ordre du Temple 1119-1150* (Paris 1913-1922, 2 vol.)

Sous le n° 37 se trouvent les documents sur La Rochelle (1196-1297), Les Epaux (1227-1281), Château-Bernard (1220-1297).

Parmi les nouvelles acquisitions, sous le n° 11679, Recueil de pièces historiques en vers et en prose relatives aux expéditions de Louis XII et François I^{er} en Italie, au fol. 438 on voit « L'histoire de la bataille en champ clos de sept François contre sept anglais faite en Guyenne, l'an mil quatre cens deux.

Mémoires de la Société archéologique de Montpellier, tome IX.

M. J.-F. Capdevielle s'étant proposé d'étudier l'usage du style Pisan dans la région Montpelliéraine, a recherché s'il ne trouverait pas trace de cette manière de dater dans d'autres régions de la France. Dans le *cartulaire de l'abbaye de Saint-Etienne-de-Baigne*, il en a trouvé un exemple au bas de la Charte 460, p. 187. Le 28 août 1083 n'était pas un 29^e jour de la lune, mais un 12^e jour ; c'est dans l'année précédente 1082 que ce 29^e jour de la lune en août est arrivé le 27. Cette rectification a son importance.

L'abbé Cholet a écrit à propos de cette charte que celle-ci « montre que Boson, évêque de Saintes, déposé... le 11 novembre 1082, faisait encore acte de juridiction épiscopale au 28 août 1083. » « En réalité, dit M. C., la vraie date étant 27 août 1082, l'évêque Boson n'était pas encore déposé et jouissait par suite de toutes les prérogatives de la dignité d'évêque. D'ailleurs, en Droit de Canon, la déposition quoique ne faisant pas disparaître le caractère de l'Ordre qui est indélébile, enlève pour toujours au clerc le droit d'en exercer les fonctions, d'où il suit que Boson ne pouvait pas faire acte de juridiction épiscopale, dix mois après sa déposition.

Ces critiques et correction sont datées de novembre 1921. M. Depoin avait fait les mêmes, cette même année, sans recours au

style Pisan, en remarquant simplement la lunaison, (*Chronologie des évêques de Saintes dans le Bulletin philologique*), et la *Gallia* (II, p. 1065) termine l'épiscopat de Boson à 1082.

Bulletins et mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1924, p. XLVI. M. Biais fait une courte communication sur la *Manufacture de Callaud-Belisle, Angoulême 1785*. Elle a commencé à travailler en 1782. Elle aurait disparu au bout de dix ans.

Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre, tome XLI.

Etudes sur le Berry religieux. A la page 190, M. Emile Chénon, note l'élection de Geoffroy de Saint-Brisson à l'évêché de Saintes. Il ne fait aucune mention des observations de M. Depoin (*Chronologie des évêques de Saintes*, pp. 34-68, du *Bulletin philologique du comité*).

AVIS ET NOUVELLES

Admissions : M. Jacques Lamoison, à Bessec-Montlieu.

M. Robilliard, principal du Collège, Saintes.

Société amicale des Deux-Charentes, Tunis. M. Gaillard, président.

M. Thomas, notaire, est nommé officier d'académie.

Le 8 décembre dernier, au siège de la Société, M^r Chapsal, président d'honneur, les membres du Bureau et ceux du Comité d'administration ont remis à M. Dangibeaud les insignes d'officier de l'Instruction publique ornés de brillants et de rubis. M. Bures s'était chargé du compliment qu'il a fort élégamment tourné. M. Chapsal ajouta quelques paroles très aimables au conservateur des musées et de la Bibliothèque, en lui remettant le diplôme de la distinction dont il venait d'être l'objet.

Cette petite cérémonie, préparée en grand secret, a été pour le bénéficiaire une surprise en même temps qu'un témoignage de réelle sympathie et de reconnaissance pour cinquante ans de travaux consacrés à l'histoire du pays. Des sentiments exprimés en termes si flatteurs l'encourageront à maintenir, autant qu'il pourra, la Société dans sa tradition.

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a été autorisée (déc-1923) à accepter le legs que lui a fait feu notre confrère M. De-

point de 300 fr. de rentes annuelles qui serviront à constituer un prix biennal, à décerner à des travaux publiés au cours des trois années précédentes et susceptibles d'éclairer les chronologies et généalogies de titulaires d'offices civils ou ecclésiastiques en Europe et en Palestine antérieurement à l'année 1270.

La bibliothèque de Saintes a reçu en don de M. Arnold Bendall deux généalogies fort bien établies, l'une de la famille Rambaud de Gemozac, l'autre de la famille Rabier.

M. Arnold Bendall, qui habite Milan, a épousé à Montmoreau, en 1897, Mlle Jeanne-Marie-Louise-Eugénie Rabier, dont la fille, Mlle Maud, a épousé en 1921, M. Maurice Rambaud, négociant à Gemozac.

Le double de ces généalogies a été déposé aux archives départementales à Angoulême.

La société archéologique de Montauban a pris l'habitude, depuis plusieurs années, d'envoyer à ses sœurs des vœux de bonne année, sous la forme peu banale de vers latins.

Il n'est pas facile de répondre du même au même. On ne fait plus de vers latins dans les collèges. Il nous avait été impossible de rencontrer, (les professeurs se recusaient), un homme qui voulut bien se charger d'aligner quelques bons petits vers. Cette année, l'idée était venue de souhaiter nos vœux en patois saintongeais. Dans ce but nous avons prié M. Marcel Pellisson, qui excelle dans le genre, d'écrire une pièce que nos Montalbanais auraient reçue avec surprise. M. Pellisson a jugé qu'il vallait mieux leur éviter le pénible travail de chercher à comprendre, et dans les 48 heures il nous communiqua les jolis distiques suivants. Or, M. Pellisson n'avait pas fait de vers latins depuis sa sortie du collège de Montlieu ci... 58 ans ! Il est vrai qu'il était alors lauréat des concours de poésie latine ! c'est un joli exemple de vigueur chez une Muse aux cheveux blancs.

A LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE TARN-ET-GARONNE

Olim ut jurasset quis cœlo extinguere stellas,
Frustra conatus, nam hactenus ecce nitent.
Imo quum adhuc sed penderent post sæcula nubes
Cœlum obscurantes ipsius et patriæ :
Doctrinâ surgunt homines aliqui undique clari
Certis qui tenebras exscutiunt studiis :

Nil manet arcanum seu quæ tellure reclusa,
Aut quæ oblita latent xdibus in variis,
Formosa antiquâ sunt aut ætate notanda,
Ingenio artificis vel quoque conspicua.
Ne monumentorum pereant etiamque ruinæ
Hi veterum curant atque nova ipsa strui.
Cives pacifici præfati maximè habentur,
Necnon, si justæ, legibus arte favent.
Annales patriæ doctâ scribuntque libellis
Dextrâ, quos docti sape legunt etiam.
Etsi dimidium sæcli nos ambo sorores
Jam vixerimus, progenie usque novâ
Floremus juvenes, ramo semperque virente.
Verno gaudentes tempore perpetuo.
Laus sit prima Deo, gratemur deinde vicissim
Nostris, corde pio, quippe sodalitiis.
O utinam sine fine pari fulgore coruscent,
Hoc patrios pergant astra fovere et agros !

Le 8 février 1926, à Menton, a été inauguré le monument Ernest Lessieux, œuvre du sculpteur Léopold Bernstramm. De magnifiques gerbes de fleurs naturelles, offertes par la ville de Menton, la Société des amis des Arts, l'Amicale des anciens chasseurs furent déposées au pied du monument.

Sitôt que le voile fut tombé, le docteur Potel prononça, au nom du Comité des Amis de Lessieux, un beau discours. Puis M. F. Fontana, maire, vanta l'œuvre du maître installé il y a quarante ans dans la ville qui devint sa seconde patrie et à laquelle il consacra tout le meilleur de son dévouement.

M. Georges Avril s'attacha à résumer la vie de son ami intime. Il rappela que, né à La Rochelle le 3 août 1848, engagé volontaire en 1870, professeur de dessin au Lycée de Rochefort, conservateur du Musée de cette ville, il prit un congé de santé de deux ans, vint à Menton où, séduit, il se fixa. Il n'est pas de pays, ajouta M. Avril, où l'on ne trouve dans quelque salon une ou deux aquarelles de Lessieux, ces aquarelles lumineuses et fraîches, au dessin impeccable.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 12 décembre 1925, à Marennes, est décédé M. Paul Sauvat, ancien avoué, avocat, âgé de 67 ans. Il laisse une fille Mme Bodin.

M. Etienne-Jean-Alexandre Berbiguier, ancien officier au 6^e régiment d'Infanterie, percepteur des finances en retraite, beau-père de M. L. Poupet, percepteur à Saintes, est décédé à Paris le 14 décembre 1925, dans sa 80^e année.

Le peintre Gaston Rouillet, d'Ars, est décédé à Paris (1-10 décembre) âgé de 78 ans.

Mme Cognacq, née Jay, femme du directeur de la Samaritaine, est décédée à Paris, le 28 décembre 1925. Elle s'intéressait particulièrement aux œuvres de bienfaisance créées par son mari.

Chaque matin, à 9 heures, elle accompagnait son mari aux bureaux de la rue du Pont-Neuf. Elle continuait à diriger, à la Samaritaine, les rayons de costumes et de confections.

Louise Jay rencontra M. Ernest Cognacq à la *Nouvelle-Héloïse*, magasins de nouveautés où tous deux étaient vendeurs. Mariés, les deux jeunes gens fondèrent la Samaritaine en 1872. Dans ses dernières volontés, Mme Cognacq a demandé que ses magasins restent ouverts le jour de ses obsèques.

Le 10 janvier 1926, est décédée, à La Rochelle, M. Bunel, Charles-François, chevalier de la Légion d'honneur, architecte en chef en retraite du département, ancien architecte de la ville de La Rochelle, inspecteur départemental en retraite des sapeurs-pompiers, ancien conseiller municipal, âgé de 77 ans. Il était veuf de N Condamy. M. Mertz, secrétaire général de la mairie, est son gendre.

Le 21 janvier 1926, à Saintes, est décédé M. Marcel Méthé de Fonrémis, capitaine honoraire de cavalerie, chevalier de la Légion d'Honneur, officier de l'Instruction publique, âgé de 79 ans. Il laisse trois fils et une fille : MM. Pierre, Laurent et Jean, et Mme de Chauny, née Françoise de Fonrémis.

A Bordeaux et à Saintes, il s'est fait apprécier comme dessinateur : il affectionnait le type saintongeais et les militaires.

Le 14 février est décédé à Paris M. Paul Beau, né le 26 janvier 1857. Avec lui disparaît une des figures les plus intéressantes de

la diplomatie française contemporaine. Entré au ministère des affaires étrangères, il fut attaché aux divers cabinets qui se succédèrent au quai d'Orsay depuis 1899 et il occupa les fonctions de chef de cabinet de M. Léon Bourgeois, d'abord, et durant plusieurs années, de M. Delcassé.

En 1901, celui-ci lui offrit d'aller représenter la France à Pékin en remplacement de M. Pichon. La situation était des plus délicates. Il s'agissait, au lendemain de l'expédition militaire que les grandes puissances européennes et le Japon avaient dirigée contre la Chine pour réprimer le mouvement des Boxers, de conclure une paix qui laissât le moins de ressentiment possible entre les vainqueurs et la Chine vaincue. La position de la France, protectrice traditionnelle des missions en Orient, était particulièrement délicate, puisqu'elle avait à formuler des réclamations non seulement pour les missionnaires de nationalité française, mais aussi des autres nations, l'Allemagne exceptée.

M. Beau eut également à traiter de la question du chemin de fer de pénétration du Tonkin au Yunnan, concédé, quelques années auparavant, à la France.

Le gouvernement présidé par Waldeck-Rousseau nomma l'ambassadeur en Chine gouverneur général de notre colonie d'Indochine.

La politique suivie par M. Beau en Indochine s'inspira des vues les plus justes.

Du côté chinois, la façon dont il avait réglé les indemnités des missions catholiques, son attitude dans l'affaire du chemin de fer du Yunnan et diverses mesures administratives prises en faveur des Chinois habitant l'Indochine permirent d'éviter toute complication pendant les six années que dura la construction du chemin de fer du Yunnan.

Du côté siamois, il fallut plusieurs années de patients efforts pour amener une détente qui lui permit d'ouvrir enfin les pourparlers pour la délimitation de la frontière, pourparlers qui aboutirent à la rétrocession par le Siam à la France des deux belles provinces d'Angkor et de Battambang.

Dans le domaine de la politique intérieure indochinoise, M. Beau reprit une idée dont un de ses prédécesseurs avait jadis tenté la réalisation : ce fut l'institution d'une chambre consultative indigène au Tonkin, assemblée élue par un collège électoral très large.

Il termina sa carrière purement diplomatique par les postes d'ambassadeur à Bruxelles d'abord, à Berne ensuite. Il fut nommé

dans ce dernier poste en 1911 et il y passa toute la durée de la guerre. La tâche de l'ambassade de France à Berne de 1914 à 1918 fut des plus difficiles. La Suisse était, avec la Hollande, un des principaux centres de ravitaillement de l'Autriche et de l'Allemagne, et le blocus des alliés causait à ses intérêts économiques un préjudice certain. Il était pourtant essentiel, pour la cause commune, de le maintenir aussi serré que possible. M. Beau sut garder l'équilibre entre les rigueurs nécessaires et la tolérance permise.

C'est aussi au cours de son ambassade que fut créé le service de ravitaillement en Allemagne de nos malheureux prisonniers de guerre avec des inspecteurs neutres qui furent envoyés dans les camps. On se rappelle le mouvement général d'envoi de colis qui fut organisé dans toute la France. Partis de toutes les communes, ces colis, acheminés à travers la Suisse, allaient empêcher de mourir de faim nos pauvres soldats prisonniers.

Vinrent ensuite l'internement des blessés dans la République helvétique et peu après le rapatriement en France des grands blessés, opérations infiniment compliquées qui ne purent être établies qu'après de longues négociations.

La paix signée, M. Beau fut nommé à la Société des nations où il représentait la France dans la commission permanente des mandats. C'est là qu'il termina son existence tout entière consacrée au service de la patrie.

Les obsèques de *M. Paul Beau* eurent lieu le vendredi 19 du courant, à dix heures. On s'est réuni à la maison mortuaire, 3, rue Honoré-Chevalier.

LE TEMPS.

MARIAGES

A Londres, le 12 novembre 1925, a été béni par le cardinal-archevêque de Westminster le mariage de M. William Guillet, fils de feu M. Emile Guillet, avec Mlle Jeanne Simon.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Bernard des Jeuzines à Saintes*, par M. Ch. Dangibaud ; *Notes bibliographiques sur Bourignon*, par M. Léon Massion.

LIVRES ET REVUES : *Le grand Tourisme, Les Poésies*, d'Henri Mériot ; *Bulletin de la section de géographie du comité (Tamnum-Talmont)* ; *Le Pays de France* ; *Romania* ; *The Wosks of Samuel Champlain* ; Brehier *Le Voussures a personnages*, d'Athènes ; *Bulletin de la Société du Protestantisme français* (cimetière, recommandations d'un père) ; *Bulletin de la Société historique du Périgord* (d'Abzac) ; *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort* (amiral de Norbec, Brouage) ; *Nova Francia* (Brouage) ; *Bulletin de la Société des Antiquaires de France* (Ronsart) ; *Bulletin de la Société des Sciences et Lettres de Paris* (laboureurs angoumoisins) ; *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan* (Michel Gouic) ; *Supplément à l'Histoire universelle d'A. d'Aubigné* ; *Archives historiques de la Gironde* (itinéraire) Florange. *Messageries et Postes*.

AVIS ET NOUVELLES : Séance du Bureau. *Distribution du volume XLVII* ; *Admission* : distinction. *Budget* : Conférence de Mlle Maillart ; *Les quatre Sergents de La Rochelle* ; *Livre d'or de Saint-Romain de Bouet* : *preventorium de La Rochelle* ; forçats.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : M. l'abbé Rafy, M. l'abbé Peponnet, Mme Grasilier, M. A. Reveillaud, général Bonnin, M. Fourntoux, M. Grand'Homme ; M. Bouffandeau.

VARIÉTÉS

BERNARD DES JEUZINES

SES DÉBUTS POLITIQUES A SAINTES

Bernard des Jeuzines, plus connu sous le nom de Bernard de Saintes, a joué, pendant la Révolution, au cours de ses missions, un rôle sinistre que M. A. Lods (1) a mis en pleine lumière. Aucun des actes de ce terrible membre du Comité de Sûreté géné-

(1) *Un conventionnel en mission, Bernard de Saintes et la réunion de la principauté de Montbéliard à la France 1888*. Analyse dans *Bulletin-Revue*, t. IX, p. 61-67.

rale, n'a échappé au biographe, mais celui-ci ne l'a pris qu'à son arrivée à Paris, ne sachant que très peu de choses de son attitude et de ses menées à Saintes.

De bonnes sources d'information ne manquent pas qui mentionnent ou racontent avec plus ou moins de détails les événements des premières années de la Révolution à Saintes. Il n'en est guère d'ignorées absolument. Il est, au contraire, très rare d'être renseigné exactement sur la part prise à ces événements par les citoyens qui composèrent les conseils directeurs. Il s'est trouvé, en ce temps-là, un homme qui, presque dès les premières journées, eut l'heureuse idée de prendre des notes, de recueillir des témoignages sur tout ce qui se passait, à l'aide desquels il rédigea une *Histoire secrète* fort précieuse, parce qu'écrite sans intention de la livrer à la publicité il parle des gens en toute liberté, mais généralement sans indulgence, et épanche son cœur fort ulcéré. Il pense et dit ce que tous ses amis pensaient et disaient en catimini. A la vérité, il était moins violent, plus mesuré dans ses propos en public ; rentré chez lui, à sa table, la plume à la main, il se dédommageait, la rage débordait. Pour cette raison son histoire est demeurée inédite et le demeurera encore longtemps.

François-Guillaume Marillet de La Courboisière, avocat et greffier des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Saintes voit tout en royaliste, en catholique, en père de famille, car il a cinq enfants et très peu de fortune. S'il admettait que la Société avait alors besoin de réformes, il ne les concevait ni radicales ni subversives. Les malheurs du roi, ceux du clergé, la nouveauté des institutions substituées aux anciennes, lui font broyer beaucoup de noir, et comme quantité de gens de son bord, il tourne ses regards vers la frontière d'où il espère voir sortir les restaurateurs du trône et de l'autel. Il redoute cependant la guerre. La suppression de son office le ruina presque complètement. Aux souffrances morales inspirées par la politique s'ajoutent donc l'angoisse de subvenir à l'entretien de sa famille. Un jour, déprimé, découragé par cette longue attente d'une réaction qui tarde trop, il se répand en plaintes amères contre les émigrés autant que contre les républicains. « De quelque côté que nous nous tournions, de droite, de gauche, du côté des princes, des puissances, des émigrés nous trouvons de la vilainie partout » (octobre 1791). Ne soyons donc pas étonné qu'un esprit si aigri manque de philosophie — pouvait-on en avoir ? — qu'il soit au contraire hargneux, violent parfois, injuste peut-être à l'égard de quelques-uns. Nous

n'acceptons ses jugements d'ailleurs que sous bénéfice de revision et de contrôle.

Parmi les hommes qui lui sont odieux on remarque tout de suite Bernard et Garnier, puis un peu plus tard Ruamps, un protestant qui se montra particulièrement hostile au clergé catholique. La conduite de ces trois personnages a parfaitement justifié la sévérité de jugement dont beaucoup de leurs contemporains usaient déjà à leur égard. Marillet éprouve une horreur plus accentuée à l'encontre de Bernard qu'il connaissait sans doute depuis longtemps, qu'il méprisait, qu'il avait vu « proscrire » (1) par sa compagnie, laquelle, en août 1789, suppliée par l'abbé de La Madeleine et Garnier eut la faiblesse de consentir à le réintégrer. Bernard ne fut guère reconnaissant à Garnier de son puissant concours en la circonstance, car il ne cessera d'intriguer contre lui, tout en se montrant aimable.

Avant que leur ambition commune ne les pousse à se faire une guerre sourde, ils s'unissent, en s'associant à deux chanoines, aux vicaires généraux et autres notabilités, contre A.-G. Gaudriand, maire de la ville depuis 32 ans qui, en sa qualité de subdélégué de l'intendant, se voyait englobé dans la haine que son chef inspirait (2). Il y avait trop longtemps qu'il était en place et on lui reprochait d'avoir pour maîtresse une fille de cabaret qui lui fut très dévouée d'ailleurs. De la part de Bernard, c'était un peu d'audace — il en avait à revendre — car, veuf depuis un an, il entretenait, paraît-il, chez lui (3), trois servantes « en qualité de concubines. » Bernard manœuvrait afin de se hausser à la mairie, sa première et sa perpétuelle ambition. Il n'y réussit jamais. Il comptait sans Garnier qui, moins exubérant que lui, moins décrié, plus adroit, « cherchant à contenter tous les partis » se fit élire. La différence d'estime dont jouissaient les deux compères ressort

(1) Le motif de l'exclusion de Bernard de l'ordre des avocats ne nous est pas connu. Mais on verra par la protestation des avocats du 1^{er} mars 1789, contre Heard, Mollet et Bernard qui s'étaient attribués, dès le 22 janvier 1785, de leur propre chef, les fonctions de batonnier (il n'y en avait pas alors à Saintes) et de syndics que ces trois avocats avaient signifié aux officiers municipaux une fausse délibération les investissant de ces fonctions, et les avaient sommés de les « reconnaître et faire prévenir pour l'ordre des dits avocats », quand l'assemblée générale des corporations serait convoquée. Cette usurpation est assez dans la manière de Bernard. *Archives hist. Saintonge Aunis*, tome 43, p. 422 et s.

(2) « Si l'Assemblée, écrit Marillet, n'avait fait que détruire les intendans et faire des réformes dans le royaume, que de bénédictions n'aurait-elle pas reçu. »

(3) Il habitait rue des Trois-Maries actuellement rue de la Comédie.

du fait que le soir de l'élection de Garnier comme président de l'Assemblée des trois ordres, la porte de sa maison fut décorée de guirlandes de laurier. Des jeunes gens préparèrent un « fauteuil triomphal tout couvert de lauriers. » Bernard ne connut jamais cette apothéose (1). Jamais, comme Rochecouste, successeur de Garnier, il ne verra ériger à sa porte un mai si gros qu'il fallut une charrette pour l'amener.

La population accueillit avec des transports de joie la nomination de Garnier.

Elle applaudit non moins cordialement à l'établissement d'un comité permanent de 24 « braves gens » qui comprenait notamment un chanoine, le supérieur du Séminaire, le curé de Sainte-Colombe. Marillet approuve malgré la présence de Bernard.

Celui-ci, déçu, n'a pas l'intention de se renfermer dans ce rôle subalterne. Il veut paraître davantage. Il vise à prendre un grand ascendant sur le peuple, sentant très bien que la bourgeoisie lui est hostile. Il se met alors à la tête d'une troupe de 300 jeunes gens (juin 1789) précédés d'un groupe de musiciens et s'en va présenter la cocarde tricolore au lieutenant-colonel du régiment de cavalerie de la garnison, puis chez le major, chez M^{me} Leberthon, qui accepte, en l'absence de son mari. L'après-midi tout le monde arborait les trois couleurs au chapeau ou « sur le pectus », même les prêtres, mais on se regardait mi sérieux, mi narquois.

Deferle, comme une vague, la fantastique rumeur de 40.000 brigands, infestant le royaume ! La ville se met en défense, la milice bourgeoise prend les armes, et les jeunes gens forment un « régiment national » dont Bernard se proclame chef et colonel. L'affolement est tel que l'on enrôlait même les écoliers. Le principal du collège fut contraint de laisser sortir ses pensionnaires. Marillet eut le chagrin de voir son propre fils imiter ses camarades, tout en l'excusant eu égard à son âge. Le dimanche suivant, sur le pré de La Gaillarde, le régiment se forma en cinq compagnies, élit ses officiers (2), et choisit son uniforme : habit rouge

(1) Un mai de peuplier fut planté à la porte de Garnier lors de sa réélection en février 1790, mais quelques jours après il trouva à sa porte trois fers de cheval et un morceau de buis pour faire un peigne. Marillet explique que c'était une *pasquinade* qui rappelait l'origine de son grand-père et de son père, l'un domestique et l'autre maréchal-ferrant à Marennes.

(2) Un chanoine de Saint-Pierre, Rainaldi, accepte d'être aumônier.

écarlate, revers et parements bleu ciel, collet et doublure blanc. Bourignon, que Marillet n'aime guère, fut lieutenant-colonel. Si on en croit notre annaliste, l'Etat-major était composé de meurtre-de-faim, d'ivrognes, de mauvaises têtes. C'est en s'appuyant sur cette force que Bernard va parader et satisfaire son autocratie. La plupart de ces officiers n'ont pas l'argent nécessaire pour payer leur uniforme. Bernard ne s'embarrasse pas de si peu. Il prendra l'argent où il y en a. Le bureau avait tout récemment, pour œuvre de bienfaisance, réuni en deux jours 2400 livres. Le Chapitre en donna 600 et l'abbesse 300. Bernard se fait attribuer 900 livres, on donne 300 livrés aux curés des six paroisses et on confie les 1200 livres restantes au banquier Faure. Bientôt le régiment veut forcer celui-ci à livrer cette somme. Faure résiste, refuse, est déclaré suspect. Son fils, inspecteur du régiment, en but aux sarcasmes, est obligé de donner sa démission, « après quoi deux officiers vont faire visite à ce jeune homme et lui offrent la place de tambour-major qui leur manquait. » Ce n'est pas tout ! Bernard court à La Rochelle, réclame des fusils et force le directeur des poudres de Saintes à lui livrer 150 livres de poudre. « Si cette action, dit Marillet, étoit venue de M. de Jarnac, il étoit mort, il auroit été mis en pièce. » Bernard prend de jour en jour plus d'influence sur le peuple. Il souleva bien des mécontents, mais les protestations timides se taisent. Bientôt elles deviendront bruyantes.

Gaudriaud, avons-nous dit, est délégué de l'intendant. En cette qualité, il reçoit des instructions, des lettres officielles. Bernard ordonne au directeur de la poste de n'ouvrir la malle du courrier qu'en sa présence. Deux fois, il s'empare des plis destinés à Gaudriaud, les lit et les envoie à leur destinataire, s'il n'y trouve rien à critiquer. Sa haine le poussa plus loin, il proposa à l'Hôtel de ville de faire une perquisition chez le subdélégué, de lui enlever ses papiers et de le mettre en prison. Bernard préludait à ses futurs excès de pouvoir. Il essuya un refus formel et une sentinelle fut posée à la poste pour empêcher d'autre violation. Tant d'arrogance et d'impudence provoquèrent cependant une vive indignation de braves gens qui s'assemblèrent et formèrent un corps de 40 gendarmes à cheval, et, de la part du Comité, une délibération qui ordonna le dépôt à l'hôtel de ville des armes, poudres et interdisait de s'immiscer dans la distribution des courriers postaux. Bernard fut invité à se conformer à ces prescriptions. Il refusa et répondit qu'ayant démoli un maire ce n'était pas pour se sou-

mettre à un autre, qu'il préférerait se tirer un coup de pistolet, ce qu'il était bien résolu à ne pas faire en tout état de cause.

L'arrêté fut imprimé et affiché, il fit imprimer à son tour un autre placard, dans lequel il jurait de ne jamais prendre les armes contre ses concitoyens. Le soir même, il insultait tout le Comité dans un second placard et, ajoute Marillet, il buvait de la liqueur au café avec Garnier...

Tandis que tous ces changements, que l'arrivée au pouvoir d'hommes animés d'un esprit plus ou moins modérément — pour l'heure — épris de nouveauté, tandis que chaque numéro des Gazettes, jettent la désolation et la tristesse dans les salons de la noblesse, du tiers riche, et parmi le clergé, l'armée — nous dirions active, — et les organisations militaires urbaines se mettent en frais, ne parlent que de « cimenter l'union qui doit régner entre les troupes du roi et celles de la Nation. »

Les banquets facilitent la fraternisation. On en use et abuse. Les banquets dits patriotiques (1) se multiplient et se terminent souvent en bacchanales, les soldats se mêlent aux officiers, les contraignent à boire avec eux, les femmes arrivées d'abord en curieuses sont invitées à danser. La morale, en définitive, courrait des risques limités, tout se bornait à des embrassades retentissantes, des cris effarouchés, que le coucher du soleil interrompait. Ces agapes fraternelles ne dépassaient jamais six heures du soir. Le plus pittoresque de ces déjeuners, fut certainement celui qui fut donné dans le parc du Séminaire, où Bernard envoya deux barriques de vin, Poitevin, colonel en second, deux autres, le supérieur du Séminaire fournit le charbon, et l'aubergiste qui avait entrepris le repas moyennant 900 livres ne servit que des plats « mauvais, froids, mal ragoutés et en partie de viandes corrompues. » Le lendemain on lui rognà 500 livres. Mais on avait bu et bien dansé.

Marillet résume en quelques lignes l'esprit social de la ville : « Nous sommes dans une tristesse mortelle, la majeure partie des habitants bien pensants sont retirés à la campagne. MM. Garnier et Bernard saisissent ce moment pour faire ce qu'ils veulent : on n'entend parler que d'assemblées du Comité, du militaire, de

(1) Un des plus curieux est celui de 150 couverts offert par le Tiers. Le chapitre, le clergé de la ville, la noblesse y assistent, Ch. Gaspard de Turpin se leva et proclama que les distinctions étaient abolies (août 1789). Quelques jours après la noblesse dépensa 2400 livres pour rendre la politesse.

fêtes, de souppés fins, dans lesquels ces deux êtres, paroissant contraires quelquefois en public, se réunissent pour former quelque'autres projets... les soupers sont ordinairement chez MM. Bernard et Viaud. M. Garnier qui devrait commander obéit. O temps ! ô mœurs ! L'Assemblée détruit tout et ne rétablit rien. »

Et la misère est pourtant grande, les assignats se déprécient, le pain blanc vaut 4 sols, le noir 2 s. 6 d. La municipalité achète du blé. Bernard continue ses coups de force !

La paroisse de Chauviers a formé une milice à l'exemple de celle de Saintes et d'autres localités. Elle en a donné le commandement à François Augereau. Bernard veille ! Le jour de la bénédiction du drapeau, il arrive à Chauviers, se dit colonel et seul à prendre le commandement, Augereau regimbe, il lui offre une compagnie, Augereau retourne chez lui, Bernard l'envoie prendre par huit fusiliers et l'oblige à monter la garde comme simple soldat.

Il fait mieux ou pis. Avec un petit clan de jeunes gens et de citoyens à son entière dévotion il institue un Comité militaire indépendant du Comité permanent. Il les réunit un jour dans la Salle de la Bourse (rue Saint-Maur) pendant que la plupart des membres du Comité régulier sont occupés à la campagne, à leurs vendanges, (premiers jours d'octobre), il fait voter la dissolution de ce Comité, ce qui oblige Garnier à démissionner de la mairie. Mais, le lendemain, le Comité cassé s'assemble, convoque Garnier qui refuse deux fois de venir. Cependant le comité Bernard travaillé sans doute en dessous, tend à se disloquer. Garnier paraît déjà au regret d'avoir abandonné la mairie, on parlemente et en fin de compte on transige en rétablissant la municipalité, renforcée de quelques membres militaires. Le comité se trouva ainsi compter quarante membres.

Bernard, semble-t-il, ne parvient à ses fins que grâce à une audace peu commune qui en impose à la majorité. On tremble un peu devant cet homme bilieux, au nez crochu. Fort en présence des faibles et des intimidés, il perd sa superbe quand se dresse en face de lui un homme qui parle haut. Un jour Duchaine, capitaine des gendarmes, l'interpelle en pleine assemblée et lui reproche d'avoir insulté son frère publiquement. Bernard balbutie quelques vagues excuses, prétendant que ce n'était pas lui. « Jean Foutre, crie Duchaine, si tu avais eu affaire à moi, ça ne se serait pas passé comme ça ! tu es un drôle, un polisson... tu as une épée, vas la chercher je te répondrai. » Bernard se confondit en politesses. Marillet l'accuse d'avoir été mis plusieurs fois au pied

du mur et d'en être sorti de la même manière à reculons. Un coup d'épée prestement dirigé ou une balle adroitement placée eut délivré la France d'un des plus odieux tyrans que la Convention ait inventés. Un mauvais dieu protège les gens de son espèce.

Marillet constate que si dans le District il comptait des partisans, le Directoire du département l'avait en piètre estime.

Laissons-le accaparer Valette, le généralissime d'un jour à la Fédération de Rochefort, le combler de provenances et d'amabilités, à Saintes, au point de le faire reconduire à Saint-Genis en voiture !

Arrivons à un des épisodes les plus caractérisés de son penchant à marquer la volonté et à briser les résistances. Le 27 août 1790, la milice bourgeoise fit célébrer à la cathédrale un service funèbre pour le repos de l'âme des victimes de Nancy. Du département, du district, de la municipalité, personne n'accepta l'invitation d'y assister. Bernard se mit en tête de les amener à une fête qu'il organiserait.

Le 1^{er} septembre, après avoir convoqué quelques-uns des commandants des milices du département, il demande au Chapitre de faire sonner les cloches de Saint-Pierre. Le Chapitre refusa. Alors Bernard fit dire que s'il n'obéissait pas il enverrait des serrurriers pour ouvrir les portes. Le Chapitre n'osa pas persister. Des grenadiers vinrent sonner les cloches. Pareille sommation fut faite à Saint-Eutrope qui s'inclina pareillement.

Entre temps, Bernard avait fait dresser, au milieu de la Pallu, un autel entouré de six peupliers formant une enceinte qu'il drapa de noir avec catafalque orné de faisceaux d'armes, un cyprès à chaque angle, puis quatre pyramides blanches avec trophées peints et sur la gauche un grand tableau représentant la Patrie en pleurs, enfin beaucoup de cierges.

Il avait sollicité le prieur des Jacobins de dire la messe, les grands vicaires s'y opposèrent. Augustin Hardy obtint la permission. Le Département qui n'avait pas paru à la précédente cérémonie ne se souciait pas d'assister à celle-ci. Bernard ne voyant personne arriver à l'heure où la messe allait commencer, délègue une députation d'officiers. Une vive et longue discussion entre eux et les membres du Directoire prolongeant l'entrevue au-delà du temps que son autocratie avait prévue, il quitta la Pallue et se rendit en hâte accélérer la décision... Il fit tant et si vite qu'il emmena une partie des récalcitrants « sans être peignés, en habits de toutes couleurs. » Il était midi et demi,

Bourignon a raconté la cérémonie, mais il omit — pour causes — ces derniers détails (1).

Garnier, plus posé d'habitude, se laissait aller parfois à des manifestations déplacées.

Pendant le scrutin, — orageux du reste, — pour la nomination des juges, parmi lesquels il voulait introduire son beau-frère Moufflet, Augereau, de Chaniers, proposa que ceux qui étaient titulaires de deux places opteraient. Garnier l'injuria et lui dit qu'il parlait comme un pot. Augereau furieux sortit de la salle et rentrait un moment après, deux pistolets à la main : « Vous m'avez insulté s'écria-t-il en s'avançant vers Garnier, vous allez m'en rendre raison. » Garnier, comme Bernard en semblable occurrence, fit des excuses en pleine assemblée.

Le 4 novembre 1790, Bernard est élu premier juge. A la suite d'un dîner offert par la Municipalité, il proposa la création d'un Club des amis de la Constitution qui devait jouer un rôle si prépondérant dans la suite des événements. Composé de 150 membres sous la présidence du « brave prosélite Gout, avec Bourignon, Savari jeune, Briaud, juge, il se donnait pour mission de dénoncer les citoyens qui entretiendraient « une correspondance avec les ennemis de la Révolution. » Les ecclésiastiques et les nobles étaient exclus de droit. Marillet raconte une anecdote vraiment grotesque s'il n'exagère pas. Il assure qu'elle est exacte et qu'elle a été transcrite sur le procès-verbal de la séance. Gout, avocat, juge de paix de Pons, directeur de la Poste (— un cumul —), « cerveau esculé », se fit admettre au club. Il écrivit une lettre de remerciements dans laquelle il déclare abhorrer les prêtres, et que lorsque sa marraine le présenta au baptême, quand le curé fanatique lui versa sur la tête l'eau lustrale, il détourna la

(1) *Journal Patriotique* n° XI.1 (10 octobre). Bourignon se dit ordonnateur de la fête, l'auteur des inscriptions et l'inspirateur des décors qu'il fit exécuter par deux jeunes gens, Servant et Goguet. Il avoue que les corps constitués n'assistèrent pas à la cérémonie, sinon comme particuliers. Puis il raconte avec l'emphase en honneur alors qu'au moment où la messe allait commencer « un vuide effrayant se fait entrevoir, on se regarde avec inquiétude, on se demande pourquoi les administrateurs du département et du district manquent aux vœux de leurs amis, ainsi les orages voilent le disque du soleil attristant la terre délaissée. Les administrateurs nous voient de leurs fenêtres, mais un fleuve (la Charente, parce que Département occupait l'hôtel Monconseil) les sépare de l'armée des Patriotes. Soudain le patriotisme électrise l'âme de M. Arnaud, colonel de la garde nationale. Il court suivi d'une nombreuse députation... » Les administrateurs refusent de se rendre dans la prairie, mais la députation partie, ils se ravisent et assistent à la cérémonie.

tête d'horreur. Il serait curieux de savoir s'il parlait de souvenir !

La haine du prêtre va devenir à Saintes intense. Marillet a écrit en décembre 1790 une page absolument remarquable et prophétique si elle n'a pas été influencée par la suite des événements. « Il y a un acharnement inconcevable contre les prêtres, dit-il, le roi vient de sanctionner un décret qui les oblige à un serment qui fera peut-être des martyrs, beaucoup de renégats, mettra un grand nombre sans pain et occasionnera un schisme en France. Il est à présumer que la moitié du diocèse le fera parce que l'intérêt, le vil intérêt, est le grand mobile. »

La première dénonciation du Club fut celle de l'évêque, déclaré ennemi de la Nation parce que, par mandement, il avait approuvé la Lettre pastorale de l'évêque de Boulogne sur l'autorité spirituelle de l'Eglise.

Le 30 janvier 1791, le curé de Barzan, Marsais, prêta serment dans l'église Saint-Pallais, sous la protection d'un détachement de soldats réclamés par le maire craignant du désordre. Le président Leberthon passait devant l'église en allant à son jardin. Il rencontra Jouneau, il l'arrête et lui demande d'où il vient. — Je viens d'assister au serment du curé Marsais, répond Jouneau.

Oh ! le scélérat, s'esclame le président.

Scélérat ! répéta Jouneau en colère, c'est vous qui l'êtes ! Vous mériteriez que je vous donnasse cent coups de ma canne. Quand vous viendrez au Club je vous ferai jeter au bas de l'escalier !

Bernard aurait voulu que les prêtres montent la patrouille. La municipalité refusa, elle interdit les processions du 2 février. Le 3, l'église fut fermée.

Le 17 avril 1791, un soldat du régiment d'Agenais proposa de brûler Mgr de La Rochefoucauld en effigie parce qu'il avait excommunié Robinet. Un autre soldat combattit cette proposition et le club ne prit aucune décision. Trois jours auparavant, en représailles précisément de cette excommunication, les églises de Saintes avaient été fermées à moitié, sauf Saint-Pierre qui reçut en dépôt tous les vases sacrés, à l'instigation de quelques clubistes.

Saint-Pierre était encore tout pavoisé des longues draperies noires, du « cataphalque superbe, haut de dix mètres élevé au milieu du transept, couvert de branches de cyprès », avec un tableau, au bas, représentant la France en pleurs, gardé par un soldat en armes, dans la journée... Saintes venait de célébrer un service solennel et somptueux en l'honneur « du nouveau saint de la Constitution » « un scélérat mort en deux jours »... Mirabeau,

dont les aventures galantes en ville défrayaient encore les conversations. On avait promené son buste à travers les rues avec « mille extravagances. » Mais quel revirement lorsque, vingt deux mois plus tard, le Club, « avait été informé par ses frères et les papiers publics, que Mirabeau, après avoir été divinisé par l'Assemblée législative, avait été déclaré traître à la Patrie par la Convention ! » Son buste est voilé, chaque passant lui donne « des croquinoles sur le nés », un écriteau d'infamie attaché au front. A minuit, on « s'amusa » à le renverser et à le casser en mille morceaux ! » L'enthousiasme irréfléchi des foules a de ces retours de flammes qui sont terribles.

Le Club grossi à 400 adhérents, tant hommes que femmes, prenait chaque jour plus d'importance et s'ingérait de plus en plus dans les affaires. Bernard un jour (25 avril 1791) somme le maire de Rochecouste d'assister aux séances et de dire pourquoi il s'est abstenu. Il voudrait l'acculer à une démission.

Marillet enrage contre Bernard « gouvernant la ville... et vient à bout de toutes les entreprises, il ne s'est pas trouvé un citoyen assez ferme pour le punir de tous ses forfaits en lui cassant la tête. » Il rencontre d'ailleurs un soutien du côté des curés jureurs. Ceux-ci poursuivent la réalisation d'une vengeance. Ils voudraient que les prêtres non assermentés quittent la ville parce qu'ils refusaient obstinément, ainsi qu'une partie de la population, de reconnaître l'évêque intru. Les soldats de Bernard s'en mêlent, ils visitent les églises, en requièrent la fermeture définitive. La municipalité voudrait attendre les décrets, elle défend simplement les assemblées d'ecclésiastiques. Mais le 30 mai 1791, le Département ordonne de fermer les portes des églises de l'abbaye, des Sainte-Claire, des Carmélites, des Notre-Dame « sous prétexte des insultes par elles faites aux sieurs Dalidet et Gastumeau. » Ces vilénies, ces injures n'avancent guère la reconnaissance de Robinet, ou la souhaite ardemment. Garnier propose sérieusement de faire passer dans toutes les maisons un registre portant en tête une formule de reconnaissance, ceux qui signeront auront reconnu, les refus seront mentionnés. Il ajoute que Robinet pourrait faire la tournée, escorté de gardes ! Bernard, plus expéditif, assemble son régiment à la Porte Saint-Louis et fait reconnaître l'évêque par ses officiers.

L'esprit public est mauvais. Un orage, le 5 juin 1791, saccage les récoltes à Chaniers. « C'est une vengeance des curés non sermentaires ! » Les paysans en maltraitent plusieurs en paroles. A

Taillebourg ils dévastent le parterre du doyen et parle de l'exterminer. A Saint-Pierre, une farandole se déploie dans l'église au chant du *Ça Ira* joué par les orgues.

Le bruit de l'arrestation de Louis XVI se répand à Saintes dans la nuit du 23 au 24 juin apporté par « un courrier qui ne mit que 36 heures. » Il jette la stupeur parmi les autorités. Le Département assemble d'urgence le District, la municipalité, les Notables, et leur demande de renouveler le serment de soutenir la Constitution. Le président lit la nouvelle et demande le secret. Le maire, Gout, sur l'ordre du Directoire du département, réunit toutes les troupes, à 4 heures, sur la place Blair. La nouvelle avait transpiré. Garnier pérore, en affirmant que l'arrestation est due aux nobles et aux prêtres. Bernard prêche l'union. Cependant la municipalité fait le recensement de la poudre chez les épiciers, défend d'en vendre sans autorisation, en envoie chercher 5.000 à Saint-Jean, et interdit de sortir de la ville. Le public discute, commente l'événement avec scepticisme ; le Département lui-même le croit faux. On dit que le roi a été arrêté à Péronne parce que sa voiture s'est brisée, il est monté à cheval, les troupes qui l'accompagnaient l'ont trahi. Le 26, un courrier extraordinaire assure que l'arrestation a eu lieu près de Verdun par deux gardes nationaux. Enfin, le 29, « tous les papiers confirment. »

Marillet fait cette réflexion : « C'est un événement malheureux qui aurait pu procurer la paix (c'est-à-dire si le roi avait réussi à fuir), mais tout concourt à prouver que le plan de son départ était combiné par l'Assemblée Nationale et que son arrestation est une trahison manifeste de la part des factieux. L'Assemblée savait que le roi devait passer à Varennes, et y être arrêté. Tous les braves gens qu'on nomme aristocrates sont dans la consternation... tout le monde se regarde et se demande quand verrons-nous la fin... on pense que l'arrestation du roi et de la reine accélérera l'entrée des troupes en France qui sont, dit-on, au nombre de 50.000... »

A partir de ce moment Bernard ne tient plus la première place dans les soucis de Marillet, de graves incidents se produisent en ville qui accaparent son attention. Il note seulement qu'à la Fédération de 1791 (qui fut très calme) sa bête noire briga l'honneur d'être généralissime. Enfin aux élections de septembre Bernard est élu député. Aux onze, notre annaliste consacre un paragraphe qui n'est pas toujours à l'eau de rose. Voici celui dont il gratifie Bernard. Nous le transcrivons pour la curiosité et comme spécimen du jugement que beaucoup de Saintais devaient porter

contre le despote. Bernard quitta Saintes le 5 octobre. Obligé de donner sa démission de colonel, il rentra dans le rang de la compagnie des volontaires et accepta d'être simple caporal.

« M. Bernard des Jeuzines, avec beaucoup d'esprit, beaucoup de connaissances de son état de juge, beaucoup de ressource et de ressort dans l'imagination, avec une grande aisance à s'énoncer, sans être orateur, est le cloac de tous les vices, sans religion, sans mœurs, sans délicatesse de sentimens, donnant l'essor à toutes ses passions, crapuleux, vil, bas et par tout le mal qu'il a fait et plus encore qu'il a fait faire par ses agens, il nous a prouvé que la Constitution est mauvaise puisqu'il lui faut de pareils hommes pour la soutenir. Chef de toutes les cabales, parce qu'il a plus d'esprit que tous ses complices, il a fait tout ce qu'il a voulu depuis le commencement de la Révolution, il a été tout ce qu'il a voulu et même plus qu'il ne devoit ; il a été homme à toutes les places, il en a gardé et garde d'incompatibles d'après les décrets. C'est égal, ils ne sont pas faits pour lui, il s'en moque et s'en joue. Il est administrateur, colonel, président du Club, président des juges du District, il est des bureaux du collège et de l'hôpital, il est partout, il domine partout. Dans cette assemblée électorale, on assure qu'il l'a conduite, ayant les districts de Saint-Jean-d'Angély et de Pons à sa disposition. On disoit qu'il y avoit une cabale terrible contre lui pour n'être pas nommé député, il l'a été le troisième. Le voilà aux premières places, le vice est monté au faite de la gloire, sera-t-il satisfait ? Non. Peut-être vise-t-il à quelque place éminente à la fin de la législature... Il a un ton mielleux, un air hypocrite le maintien d'un factieux... Il est vrai qu'il laisse après lui de bons disciples... Garnier, son lieutenant, bavarde beaucoup, a d'aussi mauvaises intentions, mais ne s'y prend pas aussi adroitement. »

Le départ de Bernard n'a pas calmé les appréhensions et les indignations de Marillet. Les événements tels qu'il les raconte ne pouvaient, en effet, que paraître monstrueux à un homme de son rang et de ses sentimens, disons conservateurs. La Terreur sévit : haine intense contre le clergé, population ameutée, fermeture des églises, exil, emprisonnement des prêtres, incarcération des suspects. Marillet, par deux fois, s'est vu sur le point d'être emprisonné. On le laissa en liberté, il ne s'explique pas pourquoi. La prudence l'oblige à confier le premier volume de son *Histoire* à un ami sûr qui le « cacha sous un rocher, » où il demeura exposé à l'humidité jusqu'à la chute de Robespierre. On respire alors un

peu, Marillet, qui n'a cessé de prendre des notes qu'il met à l'abri chez lui, en plusieurs endroits, reprend la rédaction de ses Mémoires. Bernard ne lui fournit plus que deux occasions de parler de lui. D'abord le 13 avril 1792, à propos de sa lettre écrite au Club relative à la suppression du costume ecclésiastique : « Nous venons de détruire totalement l'ordre sacerdotal. *Requiescat in pace.* » Ensuite à propos de Gaudriaud à qui Pioche-Fer Bernard, son ennemi acharné, fit obtenir la liberté ! Le 10 octobre 1794, raconte Marillet, Gaudriaud, suspect, interné à Brouage, s'était pourvu devant le comité de Sûreté générale, à Paris, demandant son élargissement ainsi que celui de sa femme ou sa maîtresse. Il obtint satisfaction. « C'est l'ouvrage de Bernard, dit Marillet,.... c'est inconcevable, ce qui fait cependant grand honneur à Bernard. »

Le geste, même envers un vieillard de 78 ans, venant d'un homme de la trempe de celui-ci est assurément étonnant, mais n'est pas « inconcevable. » Aurait-il été accessible à la pitié envers un citoyen qu'il maltraita ? Bernard s'est toujours conformé au mouvement du jour. L'ambition, l'orgueil le poussèrent, en 1789, vers la Révolution, en 1793, à être violent avec les violents, et en 1794 il revient moins farouche, voire clément, parce qu'il sent que les fureurs jacobines se calment, la *queue de Robespierre* n'est plus maîtresse, les *buveurs de sang* sont honnis, une certaine *aristocratie* tend à renaître. Enfin il faut se souvenir qu'au début de sa carrière politique Bernard avait juré aux Saintais de ne jamais prendre les armes contre eux. Les crimes de Gaudriaud qui en 1789-1790, avaient motivé ses colères devaient lui paraître bien inoffensifs.

CH. DANGIBEAUD.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES SUR BOURIGNON

Les Recherches Topographiques, historiques, militaires et critiques sur les antiquités gauloises et romaines de la Province de Saintonge, enrichies de gravures en taille douce par feu M. F. M. Bourignon de Saintes ont été publiées en 1801 (an IX), par J. A. Meaume, Imprimeur à Saintes.

L'avis de l'Editeur mis en tête de l'ouvrage porte que le prospectus imprimé chez Cailleau en 1780 promettait 2 volumes in-4 et 15 planches en taille douce : il mentionne que le premier manuscrit de Bourignon contenait de plus que celui qu'il a imprimé :

1° l'explication et la chronologie de près de 200 médailles dont il possédait la collection.

2° La nomenclature des familles romaines suivant l'ordre alphabétique.

3° Un répertoire universel de sigles, abréviations et lettres initiales, grecques et romaines qui se trouvent sur différentes médailles et monuments rangés également par ordre alphabétique.

Il ajoute : « Toutes ces notices savantes pourront faire le sujet d'un second volume que je me propose de publier dans d'autres moments si le premier ouvrage est accueilli.

Je n'avais pu retrouver trace de ces documents dans aucune des notices biographiques ou bibliographiques publiées par Quérard (*La France littéraire*) : Michaud : *Biographie universelle* : Rainguet, *Biographie saintongeaise* : Feuilleteret, *Biographie de la Charente-Inférieure* : La *Biographie* mise en tête du catalogue du musée de Saintes : d'un autre côté, la biographie qu'aurait écrite, en 1802, M. Vanderquand, aîné et à laquelle fait allusion le *Bulletin des Archives*, T. III, 1881, est restée introuvable.

Dans une note parue dans le *Bulletin des archives*, T. VIII, 1888, p. 200 à 202, il est indiqué que l'ouvrage le plus important de Bourignon qui fut publié par J. A. Meaume, imprimeur à Saintes, en 1801, huit ans après la mort de l'auteur, était écrit depuis 20 ans et qu'un premier prospectus imprimé à Paris chez Cailleau en 1780 promettait 2 volumes in-4 et 15 planches.

La découverte fortuite, à des sources différentes, de documents ayant appartenu à Bourignon m'a engagé à faire quelques recherches sur cet archéologue saintongeais et à résumer celles faites antérieurement.

J'ai d'abord retrouvé dans le *Mercure de France* deux prospectus annonçant, dès 1780 et 1789, l'ouvrage qui ne devait paraître qu'en 1801 : il me paraît intéressant de les reproduire ici.

I

MERCURE DE FRANCE : 1780. Page XII

Recherches topographiques, historiques, militaires et critiques sur les antiquités gauloises et romaines de la province de Saintonge enrichies de planches en taille douce avec l'explication des abréviations grecques et latines, des sigles et lettres initiales qui se trouvent sur les médailles et sur les monuments, la nomenclature des familles romaines et le degré de rareté de leurs médailles, le tout rangé

par ordre alphabétique, par M. François-Marie Bourguignon, de Saintes.

Quis est enim quem non moveat Clarissimis monumentis testata consignataque antiquitas ?

Cicero : de Divin.

proposées, par souscription, à Paris, chez Cailleau, Imprimeur libraire, rue Saint-Séverin, 1780 et à Saintes, chez M. Huvet, notaire.

PROSPECTUS

Cet ouvrage sera divisé en 24 chapitres : dans le premier qui a pour objet l'origine des Saintongeais ; il fixe l'époque où ce peuple commence à jouer un rôle dans l'histoire : cet article sera semé d'anecdotes curieuses et de traits intéressants sur l'habillement des anciens Santons et sur quelques productions de leur territoire qui étaient fort estimées des Romains.

Il continue, dans les autres chapitres, à donner la description des ruines de Saintes et de son Capitole, d'un arc, des temples, d'un hypogée, d'un amphithéâtre, d'un aqueduc, d'une maison de campagne des Romains, des piles et mausolées, camps, terres, briquetages, puits, citernes, canaux ou conduits souterrains, tombes, inscriptions publiques, sépulcrales et votives, mosaïques, statues, bustes, têtes, bas-reliefs, vases, anneaux, cachets, fibules, pierres gravées, camées, peintures à fresque, meules, briques singulières, tuiles avec des moulures, fragments de granit et de marbres de toutes les couleurs, frises, corniches, chapiteaux, colonnes, bases, socles, plinthes, voussons et autres débris d'architecture et généralement de tous les monumens antiques existans en entier dans la Province ou desquels il ne reste plus que des vestiges.

Ces monumens dessinés sur les lieux et sous les yeux de l'auteur sont rendus avec la plus grande vérité : ils forment 15 planches gravées par M. de Saint-Aubin.

Il y a, en outre :

1^o Un chapitre sur les villes de Cognac qui est le Condate de la Table Théodosienne, d'Angoulême, capitale du peuple appelé Agensates par Pline et sur celles de Pons et de Jonsac ; quoique les deux premières ne soient pas actuellement de la Province de Saintonge on les considère, ici, comme faisant partie du Territoire des Santons sous l'Empire romain. Les deux dernières ne sont pas citées dans les géographies anciennes, dans les itinéraires et dans

les notices de l'Empire : on y trouve cependant, quelquefois, des vestiges d'antiquités comme médailles, vieux murs, etc... Cet article est terminé par des recherches sur le lieu où était située la maison de campagne d'Ausone, poète du iv^e siècle.

2° Des observations sur le Promontorium Santonum et le Portus Santonum de la Géographie de Ptolémée, sur l'isle d'Oléron : Uliarus, sur celle d'Antros située près de Royan et qui, selon l'opinion des anciens, s'élevait et se baissait avec la marée, sur les stations militaires de Blavia (Blaye), Tamnum (Talmont) et Novioregum dont les itinéraires font mention en décrivant la route de Bordeaux à Autun : on fixe, dans ce chapitre, la position de ces lieux.

3° L'explication de la chronologie de plus de 200 médailles de la collection de l'auteur, Grecques, Romaines, Etrusques avec des caractères Osques, Gauloises, Espagnoles, Phéniciennes, Siculo-Puniques, Hébraïques ou Samaritaines, Persannes et Arabes, avec des noms de Califes et l'année de l'Hégire. Ces médailles, dont quelques-unes (les latines) ont été trouvées dans les ruines de Saintes et aux environs, sont décrites selon le rang qu'elles tiennent dans les cabinets.

4° Une petite dissertation sur un faux médaillon trouvé du côté de Cognac.

5° La Nomenclature des familles romaines suivant l'ordre alphabétique avec le degré de rareté de leurs médailles ; ce catalogue est tiré d'un manuscrit de Vaillant appelé son Vade mecum. L'auteur y a fait des additions que les nouvelles découvertes de médailles rendaient nécessaires.

6° Un Répertoire universel des Sigles, Abréviations et Lettres initiales, grecques ou romaines qui se rencontrent sur les médailles et sur les monumens rangé par ordre alphabétique avec l'explication des plus savans antiquaires ce qui sera d'un très grand secours à ceux qui se livrent à l'étude de l'antiquité parce qu'ils trouveront aisément dans un ouvrage d'un prix modique une interprétation qu'ils auront la peine de chercher dans 20 ou 30 volumes in-f°, dont quelques-uns même ne se trouvent que dans les grandes bibliothèques.

Les abréviations grecques font un objet à part.

L'auteur a cru faire plaisir aux amateurs de l'antiquité en fondant, dans ses notes, quelques passages de l'excellent ouvrage de M. de La Faye sur la préparation que les Romains donnaient à la chaux pour en composer les mortiers.

Pour éviter la sécheresse qu'entraîne après soi ce genre de travail il a admis dans son plan tous les détails, anecdotes, traits singuliers qui, quoique propres à d'autres peuples, avaient, cependant, un rapport intime avec son sujet : il ne s'est pas borné à donner une notice fidèle et exacte des monuments de sa patrie : il y a ajouté des détails qui pouvaient jeter quelque intérêt sur ces matières arides par elles-mêmes : en conséquence, à l'article de l'amphithéâtre, il a parlé de la pompe des jeux, de l'ardeur des romains pour les spectacles et des anecdotes qui y avaient rapport. En donnant la description d'un camp, il a traité de la castramétation des anciens et de leur discipline militaire : il a observé le même ordre dans les autres articles ; outre cela, il a cité, quand il en a eu l'occasion, les gens de lettres et amateurs morts ou vivants et ceux qui ont bien lui donner des indications sur les monumens qui lui étaient inconnus.

En général, cet ouvrage sera accompagné de notes historiques et autres propres à faciliter l'intelligence des termes d'architecture. Quoique, par son titre, il semble n'intéresser qu'une province, on pense que, par les détails, il peut être de quelque utilité pour les amateurs de tous les pays.

Cet ouvrage formera 2 volumes in-4. Le prix de la souscription est de 15 livres pour les deux volumes en feuilles.

Quand on n'aurait pas un nombre suffisant de souscripteurs les exemplaires n'en paraîtront pas moins au tems indiqué.

MM. les souscripteurs sont priés d'envoyer leur adresse et d'affranchir les lettres et le port de l'argent sans quoi on ne les recevra point : on donnera 9 livres en commençant et 6 livres en recevant le premier volume. On avertit qu'on ne tirera qu'un très petit nombre d'exemplaires au-delà des souscriptions et qu'on suivra, pour la distribution des deux volumes, l'ordre d'ancienneté parce qu'on s'est fait une loi de donner les meilleures épreuves aux premiers souscripteurs. Ceux qui voudront des exemplaires avec des planches enluminées paieront 3 livres de plus.

L'auteur invite MM. les Amateurs et surtout MM. les Curés de la Province de Saintonge de lui faire passer la notice des monuments qui lui seraient inconnus et des copies des Inscriptions antiques qu'ils pourront découvrir avec leurs fautes et lacunes sans y rien changer ni ajouter. Ils auront la bonté d'adresser les paquets à Saintes à M. le Marquis de Brémont d'Ars.

II

MERCURE DE FRANCE (Annonces et notes) n° 20, 16 mai 1789
p. 139 et 140.

Recherches Topographiques, historiques, militaires et critiques sur les Antiquités Gauloises et Romaines des Provinces de Saintonge et d'Angoumois, enrichies de 16 planches par M. Bourignon, Membre de plusieurs Académies nationales et étrangères et Rédacteur du Journal de Saintonge.

Cet ouvrage dont plusieurs fragmens ont été publiés avec succès dans le *Journal des Savans*, années 1780, 1781, 1782, 1785 et 1786, va paroître, sous les auspices de feu M. Seguier, l'un des plus Savans Antiquaires de ce siècle et de plusieurs Membres distingués de l'Académie des Inscriptions qui ont honoré l'auteur de leurs suffrages. On y trouve la description d'un Capitole, d'un Arc de Triomphe, des Temples, Hypogée, Amphithéâtre, Aqueduc, Phares, Camps, Bains, Tertres, Voies Antiques, Villa, Mausolées, Tombeaux, Cénotaphes. Inscriptions, Mosaïques, Statues, Têtes, Bas-reliefs, Lampes, Amphores, Vases, Anneaux, Cachets, Fibules, Pierres gravées, Peintures à fresque, Chapiteaux et fragmens de Colonnes, etc, etc... et généralement de tous les monumens antiques existant en entier ou ruinés ; avec des dissertations sur le Port et le Promontoire des Santons, sur l'Isle d'Antros, sur la maison de campagne d'Ausone : on y publie une médaille d'or de ce poëte qui ne se trouve dans le cabinet d'aucun Souverain.

Cet ouvrage formera deux vol. in-8° de 700 pag. caractère cicero. Prix : 12 liv. On est libre de payer cette somme sur le champ ou de se faire inscrire à Paris, chez Belin, libraire, rue Saint-Jacques : et à Saintes, au Bureau du *Journal de Saintonge*, en envoyant une soumission signée. L'Inscription sera fermée le dernier de Juillet prochain. On fournira les meilleurs épreuves aux premiers souscripteurs et pour 3 liv. de plus on fera passer l'ouvrage franc de port par tout le Royaume. Il faut affranchir le port des lettres et de l'argent.

Le prix de l'abonnement du *Journal de Saintonge* qui paroît toutes les semaines, est de 8 liv. par an.

Voici les titres des fragments publiés dans le *Journal des Savans* et indiqués ci-dessus :

1780. — Mai. I. a. p. 311 à 314. b. 932.

Lettres sur les Antiquités de Saintes.

1780. — Juin. I. a. p. 368. b. 1101.

Lettre sur quelques inscriptions de Saintes.

1781. — Décembre. I. a. p. 801 à 806. b. 2460.

Mur romain près de la Cathédrale dans une petite cour appelée « *La Guillaarde*. »

1782. — A. p. 169 à 181. b. 503.

Dissertation sur quelques antiquités de la ville de Saintes. « On travaille depuis quelque temps à faire une place derrière le Couvent des Carmélites dont les murs bâtis sur des fondements anciens recèlent des choses qu'il est impossible de voir. »

1785. — Décembre. a. p. 805 à 811. b. 2013.

Observations sur les eaux minérales d'Archingeay en Saintonge et sur le lieu où était située la maison de campagne d'Ausone. Poète bordelais du IV^e siècle.

1786. — Décembre. a. p. 860 à 862. b. 2431.

Lettre à MM. les Auteurs du Journal des Scavans sur la découverte d'une petite statue d'Isis en Saintonge par M. Bourignon de Saintes.

La Note sus visée parue dans le *Bulletin des Archives*, en 1888, mentionne que, ni les 15 planches de 1780, ni celles qu'annonce le titre des *Recherches* n'ont paru et que le Préfet de la Charente-Inférieure, M. Français, de Nantes, qui avait « confié ou, pour mieux dire, commandé l'impression, après avoir annoncé l'ouvrage par une circulaire, ayant été nommé Conseiller d'Etat, le typographe, réduit à ses propres forces, sacrifia l'album. »

Que sont devenues les planches gravées ? Elles ont été, sans nul doute, irrémédiablement perdues : il n'en est pas de même, à mon avis, des dessins originaux.

Il y a quelques années j'avais été mis sur la voie de documents intéressant la Saintonge conservés dans une vieille famille rochelaise. J'avais été admis à en examiner quelques-uns, mais un incident de famille qui pourrait fournir les données d'une anecdote amusante que je ne puis raconter ici m'obligea à interrompre mes recherches.

Un membre de la famille m'offrit quelques jours après un recueil de dessins ou aquarelles que je présumais immédiatement devoir être les fameux dessins qui étaient destinés à l'ouvrage de Bourignon.

J'allais me décider à effectuer le voyage de La Rochelle, la découverte en valant la peine, pour prendre possession de ce butin lorsque j'appris qu'une autre personne de la famille en avait fait don, avec beaucoup d'autres documents, à la Bibliothèque de La Rochelle.

Ces aquarelles sont donc rentrées doucement, non dans le domaine de l'histoire, mais dans le sommeil des bibliothèques. Un de nos plus savants maîtres en archéologie veille jalouseusement sur elles et le temps seul, je le présume, lui a manqué pour annoncer à tous nos collègues cette précieuse découverte et commenter l'identification de ces dessins avec ceux qui auraient servi à M. de Saint-Aubin, graveur.

Un rapprochement semble, cependant, s'imposer tout naturellement à notre esprit, car ces dessins proviennent de la succession de M. Bonnet de Lescure, Ingénieur du département au début du XIX^e siècle qui les avait, sans doute, découverts dans les papiers de M. Français mêlé un instant à la publication de l'ouvrage de Bourignon.

Je crois donc pouvoir affirmer que, si aucun espoir ne nous reste de retrouver les planches gravées par M. de Saint Aubin, nous avons la chance inespérée de voir soigneusement conservées à la bibliothèque de La Rochelle les aquarelles originales destinées à l'ouvrage de Bourignon.

Passons maintenant au second document fortuitement découvert par moi.

M. Louis Audiat dans une note parue dans le *Bulletin des Archives*, T. XVIII, 1898, p. 198 et 199, reproduit une lettre de Chaudruc de Crazannes au comte de Bremond d'Ars datée du 10 février 1819, dans laquelle je relève les lignes suivantes :

« Le sieur Raynouard, imprimeur-libraire, l'imitateur des Aldes a, entre ses mains, à vendre tous les manuscrits et la correspondance de Bourignon : entre autres un gros recueil d'inscriptions, un traité des médailles qu'on m'a dit être volumineux. Ainsi, on a offert tout cela pour un morceau de pain à Millin qui n'en a pas voulu. Engagez le maire à les faire acheter pour la ville et à les déposer à la bibliothèque du doyenné ou au museum santonicum. »

M. Audiat termine en disant : « Que sont devenus les manuscrits de Bourignon ? comme on les consulterait avec plaisir !

Cette lettre a été insérée une seconde fois dans le *Bulletin des Archives*, T. XXIX, 1909, p. 89 à 92 avec une autre lettre du Baron de Crazannes au même datée du 13 mars 1817 et de laquelle j'extrais les lignes suivantes :

« Raymond, le libraire, rue Saint-André des Arts, a acheté, à la vente de Regnault de Saint-Jean d'Angély les manuscrits de Bourignon que sa famille avait confiés ou donnés au dit Regnault. Il y a beaucoup de fatras : le morceau le plus important est un dictionnaire des sigles et abréviations *annuli* des inscriptions antiques, etc... on aurait cela pour une cinquantaine de francs. La ville le devrait retirer.

Qu'étaient devenus ces manuscrits depuis cette époque, je ne aurais le dire mais je viens d'avoir la joie, coïncidence bizarre, de les retrouver au pays bourguignon.

En feuilletant, récemment, pour tromper l'ennui d'un long voyage, un catalogue de M. Rebourseau, libraire à Dijon, paru en juillet-août, 1925 et passé inaperçu au moment des vacances, j'y relevai l'offre, sous le N° 464, de cinq volumes manuscrits de Bourignon.

Bien que conservant peu d'espoir, j'écrivis, le 1^{er} may, à M. Rebourseau et éprouvai une vive émotion en recevant, par courrier, une carte m'annonçant que les manuscrits étaient toujours en magasin et n'avaient attiré jusqu'à ce jour, l'attention d'aucun autre amateur.

Je viens de les recevoir : en voici la description : Ils forment cinq volumes dont deux reliés plein veau, dos orné et les trois autres cartonnés vert.

Le premier est intitulé :

Manuel numismatique ou recueil d'observations intéressantes sur les médailles antiques, la rareté de leurs revers et le prix qu'on y met dans les cabinets de l'Europe, rédigé par M. Fr. Marie Bourignon, associé des académies de Bordeaux et d'Arras, des musées de Paris et de Bordeaux, correspondant de la Société royale de médecine de Paris et de celle des antiquaires de Londres.

Année 1777, 125 ff. non numérotés.

Il porte l'annotation suivante : ce recueil est presque tiré, en entier, de l'histoire abrégée des empereurs par M. Beauvais, mais on y a fait des additions et des corrections considérables.

Le Tome II porte comme titre :

Répertoire numismatique ou recueil d'observations intéressantes à l'usage de ceux qui étudient la Science des médailles : à Paris : 1779. 205 ff. non numérotés : 7 planches.

Le Tome III porte comme titre :

Répertoire numismatique ou recueil d'observations intéressantes sur les médailles antiques : 345 pages 10 ff. non paginés.

A Saintes en 1784 et 1785. A Paris en 1780.

Le Tome IV, même titre, à Paris année 1784. 391 pages 2 ff. non paginés.

Le Tome V comprend exclusivement le « *Dictionnaire des Sigles ou abréviations latines qui se trouvent sur les médailles et les monuments antiques avec les explications qu'en ont données les savans.* 640 pages 6 ff. non paginés.

A Paris. Année 1781.

Ces manuscrits proviennent de la bibliothèque de M. Chauvin, aîné, de Chablis (Yonne), collectionneur d'ouvrages sur la Bourgogne, dont la formation est bien antérieure à 1870.

Je me réjouis d'avoir pu donner à mes collègues ces éclaircissements sur l'œuvre de Bourguignon qui fut un des plus zélés et clairvoyants archéologues de notre région et de détenir ces manuscrits qui vont se classer, définitivement, je l'espère, dans une bibliothèque Saintongeaise.

LÉON MASSIOU.

LIVRES ET REVUES

Le Grand Tourisme, n° 76, novembre 1925, donne sur sa couverture une vue des *Arènes un jour de représentation* et un article de quatre colonnes signé Jean Maucière où on lit des choses vraiment étonnantes. La bonne intention de l'auteur est évidente, mais il est profondément triste de voir un journal de vulgarisation imprimer des phrases et des phrases dans lesquelles l'imagination brode sur l'erreur. Nous en signalerons une qui se rencontre même chez des auteurs graves tels que M. Mâle lequel (*L'Art religieux du XII^e siècle*, p. 441) n'a pas craint d'affirmer que la façade de Saint-Eutrope fut détruite par les protestants. Or toute la nef n'a été démolie qu'en 1803-04.

M. Maucière dit que les huguenots se vantèrent (où ?) d'avoir

tout détruit à Saint-Eutrope, que les religieux avaient « entièrement comblé la crypte » pour sauver les « cendres » du saint. A la vérité, les huguenots saccagèrent les bâtiments du prieuré, brûlèrent les statues, en un mot firent de gros dégâts, mais n'abattirent rien. Saint Pierre souffrit bien davantage. La crypte ne fut comblée en partie que par et après la démolition de la nef. Sous la Révolution elle servit de hangard, de chais, les couvreurs y remisaient leurs échelles, les maçons y faisaient mourir leur chaux et un fondeur y fondit des cloches. L'une d'elle portait cette inscription « *cette cloche a été fondue dans l'église basse.* »

LES POÉSIES de Henry Mériot :

Ceux qui aiment encore la conscience dans le travail, la probité dans l'art, la noble et anxieuse patience des vieux maîtres en quête de perfection et pour qui, selon le mot de Valéry, « il n'y a point de détails dans l'exécution », ceux-là liront avec délices le beau recueil où Henry Mériot rassemble au soir d'une vie toute vouée à l'Art le meilleur de son œuvre poétique. Ce fier artiste disciple de Gautier et de Banville ne serait-il pas le dernier des Parnassiens ? Mais ce ne sont pas seulement ici de beaux mots et des rimes sonores : ce ciseleur est un poète ; dans les veines de ce marbre le sang coule, Toute une vie est en ces vers, et une belle vie, de tendresse et de foi, de désintéressement et de bonté. Redisons au noble poète vers lequel monte aujourd'hui le pur encens d'une gloire légitime et qui vient d'être élu l'un des *Dix de province*, les vers simples et profonds qu'il adressait à son cher Louis Boulé :

Et sois sans crainte ; il est encore
Dans notre banal univers,
Pour entendre ton chant sonore,
Des cœurs doux aux faiseurs de vers.

P. CLARAC.

Bulletin de la Section de Géographie du Comité des Travaux historiques, t. XXXIX (1924), p. XLVII. M. L. Massiou lit un mémoire sur l'identification des *Stations gallo-romaines de Tamnum et de Novioregum*, à la séance du 22 avril 1924, du Congrès des Sociétés Savantes. La *Revue* a publié ce mémoire (tome XLI).

Le rédacteur du compte-rendu fait les réflexions suivantes : « Ce point de la géographie des Gaules dûment fixé et, en se basant, à la fois sur la concordance des distances et les vestiges gallo-romains qui se rencontrent autour de Paterre et d'Avallon, dans la presqu'île d'Arvert, il semble qu'il y ait lieu :

1° D'orienter uniquement sur ces points les recherches relatives à l'identification de Novioregum.

2° Et d'admettre comme certain, après la publication faite par M. Léon Massiou, en 1909, dans le *Recueil de la Commission...* t. XVIII, p. 151 et 163, et en 1912 dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis*, t. XXXII, p. 6 et 14), de mémoires sur la ville et le port d'Anchoine, placés dans le prolongement de la falaise de Terre-Nègre, aujourd'hui recouverts par les sables, que les *portus santorum*, Novioregum et Royan ne sauraient être confondus plus longtemps dans l'esprit des archéologues. »

M. Ch. de La Roncière, en regrettant que M. C. Jullian n'ait pu assister au Congrès, émet l'opinion que, seul, il peut décider de l'identification si suggestive de M. Massiou. M. Massiou a raison de ne point ajouter foi à la filiation, *Tamnum-Talmont* ; pour Novioregum, l'étymologie présente est assez hasardeuse.

P. 81, *Lettres Louisianaises du Chevalier de Pradel* (Jean de Pradel de Lamase, ancien capitaine au régiment de marine (voir même *Bulletin*, 1920, p. XXIV), dont les filles sont au couvent à Saintes.

A noter, p. LXXXIX, une réédition d'une opinion de M. C. Jullian, souvent exprimée, concernant les villes disparues, *L'Atlantide de Solon et de Platon n'est qu'un mythe* de M. Saint-Jour. « Mythe de destruction, dont on trouve de nombreux exemples pour la France, où des villes soi-disant disparues ont simplement changé de nom. »

Sous le titre général *Le Pays de France* et le titre particulier *Poitou, Angoumois, Aunis, Saintonge*, la maison Hachette met en vente un album de 70 pages, dont 6 de texte, composé de reproductions photographiques des monuments et sites des régions ci-dessus. L'ensemble est très agréable, les clichés sont bons, le tirage est bien venu, sans rien de plus, les vues sont très variées. C'est un joli album. Il sera toutefois permis de dire que certains choix auraient pu être plus heureux. A Aunay, par exemple, il y a des chapiteaux plus intéressants que celui qui est donné : les « oiseaux stylisés » de Saint-Sulpice d'Arnoult auraient pu être remplacés par d'autres, le portail d'Ecurat ne s'imposait pas. Mais il y a plus grave.

L'éditeur, par économie évidente, a demandé aux Monuments historiques des épreuves de leurs clichés... qui sont un peu vieux ! On nous montre, en 1925, Fenioux avec son pin poussé dans les

pierres de la façade ! Or il a disparu en 1895, et le clocher sans les quatre clochetons que Ballu a restitués en 1896. La lanterne des morts n'est pas davantage restaurée. La façade du château d'Usson se présente dans l'état où M. Augereau l'a prise en 1879. Notre amphithéâtre est rempli de terre comme il y a 50 ans. Et la place Blair figurée avec ses constructions en planches pour la foire !

Pourquoi le rédacteur de la légende (p. 59) du phare de la Coubre, met-il la pointe de la Coubre en Aunis ? « le musoir calcaire de l'Aunis ? »

Romania tome LI (janvier 1925). Dans cette livraison, page 112, M. Jeanroy reproduit le *Sirventès politique de 1230* dont il a déjà été question dans le numéro de *Revue*, tome XLI, p. 248.

« Le *Sirventès* d'Amoros del Luc que nous a révélé le manuscrit Campori présente un vif intérêt pour l'histoire de la rivalité franco-anglaise dans les provinces de l'Ouest au XIII^e siècle.

En voici les vers qui touchent particulièrement le pays.

En Chantarel sirventez ab mos planz
Et ab gai zon, portal al rei engles,
E digatz li qe, si de sai vengues,
Qe sei foran Maurestain e Roains,
E Mirabel e Pont a sa devisa,
E Pertonac... e Rangos,
E sei fora Rochafort e...,
E Barsueir'e Toarts e Subisa.
E fora sieu Siurax e Lissinainz
E la marcha el comtat d'Engolmes

Oi ! reis engles, non siaz flacs ni vanz
Qe ges aissi La Rochela n'er priza
Anz an mestier archiers e braimanzos
E chavaliers e maestre engenios
Qe valgra mais qe conseil de justizia.

M. Jeanroy traduit :

Sire Chantarel porte au roi anglais ce sirventès, où un stile simple s'unit à une joyeuse mélodie ; dis lui que, s'il passait de ce côté [du détroit] à lui seraient Mortagne et Royan, Mirebeau et Pons, tout à sa volonté, Parthenay Jonzac (?) et Rancon (?) à lui seraient Rochefort et... Bressuire, Thouars et Soubise.

A lui seraient Civray et Lusignan, la Marche et le comté d'Angoumois (?)

Ah ! roi anglais ne soyez ni lâche ni mou : ce n'est pas ainsi que La Rochelle sera prise. Il y faudra archers et soudoyers barbançons, chevaliers et maîtres ingénieurs, ce qui vous vaudrait mieux que conseils d'avocats.

The works of Samuel de Champlain in six volumes. Toroto, the Champlain Society, traduction de John Squair ; texte français collationné par J. Home Cameron.

Le second volume (viii-351 p., 19 cartes et illustrations), a paru en 1925. Il contient la fin du premier voyage de Champlain, le texte des deuxième, troisième et quatrième voyages (1611 et 1613) ; six documents relatifs à Champlain (1610-1618) : requête pour démontrer les avantages que la possession du Canada procurerait : supplique relative à l'exploitation du pays.

A la page 275, photographie de l'astrolabe de Champlain qui est daté de 1603, perdu en 1613, retrouvé en 1867.

ΒΑΡΕΝΙΑ (Louis). *Les voussures à personnages sculptés du musée d'Athènes*, dans *Mélanges offerts à M. Gustave Schlumberger*. Paris, librairie Paul Geuthner, 1924.

L'auteur reprend l'étude d'un problème très délicat, à savoir : à quelle influence le sculpteur des deux arcades sculptées du musée byzantin d'Athènes a-t-il obéi en couchant sur ces archivoltes des personnages à la mode des sculpteurs romans de France ?

Il les compare aux archivoltes notamment de l'art roman saintongeais (et reproduit les façades de Corme-Ecluse et de Chadenac).

Ce n'est pas la première fois qu'il examine cette curieuse coïncidence. Il renonce à sa première conclusion c'est-à-dire, une idée importée par les chevaliers français au xiii^e siècle, et se contente d'exposer diverses hypothèses. Ces arcades d'Athènes dateraient du xiv^e siècle seulement. « Tout au plus pourrait-on admettre que le sculpteur qui les a exécutées a vu, soit en occident, soit dans l'orient latin, des portails à voussures garnies de statues et qu'il a cherché à s'en inspirer. »

Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, juillet-septembre 1925. M. Millot communique la mention de l'insinuation du contrat d'arrentement de l'emplacement du cimetière protestant de Montlieu pour 20 sols de rente, par le syndic de l'hôpital de Saintes. (14 juin 1708, contrat dans les minutes d'Arnaud) même mention pour Nonville (20 juin 1708, mêmes minutes). Archiv. départ. Série B.

M. le Dr Drouineau signale dans les registres de Saint Mandé une copie authentique du registre R. P. R. d'Aunay 1679.

A la page 345 très curieuses recommandations faites à son fils, âgé de 15 ans, par un gentilhomme en 1694. Faire sa prière à genoux en sortant du lit à 6 heures au plus tard : souhaiter le bonjour ; beaucoup de liberté avec Jeannette Javetasse, demoiselle suivante de feu sa tante, fort sérieux avec les autres domestiques ; ne jamais se faire attendre à table, cela n'appartient qu'au maître et hors de lui c'est une marque de vanité, de dissipation et de sottise ; se garder de jouer des pieds à table, ne parler à table que si on l'interroge : il boira fort trempé et deux ou trois coups tout au plus ; en sortant de table, il ira au buffet se laver la bouche et les mains ; défense de taper un os sur son assiette pour faire sortir la moelle... etc., se nettoyer les dents tous les matins... etc. etc.

Bulletin de la Société hist. et archéologique du Périgord, tome III, p. 252, lettre XVII (des lettres inédites d'*Otages de Louis XVI*) datée de Rochefort, le 25 août 1791 : « Instruit malheureusement un peu tard du dévouement de quelques vrais Français pour procurer la liberté du meilleur des rois, j'avais chargé M. de Valmenier, mon beau-frère, actuellement à Paris de vous prier de vouloir bien m'inscrire, ainsi que mes enfants, sur cette liste honorable. Jugez de ma surprise et de ma peine de ne pas trouver mon nom à la suite du sien..... Je suis prêt à verser jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour le service de mon Roi, heureux si le sacrifice de ma liberté peut lui faire rendre celle qu'il n'avoit tenté de recouvrer au mois de juin dernier que pour s'occuper efficacement de tous les sujets, même de ceux qui depuis le 14 juillet 1789 se sont fait un jeu cruel de l'abreuver de tant d'amertume. Je m'offre en otage avec mes quatre enfans.....

Henri-Venance-Augustin d'Abzac, capitaine au régiment d'Auxerrois, chevalier de Saint Louis. (Il est né le 27 mai 1752, fils de Pierre d'Abzac, seigneur de Parth, de La Boinnière, de Puynège, et de Madeleine de Taillefer. Il avait épousé le 15 juillet 1777 Louise-Renée-Rose Cacqueray de Valmenier.

Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, t. XXXIX, p. 168. M. l'abbé Barbotin publie un résumé d'une partie des Mémoires du médecin Quoy indépendante de celle déjà publiée dans le même Bulletin relative à l'enfance. Il y est fait mention du contre-amiral Texier de Norbec (né au village de La Ronde) qui n'avait qu'un œil, un bras et une moitié de mâchoire, dont la mutilation était la suite d'un accident à une expérience d'artillerie. Il était correspondant de l'Académie des Sciences, et écrivit un ouvrage sur l'artillerie de marine.

Nouvelles notes sur les anciens régiments de Rochefort, par M. G. Imbert (qui aurait bien du rappeler où sont les précédentes), p. 205-218 *Brouage*... encore un article, d'ailleurs bon et rapide condensation sur la ville morte de Saintonge de beaucoup de choses très connues et on ne rapporte pas les inconnues. Mlle Lusseau lit ML (liés) sur la prétendue maison dite de Marie Mancini à Hiers. Elle n'explique pas les sigles. Elle loge la jeune princesse au château de Montboileau et ne paraît pas avoir lu l'article du Docteur Sottas.

Nova Francia, organe de la Société d'histoire du Canada, 24 octobre 1925. *Brouage à l'époque de Samuel Champlain*, par M. Th. Beauchesne. *Inédit sur le fondateur de Québec*, M. A. Léo Leymarie.

Champlain, le 29 décembre 1605, à Paris, cède à Charles Lebert, sieur du Carlot, ingénieur et géographe du roi, sergent-major à Brouage, demeurant à Paris, les droits qui lui appartiennent « au moyen de la donation à luy faicte par deffunct Guillaume Helaine, de nation marseillois, naturel de la cité de Marseille estant lors en la cité de Cadix le 2 juillet 1601. »

Bulletin de la Société des Antiquaires de France, 1924.

M. Prinet a entretenu les membres de la Société des Antiquaires de France, en la séance du 17 septembre, d'un manuscrit héraldique des xv^e et xvi^e siècles, dans lequel, au folio 53, sont dessinés à la plume trois écus accolés. Celui du milieu porte trois poissons, celui de dextre... au-dessus on lit le mot *Roussart* ou *Ronssart* et *Paissonnière*. Ce sont les armes du poète Ronsard et celles de ses alliances. Au premier les armoiries de la maison (*d'azur à trois poissons d'or ou d'argent*). Dans le second on reconnaît les armes des Illiers des Radrets.

L'écu de senestre offre les armes de la mère du poète, Jeanne Chaudrier (*d'argent à trois chaudrons de sable*) écartelées d'un fascé ou burelé (*burelé d'argent et d'azur à la bande ou au bâton de gueules brochant sur le tout*). Au xiv^e siècle, Jean Chaudrier, bourgeois de La Rochelle, anobli, dit-on, par le roi d'Angleterre, avait épousé Jeanne, fille de Gui l'Archevêque de Parthenay, seigneur de Taillebourg. C'est par erreur que *Paissonnière* a été inscrit au-dessus de cet écusson, au lieu de *Chaudrier*.

La Revue (XL, p. 108) a déjà signalé d'après le *Bulletin de la Société des Sciences Lettres et Arts de Pau* la présence de laboureurs angoumoisins embauchés à Pau, au xvi^e siècle, sous l'influence très probable de Marguerite de Navarre, sœur de François 1^{er} ou de Marguerite d'Angoulême.

Dans le n° 1 (janvier 1924) le Bulletin de cette Société publie les pièces originales avec de notables corrections de noms.

Le premier contrat est du 29 avril 1554. Le roi Henri II d'Albret traite directement ou par l'entremise de Guillaume Gelibart, sieur de Malaville, conseiller du roi. Les sept laboureurs engagés originaires de Merignac, Malaville, Gensac, Chateauneuf et Bouteville, s'engagent à labourer le parc du château de Pau, dans des limites déterminées. Ils ne resteront à Pau que quatre mois et demi, du commencement de mai au 15 septembre du moins la première année. Ils s'engagent à mettre en culture six métairies, dont 20 « journées » seront converties en prairies et 5 réservées pour des maisons et leurs dépendances. Le roi fournit le bétail, dont le profit sera partagé entre le roi et les ouvriers. Le roi donnera, en outre pendant trois ans une somme de 380 livres tournois pour chaque métairie et par an : le roi prendra la récolte. Au bout de trois ans les produits des métairies seront partagés par moitié, sauf la semence. Les métayers prendront leur bois de chauffage dans un bois déterminé, et recevront les instruments aratoires, mais ils paieront la moitié du prix d'achat du bétail, ou bien ils le rendront. En cas de mort de quelque bête, la perte sera partagée.

Il est probable que ces ouvriers angoumoisins furent appelés pour introduire des méthodes de culture meilleures que celles en pratique en Béarn. Le second contrat concerne le domaine de l'hôpital de Lespiau. L'engagement est fait pour 9 ans, qui commencent le 20 juillet 1553.

Ces laboureurs s'appellent : Pierre Marrat, de Merignac, Michel Barreau, de Chateauneuf, Colas Moserac, de Merignac, Guillaume Martin et Martin Geay, de Malaville, Colas Martineau, de Gensac, Chateavieu (Chatavelli) de Bouteville.

Bulletin de la Société polymathique du Morbihan, 1925.

M. l'abbé Blarez raconte, p. 52-57, d'après une minute de notaire le combat d'un corsaire de Port-Louis en 1674 dont l'équipage comprenait Michel Gouic, de La Rochelle, comme capitaine.

Supplément à l'histoire universelle d'Agrippa d'Aubigné publié pour la première fois pour la Société de l'histoire de France par J. Plattard.

C'est un chapitre resté inédit jusqu'ici d'un quatrième tome que d'Aubigné comptait ajouter à son *Histoire*. Comme il raconte les événements des années 1619-1622, il offre un grand intérêt pour l'histoire des protestants en Saintonge, La Rochelle, Saint-Jean d'Angély. On peut dire qu'il est surtout saintongeais.

Archives historiques du département de la Gironde, t. LV.

Chronique rédigée de 1735 à 1759 par un Jésuite de Bordeaux.

P. 103. Le 8 mai 1749 « Je party de ce collège (de Bordeaux) pour aller à Marennnes rengier quelques papiers. Je partis d'hier vers 11 heures. J'arrivé à Blaye à 3 heure. Je party sur le champ pour aller coucher au Petit Niort. Le lendemain qui estoit un vendredy je fus dîner à Pons et le soir coucher à Sainte où je trouvé le P. Baranquet, supérieur dudit Marennnes. Il m'obligea d'y rester le samedy et le dimange, et le lundy nous partimes en chaises. Nous fûmes dîner à Nancra et ensuite coucher à Marennnes. J'y resté jusqu'au 23 qui y estoit un vendredy que je party pour aller à Rochefort en passant par Brouage, Moize et Soubise. Je couché à Rochefort chez une de mes nièce. Le samedy, je me rendy pour dîner au collège de la Rochelle où je resté le dimanche, le lundy, et le mardy au soir je party avec le P. Favot pour aller à Clavelle (Clavette) voir ma sœur. G'i resté le mercredy. Le lendemain, je fus à Salle voir mon frère. Le vendredy, je fus à Saint-Médard voir le P. Chauvet qui y faisoit la mission avec le P. Darmagnan et un autre Père de la province de Léon. Le lendemain, je fus trouver mon dit frère qui m'accompagna jusqu'à Chatelhailon dans une maison qui apartient au collège de La Rochelle, régie par le Frère Mounier. G'i couché et le lendemain dimanche, je fus entendre la messe à Rochefort chez les Pères capucins. Ensuite, je déjeuné et je parti pour me rendre à Marennnes, où je resté pour finir mon ouvrage jusqu'au 17 juin. Je fus déjeuner au Ga qui est un petit bourg. Je fus dîner à Cozes après avoir passé par Saugéon, après quoy je fus coucher à Caunac. Le lendemain, je fus à Saint-Bonnet. Je passé à Saint-Cir, à Etolier, et j'arrivé à Blaye à dîner. J'en party à 3 heure après-midy et j'arrivé à Bordeaux à 7 heures et demie du soir.

AVIS ET NOUVELLES

Le 1^{er} avril, le Bureau et le Comité d'administration se sont réunis.

Le président fait part du décès du trésorier, M. Fournioux et fait l'éloge de cet excellent confrère qui apportait dans ses fonctions un dévouement de tous les instants. Il propose pour le remplacer M. Emile Texier, gendre de M. Fournioux.

L'assemblée, à laquelle la difficulté de trouver un successeur

n'avait pas échappé, accueille cette proposition avec empressement et exprime sa reconnaissance au nouveau titulaire.

Le nécessaire sera fait pour lui donner tous les pouvoirs utiles.

Le président annonce que le volume contenant la première partie des Lettres de Michel Bégon à Villermont sera bientôt terminé et qu'il pourra être distribué en mai. Vu l'état des finances de la Société qui s'est imposé un lourd sacrifice pour éditer ce 47^e tome et surtout l'inflation considérable des frais d'envoi, ceux de nos confrères qui le recevront par poste ou colis postal seront priés de vouloir bien consentir le remboursement du prix du port ou d'affranchissement.

Seuls les membres qui ont payé la cotisation de 1925 ont droit au volume.

Nos confrères de Rochefort, de Cognac, de La Rochelle trouveront leur exemplaire à la bibliothèque municipale, d'où ils sont priés de le retirer.

M. Maurice Hennessy a racheté sa cotisation par 250 fr. Si beaucoup de nos confrères imitaient cet excellent exemple, la solution, vainement cherchée, du problème de l'accroissement des ressources de la Société serait trouvée.

ADMISSIONS

M. Maurice Hennessy, à La Billarderie.

M. Guillebot de Nerville, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, Saintes.

M. Texier, comptable aux chemins de fer de l'Etat, Saintes.

M. Paul Ducou, docteur-médecin, à Cozes.

M. Max de Massacré, à Paris.

Notre confrère M. Paul Thomas, notaire à Saint-Pierre-d'Oléron, a été nommé officier d'Académie (13 février).

Nous sommes heureux d'annoncer que Mlle E. Maillart, diplômée de l'Ecole du Louvre, attachée au Musée de Cluny, viendra donner une conférence à Saintes, aux membres de la Société, à la fin de juin.

Une circulaire avisera nos confrères de la ville et des environs du jour et de l'heure.

COMPTE-RENDU FINANCIER

AU 31 DÉCEMBRE 1925

ACTIF.

En caisse au 1 ^{er} janvier 1925	1, 25	
Compte de chèques	19, 05	
En banque	1032, 84	
Cotisations de 1924	42, 30	1053, 14
» 1925	2155, 65	
» 1926	56, 00	
		2253, 95
Vente de bulletins		100, 65
Vente de volumes		251, 00
Don en remerciements de recherches historiques		50, 00
Rentes de la Société		702, 47
Remboursement à échéance de B. D. N.		3300, 00
		7711, 21

PASSIF.

Impression du Bulletin		1962, 38
Prime d'assurance		44, 80
Timbres de quittance		19, 45
Affranchissement		123, 15
Fournitures de bureau		36, 15
Frais d'encaissement		38, 10
Travaux de peinture		92, 25
Divers		51, 30
		403, 65
En caisse	{ En numéraire	198, 02
	{ Compte de Chèques	4741, 96
	{ En Banque	
		7711, 21

Avec le numéro de la *Gazette d'Aunis* du 25 avril se termine l'*Affaire des quatre sergents de La Rochelle* dont l'auteur sort de l'anonymat. M. Grasilier signe et annonce que le roman va paraître en volume expurgé et augmenté.

Le *Bulletin officiel du comité français des Expositions* de mars 1926 contient une notice sur M. Chapsal, président du comité, avec son portrait (très ressemblant).

L'*Illustration* du 6 février 1926 reproduit une page et la reliure

Revue, tome XLII, 2^e livraison.

8.

d'un livre d'or de Saint-Romain de Benet. Manuscrit, œuvre collective de 190 feuillets, illustrés et décorés. « Sous l'impulsion d'un vieil instituteur de la commune, M. Brin, des jeunes gens, des jeunes filles, M. Clavel, un jeune instituteur, M. Fournier, le commandant Lionel, détaché au Sous-Secrétariat de l'Aéronautique, qui a écrit la préface, tous travaillent à commémorer le souvenir des soldats de la commune morts pendant la guerre. »

Sur la page de droite figurent, avec la photographie du soldat, son nom, son régiment, le lieu où il a succombé ; au verso, les états de service et les citations. Le volume est déposé à la mairie.

Le n° du 13 février : La classe en plein air au préventorium de La Croix-Rouge à La Rochelle.

Dans le numéro du 10 avril 1926. Huit photographies de l'embarquement de forçats à Saint-Martin-de-Ré : colonne sortant de la citadelle, convoi traversant la cour, quelques types de forçats, relégués, port de Saint-Martin, la foule de curieux maintenue sur le quai, descente dans la cale du chaland, le chaland quitte Saint-Martin.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le n° du 3 avril 1926 du *Bulletin Religieux* enregistre — sans aucune précision de dates, comme font tous les journaux d'ailleurs — la mort de M. l'abbé Rafy, presque nonagénaire, ancien directeur du Grand Séminaire de La Rochelle, et, à Bordeaux, de M. l'abbé Henri Peponnet, âgé de 34 ans seulement, docteur en théologie.

Bulletin religieux, 10 avril 1926.

Biographie de M. l'abbé Henri Peponnet, né à Angoulême le 16 novembre 1892, fils de Jean Peponnet, fils lui-même d'Emmanuel, qui entra dans les ordres à 40 ans à la suite d'un douloureux veuvage, prêtre habitué à Saint-Jean d'Angély et à Saintes, mort au refuge des prêtres âgés et infirmes à Montmorillon. Henri Peponnet fit ses études à Tivoli, élève de premier ordre. Il entra au grand Séminaire de La Rochelle, mais Mgr Eyssautier ayant été obligé de fermer le grand Séminaire (1913) le jeune Peponnet, élève de philosophie, fut transféré à Bordeaux, résidence de sa famille, où il passa trois ans comme élève en théologie, montrant

une intelligence exceptionnelle. Mgr Eyssautier l'envoya passer deux ans à Rome, suivre les cours du collège angélique. Il en sortit docteur en théologie. Lorsqu'en 1920 Mgr Eyssautier rouvrit les portes du grand Séminaire, l'abbé Peponnet devint professeur d'Écriture Sainte.

Il mourut le 30 mars de cette année, et fut inhumé à Rioux.

Le 26 février 1926, à Saint-Gratien (S.-et-O.) est décédée Mme Léonce Grasilier, née Amélie Rambourgt, âgée de 65 ans. Elle laisse une fille, Mme Pigaglio.

Le 20 mars 1926, M. André Reveillaud, avocat à Fez, fils de M. Reveillaud, ancien sénateur, a été tué dans un accident d'automobile. Les obsèques ont eu lieu à Fez.

M. André Réveillaud, âgé de 38 ans, après ses études au lycée de Versailles, suivit les cours de l'Ecole de Droit, prit le grade de docteur, puis étudia la procédure et l'arabe.

A Tunis il épousa Mlle Aline de Lens, fille d'un professeur de la Faculté de médecine de Paris, et sur les instances du général Lyautey partit pour le Maroc. A Rabat il remplit les fonctions de commissaire du gouvernement auprès du Medjless (cours d'appel) et contribua à réprimer le commerce d'enfants et d'esclaves. Il fut nommé contrôleur civil et chef des services municipaux de Meknes. Pendant la guerre il assura le ravitaillement de la ville et déjoua un complot tramé par le pacha. Il eut l'énergie de le faire arrêter comme exacteur et oppresseur du peuple, et de remplir toutes les fonctions incombant au pacha.

Mme A. Réveillaud est l'auteur de *Etrange aventure d'Aguida* récit vécu d'une délivrance d'esclaves, ainsi que du *Harem entrouvert et Derrière les vieux murs en ruine*.

Le jeudi 25 mars, M. le général Bonnin, âgé de 60 ans, gendre de feu M. Roussy, ancien maire de Pont-Labbé, a été inhumé à Pont-Labbé.

M. Eugène Fournioux, inspecteur principal honoraire des chemins de fer de l'Etat, officier d'Académie, est décédé, à Saintes, le 30 mars 1926, âgé de 69 ans. Il laisse une fille Mme Emile Texier. M. Fournioux était trésorier de la société depuis six ans. Homme de rapports aimables, il mettait au service de la société autant d'activité et de dévouement éclairé à gérer la modeste fortune de notre compagnie, qu'il en avait mis à tenir les comptes de l'administration des chemins de fer de l'Etat. Non seulement

cherchait à provoquer des recettes nouvelles, mais il cherchait les petites économies possibles.

Le 22 avril, à Royau, est décédé M. de La Grandière, ancien magistrat, chevalier de la Légion d'Honneur, âgé de 84 ans. Son nom est inséparable de l'accroissement de Royan et de Pontaillac en particulier.

Est décédé à La Rochelle, le 24 avril 1926, M. Georges Prud'homme, époux Barrault, né à La Rochelle le 14 mars 1860, qui fit une longue carrière au comptoir d'Escompte à Paris. Retraité il s'installa dans sa ville natale. Sous le titre de *Mélancolies d'un Rapatrié*, il publia dans le journal *La Charente-Inférieure* de petites pièces de vers amusants et bien tournés.

Il était vice-président de l'Académie des Belles-Lettres de sa ville.

Le 4 mai 1926, est décédé à Paris, en la maison des Frères de Saint-Jean de Dieu, pour y subir une opération, M. Félix Bouffandeau, ancien député, secrétaire général administratif du parti radical et radical-socialiste, né à La Benate, le 21 avril 1855. Il se destina d'abord à l'enseignement et fit ses études à l'école normale primaire supérieure de Saint-Cloud. Il dirigea plus tard les écoles normales d'Albertville, de Reims, d'Amiens et de Douai. Il débuta dans la carrière politique en 1884. Le 6 mai 1906, il fut élu dans la deuxième souscription de Beauvais. Il échoua en 1914.

M. Bouffandeau a publié *Causerie pédagogique*, *Enseignement scientifique*, *Leçons d'histoire littéraire*.

Son fils a épousé Mlle Lauraine.



REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin*, par M. le Dr Sottas ; *Sur Pierre Loti*, par X ; *Le mince budget des monuments historiques*, par M. Guillaume Janneau ; *Monographie de la commune de Senussac*, par M. Guiet ; *Généalogie de la famille de Didonne*, communiquée par M. l'abbé Barbotin ; *Notes sur l'abbaye de Saintes* (Extraites de l'Hist. Sec. de Marillet) ; *L'évêque de La Rochelle et les serments pendant la Révolution*. Communication de M. le ch. Uzureau.

ERRATA.

LIVRES ET REVUES : *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme* (Arêts de Tournay ; dons ; le synode de l'Aunis de 1777 ; histoire du consistoire de La Rochelle) ; *Regnabit* (prières) ; *Cathédrale de Cahors et les origines de l'architecture à coupoles d'Aquitaine* ; *Bulletin religieux* ; *Bulletin des comptes rendus de l'Académie des Inscriptions* (Prigny).

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; conférence de Mlle Maillart ; Prix Furtado à M. de Foletier ; M. Beaud, avoué, démissionnaire ; Salon ; concert du Radio-Paris.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : Mme Mestreau ; marquis de Lestrangle M. Muvozorins ; M. Perrier des Brousses ; M. l'abbé Suc ; Mme Coulon.

MARIAGES : Sieyès de Veynes-Le Provost de Launay ; Duval-Chapsal.

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE SOUS MAZARIN

(1653-1664)

(Suite)

XVII

BROUAGE ARSENAL, CENTRE D'APPROVISIONNEMENT ET DE RECRUTEMENT.

Cette belle place de Brouage, rigoureusement et fortement close et d'accès difficile, évoquait assez bien l'image d'un coffre-fort où l'on pouvait « mettre en réserve » beaucoup de choses. Ce fut l'intention même du cardinal de Richelieu qui avait ordonné

l'édification de vastes magasins : arsenal, salles d'armes, magasins aux blés, aux munitions, poudrière, moulins, etc. (1).

Mazarin n'avait garde de mépriser de tels avantages. Sitôt la fin de la Fronde il avait donné ordre de ramasser toute l'artillerie qu'on pourrait recueillir. Le premier voyage que fit Terron après son arrivée à La Rochelle, fut d'aller à Nantes reconnaître les pièces de canon qui appartenaient au Cardinal et les diriger sur Brouage (2).

Au mois de février 1656, Colbert l'avait avisé que l'on allait faire passer dans cette place des munitions et des armes qui étaient en magasin à Grenade sur la Garonne. Pendant que l'intendant de Toulouse, M. de Machault, faisait charger ce matériel sur un bateau qui descendrait jusqu'à Bordeaux, Terron envoyait dans cette ville un homme pour en prendre livraison. Mais il fallait agir prestement. Ce transfert était effectué dans un moment que la Guyenne était dépourvue de haut commandement militaire et alors que le marquis de Saint-Luc, rétabli dans sa charge de lieutenant général, n'avait pas encore rejoint Bordeaux. « Il ne faut point perdre de temps à faire venir toutes ces munitions à Brouage, écrit Colbert (3), crainte que M. de Saint-Luc ne les revendiquast à son arrivée dans la province. »

Il eut bientôt la satisfaction d'apprendre que le matériel était arrivé sans encombre à Royan, c'est-à-dire dans le gouvernement, et que Terron allait le faire venir à Brouage sous l'escorte des gardes côtes.

A la même époque, Terron achetait 225 mousquets « bien montés » à 3 livres 10 sols pièce, toujours pour le magasin de Brouage. Il fit d'ailleurs, à plusieurs reprises, de semblables acquisitions.

Quand des expéditions étaient montées dans la région, comme l'armement du marquis de Martel, les magasins de Brouage étaient mis à contribution, mais on en faisait compte au roi et

(1) La description de ces bâtiments est donnée dans les mémoires de Darzilly (3 novembre 1717) et de Pretescilles (25 avril 1727), ingénieurs à Brouage (Bibl. de la Section Technique du Génie, Ms. 4° 39, fol. 271 et 285). Mémoire de Mirabel, ingénieur à Brouage, 1756 (Bibl. Nat., Ms. franç. nouv. acquis. 9494, fol. 163).

(2) Terron à Mazarin, La Rochelle, 30 août 1654 (Aff. Etr., France 893 ter, fol. 304).

(3) Réponse de Colbert à une lettre de Terron, de Brouage, [mercredi] 1^{er} mars 1656, art. 1 (Bibl. Nat., Ms., *Mémoires Colbert* 101, fol. 22).

biën fin qui pourrait dire au juste quel profit le Cardinal en tirait. En tout cas celui-ci ne manquait pas d'écrire à Terron : « Je vous recommande seulement de retirer de bons receus et inventaires de tout ce que vous fournirez (1). »

Examinons un exemple d'un peu près. Parmi les engins compris dans la fourniture des armées, Colbert avait mandé à son cousin de faire confectionner des sacs à terre. Terron s'était adressé de côté et d'autre et avait fait venir de Saintes un échantillon de toile fabriquée à Chalais et à Barbezieux, à 12 sols l'aune. Envoyant cet échantillon à Colbert, il lui faisait remarquer que l'on ne pouvait tailler que deux sacs dans une aune, ce qui mettait le sac à six sols au moins.

Colbert trouve la toile trop fine, comme il était bien présomable, et, pour donner à son cousin une indication fondamentale et définitive, il ajoute : « il ne faut pas qu'un sac à terre revienne à plus de trois sols veu que l'on n'en paye que quatre sols à l'artillerie (2). »

Un sou c'est un sou, et c'est ce sou qu'il s'agissait de gagner.

Terron cherche encore. « Il faut que vous cherchiez tous les moyens imaginables », insiste Colbert.

Terron envoie, en « monstre », deux modèles de sacs confectionnés à La Rochelle, un grand à six sols et un petit à cinq sols 8 deniers. Ce n'est pas encore cela. — « Je vous enverray, écrit Colbert, un sac à terre pareil à ceux que l'on fait ordinairement à l'artillerie afin que vous voyez sy l'on pourra en faire à meilleur marché que ce que le Roy en donne (3). »

Terron cherche toujours. Il s'adresse de nouveau à La Rochelle, à Rennes, à Limoges, à Bordeaux. A Colbert qui lui demande encore de lui faire savoir « au dernier mot ce qu'ils pourront conster », il ne peut offrir que des sacs à six sous.

Colbert se résume : « Il faut examiner le plus grand ménage qui se pourra faire pour ces sacs à terre et me le faire sçavoir afin que S. E. puisse prendre sa résolution avec connoissance de cause (4). »

(1) Mazarin à Terron, Compiègne 14 mai 1657 (Aff. Etr., France 903, fol. 214).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 24 septembre 1698, art. 8, à une lettre de Terron, de Brouage, [mercredi] 18 septembre (Bibl. Nat., Ms., M^él. Colbert 101, fol. 272).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 30 octobre 1658, art. 7, à une lettre de Terron, de Brouage, [Dimanche] 20 octobre (*Ibidem*, fol. 298).

(4) Réponse de Colbert, Paris, 29 novembre 1658, art. 10, à une lettre de Terron, de Brouage, [mercredi] 20 novembre (*Ibidem*, fol. 312).

Et ce n'est pas fini. Mais pourquoi s'entêter ; n'était-il pas évident que les fournisseurs spécialisés de l'artillerie étaient infiniment mieux renseignés et outillés que ne pouvait l'être un intendant du Cardinal improvisé du jour au lendemain fournisseur de sacs à terre ?

Que de fois Colbert avait opposé à Mazarin la peine énorme et le peu de profit de ces fournitures qui ne passaient pas « par les voyes ordinaires » ! Le Cardinal, fasciné par les bénéfices qu'il avait pu réaliser sur le placement de certains lots de mousquets rafistolés ou de bottes réformées, revenait sans cesse à ces dégradantes pratiques (1).

Brouage était normalement bien pourvu d'artillerie et ce fut longtemps un des privilèges de la place. Visitant Brouage le 15 août 1638, l'étudiant Léon Godefroy (2) avait noté que le « pourtour » était « muny de plus d'une centaine de pièces de fonte verte tant que grosses que petites », ce qui correspondait bien au nombre des embrasures percées dans le parapet des bastions. Trente ans plus tard, Claude Perrault, passant par cette place, le vendredi 27 septembre 1669, constate aussi que « toutes les embrasures sont garnies de canon (3). »

Il en était de même au temps de Mazarin, bien que Terron reconnaisse qu'un assez grand nombre de pièces étaient dépourvues d'affûts convenables. On établissait toutefois une distinction entre les pièces qui appartenaient à la place, c'est-à-dire à Mazarin, et celles qui étaient à la marine.

Peu de temps après la mort de Mazarin, quand Abraham Duquesne vint à Brouage reconnaître ce qui appartenait à la marine, il entra en contestation avec M. de Camparan au sujet du canon. Terron, qui alors se montrait parfaitement dégagé et impartial, rédigea un mémoire pour départager les deux représentants, celui de la place et celui de la marine (4).

(1) Cf. A. CHÉRUET, *Lettres de Mazarin*, t. VI, p. 28 et note.

(2) Relation de voyage publiée par HENRI CLOUZOT dans le *Mémorial de Saintes* et analysée dans le *Bulletin de la Société des Archives de la Saintonge*, t. 22, 1902, p. 278 et 361.

(3) Relation d'un voyage en Poitou, Aunis et Saintonge, par Claude Perrault (1669) (*Arch. Histor. de la Saintonge et de l'Aunis*, t. 28, 1899, p. 339).

(4) « Mémoire sur les pièces de canon de fonte estant à présent sur le rempart ou sur le quay de Brouage, lesquelles on prétend estre à la marine, 31 août 1661. » (Bibl. Nat. Ms., *Mél. Colbert* 104, fol. 625).

Vingt-deux pièces revendiquées par Duquesne étaient de calibres et de formes les plus disparates et la plupart gisaient démontées sur le quai du port où leur poids les maintenaient fixées, vestiges puissants de la marine héroïque à Brouage. Les unes portaient les armes de Richelieu, d'autres celles de Montmorency ou du Portugal, ou même la salamandre de François I^{er} ; huit de ces pièces étaient aux armes de du Daugnon. D'après Terron, presque toutes appartenaient à la place par suites d'échanges effectués en divers temps avec des vaisseaux de guerre.

Ces échanges étaient en effet assez communs ; ainsi, quand M. de Martel vint compléter son armement à Brouage, Terron écrivait à Mazarin : « M. Martel demande avec instance quatre pièces de canon de fonte pour mettre sur les haultz de son navire. Sy V. E. l'agrée, j'en prendray un certificat et recevray de luy en eschange, pour manière de nantissement, une coulevrine de 24 livres de balle, dépendante de la marine, laquelle est sur le quay de Brouage (1). »

Le Cardinal donna son consentement à l'échange, avec cette recommandation : « Advertissez M. de Martel de se souvenir, quand on désarmera, de déclarer que les quatre pièces que vous luy prêtez sont à moy, afin qu'on ne les confonde pas avec celles de la marine (2). » Et pour plus de sûreté, il écrit à M. de Martel de ne pas manquer à rendre ces quatre pièces, en arrivant à Toulon, et de les consigner au commissaire Gravier qui sera lui-même avisé (3). »

L'échange n'eut pas lieu ; M. de Martel préféra embarquer la coulevrine, mais on voit que Mazarin tenait un compte serré de son matériel.

Il n'y avait pas, à Brouage, de fonderie de canons, mais la confection de la poudre était une spécialité de la place. Un moulin à poudre était établi à l'endroit d'une écluse qui faisait communiquer l'avant-fossé, au sud-ouest de la place, avec un bras du chenal de Boivin (4). La marée était le moteur et, au jusant, le chenal gonflé rendait son eau qui actionnait les pales du moulin.

(1) Terron à Mazarin, La Rochelle, 20 mai 1657 (Aff. Etr., France 903, fol. 229).

(2) Mazarin à Terron, Amiens, 31 mai 1657 (Bibl. Nat., Ms., M^{él.} Colbert 51 A, fol. 10, minute, et Aff. Etr., France 903, fol. 232, copie).

(3) Mazarin à M. de Martel, même date (Bibl. Nat., *Ibidem*, fol. 11, minute et Aff. Etr., *Ibidem*, fol. 234, copie).

(4) Voy. le plan, au chap. I, renvoi n^o 27.

La fabrication avait été forcément négligée pendant la période de réorganisation du gouvernement. Dans l'année 1655, Terron avait dû acheter plus de six mille livres de poudre pour fournir à la campagne de course de la frégate *la Sainte-Anne* et du *Husdon* à l'été de 1655 et à celle du *Husdon*, à Terre-Neuve, au printemps de 1656.

Mais dans l'année 1656 la fabrique reprend. Terron produit 28.000 livres dans cette année-là et 27.500 livres en 1657. Mazarin lui avait d'ailleurs écrit directement (1) : « Ne perdez point d'occasion de faire provision de salpêtre quand vous en trouverez l'occasion car l'on n'en sçaurait trop avoir dans les places. »

En janvier 1658, Terron mande à Colbert qu'il a « présentement dans le magasin de Son Eminence 26.800 livres » ; la poudre fabriquée en 1657 revient à 51 livres 10 sols le quintal. L'objection inévitable surgit aussitôt : « S. E. trouve que vous achetez le salpêtre trop cher (2). »

Le moulin n'entrait en action qu'au printemps et la fabrication n'était poursuivie que pendant les six beaux mois de l'année. Dès les premiers jours de février 1658, Terron s'engage à faire travailler le moulin « aussy tost que la saison le permettra. » Pressé par son cousin de ne « pas laisser perdre un moment de temps », ce n'est qu'au mois d'avril qu'il peut rendre compte de la mise en train. « Je fais acheter du salpêtre à 56 livres le quintal et nos poudriers commencent fort à travailler. »

Réponse prévue (3) : « S. E. trouve que le salpêtre est bien cher à 56 livres le quintal. » On le paye 42 livres en Allemagne et 48 à 50 livres aux environs de Paris, « faire ce qui se peut pour l'avoir à meilleur marché. » Laborieux et persévérant Colbert !

Au mois d'octobre, le travail était arrêté. Résultat : 35.100 livres de poudre « à un peu meilleur compte que l'année dernière. » Terron envoie son état de dépense à son cousin qui conclut : « Il ne faut point faire de poudre si elle revient à plus de huit ou neuf sols la livre (4). »

(1) Mazarin à Terron, La Fère, 11 juin 1657 (Aff. Etr., France 903, fol. 270).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 1^{er} février 1658, art. 11, à une lettre de Terron, de Brouage, [Dimanche] 20 janvier (Bibl. Nat., Ms., Mél. Colbert 101, fol. 100).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 14 avril 1658, art. 21, à une lettre de Terron, de Brouage, [Dimanche] 7 avril (*Ibidem*, fol. 152).

(4) Réponse de Colbert, Paris, 16 octobre 1658, art. 3, à une lettre de Terron, de Brouage, [Mercredi] 9 octobre (*Ibidem*, fol. 288).

Dans le labeur de la fourniture des armées, le gros œuvre de Colbert de Terron était l'achat et l'expédition des grains et des farines, et aussi la levée des recrues.

Terron commença à faire de fortes acquisitions de grains en 1657 : il acheta au marché de Marans, pour la charge des six flûtes de l'armement de M. de Martel, 1150 tonneaux de blé de Niort à 66 et 67 livres le tonneau et la dépense montait à 76.600 livres (1).

Ce grain (froment et seigle) était destiné à la fourniture du pain de munition de l'armée de Catalogne et l'on a vu plus haut (2) combien Colbert réprouvait cette disposition du Cardinal à faire le munitionnaire. Celui-ci avait bien accordé à Colbert qu'il se « rangeait à son avis », mais c'était sans la moindre conviction car il venait précisément de lui adresser ces lignes : « Il seroit bon d'essayer à vostre cousin de prendre ses mesures pour avoir, à la moisson, 20 ou 25 mil setiers (3) de bleds froments et quelques segles pour faire transporter à Toulon et à Rosas ; et s'il prend soin de donner de l'argent à l'avance, il pourra gagner beaucoup dans le prix (4). »

Faire des « avances » pour « gagner. »

Le dernier convoi était à peine embarqué que déjà le Cardinal songeait à faire de nouvelles provisions et cette fois, par aggravation, on avait à s'inquiéter de l'emmagasinement. Pour loger cette masse de grain, il « faudra louer presque tous les greniers de la ville de La Rochelle », il faudra du monde pour garder et remuer ce blé, sans compter le vol et cent autres accidents qu'on ne peut prévoir ; avec tout cela, « il n'y aura aucun ménage. » Colbert accumule les arguments ; il fera tout cependant pour donner satisfaction entière à Son Eminence.

Terron ne fit pas d'achats en masse à l'été de 1657 ; toutefois, sur le conseil de Colbert, à la fin de l'année, il accusait au Cardinal une réserve de 10.000 setiers soit environ 1176 tonneaux.

Au commencement de l'année 1658, il dut avouer qu'en réalité il n'avait acheté que 600 tonneaux. Avec 113 qui lui restaient de l'armement de M. de Martel, il possédait un stock de 713 tonneaux.

(1) « Etat des bledz achetez à Maran par ordre de Son Em. pendant la présente année 1657 » (*Ibidem*, fol. 85).

(2) Voy. *Suprà*, chap. VIII.

(3) On comptait 8 setiers par tonneau de 2000 livres.

(4) Réponse marginale de Mazarin, Saint-Quentin, 6 juin 1657, à une lettre de Colbert de Paris, 2 juin (Bibl. Nat., Ms., *Baluze* 176, fol. 294).

Si l'on persistait dans l'intention de faire passer ce grain à Toulon, comme il ne lui paraissait pas possible de le charger en vrac dans des vaisseaux de guerre, Terron proposait de fréter cinq flûtes de 200 tonneaux, chacune d'elles ne pouvant en embarquer que 150. Les achats sont d'ailleurs suspendus parce que les blés enchérissent et que les prix limites adoptés, 67 livres le tonneau de froment et 50 livres le seigle, sont dépassés.

Ce temps d'arrêt est de courte durée car de nouvelles nécessités surgissent. Nos récents alliés, les Anglais, étaient à la frontière de Flandre depuis le mois de mai 1657 ; Mardyck avait été pris en octobre, la campagne de Turenne allait commencer ; tout l'effort se portait vers le nord.

Colbert avise son cousin des nouveaux projets. Son Eminence « perd la pensée de faire aucun trajet par mer de ponant en levant. » Terron doit, sans délai, prêter des flûtes flamandes pour porter à Calais les 6000 setiers de blé qu'il a en réserve et embarquer aussi les recrues qu'il a ordre de faire lever. « Je vous conjure de vous appliquer tout de bon à toutes ces choses qui sont de la dernière conséquence pour la satisfaction de S. E. (1). »

Au mois de mars 1658, Terron se prépare donc à envoyer à Calais 3000 setiers de blé, moitié froment et moitié seigle, et 3000 autres setiers de même grain qu'il fera convertir en farine ; le tout pour le pain de l'armée. Et, comme la mouture prendra un certain temps, il remet son expédition à la date du 15 avril. C'est dans ce même temps qu'il faisait arrêter deux flûtes flamandes à la rade de Saint Martin-de-Ré.

Stimulé par Colbert qui lui écrit : « vous ne sçauriez vous persuader combien celà augmentera l'estime que S. E. fait déjà de vous », Terron entreprend de nouveaux achats, mais le prix du blé monte à 72 livres en raison de fortes commandes passées par le Portugal. Ce prix rebute d'abord Colbert qui finit par céder.

Par l'effet de la demande, l'ascension des prix s'accuse encore et Colbert, inquiet, attire l'attention du Cardinal sur ces achats de blés. « Pour le sieur Terron, lui écrit-il (2), je supplie V. E. de me faire sçavoir s'il en achètera à quelque prix que ce soit ou s'il pourra mettre depuis 80 jusqu'à 90 livres au tonneau qui contient huit setiers, mesure de Paris. Comme il a, en toutes occasions, beau-

(1) Réponse de Colbert, Paris, 16 mars 1658, art. 9, à une lettre de Terron, de Saint-Hilaire-de-Riez, 21 février (Bibl. Nat., Ms., *Mémoires Colbert* 101, fol. 120).

(2) Colbert à Mazarin. Paris, 4 juillet 1658 (Aff. Etr., *France* 909, fol. 231).

coup de crainte de faire quelque chose qui ne soit pas agréable à V. E. il est nécessaire de luy escrire précisément ce qu'il aura à faire. »

Terron avait une prédilection déclarée pour le marché de Marans qui drainait les grains du Poitou. Il avait l'habitude des marchands et les dispositions de l'embarquement étaient commodes. Colbert, rebuté par les prix, lui avait donné le conseil de voir ailleurs, non-seulement en Saintonge mais encore en Guyenne et en Bretagne.

Précisément, le sieur de Gourville, qui faisait les recettes générales de la Guyenne, proposait de fournir du blé de la Haute Guyenne à 70 livres. Il prétendait faire des achats en grand, louer des moulins qu'il connaissait, trouver le moyen de s'affranchir d'une partie des taxes, et il offrait de fournir d'abord 10000 setiers de farine. Colbert, alléché, se hâte de faire connaître à son cousin ces conditions inespérées et il ajoute : « je suis bien aise de vous dire cecy afin que vous y pensiez et j'adjouste que le sieur de Gourville est un homme d'une application extraordinaire et qui n'est pas un visionnaire (1). »

Au mois de mai Colbert avertit son cousin de ne plus acheter à Marans parce qu'il va traiter avec Gourville ; mais ce n'est que le 22 juillet que Mazarin écrit de Calais qu'il accepte la proposition. Terron, qui, malgré tout, avait repris ses achats à chaque occasion favorable, se montrait sceptique au sujet de l'approvisionnement en Guyenne. Il lui suffisait de considérer les nombreuses taxes qui atteignaient le blé avant la sortie de la Gironde : traite foraine de Toulouse : 1 sol par boisseau ; — à Bordeaux, 3.sols par boisseau pour les jurats ; — droit de 1 liard par pipe pour l'Hôtel de Ville ; — droit de 4 sols par jour et par bateau ; — un pour cent à l'hôpital ; — un pour cent aux courtiers ; — droit de convoi de Bordeaux : 4 livres 10 sols par tonneau de blé ou 3 livres 8 sols par tonneau de seigle ; — droit d'acquit pour la comptable : 33 sols par navire chargé (2). Est-ce Gourville qui paiera ?

Pour Colbert, on a traité avec Gourville à 70 livres le tonneau rendu « au-dessous de Bordeaux », c'est tout ce qu'il veut savoir ; Gourville s'arrangera comme il pourra. Gourville s'arrange assez mal, ou plutôt il se décharge sur un commis, le sieur Latour-

(1) Réponse de Colbert, Paris, 20 mars 1658, art. 10, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 10 mars (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert*, 101, fol. 124).

(2) « Mémoire des droicts et péages qui se payent sur la Garonne pour le transport des bleds » (*Ibidem*, fol. 220).

Dalliés, qui rencontre bien des difficultés imprévues. Un autre commis vient à Brouage conférer avec Terron de cette affaire de blés. Il se montre « fort peu instruit du destail » des conventions et le temps passe. Colbert commence à déchanter : « Je me suis toujours bien douté que le sieur de Gourville ne soit pas un homme bien ponctuel », avoue-t-il un peu tardivement (1).

Cependant des blés sont achetés à Montauban et Terron se prépare à envoyer deux flûtes dans la Gironde pour les recevoir. Il se fait remettre des échantillons et il déclare que le grain est « de fort meschante qualité ; le froment est piqué et mangé par le bout et le seigle fort maigre et fort meslé d'autres grains. » — « Pour ce qui est de la mauvaise qualité du grain, lui écrit Colbert, je me suis toujours bien douté que ce M. de Gourville, qui est un hâbleur, ne feroit rien qui vaille (2). »

Gourville avait, tant bien que mal, fourni la charge de deux flûtes, soit 500 tonneaux de grain, un tiers seigle et deux tiers froment « Une autre fois, écrit Colbert, nous ne nous servirons plus de M. de Gourville qui est un fieffé hâbleur et de nulle exécution (3). » Quand on voudra acheter du blé en Guyenne, on aura recours à l'intendant, M. de Fontenay. Mais Colbert et Gourville se retrouveront en d'autres occasions (4).

Dès le mois de juillet 1658, Colbert avait encore pressé son cousin de constituer de nouveaux approvisionnements, « parce que S. E. prendra le soin du pain de munition encores l'année prochaine » ; et, au mois d'août, le Cardinal était revenu à la charge, prescrivant à Terron de former « un grand ammas de bleds et de froment et de prendre le temps de la moisson pour avoir un meilleur marché. »

Voyant à Calais, où il se trouvait alors, des navires qui apportaient du seigle de Dautzig, « présentement il y en a deux en ce port, chargés », Mazarin songe aussitôt à amorcer un marché avec le port de la Baltique (5). Voilà pour Colbert un nouveau sujet

(1) Réponse de Colbert, Paris, 4 août 1658 art 1, à une lettre de Terron, de Brouage, [Dimanche] 29 juillet (*Ibidem*, fol. 242).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 20 septembre 1658, art. 4, à une lettre de Terron, de Brouage, [Dimanche] 1^{er} septembre (*Ibidem*, fol. 266).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 11 octobre 1658, art. 5, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 3 octobre (*Ibidem*, fol. 80).

(4) Cf. Les *Mémoires de Gourville*, Collection Petitot, 2^e série, vol. 52.

(5) Mazarin à Colbert, Calais, 21 août 1658 (Affr. Etr., France 905, fol. 386).

d'étude et « la proposition de Danzic » reviendra plus d'une fois dans sa correspondance avec son cousin, bien qu'il soit persuadé « qu'elle ne peut réussir. »

Terron revient toujours à son marché de Marans et, comme les prix restent élevés, il cherche des moyens de diminuer les frais. Jusqu'alors le pain de munition était fait d'un mélange de froment et de seigle : deux tiers du premier pour un tiers de l'autre ; puis parties égales de l'un et de l'autre. On va maintenant y introduire de l'orge ou baillarge qui est moins coûteuse.

« Le bled estant fort chère, écrit Terron, il ne faut point hésiter à se servir d'orge ou baillarge (c'est presque la même chose). J'ay faict faire un pain moityé froment et moityé baillarge, je n'en ay point mangé d'autre à disné et je l'ay trouvé parfaitement bon. Je vous en envoie la monstre affin que vous jugiés s'il vous plaist ; je croy que vous en serés satisfait. »

Le Cardinal trouve même le pain trop bon car il fait augmenter la proportion d'orge. « S. E , répond aussitôt Colbert (1), trouve, par l'essay du pain que vous avez envoyé, que l'on peut mettre deux tiers d'orge ou baillarge avec un tiers de froment en sorte que réduisant le tout à cette proportion :

Les deux tonneaux de baillarge à 45 livres	90 l.
Le tonneau de froment à 90 livres	90 l.

Total : 180 l.

Le tout reviendra à 60 l. le tonneau. »

Les achats reprennent, mais cela ne va pas sans force démarches de la part de Terron, ordres et contre-ordres du cardinal, qui ont leurs répercussions à Brouage. Colbert finit par s'excuser auprès de son cousin : Je ne doute point que vous ne soyez bien surpris de tant de changements d'ordres sur cette matière ; il faut que vous soyez persuadé que je fais tout ce que je puis pour l'en empêcher, mais je n'en puis venir à bout. Le maistre le veut ainsy et il faut tascher de le satisfaire et de le servir le mieux qu'il sera possible (2). »

Terron fait un nouvel essai de pain, le pain Mazarin. « J'ay fait faire un pain, les 2 tiers de bailliarge et le tiers froment ; il se

(1) Terron à Colbert, Brouage [Dimanche] 18 août 1658, art. 4, et réponse de Colbert, Roye, 6 septembre (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 401, fol. 256).

(2) Réponse de Colbert, Paris 6 octobre 1658, art. 4, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 30 septembre (*Ibidem*, fol. 278).

trouve fort beau et fort bon, sans oster du tout du son. » Voilà qui va bien, seulement Colbert lui recommande de convertir tout son grain en farine avant de l'envoyer, « estimant qu'il se peut trouver quelque inconvénient de faire connoître aux troupes qu'on leur donne du pain d'orge, ce qui seroit bien plus facile à connoître si l'on envoyait le tout en grain (1). »

Dès que la demande se développe, le prix du blé s'élève. Il monte à 114, 115 et même 120 livres, pour le froment, et 56 et 60 livres, pour l'orge. » Il faut que vos marchands prennent plaisir à le faire enchérir », proteste Colbert ; et, comme Terron riposte que les marchands sont tout prêts à reprendre, au prix courant, 220 tonneaux qui ne sont pas encore moulus, Colbert observe que si les marchands se montrent si accommodants c'est que les prix vont s'élever encore, « en sorte qu'il n'y auroit qu'à perdre pour nous. »

On garde donc, mais on cherche ailleurs. A la fin de l'année 1658, Terron et l'intendant, M. de Fontenay, sont en quête dans la Haute-Guyenne.

En même temps qu'il faisait ses acquisitions de blé, Colbert de Terron s'occupait de rassembler les levées de recrues, de manière à effectuer simultanément ou alternativement les embarquements de grains et de soldats.

Le recrutement était une fonction pour ainsi dire permanente de la direction de Brouage. C'est le premier acte qui apparaît quand les garnisons sont reconstituées dans le gouvernement rétabli ; puis les levées de soldats et de matelots se multiplient dans le gouvernement quand il s'agit de liquider la Fronde et de chasser les Espagnols des abords de Bordeaux. Tout mouvement militaire a pour complément le rétablissement des effectifs ; les régiments de Poitou et de Guyenne, le régiment de cavalerie de Marins se renforcent dans l'élection des Sables, en 1658, et Colbert recommande à son cousin d'y veiller, « estant nécessaire, pour vostre réputation et pour la satisfaction de S. E., qu'ils sortent forts de vostre intendance (2). »

Des levées de matelots venaient aussi former les équipages des armements entrepris dans les limites du gouvernement. Mais c'est

(1) Réponse de Colbert, Paris, 23 octobre 1658, art. 1, à une lettre de Terron, de Brouage [mercredi] 16 octobre (*Ibidem*, fol. 293).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 20 mars 1658, art. 2, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 10 mars (*Ibidem*, fol. 124).

surtout pour l'entretien des régiments de Mazarin et pour l'équipage de ses navires que le gouvernement était mis à contribution.

En 1657 Terron lève spécialement 300 matelots qui seront transportés à Toulon pour le Cardinal et, chaque année, il fait exécuter des levées pour ses régiments.

Au mois de mai 1655, le capitaine de Vigneux, de Brouage, lève 150 hommes. En janvier 1656, c'est le capitaine Dommartin qui rassemble 300 hommes, sur l'ordre de Mazarin. Quand il se met en route avec sa troupe le 5 février, il n'a en réalité que 257 hommes et pendant le long trajet, la levée « a esté presque toute dissipée par les chemins (1). »

Pour cette dernière levée, Terron avait reçu assistance du comte de Jonzac, le lieutenant général de Saintonge, et il avait prié Colbert d'obtenir du Cardinal une lettre de remerciement à l'adresse du lieutenant général. Ce désir une fois rempli Terron exprime à Colbert sa satisfaction : « c'est m'autoriser et me faire plaisir que de reconnoistre les grâces qui ont esté faictes à ma prière. »

Le cardinal ordonne presque aussitôt une nouvelle levée de 400 hommes. On enverra cette fois des officiers recruteurs, qui ramèneront la troupe formée, et le capitaine de l'Isle, de Brouage, sera leur supérieur direct pendant le temps de la levée.

M. de Jonzac, aux bons offices duquel on avait de nouveau recours en cette occasion, avait donné des « lieux d'assemblée » dont l'un était fixé à Asnières, dans l'élection de Saint-Jean-d'Angély, généralité de Limoges. L'intendant de cette généralité, François Bochart Sarron de Champigny, prit très mal la chose ; il « menaça, par deux fois, » de « faire pendre dans les 24 heures » l'officier recruteur, et expulsa, « sur le champ », officiers et soldats, de son gouvernement. Cela ne se fit pas sans tocsin ni bagarre ; deux soldats furent tués. « Je trouve, comme vous, que M. de Champigny a esté bien viste », écrit Colbert à son cousin (2).

On donnait à l'officier recruteur 18 livres pour la levée et l'armement de chaque homme et il fallait ajouter à cette première mise les frais d'entretien journalier ; mais on avait un soulagement par les « lieux d'assemblée », lieux de rassemblement et de cantonnement qui étaient désignés par le ministre ou, à son dé-

(1) Mazarin à Terron, Paris, 25 février 1656 (Aff. Etr., France 898, fol. 39).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [jeudi] 18 mai 1656, art. 2, et réponse de Colbert, Paris, 27 mai (Bibl. Nat.) Ms., *Mél Colbert* 101, fol. 47).

faut, par le gouverneur militaire local. Les paroisses qui avaient la charge des cantonnements ou quartiers pouvaient se rédimer en payant une certaine somme et Terron exploitait autant qu'il pouvait cette faculté de rachat pour subvenir à l'entretien des recrues qu'il casernait à Brouage.

Après avoir réuni 200 hommes, le capitaine de l'Isle ne fait plus aucun progrès ; Terron prend alors ses dispositions pour les faire partir, mais par mer cette fois, le trajet par terre exposant à trop de mécomptes. Le dimanche 28 mai, il annonçait au Cardinal qu'il allait, à la fin de la semaine, les embarquer dans une flûte, à destination de Saint-Valéry et de La Fère. « Le navire qui portera les soldats sera lesté de sel pour les gabelles, ainsy je vois que le fret payera presque la despence du trajet (1). »

Comme il y avait toujours du déchet, Mazarin informait Colbert que l'on n'avait compté que 180 hommes à l'arrivée à La Fère (2).

Dans l'année 1657, outre la levée de 300 matelots que Terron avait ménagée pour le Cardinal, il eut à surveiller la levée d'une importante recrue pour le régiment de La Fère au Cardinal, et exécutée par des officiers recruteurs détachés de ce régiment. « Nos capitaines de garnison n'entendent point à lever des hommes comme ces gens-là », avouait plus tard Colbert de Terron (3).

Aux premiers jours de l'année 1658 la troupe, qui comprenait déjà 330 hommes, était rassemblée à Surgères et Terron gardait intentionnellement à la mettre en route, car il comptait sur la présence de cette force pour contenir les paysans rebelles du Bas-Poitou (4) On la fit même avancer dans l'élection des Sables, à Avrillé, puis à Venansault où elle fut rejointe par un autre groupe de 300 hommes.

Ce retard d'un renfort destiné au régiment qui tenait Saint-Venant en Artois inquiétait vivement Colbert. A plusieurs reprises il conjure son cousin de le faire partir au plus tôt. « Je vous advoue que je suis toujours dans la crainte que les ennemis n'en-

(1) Terron à Mazarin, Brouage, [Dimanche] 28 mai 1656 (Aff. Etr., France 1477, fol. 37). — C'est dans cette circonstance que Terron eut des difficultés avec le capitaine des gardes-côtes Massé qui se refusait à convoyer le transport dans la Manche (V. *Suprà*, chap. XIII).

(2) Mazarin à Colbert, La Fère, 10 juillet 1656 (Bibl. Nat., Ms., Baluze 176, fol. 220).

(3) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 3 février 1658 (Bibl. Nat., Ms., Mél. Colbert 101, fol. 112).

(4) V. *Suprà*, chap. XI.

treprennent quelque chose sur Saint-Venant, ce qui seroit d'une furieuse conséquence, comme vous sçavez trop bien (1). »

La recrue fut enfin mise en route, le 9 mars, sous la conduite des capitaines Hérourard, La Piogerie et Sainte-Hélène, du régiment de La Fère. Pendant le trajet, la troupe fit les cent coups, même que le Cardinal donna au sieur de La Haye, le gouverneur de Saint-Venant, le conseil de ne plus faire voyager Hérourard parce qu'il « pourroit tomber en de telles mains que son procès luy seroit fait en vingt-quatre heures (2). »

Après trois années d'expériences, le Cardinal, désirant obtenir un rendement modéré mais réglé, avait résolu de tirer, chaque année, 200 hommes de ses garnisons des Isles et Brouage pour ses régiments ; et il avait lui-même écrit aux officiers des places ses conditions : « on leur donnera 18 livres pour la levée et armement de chaque homme pour les remplacer et leur faisant payer un mois durant leurs compagnies complètes, malgré ce détachement, à compter du jour que les recrues partiront. »

La perspective de cette ristourne ne suffit pas à allécher les officiers ; ils reçoivent la commission « sy froidement et sy gauchement » que Terron ne fait pas grand fonds sur cette ressource. Les officiers de Brouage étaient de braves gens qui se considéraient un peu comme à la retraite, ils ne souhaitaient que la tranquillité et le repos. Et, comme quelques-uns d'entre eux, qui s'étaient mêlés de recrues, avaient dû y mettre de leur poche, ils manquaient d'entrain pour ce genre d'occupation.

Quand le Cardinal apprend « le peu de chaleur qu'ils avoient pour travailler aux recrues » il prend le parti de faire détacher des officiers recruteurs de ses régiments. Ceux-là, vivant dans un milieu actif, avaient plus d'allant et moins de scrupules.

Il était d'ailleurs urgent de « travailler aux recrues » car les hommes devenaient nécessaires pour l'armée des Flandres. La commande demeure ferme ; il faut 200 hommes des garnisons et l'on priera le comte de Jonzac de se charger d'une recrue de 300 autres.

Au commencement d'avril, trois officiers des places entrent en action : le lieutenant Duvignault, de Brouage, travaille en Poitou,

(1) Réponse de Colbert, Paris, 22 février 1658, art. 2, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 7 février (Bibl. Nat., Ms., *Mémoires Colbert* 101, fol. 116).

(2) Mazarin à M. de La Haye, Calais, 25 mai 1658 (Aff. Etr., *Pays-Bas* 43, fol. 352).

le lieutenant du Cros, vers Saint-Jean-d'Angély, et Barbarin, enseigne d'Oléron, vers Cognac. M. de Jonzac opérait activement de son côté et, le 20 mai, Terron faisait embarquer 543 soldats qui partirent le 23 pour Calais.

Le 8 juin, il recevait une lettre de Son Eminence ordonnant de nouvelles levées. Il détache aussitôt de nouveaux officiers « à la campagne » et envoie l'aide-major Rouffaut se concerter avec M. de Jonzac.

Les hommes arrivent bientôt, par groupes, à Brouage où Terron les a « sur les bras » à six sols par jour. Les officiers qu'emploie M. de Jonzac ne sont pas tous fidèles, ils envoient des gens « tout nuds » qu'il faut habiller ; la dépense est furieuse et l'on n'a pas cette fois le soulagement des « routes » et des « lieux d'assemblée. » Enfin Terron embarque 502 hommes le 23 août.

Pendant les recrues continuent d'arriver à Brouage. Une nouvelle levée se trouve ainsi amorcée que le Cardinal ordonne de pousser jusqu'à 300 hommes. Ce sera le lot de M. de Jonzac et Colbert recommande à son cousin d'agir de son côté, avec les officiers des garnisons, pour aller jusqu'à 500 ; mais il le rappelle au grand ménage et à l'économie, « à quoy vous sçavez que S. E. s'applique, et c'est un bonheur que vous ayez cette petite occasion de luy plaire, et pour celà, il faut bien prendre garde que vos soldats ne reviennent pas à 50 livres comme les derniers que vous avez envoyés, parce qu'au lieu de luy plaire celà feroit bien un effet tout contraire (1). »

Le 26 novembre, 426 soldats embarquaient pour les Flandres.

On était rompu au métier, le mouvement, bien lancé, pouvait être aisément entretenu et, bien que le « mariage espagnol » fût décidé à cette heure, une armée forte était d'autant plus nécessaire que le temps des négociations semblait approcher.

Aussi Mazarin qui est à Lyon négociant avec Pimentel à la suite de la feinte du « mariage de Savoye » invite Colbert à presser son cousin : « Je souhiteray fort qu'il fist incessamment travailler à la levée d'autres soldats, sans préjudice du Régiment (2) ; et, s'entendant pour cet effect avec les intendans de Guyenne, Poitou et Touraine, il viendra assurément à bout de nous envoyer grand nombre bien abillés et en bon estat. Je vous conjure de vous ap-

(1) Réponse de Colbert, Paris, 11 octobre 1658, art. I, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 3 octobre (Bib. Nat., *Mémoires Colbert* 101, fol. 280).

(2) Le Régiment des Iles dont il sera question au chapitre suivant.

pliquer à cela comme à la chose que je passionne au dernier point (1). »

Les intendants Pellot et Hotman de Fontenay vont donc, à leur tour, entrer en action, mais c'est Terron qui reste le directeur et l'agent accélérateur de l'opération. Colbert multiplie ses instructions aux uns et aux autres ; à son cousin il écrit enfin : « J'ai grande impatience que vous ayez concerté toutes choses avec Messieurs Pellot et Hotman sur le sujet de ces levées qui sont fort importantes, comme je vous l'ay fortement représenté par mes précédentes. Aidez-moi à eschauffer lesdits sieurs Pellot et Hotman et à leur donner des expédiens d'y réussir. Je serais d'avis que vous en fissiez un projet bien raisonné et, après avoir bien examiné toutes les difficultés qui s'y peuvent rencontrer, y trouver des expédiens pour les surmonter (2). »

C'était le dernier effort. L'heure de la paix allait sonner.

(à suivre)

JULES SOTTAS.

SUR PIERRE LOTI

On n'a jamais autant parlé de Pierre Loti que depuis qu'il est mort. Il a beaucoup écrit, on collectionne les souvenirs, on choisit, on imprime ses notes. Le public ne doit rien ignorer d'un homme qui tenait beaucoup à la galerie : *Lettres de Pierre Loti à M^{me} Juliette Adam* (1880-1923). *Un jeune officier pauvre, fragments de journal intime* rassemblés par son fils Samuel Viaud ; *Journal intime* (1878-1881) publié par son fils. *Pierre Loti, sa vie et son œuvre*, par N. Serban. La *Revue des Deux-Mondes* revient sur toute cette littérature (n° du 1^{er} juin 1926). Le *Correspondant* du 25 mai insère les *Lettres inédites* de Ferdinand Brunetière à Pierre Loti et M. Jean Desrieux (un marin) ne célèbre plus l'écrivain, après tant et tant d'autres, il peint l'homme tel qu'il l'a vu et tel que beaucoup l'ont vu. Il y a des détails sur lesquels les biographes devraient bien se mettre d'accord. Tandis que M. Victor Giraud (*Rev. des D. M.* 1^{er} juin, p. 704) écrit : « Le roman d'Aziyadé paraît avoir été sérieusement vécu ; Loti plus tard a multiplié les démarches pour faire venir en France la petite circassienne aux yeux verts. »

(1) Réponse marginale de Mazarin, Lyon, 11 décembre 1658, à une lettre de Colbert, de Paris, 6 décembre (Affr. Etr. France 905, fol. 518).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 3 janvier 1659, art. 1, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 26 décembre (Bibl. Nat., Ms., M^{ss.} Colbert 101, fol. 340). — Cf. P. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. I, p. 319.

M. J. Desrieux, (*Pierre Loti intime*) très affirmatif, déclare que : « Sur les amours divulgués d'une musulmane et d'un roumi une enquête faite par le chef de police avait coupé les ailes à la légende. C'était d'ailleurs « couru », jugé par les vieux et même les jeunes turquisants, tant il y a d'invéraisemblances accumulées dans ce roman. » Et plus loin : « Dans le monde oriental les « *Liaisons dangereuses* » le sont tellement que nul ne s'expose à en courir les risques. Voilà pourquoi l'histoire d'Aziyadé n'est qu'une fiction. »

La coupole de l'Académie française elle-même a retenti du nom de Loti. Le 11 mai dernier, MM. Albert Besnard, le peintre magnifique, Louis Barthou, ont longuement discours, un peu sur l'écrivain, — sans doute parce qu'on a épuisé la somme d'éloges — beaucoup sur l'homme.

« Messieurs, a dit le récipiendaire, par grâce spéciale vous avez convié un peintre à s'asseoir parmi vous, à la condition toutefois, que selon l'habitude de peindre ce qu'il voit et même, par entraînement, ce qu'il ne voit plus, il fasse revivre aussi fidèlement que possible la figure de son illustre prédécesseur Pierre Loti.

C'est donc un portrait que je dois vous présenter, mais un portrait peint avec des mots ?... Dans le portrait, le physique et le moral vont de compagnie et se font, quelquefois, un tort réciproque ; mais ce n'est pas ici le cas. Pierre Loti, quoique de petite taille, était élégant, bien fait. Ses extrémités aristocratiques dénotaient la *race* et des yeux admirables éclairaient son visage : je puis donc sans crainte de révéler à la postérité, d'après certains de ses biographes, que Pierre Loti, dans le dessein d'amortir la choc des rapides années, s'efforçait, tout au moins, d'en effacer la trace afin de les décourager par le spectacle opiniâtre d'une jeunesse éternelle. Les mêmes biographes affirment qu'il marchait à quelques centimètres de terre sur de hautes chaussures ; certain dieu de l'olympé ne portait-il pas des ailes aux talons afin d'accomplir, avec toute la célérité possible, les missions plus ou moins délicates que lui confiait Jupiter ? Qu'importent ces détails au lecteur qu'émeut la prose de Loti ? Qui osera jamais, d'ailleurs, entreprendre l'analyse des éléments dont se compose la fantaisie d'un humain qui est, par surcroît, un grand écrivain, un poète et un artiste ?

M. Barthou, ami de Loti, a raconté sa mort et autres choses. Il a dit notamment : « et surtout il ne faut pas oublier un oncle, le commandant Renaudin, du *l'engeur* qui, en 1794, au combat

d'Ouessant contre les Anglais, préférant la mort à la douleur d'être fait prisonnier, se laissa couler avec son équipage aux accents de la Marseillaise. Nul ne me démentira, je pense, si je dis que cet ancêtre là fut un héros. »

Il a été plusieurs fois traité de cette légende dans notre *Bulletin* tome VI, p. 264, XII, 282, XXI, p. 233. On sait quelle est la vérité vraie. Renaudin s'est sauvé quand il a vu que son bateau coulait, il a nagé vers un canot anglais qui le recueillit et l'emmena prisonnier en Angleterre, d'où il revint par échange. Néanmoins, il devint contre-amiral, commanda une division dans la Méditerranée et le gouvernement consulaire le nomma inspecteur des ports maritimes de Cherbourg à Bayonne.

M. Georges Montorgueil, dans *Le Temps* du 13 juin 1926, en rectifiant l'audacieuse affirmation de M. Barthou ajoute avec raison non sans ironie : « *Le Vengeur* a été aux honneurs à l'Académie. Sa légende ramenée incidemment s'y est montrée indestructible, et c'est justice. Il faut que les légendes aient cette pérennité. Quand l'Histoire se mêle de vouloir redresser quelque détail erroné, c'est l'Histoire qui a tort. La légende prévaut contre elle. C'est qu'elle a des raisons d'être vraie que la Vérité ne connaît pas. Le commandant Renaudin a survécu à la fin du *Vengeur* : c'est possible, mais le sublime exigeait qu'il mourut. Donc il est mort le 13 prairial an II et ce ne sont pas ses états de service et ses actes d'état civil qui prétendront jamais avoir le pouvoir, après cette date, de le ressusciter. » C'était la conclusion d'une biographie des frères Saint-André du Verger par M. Mauberger qui rappelle que lorsque le prince de Joinville accrocha la croix à la boutonnrière du dernier survivant du *Vengeur*, les regards du prince et du marin se rencontrèrent, « les siens étonnés, les miens un peu narquois. Allons ! bénéficie de la légende, mon brave. Les nations, après tout, ne rêvent que de légendes. »

Dans la *Revue des deux mondes*, 15 juin 1926, p. 830, M. Henri de Regnier parle à son tour de Loti. *A Stamboul au temps de Loti* (1904-1906). (Est-ce une ère nouvelle ?) et lui aussi crayonne son portrait.

« Je suis allé rendre visite à Pierre Loti, à bord du *Vautour*. J'ai trouvé un petit homme au teint colorié, la bouche dissimulée sous une forte moustache, au menton carré, aux cheveux en brosse. Il se tient cambré, la poitrine en avant, piété sur de hauts talons. Il parle d'une voix minutieuse et basse. Il est mystérieux, plein de réticences, prudent, poli, un peu maniéré. Nous sommes dans un

minuscule talon, tendu d'étoffes, ornée de bibelots d'Orient. On y respire une odeur d'œillet et d'encens. A la parois, le moulage en plâtre d'une stèle funéraire turque, qui est celle d'Azyiadé. A côté, dans un cadre, derrière une vitre, épinglées comme des papillons, les nombreuses décorations de marin et de l'académicien. Il donne l'impression de quelqu'un de très orgueilleux et de très timide. Nous causons..... Involontairement, on baisse la voix en s'entretenant avec Loti, tant ses phrases les plus simples ont quelque chose de confidentiel..... Pendant qu'il parle, je l'écoute et je le regarde. Il se tient presque immobile. Aucun geste. Parfois il relève ses sourcils..... Ecrira-t-il encore sur Stamboul ? Il ne sait. Il fait le geste de la main et les sourcils se haussent. »

LE MINCE BUDGET DES MONUMENTS HISTORIQUES

L'église de la Dalbade, qui vient de s'effondrer, n'était pas classée, bien qu'on l'ait prétendu. Seule, sa façade l'était, que l'accident n'a pas atteinte. Mais le clocher d'Arles-sur-Tech (Pyrénées-Orientales) et l'église de Saint-Junien (Haute-Vienne), qui se sont écroulés voici peu de mois, étaient classés tous deux. Faute de crédits, le service des monuments historiques avait ajourné l'intervention, coûteuse, qui eût conjuré cette double perte. Négligence ? Impéritie ? Mauvaise administration d'un budget qui se chiffre par millions, et que doublent à la fois les concours locaux et celui de la caisse autonome des monuments historiques instituée en 1914 ? La sollicitude des services techniques s'exerce-t-elle bien dans l'ordre de priorité qu'impose l'urgence des dangers qui menacent nos monuments ? Ce ne sont point là des inquiétudes qu'on apaise par une affirmation, émanât-elle du ministre. On veut savoir comment les choses se passent, comment sont gérés ces millions qui, même au cours du dollar, valent encore une certaine quantité de travail et de matière, quelles méthodes sont appliquées et quelles difficultés rencontrées.

On sait qu'aujourd'hui, révoquant les doctrines de Viollet-le-Duc en matière de restauration, la commission des monuments historiques se limite rigoureusement à la consolidation de ce qu'elle a pour tâche de conserver. Cette conception s'applique depuis un demi-siècle. La nature des opérations réalisées par le service d'architecture n'a donc pas changé depuis 1871. C'est la proportion des charges et des crédits qui s'est rompue. De 1871 à la séparation des Eglises et de l'Etat, en 1905, c'est-à-dire en trente-cinq ans,

c'est, annuellement, un crédit moyen de 1,300,000 francs qu'absorba l'entretien des 2,600 monuments classés, cathédrales et « logiz », édifices militaires et civils, halles et ponts. Pour les églises dont l'importance historique ne justifiait pas l'inscription sur cette liste de chefs-d'œuvre, le budget des cultes contribuait à leur entretien. La loi de séparation ne voulut pas les vouer à la ruine : elle prévint en leur faveur une extension du classement. En effet, de 1906 à 1914, 2,070 monuments furent ajoutés aux premiers, et le budget d'entretien atteignit 5 millions. La liste des immeubles classés allait s'enrichir encore. Elle en comporte actuellement quelque 6,340, soit 4,680 de plus qu'en 1914, environ 600 d'entre eux-ci étant des édifices endommagés par la guerre et dont la commission des monuments historiques n'a d'autre moyen de secourir la reconstitution. Du millier qui reste, fort peu sont des églises. Ce sont, pour la plupart, des immeubles privés dont la convoitise d'amateurs à change haut menaçait d'amputer le patrimoine national. Il a fallu conjurer un danger nouveau. Toutefois, un classement comporte des devoirs. L'Etat n'impose pas une servitude sans en compenser la charge par sa contribution à l'entretien de l'immeuble qui en fait l'objet. On aperçoit donc l'étendue et la multiplicité des obligations auxquelles doit suffire un budget qui s'élève, au total, pour 1926, année de pénitence, à 9,485,000 francs.

Ce chiffre, à lui seul, découvre la raison des accidents, dont celui de la Dalbade est le plus récent. Alors que les charges n'ont cessé de s'accroître, les crédits n'ont cessé, par l'effet de la dévalorisation du franc, de décroître. Le service des monuments historiques disposant d'un budget trop faible ne peut qu'assister, impuissant, à la lente désorganisation des vieux monuments. Ici, la toiture éventrée laisse passer l'eau des pluies, qui s'insinue dans les maçonneries et les désagrège ; là, s'aggrave le déversement d'un mur ou d'un support. Il faudrait au plus tôt remédier à ces accidents, les circonscrire et les arrêter. Mais des engagements antérieurs, conséquences d'accidents plus anciens, vont absorber tous les crédits : l'on attendra six mois, un an, dix-huit mois, une intervention qu'il faut alors élargir. C'est une situation tragique. On évalue communément à 400 0/0 la hausse des matières premières dans la construction. Le prix de la main-d'œuvre s'est relevé dans une mesure plus forte encore. Pareillement celui des transports : la plupart des vieilles églises s'élèvent loin des chefs-lieux, hors des grandes voies du trafic moderne. Le service des

monuments historiques n'eût-il à conserver, comme en 1914, que 4,670 édifices au lieu de 6,350 parmi lesquels figurent ceux de la zone dévastée, ce sont 19 millions 520,000 francs qu'il devrait recevoir d'un Etat soucieux de la protection des grands témoins de son histoire ; 19 millions et demi au lieu de 10 millions, et encore ce crédit devrait-il être accru, en 1926, des sommes nécessaires à l'entretien des édifices inscrits depuis 1914 sur la liste de classement.

Telle est la réalité : la vigilance la plus zélée ne suffit pas à prévenir des accidents qui émeuvent à bon droit l'opinion publique ; il faut encore en avoir les moyens pratiques. La caisse autonome des monuments historiques reçoit, certes, d'importantes donations ; mais le mécénat n'est pas infatigable, et le dévoué chef du bureau des monuments historiques, M. Paul Verdier, ne laissait pas d'avouer incidemment, dans une substantielle étude publiée par le Touring-Club, la discrétion de ce concours. Les droits d'entrée, même relevés, ne représentent plus, il s'en faut, leur valeur nominale, et tout nouveau redressement prendrait pour nos nationaux le caractère d'une prohibition. C'est au budget qu'il faut, loyalement, demander les ressources nécessaires. L'entretien de la flore architecturale de ce pays n'est pas seulement un devoir envers les ancêtres comme envers la postérité. C'est encore une mesure d'utilité pratique. C'est pour visiter cet immense musée qu'est la France qu'accourent de toutes parts nos hôtes étrangers : et non pas uniquement pour être « fusillés » par les mercantis. Les monuments historiques et généralement la parure d'art de la France, c'est sa publicité. Il est habile d'en prévoir les frais ; ce sont là des dépenses productrices. L'intérêt bien entendu s'accorde, dans cette occasion, avec le souci, plus noble, de conserver et les vénérables témoins de notre histoire et ceux du sage et clair génie français.

Guillaume JANNEAU.

Le Temps du 18 avril 1926.

Nous n'ajouterons qu'un mot : si l'Etat ou certaines communes n'interviennent pas promptement, plusieurs églises de la Charente-Inférieure tomberont en ruines ; elles sont rongées par l'humidité, le culte est abandonné parce que la voute ou la charpente sont étayées comme très dangereuses. Les communes comptent sur l'Etat qui a classé ces églises au moins en partie. Or l'Etat n'a pas le sou pour elles. Le budget du département devrait contribuer

largement ; un monument est patrimoine départemental avant d'être patrimoine d'Etat. Mais en France on ne connaît que l'Etat ! l'Etat trésorier, l'Etat protecteur, l'Etat tuteur ! l'Etat et partout l'Etat ! L'Etat ne peut pourtant pas suffir à tout.

N. D. L. R.

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE SEMUSSAC

La châteltenie de Didonne appartenait, au ^{xiii}^e siècle, à Hugues de Tonnay, en 1452, elle fait partie du domaine d'Olivier de Coëtivy en Saintonge, lequel en rend l'aveu et dénombrement (*Archiv. hist. Saintonge*, III, p. 367), puis de Louis de Coëtivy qui la donne en dot à sa fille mariée à Charles de la Trémoille en 1501. En 1621, les biens des habitants de la châteltenie qui sont allés au secours de La Rochelle sont saisis.

Voilà d'après l'aveu et dénombrement de Didonne fourni au roi, le 8 janvier 1476, par Olivier de Coëtivy, seigneur de Raiz, de Taillebourg, Cozes, Saujon, Royan, Didonne, au devoir d'un fer de lance du prix de dix sols, les limites de « la Chastellenie de Didonne-sur-Gironde avecques toutes ses appartenances... boy pescheries, ayves, rivaiges naufrages... laquelle Chastellenie dure et s'entend en la manière qui s'ensuit : premièrement d'un cousté tenant à la Chastellenie de Royan en allant tout au long la Gironde jusques à la chenau de Dounaize qui départ la terre de Didonne et celle de Tallmont sur Gironde en allant à Fontenille et d'illec à la font de Malastrade jusques aux chemins qui s'appellent les quatre Confourches en allant le grand chemin à Moillesolle et d'illec à la Tonnelle du prieur du Chay, en allant le grant chemin au peyrat Noblanche, près de Riberol et dudict peyrat à Brye en allant vers Mons et de Mons à la moitié de la Conche de Royan, près des Justices de la ditte Chastellenie de Didonne. »

En 1525, les habitants de la châteltenie de Didonne adressent une requête à François I^{er} pour lui demander une réduction d'impôts à cause de la peine et des frais qu'ils ont pour défendre « la coste, l'entrée et gueule de la rivière Gironde. » Les dits habitants sont contraints jour et nuit de faire le guet et de tenir équipage de guerre à leurs propres deniers.

Le roi ne pouvait donc pas protéger ses sujets qui étaient obligés de faire la police pour garder leurs biens contre les pirates.

Je ne sais s'il fut fait droit à leur réclamation, toujours est-il qu'en 1548, les Semussacais mécontents prennent part à l'émeute

provoquée par la gabelle. Pour les punir, on les obligea, du 15 au 20 novembre de porter leurs armes : bâtons ferrés, dagues, épées, fourches de fer, etc., et leurs cloches au château de Royan. On enlevait leurs cloches pour ne pas qu'ils puissent sonner le tocsin à l'arrivée des percepteurs. Il y avait à cette époque quatre cloches.

Au xvii^e siècle, les fermiers de Didonne étaient obligés de payer au pasteur de Méchrs, pour son entretien cent livres par an « accordées par Mgr de la châtellenie. » Lequel ? (*Revue Saintonge*, t. XLI, p. 204).

Une petite église à Didonne est mentionnée par Tabourin (*Notes Cholet*, p. 252).

En 1638, ce bénéfice est tenu par Marin Leberthon, archiprêtre de Mauzé, qui, le 22 novembre, en afferme les revenus, 60 livres par an. (*Minutes d'Amyand*).

En 1768, le maréchal de Sénectère, appelle chez lui, à Didonne, deux pasteurs, Dugas et un autre, et leur « parlant poliment », il leur ordonne de sortir du royaume (*Archives*, t. III, p. 303).

LE CHATEAU DE DIDONNE

Le château de Didonne, autrefois La Touche, petite seigneurie, prit le nom de Didonne lorsqu'elle fut le siège de la baronnie de ce nom. Le premier château dont il ne reste plus grand'chose fut bâti par le maréchal de Sénectère probablement au commencement du xviii^e siècle avec les débris de l'ancien château dont l'emplacement est facile à retrouver à Didonne commune de Saint-Georges-de-Didonne. Il paraît que la famille de Sénectère était originaire de l'Auvergne. François de Sénectère se maria avec une demoiselle de Béchillon, qui lui donna la seigneurie de La Touche où le maréchal est né. Ce dernier est également mort dans le château qu'il avait fait construire.

EXTRAITS DES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL DE LA CNE DE SEMUSSAC

Naissance de J. C. de Sénectère

Le dix-neuvième may, mil six cent quatre-vingt-six a reçu les cérémonies de baptême, en l'église de Saint-Etienne-de-Semussac, après avoir eü l'eau par messire Jean Rivet, curé de Corme-Ecluse, Jean-Charle de Sénectère, né l'unzième de novembre mil six cent quarante-cinq, fils légitime de messire François de Sénectère, seigneur de La Touche et Bresillias, et de dame Marie de Béchillon,

ses père et mère. Le parrain a esté messire Charle de Béchillon, chevalier, seigneur de Dirlands et Valan, et marraine dame Anne de Rabaine, marquise de Saint-Sauveur. Présents et témoins, messire Jean-Louis de Courbon, chevalier, marquis et seigneur de Saint-Sauveur et La Roche Courbon, et messire Jean-Louis Delabat, équier, seigneur du Barail et de la Chasse. Par moy.

Le registre est signé : CHARLE DE BÉCHILLON, A. DE RABESNES DE ST-SAUVEUR, DE SÉNECTÈRE, M. DE BÉCHILLON, JEAN-LOUIS DE COURBON ST-SAUVEUR, ANNE DE BÉCHILLON, DELABAT, F. DUSAULT prieur de Semussac.

Décès de Jean-Charles de Sénectère, maréchal de France

Le vingt-cinq janvier, mil sept cent soixante et onze a été enterré dans l'église, le corps de très haut et puissant seigneur Jean-Charles de Sénectère, maréchal de France, chevalier des ordres du Roy, gouverneur de la Rochelle et commandant dans les provinces de Saintonge et d'Aunis et du Poitou, après avoir reçu le sacrement de l'extrême-onction, âgé de quatre-vingt-cinq ans et quelques mois, en présence des soussignés.

Signatures lisibles : LA BARRE DE LARIVAUX, LE CHEVALIER DE LA LAURANNE, LA BOLE, curé de Saint-Georges-de-Didonne, LAIR, vic. de Semussac, GUILLEMOT, curé de Meschers, COMBRES, prieur de Royan, LE CHEVALIER DE BOISROND, DEQUEUX, DELMASSE, curé de Médis, LASALLE, prieur de Semussac.

Le maréchal a laissé de très bons souvenirs d'après ce que m'ont rapporté quelques vieillards dont les parents avaient connu M. de Senectère. Il a fait preuve de beaucoup de tolérance envers les pasteurs protestants (Voir le *Pasteur du Désert*, par Eugène Pelletan).

Ensuite le château appartient à son gendre le marquis d'Armenitières, qui émigra quand vint la Révolution.

La propriété de Didonne fut vendue par l'Etat à MM. Bouyer, Lambert et C^{ie} qui l'ont cédée à M. le comte Alfred de la Grandière, maire de Semussac, puis de Royan, où il est mort à la fin du siècle dernier. M. de la Grandière a fait modifier le château pour lui donner une forme plus élégante. Ce château appartient ensuite à M. Cocq, négociant, qui l'a laissé à son gendre M. Delézinier, banquier à Cognac et après la mort de celui-ci M. et Mme Poinsignon, héritiers du de cujus (Mme Poinsignon fille de M. Delézinier) ont vendu le château à M. Paul Firino qui le possède depuis l'année 1917.

LISTE (INCOMPLÈTE) DES SEIGNEURS DE DIDONNE

(D'après les *Archives historiques de Saintonge*)

Pierre de Didonne assiste à la fondation de l'abbaye de Saintes
? 1047.

Hélie de Didonne fonde le prieuré de Saint-Nicolas à Royan
en 1092.

1131. Girard, seigneur de Didonne.

1218. Une Asmodie de Didonne fait une fondation à Notre-
Dame de Royan en l'honneur de la Sainte Vierge.

1228. Hugues de Tonnay-Charente, seigneur de Montandre, de
Royan et de Didonne.

1295. Pierre de la Brosse, seigneur de Didonne

1315. Arnaud Bernard de Preissac, seigneur de Didonne.

1336. Soudan de Preissac (tout dévoué aux Anglais).

1461. Ollivier de Coétivy, chevalier, seigneur de Taillebourg et
de Didonne.

1501. Charles de La Trémoille.

1519. François de La Trémoille.

1599. Claude de La Trémoille.

1623. Frédéric de La Trémoille, comte de Laval.

1720. Jean Charles de Sénectère, marquis de Pisany.

1773. Marquis d'Armentières, gendre du précédent.

Ce dernier émigra au moment de la Révolution.

GUIET.

GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE DE DIDONNE

*Communication de M. l'abbé Barbotin, curé doyen d'Echillay qui
l'a trouvée au château de La Bristière.*

(Branche aînée).

Le premier seigneur de cette famille, connu, est Hélie de Di-
donne, chevalier, qui fit une donation à l'abbaye de Saint-Jean-
d'Angély sous le règne du Roy Robert (lequel Roy mourut
l'an 1030).

Pierre de Didonne est nommé l'an 1047 avec beaucoup d'autres
seigneurs dans le titre de la fondation de l'Abbaye des filles qui
est à Saintes, comme présent à cette fondation.

Hélie de Didonne qualifié *Prince de Didonne* dans une charte
faite avant l'an 1070, souscrivit l'an 1075 à la confirmation de la
fondation de l'abbaye de Saint-Etienne-de-Vaux, près de Didonne,
laquelle abbaye est dite dans plusieurs titres avoir esté *dottée par*

ses fondateurs avec le consentement sous la main et sous la protection, tant des princes de Didonne que des princes de Mortagne. Cet Hélié de Didonne donna à cette abbaye tous les biens et les hommes qui lui appartenoient dans la ville et territoire de Vaux, ne s'y réservant rien excepté qu'en cas que quelque ennemi entrât sur ses terres pour les ravager les Bourgeois sujets de cette abbaye seroient tenus comme les autres de venir lui aider à deffaire et chasser cet ennemi. Il nomme dans cette charte Avise sa femme (en latin Avicia) et son fils Gautier surnommé Gifard et par une autre charte de l'an 1098. Il exempta de toutes charges, de coutume et de tout service une terre que cet abbaye possédoit à Puyraveau ou auprès (en latin apud Podium Rebellem).

Gautier surnommé Gifard seigneur de Didonne est qualifié le plus âgé : *Gifardus senior Didoniae*, dans une charte de l'an 1098 pour le distinguer de l'autre Gifard son frère. Il autorisa comme suserain la cession qui fut faite en faveur de l'abbaye de Vaux, d'une portion que deux de ses vassaux avoient dans la dime de saint Palais de Bren avec le consentement d'*Hélié de Didonne son frère*, comme dit la charte. Dans une autre charte ses vassaux sont qualifiés *ses barons* avec lesquels il décidoit les affaires importantes, dans sa cour.

a) Gifard dit le jeune pour le distinguer de son frère aîné, on ne trouve rien de plus de lui.

b) *Hélié de Didonne* est qualifié *frère de Gifard* dans une charte mentionnée cy-devant en parlant de Gautier surnommé Gifard. Il fut apparemment père de Guibert de Didonne qui suit plus loin (et chef de la branche cadette).

Guillaume seigneur de Didonne en 1151 dit de Montendre et de Royan en diverses chartes ; parce qu'il possédoit ces deux belles terres de Montendre et de Royan et parce que les seigneurs se surnommaient alors assez indifféremment des noms de leurs diverses terres, eut des différens avec l'abbaye de Vaux, sur ce qu'il prétendoit que *les hommes sujets de cette abbaye étoient tenus de le suivre en armes toutes les fois que ses ennemis entreroient sur ses terres et qu'ils devoient venir à son mandement quand il les appeloit*, ce qui était conforme à ce qui avoit esté réglé entre Hélié seigneur de Didonne premier du nom et cette abbaye comme on l'a vu cy-dessus. Cependant ce Guillaume seigneur de Didonne renonça à ce droit par un accord qu'il fit avec cette même abbaye l'an 1151. On dit que suivant les extraits du savant Besly il épousa Avise

(en latin *Avicia*) de Taunay fille et principale héritière de Geoffroy de Taunay seigneur de Taunay-Charente, lequel Geoffroy fit son testament l'an 1147 en parlant pour la terre sainte où il mourut. Il est prouvé par plusieurs chartes de l'abbaye de Vaux et par une autre qui est au trésor des Chartes ce Guillaume seigneur de Didonne dit de Montendre fut père de trois fils placés cy-dessous : Fouques de Didonne se trouve qualifié deux fois frère de Guillaume dit de Montandre, seigneur de Didonne dans une charte de l'abbaye de Vaux.

Gifard de Didonne chevalier dit de Taunay seigneur de Didonne vivant en 1174, 1177 et 1201 autorisa comme seigneur suserain quelques donations faites à l'abbaye de Vaux et il lui en fit quelques-unes lui-même. Il nomme dans une charte M. (c'estoit apparemment Marie) sa femme, Hélie de Didonne chevalier et Richard de Montendre clerc, qu'il qualifie tous deux mes frères il reconnut par acte de l'an 1177 que l'Eglise de Saint-Pierre-de-Royan et le cimetière ne sont point de son fief, ni du fief des seigneurs de Didonne mais qu'ils sont de la seigneurie de Pierre de Didonne et de son gendre. Il mourut apparemment sans enfans.

Richard de Didonne clerc est toujours nommé de Montandre dans les chartes qui font mention de lui en 1198 et en 1201. L'on a vu cy-devant qu'il est qualifié dans une de ces chartes frère de Gifard seigneur de Didonne, ainsi qu'Hélie de Didonne, chevalier.

Hélie de Didonne chevalier seigneur de Didonne après Gifard son frère en 1212 confirma cette année 1212 l'accord fait l'an 1151 et rapporté cy-dessus entre l'abbaye de Vaux et Guillaume seigneur de Didonne dit de Montandre, qu'il qualifie deux fois Mon père dans la charte de cette confirmation. L'on n'a point trouvé le nom de sa femme.

Hugues de Didonne dit de Taunay est qualifié seigneur de Taunay, de Didonne et de Royan dans une charte de l'an 1236, il avait donné dès l'an 1221 au chapitre de Saintes une aumosnerie située dans le pays d'Aunis. Il fit aussi plusieurs donations au prieuré de Trizay voisin de Taunay-Charente en 1232. Il en fit aussi à l'abbaye de Vaux en 1234, et par un ordre de 1236 il recommanda à son chatellain de Royan de conserver les appartenances de cette abbaye comme les siennes propres. L'on ne sçait s'il fut marié.

Geoffroy de Didonne dit de Taunay seigneur de Taunay-Charente

qu'il posséda ou conjointement avec Hugues son frère, ou après ce frère. fut notamment *seigneur du Port de Taunay-Charente et de Montandre* et apparemment *d'Olonne et de l'Isle de Ré* ; car une de ses filles se trouve avoir eu ces deux belles terres en propre. L'on dit qu'il épousa Margueritte de Chalais, ce qui nous paraît douteux.

N... de Didonne de laquelle on n'a point trouvé le nom ni celui de son mari. Eut en partage le château et châtellenie de Didonne qui furent confisqués par le Roy sur un de leurs descendants.

N... de Didonne de laquelle on n'a point trouvé le nom eut en partage la terre et châtellenie de Royan et elle fut mère de Robert seigneur de Mastas ou d'Eustache de Tallemont femme de ce Robert (ces deux N... peut-être filles de Hugues de Didonne).

Jeanne de Didonne dite *de Taunay dame de Taunay-Charente* était mariée en 1251 avec Aimery IX, vicomte de Rochechoüart et elle mourut en 1263 avant son mari qui servoit encore dans les armées en 1274.

Margueritte de Didonne dite *de Taunay dame de Montandre*, du Port de Taunay-Charente, d'Olonne et de l'Isle de Rhé épousa Geofroy de Thoüars qui est qualifié *vicomte* dans quelques titres.

Fouque de Mastas seigneur de Mastas, d'Arvert, de Mornac et de Royan, issu des anciens comtes d'Angoulême épousa l'an 1296 Yolande de Pons, fille d'Hélie Rudel nommé aussi Renaud seigneur de Pons, de Bergerac, etc., et vicomte en partie de Turenne, et d'Yolande de Luzignan dite de la marche sa femme, issue des comtes de la Marche et d'Angoulême.

Aimery X, vicomte de Rochechoüart, seigneur ou prince de Taunay-Charente etc. en 1283, mourut avant l'an 1292, on n'a point trouvé le nom de sa femme. Mais de lui vinrent les autres vicomtes de Rochechoüart subséquens.

Almodie de Thoüars dame de Montandre, du Port de Taunay-Charente, d'Olonne et de l'Isle de Rhé épousa l'an 1277 Guy vicomte de Combern etc. qui se qualifiait seigneur de Montandre en 1280, dont :

Eustache vicomtesse de Combern dame de Montandre, de Sailhant, de Saint Germain, de la Vergny, etc., par le partage qu'elle fit avec Marie sa sœur, on n'a point trouvé qu'elle ait été mariée.

Marie de Combern dame de Treignac, de l'isle de Rhé, du port

de Taunay-Charente et d'Olone par le partage qu'elle fit l'an 1298 avec Eustache sa sœur, épousa Guichard de Combern, seigneur de Chambaret etc., issu de même race qu'elle, laquelle race avait produit une grande partie des seigneurs de Limoges, les anciens vicomtes de Turenne et de Ventadour, outre les vicomtes de Combern. Cette Marie de Combern fit son testament l'an 1336.

(à suivre).

NOTES SUR L'ABBAYE DE SAINTES

Le manuscrit de l' « *Histoire secrète des événements de la ville de Saintes* » par François Guillaume Marillet contient quelques mentions relatives à l'abbaye.

Le 29 mai 1792, Boissard et Canolle, officiers municipaux, avaient fait descendre les neuf cloches de l'abbaye « qui formoient un carillon charmant » ; la plus grosse servait à l'horloge ; c'était Mme de Parabère qui les avait achetées ; le métal contenait de l'argent qui leur donnait un son argentin. En vain l'abbesse offrait d'en payer la valeur. Boissard répondit à la prieure que la matière importait peu ; « le son ennuyoit la ville et cassoit la tête. » Une pétition au Département, signée de tous les habitants de Saint-Palais qui voulaient garder les cloches et de quelques citoyens de la ville, n'eut aucun effet : une garde de quinze hommes à la porte protégea l'opération. On voulait casser ces cloches dans l'église « pour en donner le crève-cœur à la communauté » ; on se contenta de les casser dans la cour et de les emporter dans celle de la maison commune.

L'abbesse en tomba malade de chagrin, désolée en même temps de perdre sa nièce Mlle de Langeron, élevée par elle de sa deuxième à sa 21^e année, que ses parents vinrent lui prendre de Paris.

Au 1^{er} octobre, seule de toutes les religieuses elle restera dans sa maison, la municipalité lui permettant d'y demeurer jusqu'à son rétablissement.

Le 30 septembre, au matin, toutes les religieuses restées dans les couvents en sortent déguisées pour être logées en ville dans des maisons sûres ; aucune de celles de l'abbaye n'abandonne la ville : un grand nombre reste dans le faubourg des Dames, pour être plus près de l'abbesse qui va demeurer dans deux maisons des curés de Saint-Palais et qui a voulu les avoir toutes autour d'elle afin de les diriger et de secourir celles qui en auront besoin. Les inquiétera-t-on pour leur costume qu'un grand nombre veu-

lent conserver chez elles sans sortir ? Elles ont toutes reçu leur dernier trimestre de l'année.

Mais l'abbesse meurt dans la nuit du 30 septembre et est enterrée le lendemain à la porte du chapitre, comme elle l'avait demandé, par les soins de M. Racapé, prêtre assermenté, qui lui avait beaucoup d'obligations l'a regrettée et pleurée. « On pence qu'il n'a fait le serment que par le grand dérangement de ses affaires », a un fond de probité, a agi avec sagesse envers les insermentés qui allaient dire la messe à Saint-Palais. Elle a demandé à mourir et en se mettant au lit a dit qu'elle ne s'en relèverait pas et appelait la mort.

L'idée de la sortie de sa maison et de la dispersion de ses filles a causé sa maladie : elle avait 75 ans environ, était d'une grande maison du Poitou (1). Son abbaye avait de 80 à 100 mille livres de rentes, elle en a fait un bon usage. « Toutes les religieuses qu'elle a fait pendant son règne ont été quasi reçues sans dot. »

Elle a embelli son église, y a fait un autel superbe avec quatre colonnes en marbre, y a dépensé de son propre revenu et de ses économies, près de cent mille livres. « Elle s'est trouvée dans des occasions difficiles ; il y a eu des troubles violents dans sa maison ; elle a agi avec prudence et il n'y a eu que quelques petits éclats, deux ou trois religieuses sont sorties pour aller dans d'autres maisons, mais elles étoient rentrées. La cause de ces troubles a été un trop grand penchant de sa part pour les jésuites et leur doctrine et un trop grand éloignement pour l'ordre de saint Benoît, leur fondateur ; car aucun bénédictin n'a mis le pied à l'abbaye depuis qu'elle y étoit. C'est ce qui a formé deux partis dans la communauté et en cela elle a eu de grands torts. Elle avoit un caractère extraordinaire et se laissoit conduire quoique avec beaucoup de vertu. »

Marillet note ailleurs qu'un terroriste, B., avait « frisé la corde par la protection de feu Mme l'abbesse de Parabère. »

Le 13 novembre 1792, la vente à l'encan des meubles de l'abbaye est commencée, tout s'y donne à bon marché : concours prodigieux de public où figurent nombre de gens qui se disent aristocrates, surtout des femmes. « On vole plus d'effets qu'on n'en vend » et il nomme un homme qui, dit-il, a volé 10 mille livres ;

(1) L'acte de décès ne figure pas aux registres de Saint-Palais qui ne contiennent aucun acte du premier au six octobre.

on annonce la vente pour huit heures, on la commence à sept pour se faire livrer ce qui plaît. Il tonne contre les femmes et filles qui vont dans cette cohue où elles peuvent être insultées, sans scrupule de violer la clôture des lieux monastiques, sans craindre de passer pour voleuses, car on assure que des filles clubistes et d'autres des faubourgs ne se gênent pas pour enlever des cadres et mettre dans leurs poches des estampes : on peut adroitement en glisser aux dames qui coopèrent en quelque sorte à ces vols par leur présence ; si elles achètent sous prétexte qu'un autre l'eut fait, la raison est mauvaise. Il a défendu à sa femme et à sa fille d'y aller. Quant aux femmes d'émigrés qu'on y a vues, étant à la veille de voir vendre leurs meubles, seraient-elles flattées de voir telle et telle à leur vente ? Et la supérieure de certaine congrégation s'y est présentée ! C'est une horreur ! Elle a scandalisé 3 ou 400 personnes. « On disoit que lorsqu'on vendroit les meubles de sa maison on lui enverroit un billet d'invitation ; on feroit bien. »

De beaux orangers achetés par Milot et Bouc à cette vente et à celle du doyen Delaage sont tués par la gelée de février 1795 où, disent les vieillards, le froid est plus terrible qu'en 1709.

Le 22 novembre 1792, il note la tenue en général régulière et édifiante des religieuses. Les dames de l'abbaye sont moins solitaires que d'autres ; quelques-unes sortent, plusieurs ont laissé leur costume « par goût ou par devoir pour les maisons dans lesquelles elles logent. »

Le 17 décembre, il dit que la vente des meubles de l'abbaye n'a produit que 30.000 livres quand il y en avait pour plus de 150.000 ; les ventes ont été établies sur du papier blanc ; les commissaires n'ont ni arrêté, ni signé leurs séances « à la charge par la municipalité de les mettre au net à son aise et à sa fantaisie » ; aucun des articles vendus en général n'a été payé comptant « et on ne s'est pas empressé de venir se libérer pour les articles à bon marché, malgré la publication d'un ban. »

La municipalité peut montrer un état régulier « et toutes les sommes remplies, mais l'employ où est-il ? »... des maisons de valets de ville sont dans l'aisance. Un officier municipal est accusé de vols de porcelaine à l'abbaye. (Il ne faut pas oublier qu'aux yeux de Marillet tout fonctionnaire public est *a priori* un brigand).

Le 14 janvier 1793, il remarque qu'une bénédictine Mme de B., est habillée en femme du monde et va tous les jours dans la société. Si les religieuses sont longtemps sans rentrer dans les cou-

vents, elles sortiront presque toutes, ne pouvant sous peine de maladie rester enfermées dans les chambres.

Le 12 mars 1794, incarcération aux Notre-Dame des 66 à 90 religieuses de tous ordres qui ont refusé le serment. A peu près autant l'ont prêté : celles-ci reçoivent mal leur traitement.

Le 14 décembre 1793, on avait logé au noviciat de l'abbaye 50 prêtres du diocèse du Mans, notamment de Ceffons : le 19 janvier 1794 on les transfère aux Carmélites. On va, dit-on, loger à l'abbaye des réfugiés de Vendée.

Le 24 juin 1795, un décret ordonne de faire juger par le tribunal criminel Barrère, Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, qui étaient depuis un mois à Oleron pour être transportés à la Guyane, « fêtés par le commandant. » Mais le représentant Blutel en mission, avait déjà fait partir Collot et Billaud. Barrère seul est incarcéré à l'abbaye de Saintes.

D'après notre annaliste, les autorités locales le favorisent. On lui avait donné une garde ; les corps constitués ont dit qu'elle était inutile, que les invalides casernés à l'abbaye suffiraient : l'acte d'accusation n'est pas arrivé ; il s'abouche avec ses partisans ; on dit qu'on veut le faire sauver.

Le manuscrit de Marillet s'arrête au 31 juillet ; sa prédiction s'accomplit : Barrère s'évada au bout de quatre mois.

L'ÈVÊQUE DE LA ROCHELLE ET LES SERMENTS PENDANT LA RÉVOLUTION

Voici les formules de serments demandés au clergé pendant la Révolution :

1° *Je jure de remplir mes fonctions avec exactitude, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi* (27 novembre 1790).

2° *Je jure d'être fidèle à la nation, et de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir en les défendant* (14 août 1792).

3° *Je me sou mets aux lois de la République* (30 mai 1795).

4° *Je reconnais que l'universalité des citoyens est le souverain, et je promets soumission et obéissance aux lois de la République* (29 septembre 1795).

5° *Je déclare et jure haine à la royauté et à l'anarchie, attachement et fidélité à la République et à la constitution de l'an III* (5 septembre 1797).

6° *Je promets fidélité à la Constitution* (28 décembre 1799).

Aucun de ces serments ne trouva grâce devant Mgr de Coucy, évêque de La Rochelle, qui les condamna tous.

I. — Dès le 27 juillet 1790, il adressa, de La Rochelle, une Lettre Pastorale pour condamner la Constitution civile du clergé et annoncer son départ prochain devenu nécessaire. On sait que le prélat partit de sa ville épiscopale, le 6 juin 1791, pour l'Espagne, parce qu'il avait refusé le serment ordonné par le décret du 27 novembre 1790.

II. — Mgr de Coucy fut également très opposé au serment de Liberté et d'Égalité, comme on le voit dans divers passages de ses écrits (*ci dessous*).

III. — En août 1795, l'évêque de La Rochelle écrivait, de sa solitude de Guadalajara, aux prêtres de son diocèse déportés ou restés au pays natal : « C'est une folie de reconnaître par un acte les lois de la République. » (*Revue de Saintonge*, XLI, 109).

IV. — Le 21 octobre 1796, le prélat faisait la déclaration suivante : Mgr l'évêque de La Rochelle, avant même de connaître l'intention de Sa Majesté (Louis XVIII), avait regardé tout acte de soumission public fait à la demande des tyrans de France comme rentrant dans la classe des sermentaires de la Liberté et de l'Égalité, et en a prévenu ses fidèles coopérateurs dispersés, dès le mois d'août 1795. — Mgr l'évêque de Boulogne a rédigé un avis raisonné pour condamner la soumission exigée. Il a été adopté par Mgr de La Rochelle et ses collègues réfugiés en Angleterre, en Italie, etc. Le Souverain Pontife, sans prononcer dogmatiquement sur la question, a dit à un dessoldat français résidant à Rome qu'il la regardait comme *impiissima*, mais qu'il ne prononçait pas pour ne pas redoubler la fureur des tyrans contre les prêtres fidèles demeurés en France. Tous les motifs se réunissent donc pour condamner la soumission.

V. — On verra ci-après que Mgr de Coucy appelait les serments de haine à la royauté un serment « horrible. »

VI. — L'évêque de La Rochelle mandait, le 24 janvier, à M. Micheau, l'un de ses prêtres : « Espérons que les scandaleuses divisions, qui n'auraient jamais dû exister assurément dans une question si simple, cesseront à la voix de ceux auxquels elle a été déférée en dernier ressort. Car il est certain que la Congrégation des cardinaux a unanimement condamné la promesse (de fidélité à la Constitution de l'an VIII), et il n'est pas douteux que le Pape ne sanctionne la décision. Cette nouvelle est officielle... Le Conseil

(archiépiscopal) de Paris a précédemment excusé Liberté et Egalité, toutes les formules possibles de soumission, l'horrible serment de haine et enfin la formule actuelle (28 décembre 1799), et toujours par les mêmes moyens et les mêmes motifs, c'est-à-dire par les interprétations les plus violentes, par l'autorité de quelque faiseur ou de quelque gazetier, et toujours sous le prétexte de la religion. Pie VI, sous la hache du bourreau, a prononcé le *non licet* sur le serment de Haine. Ses honteux apologistes ont-ils pour cela cessé de les excuser ? » — Le 16 mars 1801, le prélat écrivait à un autre ecclésiastique : « Nous avons la nouvelle officielle par le protecteur des églises de France, M. le cardinal Maury, en date du 15 février, du jugement préparatoire de la Congrégation, qui regarde la formule comme *inadmissible*. De plus, Sa Sainteté, que j'ai consultée dans le temps en lui exposant les règles de conduite que j'avais adoptée m'a honoré de sa réponse, en date du 10 du mois dernier, et me mande qu'elle a remis ma lettre à la Congrégation, qui me fera connaître en son temps le jugement porté.

Ce sont les propres termes que je mets en latin pour ceux qui, je l'espère, ouvriront enfin les yeux, *interea in proposito manendum ne quid fiat quod a pristina fide, sapientia ac firmitate cleri gallicani dissentiat*. Pour juger du parti où est la vérité, il faut regarder où est le Chef et le corps des pasteurs. » — Le 24 mars 1801, Mgr de Coucy écrivait à l'un de ses vicaires généraux : M. l'abbé de Beauregard, alors dans sa famille à Poitiers : « Oui, le jugement est rendu, et M. Maury me le confirme par une lettre que j'ai reçue de lui, en date du 18 du passé. Voici ses mots : *La Congrégation a été unanimement d'avis qu'elle était inadmissible. Elle aurait pros crit formellement cette formule par un décret, si les circonstances et la négociation qu'on n'a pu refuser, eussent permis de publier ce jugement. Mais son vœu est bien connu. La question est donc bien jugée. Eh ! comment ne l'a-t-on pas deviné d'avance ? Comment a-t-on pu croire un moment que le Pape se séparerait de la majorité et de la presque-unanimité ? Cette règle de simple calcul et d'un calcul facile jusqu'à l'évidence ne peut jamais tromper les conjectures des fidèles.* »

Autre lettre du prélat à M. de Beauregard, du 16 avril 1801 : « Nous avons eu, de Rome, confirmation sur confirmation de tout ce qu'on aime à démentir dans le pays de l'imposture et de l'illusion. Il ne peut plus être douteux pour personne que, par un jugement préparatoire de la Congrégation, que les circonstances em-

pèchent de rendre solennel, la formule a été déclarée inadmissible. » — Enfin, le 9 juillet 1801, l'évêque de la Rochelle mandait encore, d'Espagne, à M. de Beauregard : « Des prêtres, pour se justifier, crient à tue-tête que la religion est anéantie si on ne fait pas cette démarche purement politique. On en disait autant des serments civiques, Liberté, Haine. Tout cela était politique, et où cette lâche politique a-t-elle conduit ? La réponse est toujours la même : *non sunt facienda mala ut eveniant bona.* » (Archives de M. de Curzon, à Poitiers).

Chanoine F. UZUREAU.

ERRATA

M. Grasilier proteste contre le qualificatif de roman donné à *l'Affaire des quatre Sergents de La Rochelle* qu'il a publiée dans la *Gazette d'Aunis*. Il affirme que son œuvre est une histoire aussi véridique que sérieusement documentée.

M. Marcel Pellisson corrige les trois fautes typographiques dans sa pièce de vers.

Au 8^e vers lire *Adibus* et non *xdibus*.

Au 16^e — — sape au lieu de sape.

Au 24^e — — ha — de hoc.

LIVRES ET REVUES

Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, 1925, p. 58 et s. *Extraits des arrêts criminels du Parlement de Tournai*.

1699. Marie Segournay, veuve de Louis Rulan, demeurant à Saint Julien, près Saint-Jean d'Angély ; Anne Segournay, femme de Jacques Geneure, tailleur d'habits, demeurant à Saint-Jean d'Angély ; Marie Pommier, fille, demeurant à Breuillet, près Royan, accusées de sortir du royaume, sont condamnées à être rasées et recluses pour le reste de leurs jours. Leurs biens confisqués. Elles entendent leur condamnation à genoux (28 septembre). Jeanne Not demeurant à Barbaugoy (*sic*) en Saintonge, (même accusation, mêmes peines) 13 novembre 1699.

Jean Feuillet, fils d'Habacuc, demeurant à Boucharan (1) (*sic*),

(1) Ne serait ce pas Bouchereau en Macqueville ?

près Cognac, nouveau converti, accusé de sortir du royaume, est condamné aux galères à perpétuité (13 nov. 1699).

Jacques Moreau, ci-devant religionnaire, habitant l'île d'Arvert, accusé de sortir du royaume, renvoyé devant le juge royal de La Rochelle (21 janv. 1704).

Il y a aussi quelques noms d'habitants de paroisses d'Angoumois.

1925, p. 529. Don à la bibliothèque de la Société, par M. le pasteur Robert, au nom du Consistoire de Pons mss de q ff intitulé *Lettre écrite au marquis de Langallerie sur son changement de religions, avecq sa reponces contenant ces motifs de sa conversion à Francfort-sur-l'Oder MDCCXII* copie du XVIII^e siècle. Cf. *Encyclop. des Sc. relig.* VII, 727.

De M. Lem. *Réquisitoire de M. Alquier avocat du roi* contre un mandement de l'évêque de La Rochelle « qui contrarie de la manière la plus répréhensible l'exécution de l'édit du Roy du mois de novembre 1787. »

Janv.-juin 1926. *Le Synode d'Aunis de 1777.*

Lors de la reconstitution des circonscriptions ecclésiastiques au XVIII^e siècle, La Rochelle évitant de se confondre avec le synode de Saintonge avait fondé une sorte de consistoire autonome sous le nom d'Association des Conitants. Des églises s'étaient formées dans l'île de Ré, formant un colloque dépendant du Synode de Saintonge. Le pasteur Picard qui desservait La Rochelle en 1763 allait faire des tournées dans l'île, mais ces églises ne contribuaient qu'à l'entretien des pasteurs de Saintonge. De là une gêne qui détermina le Synode national de 1763 à former une circonscription synodale des églises d'Aunis et de l'île de Ré. Il semble que La Rochelle ait fait cette demande sans avoir pris l'avis des églises de Ré.

Suit le règlement en 29 articles délibéré par le Synode d'Aunis tenu en septembre 1770 à La Rochelle.

Le numéro d'avril-juin 1926 contient *Esquisse de l'histoire du Consistoire de La Rochelle (1802-1852)* par M. A.-E. Meyer.

Regnabit, revue universelle du Sacré-Cœur février 1926.

M. le chanoine Uzureau publie deux prières au Sacré-Cœur recueillies par l'abbé J.-Ch. Brumauld de Beauregard, vicaire général de Luçon, déporté à la Guyanne. A la date du 17 mai 1798, il écrivait de Rochefort à un de ses frères : « Vous trouverez ci-incluses deux prières latines dont je vous prie de faire usage, l'une le matin, l'autre le soir. C'était la sainte pratique de la vertueuse personne de qui je les ai eues, il y a bien des années.

Le matin. — *Adoro, laudo et saluto te, dulcissimum et vernaus Cor Domini.*

Le soir. — *O Cor Jesu humillimum, tibi commendo hac nocte cor et corpus meum...*

Un nouveau volume traitant des coupoles d'Aquitaine est né. M. Raymond Rey, professeur au Lycée, chargé de cours à l'Université de Toulouse en est le père. Il a « brillamment » soutenu sa thèse qui lui a valu le titre de docteur avec mention très honorable. Son livre porte le titre de la *cathédrale de Cahors et les origines de l'architecture à coupoles d'Aquitaine*.

M. Enlart en rend compte dans le n° de mars 1926 de la *Gazette des Beaux-Arts* sous le titre de *Les Eglises à coupoles d'Aquitaine et de Chypre*. Cet article de critique est à lire.

Conclusion : « les églises à coupoles d'Aquitaine ont donc eu pour modèles directs celles de Chypre et Géraud III de Cardaillac, évêque de Cahors, pourrait avoir été, en 1112, le premier importateur de ce type d'églises. »

Le *Bulletin Religieux* des mois d'août-septembre 1925 publie un supplément intitulé : *où en est la cause des Prêtres martyrs*, avec la liste des 62 martyrs qui ont été retenus jusqu'à présent sur l'information.

Bulletin des Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions 1926, p. 50.

En 1924 (Cf. *Revue*, t. XI, p. 247) M. Théodore Reinach fit une communication sur un trésor d'argenterie trouvé en Ecosse, d'après le rapport et les photographies de M. Al. O. Curle. Un des objets étudiés porte une inscription qui donna lieu à discussion. M. Th. Reinach n'acceptant pas la lecture, ce savant anglais proposait de lire PRYMIACOEISIAPICT soit *Prumiaco e [cel] sia Plict [avensis]*. Il s'agissait d'identifier *Prumiaco*, M. Reinach lisait *Prugny* ou *Prugnac* et Prignac du canton de Matha.

Nous avons fait observer que cette localité était bien éloignée des terres appartenant aux Wisigoths, pillées au v^e siècle. Et nous ajoutions : « D'ailleurs, dans son hypothèse, notre Prignac devrait être écarté d'emblée, car il est en Saintonge et non en Poitou. » M. Besnier, professeur à l'Université de Caen, a découvert la véritable solution. « Ce *Prumiaco* n'est autre que *Prigny*, dans Les Moustiers, commune de Loire-inférieure, dans le pays de Retz, lequel dépendait alors du diocèse de Poitiers. »

Dans la *Revue des Etudes anciennes*, tome XXVIII, p. 247. MM. Bourciez, Besnier et C. Jullian reprennent la question.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSIONS : M. Paul Robert, notaire à Archiac.

M. Abel Mestreau a racheté sa cotisation et est ainsi membre perpétuel.

Puisse ce bon exemple devenir très contagieux.

Le 3 juillet, Mlle Elisa Maillart, élève diplômée de l'Ecole du Louvre et attachée au Musée de Cluny, à Paris, a donné, à Saintes, au théâtre, une conférence sur l'art roman, avec projections lumineuses, devant un public invité par la Société des Archives. Très documentée sur les questions d'art médiéval, la conférencière a eu tout le succès que l'on attendait. En une rapide revue des principaux monuments de la région du Sud-ouest, elle a permis à ses auditeurs de recueillir certaines explications qui les aideront à mieux comprendre l'art si varié et si captivant du ^{xii}^e siècle.

L'Académie française a accordé le prix Furtado à M. de Vaux de Folletier pour son volume *Galiot de Genouillac*.

M. Beaud, avoué à Saintes, notre confrère, a démissionné en faveur de M. Auché qui vient d'être nommé à sa place.

La *Gazette des Beaux-Arts* de juin 1926 contient un article sur *Les Salons de 1926*, dans lequel est reproduit le tableau de M. Berthommé *La Tricoteuse*, avec cette phrase : « Berthommé, élève de Pierre Laurens, est portraitiste dans *la Tricoteuse*, émouvante, forte, vraie, d'un dessin puissant et simple, d'un accent moderne, une des œuvres remarquables de ce salon. »

On sait que M. Berthommé, jeune peintre plein d'avenir, est un acclimaté à Saintes.

Et cette autre : « l'art de Morchain (Rochefortais) ne ment pas aux promesses données, il y a treize ans, par le *Bac de Soubise*. »

Le 8 juillet au *Radio-Paris*, le concert hebdomadaire était consacré à la Saintonge : cicerone : M. Pierre Geay. On a entendu des mélodies de M. Joseph Morpain et deux poèmes de M. R. Berton.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

Le 9 mai 1926, est décédée, à Paris, Mme Abel Mestreau, née David.

Elle laisse une fille Mme Dupuy.

Le 13 ou 14 mai 1926, est décédé le marquis de Lestrangle, ancien conseiller général de Saint-Genis.

Le 12 (3) juin 1926, est décédé à La Rochelle, où il était né le 16 août 1826. M. Henri Muvozorins, veuf Poisbelaud, donc âgé de 99 ans et 10 mois, probablement le plus vieux mutualiste de France. Il était entré dans l'Union Philanthropique en 1857, et comptait 69 ans de secrétariat. Il a été enterré le 14.

L'an dernier, il avait fait aménager, au cimetière Saint Eloi, son tombeau sur lequel sont gravées deux originales épitaphes.

Le 22 juin 1926, à La Taillée en Chaniers, est décédé M. Georges Perrier des Brousses, ancien pharmacien, âgé de 58 ans. Il laisse deux fils : MM. André et Louis Perrier des Brousses.

M. l'abbé Georges Suc, curé-archiprêtre de Saint-Pierre de Saintes, est décédé à Paris le 29 juin, à l'hôpital Saint-Joseph. Il était né à Rochefort le 29 décembre 1865 ; ordonné prêtre le 31 mai 1890, il fut professeur à Notre-Dame de Recouvrance de Pons, curé de Varzay, de Laleu.

Voir *Bulletin Religieux* du 3 juillet.

Ses obsèques auront lieu à Saintes en octobre prochain.

Le 13 juillet 1926, ont été célébrées à Saint Georges de Didonne, les obsèques de Mme Coulon, chevalier de la Légion d'honneur, fille d'Eugène Pelletan, femme de M. Georges Coulon, ancien président du Conseil d'Etat. Elle laisse un fils.

Ont été célébrés les mariages :

Le 30 juin 1926, à Paris, de Mlle Odette Le Provost de Launay, fille de M. Gaston Le Provost de Launay, conseiller municipal de Paris, et de Madame, née Béranger, avec le comte Xavier de Sîeyès de Veynes.

Le juillet 1926, de Mlle Marie-Louise Chapsal, fille de M. Chapsal, conseiller à la cour d'appel de Paris, frère de M. F. Chapsal, avec M. Lucien Duval, directeur de la Société d'assurances maritimes l'Ouest-Atlantique.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Quelques mots d'histoire locale, à propos de deux discours académiques* (Loti au lycée de Rochefort), par M. Mernain. *Le cardinal de Richelieu à Saujon*, par M. Ch. Dangibeaud ; *L'ancienne chaire à prêcher de Saint Jean d'Angély* ; *Généalogie des seigneurs de Didonne*, par M. l'abbé Barbotin ; *note supplémentaire à l'histoire de Semussac*.

QUESTIONS : Cimetière de Saintes ; inscription d'Esnande.

LIVRES ET REVUES : Bulletin de la Société des Sciences de Pau (billets d'Henri IV, de Sponde). *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest* (pierres tombales de Cesar Pepin de Fredouville et de Catherine de Puyguion) ; *Revue des Etudes anciennes* (note sur l'étymologie de Jarnac). Plattard : *L'adolescence de Habelais en Poitou*.

AVIS ET NOUVELLES : Rachats de cotisations ; adhésions ; suppression des sous-préfectures et tribunaux ; *Simon de Montfort* ; vœu de la Société archéologique de Limoges ; tableaux de l'Philipsen ; cinquantenaire de Fromentin. Congrès des Sociétés savantes ; la nef de Saint-Pierre de Saintes interdite ; béatifications.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : Ch. Lenoir ; M. Grizet ; M. Tamizey de Larroque ; Mme Gauly ; Dr Martin ; colonel de Bremond d'Ars ; Mme de Sartre ; M. Sazeirat ; commandant Battembourg ; Mme M. Audiat.

MARIAGES : Pedezert-Mounier ; Mignet-Triou ; Rogé-Fromy-Lussan ; de Bonet du Portal ; de Laage de Meux ; Tercinier-Redon.

BIBLIOGRAPHIE.

QUELQUES MOTS D'HISTOIRE LOCALE

à propos de deux discours académiques

Le 10 juin 1926, notre grand compatriote Pierre Loti a été glorifié à l'Académie française à propos de la réception de son successeur, le peintre Albert Besnard. Le nouvel académicien et M. Barthou, qui le recevait dans l'illustre Compagnie, ont, chacun suivant son tempérament, apprécié l'œuvre de Loti. Ils ont cherché à expliquer Loti par Julien Viaud, et celui-ci par ses ancêtres, le milieu familial et l'existence qu'il mena tout enfant à Rochefort, de sa naissance jusqu'à son entrée à l'École Navale, c'est à dire de 1850 à 1867. Ces retours sur la jeunesse de l'écrivain nous semblent

appeler quelques commentaires au point de vue de l'histoire locale.

D'abord une légende, tenace comme beaucoup de légendes : celle de la mort du capitaine Renaudin commandant du *Vengeur* en 1794. M. Albert Besnard a-t-il cru particulièrement honorer Loti en rappelant sa parenté (1) avec le commandant Renaudin et en altérant la vérité ? « Je crois à la valeur des ancêtres — a-t-il déclaré — et à leur influence sur leurs descendants ; or ceux de Julien Viaud me paraissent intéressants à ce point de vue... », et, après avoir cité le grand-père Viaud, décédé des suites d'une blessure reçue à Trafalgar, et l'oncle Jean, mort sur la *Méduse*, il arrive au commandant Renaudin, du *Vengeur*, « qui, en 1794, au combat d'Ouessant contre les Anglais, préférant la mort à la douleur d'être fait prisonnier, se laissa couler avec son équipage, aux accents de la Marseillaise. Nul ne me démentira, je pense, si je dis que cet ancêtre là fut un héros (2). »

Que M. Besnard me pardonne ! Mais la vérité n'est pas toujours dans les récits officiels, colportés pendant longtemps par les manuels scolaires. Au demeurant, le combat du 13 prairial an II (1^{er} juin 1794) est bien connu, et assez d'héroïsme y fut dépensé pour qu'il n'y ait pas à rougir de donner les faits exacts. La bravoure de l'équipage — officiers et matelots — du *Vengeur* ne saurait faire question : ayant reçu l'ordre de protéger l'entrée d'un convoi de farine et de blé dans la rade de Brest, le *Vengeur*, alors que déjà six vaisseaux français avaient été capturés par les Anglais, retint à lui seul trois navires ennemis ; il avait perdu tous ses mâts, et, après quatre jours de lutte, n'était plus qu'une épave criblée de trous de boulets. Il apparaissait aux yeux de tous qu'une plus lon-

(1) Elle est certaine, mais on ne la voit pas établie dans l'arbre généalogique donné par M. Serban (*Pierre Loti, sa vie et son œuvre*, Paris (1924) p. 7).

(2) La question du *Vengeur* a été évoquée plusieurs fois à la *Société des Archives historiques de Saintonge et d'Aunis*. Nous ne pouvons entrer ici dans des détails de bibliographie ; bornons-nous à signaler les deux articles de Louis Audiat dans notre *Bulletin*, année 1892, p. 282-289 et 419-426, à propos des études de M. Loir (*Revue Bleue* du 28 mai 1892) et de John O'Neill (*The Speaker*, 23 juillet 1892). Rappelons qu'il existe sur l'affaire du 13 Prairial an II, deux documents essentiels qui ont été mis à contribution : 1^o Le procès-verbal signé des « capitaines, officiers, sous-chef civil et autres personnages du vaisseau Le Vengeur, coulé « bas le 13 prairial dernier », rapport du 1^{er} Messidor an II ; 2^o le rapport de l'amiral anglais Howe, publié dans la *Gazette de Londres* les 11, 17 et 21 juin 1794.

Sur la légende et l'histoire, à propos de l'affaire du *Vengeur*, voir l'article de M. G. Montorgueil, dans le *Temps* (13 juin 1926) et la *Revue de Saintonge et d'Aunis* 1926. 3^e livraison, p. 98-99.

gue résistance serait inutile, le convoi ayant d'ailleurs eu le temps de passer. Le pavillon fut amené ; la plus grande partie de l'équipage, officiers en tête, se jeta à la mer et les naufragés furent recueillis par les chaloupes ennemies ; celles-ci ne purent les embarquer tous ; parmi ceux qui restèrent sur le vieux vaisseau (il datait de la fin du xvii^e siècle) et se laissèrent engloutir en chantant la Marseillaise et en criant Vive la République ! on ne trouve pas le commandant Renaudin : il avait oublié cette vieille tradition de la Marine française, à savoir qu'un commandant quitte son bord le dernier, ou qu'il périt avec son bâtiment. Renaudin se rendit prisonnier. On a son rapport — tout au moins celui qu'il a signé, car il était à peu près illettré — sur les événements du 13 Prairial ; il est daté du camp de Tavistock, en Angleterre, du 1^{er} messidor an II (19 juin 1794). Renaudin n'a donc pas été englouti le 13 prairial, pas plus qu'il n'a été « coupé en deux » par un boulet, comme l'a affirmé Lamartine. Rentré en France, il a terminé ses jours au Guâ, son village natal, quinze ans après le combat d'Ouessant, le 1^{er} mai 1809, jouissant d'une pension annuelle de 4000 francs que lui valait son grade de contre-amiral dans la marine de Napoléon 1^{er}. Comme tant d'autres le Sans-Culotte de 1794 avait jeté du lest et s'était rallié au nouveau maître !

Quand, en 1881, il fut question d'élever à Renaudin un monument dans son bourg natal, la souscription à Rochefort, à la suite d'une conférence, produisit... trois francs ! Le ministre de la marine s'opposa au projet. Je tiens de source sûre que Pierre Loti ne faisait pas étalage de sa parenté avec le commandant du *Vengeur*, en dépit de la renommée glorieuse faite autour de son nom (1).

Ainsi une influence ancestrale devait faire de Julien Viaud un marin. Une autre, apportée aussi par sa mère, devait le conduire à la littérature : Nadine Texier, nous dit M. Besnard, fille d'un Commissaire de marine, descendait de Madame de Maintenon. Des intimes de P. Loti ignoraient ce détail avant la biographie de M. Serban, qui, lui-même, enregistre le fait sans apporter de preuves. Quel expert en l'art d'établir des généalogies nous les fournira ?

N'avait-il rien du côté paternel ? M. Besnard est muet sur ce sujet, comme Loti d'ailleurs qui a peu parlé de son père. Nous savons cependant qu'il se refusait à croire à sa parenté avec un capitaine de navire du nom de Viaud (Pierre, comme le blessé de Trafalgar)

(1) La ville de Rochefort a une rue Renaudin.

qui a raconté ses *Naufrages et Aventures* au XVIII^e siècle. Pourtant, il y a certaines coïncidences qui militent en faveur de cette hypothèse suggérée par M. Serban (1). M. Besnard, qui croit à l'influence des ancêtres, aurait pu nous laisser entrevoir celle de ce Viaud, à la fois marin et écrivain, et dont la parenté avec Julien Viaud n'est ni plus ni moins démontrée que celle de l'épouse du Roi Soleil.

Pierre Loti a attribué à sa famille la seule noblesse de l'innocenteté et du travail ; d'autres titres lui ont été trouvés et multipliés avec complaisance : il ne semble pas y avoir attaché grande considération. On a trouvé bon de les rappeler à l'Académie ; ce que nous venons d'en dire ne diminue en rien la valeur de l'écrivain et n'atteint pas l'honneur de la famille Viaud : des légendes et des affirmations sans preuves suffisantes ne constituent pas les documents pour l'histoire.

Le discours de M. Albert Besnard nous offre d'autres faits, qui, pour ne pas appartenir comme l'affaire du *Vengeur* à la grande histoire, appellent néanmoins pour l'histoire locale quelques commentaires.

Si l'on en croit M. Besnard, le petit Julien Viaud aurait été, à douze ans, « mis en pension au collège de Rochefort. » En octobre 1862, l'enfant avait d'ailleurs près de 13 ans, étant né en janvier 1850 ; mais il ne fut pas « mis en pension. » Julien Viaud a suivi les cours du collège de Rochefort en qualité d'externe, et ce fut déjà beaucoup : à partir de ce moment, « mon histoire se « gâte », a-t-il déclaré avec amertume. Il a noté au jour le jour, dans des cahiers secrets, la morne existence dans cette maison qui lui faisait peur avec ses murs noirs et ses fenêtres grillées. De ces cahiers intimes, il a extrait pour nous le *Roman d'un Enfant et Prime Jeunesse*, ses deux chefs-d'œuvre, où il nous décrit combien il a souffert d'être enfermé quatre heures par jour dans des classes mal blanchies, de supporter des maîtres qui ne le comprenaient pas, de frôler seulement, sans les fréquenter, des con-

(1) Serban, *Op. cit.*, p. 16-17 note. « Bref il était de Rochefort, il portait le nom de Viaud, il s'appelait Pierre, il était marin, il avait le goût des aventures, il se piquait d'écrire... N'est-ce pas plus qu'il n'en faut pour soupçonner en lui, grâce à la loi de l'hérédité, un ancêtre de notre écrivain ? »

A ce propos, lire le spirituel article de Gaston Guillot : *Pierre Loti eut-il un ancêtre écrivain et anthropophage ?* dans *Articles de Paris... et d'ailleurs* (Editions de la pensée latine 1926).

disciples turbulents et railleurs, qui se moquaient de lui parce qu'on l'accompagnait dans la rue, comme une demoiselle.

Les archives du Lycée qui porte aujourd'hui son nom, viendraient, si c'était nécessaire, confirmer son témoignage. On trouve dans les livres de comptes du Principal Rousset (1).

Comptes des externes 1863-1864 : « Viaud Julien, rue Saint-Pierre, « 141, classe de seconde : 1^{er} trimestre : 36 francs ; chauffage : « 3 francs ; 2^e trimestre : 36 francs ; 3^e trimestre : 36 francs ; 4^e trimestre (juillet) : 12 francs », soit au total 123 francs qui ont été versés par M. Viaud père les 25 novembre 1863, 15 avril et 4 août 1864. Heureux temps où un père de famille assurait l'instruction de son fils à l'externat d'un collège de plein exercice pour 123 francs par an ! Même somme pour l'année 1864-65, Julien faisant sa rhétorique. Pour l'année 1865-66, le collégien a joui de la gratuité pendant le second trimestre, et sur le reste le Conseil municipal a fait à M. Viaud la remise de 75 fr. 60. L'élève Viaud a donc été boursier de sa ville natale.

Non, Julien Viaud ne fut pas pensionnaire au collège de Rochefort : ce fut un grand bonheur pour lui, et il n'est pas téméraire d'affirmer qu'étant donné son caractère nous n'avons qu'à nous féliciter. Que fut devenue sa personnalité déjà bien accusée dans le régime, qui eût été particulièrement déprimant pour lui, de l'internat, en un temps où la « discipline paternelle » n'était pas encore en faveur dans l'Université ? (2).

« J'étais un mauvais élève, déclarait-il un jour à l'un de ses plus « chers confidents, un élève peu studieux et indiscipliné », ce qu'il affirme avec force et avec exemples à l'appui dans son *Roman d'un Enfant* et dans *Prime Jeunesse*. Et quand on fit près de lui des

(1) Archives du lycée Pierre Loti : *Registres des comptes du Principal du collège. Rousset* (Jean, Augustin) né à Châtelleraut le 1^{er} octobre 1811 ; bachelier ès-Lettres en 1832 et ès-Sciences en 1830. Maître d'étude au collège royal de Poitiers ; nommé Sous-Principal à Rochefort le 5 octobre 1840 et chargé de la 2^e chaire de mathématiques au cours de Navale le 14 mars 1842. Gendre de Lejeune (1799-1891), principal du collège de Rochefort de 1830 à 1852. Nommé Principal du collège de Saintes (1854), Rousset revint à Rochefort comme Principal en 1863. Retraité en 1873, Chevalier de la Légion d'honneur, il fut, dans la suite, membre de la Municipalité et du Conseil général. Mort à Rochefort le 12 décembre 1896.

(2) Il n'est peut-être pas sans intérêt de noter en passant la mise en pratique de cette conception de la discipline par M. Toutain, Principal du collège de 1852 à 1863. Elle ne semble pas avoir donné les résultats espérés, et son successeur, M. Rousset, dut se montrer énergique et même dur, ce qui lui valut un surnom significatif.

démarches en vue d'obtenir son assentiment pour que le lycée de Rochefort portât son nom, il déclara qu'il serait désobligé qu'il qu'il rougirait de honte : « Ce serait un joli exemple pour les « potaches présents et futurs » conclut-il (1).

M. Barthou, dans sa réponse à M. A. Besnard, a glissé, trop discrètement, un essai de réhabilitation de l'élève Viaud. Certes son nom, au dire d'un de ses anciens condisciples, « n'encombrait pas le palmarès (2) ; » mais, sauf en rhétorique, il y était inscrit, et dans des classes d'une douzaines d'élèves c'était déjà un petit succès, car on ne prodiguait pas les récompenses. M. Mauberger a dressé année par année le bilan des lauriers scolaires de Julien Viaud, d'après le palmarès conservé à la bibliothèque municipale : ce fut très honorable en troisième, honorable en seconde ; il n'eut rien en rhétorique et seulement un prix de version latine dans le cours de Navale, qu'il suivit à peine un semestre, ayant commencé sa philosophie d'octobre à février. Or en troisième, il y avait (3) 11 élèves, en seconde 14, en rhétorique 17, et dans la classe de marine qu'il suivit 20. Viaud pouvait être un élève « moyen, inégal, dit M. Mauberger, un peu paresseux, un peu dans « la lune... travaillant par à-coups, premier un jour, dernier le « lendemain... Quel écolier paradoxal ! Quand il fait ses Humanités, il excelle en mathématiques, et, quand il fait ses sciences, il « prime ses condisciples en version latine (4) »

Enfin ce prétendu mauvais élève passe à quinze ans et demi la première partie de son baccalauréat, est admissible à l'Ecole Navale l'année suivante, après six mois seulement de préparation, et, sur les quinze élèves que présente alors le collège de Rochefort, il est dans les plus jeunes (5).

(1) G. Mauberger : *Le Figaro*, 2 avril 1924 ; *Tablettes des deux Charentes*, 9 avril.

(2) Comdt Jacquet : *Tablettes des Deux Charentes*, 12 avril 1924,

(3) Effectifs assez faibles si l'on considère qu'il y avait au collège, en l'année 1865-1866 par exemple, 204 élèves. C'est qu'à partir de la 4^e les jeunes gens se destinant à la Marine suivaient des cours spéciaux, en 3 classes ; celle de Burgeat, dans laquelle Viaud entra en février 1866 comptait 53 élèves, 20 en 1^{re} division (élèves devant se présenter en fin d'année) et 33 en seconde. Dans l'ensemble des classes de marine on comptait alors 88 élèves (*Archives départementales*, T, liasse : Lycée de Rochefort 1864-1882, passim).

(4) G. Mauberger, articles cités.

(5) Quatre des candidats seulement étaient de quelques semaines moins âgés que lui ; cf. liste aux *Archives départementales* T, liasse : Ecole Navale de 1866 à 1869.

On le considérait si peu comme un mauvais élève que la Ville, avons-nous dit, lui avait accordé, la dernière année, la remise des frais d'externat. Il est vrai, pourra-t-on répondre, que M. Viaud était alors receveur municipal et qu'à ce titre il pouvait solliciter et obtenir quelques avantages. Mais il y a plus : quand la famille eut accordé à Julien l'autorisation de préparer le concours d'entrée à l'Ecole Navale, elle demanda une bourse. Un dossier fut constitué qu'il eut été intéressant de retrouver pour avoir les avis de ses professeurs et du principal ; mais il nous reste une note qui a bien sa valeur : c'est la minute de la lettre du préfet au ministre des colonies pour accompagner l'envoi des dossiers des candidats aux bourses. Le préfet donne une appréciation sur chacun d'eux, et il a écrit en marge du nom de Viaud : « Ce jeune homme mérite de l'intérêt » et il attire particulièrement l'attention du ministre sur son cas (juin 1866) (1).

Au collège, et plus tard, Loti a tourné en ridicule quelques uns de ses professeurs ; ce faisant, il a été « mauvais élève » au sens le plus détestable du mot et il a commis une injustice. La plupart des maîtres de son temps, Rochefortais d'origine ou d'adoption, ont fait tous leurs efforts pour acquérir et conserver une réputation honorable dans la ville. Sans doute, deux seulement ont laissé quelques souvenirs en dehors de leurs fonctions : M. Cons, qui donna à Viaud un 3^e accessit d'histoire en 1863, est devenu Recteur de l'Académie de Poitiers, et M. Roussel, le principal, obtint dans la retraite quelques distinctions dans la politique. Les autres, restés modestement à leur place, ont joui d'une grande estime. Ces temps ne sont pas si éloignés de nous : d'anciens condisciples de Julien Viaud n'hésitent pas à rendre hommage à la compétence et au dévouement de leurs professeurs et à reporter sur eux leur réussite dans les différentes carrières qu'ils ont suivies ; tout au plus leur reprocheraient-ils une discipline trop exigeante et quelque peu tracassière parfois, s'ils n'avaient le souvenir de bonnes revanches qu'ils prenaient à l'occasion, au risque d'encourir le sequestre et deux cents vers à copier ! A ces témoins de toute bonne foi, une critique sévère peut opposer l'ancienneté de leurs souvenirs, plus que sexagénaires, et leur souci de la bienséance, qui interdit de parler mal de ceux qui ont contribué à notre instruc-

(1) Lettre du Préfet au ministre des colonies 12 juin 1866 : *Arch. D/p*. T. Liasse : Ecole navale 1866-1869.

tion. Mais nous avons d'autres témoignages, comme les notes confidentielles que nous avons trouvées aux Archives départementales (1), et les succès constants au baccalauréat et à l'Ecole navale.

Viaud eut donc au collège de bons, d'excellents professeurs, appliquant un peu trop à la lettre peut-être les méthodes pédagogiques de l'Université d'alors. Est-ce à dire qu'ils n'en voyaient pas les défauts ? L'un d'eux, Maria, professeur de philosophie, a donné son opinion, et ses critiques, exposées avec mesure, sont marquées au coin du bon sens le plus avisé. Julien Viaud, s'il les a connues, n'a pas manqué d'y souscrire :

« On ne fait plus guère ses Humanités au collège — écrivait « Maria — on y prépare ses examens : on n'y éprouve guère les émotions pures et désintéressées du beau qui élargit et élève le cœur ; « on y est préoccupé de l'utile qui le rétrécit (2). »

Car plus peut-être que les hommes (3), ce sont leurs méthodes que l'enfant a détestées ; l'enseignement formaliste que l'on donnait alors heurtait d'une façon trop violente ses sentiments intimes. Il a dit beaucoup de mal de ses professeurs de Belles-Lettres et de ceux-ci seulement. Brunet, Festy et Juin (4), ses professeurs de 3^e,

(1) *Arch. Dép. T.* Liasse : Collège de Rochefort 1815 ; 1859 à 1864. (La série T n'étant pas classée, on trouve dans cette liasse quantité de papiers étrangers à ce collège ; à compiler pour les collèges de Saintes et de La Rochelle en particulier).

(2) *Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de Rochefort* (1854-1855) rapport de M. Maria sur l'opportunité d'un enseignement agricole dans les collèges.

(3) Il est curieux de constater que si Loli a été injuste envers ses maîtres quant à leurs capacités et à leur dévouement, il a assez bien jugé leur caractère. Du professeur de 3^e, Brunet, le Principal Toutain a noté en 1862 (l'année même où Viaud entra dans sa classe) les « manières un peu apprêtées » et l'élocution assez claire, mais « un peu maniérée comme sa personne. » De Festy, professeur de 2^e, Toutain écrit (1860) : « Un peu de prolixité qui tient à son tempérament ; son élocution (1862) « serait bonne si elle n'était point emphatique. » Le professeur de rhétorique, Juin, est noté par Toutain comme un homme de « jugement ordinaire », un peu superficiel ; son cours manque de vie ; son élocution est « sans élégance, parfois traînante et embarrassée » ; il tient difficilement ses élèves ; d'autre part Roussel le note en 1864, l'année où Viaud est dans sa classe comme un professeur excellent, « bien posé en ville » (il n'en avait pas toujours été ainsi) et il demande pour lui les palmes académiques (37 ans de service). *Arch. dép. T.* Liasse : Collège de Rochefort 1815-1859-1864. Cf. le *Roman d'un Enfant et Prime Jeunesse*, passim

(4) Brunet, Pierre, né à Saintes le 5 novembre 1808. Bachelier ès-Lettres en 1832 ; régent de 4^e, puis de 3^e à Rochefort de juin 1837 à 1869.

Festy, Aristide, né à Niort le 23 octobre 1810, bachelier ès-Lettres le 19 février 1830. Nommé régent de 3^e à Rochefort le 25 septembre 1839 ; passé en se-

seconde et rhétorique n'ont rien obtenu de lui, que des élucubrations informes, quand ce n'était pas la copie blanche, ou de vilaines plaisanteries, parfois d'un goût douteux, chose étonnante de la part d'un enfant bien élevé et, par surcroît, timide à l'excès : il fallait que sa répugnance fût bien grande pour qu'il adoptât une attitude de polisson, insensible aux reproches, à l'émulation et aux pensums ! Ils n'ont point su séduire cet esprit d'enfant déjà ennemi de toute convention littéraire et des développements de lieux communs qui étaient le propre et l'enseignement de la rhétorique ; et, victimes à la fois de leur propre formation intellectuelle, des programmes officiels et des sarcasmes de leur impitoyable élève, le « Grand Singe Noir » (Brunet) et le Caïman-Vert (Juin), passent devant la postérité pour des pédagogues nuls, guindés et brutaux, vrais « croque-mitaines », alors qu'ils furent en réalité de modestes — très modestes — et très honnêtes serviteurs de l'Université, qui leur reconnaissait des mérites suffisants pour enseigner, et de la ville de Rochefort, qui leur donnait un salaire de famine. On nous pardonnera cette digression un peu longue, qui nous a éloignés du discours de M. Besnard, sans toutefois nous faire perdre de vue notre sujet.

Continuant sa biographie de Loti, M. Besnard insinue que pour assurer au jeune Viaud une bonne préparation à l'Ecole Navale on fut obligé de l'envoyer à Paris. Qu'est-ce à dire ? Puisqu'il s'agit d'un complément d'instruction, M. Besnard laisse croire que la famille Viaud ne trouvait pas sur place les éléments d'une préparation suffisante au concours. Or nous venons de voir que le collège de Rochefort possédait des « classes de marine » et cela depuis 1831 (1). En 1866 le professeur de la première de ces classes — il y en avait trois — était M. Burgeat, licencié ès-Sciences de l'Académie de Paris (2).

conde en 1857 ; en retraite en 1871 ; causeur plein de verve, bon musicien, il était assez répandu dans la haute société rochefortaise.

Juin (de Baissé), Joseph, né à La Rochelle le 15 sept. 1803. Bachelier le 11 mars 1826. Nommé à Rochefort le 13 déc. 1837. Licencié ès-Lettres le 11 mai 1841 ; retraité en 1867 ; décédé à Rochefort le 9 mai 1891.

(1) Lagniel, *Monographie du collège et du Lycée de Rochefort (1803-1908)* Rochefort 1909, brochure 28 p. R. Mémain : *Le collège de Rochefort de 1833 à 1850* Revue internationale de l'Enseignement 15 nov.-15 déc. 1925).

(2) Charles César Burgeat, né à Bouchain (Nord) le 17 novembre 1810, décédé à Rochefort le 21 mars 1870, Bachelier ès-Lettres en 1831, ès-Sciences en 1835 ; licencié ès-Sciences mathématiques le 24 août 1835. Officier de l'Université en

Burgeat était un de ces maîtres éminents, dont la renommée assure la prospérité d'un établissement, surtout quand celui-ci est spécialisé dans la préparation de tel concours particulier. Chargé en février 1838 de l'enseignement des mathématiques et de la physique au cours de marine annexé au collège de Rochefort, cours qui, après sept ans d'existence, commençait à périliter avec un professeur d'humeur inégale et d'ailleurs fatigué, Sagot-Duvaux, Burgeat avait acquis rapidement l'estime de tous les amis du collège : dès la première année, un de ses élèves était admis à l'école Navale avec le numéro 7, démissionnait, faisait une année supplémentaire avec le nouveau professeur et entrait à Polytechnique dans les premiers. Pendant trente et un ans, de 1838 à 1869, Burgeat ne marchandait à ses élèves ni son temps, ni sa science, et ses disciples, qui lui trouvaient parfois la main prompte et le pied lesté, ont gardé de lui le souvenir d'un homme très cultivé, aimant passionnément son métier, aimant ses élèves aussi, en dépit de ses manières rudes et de son abord glacial d'homme du Nord. Nul ne savait exposer mieux que lui une question aride, mettre en relief le point important d'une leçon, donner en peu de mots l'explication claire qui reste gravée dans l'esprit des auditeurs ; avec cela, travailleur acharné, vivant et constant exemple de dévouement dont quelques-uns de ses élèves, que nous avons rencontrés à plus de soixante ans de distance, ont gardé pieusement la mémoire (1). Un de ses chefs le notait ainsi en 1860 : « Esprit vif et sérieux, intelligent et actif. « Caractère un peu brusque, mais bon et docile s'il n'est pas pris « à rebours. Loyal et zélé jusqu'au dévouement ; conduite « très bonne ; enseignement bien donné ; résultats très satisfaisants. »

« Le même notait encore en 1862 « possède à un très haut point « le secret de transmettre ses connaissances. » N'est-ce pas là le plus bel éloge qui puisse être fait d'un professeur ? Le principal Rousset, qui pourtant avait eu jadis des difficultés avec lui, écrivait de Burgeat en 1864 qu'il avait « contribué puissamment à la prospérité « du collège de Rochefort. »

1851. Chevalier de la légion d'Honneur en 1866. En congé d'un an pour raison de santé en octobre 1869. Article nécrologique dans les *Tablettes des Deux Charentes* du 24 mars 1870 et discours de M. Maria, son collègue.

(1) Sur Burgeat, témoignages oraux d'anciens élèves, *Archives de la ville de Rochefort* (jusqu'en 1850) série R¹ cartons 5, 6 et 7. *Archives départementales*, série T, Liasse Collège de Rochefort 1859-1864. Renseignements sur l'organisation du cours préparatoire à l'École navale dans les archives de la ville (carton cités) et dans la Liasse : École navale 1866-1869 (Arch. dep. T).

Dans le public, et bien qu'il vécût très retiré dans sa famille, avec quelques intimes, Burgeat jouissait d'une considération telle qu'on avait réclamé pour lui, en 1859, une distinction honorifique (1) La Croix de la Légion d'honneur lui fut attribuée en 1866, l'année même où Julien Viaud, son élève depuis six mois, réussissait à être admissible à l'École Navale. L'année suivante, celle où l'élève Viaud, du lycée Henri IV, était définitivement admis, on publiait la statistique ci-après : sur 420 candidats, le collège de Rochefort en a fourni 15, soit 1 sur 28. 70 candidats ont été reçus, dont 7 de Rochefort, soit 1 sur 10. Et le journal local qui cite ces chiffres ajoute : « L'élève J. Viaud, qui figure sur la liste des « élèves admis à l'École Navale de Brest, avec le numéro 40, est « un enfant de Rochefort. Il y a quelques mois il suivait les « cours de notre collège. Cet établissement pourrait donc, à certains titres, revendiquer une part dans le succès de notre jeune « concitoyen (2)... »

Le Lycée actuel la revendique en effet puisque, avec une légère entorse à la vérité, il compte Julien Viaud avec ses élèves reçus à l'École Navale en 1867.

Pour revenir au professeur Burgeat, il faisait recevoir à l'École navale son cent vingt-cinquième élève l'année où on lui remettait la Croix de la Légion d'Honneur ; en 1869, quand il se retirait, terrassé par le surmenage, il en avait fait recevoir 143, dont quelques-uns sont, depuis, arrivés aux plus hauts grades.

Loti ne nous a rien dit de Burgeat. L'a-t-il aimé ? C'est douteux. La rude écorce de ce professeur ne pouvait plaire à la sensibilité presque féminine du jeune homme. Ce qui est certain, c'est qu'il ne l'a pas détesté comme il a détesté le Grand Singe ou le Caïman Vert ; la forte personnalité de Burgeat lui en imposait, et il fut peut-être heureux de ne pas l'affronter une année de plus. Quoi qu'il en soit, le véritable motif du départ de Julien Viaud à Paris en octobre 1866 fut la gêne qui s'était abattue sur sa famille et non l'absence de moyens d'instruction dans sa ville natale. Il eût été trop long d'exposer dans cet article l'organisation du « cours spécial de Marine » ; ce que nous avons dit du professeur Burgeat est suffisant pour en attester la valeur. C'est ce cours qui a assuré au

(1) *Tablettes des deux Charentes*, 3 août 1859 ; lettre du Principal Toutain au journal *l'Indicateur de Rochefort* ; Burgeat n'y est pas expressément désigné, mais il ne saurait y avoir un doute.

(2) *Tablettes des deux Charentes* 25 septembre 1867.

collège de Rochefort une réputation lointaine, bien au-delà des limites de la circonscription académique ; cette réputation lui a valu sa transformation en lycée en 1881. A ce moment, moins de quinze ans après que son professeur de rhétorique lui avait prédit qu'il ne ferait jamais rien en littérature, le lieutenant de vaisseau Julien Viaud était devenu Pierre Loti.

Julien Viaud n'a point eu à rougir de « l'oncle » Renaudin, qui fut à tout le moins un brave s'il n'a pas été un héros, et le lycée de Rochefort peut être fier de porter le nom de Pierre Loti : l'élève externe Viaud n'y fut pas aussi « mauvais » ni même aussi médiocre qu'il a voulu nous le dire. Certes, il paraît exact qu'il n'a point appris à son collège cet art des descriptions et cette magie du style qui n'appartiennent qu'à lui ; mais il a certainement acquis sur ses « vieux bancs de bois, luisants, usés, tailladés à coups de canifs, où l'on sentait que tant d'écopiers avaient souffert (1) », la situation qui lui a permis de donner toute la mesure de son génie et peut-être aussi, ces quatre années de souffrance l'ont-elles assez aguerri — lui qui avait été élevé d'une manière si douillette à la maison — pour lui permettre de supporter vaillamment la mauvaise fortune qui lui vint bien avant la gloire.

RENÉ MEMAIN.

LE CARDINAL DE RICHELIEU A SAUJON

Dans les *Mémoires du Cardinal de Richelieu*, (2) on lit à la fin de novembre 1632 : « le cardinal était encore bien malade, non sans danger de mourir, lorsqu'il partit de Bordeaux pour aller en Brouage et s'approcher du Roi. » Il souffrait, en effet souvent de violents maux de tête, il avait une maladie de vessie, et des hémorroïdes. Il mourut d'ailleurs couvert d'abcès.

A Bordeaux, en venant de Toulouse, où il avait « assoupi les troubles de Languedoc » et assisté à l'exécution de Montmorency, une rétention d'urine, occasionnée par un abcès « vers l'extrémité inférieure des muscles fessiers », lui imposa de terribles douleurs pendant trois jours, au point que son entourage conçut de grandes craintes. Les médecins habituels se déclarant impuissants, un vieux médecin de Bordeaux, Mingelousaulz, le débarrassa

(1) *Le Roman d'un Enfant*.

(2) Edition Michaud, tome II, p. 428.

de sa rétention, à l'aide de bougies de son invention, ce qui donna à « son Eminence une joie inconcevable à voir (1). » Le 12 novembre 1632, Chateauneuf écrivait au roi que le Cardinal « serait contraint de séjourner ici deux ou trois jours. » Le malade très affaibli devait être difficilement transportable, il se remit tant bien que mal, car il était très résistant et énergique.

Du passage des Mémoires cité plus haut, on pouvait inférer qu'il passerait à Saujon et qu'il s'y arrêterait. Saujon était sur la route qu'il fallait suivre. La confirmation de cette présomption me fut fournie par un acte d'un notaire de Saujon qui n'a d'autre véritable mérite que de contenir une phrase incidente constatant la présence du Cardinal à Saujon le 2 décembre. Quelques précisions étaient nécessaires.

Leur correspondance est le meilleur moyen de connaître l'itinéraire des rois, premiers ministres, grands seigneurs, officiers en voyage, toujours accompagnés d'un nombreux personnel et d'un ou plusieurs secrétaires. C'est même un sujet d'étonnement et une énigme pour nous, de savoir comment et où cette longue file de cavaliers, de carrosses, de charriots s'allongeant sur des routes mal ou pas du tout entretenues, défoncées, trouvaient dans de petits bourgs gîte et table, et dans quelles conditions ! Un malade — ici le cardinal — qui avait peine à se tenir assis, cahoté, en hiver, en route depuis déjà plusieurs mois, était soumis forcément à de grandes fatigues, qu'il ne pouvait pas réparer en des haltes confortables.

La première trace que nous ayons est du 23 novembre.

Afin de ménager ses forces, d'épargner la dureté d'un transport en carrosse, et raccourcir le plus possible la route vers Brouage, il s'embarqua, sans doute, à Bordeaux, et descendit du bateau (2), non pas à Blaye, comme le faisaient tous les voyageurs, mais à Port-Maubert. Citoys, médecin habituel de Richelieu, écrit, le 23 novembre 1633, de Saint-Fort-sur-Gironde (3) : « Nous allons donner du repos à notre malade à Saujon et volontiers à Brouage qui n'en est qu'à trois ou quatre lieues (4). »

(1) Dr Cabanès : *Le cabinet secret de l'histoire*, 4^e série. *La maladie de Richelieu* où il cite *Chronique médicale* 1893 et 1^{er} fév. 1903. Paul Servant : *Les derniers jours de Richelieu*.

(2) On sait que plus tard il sera obligé de se faire transporter ainsi sur le Rhône, ramenant prisonnier Saint-Mars et de Thou.

(3) Si le cardinal avait débarqué à Blaye il n'aurait pas passé à Saint-Fort

(4) Cabanès *loco citato* p. 37, d'après le *Républicain de Poitiers* n° 30 (date non citée).

M. Louis Battifol, administrateur de la Bibliothèque de l' Arsenal, voulut bien m'apprendre que Charpentier, secrétaire du Cardinal, disait le 26 novembre, dans une lettre écrite de Cozès, au surintendant des finances Bouthillier : « les grandes douleurs de M. le Cardinal sont, grâces à Dieu, passées, mais sa guérison entière ne peut venir qu'avec le temps. Il va demain à Saugeon où il fait estat de séjourner jusqu'à ce qu'il l'ait recouvrée (1). »

Il a donc mis deux jours pour atteindre Cozès (où a-t-il pu loger (2) ? au Lion d'Or probablement) c'est-à-dire faire une trentaine de kilomètres, de la côte à ce bourg.

Vice-roi de France, s'occupant de toutes les affaires du royaume, il entretenait une correspondance journalière qui ne devait pas être le moindre de ses soucis. L'aide ne lui manquait pas, il est vrai. Parmi les hommes qui lui prêtaient leur concours actif, à Saujon, on ne sera sans doute pas peu surpris de rencontrer Joseph Leclerc du Tremblay, dit le Père Joseph « le bras droit » du Cardinal, le confident intime de ses pensées, de ses projets et mêlé à leur exécution. Son Eminence grise signe des lettres datées des 28, 30 novembre et 6 décembre, adressées à Claude Bouthillier, autre familier du Cardinal (3)

Un personnage beaucoup moins illustre suivait le ministre, grand maître et surintendant de la navigation et du commerce, Isaac Martin de Mauvoy (4), remplissant, auprès de lui, les fonctions de Secrétaire général de la marine. C'est précisément parce qu'il tenait cette charge, et à cause d'elle, que fut rédigé l'acte au bas duquel la présence du Cardinal à Saujon est mentionnée. Il suffira d'analyser ce document, long et d'un intérêt très restreint en lui-même. Voici à quelle occasion il fut écrit.

Un jour — non précisé — on saisit, peut-être à Bayonne, sur un capitaine portugais nommé Brito Mendès (*sic*, le notaire Amyand excelle à déformer les noms-propres, voire de localités qu'il connaît bien) une certaine quantité de petits diamants qu'il aurait volés en mer. Ces pierres précieuses furent confiées à Domingo

(1) Numéro CCXVIII des *lettres et instruments diplomatiques du Cardinal de Richelieu*, publiées par M. Avenel t VI, p. 410.

(2) Cozès ne possédait pas de château. Quand les Belcier, barons de Cozès, habitaient leur Seigneurie, ils avaient leur *château* à La Ferrière, à 1500 mètres du bourg. Il ne reste pas une pierre de cette maison seigneuriale.

(3) Ministère des Affaires étrangères, *Mem. et Documents de France* n° 252, fol. 281, 285, 291, 92, 93.

(4) Jal : *Dictionnaire critique* le connaît de 1626 à 1640

d'Echagaray, « bourgeois et naguère lieutenant en la mairye de la ville de Bayonne », en attendant que l'affaire fut examinée et qu'une attribution définitive fut ordonnée par « le conseil de Sa Majesté » (Conseil Etat sans doute). Un arrêt rendu le 5 novembre 1632, ordonna la remise du lot confisqué entre les mains du Secrétaire général de la Marine, « *en quelque lieu qu'il fust* auprès de mondit Seigneur (le cardinal), afin de les conserver jusques à ce que autrement par le dict Conseil en eust esté ordonné. » Afin de se conformer à cet ordre impératif « Jehan de Laborde, maître de poste et relay de la ville de Bayonne, assisté de maître Jehan Duplessis, procureur du Roy en la Marine au siège dudict Bayonne », reçurent des mains de d'Echagaray les diamants, le 17 novembre, après vérification et remise d'un procès verbal dressé par Jean de La Lande, juge royal civil et criminel de l'Amirauté pour le roi. Ils se mirent en route, coururent à la recherche dudict secrétaire général, le manquèrent à Bordeaux où ils se renseignèrent sur l'itinéraire du cardinal. Bref, ils parvinrent à Saujon le 29 probablement, s'abouchèrent avec Mauvoy, convinrent de la procédure à suivre, envoyèrent à Marennes quérir un orfèvre qui arriva le 2 décembre, lequel, en présence des officiers Bayonnais, du secrétaire général procéda au compte et à la pesée des diamants confisqués, Amyand, notaire requis, écrivant sous sa dictée, rédigea un procès verbal en bonne et due forme (1), d'où il résulte que « sept bizails, cachetés du scel des armes du sieur de La Lande » furent ouverts. Isaac Faneuil, le maître orfèvre, en retira 5391 petits morceaux pesant ensemble 2 onces 32 deniers et 83 grains (plus de 60 grammes). Le plus gros « un grand diamant » pesait 3 deniers 4 grains. Martin de Mauvoy (— il signe Martin tout court et le notaire ne l'appelle pas Mauvoy) donne décharge.

Et ce fuct « faict et passé au château de Saujon, on dict Xaintonge, où est à présent mondit Seigneur le Cardinal, le second du mois de décembre 1632, en présence de M^e Antoine Béraud, secrétaire de la Chambre du roy et commis du sieur Martin et Pierre Beauvoir, officier de la Grande Ecurie de sa Majesté (qui signe Beaubois).

On voit que les fonctionnaires ne manquaient par autour du Cardinal.

Hôte de la famille de Campet, Richelieu put enfin trouver neuf jours de repos dans le vieux château.

Il quitta Saujon le 6 décembre. Le 7, de Brouage il dicte une lettre à Charpentier pour le roi (1).

De ce voyage datent, je suppose, les premières ouvertures qui lui furent faites concernant l'achat de la baronnie. Sâmul Eusèbe de Campet était fort endetté et Marthe de Viaux, sa femme, qui avait obtenu la séparation de biens, prit la terre en son nom et dut payer des créanciers même parmi sa famille.

La rencontre d'un acquéreur fort argenté, fit paraître l'occasion souhaitée de sortir d'embaras qu'il ne fallait par laisser échapper. Richelieu hésita-t-il ? Bref l'affaire ne fut conclue que le 26 avril 1638 au prix de 150000 livres (2). Entre temps, peut-être avait-il imaginé la canal de jonction de la Seudre à la Gironde.

La châtelainie était belle, d'un gros revenu, mais le château n'était ni en rapport avec l'importance du nouveau seigneur, ni avec ses goûts fastueux. Il chargea l'architecte qu'il employait à ses constructions de Brouage, Pierre Lemaître, de lui bâtir un château digne de lui. Lemaître confia la surveillance des travaux à André Boyer ou Bouyer, architecte lui aussi. Nous avons un plan de Masse et une déclaration des vendeurs de Saujon en 1758, qui font voir que le cardinal avait été vite obéi et bien servi.

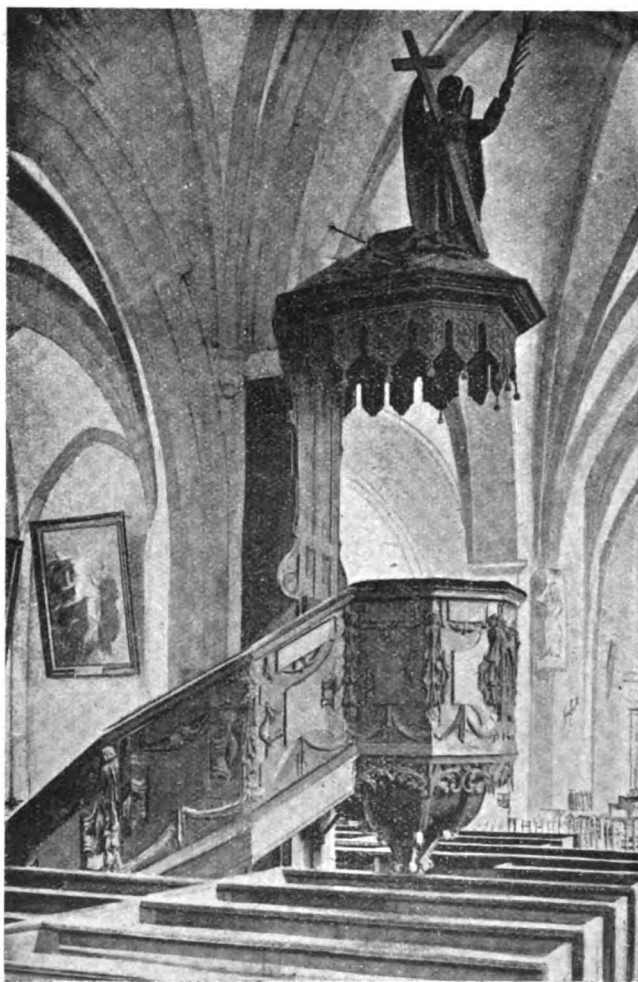
« Le château composé de trois grands corps de logis, de quatre gros pavillons aux quatre coins, une cour, au milieu, formée d'un grand mur, au milieu duquel est un très beau portail et un pont de pierre pour entrer dans ladite cour, ledit château couvert d'ardoises ayant un jardin par derrière, une terrasse entre deux, une allée d'arbres à côté du jardin, et étant entouré de fossés, tenant par devant au chemin qui conduit du dit lieu dans la grande rue dudit bourg de Saujon qui va à Marennes et à Royan, et par derrière à une chaussée et chemin qui conduit au près de Riberou (3)... » Le cardinal a-t-il jamais été voir son nouveau château ? On y travaillait encore dix-huit mois après sa mort. Le 8 février 1644, François Bonnet, couvreur et plombier à La Rochelle, donne quittance de 1128 livres, « pour (4) avoir couvert d'ardoises le pavillon

(1) Minute en l'étude de M. Couraud à Saujon.

(2) Archives de Chantilly. Communication de M. Batiffol. Cf. *Lettres et instructions...* loco citato, n° CCIX.

(3) L'acte fut passé à Paris devant Guerreau et Parque notaires. Cf. *Archives Saintonge et Aunis*, tome III, p. 399. Pour exécuter le canal de jonction de la Seudre à la Gironde, il fallait acheter Saujon comme il acheta Cozes dans ce but.

(4) Minutes d'Amyand à Saujon.



CHAIRE A PRÉCHER
DE QUARRÉ-LES-TOMBES
jadis à Saint-Jean d'Angély

où estoit la fuye dudict chateau (695 liv.) et pour tout le plomb qu'il a appozé sur ledit pavillon (438 liv.). » Le 30 juin, Boyer signe un contrat (1) pour des bois à livrer au château, mais le 19 septembre, il part pour Paris (2).

En 1758, ce beau château, qui avait passé entre les mains des nièces et neveu du Cardinal, tombait en ruines. Le nouvel acquereur, le maréchal Jean-Charles de Senectère, déclare qu'il « se réserve de le démolir, après avoir toutes fois fait constater juridiquement l'état d'inhabitation où est ledit et la somme nécessaire qu'il en coûterait pour le faire réparer. »

Il n'en existe rien.

CH. DANGIBEAUD.

L'ANCIENNE CHAIRE A PRÊCHER

DE SAINT-JEAN D'ANGÉLY

La jeune Société d'Archéologie de Saint Jean d'Angély publie le troisième numéro de son *Bulletin* qui se signale par une abondance de planches qui dénote une trésorerie que l'Etat envierait. Six clichés photographiques 9 ou 10 × 15 ou 12 !... Les quinquagénaires les admirent en soupirant : jadis nous en faisions autant ! mais maintenant !...

La plus curieuse et la plus sensationnelle de ces planches est assurément celle de la chaire à prêcher de Quarré-Les-Tombes (arrond. d'Avallon) qui provient de l'église de Saint-Jean-d'Angély. M. A Chainé ayant eu par hasard, — qui fait souvent de bonnes choses — sous les yeux une carte postale de cette chaire avec mention : « Chaire provenant de l'église abbatiale de Saint-Jean-d'Angély, une des plus intéressantes de France et dans laquelle Fénelon aurait prêché, » procéda à une enquête. Il écrivit au curé de la petite ville de Quarré-Les-Tombes qui lui envoya la note suivante extraite d'une monographie de son prédécesseur l'abbé Henry :

« La cuve en bois de noyer remonte au siècle de Louis XIV, elle provient de l'église de Saint-Jean d'Angély. Le sculpteur Guillau-

(1) *Archives Saintonge et Aunis*, tome XXVIII, p. 260.

(2) Il est revenu à Saintes, car le 19 novembre 1654 il est témoin au mariage de la fille de Louis Lemastre, architecte. On le trouve ensuite fermier de Saujon.

met l'échangea pour une autre de style gothique. Les paroissiens la virent enlever avec peine parce qu'on tenait de tradition certaine que Fénelon y avait prêché.

Aux six angles de cette cuve sont de belles têtes d'anges aux cheveux bouclés, surmontant des volutes qui se terminent par un fruit incrusté dans la feuille. Les panneaux se composent de carrés longs ornés sur les côtés de volutes d'un autre genre. Le carré du milieu forme un médaillon représentant Jésus au milieu des Docteurs, au moment où Joseph et Marie entrent dans le Temple.

Au-bas, est un cordon de feuillages découpés et sculptés d'une grande perfection, le cul de lampe a ses huit côtés richement travaillés, il descend d'un mètre et se termine par une pomme de pin « entourée de roses. »

Le sculpteur Guillaumet ayant exécuté de nombreux travaux dans l'église de Quarré-les-Tombes en 1851-1852, l'échange s'est fait quelque temps auparavant.

C'est ce que M. Chainé a pu vérifier en interrogeant de vieilles paroissiennes. Mme de La Jallet a précisé que s'étant mariée au mois d'avril 1850, la nouvelle chaire était placée. Détails curieux ! Mme Cartier, craignant que cette vieille chaire vermoulue (?) ne lui tombât sur la tête, changea de place, parce qu'elle se trouvait directement dessous. L'escalier serait l'œuvre de Guillaumet. M. Chainé n'a pu découvrir aucune trace de cet échange dans les archives de la Fabrique, de la Commune ou du diocèse.

Cette chaire que l'on pourrait vieillir de quelques années en la reportant à l'époque de Louis XIII est assurément un meuble extrêmement remarquable. Combien l'église de Saint Jean se ferait gloire de le posséder, tout vermoulu (?) qu'il n'est peut-être pas autant que le croyaient les paroissiens... et le clergé de 1850 !

Il serait aussi vain de nier complètement la possibilité que Fénelon soit monté dans cette chaire que de l'affirmer. Il est probable qu'il est passé à Saint-Jean. Parti de Paris le 5 décembre 1685, il arrive à Saintes le 15. Il a dû suivre la route habituelle. A-t-il fait d'une traite l'étape Niort-Saintes ? ou s'est-il arrêté à Saint-Jean ? Il devait être pressé de remplir la mission dont il était chargé et de se mettre en rapport avec l'évêque de Saintes. Il est donc probable que s'il a passé la nuit du 14 à Saint-Jean, il a dû repartir à la première heure, après messe dite, et qu'il n'a pas pris le temps de monter en chaire.

Comme, plus tard, il est allé de Marennnes à Rochefort et à La

Rochelle, on n'aperçoit pas qu'il ait pu prêcher en s'en retournant à Paris. Mais, en somme, il n'y a pas impossibilité. Sur quoi dit-on s'est-il formé ? Est-ce une imagination ? Ne serait-ce pas simplement de la prédication d'un des prêtres qui l'accompagnaient venu à Saint-Jean pour convertir les protestants ? Les frais d'une mission à Saint-Jean sont compris dans les prévisions de dépenses, à raison de 2400 livres pour six mois. « Pour les huit missionnaires de Paris ils serviront du costé de Marennes et des Isles ou costé de Saint-Jean-d'Angély. » (*Archives Saintonge*, tome XIII, p. 211).

Ch. D.

SEMUSSAC

GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE DE DIDONNE (*fin*)

(*Branche Cadette*)

Hélie de Didonne est qualifié *frère de Gifard* dans une charte mentionnée cy-dessus (1) en parlant de Gautiers surnommé Gifard. Il fut apparemment père de Guibert de Didonne qui suit.

Guibert de Didonne fut l'an 1151 présent à l'accord que Guillaume seigneur de Didonne dit de Montandre fit avec l'abbaye de Vaux ; il donna à cette abbaye tout ce qui lui appartenait dans la *Vigerie* (en latin VICARIA) de ce même lieu de Vaux en présence du même Guillaume seigneur de Didonne dit de Montandre et de plusieurs autres témoins. La femme de ce Guibert de Didonne se trouve nommée *Marie de Mornac*.

Guillaume surnommé Pierre (en latin *Willelmo Petro*) est qualifié en deux chartes frère dudit Guibert de Didonne.

Pierre de Didonne seigneur de Taisac et de Rioux est ainsi nommé et qualifié dans une charte de l'an 1213 auquel tems il devoit être fort vieux car en 1177 il avoit une fille déjà mariée, comme on le voit par un acte latin de cette année par lequel Gifard seigneur de Didonne dit de Taunay reconnoît que l'Eglise de Saint-Pierre de Royan et le cimetière ne sont point de son fief, ni du fief des seigneurs de Didonne, mais qu'ils sont de l'Alleu (en latin ALLAUDIS) de Pierre de Didonne et de son gendre. D'où il résulte que ce Pierre de Didonne avoit dès lors un gendre et qu'il étoit Seigneur

(1) Voir la généalogie de la branche aînée où Hélie de Didonne a déjà été mentionné.

de la partie de *Royan*, dans laquelle l'*Église de Saint-Pierre* étoit bâtie, laquelle partie de *Royan* estoit nommée *son alleu*, parce qu'elle avoit esté donnée à ses auteurs en pleine franchise pour leur partage de la terre de *Royan* qui étoit déjà dans cette maison de *Didonne* avant ce partage. Ce *Pierre de Didonne* confirma par une charte latine de l'an 1213 la donation que *Guibert de Didonne* son père avoit faite de tout ce qu'il avoit dans la *Vigerie* (en latin *VICARIA*) de *Vaux* en faveur de l'abbaye de *Vaux* et dans cette charte ce *Pierre* nomme et qualifie ce *Guibert de Didonne* **MON PÈRE**, et il ajoute j'ay fait cette cession ou confirmation en présence de *Guibert, chevalier, MON FILS* et avec son consentement et *Pierre de Didonne mon autre fils y a pareillement consenti*. Ainsi cette charte prouve trois degrez dans cette généalogie. La femme de *Pierre de Didonne* le père se trouve nommée *Doucette de Fontaines* et elle étoit apparemment de la maison des seigneurs de *Fontaines de Burlé* qui étoient voisins des terres de la maison de *Didonne* et et leur seigneurie de *Fontaines de Burlé* avoit beaucoup d'étendue et beaucoup de belles et grosses mouvances.

Guibert de Didonne chevalier en 1213 estoit sans doute dez lors d'un âge avancé, puisque sa sœur étoit déjà mariée en 1177, il fut seigneur et Chesmier de *Rioux* et de *Thézac* mais on n'a point trouvé le nom de sa femme.

Pierre de Didonne qui devoit estre aussi d'un âge avancé en 1213 fut seigneur en partie de *Rioux* et de *Royan*, on n'a point trouvé le nom de sa femme.

N... de *Didonne* de la quelle on n'a point trouvé le nom, ni celui de son mari, estoit déjà mariée en 1177.

Gombaud de Didonne dit de *Rioux* (fils de *Guibert*) seigneur de *Rioux* et de *Taizac* qu'on écrit à présent *Thésac*, ou *Tésac* se trouve qualifié *petit Pierre* seigneur de *Rioux* dans un titre sans datte mais qui est de l'an 1230, ou environ, comme on le voit parce qu'il contient.

Aimond de Didonne chevalier en 1221 a pu estre fils de *Pierre de Didonne*, cy dessus placé, car ce *Pierre* estoit d'un âge avancé en 1213, puisque sa sœur étoit déjà mariée en 1177.

Il semble qu'entre *Gombaud* placé cy-dessus et *Guibert III* placé cy-dessous (après *Guillaume* qui suit) il y a eu un degré de génération qui ne nous est pas connu. Lui ou son père épousèrent *M. de Mortagne* dite *Jourdain*, héritière de *Cravans*.

Guillaume de Didonne (probablement fils d'*Aimond*) alias de

Rioux chevalier ainsi nommé et qualifié en plusieurs titres fut seigneur en partie de *Rioux et de Royan* et seigneur de *Mauléon* ou de *Monlieu*, etc.

Guibert de Didonne seigneur de *Rioux*, de *Thézac*, de *Cravans*, etc, en 1290, 1308, et 1310 épousa : 1^o une dame qui semble avoir esté sœur de *Guillaume de Pons escuyer* avec lequel il possédait par indivis des terres qui passèrent en entier à sa postérité. 2^o il se remaria avec *Philippe d'Ambleville* veuve de N... Jourdain issu de la maison de *Mortagne*.

Jaquette de Didonne dame de *Mauléon* ou de *Monlieu* et en partie de *Rioux* et de *Royan*, épousa *Bigaud de Beaumont* seigneur d'*Ozignac* et en partie de *Mortagne*, etc, qui étoit *chevalier en 1302* et qualifié *seigneur de Rioux en 1312*.

Marthe de Didonne dite de *Rioux* épousa *Arnaud de Navailles*. Elle étoit de son chef dame de *Chérac*, de *Richemont*, par indivis avec *Renaud* seigneur de *Pons* et elle vendit avec lui ces terres au chapitre de *Saintes* l'an 1324.

Du premier mariage de Guibert de Didonne vinrent :

Guibert de Didonne seigneur de *Rioux*, de *Thézac*, de *Cravans*, etc. *Damoiseau* en 1317 étoit chevalier en 1352 on ne trouve point qu'il ait esté marié.

N... de Didonne dont on n'a point trouvé le nom épousa l'an 1317 *Guillaume Jourdain Damoiseau* fils de *Philippe d'Ambleville* sa belle-mère.

Du deuxième mariage de Guibert de Didonne :

Marguerite de Didonne épousa *Geofroy de Beaumont* second du nom seigneur d'*Ozignac* et en partie de *Rioux* de *Royan* et de *Mortagne* etc, auquel elle porta toutes les terres de sa famille.

Geofroy de Beaumont chevalier en 1332 gouverneur en 1338, ou, comme on disait alors, *chevelaigne de Mortagne* pour le Roy, place alors très forte et très importante, étoit *seigneur d'Ozignac* et en partie de *Rioux*, de *Royan*, de *Mortagne en 1329, 1331, 1335*, etc. On n'a point trouvé le nom de sa première femme mère de *Geoffroy* qui suit ; mais il se remaria avec *Philippe d'Ambleville* cy-dessus nommée.

Héliénor de Beaumont épousa *Renaud seigneur de Pons* avec lequel elle vivoit en 1328 ayant plusieurs enfans de lui. Ce *Renaud* de *Pons* conjointement avec *Marthe* de *Didonne* vendit l'an 1324

au chapitre de Saintes ce qu'ils avoient en commun dans Chérac et dans Richemont en Saintonge.

Guillaume de Jourdain mineur en 1321 chevalier en 1340, 1358, etc., fut seigneur de Rioux, de Cravans, etc. Après la mort de Guibert de Didonne son oncle, et mourut sans enfans. Il est fort vraisemblable qu'il estoit issu des anciens seigneurs ou princes de Mortagne, dont les cadets affectoient de prendre ce surnom de Jourdain.

Geoffroy de Beaumont chevalier en 1351. Seigneur d'Ozignac, et tant de son chef que par sa femme (Marguerite de Didonne) seigneur de toute la châellenie de Rioux, de Cravans, de Thézac, et en partie de Royan, de Mortagne, etc.

Guillaume de Beaumont fils de Marguerite de Didonne chevalier seigneur de Rioux, de Cravans, de Thézac, d'Ozignac de Virollet et en partie de Royan, de Mortagne, etc. Et seigneur aussi de beaucoup d'autres fiefs situez dans les paroisses de Villars de Jazennes, de Saint-Quentin de Ranzannes, de Saint-Germain du Seudre, de Tanzac, de Mazerolles, de Saint-Vivien de Pons, de Saint-Simon des Brosses, de Tesson, de Saint-Cristophe, de Gémozac, de Préguillac, de Saint-Fort de Floirac etc. Il succéda à Geofroy de Beaumont second du nom, son père dans toutes les terres que l'on trouve avoir esté possédées par ce père et par leurs ancêtres, et il succéda aussi à toutes les terres des Seigneurs de Rioux du nom de Didonne dont Marguerite de Didonne sa mère étoit demeurée l'unique héritière.

NOTA. — Voici un trait des coutumes nouvellement découvert, qui ne manque pas d'intérêt pour l'histoire de Semussac 1600, 18 juin — La ferme des grandes dixmes de bleds et aultres grains de la paroisse de Semussac est à bailler livrer présentement au plus offrant et dernier encherisseur à pris de bled, froment bon et marchand du creu de l'année, sec, non mouillé, à la mesure de Didonne et à six vingtz pour cent payable à trois ventes qui s'en feront à l'ayre où se bapteront les dictes dixmes dans la Saint Vivien prochainement venant aux pryeurs de Mortaigne pryeur et curé de Sainte Estienne dudict Semussac quatre chanoyes dudict Semussac (1) et ce qu'a acoustumé de prendre le Seigneur de Chasteau Bardon et dixmes chascun pour leur logis suyvant l'antien département ou à leurs fermiers ou recepveurs, le tout à peyne

(1) On a rayé et quatre chanoyes de Meschiers.

de tous despans... etc ; et pour ce faire bailler bonne et suffisante caution... payer ung escu ung tiers pour les fraitz de la livraison de la dicte ferme, scavoir ung escu au curé de Meschiers et quinze sols pour le notaire qui redigera par escript la dicte ferme et cinq sols pour le sergent qui en fera la cryé et y a esté mis par M. Pierre Labbé, notaire royal, à deux cents boyssaux par Pierre Guillemet à deux cents dix boisseaux... (*Suivent douze enchères*). Daniel Rousseaux à onze vingtz seize boisseaux, auquel a esté livré par Messire Abraham Danonneau, prestre, curé de Saint Saturnin de Meschiers suyvant l'antienne coustume, lequel a présenté pour caution Jacques Rousseau son père, et Symon Riogean, archier de Monsieur le vicesénéchal de Xaintonge.

Faict au bourg de Semussac, devant la porte de l'église du dit lieu le dimanche dix huitiesme jour de juin environ quatre heures après midi l'an mil six cents.

A DANONNEAU prestre, curé des Meschiers. LABBÉ, J. BOURRIGAU, ABRAN CHOTARD, J. BONNIOT, DORGIS, TOURTELLOT notaire royal en Xaintonge

Le 21 l'adjudicaire prend huit associés. Un prend un quart, les autres prennent un huitième.

Il y a quittance du tout par les ayant droit le 13 juin 1601

(*Minutes de Tourtellot en l'étude de M^e Couraud, notaire à Saujon*).

Le 17 juin 1601 nouveau procès-verbal des conditions d'adjudition en les mêmes termes, en changeant *trois ventes* en quatre ventes, et maintenant les quatre chanoines de Méchiers, mais le nom du seigneur de Château-Bardon ne figure plus.

Des protestations s'élèvent contre certaines conditions qui rompent avec celles qu'on avait l'habitude de mettre. Le paiement des droits du prieur de Mortagne se faisait à ses fermiers ou receveurs. Frère Tobie de La Garde, prieur de Semussac, a fait rayer cette clause, et il explique « que la cause est que l'abus cy dessus des fermiers et recepveurs soubz ce nom ont prins les fruits decymaux dudit bénéfice et par ce mis en frustre le divin service... »

Gabriel Gautier, procureur de Château-Bardon proteste contre l'absence de la mention du paiement « qui se payait antiennement audict seigneur de Chasteau-Bardon qui sont les quatre prétendus chanoynes dudit Meschiers. » et réclame l'insertion. L'adjudication n'a pas été faite, du moins l'acte n'en porte aucune mention.

QUESTIONS

A quelle époque le cimetière de Saintes fut-il établi à la place qu'occupe la partie ancienne du cimetière actuel ?

Où se trouvait « Le grand jardin du prieuré Saint-Vivien », dépendant des biens des Lazaristes où, le 3 janvier 1792, d'après Marillet, l'évêque constitutionnel bénit le nouveau cimetière ? « Superbe jardin, qu'il est dommage de détruire surtout pour les arbres. » Il semble que ce lieu était près de l'église Saint-Vivien ; « La municipalité a fait ouvrir une porte sous le ballet de Saint-Vivien » dit le chroniqueur ; sans date pour accéder à ce cimetière. Saint Vivien était alors orienté (abside dirigée vers le levant), le jardin du ci-devant prieure Saint Vivien comme l'indiquent des mentions officielles, aurait été vers la gauche ou la droite de l'église (alors située vers l'angle est de la place actuelle de Saint-Vivien d'après ce que nous a dit un vieillard qui place la création du cimetière actuel vers le règne de Louis-Philippe).

Le 23 décembre 1791, le Directoire du district de Saintes est d'avis qu'il soit arrêté que le « Jardin du ci-devant prieuré de Saint Vivien » indiqué par la municipalité, soit le cimetière de toutes les personnes décédées dans la paroisse cathédrale ; » qu'il sera en conséquence pratiqué une ouverture qui y donne l'entrée sans communication avec les autres dépendances de la maison prieurale, que l'évêque soit invité à faire à cet égard les cérémonies religieuses qui conviennent etc.

M. P. Dez pose la question suivante dans le *Bulletin de l'Histoire du protestantisme*, 1926, p. 197.

L'église fortifiée d'Eslande (Charente Inférieure) contient un puits qui servait sans doute à l'approvisionnement en eau de la population quand l'église était assiégée. La dalle qui bouche ce puits aujourd'hui cimentée au raz du pavé porte l'inscription suivante

L'EGLISE

P. R. 1773

Il n'est guère douteux que P. R. ne signifie *prétendue réformée*, mais l'inscription n'en est point éclaircie : la pierre provient-elle d'un temple démoli ? mais la date ne convient guère à la démolition d'un temple. »

LIVRES ET REVUES.

Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau, t. XLVIII (1925) Le journal du siège de Navarren (1569).

Le 1^{er} juillet 1569 un garçon de Salies apporte des lettres, dont une écrite à Saintes le 3 juin « contenant que Mgr le Prince (Henri de Béarn le futur Henri IV) estoit allé au-devant des reystres qui avoient passé la rivière de Loyre et ledit sgr Prince avoit délibéré d'envoyer une partie des dites forces au pays de Béarn... »

Un second billet est escript de la main de M. de Sponde (Enecot de Sponde, secretaire de Jeanne d'Albret) daté de La Rochelle le 30 juin contenant : « que la plus grande partie du camp estoit à Confolant et celuy de l'ennemi à Dorat et Limoges ; que ledit sgr Prince estoit allé pour recevoir les reystres... »

Le Bulletin de 1925 de la Société des Antiquaires de l'Ouest, p. 17, reproduit le relevé d'inscriptions sur plusieurs pierres tombales à l'intérieur de l'église de Limalonges (Deux-Sèvres).

Cy gist le corps de feu Charles Cesar Pepain de Fredourville es-cuier, seigneur du dict lieu et de Panessac et aultres places qui décéda le vendredi cinquiésime de janvier 1657.

Cy gist le corps de Demoiselle... VION femme de Charles Pepain Cesar seigneur de Fredourville et Panessac et aultres places, âgée de cent ans, qui décéda le 13 mars 1670.

C'est Marie de Puyguion.

M. Camille Jullian relève dans la *Revue des Etudes anciennes* de janvier-mars 1926 la suggestion de M. Dangibeaud relativement à l'origine du nom de « Jarnacus, (*Revue*, t. XLI, p. 332. » « Pour M. Dangibeaud, dit il, Jarnac ne viendrait pas d'Agernacus ou tout autre, mais serait à rapprocher du thème « jar » qui, dans les noms de lieux Jarrie, Jarrige, La Jarne, signifierait terre inculte. D'autre part, M. Dangibeaud remarque que le point où Jarnac s'est élevé est un lieu de passage sur la Charente, un lieu de convergence de routes : Et ceci me fait songer, au nom primitif de Beaucaire, lui aussi lieu de passage et de routes, *Ugernum*, lequel nom s'est conservé dans le lieu dit *Jarnéques*. Qui sait si le thème *jarn* ne s'applique pas à des moyens de passage sur une rivière ? »

Plattard (Jean). *L'adolescence de Rabelais en Poitou.*

M. Plattard, professeur à l'Université de Poitiers, nous fait connaître qu'entré vers la fin de 1520 au couvent des Cordeliers du Puy-Saint-Martin, à Fontenay-le Comte, Rabelais s'y lia avec le frère Pierre Amy, s'y livra avec lui à l'étude du latin et du grec, correspondit avec Budé.

Amy lié lui-même avec Amaury Bouchard, lieutenant général du Sénéchal de Saintonge à Saint-Jean-d'Angély, écrit de Saintes où il se trouvait chez Bouchard à Tiraqueau (qu'il charge d'amitiés pour Rabelais), une lettre qui est placée par Bouchard en tête de son apologie du sexe féminin en réponse au *De legibus connubialibus* de Tiraqueau. (1522) (1).

C'est à peu près la seule relation, bien lointaine que Rabelais semble avoir eue avec la Saintonge. Il fait faire un vœu par un soldat de Picrochole aux cent quinze reliques données à Javarzay par le futur évêque de Saintes Raymond Perrault. — Dans le Pantagruel en 1532, un conseiller de Parlement se range à l'opinion de Pantagruel contre les glossateurs : il se nomme *du Douhet* et ne serait autre que Briand Vallée seigneur du Douhet, président au siège de Saintes qui a pu rencontrer Bouchard et Rabelais au cercle de Tiraqueau à Fontenay.

L'anecdote de Seigny Joan que Rabelais rattache à tort à un rescrit d'Honorius III aux maire et bourgeois de La Rochelle, devrait l'être à une lettre d'Innocent III à l'évêque de Poitiers, c'est dit M. Plattard, que le nom de La Rochelle, ville voisine de Fontenay ou celui de Poitiers avait attiré son attention sur une glose d'un rescrit papal adressé à cette ville.

A l'occasion du plaidoyer de Bridoye, véritable cause grasse, une note nous rappelle qu'au 17^e siècle, à La Rochelle, Guillaudeau mentionne des « causes de mardigras » plaidées devant le roi de la basoche, etc.

Rappelons à notre tour que Rabelais a parlé du Pont de Montrible à Saintes. (Pantagruel, liv. II, ch. XXXII.)

Bulletin trimestriel de la Société archéologique de Touraine, tome XXII, p. 202.

L'abbé Dubaut, curé constitutionnel de Notre-Dame-La-Riche. Il fut arrêté et emprisonné plusieurs fois, notamment le 12 vendémiaire an VII (3 octobre 1798) sur l'ordre du directoire exécu-

(1) Le titre du livre de Bouchard est-il bien « Aimarici Bouchardi, Angeliaci Sanctorum præsidis etc. » ou *Sanctonum præsidis* ?

tif parce qu'il avait protesté contre le transfert du dimanche au décadi. Il était condamné à être déporté à Cayenne. Il ne dépassa pas la citadelle de Saint-Martin-de-Ré, d'où il sortit le 14 janvier 1800.

Le tome LII des *Mémoires* de cette Société, contient le premier fascicule du tome II de l'*Abrégé chronologique et historique de la mairie de Tours*. Le maire est requis d'envoyer une grande coulevrine avec munitions au siège de La Rochelle : il reçut sommation de remettre les coulevrines batardes ou moyennes avec boulets pour être conduites à Brouage. Le maire dut fournir l'habillement nécessaire à 350 soldats qui étaient autour de La Rochelle. Le maire crie misère, que la ville a fourni des vivres aux troupes et que les impôts l'écrasent. Cependant les ordres furent exécutés.

Le chapitre de la cathédrale chante un *Te Deum* à l'occasion de la défaite des anglais à l'île de Ré. Le maire, sollicité de faire des feux de joie, comme les villes voisines, « ne se laissa pas séduire par ces exemples », il attendit des ordres ; il fit néanmoins, par la suite, tirer « les boîtes. »

« Le siège de La Rochelle avait coûté plus de 40 millions. On fit partout des réjouissances publiques... » Détail des réjouissances à Tours.

Revue du Bas-Poitou, 1925.

Mémoires de la Belle Vendéenne c'est-à-dire de Sophie de Sapi-
naud qui est belle-sœur de la fille du président Le Berthon. Elle
lui écrit de Bordeaux (page 174) le 1^{er} février 1797 : « Je vous ai
écrit, chère petite sœur, il y a trois semaines. Je suis bien incer-
taine du sort qu'a eu ma lettre n'ayant point eu de réponse. Je
vous faisais part de mon mariage... Vous ne connaissez ni son
nom ni sa personne. Il a été ainsi que nos amis longtemps mal-
heureux. Il abandonne la France pour quelque temps et va aux
Etats-Unis de l'Amérique et ensuite à l'Isle de France mettre
ordre à la fortune qu'il a dans ce pays. Je l'accompagne dans ce
long voyage... J'avais espéré, chère petite sœur, avoir la satisfac-
tion de vous embrasser et faire votre connaissance en me rendant
ici, je vous aurais présenté mon mari, mais les circonstances en
ont ordonné autrement, à mon grand regret. Si vous avez reçu
ma lettre, vous avez vu que je vous annonçais mon arrivée dans
votre ville sous quinze jours, mais arrivés à La Rochelle, il a été
impossible de trouver de voiture pour Saintes et pas plus, nous
a-t-on dit à Saintes, à Bordeaux. Nous avons pris le parti de nous

rendre tantôt en charrette, tantôt en voiture à Royan où nous sommes embarqués... Mon adresse est à la citoyenne La Rairie, poste restante. » Elle s'était mariée le 3 janvier 1797 avec Jean-Baptiste de Joannis âgé de 23 ans, elle en avait 26.

Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France, tome XLVI.

Il est rempli par les *manuscrits de la bibliothèque du ministère de la marine* où il y a beaucoup à prendre pour Rochefort et les îles, la côte (plans, dessins, cartes). Il serait trop long d'en faire le détail ici (p. 11-63) on fera la même observation, avec plus d'insistance pour :

Les manuscrits de la bibliothèque du dépôt des cartes et plans, contiennent des plans coupes devis de vaisseaux des XVIII^e et XIX^e siècles de Rochefort.

Les manuscrits de la bibliothèque du port de Brest devront être consultés par ceux qui s'intéressent à Renaudin, aux faits et gestes de Topsent, Prieur, Lequinio, Garnier.

Le deuxième supplément *des manuscrits de la bibliothèque de La Rochelle* ne tient pas moins de 163 pages (223-348). Documents les plus divers provenant des dons Kemmerer, abbé Gelèzeau, Aug. Perier (fonds Chollet et Grasilier), Couneau, Fleury, Vivier... minutes de notaires, pièces maritimes, civiles, religieuses. Une table générale facilite les recherches.

Bulletin de la Société des Antiquaires de l'ouest 1925, p. 151 M. Chauvet étudie le mobilier de la tombe gallo-romaine à incinération à la Quenouillère (Commune de Verteuil, Charente) appartenant au musée des grandes écoles à Poitiers, reproduit en douze figures très bien faites. Il date « très probablement de la première moitié du II^e siècle de notre ère. » Comme toujours cette étude est abondamment documentée.

M. Chauvet aurait trouvé un utile rapprochement de faire entre l'urne en verre « contenant de nombreux débris calcinés d'ossements humains » et une toute pareille appartenant au musée de Saintes, ainsi que le petit vase (fig. 8) « jaune, à parois minces, dont la panse est ornée de sujets en relief », et les vases de même style et même ornementation trouvés dans nos puits saints, (voir *Recueil de la Com. des Arts et Mon. de la Charente-Inférieure* tome XI, pl. IV).

AVIS ET NOUVELLES

Ont racheté leur cotisation :

MM. de Nerville, ingénieur des Ponts et chaussées de Saintes.

M^{re} de Bremond d'Ars, à Saintes.

Nouveaux inscrits :

M. Jean Marchadier d'Estray, Paris.

M. Paul Robert notaire, à Archiac.

M. Burlot pharmacien, Fouras.

M^{me} Boutin Chapitreau, Paris.

M. l'abbé L. Bennauvigne, La Rochelle.

M. Villiès, Lussac (Vienne).

B^{re} de Metz, château des Fresneaux.

B^{re} de Silvestre, La Grange de Bellegarde.

Memento pour date : Septembre 1926.

Le gouvernement supprime par décret les sous-préfectures de Saint-Jean-d'Angély et Marennes, et le secrétaire général de la préfecture de la Charente-inférieure, à partir du 1^{er} octobre.

Il rattache aux sous-préfectures de :

Rochefort les cantons de l'arrondissement de Marennes ; Saintes, les cantons de l'arrondissement de Saint-Jean. Les tribunaux de Jonzac Marennes, Saint-Jean-d'Angély, Rochefort sont supprimés.

A Saintes sont rattachés les arrondissements de Jonzac, Saint-Jean-d'Angély : A la Rochelle ceux de Marennes et Rochefort.

La Charente conserve trois circonscriptions administratives : Angoulême, Cognac, Confolens.

Il est curieux de constater que, 136 ans après la Révolution, la compétence du tribunal de Saintes est rétablie à peu près dans les mêmes limites que celle du présidial.

Le 8 août a été représentée, à l'amphithéâtre de Saintes, devant l'affluence habituelle, le drame en vers en quatre actes et un tableau, intitulé *Simon de Montfort* de M. Jean Suberville, à qui la prime de 5000 francs fut attribuée au concours institué par le comité des Fêtes de Saintes en 1925. Fort bien monté, avec une figuration de scène nombreuse, des artistes excellents, il a obtenu du public un chaleureux accueil.

La Société archéologique du Limousin a émis le vœu « de prélever chaque année, sur l'attribution de chaque département d'une

part les droits des alcools, une somme importante pour former une caisse de réparation des édifices religieux, que, par suite de la loi de Séparation, les communes ne peuvent être obligées de réparer à leurs frais. »

Parmi les œuvres, peintures et aquarelles... vendues à Paris le 29 avril dernier figurait deux marines dont une, les *Rochers du Pas-Roué près la Rochelle* signée V. Philipsen moyenne par le mérite, marquant le style hollandais de 1850.

Cf. *Tableaux qui passent dans Gazette des Beaux-Arts* juillet-avril 1926, p. 102.

Le cinquantenaire de la mort de Fromentin a été célébré, à Paris « dans la plus stricte intimité », sans banquet ni discours, entre quelques admirateurs du peintre romancier.

L'Académie des Belles-Lettres de La Rochelle a organisé une manifestation au cimetière de Saint-Maurice le 5 novembre, et une conférence en deux séances.

Le congrès des sociétés savantes se tiendra, à Pâques 1927, à Paris.

Entre autres questions portées au programme nous notons celle-ci : Rechercher dans les archives notariales de la Rochelle la trace d'expéditions envoyées en 1526 dans l'Inde et en 1589 dans les mers australes.

La voûte (en briques) de la cathédrale Saint-Pierre de Saintes menaçant de s'effondrer, l'accès de la nef est interdit (24 octobre).

Le 17 octobre, le Pape a prononcé la béatification de quatre Saintongeais : Mgr de La Rochefoucauld, évêque de Saintes ; Charles-Jérémie Beraud du Pérou, jésuite ; Pierre-Michel Guérin, prêtre de la compagnie de Saint-Sulpice ; Jean-Philippe Marchand, prêtre de la même compagnie, tous quatre massacrés aux Carmes à Paris.

Voir l'illustration du 23 octobre, qui reproduit le *Tableau de la béatification des martyrs de l'abbaye des Carmes exposé dans la gloire du Bernier à la basilique Saint-Pierre*. Au milieu l'archevêque d'Aix entre les deux frères de La Rochefoucauld, évêque de Saintes et de Beauvais.

NOTES D'ETAT CIVIL

Le 1^{er} août 1926, à Paris, (rue du Val de Grâce, 11 bis) est décédé M: Charles-Amable Lenoire dit Lenoir. artiste peintre, chevalier de la Légion d'Honneur, âgé de 65 ans. Il a été inhumé à Fouras. Au cimetière, M. Bachelor, conseiller d'arrondissement, ami de la famille, a dit adieu au défunt. M. Toutant, avocat, ancien élève de Bouguereau, l'a salué au nom de la société des artistes français. (Voir la *Petite Gironde* des 5 et 9 août) De son mariage avec M^{lle} Lucchési il ne laisse pas d'enfant.

Né à Châtelailhon, le 22 octobre 1860, de Aimable Lenoire et d'Elizabeth Herbellot. Son père, douanier, sans fortune, le destinait à l'enseignement. D'abord élève de l'école communale de Fouras, puis, de l'école normale de Lagor-La Rochelle, il débuta comme instituteur adjoint à Saint-Pierre-d'Oleron. Peu de temps après, il passa au lycée de Rochefort comme surveillant. C'est là que sa vie s'orienta et qu'il entra dans la voie qu'il souhaitait et pour laquelle il était né. Celui-là suivit sa vocation ! Avant de savoir lire couramment, et d'écrire correctement, ses dispositions naturelles pour le dessin s'affirmèrent.

Il dessinait d'instinct, avec passion, très gentiment, quand il arriva à Rochefort. Il se lia alors avec le bon Ernest Lessieux, plus âgé que lui d'une douzaine d'années. Celui-ci lui donna quelques conseils, et, le présenta auchanoine Bouguereau, oncle de William, lequel, à la vue des dessins du jeune surveillant, l'engagea à venir à Paris étudier. Le père Lenoir n'entendait guère de cette oreille, il ne rêvait d'autre avenir pour son fils que celui d'un fonctionnaire comme lui, la mère s'épouvantait de voir son fils à Paris... la grande ville de perdition. Le métier d'artiste peintre ne disait rien qui vaille à ces deux excellentes gens. L'un et l'autre firent le sacrifice de leurs répugnances et leur fils unique, le cœur rempli de joie, de confiance et de courage, avec 500 francs dans sa poche, entra dans l'atelier de Bouguereau et bientôt à l'École des Beaux Arts, seul dans ce grand Paris, n'ayant qu'un ami, le graveur Barbotin qui lui survit.

En 1889, il concourait pour le prix de Rome, et remportait un second second grand prix. L'année suivante, le jury lui décernait un second premier prix (1). M. Devambez avait le premier. Pour-

(1) Sujet du concours : la guérison du paralytique.

quoi Charles Lenoir n'eut pas le premier, personne ne l'a jamais su, pas même lui, il est cependant notoire qu'il le méritait. On a dit que si Bouguereau, son maître, l'avait défendu et soutenu, il l'aurait eu mais Bouguereau se désintéressait de ses élèves. Lenoir, modeste et toujours bienveillant, sans fiel, a toujours cru que le suprême couronnement de ses patientes et laborieuses études lui avait échappé parce que, sans appui, personne n'avait sollicité en sa faveur et que lui-même ni n'osait ni ne savait *jouer des coudes*. A quarante ans de distance, la suprême récompense de sa vie d'artiste lui manque par malchance ! pourtant une œuvre capitale termine sa carrière. Il aurait du y voir accrocher la médaille d'honneur du salon. Tout le monde s'y attendait ; il aurait fallu, là encore, solliciter, faire quelques visites aux membres influents du jury ! Or, Lenoir était, en juin 1926, incapable de sortir de sa maison, une maladie inexorable lui interdisait tout effort. C'est la guigne ! Et néanmoins il n'eut pas à se plaindre de la Fortune ! Il ne la violenta jamais, il l'attendit, elle vint.

Tempérament calme, doux d'une haute probité, idéaliste — a moitié seulement — patient, soigneux, Lenoir dessinateur exact, un peu froid, à fait de la peinture douce, sans grand éclat, mais fort agréable, surtout sans compromissions avec les nouveautés tapageuses. Il a suivi sans dévier le chemin sur lequel il s'était engagé dès l'École. Il n'eut jamais lieu de le regretter. En ces derniers Salons où s'étaient tant d'œuvres tire-l'œil, hâtives, sommaires, rutilantes et lachées, les yeux du visiteur se posaient sur une toile de Lenoir comme en une oasis fraîche, l'esprit éprouvait un relâchement momentané qui permettait d'affronter la suite avec des forces renouvelées. Il s'est défendu d'imiter Bouguereau, mais en réalité, il ne s'est jamais affranchi complètement de l'empreinte du maître, défaut aux yeux de certains, qui lui a servi auprès des jeunes américaines, plus qu'une originalité bien nette. Portraitiste très occupé, Lenoir très absorbé par les séances de pose, n'avait guère le temps de méditer, de composer des tableaux de chevalet compliqués.

Comme son maître il est resté dans l'idéologie ou la mythologie. On s'en assure en parcourant les catalogues de salons (*Réverie* 1893, *Premières amours* (1897), *Vie antique* 1903, *Heure douce* 1907, (au musée de Saintes). *Mort de Sapho*. *Eros*. *Pandore, joueuse de flûte de Pompéi*). Tous ces tableaux ne comptent guère qu'un personnage, femme généralement. Si Lenoir a peint quelque nu, ce ne doit être que très exceptionnellement. En tout cas, les sujets,

les scènes à personnages multiples doivent être très rares dans son œuvre. Et pourtant par éducation, il y était tout préparé, il aurait dû s'y employer au moins de temps en temps. Le portrait était un gain immédiat, assuré, le tableau d'un placement plus aléatoire. C'est peut-être pour cette raison que Lenoir — peu intrigant je le répète — n'a pas un tableau, hors de la Charente-Inférieure, dans les musées en France (1). Les futurs biographes devront venir étudier à La Rochelle ses débuts, à Rochefort et à Saintes plus particulièrement, son talent d'âge mûr et sa dernière œuvre, son chef-d'œuvre, où il a concentré tout ce que l'école et l'expérience lui enseignèrent en composition, en mise en scène, en coloration, et où le portraitiste s'affirme une fois de plus.

Lorsqu'en 1923, M. Chapsal, crut à la possibilité prochaine de remanier le premier étage de l'hôtel de ville et d'installer à la place du Musée la salle du conseil, il mit dans le projet une décoration picturale comprenant deux grands panneaux de 4 mètres de long, représentant des scènes de l'histoire municipale de Saintes. La première qui s'imposait, sans hésitation, était l'octroi à la ville des premières libertés par Aliénor d'Aquitaine. Lenoir, resté très charentais, accepta d'enthousiasme, de travailler pour son pays, sans demander d'autre rémunération qu'un forfait destiné au remboursement des frais considérables qu'entraînerait cet ouvrage de longue haleine.

Cette scène historique, savamment reconstituée et ordonnée en ses détails avec le souci de la vérité archéologique aussi exacte que possible, a fait sensation au Salon de cette année. Les peintres, aujourd'hui, n'ont plus l'esprit porté aux tableaux d'histoire, ni le temps de s'y consacrer, ni le moyen de faire les avances nécessaires. Lenoir a reçu les éloges les plus flatteurs, d'autant plus mérités que la maladie le contraignait à un effort de volonté et de travail considérable. La médaille d'honneur et la rosette d'officier de la Légion d'honneur l'eussent récompensé de sa vaillance et de sa présence au Salon pendant 39 ans. Le Destin en avait décidé autrement.

CH. D.

Le 4 mai est décédé au Pavillon Peirec, en Saint-Pierre de Nogaret, M. Henri Tamizey de Larroque, notre confrère. Il était fils du grand érudit Philippe Tamizey de Larroque. Il n'a jamais rien écrit.

(1) Il y en a un à l'étranger.

Le 2 août 1926, est décédé à La Rochelle, M. Grizet, Jean-Armand, architecte, époux Mathieu, âgé de 67 ans.

Le 25 août, à Forgettes, commune de Saint-Savinien, est décédée M^{me} Gauly, née Catherine de Laage de Meux, âgée de 38 ans, femme du capitaine André Gauly.

Le 30 août est décédé à La Rochelle le docteur Jacques Martin, époux Béraud, chevalier de la Légion d'Honneur.

Est décédé à Orléans, le colonel de Brémond d'Ars, officier de la Légion d'Honneur, né au château de Saint-Brice en 1830, fils du général, grand officier de la Légion d'Honneur, sénateur de la Charente.

Il laisse deux fils : comte de Brémond d'Ars, comte Charles de Brémond d'Ars et une fille M^{lle} Sidonie.

Le 1^{er} septembre, est décédée à Bois M^{me} Henri de Sartre. Elle a été inhumée à Nieul-les-Saintes.

Elle laisse une fille, la comtesse de Diesbath.

Le 15 septembre, est décédé à Saintes M. Jean Sazeirat, âgé de 32 ans.

Le 27 septembre dernier, est décédé à Royan M. Adolphe Battembourg, industriel, âgé de 44 ans.

Né en Lot-et-Garonne en 1882, cinquième enfant d'une famille qui en comptait onze, après de brillantes études au collège de la Réole et au lycée de Bordeaux, il entre à Saint Cyr, en sortit dans les premiers et choisit l'infanterie Coloniale.

Pendant la guerre sa conduite fut des plus brillantes : à 30 ans il était chef de bataillon. D'abord employé dans les services de l'aviation dans l'Afrique du Nord, il fut appelé à prendre part à l'expédition Citroën Centre-Afrique (2^e mission Haardt-Audouin-Dubreuil). Son expérience coloniale fit merveille.

A Paris, la Société Citroën lui fit de splendides funérailles le 30 septembre.

Le 28 (?) octobre 1926, au château de Marlonges près Chambon, est décédé M. Edmond Modelski, inspecteur général des Ponts et chaussées en retraite.

Le 5 novembre, est décédée, à Orthez, Madame Madeleine Audiat, en religion Sœur Françoise-Marie du Sacré-Cœur, au monastère des Pauvres Clarisses, âgée de 65 ans, fille de feu M. Louis Audiat.

Le 1^{er} septembre, à Niort, a été célébré le mariage de M. Henri Pédézert avec M^{lle} Yvonne Mounier.

Le 14 Septembre, en l'église des Gonds, a été béni celui de M. Henri Mignet, fils de M. Mignet, du Pinier, avec M^{lle} Anne Triou, fille de M. Triou, ancien conseiller de préfecture.

Le 4 octobre, à Niort, a été béni le mariage de M. Louis Rogée-Fromy, fils de M. Eugène Rogée-Fromy, avec M^{lle} Germaine Lussan.

Le 26, a été célébré, à Royan, le mariage de M. Jacques de Bouet du Portal avec Mlle Pauline de Laage de Meux.

Le 4 novembre, à Cognac, celui de M. Louis Tercinier, fils du commandant Paul Tercinier, avec Mlle May Redon.

BIBLIOGRAPHIE

BOURRICAUD (Antoine) *Marennes et son arrondissement.*

Marennes, imprimerie Barbault, in-4° 226 pages. Couverture illustrée, 15 planches hors texte, ou photogravures dans le texte.

Ce volume, en deux parties, d'une jolie impression, préfacé par le M^r Louis de Chasseloup-Laubat, est l'œuvre de M. Bourricaud que nous avons tous connus à Saintes, mort en 1887, membre très actif de la commission des Arts et Métiers de la Charente Inférieure « ami de la science et non pas savant. » La notice biographique qui précède l'histoire de Marennes, est du petit-fils de M. Bourricaud, agrégé de l'Université, professeur au lycée de Bourges. Le texte a été revu, sans doute et complété par lui en certaines parties, mais le chapitre relatif à l'île d'Oléron est composé des notes de M. l'abbé Beliard, p. 174 et s.

Aux pages 155 à 162 l'éditeur a réimprimé le procès verbal de la séance de la société des Ingénieurs civils consacrée au M^r de Chasseloup-Laubat à l'occasion de sa nomination de grand officier de la Légion d'Honneur et de commandeur du British Empire en rappelant les services qu'il a rendus à la Défense Nationale.

Le prospectus annonçait une troisième partie qui a été supprimée.

Bourriau (D^r R.) *La Préhistoire en Charente-Inférieure.*

La Rochelle, imprimerie Masson fils, 1923, in-8° 44 pages.

DEZ (Pierre). *Histoire des Protestants et de l'Eglise réformée de l'île de Ré.* La Rochelle, F. Pijollet, éditeur, 1926, un vol. in-16 220 pages.

Guide officiel du Syndicat d'initiative de Saintes, 1926. Paris, imprimerie Mayeux, in-16, 38 p.

(Avec des fautes dont l'auteur présomptif renie la paternité).

MARTIN-CIVAT. *La paroisse Notre-Dame et le culte de la Vierge à Cognac sous l'ancien régime.*

Angoulême, imprimerie ouvrière, in-8, 1926, 15 pages. Extrait du *Bulletin de la Société archéo. et hist. de la Charente*,

MEMAIN (René). *Les Etudes de l'Ecole Secondaire communale de Rochefort, 1803-1808.*

Paris in-8° 18 pages. Extrait de la *Revue internationale de l'Enseignement*.

Défense et éloge de la petite ville, discours prononcé à la distribution des prix du collège de La Rochefoucauld. La Rochefoucauld, imprimerie du *Petit courrier*, 1926.

NOLHAC (Pierre de). *La vie amoureuse de Pierre de Ronsard.*

Paris, Ernest Flammarion, in-16, 185 pages, s. d. (1926.)

Le chapitre V (131-187 p.) est consacré à Hélène de Surgères. Il serait oiseux de dire qu'il est tout particulièrement intéressant et d'un style captivant. Personne, encore, n'a évoqué avec autant d'art et de saisissante vérité la figure de la chaste Hélène qui faisait contraste au milieu de la Cour, ardente à jouir de la vie et des fêtes galantes.

SOTTAS (Dr Jules). *La maladie et la mort du Cardinal Mazarin.*

Poitiers, Société française d'imprimerie, 1925, in-8, 52 pages.

Extrait de la *Chronique médicale*, 1925.

L'auteur défend les médecins du Cardinal contre les accusations de Louis Bertrand qui les traite de cuistres et malfaiteurs, ainsi que les médecins de Louis XIV. Leur action apparaît raisonnable.

TALVART (HECTOR), FRANÇOIS DE VAUX DE FOLETIER, RAYMOND BOURRIAU. *Le pays d'Aunis et de Saintonge*. Bellegarde, Ain, un vol. in-16 carré (15×20), 97 pages, 70 illustrations hors ou dans le texte, couverture illustrée, fac-simile d'aquarelle de Louis Suire, carte-reproduction d'une aquarelle de Gaston Balande. Tirage 2000 ex, sur velin crème, 100 ex. sur japon et 40 sur japon impérial, marqués A à J, avec une aquarelle originale de Suire.

La Rochelle, Raymond Bergevin, éditeur d'art.

Ce petit volume sort de la même imprimerie que *La Bonne ville de La Rochelle*; *Saintes, Pons, Saint-Jean-d'Angély*. M. Talvart chante la *Lumière d'Aunis* et le charme de *La Rochelle*, veut dépeindre le *Paysan Saintongeais*, M. Bourriau célèbre *L'Aunis et la Saintonge*, la *côte Saintongaise* excursionne en *Saintonge*, M. de Vaux de Foletier a condensé en 15 pages l'histoire de *La Rochelle et son Passé*. Il a fallu toute la dextérité d'un archiviste pour réussir ce petit tour de force : Tout dire avec le moins de mots possible. Et il y avait à dire...

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Les Droits féodaux au XVIII^e siècle en Saintonge*, par le baron Chaudruc de Crazannes. *Généalogie de la famille de Courbon*, par le Dr Bourrian ; *Pierre à dessins préhistoriques de la grotte de la Roche-Courbon*, par M. Marcel Clouet. *La Monnaie fiduciaire en Charente-Inférieure (1792-1924)*, par M. Ch. Dangibeaud.

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; budget ; maison de l'empereur à l'île d'Aix ; démolition de constructions près des tours de Saint-Jean d'Angély ; recensement ; dons d'archives à la bibliothèque de Saintes ; Société des Fêtes ; tableau de M. Balaude ; don au Musée de La Rochelle ; recherche de cuivre à Sainte Gemme ; l'église Saint Pierre de Royan, classée.

ERRATUM.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL : Décès : Mme Baudry-Lacantinerie ; Mme Laferrière ; M. Triou ; Mme Bernard ; Mlle Barbeyrac de Saint-Maurice ; rectifications de Brémond d'Ars.

MARIAGE : Maudet-Théau.

A nos lecteurs

Sous cette couverture nous réunissons deux numéros. Nous réalisons ainsi une économie appréciable. C'est une nécessité que les frais d'impression, fortement accrus en 1926, nous imposent. Le nombre de pages reste le même que si les deux numéros paraissaient séparément. Le gain provient de l'allègement des frais accessoires.

Toutes les sociétés savantes, parisiennes ou de provinces, sont gênées actuellement dans leurs publications. Certaines finissent à peine de se mettre à jour depuis 1914 ; certaines publient peu ou ne publient rien. Le plus grand nombre a été contraint d'amincir le volume annuel. Personne ne peut prévoir combien de temps durera cet état de choses, mais, dès que les circonstances le permettront, nous reprendrons la distribution des quatre numéros par an.

LA DIRECTION.

Cette livraison contient un mandat chèque postal. Prière de l'utiliser et d'envoyer la cotisation 1927. C'est le mode le moins coûteux. Les réclamations coûtent cher aujourd'hui.

Revue tome XLII, 5^e et 6^e livraisons.

13.

LES DROITS FÉODaux AU XVIII^e SIÈCLE

(Saintonge)

I

Le plus érudit de nos savants saintongeais ayant bien voulu parcourir un volumineux manuscrit relatif à la Chatellenie de Crazannes au XVIII^e siècle, que je lui avais soumis, m'a écrit à ce sujet : « Il me semble que vous pourriez en extraire une petite monographie ; les tribulations de Jean Chaudruc sont curieuses et plusieurs des droits féodaux sont bons à montrer dans leur application au moment où ils allaient disparaître ou plutôt changer de nom et se fondre en impôts envers l'Etat. »

C'est de cette indication qu'est né le présent travail. Assurément il ne pourrait prétendre à une meilleure introduction.

Le but que nous proposons d'atteindre est de montrer dans quelle mesure subsistaient encore au milieu du XVIII^e siècle une certaine quantité des vieux droits féodaux. Pour étudier avec quelque précision la constitution féodale de la chatellenie (1) force nous est de résumer rapidement les documents les plus anciens.

Jean Accarie, chevalier, seigneur du Fief en Genouillé, ayant acquis le 14 octobre 1447 la terre de Crazannes rendait, dès le 8 novembre suivant, foy et hommage à François de Monberon, seigneur de Maulévrier et vicomte d'Aunay pour son Oustel et Tour de Crazannes, lequel, dit l'acte, « cet accoustumé estre tenu de vous noblement et par hommage. »

Mais en dépit de cette affirmation nous trouvons à la date du 14 janvier 1459 une sentence du Sénéchal de Saintonge entre le procureur du Roy, Jean Accarie, seigneur de la Tour de Crazannes et François de Monberon. Le procureur du Roy conclut que la Tour de Crazannes relève du Château de Saintes et qu'en conséquence les lodz et ventes et l'hommage en sont dus au Roy, à cause dudit Château.

Le premier dénombrement (2) dont nous ayons connaissance postérieurement à cette sentence, en 1499, porte la terre de Crazannes mouuante du Roy à cause de son château de Saintes.

(1) Il s'agit ici de la chatellenie de Crazannes en Saintonge.

(2) Réception d'hommage fait au Roy en sa Chambre des Comptes à Paris, par Mery Accarie, seigneur de Crazannes, du 20 avril 1499.

Vers le milieu du ^{xvi}^e siècle (1) les mouvances se précisent. « C'est à scavoir, est-il dit, mon fief et hôtel de la Tour de Crazannes tenu et mouvant dudit seigneur Roy à cause de sa vicomté d'Aunay, aussy mon fief de la maison de l'Echelle tenu et mouvant de mondit seigneur à cause de son château de Saintes. »

Par la suite les mouvances ainsi fixées se perpétuent sans modification, dans les aveux et dénombrements.

Il faut seulement signaler que la Chatellenie tout entière ne relevait pas du Roi, quelques petits fiefs faisant exception. C'est ainsi que le 20 mai 1750, Emery de Durfort, marquis de Civrac, seigneur de Crazannes, rend à Philippe Cairon de Merville, seigneur de Gibran, le dénombrement des fiefs de Lossendière et de Pibot, au devoir de serment de fidélité.

En résumé, en 1760, les mouvances de la Chatellenie énoncées dans l'acte de vente (2) sont les suivantes :

1° Le Château terre seigneuriale et Chatellenie de Crazannes... tenue à foy et hommage lige et serment de fidélité au Roy notre sire, au devoir de deux éperons dorés appréciés à deux écus d'or, à muance de vassal, à cause de sa vicomté d'Aunay.

2° Le fief et maison noble de l'Echelle aussy tenus et mouvants du Roy à cause de son chasteau de Saintes.

3° Les fiefs de Pibot et Lossendière relevant de la seigneurie de Gibran.

Recherchons maintenant quelles obligations, quelles charges entraînaient ces différentes mouvances pour le propriétaire de la terre. Dans le cas que nous envisageons, il y a lieu de distinguer :

1° Les charges exceptionnelles provenant du fait de l'acquisition, ou droits de mutation.

2° Les obligations normales auxquelles sa vassalité soumettait le seigneur vis à vis de ses suzerains.

Les diverses charges incombant à l'acquéreur de la terre en 1760 se divisent en deux parts : d'un côté, droits d'enregistrement, frais d'actes et coûts divers, comme nous en acquittons aujourd'hui. Ce point de vue ne nous intéresse pas (3).

(1) Dénombrement rendu au Roy par Jean Accarie fils d'Aimery, seigneur du Bourdet et de Crazannes (Senné, 7 novembre 1555).

(2) Contrat de vente dressé par Goizon et son confrère Fallofaits, notaires à La Rochelle, le 5 avril 1760. (*Archives Chaudruc de Crazannes*).

(3) Indiquons seulement à titre documentaire que le contrat porte pour droits

De l'autre côté, les droits féodaux, lodz et ventes et francs-fiefs, ce sont les seuls dont nous nous occuperons.

Dans la province de Saintonge, les lodz et ventes constituaient une lourde redevance. Ils se payaient au sixième denier, c'est-à-dire que l'acquéreur devait verser aux seigneurs de qui relevait sa terre un droit de mutation égal au sixième de son prix d'achat.

Aussi, dans son acte, M^e Goizon prit-il grand soin de fixer l'importance de chacune des parties féodales par rapport au tout.

« Attendu que ladite terre, Chatellanie et château de Crazannes, maison de l'Echelle et fiefs en dépendant relèvent tant du Roy que de la seigneurie de Gibran, les parties ont fait du tout l'evantillation comme suit, sçavoir :

Pour ce qui relève du Roy à cause de sa vicomté d'Aunay à la somme de quarante-huit mille livres ; ce qui relève aussi du Roy à cause de son chasteau de Xaintes à celle de dix mille livres ; et ce qui relève de Gibran à la somme de quatre-vingt-sept mille livres. »

Il est à remarquer que cette « evantillation » destinée à servir de base au paiement des lodz et ventes, était en contradiction avec une note de M. de Civrac, le vendeur, qui estimait que : « La chatellenie, c'est-à-dire le château et tout ce qui est dans la paroisse de Crazannes, *qu'on estime à moitié valeur*, relève du Roy ; l'autre moitié, estant dans les paroisses de Saint-Sornin, Plassay et Le Mung, relève de la seigneurie de Gibran. »

M^e Goizon avait d'abord paru adopter cette manière de voir (1), mais après enquête plus approfondie il crut devoir attribuer à la seigneurie de Gibran les trois cinquièmes de la valeur totale et deux cinquièmes seulement au Roi.

Au taux d'un sixième et d'après la ventilation Goizon la somme à payer se décomposait comme suit :

de contrôle à La Rochelle 232 livres 10 sols, pour centième denier à Pont l'Abbé 1740 livres, le tout portant sur une somme totale de 145.000 livres.

(1) Le 26 janvier 1760, le Receveur du Prince de Pons, interrogé par M^e Goizon, lui répond : « Je viens de vérifier l'état des domaines engagés dont la terre de Crazannes y paroît relever en entier. Il se pourroit cependant comme vous l'observez qu'il y aurait quelques autres mouvances. »

Le 30 janvier, le notaire Lacombe, de Saint-Savinien, écrit au même Goizon : « La terre de Crazannes c'est-à-dire ce qui est en la paroisse, relève du Roy en entier, ce qui forme au moins la moitié de la terre. »

MOUVANCES	VALEUR ATTRIBUÉE	LODS ET VENTES
Au roi pour son château de Saintes.	10.000 livres	1.666 livres
Au Roi pour la Vicomté d'Aunay.	48.000 —	8.000 —
A la seigneurie de Gibran ⁸	7.000 —	14.500 —
Totaux.	145.000 —	24.166 —

en négligeant les fractions.

Mais les sommes ainsi obtenues sont elles-mêmes sujettes à décomposition « parce que dans les domaines engagés, le Roy prélève pour les lodz et ventes 3 sols par livre, et le seigneur engagiste 17 sols, ce qui fait les vingt sols (1).

Il faut donc que l'acquéreur se mette d'accord sur la somme à verser :

1° Avec les seigneurs engagistes (2).

2° Avec les receveurs généraux des domaines.

M. Goizon, dès qu'il entrevoit la possibilité de conclure l'affaire, s'empresse de demander aux différents ayant-droits des remises sur le montant des lodz et ventes, remises d'usage courant, et dont, en général, on ne discutait pas le principe, mais seulement l'importance.

Les receveurs des domaines font remise de la moitié des droits. Voilà un abus de l'ancien régime dont nous ne pouvons que regretter la disparition.

Le receveur du Prince de Pons, pour ce qui relève du Château de Saintes fait remise d'un tiers (3) M. de Merville, seigneur de

(1) Lettre de Jacques Chaudruc, 4 décembre 1762.

(2) Les seigneurs engagistes dans l'espèce étaient :
Pour le château de Saintes, le prince Camille de Lorraine, prince de Pons, représenté par son receveur à Pons, M. Houdé.

Pour la Vicomté d'Aunay le Comte Amproux de la Massais, Maréchal de camps, représenté par son receveur M. Martin de la Chancellerie, procureur du Roi de Chizé, à Beauvoir-sur-Niort.

(3) « Je vous serai infiniment obligé de me dire quelle est la remise que vous pourriez faire au juste sur les lodz et ventes..... J'espère que vous voudrés bien faciliter cette acquisition par une honneste remise. » Lettre de Goizon à Houdé, 24 janv. 1760.

« Sur ce que vous me demandez, la remise qu'on pourra faire sur les lodz et ventes, le Prince s'est fixé comme la plupart des autres seigneurs, de la faire du tiers sur les terres qui se vendent en entier, et le quart sur les simples

Gibran, d'un quart seulement. Tout va bien jusque là. Mais ici surgit un obstacle. M. de la Massais, engagiste de la Vicomté d'Aunay, mécontent de la part qui lui est attribuée, oppose un refus formel, aggravé de la menace la plus inquiétante. Son procureur avait déjà refusé de s'engager et avait opposé à M. Goizon une fin de non recevoir polie. « Je viens de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au sujet des remises... Il n'est pas douteux que la terre de Crazannes relève du Roi à cause de sa vicomté d'Aunay... Je suis bien fondé de pouvoir de M. le Comte de la Massais, mais je n'ai pas pouvoir de faire aucune remise sans son ordre... je luy ai écrit à ce sujet (1)... »

M. de la Massais, relancé par Goizon, ne répondait pas. L'acte de vente était passé, Jean Chaudruc, l'acquéreur de Crazannes, inquiet de ce silence prolongé, prit le parti d'écrire lui-même à son suzerain. Cette fois la réponse arriva, et il faut la citer parce qu'elle soulève un point de droit intéressant au point de vue féodal.

A Paris, le 20 may 1760.

Je viens de recevoir, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au sujet de l'acquisition que vous avez faite de la terre de Crazannes le 5 février dernier (2). Il est vrai que le sieur Goizon, notaire, m'a écrit le 21 du même mois à Aulnay pour me demander remise de la moitié des lotz et ventes, vu l'objet considérable qu'on vouloit vendre 150 mille livres, et m'a marqué que suivant un aveu de dénombrement rendu au Bureau des Finances de la Rochelle le 3 juillet 1725, vérifié par sentence du 28 décembre 1726, la terre de Crazannes relevoit du Roi à cause de sa vicomté d'Aulnay, et que la maison et fief de l'Echelle, qui en dépendoient, relevoient aussi du Roi à cause de son château de Xaintes. Au moyen de quoi il pensoit que c'étoit à moi que sont dus les lods et ventes à l'exception desdits fiefs et maison de l'Echelle, qu'il croit être détachés de Crazannes depuis ce dénombrement, sans cependant en être assuré. »

« Il m'a écrit une seconde et dernière lettre adressée à Paris que

objets qui font les démembrements, en payant les droits dans les quarante jours des actes. » Réponse de Houdé à Goizon, 26 janv. 1760.

« Depuis plusieurs années, M. de Merville n'est pas le seul qui ne traite qu'à la remise du quart. » Lettre de Houdé à Goizon, 23 février 1760.

(1) Lettre de Martin de la Chancellerie à Goizon, 26 avril 1760.

(2) M. de la Massais se trompe : l'acte est du 5 avril 1760.

j'ai reçue le 11^e avril dernier... par laquelle il me presse sur la remise de la moitié des ventes, sans me parler d'aucun changement. »

« Comme il m'étoit revenu que la terre en question était vendue, je n'ai pas fait de réponse audit sieur Goizon. »

« J'ai été fort surpris en recevant une lettre de M. Martin de la Chancellerie, procureur du Roy de Chizé, qui me marque que M. Chaudruc fils et le sieur Goizon lui ont apporté le contrat d'acquisition de la terre de Crazannes en date du 5 février ; que ce qui relève d'Aulnay y est porté à 48.000 livres, ce qui relève du château de Saintes à 10.000 et ce qui relève de la seigneurie de Gibran à 87.000, et qu'on le prioit de faire obtenir remise de la moitié des lodz et ventes. A cet égard il ne pouvoit rien faire, n'ayant pas de pouvoir de ma part, même défense, en ce qui regarde cette acquisition. »

« Je vous avoue, Monsieur, que cette ventilation a de quoi me surprendre après les deux lettres du sieur Goizon et l'énonciation du dénombrement de 1725, qui semblent exclure tout autre seigneur que le Roy de la mouvance de la terre de Crazannes. Enfin ce n'est qu'avec moi qu'on peut traiter cette affaire sur la représentation du contrat d'acquisition... Je ne vous cacherai même pas que le peu de valeur qu'on a mis à ce qui relève à Aulnay m'engagera à exercer mon droit de retrait féodal (1) et à faire une recherche exacte des objets qui en relèvent. »

LA MASSAIS.

On juge de l'émotion désagréable que donna cette lettre et surtout la dernière phrase, à son destinataire. Tout le mal provenait de ce que les lettres de M. Goizon ne contenaient pas les précisions nécessaires. Soit par ignorance, soit par négligence, il n'avait fait aucune mention de la partie relevant de Gibran et M. de la Massais apprenant tout à la fois l'existence de cette mouvance et la valeur qu'on lui attribuait, était quelque peu fondé à se croire lésé,

Quoi qu'il en soit, Jean Chaudruc et M^e Goizon s'emploient sans retard à parer le coup menaçant. Ils écrivent tous deux à M. de Civrac. « Si ce retrait féodal avait lieu le préjudice qui en résulterait pour moi serait irréparable » dit le premier ; et le notaire de

(1) Par retrait féodal ou censuel le seigneur peut garder pour son compte toute propriété vendue, à charge de rembourser l'acquéreur, mais en prélevant à son profit le droit de lodz et ventes. Taines, *Origines de la France contemporaine*. T. 1 p. 39.

venir à la rescousse « M. de la Massais, écrit le 20^e de ce mois que vu le modique prix auquel on a fixé la partie de Crazannes qui relève de lui, il va la retirer par droit féodal. »

« L'évantillation n'a été faite que sur l'avis de déclaration de M. Germain (1) que plus de la moitié du revenu de Crazannes et ses dépendances est de la mouvance de Gibran... M. Chaudruc auroit de vifs reproches à me faire. si je n'étoys, ainsy que luy, assuré de vos bontés... en escrivant en sa faveur à M. de La Massais de recevoir ses lodz et ventes, en l'engageant de ne pas retirer ce qui relève de luy, qui est le Chateau, objet qui ne lui donneroit pas le bénéfice qu'il peut penser, vu que le principal revenu relève de Gibran, notamment les bois. Cet objet cependant seroit de conséquence pour M. Chaudruc s'il lui étoit retiré (2). »

Il faut croire que M. de Civrac interposa ses bons offices, car le 1^{er} juin 1760, M^e Goizon écrit à M. de la Massais du ton d'un homme sûr de lui, et aussi fort de quelque bon appui : « D'ailleurs, Monsieur, les choses gisent en fait : il y a dans Crazannes différentes mouvances, ou il n'y en a pas ; et pour justifier qu'il y en a je vous envoie deux copies de dénombremens, l'une de celui de 1725... l'autre de celui rendu à la Seigneurie de Gibran en 1750, où vous verrez l'estendue des fiefs de Pibot et de Lossendière, qui forme les deux tiers de toute celle de la terre de Crazannes et dépendances, qui est de plus de trois lieues de tour — la paroisse n'en a qu'une, et ce n'est que la paroisse qui relève du Roy, dans laquelle est la maison et fief de l'Echelle. »

M. de La Massais fut-il persuadé par les arguments de M. de Civrac ou par ceux du notaire ? Nous n'en saurons jamais le dernier mot. Ce qui est certain c'est que son humeur s'adoucit à tel point qu'on n'entendit plus parler de lui, et qu'il fallut faire chercher sa demeure en 1762 pour lui verser ses fonds (3).

Par exemple nous n'avons que des indications si contradictoires.

(1) Lettres à M. de Civrac, 27 mai 1760.

(2) M. Germain était juge de la Chatellenie.

(3) « En l'absence de M. Lapeyre j'ai été plusieurs fois m'informer de la demeure de M. de la Massais. Je l'ay enfin trouvé, il demeure rue Gaillon. Il m'a dit... qu'il avait toujours dit qu'il étoit prêt à recevoir, qu'il étoit même disposé à faire quelque remise... que depuis longtemps il n'avoit entendu parler de rien... qu'il ne tenoit qu'à vous de le payer et qu'il recevroit. » Lettre de maître Clerc de M^e Lapeyre, procureur à Paris, à Jacques à Chaudruc 22 novembre 1762.

sur la question de la remise que ce seigneur aurait pu consentir que nous optons pour la négative.

En définitive voici le tableau des sommes payées pour les lodz et ventes de Crazannes d'après les reçus en notre possession.

Fiefs relevant	Valeur attribuée	Montant du sixième ou Lodz et Ventes	Montant des 3 sous par Livre aux Receveurs des domaines	Montant des 17 sous par Livre aux Seigneurs engagistes	Remises obtenues	Sommes payées
1° du Roi						
Crazannes pour la	48000 l.	8000 l.	1200 l.		1/2	600 l.
Vicomté d'Aulnay				6800 l.		6800
Maisondel'Echelle	10000 l.	1666 l.	250 l.		1/2	125
pour le château				1416 l.	1/3	944
de Saintes						
2° de Gibran						
Fief du Pibot	87000 l.	145000 l.			1/4	10875
et de Lossendière						
	145000 l.	24166 fr.				19344

Nous n'avons pas de renseignements détaillés sur le montant des francs-fiefs. Nous n'en trouvons trace que dans une lettre de Goizon du 20 mars 1760 :

« Je pense, Monsieur, que les frais et loyaux couts iront à plus de 25000 livres... les francs fiefs, à un tiers de remise, iront à 4500 livres... Il y a en outre les frais de contrôle ensaisinement (1). »

(1) Les frais d'ensaisinement du contrat sont portés pour vingt livres sur des Lodz et Ventes, soit quarante livres en tout.

Ce que nous venons d'exposer nous permet de considérer ce chiffre de 25000 livres comme un minimum et ce minimum représente 17, 25 0/0 du prix d'achat, ce qui est déjà un tantième fort respectable.

Les obligations permanentes du seigneur vis-à-vis de ses suzerains sont attestées par nombre de documents.

En 1763, Jacques Chaudruc (1) rend hommage au Roi pour sa terre.

» Les Présidents Trésoriers de France, généraux des Finances, chevaliers, conseillers du Roi... sçavoir faisons que ce jour-d'huy s'est présenté devant nous... Jacques Chaudruc, capitaine de dragons..., lequel en conséquence de notre ordonnance de ce jour, à genoux, sans épée, ni éperons, les mains jointes a rendu au Roy, les foy hommage lige et serment de fidélité dont il est tenu pour raison de sa terre et seigneurie de Crazannes en Saintonge... promis et juré d'être bon et fidèle vassal du Sa Majesté, et ce, en présence et du consentement du Procureur du Roy, aux charges et conditions portées par notre dite ordonnance, et sans préjudice des droits de Sa Majesté et de ceux d'autrui (2). »

En 1768, nouveau dénombrement rendu au Bureau des Finances de La Rochelle. Nous y puisons des détails sur la procédure usitée en pareil cas :

« Et pour la présentation et avoir acte de la réception d'icellxy, ledit sieur Chaudruc a constitué en son absence pour son procureur... M^r Louis Gratien Beraud auquel il donne plain pouvoir de se présenter devant nos seigneurs les Trésoriers... pour y recevoir lecture et publication dudit dénombrement et réception d'icellxy, en requérir acte et faire à raison de ce, toutes les soumissions, procédures, affiches, lectures en tel cas requises et accoutumées, payer à raison de ce tous les droits et devoirs légitimes (3). »

(1) Fils et héritier de Jean Chaudruc, l'acquéreur de Crazannes, mort en 1762.

(2) Procès-verbal du Bureau des Finances de La Rochelle N^o 362 en date du 26 février 1763. Original sur parchemin. Archives Chaudruc de Crazannes.

(3) Dénombrement rendu par J. C. au Bureau des Finances de La Rochelle, 10 mars 1768. Gaillard N^o R^o au bas duquel la sentence du Bureau des Finances du 11 juin 1768. Archives C. de C.

La sentence constate que conformément à son ordonnance du 19 mars 1768 ledit dénombrement a été lu et publié par ministère d'huissier dans les paroisses des lieux où sont situés les biens les dimanches 17 et 24 avril 1768, que des publications en ont été également faites aux audiences du Bureau les 7, 14 et

En 1776, Jacques Chaudruc rend une fois de plus hommage au Roi, « à cause de son heureux avènement à la Couronne. »

Enfin, en 1782, le 27 mars, sur la requête du seigneur de Crazannes, exposant « que pour conserver les droits de sa dite Châtellenie, il est de nécessité d'en renouveler le Terrier », le Roi lui accorde des lettres de Terrier, le confirmant dans l'exercice de tous ses droits et privilèges (1).

Ainsi donc le seigneur, en maintes circonstances, faisait acte de vassal et payait son « devoir. » Que ce fut par nécessité pour s'acquitter d'une stricte obligation, ou par intérêt, pour maintenir ou renforcer ses prérogatives, peu importe. Le fait est que sa vassalité n'était pas un vain mot.

On vient de le voir, ces formalités s'accomplissaient suivant des rites compliqués et dès lors étrangement surornés. Les actes qui les constatent sont rédigés dans les mêmes termes qu'au xv^e siècle. A chaque ligne apparaît la préoccupation de maintenir sans lézarde la vieille façade médiévale. Les mots survivent aux choses.

De la féodalité disparue, il restait les formules dont il faut souligner l'emploi. En plein xviii^e siècle, la coutume féodale conservait assez de vigueur encore pour qu'on en observât les prescriptions minutieusement, « après huit cents ans, malgré tant de coups de la hache royale et l'immense changement de la culture sociale, la vieille racine féodale dure et végète toujours (2) ! »

(à suivre).

CHAUDRUC DE CRAZANNES.

GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE DE COURBON

Nous avons dans notre bibliothèque saintongeaise un cahier manuscrit donnant la généalogie de la famille de Courbon. Parmi les notes que contient ce cahier, il nous est apparu que plusieurs documents étaient de nature à compléter la généalogie incomplète

20 mai 1768, le tout sans opposition ; que ledit dénombrement a été communiqué au Receveur général des domaines et aux procureurs du Roi, encoire sans opposition. En conséquence le Bureau ordonne que ledit dénombrement sera tenu pour bien et dument vérifié sous le devoir y porté. Un exemplaire sera mis aux dépôts de la Chambre des Comptes.

(1) Lettre du Terrier sur grand parchemin, scellée au grand sceau. signée : par le Roy en son conseil, Domilliers. Paris, 27 mars 1782 (archives C. de C.).

(2) Taine, *Origines*. T. I, ch. II.

de Beauchet-Filleau (1). Aussi l'occasion nous a-t-elle semblé bonne pour rappeler l'essentiel de ce que nous savions sur les membres de cette famille saintongeaise, en y ajoutant les renseignements que nous avons pu trouver dans nos papiers. C'est cet ensemble de documents que nous offrons aujourd'hui : nous ne nous cachons pas les imperfections de notre travail, mais nous pouvons en dire que c'est à ce jour l'étude la plus complète sur la famille de Courbon, dont le nom est associé à l'un des sites les plus enchanteurs, à l'un des châteaux les plus beaux de notre région.

D'une écriture du début du xix^e siècle, voici ce que, selon nous, doit être ce document. C'est probablement une copie, par un des derniers de Courbon, de la généalogie que l'on disait être la vraie dans la famille et dont Mgr de Beaumont discute les origines dans un mémoire fameux (2). Par son début, en effet, par quelques points de l'exposé des premiers degrés, notre manuscrit rappelle la leçon que Mgr de Beaumont discute dans son mémoire.

Pour la suite des siècles, notre document est assez précis ; incomplet néanmoins, il n'indique pas entre autres certaines mésalliances de la branche de Saint-Léger.

Ce qui nous fait croire que nous avons en mains un document de famille, c'est que, en ce qui concerne les derniers degrés, se trouvent, intercalés dans les feuilles de notre manuscrit, des documents originaux relatifs à quelques-uns des derniers représentants de cette très ancienne famille.

Nous n'avons ni la prétention ni la possibilité de discuter l'argument de Mgr de Beaumont. Aussi nous donnons simplement la leçon qu'il discute. Sur cette base, quelqu'un de plus avisé que nous pourra peut-être démêler l'écheveau des origines de la famille de Courbon.

Notre étude aura, en tous cas, l'avantage de donner l'histoire de la branche de Beauregard et celle de la branche de Longueval, qui sont restées inaperçues de Beauchet-Filleau. Nous identifions également quatre des « isolés » de ce dernier auteur. Si nous leur donnons un numéro d'ordre, le lecteur verra qu'il restera encore à donner la filiation de : 1) *Guillaume*, qui, d'après Beauchet-Fil-

(1) Beauchet-Filleau. *Dictionnaire historique et généalogique des Familles du Poitou*. 2^e Edit. Poitiers, 1895. Tome II, p. 686.

(2) Mgr de Beaumont. *Mémoire sur la maison de Courbon*. *Rev. de l'Aunis et de la Saintonge*, 1866, p. 20.

leau, se croisa en 1248 ; 4) *Jeanne* ; 5) *Ramphoul*. Pour ces deux derniers, d'ailleurs, le généalogiste poitevin cite des références inexacts dans le *Bulletin-Revue de Saintonge et d'Aunis*.

Nous avons été aussi dans l'impossibilité d'identifier deux personnages : 1) Marie-Louise de Courbon, épouse de Jean Desmé, baron de Saint-Elie (1) ; 2) Jacques de Courbon, chevalier, seigneur de Saint-Léger, qui avait épousé Marie-Anne Dussaud, veuve en 1759 (2).

..

On dit l'ancienne famille de Courbon originaire de Touraine : il y a en effet, près de Tours, une paroisse appelée La Roche-Courbon. Mais nous ne croyons pas qu'il faille faire état de cette donnée pour affirmer l'origine tourangelles des de Courbon. D'après M. de la Morinerie, le fief de la Roche, assis en la paroisse de Saint-Porchaire, relevait du roi (3). Après différentes péripéties, il échet à la famille de Courbon et devint la Roche Courbon, après avoir été la Roche-aux-Courbon. Comme l'a montré M. Venant (4), le nom de la Roche Courbon est assez récent. Jusqu'à la fin du xvi^e siècle, la terre s'appelait Romette : ici la famille donna son nom au fief, et vers le milieu du xvii^e siècle, on trouve le nom de La Roche-Courbon définitivement substitué à celui de Romette.

D'après Lainé, cette famille serait connue depuis 1180, tandis que Saint-Allais (5) prouve une filiation suivie depuis 1370. Ce qu'il y a de sûr, c'est que cette famille est établie en Saintonge depuis le xiv^e siècle. Ce n'est cependant point à elle qu'il faut attribuer la construction du château de la Belle au Bois-Dormant (6). Le château cher à Pierre Loti date en effet de la fin du xv^e siècle et la famille de Courbon n'en devint propriétaire qu'en 1575.

Quoiqu'il en soit, ainsi que le fait remarquer Bauchet-Filleau, après Saint-Allais, la famille de Courbon « a occupé de hautes positions dans les armées de terre et de mer, et, dans ces derniers, Charles de Courbon, comte de Blénac et lieutenant général, pré-

(1) *Rec. Com. des Arts, Ch.-Inf.* XII, p. 401.

(2) *Rec. Com. des Arts, Ch.-Inf.* *ibid.*, p. 402.

(3) *Bull. de la Soc. des Archives Saint Aunis*, XIV, 1894, p. 348.

(4) Henry Venant. *Les seigneurs de la Roche Courbon (1380-1790)*, *ibid.* XXXVI, p. 327.

(5) De Saint-Allais et de la Chabaunière. *Nobiliaire universel de France*. I, p. 401.

(6) H. Venant, *loc. cit.*, p. 330.

senta à la France le singulier, rare et glorieux spectacle d'un chef d'escadre ayant sous ses ordres six vaisseaux commandés par ses six enfants, fait peut-être unique dans les fastes de la marine. »

Les armoiries traditionnelles de la famille de Courbon sont les suivantes : « d'azur à trois fermeaux d'or, l'ardillon posé en pal. » Cependant le blason que d'Hozier a cru devoir donner à Eutrope-Alexandre de Courbon : « de gueules à trois fasces d'or (1) » est de pure fantaisie.

§ I. BRANCHE DE SAINT-LÉGER

I. — COURBON. (Louis de). On trouve sa trace dans plusieurs actes cités dans notre manuscrit : « M. Loys de Courbon et trois escuyers du 22 aout 1339 au 12 septembre, venant de sa maison pour trente jours, y compris le retour. (Compte de M. du Drac, trésorier des guerres, de 1340 à 1341.) » Le même, en qualité de « chevalier bachelier au siège de Tournai en 1340 avec sept escuyers venant de la cour de Bar à Lécuse, du 9 mai 1339 au 1^o octobre 1340. » Notre document dit aussi qu'on trouve le même Louis de Courbon et Jean de Versailles, chevaliers maréchaux du roi de Navarre en 1332. « Leur scel commun en cire verte porte au 1^{er} une bande chargée en chef d'une molette, au 2, 7 besans, 3, 3 et 1. » Nous trouvons enfin un don fait à Paris, le 12 mars 1355 par le roi a Louis de Courbon, chevalier, de 200 livres tournois de rente, à vie, pour les revenus de la prévôté d'Aubry (?). Louis de Courbon eut trois fils. A) *Hugues* que nous trouvons juré en Saintonge en 1327, B) *Jaquemin*, qui est en 1355 l'un des écuyers de la compagnie de Jean de Châtillon, comte de Porceau, chevalier banneret, suivant la montre faite à Paris le 23 juin 1355. Une pièce de la chambre des comptes de Nevers (toujours selon notre document) (layette Bourg, 2, G, 81) le dit en 1367 écuyer, sieur de Courbon. Il eut un fils, *Jean*, écuyer, sieur de Longueis (?) en partie, pour ce qu'il tenait de la seigneurie de Launier (?) (ibid. 5, K, 81.) (2). Il se signala à la bataille de Poitiers. C) *Jacques*, qui suit.

(1) *Bull. Héraldique*. II. p. 613.

(2) Nous avons demandé à l'archiviste départemental de la Nièvre s'il était possible de vérifier ces références. M. l'archiviste nous a fait savoir — et nous l'en remercions bien vivement — « que le fonds de la chambre des comptes de Nevers est pour ainsi dire inexistant, la presque totalité des documents ayant été détruite en 1793. » Dans ce qui reste, l'archiviste « ne trouve nulle trace de la famille de Courbon. »

II. — COURBON (JACQUES de). Un extrait des actes et ordonnances du chapitre de l'église collégiale de Poitiers du samedi 14 avril 1665, dit que dans la sacristie, il y a un vieux tableau où on lit : « Cy-git Jacques de Courbon, capitaine de cent hommes d'armes, gentilhomme de Touraine tué à la bataille que donna le roi Jean contre les Anglais en 1356. » Il a eu un fils *Arnaud*, qui suit.

III. — COURBON (ARNAUD de). Notre document cite : « copie d'un titre du 20 février 1375 déposé au greffe de l'élection de Saintes qui dit (1) : Charles ; par la grâce de Dieu, roi de France, par la bonne relation des personnes de Robert de Thézac, Pierre Le Comte, Antoine de Pontac, Jean de Lhousme, Arnaud de Courbon, Jean de Rabaine, de leur bonne et noble génération, et, en considération des grands services à leurs dépens contre les Anglais dans le château de Mortagne en Saintonge, leur avoir donné de grâce spéciale le droit de porter l'Étoile Royale en toute bataille, tous combats, en tous lieux et places, fêtes et compagnies. » Il a eu trois fils.

A) *Henry*. Notre généalogie donne à propos d'Henry, un renseignement extrêmement précieux : « prieur de Saint-Eutrope-les-Saintes », et ajoute la référence : « Titre de l'an 1446. Vol. côté 2 des titres originaux scélés concernant les prieurés. Cabinet de M. Gagnière à la bibliothèque du roi. » Si nous nous reportons à liste des prieurs de Saint-Eutrope publiée par L. Audiat (2), la nous voyons qu'il y a place pour lui entre Pierre Thomas de La Vallette (1439) et Odon de la Baume. D'après L. Audiat, le premier document certain que nous ayons de ce dernier prieur date de 1447 (3) et le dernier de 1476. Dom Estiennot l'indique seulement à l'année 1444. Il y a dans la liste d'Audiat, une lacune que pourrait venir combler notre Henry de Courbon.

(1) C'est tout ce que nous pouvons répondre au « tout cela est bien douteux » de Beauchet-Filleau. Il faudra conférer ces origines avec les arguments donnés par Mgr de Beaumont (*loc. cit.*). Il semble cependant bien établi, comme nous le verrons par la suite, qu'on puisse donner la filiation certaine de la branche de Saint-Léger à partir des enfants de cet Arnaud.

(2) L. Audiat. *Saint Eutrope et son prieuré*, p. 153. — Id. *Saint-Eutrope, premier évêque de Saintes dans l'histoire*..... p. 312.

(3) Nous verrons que le plus ancien document d'Odon est jusqu'à nouvel ordre de 1448.

Vérification faite (1), la pièce en question est une quittance de « Henry de Corbon, prévost moyne du prieur de Saint-Eutrope-Hors-les-Murs de Xaintes, gouverneur et administrateur des ladres du dit lieu. » Henry est indiqué comme « *prévost moyne* » et non comme prieur. C'est peut-être une petite vanité de la part de l'auteur de notre document : mais n'oublions pas que cette pièce est, selon nous, un registre de famille. Cependant, il se peut fort bien que notre prévost ait fait les fonctions de prieur au prieuré de Saint-Eutrope pendant l'inter règne signalé par Audiat. C'est très possible étant donné les hautes fonctions du *prévost*, qui, conformément à son étymologie, a été employé dans un sens très étendu pour désigner une personne ayant une autorité sur les autres : tels étaient les premiers dignitaires d'un chapitre, les prieurs des monastères. C'est le *præpositus* de nos cartulaires (2).

Nous trouvons ensuite Henry de Courbon comme prieur de Saint-Pierre de Jarnac. Le 17 mars 1451, il fut élu abbé de Bassac, pendant son absence, par les moines de cette abbaye bénédictine. D'après la *Gallia Christiana*, il fut le premier des abbés nommés qui assistèrent à l'assemblée convoquée par Jean d'Angoulême, comte d'Épernay et de Romorantin après sa délivrance des prisons d'Angleterre. Ce fut lui qui bâtit la maison abbatiale et il vécut jusqu'en 1476. Notre document indique enfin qu'il fut cité avec son frère Jean dans un testament du 25 août 1473 d'un autre Henry de Courbon (3), marié en 1445, comme oncle de ce dernier (4).

B) Jean, religieux, prieur de Pérignac, présent à une transaction

(1) Voici la référence actuelle de la pièce. B.N. FR. 20915. N° 2 (parchemin). 1.^{er} même recueil contient à la suite : (n° 3, 4, 5, 6). Quittances de Oddez de la Balme, prieur du prieuré conventuel de Saint-Eutrope, 31 août 1448. Au 13 juin 1459, fragment de sceau ogival dont il ne reste que le bas : un priant dans une niche entre deux écus : « de... à la bande de... » qui sont les armes d'Oddez de la Balme. Tel devait être le blason du prieuré, Oddé de la Balme étant prieur. N° 7. « Jehan d'Asnyères, prévost moine de Saint-Eutrope, vicaire de Philippe de Cossé, évêque de Cousances et prieur du dit prieuré », 27 mars 1453. Bien que ces derniers documents soient sans rapport avec la famille de Courbon, nous les donnons à titre de contribution à l'histoire du prieuré de Saint-Eutrope. Audiat ne semble pas les avoir connus.

(2) Sur les fonctions du *præpositus* dans nos abbayes saintongeaises. Voir : Bruhat, *Le Monachisme en Saintonge et en Aunis*. La Rochelle, 1907, p. 254 sqq.

(3) Il s'agit d'Henry étudié au n° V.

(4) Notre mss. n'indique pas, comme le testament auquel fait allusion Mgr de Beaumont (*loc. cit.*, p. 68) que cet Henry fut aussi abbé de Sablonceaux.

passée le 16 juillet 1457 entre Jean de Beaumont, seigneur de Rionx et Seguin Fourreau. Il est ensuite prieur de Saint-Savinien ; nous le voyons assister le 3 juin 1471 avec d'autres prieurs à la transaction sur procès entre Jean Acarie, seigneur du Fief et plusieurs membres de la famille Bechet (1). C. Aymar, qui suit.

IV. — COURBON (AYMAR de). Marié avant 1409 à Letisse de Cressiet, il rend hommage le 8 février 1439 à cause de son épouse à l'abbé de Saint-Cyprien-hors-les-murs, de Poitiers, prieur de Saint-Léger, près Pons, diocèse de Saintonge, de la terre de Saint-Léger. Il eut deux fils : A) *Guillaume*, chef de la branche de Beauregard dont la postérité sera rapportée au § II. B) *Henry*, qui suit. Aymar paraît aussi avoir eu des filles d'après l'hommage rendu par Henry son fils. « comme cohéritier de Letisse de Cressiet, sa mère, tant pour lui que pour ses sœurs », le 30 mars 1445 à l'abbé de Saint Cyprien, prieur de Saint-Léger (certificat de dénombrement du 5 avril 1445) C) et sans doute suivant Beauchet-Filleau, *Etienne*, prieur de Saint-Léger, qui arrenta des maisons le 14 août 1477. (*Arch. Vienne. St-Cyprien*).

V. — COURBON (HENRY de). Fils et cohéritier comme nous avons dit précédemment de Létisse de Cressiet. Né en 1429, il avait épousé en 1445 Isabeau Gaillard, de la maison de Chabonais et le 25 août 1473, il testait en faveur de cette dernière. De cette alliance naquirent : A) *Liete*, B) *Adèle*, C) *Heliot*, D) *Nicolas*, qui suit, tous indiqués dans le testament de leur père.

VI. — COURBON (NICOLAS de). Ecuyer, seigneur de Saint-Léger ; on le trouve comme homme d'armes de la compagnie de cent hommes d'armes et de deux cents archers sous la charge de Briand Grany (2) leur capitaine, suivant la montre faite à Labatut le 22 mai 1475. Il épousa Marguerite de Poulignac, fille de Foucauld de Poulignac, seigneur de Fontaine et de Fléac, et d'Agnès de Chabonais.

De 1502 à 1517, Nicolas est maître d'hôtel de la Comtesse d'Angoulême. Il teste le 21 octobre 1517, donnant tous ses biens à son fils aîné qui lui succédait aussi dans ses charges. A défaut de Jean, l'héritier était Guy, son second fils « à charge Jean de marier Renée et Norette ses deux sœurs. » Nicolas mourut le 20 novembre 1517 après avoir eu : A) *Renée*, indiquée ainsi que ses frères et sœurs dans le testament ci-dessus. B) *Norette*, dame d'honneur

(1) L. Audiat : *Saint-Eutrope, premier évêque de Saintes...* p. 313.

de la reine de Navarre. Elle épousa Jean de Saugnac, seigneur de Beauchâteau en Rouergne. C) *Jean*, écuyer, seigneur de Saint-Léger, qui épousa en 1514, Catherine de Saint-Aubin, fille du seigneur de Lépine, premier écuyer de la duchesse d'Angoulême. Beauchet-Filleau nous dit que le 26 avril 1523, Catherine étant veuve transigeait avec Guy son beau-frère au sujet de son contrat de mariage, passé le 15 janvier 1514. N'ayant pas eu d'enfant, sa succession fut recueillie par D) *Guy*, qui suit.

VII. — COURBON (Guy de) écuyer, seigneur de Saint-Léger. En 1519, nous le trouvons homme d'arme de la compagnie de quatre-vingt-dix lances des ordonnances du roi, sous la charge de Mgr de La Trémouille, leur capitaine, suivant la montre faite à Auxonne en Bourgogne le 8 mars 1519. Le 13 janvier, 1523, il épousa Bonnaventure Vigier, fille de Guy Vigier, seigneur de Chalonne et de Charlotte de La Roche. Il mourut avant 1547, puisque le 23 septembre 1547 ont lieu à la réquisition de sa veuve les inventaires des meubles et effets de défunt Guy de Courbon. Le 21 février 1554 devait avoir lieu également l'inventaire des meubles et effets des successions de Guy de Courbon et de Bonnaventure Vigier au nom de leurs enfants qui furent : A) *François*, seigneur de Saint-Léger, à qui en 1571 Claude Demontis rend hommage pour sa seigneurie d'Orlac et qui, suivant Beauchet-Filleau, le 28 mars 1555 faisait à Charles de la Saumaine, prieur claustral de l'abbaye de Saint-Cyprien et vicaire de l'abbé offre d'hommage pour sa dite terre. Il mourut sans postérité. B) *Joachim*, à qui par testament du 21 septembre 1587, Jeanne de Courbon sa sœur donne à une fille naturelle de feu Joachim une somme de 300 livres. Il mourut sans autre postérité. C) *Jacques* qui suivra. D) *Bonnaventure* mariée d'abord à Pierre d'Artigoiti, seigneur d'Artigoiti et de Belzunce en Biscaye, gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, grand chambellan et maître de la garde-robe du duc de Lorraine qui nomma Bonnaventure son exécutrice testamentaire le 5 janvier 1562. Elle épousa en deuxième noces, Africain, baron d'Haussonville, Ornes et Saint-Georges, premier pair de l'évêché et comté de Verdun, chambellan du duc de Lorraine et maréchal de Barrois. Elle fut dame d'honneur de Catherine de Médicis et de Claude de France. E) *Françoise*, qui épousa haut et puissant seigneur Jacques de Pons, seigneur de la Forest. F) *Perrette* nommée dans l'inventaire fait au décès de sa mère en 1554. Elle fut demoiselle à 200 livres de gages, de la maison d'Elisabeth de France reine d'Espagne, jusqu'à ce que cette dernière rentre en Espagne. Elle

est restée célibataire. *G) Louise*, mariée à Don Diegue de la Cueva, marquis de Labrada. Elle testa en faveur de sa sœur en 1583. *H) Jeanne*, qui épousa d'abord le 19 janvier 1572 François de Guinanson, écuyer, seigneur de Villefanée en Saintonge, puis le 1^{er} octobre 1609, Josias de Beaumont, écuyer auquel elle fit donation le 23 février 1613 (dispense des grands vicaires de Saintes pour ce mariage). Elle mourut sans enfants, mais elle testa en faveur de ses quatre neveux, enfants de Jacques son frère et de Jeanne de Gombaud.

VIII. — COURBON (JACQUES de), écuyer, seigneur de Saint-Léger et de Souillac. Il avait épousé Jeanne de Gombaud (contrat du 18 novembre 1575, reçu Jasmé, notaire à Saintes), demoiselle dame douairière de Romette et Romegoux, fille de Pierre (1), écuyer, seigneur de Briaigne et de Corme-Ecluse et de Bertrande de Léaumont, plus connu dans l'histoire de Saintonge sous le nom de Capitaine Romegoux, l'un des chefs les plus célèbres du parti calviniste. Aussi apporta-t-elle les terres de Romegoux et de Romette appelée par la suite la Roche-Courbon. Il mourut avant 1587 : en effet, d'après le testament de Jeanne de Courbon, femme de Guinanson, Jacques, son frère, n'existait plus en 1587. Nous trouvons aussi pour l'année 1601 une procuration par noble personne Gombault, dame de Saint-Léger, Romette et Romegoux, veuve de noble homme Jacques de Courbon, écuyer seigneur de Saint-Léger, pour recevoir 833 livres de rente sur l'Hôtel de Ville de Paris. Le 1^{er} novembre 1617, Jeanne fait son testament instituant Charles de Courbon son fils aîné, son légataire universel (2), et partageant ses biens entre ses trois fils : *A) Charles* qui suit ; *B) Jacques*, auteur de la branche de Blénac, qui sera rapportée au § V. *C) Louis*, écuyer, seigneur de Romette, capitaine d'une compagnie de deux régiments, qui épousa le 30 janvier 1617 Anne Philippier,

(1) Notons quelques variantes : H. Venant (*loc. cit.* p. 333) dit que Jacques de Courbon, « ancien lieutenant de M. Bellegarde était en 1575, commandant pour le roi en la ville de Saintes. » Beauchet-Filleau dit à son tour : « Jacques fut lieutenant de M. de Bellegarde, commandant pour le roi en la ville de Saintes. » Notre document dit enfin : « Pierre de Gombaud, écuyer, commandant pour le roi de la ville de Saintes. » Certes, le rédacteur de notre manuscrit s'est trompé : il y avait un Gombaud, gouverneur de Saintes en 1574 (*Eschasseriaux, Etudes relatives à la ville de Saintes*, p. 223, note). Mais H. Venant s'est également trompé en faisant de notre Jacques le gouverneur de Saintes. Si le gouverneur était un Gombaud, il ne pouvait être un Bellegarde comme le dit Beauchet-Filleau. Sur ce Bellegarde, voir *Eschasseriaux, loc. cit.*, p. 214, note.

(2) H. Venant, *loc. cit.*, p. 333, note 2).

filie de feu Jean, conseiller du roi, lieutenant particulier et assesseur criminel au siège de Cognac, et de Marguerite Charrier. Il était âgé de trente ans lorsqu'il fut témoin de l'information de vie, de mœurs et religion, faite le 18 septembre 1612 par le cardinal Perron, grand aumônier de France pour la réception d'Isaac de La Rochefoucaud, baron de Montendre, nommé chevalier de l'ordre du Saint-Esprit. Capitaine au régiment de Champagne, il fut tué au pont de Lunel. De son mariage avec Anne Philippier, sont nés : a) *Charles* que nous trouvons en 1656 lieutenant des gendarmes de Philippe duc d'Anjou. Il mourut sans alliance à Paris le 17 septembre 1690 âgé de 75 ans. b) *Marie-Marguerite* qui épousa le 18 avril 1641 (Barraud, notaire à Cognac) Léon de Boscal de Réals, écuyer seigneur d'Anjac et de Mornac.

9. — COURBON (CHARLES DE), écuyer, seigneur de Saint-Léger, vicomte de Saint-Sauveur, Briaigne, du Seurre, les Barre. En 1615, Charles de Courbon est chevalier de l'ordre de Saint-Michel et maître de camp d'un régiment d'infanterie ; en 1626, il est lieutenant de la compagnie des Gendarmes du duc d'Epéron. Après Saint-Allais et Beauchet-Filleau, nous dirons qu'il reçut, en 1633, une lettre du duc d'Epéron pour reconnaître le Comte de Jonzac comme lieutenant-général du roi en Saintonge, et en 1635, un ordre du roi de se rendre près du commandeur de La Porte pour être employé à la garde des places et des îles de la côte de Saintonge. Charles a fait son testament en 1644, et il mourut en 1648, sans avoir connu l'érection en sa faveur et en celle de son fils aîné Jean-Louis, de la châtellenie et vicomté de Saint-Sauveur-en-Puisaye avec les terres de la Barre, Saint-Marceau, Resain, en titre de marquisat, mouvant de l'évêché d'Auxerre. (Enregistré le 29 août 1650). Il épousa le 16 janvier 1605 (1), Jeanne Gabriel d'Agès, fille et seule héritière de François, chevalier de l'ordre du roi, gentilhomme ordinaire de sa chambre, seigneur de Saint-Sauveur, Briaigne, Lorgeron et les Barres et de Jeanne du Chesnay, dont il eut : A) *Suzanne*, mariée le 16 octobre 1626, à Charles de Béchillon, chevalier, seigneur d'Irlaud et du Vanneau (près de Niort) ; B) *Jean-Louis*, qui suivra ; C) *Renée*, baptisée à Saint-Porchaire, le 22 août 1618 ; D) *Angélique*, baptisée au même endroit.

(1) Nous n'avons pas d'autres arguments que ceux de M. Dangibaud (Bulletin de la Société des Archives Saint-Aunis XXIX, p. 67), pour préférer à la date 1605 celle plus vraisemblable de 1615. Notre document porte 1605.

le 3 novembre 1619 ; E) *Charlotte*, baptisée à Corme-Ecluse, le 6 juin 1625 ; F) *Philippe*, baptisé au même endroit le 2 avril 1626, tous morts jeunes ; G) *Charles-Louis*, chevalier, seigneur, baron du Seurre, chef de la branche de Longueval, rapportée au § III ; H) *Léonard*, chef de la seconde branche de Saint-Léger dont la postérité sera rapportée au § IV.

10. — COURBON (JEAN-LOUIS), chevalier, marquis de Saint-Sauveur-en-Puisaye et de la Roche-Courbon, né en 1617. Il obtint que la vicomté de Saint-Sauveur-en-Puisaye fut érigée en marquisat par lettres de juillet 1649, enregistrées au Parlement le 29 août 1650. La même année 1649, le duc d'Enghien le nomma gentilhomme de sa chambre et par lettre le traita d'allié. Chevalier de l'ordre du roi, conseiller en ses conseils, par lettre de 1651, il avait épousé en 1639, Anne de Jalesme, fille puînée de Charles, seigneur, marquis de Jalesme en Vendômois et d'Eléonore de Maillé-Brézé, grand-tante de la princesse Claire-Clémence de Maillé-Brizé, épouse du prince de Condé, duc d'Enghien. Ce fut lui qui, selon M. Venant (1), fit exécuter les peintures de la salle de bains qui existe encore aujourd'hui. D'après un tableau peint au XVII^e siècle et reproduit par H. Venant, le château de la Roche-Courbon était beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui et comprenait un autre corps de logis semblable à celui qui existe seul maintenant et auquel il était réuni par un corps de bâtiment qui englobait le donjon d'entrée aujourd'hui isolé. De tous les propriétaires du château, Jean-Louis y résida le plus. Aussi cette époque est-elle celle de la plus grande splendeur du château. De cette époque datent les balustrades, et probablement aussi la galerie et les arcades de la façade donnant sur le marais. Cet ensemble faisait alors de la Roche-Courbon « une des plus belles résidences qu'il y eut alors en Saintonge. » Jean-Louis de Courbon mourut à la Roche-Courbon, le 27 février 1693, à l'âge de 77 ans, et il fut inhumé le lendemain dans le chœur de l'église paroissiale de Saint-Porchaire. Il eut pour fils *Eutrope-Alexandre* qui suit.

11. — COURBON (EUTROPE-ALEXANDRE de), chevalier, seigneur et marquis de la Roche-Courbon et Saint-Sauveur, baron de Cozes, seigneur de Briaigne, Vaux, Batasse et autres lieux, baptisé à Saint-Porchaire le 16 juin 1646. Enseigne de vaisseau en 1667, puis lieutenant de la Compagnie des Gardes de la Marine au port de

(1) H. Venant, *loc. cit.*, p. 335.

Rochefort, à la création de celle-ci, âgé seulement de 24 ans. Il obtint alors une pension de 2.000 livres. Il dut quitter la marine au mois d'octobre 1670, après une affaire avec le duc de Bouillon, ami de sa femme, qu'il tua. Il fut ensuite nommé colonel d'un régiment d'infanterie de la généralité de Bordeaux. Il épousa d'abord à Tonnay-Charente Françoise Colbert de Terron, fille de Charles-Colbert de Terron, marquise de Bourbonne et de Torcenays, intendant au pays d'Aunis et commissaire général de la marine du Ponant, et de Madeleine Hennequin. (Contrat reçu Lortye, le 30 décembre 1666). Le mariage fut résilié le 4 novembre 1673, « attendu que l'avis du parlement de Bordeaux rendu entre le dit seigneur de La Roche-Courbon et la dite demoiselle du Terron, qui confirme la sentence rendue par le juge official de l'évêché du dit Saintes, qui déclare qu'il n'y a point de mariage entre eux et que les dits seigneur et demoiselle deviennent déchargés de toute charge. » (minutes Gillet, notaire à Saintes). Eutrope-Alexandre se maria ensuite le 14 août 1686 avec Marie d'Angennes, fille de Gabriel, chevalier, seigneur de Vaux et d'Élisabeth de Saint-Julien-Saint-Marc. En 1687 il est fait brigadier dans la compagnie des gardes du corps du roi commandée par le duc de Noailles. Il eut de ce mariage A) *Gabriel-Jean-Baptiste* né vers 1687, inhumé dans l'église de Saint-Porchaire le 19 février 1690. B) *Louis-Alexandre*, baptisé à Corme-Écluse, le 19 juin 1688, également mort en bas âge. C) *Anne-Marie*, née à La Roche-Courbon, le 24 novembre 1689, morte sans alliance après 1712. D) *Marie Éléonore*, née à La Roche-Courbon en 1691, inhumée dans l'église de Saint-Porchaire le 18 avril 1700. E) *Eustelle-Thérèse* qui, le 4 juillet 1719, épousa, dans la chapelle du château de Saint-Cloud, Louis-Charles de la Motte-Houdancourt, brigadier des armées du roi, ancien colonel d'un régiment de son nom, fils de Charles, Marquis de la Motte-Houdancourt, seigneur du Fayel, lieutenant général des armées du roi et de Marie-Élisabeth de la Vergne de Montenard. Eutrope-Alexandre de Courbon mourut dans les premières années du XVIII^e siècle (entre 1699 et 1708). « C'est vers cette époque, nous dit H. Venant, qui marque le commencement de l'abandon du château, que l'on dut démolir le corps de logis situé au devant de l'habitation » (1). C'est à Eutrope-Alexandre que d'Hozier attribue ces armoiries fantaisistes, « *de gueule à trois fasces d'or.* »

(à suivre.)

Dr BOURRIAU.

(1) H. Venant, *loc. cit.* p. 326.

PIERRE A DESSINS PRÉHISTORIQUES

DE LA GROTTE DE LA ROCHE-COURBON

(Saint-Porchaire)

Les grottes de la Roche-Courbon, commune de Saint-Porchaire, se trouvent sur la rive droite d'un ruisseau tributaire de la Charente. Elles sont dans un domaine autrefois très boisé, aux accidents de terrain très pittoresques, à quelques centaines de mètres du beau château de la Roche-Courbon. Le château, les bois, les grottes, décrits par Pierre Loti dans le deuxième chapitre de la « *Belle au Bois dormant* », attirent de nombreux visiteurs. Des fouilles hâtives furent très souvent pratiquées dans les grottes ; aussi les gisements des couloirs partant de la grotte principale n'offrent-ils aujourd'hui qu'un intérêt relatif. La grotte principale elle-même, pour des raisons maintenant ignorées, fut, il y a près d'un siècle, débarrassée de ses dépôts archéologiques.

Depuis longtemps déjà on reconnut que ces grottes avaient abrité les hommes des époques préhistoriques comme le montrent les indications données par M. Musset dans son important ouvrage : « *La Charente-Inférieure avant l'histoire et dans la légende* (1). » Luguët, professeur à la Faculté des Lettres de Clermont, puis la Société d'histoire naturelle de La Rochelle et la Société de géographie de Rochefort, au cours de plusieurs excursions, constatèrent la présence de silex taillés et de restes d'animaux aujourd'hui éteints. Nombreux sont les chercheurs qui ont emporté des silex provenant des gisements d'ailleurs peu épais de la Roche-Courbon. M. Bossé, autrefois instituteur à Saint-Porchaire, y a également recueilli la majeure partie des nombreux silex taillés de sa collection dans laquelle on peut notamment voir de beaux outils moustériens et aurignaciens. Dans cette même collection, il convient aussi de noter une belle pointe en os à encoches assez profondes. Une personne habitant encore Saint-Porchaire montra cet objet à Cartailhac qui conseilla d'examiner les parois des différentes cavernes afin de voir si des dessins n'avaient pas été tracés.

Enfin M. Welsch, professeur de géologie et Doyen de la Faculté des Sciences de Poitiers, nous adresse un extrait du *Bulletin de la*

(1) *La Charente-Inférieure avant l'histoire et dans la légende* avec carte préhistorique en trois couleurs par Georges Musset, 1885, Niort, Léon Clouzot, 22, rue des Halles.

carte géologique de l'Armée (1) où sont comprises des notes relatives à la feuille de La Rochelle au 320.000^e. Après avoir parlé de différents gîtes fossilifères de notre région, le savant géologue écrit, au bas de la page 8 de la brochure, la note suivante : « En « passant, je puis citer une trouvaille intéressante qui a été faite « par M. Clémenceau, receveur des contributions directes à Cozes « (Charente-Inférieure), et que j'ai pu examiner en 1893. C'est « celle d'une petite plaque en ivoire (ou en os) avec un éléphant « gravé, avec deux trous de suspension ; elle provenait de fouilles « faites dans un abri ou grotte de Rochecourbon, près Saint-Por- « chaire. » Nous faisons actuellement des recherches pour retrouver l'objet.

Telles sont, rapidement énumérées, les indications essentielles que nous avons pu avoir au sujet des grottes préhistoriques de La Roche Courbon.

Dans un recoin se rattachant à un des couloirs qui, à droite, partent de la grotte principale, et à quinze mètres de l'entrée, des chercheurs avaient bouleversé un gisement et ramené en surface de nombreuses pierres. L'épaisseur de la couche archéologique dépassait à peine trente-cinq centimètres, d'après les constatations que nous avons pu faire sur les parois. Nous avons recueilli dans les restes des fouilles faites en ce point trois pierres calcaires plates, un certain nombre de silex taillés et enfin quelques os brisés mais indéterminables parce que trop petits.

I. LES TROIS PIERRES PLATES

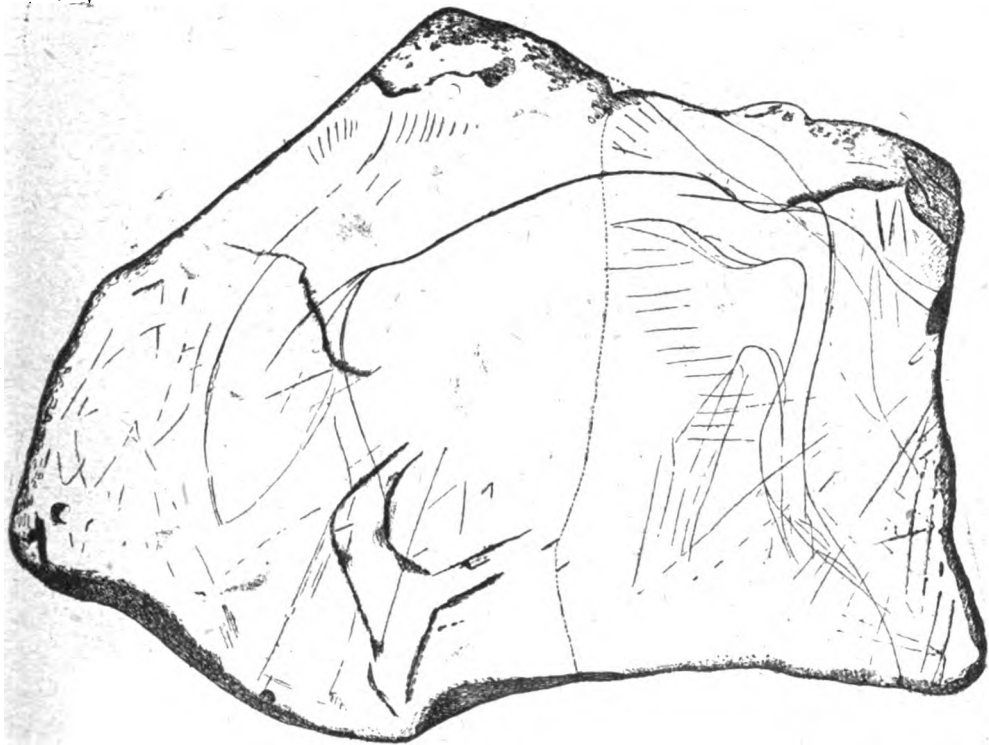
1° La pierre à dessins (2). — Elle est en roche calcaire du pays et d'un grain assez fin ; ses contours ainsi que l'épaisseur sont irréguliers ; la plus grande dimension dans le sens de la longueur est de trente sept centimètres tandis que dans le sens de la largeur elle atteint trente centimètres ; l'épaisseur varie de six à deux centimètres. La pierre est unie sur une face et a dû tout d'abord servir de meule à malaxer de l'ocre rouge comme on en trouve fréquemment dans les rochers de l'endroit ; sur cette même face plusieurs dessins furent ensuite exécutés par les Préhistoriques. Elle

(1) Numéro 133. Tome XXII (1912).^e Mai 1913. Saintonge, Angoumois, Médoc, par M. Jules Welsch, collaborateur principal.

(2) *Bulletin de la Société des archives historiques de Saintonge et d'Aunis*. Saintes. Lettre à M. Ch. Dangibeaud, Président de la Société. 1924, p. 152.

fut brisée en deux parties par les fouilleurs, mais la cassure étant nette, la soudure pratiquée au Musée de Saint Germain, grâce à l'obligeante intervention de M. l'abbé Breuil, a donné une pierre où rien ne peut nuire à l'examen des différents dessins.

La partie centrale, bien unie et légèrement concave, est celle où il y a le moins de traits gravés ; ces derniers occupent surtout la périphérie. M. l'abbé Breuil, professeur à l'Institut de Paléontolo-



(Dessin de M. Clouet).

gie humaine de Paris, y distingue d'abord une « série emboîtée de tracés de mammoth grossièrement exécutés ». La ligne supérieure du dos est profonde, attire de suite le regard et rend plus facile l'interprétation de l'ensemble. La partie antérieure des animaux indique qu'il s'agit bien de mammoths et ne laisse pas de doutes à ce sujet. Les pattes, mal dessinées, sont grêles et manquent de souplesse. L'on peut noter deux paquets de poils représentés en premier lieu à hauteur de la poitrine, ensuite sur le dos même des

pachydermes. Les deux profils enveloppés sont plus nets que la ligne enveloppante, leur exécution est plus sûre. Des traits, plus ou moins rectilignes, plus ou moins profonds, sont en assez grand nombre, sur la partie inférieure des lignes qui reproduisent la ou les trompes des animaux.

Un petit animal est ensuite figuré en bas-relief ; les traits s'entremêlent avec ceux des pattes de derrière du plus grand dessin de mammoth. Le dessin est très net, fortement gravé, mais d'une raideur très apparente. Les lignes du dos ont, seules, quelque souplesse. Aussitôt la découverte de la pierre, ces traits profondément incisés, étaient enduits de couleur rouge qui disparut sous le lavage.

En troisième lieu on voit, à gauche, au milieu de nombreux et légers traits formant un irrégulier quadrillage, des lignes courbes qui se croisent et représenteraient peut-être deux poissons dont l'un serait plus grand que l'autre. Nous déclarons que cette dernière hypothèse est toute personnelle.

2° La deuxième pierre a également une face polie par des massages de couleur rouge. On y voit trois dépressions irrégulières (deux grandes et une petite), profondes de deux à trois millimètres, qui furent creusées peut-être pour mieux retenir la matière colorante. Sur le bord même de l'autre face de cette pierre, on peut noter plusieurs traits gravés, très rapprochés les uns des autres, et qui ne semblent pas se rapporter à l'ébauche d'un dessin.

3° La troisième est rugueuse et porte de très légers graffiti qu'on ne saurait interpréter. Ils paraissent surtout sous une certaine inclinaison. Un dépôt argilo-siliceux formant une gangue très résistante sur la partie centrale de la pierre ainsi que les aspérités de la roche empêchent toute interprétation des traits.

II. LES SILEX

Peu nombreux, ils comprenaient :

1° Une pointe moustérienne de base assez large.

2° Des silex de forme nettement aurignacienne dont quelques-uns seulement, comme la précédente pointe, étaient cacholonnés de blanc (burins, grattoirs carénés). De minuscules pointes en silex résultant des retouches lamellaires caractéristiques de cette époque étaient fréquentes. Il y avait aussi une pointe en os et quelques fragments d'os dont certains semblent avoir supporté un sommaire travail.

3^e Quelques éclats, quelques fragments de lames, quelques silex atypiques, d'ailleurs sans patine, se rapportent peut-être à des époques plus récentes.



D'après M. l'abbé Breuil, la pierre à dessins appartiendrait à l'époque aurignacienne. Nous admettons d'autant plus volontiers cette conclusion que le Solutréen manque en Saintonge et que le Magdalénien est loin d'y avoir l'importance de l'Aurignacien. D'autre part nous avons longuement examiné les parois des différents couloirs sans trouver de dessins d'animaux comme ceux qu'on rencontre en si grand nombre dans certaines grottes du département de la Dordogne et de la région des Pyrénées. Un couloir qui s'étend à plus de 80 mètres dans le coteau fut notamment l'objet, malgré de réelles difficultés, de recherches qui demeurèrent vaines. Seuls, de nombreux et curieux traits, dont l'ancienneté ne saurait être mise en doute, ont attiré notre attention.

MARCEL CLOUET.

LA MONNAIE FIDUCIAIRE EN CHARENTE-INFÉRIEURE (1792-1924)

Cet article devait paraître en 1925. Il a été constamment retardé faute de place.

Le public, en l'année 1924, aura vu, avec joie, disparaître de la circulation (1) les coupures d'un franc et de cinquante centimes dont l'apparition, en 1915, lui avait donné une si vive satisfaction.

Devenues objets de lamentations journalières à cause de leur saleté repoussante, dangereuse pour la santé, déchirées en plusieurs morceaux réunis tant bien que mal avec du papier de timbres-poste ou des morceaux de journaux, méconnaissables, illisibles sous leur couche de crasse, elles ont cédé leur place aux pièces de bronze d'aluminium, avant l'heure légale pour certaines (2).

(1) Légalement les coupures des chambres de commerce n'ont cessé d'être remboursables qu'à partir du 1^{er} mai 1926.

Une loi du 12 janvier 1926 a fixé à trois mois la liquidation des émissions des bons de monnaie effectuées par les chambres de commerce depuis le mois d'août 1914. Le délai de trois mois a commencé à courir le 1^{er} février 1926.

(2) Pendant deux ans la Presse a vitupéré contre ces « horreurs. »

L'Illustration du 8 mai 1920 a eu le courage de consacrer une page entière à la reproduction de billets de différentes villes en lamentable état et de montrer ainsi aux étrangers les facheux chiffons qu'ils seraient obligés de manier quand ils viendraient en France ! Elle aurait pu recommencer en 1923 ! Une nouvelle émission ne donna pas de meilleur résultat. L'expérience de la première ne profita pas. Tirées généralement sur un papier trop mince (1), ces coupures ne résistaient pas à une circulation intense, dans les poches ou les mains de marchands qui, de par leur commerce, ou d'ouvriers par leur métier, ne pouvaient les empêcher de se couvrir de noir.

Condenser, à l'intention de nos héritiers, quelques notes recueillies au jour le jour, concernant ces vignettes aujourd'hui tombées dans l'Histoire, tel est le but de cet article.

Confiance ! a été le mot d'ordre unanimement accepté dès la déclaration de guerre du 1^{er} août 1914, et depuis fidèlement observé par la population : confiance dans l'armée, confiance dans les dirigeants, elle ne s'en est guère départie.

La forme la plus remarquable, et la plus entière, peut être, sous laquelle cette confiance se soit manifestée et affirmée, c'est le consentement tacite, sans murmure, accordé à l'inflation du tirage des billets de banque jusqu'à un chiffre de milliards que nul n'aurait jamais osé prévoir, même en rêve, sans être taxé de démente (2) ! Le gouvernement payait sans compter. Les indemnités largement allouées, les marchés hâtivement conclus sous la pression des événements et de la nécessité de réparer des imprévoyances ou de subvenir aux obligations nouvelles de la guerre, entraînaient des dépenses qui trouvaient leur justification dans la foi en une issue prochaine et victorieuse. L'Allemagne paiera, tout retrera dans l'ordre ! Illusion que l'après guerre ne fit qu'accroître chaque mois et qui porte aujourd'hui ses fruits ! Et l'on ne voit pas poindre l'aurore du jour où se manifesterait la détente si désirable !

Le public, bien qu'un peu effrayé, n'a jamais douté du crédit de la France. Le cours forcé du billet de banque, dont, chaque jour, la contre partie en or diminuait, lui causait (— et lui cause —) moins de souci que le renchérissement continu de la

(1) Les billets, comme ceux de Cognac par exemple, imprimés sur un papier plus résistant, se sont conservés moins sales plus longtemps.

(2) En 1914, le budget de cinq milliards et quelques millions épouvantait les contribuables ! Avec quelle joie nous y reviendrions

vie (1). L'or avait disparu comme par enchantement, dès le 2 août, (et il demeura caché, depuis) sans que cette éclipse totale l'inquiât trop. Le phénomène semblait tout naturel... chacun y ayant contribué. La Banque de France, malgré ses efforts et le diplôme de civisme qu'elle délivrait aux bons Français, qui lui rapportaient quelques rouleaux du métal précieux, ne parvint qu'avec peine à renforcer faiblement son encaisse or (2). L'argent se serra lentement ; la pièce de cinq francs fit comme le louis d'or. Le vulgaire billon, déjà insuffisant, marqua, en même temps, une forte tendance à se raréfier. On accusa certaines gens de l'accaparer par spéculation et de l'exporter. On maugréait, les transactions devenaient très gênées, personne n'eut peur cependant.

C'est pour atténuer ce désarroi, y parer dans la mesure du possible, que les Chambres de Commerce furent autorisées à faire fabriquer, à leurs frais, des billets d'un franc et de cinquante centimes, contre dépôt d'une somme en espèces correspondant à l'émission (3).

On revenait à une pratique née aussi dans des circonstances difficiles, mais dans des conditions de crédit bien changées.

M. Maurice Martineau a donné au musée de Saintes deux billets de confiance de 1792 : un de La Rochelle et un de Saintes,

Le premier est un petit carton de 6 centimètres sur 43 millimètres sur lequel on lit.

CONSEIL Gal DE LA COMMUNE
de la ROCHELLE. — 4 sous

Bon pour QUATRE SOUS payable en
assignats.

ασφαλειx

(un mot en caractères hébraïques)

(1) Aux personnes qui aiment les rapprochements et à comparer le présent au passé, je signale les deux faits suivants : en 1860, la Turquie emprunte à 10 0/0, les banquiers de Paris cherchent des dépôts à 7 0/0 par an ou à 6 0/0 pour six mois. Le 3 0/0 vaut 67 francs. En remontant le cours des années : de 1684 à 1716, l'affermage des deux tiers des fruits de Rabaine, en l'île d'Oleron, trouve preneur à 2100 — 2800 liv., en 1720 — 1735 à 4400 liv. et en 1770 à 8000 avec un bail de 9 ans (*Registre appartenant à M. M. Martineau*). En 1773, une consultation d'hommes de lois affirme « l'augmentation excessive du prix de toutes choses depuis cent ans. »

(2) En 1926, elle a racheté la pièce d'or, au poids et prix du change. Pendant quelques jours seulement elle a racheté l'argent.

(3) Ce dépôt se faisait soit avant l'émission, soit après, mais quelques Chambres n'ayant pas la somme voulue disponible n'opérèrent leur dépôt qu'au fur et à mesure de rentrées de monnaie légale.

le tout dans un encadrement composé de trois motifs et estampé d'un timbre sec ayant autour COMMUNE DE LA ROCHELLE entourant une colonne surmontée d'un bonnet phrygien, et ayant au pied une table des droits de l'homme, un bouclier ovale, et en exergue en trois lignes. LAN 4 DE LA LIBERTÉ 1792.

Le second, imprimé en noir sur papier bleu, lettres et ornements réservés, se détachant en clair, mesure 77 millimètres sur 58 millimètres.

L'encadrement large de 8 millimètres, signé en deux endroits *Goguet*, est un composé de style Louis XVI et style Louis XIII.

En haut on lit *Pour échange d'assignats*,

Dans le champ

BILLET DE CONFIANCE de 15 sous (en noir)

un N fleuroné (en blanc sur fond noir)

Bon P (dans un cartouche) 15 S (dans un cartouche)

au milieu une sorte de médaille de la largeur d'une de nos pièces de dix centimes, ayant autour la légende MUNICIPALITÉ DE SAINTES et au centre un petit timbre sec portant les armoiries de la ville (le pont).

Ce billet porte en outre la signature manuscrite de *P hec Savary* et un numéro manuscrit 3277, et au dos les signatures de *E. Mareschal*, *Gillet*, *P. Lafaye*.

Le 8 mai 1792, la municipalité avait décidé d'émettre pour 12000 livres de billets de confiance en coupures de 5, 10, 15 et 20 sols, tirés sur papier ou bleu, ou blanc, ou vert, ou rouge. Ils devaient être livrés au public le lendemain contre des assignats de 5 livres, les assignats restant dans la caisse de la commune.

Certains les accueillirent très mal, leur reprochant de circuler sans caution, d'être mal faits « c'est de vrais chiffons et un barbouillage auquel on ne comprend rien, c'est une abomination de la part de ces hommes avides du bien des citoyens. » Toutes les villes qui en émirent s'en repentirent parce qu'ils étaient immédiatement contrefaits (1).

La critique n'est pas fondée si notre billet est de cette émission-là. Il est possible qu'il y ait eu une seconde édition mieux conditionnée. »

(1) *Histoire secrète des événements de la Ville de Saintes sous la Révolution*, par Marillet, en manuscrit, tome II, p. 16.

Saint-Martin de Ré, le département de La Charente émirent aussi des billets de confiance (1).

M. Abel Mestreau a découvert à Paris deux de ces billets et en a offert un au Musée de notre ville.

Ce billet se présente aujourd'hui sous une forme ovale, mais il est très vraisemblable que cet ovale a été imprimé sur un carré de papier. Cet ovale contient un losange dans lequel on lit :

A
X sols
Bon pour dix sols
n° 216.891 (*manuscrit*)
10 S.

et sur les quatre côtés du losange

Département de la Charente. Billet de confiance

En dessous signatures, Memineau, Buchey, Duvaz S^{re}, J. B. Jard.

Les billets de 1915 sont plus ornés, plus luxueux, plus grands. L'Art n'a pas toujours inspiré le dessinateur, ni guidé sa main, mais, d'une manière générale, la plupart de ces vignettes, quoique de caractère industriel, ne manquent pas d'un certain agrément. Une collection de ces coupures multicolores n'est pas dépourvue d'intérêt.

La *chambre de commerce de La Rochelle* émit en octobre 1915, six séries de cent mille francs en coupures d'un franc, marquées d'une lettre de l'alphabet et datées de décembre, plus huit séries de cinquante mille francs en billets de cinquante centimes. Toutes devaient avoir été présentées au remboursement avant le 31 décembre 1920. La vignette, signée André, imprimée à Angers par l'imprimerie Faré, est jolie. Sous une porte crénelée ornée des armoiries de la ville, on aperçoit le port de La Rochelle. Les deux coupures ont les mêmes dimensions. Celle d'un franc est tirée en brun, et celle de cinquante centimes en verdâtre (2).

Le revers est aussi une porte à deux arcs.

La *chambre de Rochefort* se mit moins en frais. Un cadre d'ornement avec les armoiries des villes de Saintes, Saint-Jean d'An-

(1) Voir dans les *Bulletins et Mémoires de la Société archéologique de la Charente* de 1913, p. 92 à 105, un article sur les *Billets de confiance à Cognac en 1792*.

(2) Il existe des exemplaires avec le mot *specimen* en travers, au dos, et percés de trois trous. Ceci dit pour les collectionneurs.

gely, Jonzac et Marennes aux quatre angles, de Rochefort en haut, au milieu, contient les mentions obligatoires. Le cachet rouge de la Chambre *valorise* le papier. Ces billets ont été imprimés à Angoulême chez Keller frères, en bleu pour la coupure d'un franc, en vert réséda pour celle de cinquante centimes, plus petite, différenciée de la précédente notamment par la suppression des armoiries. Il existe des spécimens. Le tirage est divisé en quatre séries de 250.000 francs chacune. Elles portent la mention qu'elles ne sont valables que dans les cinq arrondissements, nommés plus haut, dépendant du ressort de la Chambre.

En théorie, ces coupures n'avaient cours que dans la Charente-Inférieure, à l'exclusion de toutes autres. En pratique, le commerce accepta *toutes les autres* (1), excepté certaines que la Banque de France refusa de rembourser. Les nôtres étaient-elles reçues en paiement en dehors des limites du département ? Pas partout ; mais, le commandant du *Dixmude*, le lieutenant de vaisseau du Plessis de Grenedan, qui périt d'une façon si tragique, le 21 décembre 1923, avec son dirigeable, avait des billets de la Charente-Inférieure dans sa poche.

En 1920, ces billets sales, déchirés, usés, étaient devenus rares, parce que beaucoup de personnes en portaient à la Banque des paquets qu'elles échangeaient contre des billets de Banque, de sorte que la monnaie divisionnaire manquait (2). On revenait à l'état de 1915. La Banque n'était pas encore en mesure de distribuer ses jetons en bronze d'aluminium (3). On demandait déjà que partie

(1) Il en a été de même dans beaucoup de villes de France, mais il fallait que le commerce y consentit. Chez nous il faut noter les billets de la Chambre de commerce de Cognac, en particulier. Elle émit en 1916 et 1917 deux séries de 500.000 francs chacune dont 400.000 en bons d'un franc et 100.000 en bons de cinquante centimes. Une seconde émission marquée d'un B en noir succéda à la première retirée.

(2) La Chambre de Rochefort avait incinéré du 1^{er} janvier 1919 au début de mars 1920 483.000 coupures pour une valeur de 381.000 francs à l'usine à gaz.

On a vu des billets de certaines chambres circuler après leur date d'échéance, faute de monnaie.

(3) Les premiers n'ont paru à Saintes qu'en décembre 1921, à titre de curiosité. Leur fabrication, du reste, ne fut décidée que le 8 novembre 1920 par les présidents des Chambres de commerce réunis à Paris.

Le ministre des Finances annonça au président de la Chambre de commerce de Rochefort, par lettre du 10 novembre 1922, qu'un premier contingent de 120.000 francs de jetons allait être mis à la disposition de la Chambre, sans retrait obligatoire des coupures, mais qu'à l'avenir on échangerait celles-ci contre même valeur en jetons, 40.000 francs réservés à Saintes qui, au second tour, devait recevoir 800.000 francs, mais le partager entre Saintes, Saint-Jean et Jonzac. (*Comptes rendus des travaux de la Chambre*, p. 134).

du boni réalisé par les Chambres (on admet que la perte des billets donnait 7, 8 et jusqu'à 10 pour 100 de bénéfice) servit à retirer de la circulation ces billets crasseux et hors d'usage et fussent remplacés par des neufs (1).

La chambre de commerce de Rochefort décide, le 25 février 1920, d'émettre pour un million de coupures d'un franc et de cinquante centimes, remboursables dans un délai de cinq ans.

Celle de La Rochelle en fait autant et date cette seconde émission de septembre.

Entre les billets de 1915 et ceux de 1920 aucune différence pour ceux de Rochefort. Le type n'est pas changé. Les encres seules sont modifiées. Le billet d'un franc est imprimé en ocre jaune, le billet de cinquante centimes en bleu verdâtre. La Rochelle fait les frais d'une nouvelle planche. Le port de La Pallice fournit le sujet. Le dessin signé A C (monogramme) Laveau est tiré chez Dewambez, graveur à Paris, en violet foncé sur fond quadrillé jaune pour les coupures d'un franc, et en carmin, sur même fond, pour les coupures de cinquante centimes. Ce billet est plus élégant que son aîné.

Ces vignettes devenues à leur tour repoussantes de saleté invraisemblable en deux ans, furent chassées dans les caves des succursales de la Banque par les jetons (2).

Elles laisseront un mauvais souvenir.

Malgré leur grand nombre elles n'auraient pas suffi à faciliter les paiements, si l'initiative privée n'était pas venue au secours du public, — un peu tard il est vrai — un jetant sur le marché des rouleaux de menue monnaie. Sauf à Rochefort où on a fait imprimer des bons de 25 centimes chez les frères Keller, toutes les sociétés ou les particuliers qui émirent des jetons de cinq, dix ou

(1) Les journaux des 15-20 décembre 1923 ont publié une note officielle annonçant que le ministre des Finances allait saisir le Parlement d'un projet de loi ayant pour but d'assurer le retrait intégral des coupures émises par les Chambres de commerce. Au retrait le remboursement paraissait préférable. La note se termine par l'énonciation d'un avis qu'il conviendra d'établir entre toutes les Chambres une entente solidaire, en vertu de laquelle les chambres émettrices contribueraient proportionnellement à l'importance du gain qu'elles auraient réalisé par la perte ou par non présentation des coupures, au déficit éventuel des émissions faites par les autres Chambres. Ce gain est considérable parfois. La Chambre de commerce des Côtes-du-Nord a réalisé un bénéfice de 515.288 francs (1926) à partager entre la Chambre et la ville de Saint-Brieuc.

(2) Cognac et Rochefort purent se libérer de ces abominables papiers bien plus tôt que Saintes dont la négligence et l'indolence s'affirmèrent une fois de plus.

vingt-cinq centimes, se servirent d'un métal : fer blanc, zinc, aluminium. C'était plus pratique et plus propre que le papier.

En 1917, le *Syndicat du commerce et de l'industrie* de Rochefort distribue des flancs en fer blanc de dix centimes, frappés des armoiries de la ville, au droit, et du chiffre 10^c au revers.

A partir du 22 juillet 1918, l'*Association de défense des intérêts du commerce Saintais* met en circulation des jetons de cinq, dix et vingt-cinq centimes, frappés sur des rondelles de fer blanc, datés de 1917 par la *Société du commerce et l'industrie de La Rochelle* (1).

M. Chauvain, Grande rue Victor-Hugo et M. Clanet, rue Saint-Michel, sont les correspondants de la société. Les jetons étaient délivrés par rouleaux de cinq francs.

« Nos émissions successives, écrit M. Gourlain le 18 octobre 1919, se montaient, il y a quelques jours, à 105.000 francs et nous constatons avec plaisir que nos frais de fabrication étaient payés par les intérêts des sommes placées.

« On nous demande à nouveau des jetons, car la monnaie est redevenue aussi rare que les pièces de 50 centimes et de 1 franc. Nous allons donc mettre en circulation à partir de la fin du mois aux premiers jours de novembre 10000 francs de 10 centimes et 15000 francs de 25 centimes, ce qui fera en totalité 130.000 francs de jetons. » Ces derniers sont de forme octogonale.

A Rochefort, le *Syndicat du Commerce et de l'Industrie* frappe aussi, en 1917, des flancs d'aluminium de 10 et 5 centimes. Armoiries avec couronne murale, guirlande suspendue à un bâton enrubanné (même type que sur les billets).

A Jonzac, même année, l'*Union des Commerçants* fait fabriquer des pièces de 10 centimes et de 25 centimes (octogonales) en aluminium chez Duseaux, à Paris.

A Saintes, les *Nouvelles Galeries* rendent la monnaie en rondelles d'aluminium de 10 centimes marquées des mots *Clients associés* avec trois fleurs à quatre pétales, et de cinq centimes avec les mots *Nouvelles Galeries* (2).

Les *Tramways de La Rochelle* cantonnent sur leurs pièces car-

(1) Au début de novembre 1924 l'*Union du Commerce et de l'Industrie* de l'arrondissement de Saintes fait annoncer dans les journaux que la *Société de La Rochelle* remboursera jusqu'au 30 novembre, dernier délai, les jetons en fer blanc émis par cette dernière.

(2) On note pour mémoire les émissions des Grandes Banques de timbres poste sous feuille de mica.

rées, à bords à dentelures arrondies, en aluminium, de 10 centimes, quatre étoiles au-dessus du chiffre 10.

Cette compagnie avait mis en circulation le 30 décembre 1919 : 7000 jetons à 5 centimes, 70000 à 10 centimes, 5000 à 20 centimes.

Le *Foyer du soldat La Rochelle* se manifeste par des jetons d'aluminium de 10 et 5 centimes.

Tous ces jetons révèlent une fabrication hâtive et économique.

Vers la fin de 1921, l'art industriel, moins pressé, donne une note plus attrayante à ces petites pièces. La *Société du commerce de La Rochelle* remplace ses premières émissions par un nouveau type, de 5, 10 et 25 centimes, en aluminium, timbré des inévitables tours du port, mais vues, cette fois, de la mer. Au revers un dauphin. Les pièces de 25 centimes sont octogonales. Date 1922.

La *Société des commerçants de Royan-sur-l'Océan* elle aussi, émet, en 1922, des jetons d'aluminium ronds (de 23 et 20 millim. de diamètre) pour les 10 et 5 centimes, octogonaux (23 mill.) pour les 25 centimes. On y voit au droit le phare de Cordouan, et au revers le chiffre dans un rectangle orné d'épis et de raisins.

Tous ces jetons sont sortis des ateliers Thévenon qui a dû en faire une spécialité, car sa signature se retrouve sur d'autres pièces similaires, notamment sur celles de l'*Epicerie J. Dalidet Cognac* qui eurent cours à Saintes et dans la région (1).

La Saintaise imprime au nom de *Coopérative régionale* un *Bon de 5 centimes* sur carton bleu puis sur carton jaune et de *10 centimes* sur carton jaune (1921).

Contrairement aux petits billets, cette pseudo-monnaie, bien nommée *monnaie de nécessité* ou *monnaie fiduciaire*, dans laquelle il n'est pas impossible de découvrir un peu de réclame, ne fut et n'est acceptée que dans les limites du département. Elle évoque le temps très lointain où évêques, abbés, laïcs frappaient de petites pièces d'assez mauvais aloi, à leur nom mais qui, comme les nôtres, répondaient à un besoin localisé. Nous avons repris une vieille idée en lui donnant une meilleure forme, adaptée au goût et aux moyens d'exécution modernes. Il y a apparence que ces jetons (2) de valeur infime ne disparaîtront que lorsque l'Etat aug-

(1) On n'a jamais su pourquoi le commerce Saintais a refusé les pièces de cette maison, en 1924, après les avoir acceptées.

(2) On ne peut les rattacher aux monnaies absidionales, mais les associer aux jetons que certaines loges ont distribué comme bons de pain.

mentera le nombre, insuffisant actuellement, de ses sous en bronze d'aluminium (1).

Avant de terminer ces notes je voudrais consigner un dernier souvenir. Il s'est passé à Saintes, un phénomène assez curieux pendant la guerre. On sait que dans les gares, les dames de la Croix-Rouge qu'étaient dans les wagons. A Saintes, le produit de ces quêtes était remis entre les mains de M. Martineau qui a montré tant de zèle et de dévouement intelligent au fonctionnement de l'ambulance.

Il trouvait, chaque jour, dans les bourses, des jetons qui n'avaient pas cours à Saintes parce qu'étrangers au département. Huit sur dix provenaient du Midi, très peu du Nord. J'appelle Nord les départements au-dessus de la Charente-Inférieure, les Deux-Sèvres. Le plus grand nombre provenaient de Bayonne, Tarbes, quelques-uns de Nîmes et région, très peu de Versailles et villes voisines. Leurs possesseurs ne donnaient donc rien aux quêteuses. On n'a jamais su à quelle cause attribuer cette majorité de pièces du Midi.

Toutes ont été recueillies par le Musée.

CH. DANGIBEAUD.

P. S. — Une note parue dans les journaux les 13-14 janvier 1927, déclare que : « d'après le ministère des finances, le montant total des billets des chambres de commerce dont le remboursement n'a pas été demandé par les porteurs, dans les délais fixés, s'élève approximativement à 40 millions de francs. »

Il avait été convenu entre l'Etat et les Chambres que si, le cas échéant, elles devaient prendre les risques à leur charge, elles conservaient les bénéfices éventuels à provenir des émissions. Ces bénéfices ont été affectés, sous le contrôle de l'Etat, à des travaux nationaux et à des besoins immédiats des services des chambres de commerce présentant un caractère d'intérêt général. Beaucoup de chambres ont versé spontanément, à titre de contribution volontaire, une partie de leurs bonis.

(1) Les jetons émis par les Sociétés de commerce de La Rochelle et de Royan ont continué à circuler après le 1^{er} mai 1926, date d'expiration de leur valeur pour les autres, remboursés par M. Chausard jusqu'au 25 avril.

AVIS ET NOUVELLES

Nouveaux inscrits :

MM. Arnaud, directeur de banque, à Matha.

Clouet, professeur à l'Ecole communale, Saintes.

Bouineau, armateur, Le Château-d'Oleron.

Bouché, Clément, maire de Saint-Eugène.

COMPTE RENDU FINANCIER AU 31 DÉCEMBRE 1926

Actif.

En caisse au 1 ^{er} janvier 1926.	403 65
Compte chèques.	198 02
Compte banque.	4.741 96
	5.343 63
Cotisations.	1.787 00
Vente de bulletins.	20 70
Vente de volumes	69 00
Revenus de la Société	569 00
Remboursement, à échéance, de B. D. N.	4.300 00
Retiré de la Banque.	300 00
Divers.	65 00
	12.454 33

Passif.

Impression du bulletin et d'un volume	7.357 20
Prime d'assurance	44 80
Affranchissement	12 75
Fournitures de bureau.	92 85
Achat de B. D. N.	4.257 00
Divers.	92 93
En caisse { En numéraire.	54 80
{ Compte de chèques	322 06
{ Compte banque	219 94
	12.454 33

Saintes, 25 janvier 1927.

Le Trésorier :

E. TEXIER.

Le 21 décembre 1926 a été mise en vente, à la sous-préfecture de Rochefort la maison de l'empereur à l'île d'Aix. Cédée aux domaines par le génie militaire, classée monument historique, et ne devant servir qu'à usage de musée, elle semblait ne pas courir grand risque de disparaître, quel qu'en fût l'acquéreur éventuel. Cependant les fervents de la légende napoléonienne, ou plus exactement tous ceux qui se plaisent aux témoignages vivants de l'histoire, s'en alarmaient. Une « Société des amis d'Aix » s'est créée opportunément, sous la présidence du baron Gourgaud, pour intervenir. C'est chose faite : la « maison de l'Empereur » est passée entre ses mains pour la somme de 50.100 francs, et le jardin 2.900.

Le 2 décembre 1926, le Ministre de l'I. P. et des B. A. a autorisé la ville de Saint-Jean-d'Angély à démolir les constructions qui nuisent à l'esthétique des tours.

Ne serait-ce pas à l'instigation de notre confrère M. Bonnet, président de la Société archéologique de Saint-Jean-d'Angély ?

D'après le recensement dernier la Charente-Inférieure comptait en mars 1926, 417.789 habitants, dont 3.363 étrangers. La Charente 312.790, dont 2.011 étrangers.

Notre département est un des 31 dont la population dépasse 400.000.

En 1921, il avait 418.310 habitants.

La Charente a, en 1926, 3.489 habitants de moins qu'en 1921.

Ils sont compris l'un et l'autre dans les 31 départements qui voient leur population diminuée.

En 1876, la population totale de la France atteignait 36.905.788 habitants ; en 1896, 38.517.975 ; en 1906, 39.252.245 ; en 1926, 40.743.851 dont 2.498.230 étrangers.

La Bibliothèque de Saintes a reçu plusieurs dons importants en archives ou manuscrits :

De Mme Guillaud, les notes du docteur qui, comme on le sait, a constamment travaillé sur les seigneurs d'Aunay, Matha, Taillebourg. Il avait recueilli une quantité de notules, et il a rédigé quelques mémoires qu'il n'a jamais terminés.

Il s'intéressait aussi aux questions viticoles. Il avait fait dresser par des instituteurs, des cartes de plusieurs communes du canton de Saint-Hilaire.

Le don le plus considérable est assurément celui de M. M. Martineau, qui a remis à la Bibliothèque 57 cartons remplis des lettres et autres documents recueillis par M. Jouan, au cours de sa vie.

Ils se composent surtout de correspondances, de pièces de procédure civile, de copies d'actes notariés, parce que la grande majorité provient de l'étude « d'un homme de loi. »

La partie la plus utile pour l'histoire des familles du pays consiste en quatre registres sur lesquels M. Jouan a copié ou fait copier des notes prises dans les minutes des notaires de Cozes, Gemozac, Mortagne, Epargnes et dans les registres paroissiaux de cette région, le tout inscrit au fur et à mesure, sans classement, la plupart du temps sans mention de la source, et parfois entremêlé d'extraits de livres imprimés (toujours relatifs à la Saintonge).

M. Jouan avait relevé sur des fiches les noms des personnes, de telle sorte que l'on a un guide permettant de se reconnaître un peu dans cette masse de notes.

Une révision s'impose. On peut déjà s'apercevoir de disparitions. Ces archives ont été écrémées.

Un autre de nos confrères a fait remise d'une collection de copies et d'extraits d'actes de notaires classés par ordre de matières.

La Société des Fêtes a encaissé 83.520 fr. 50 à la fête des Arènes et a dépensé 74.725 fr. 05.

Les 8.791 fr. 45 restant ont été versés à la Caisse des Monuments historiques et seront employés en travaux de réfection des arènes.

Il y aura cette année une représentation lyrique et une dramatique.

L'Etat a acheté en 1926 à M. Balande un tableau intitulé : *L'abbaye de Sablonceau*.

Un modèle de carton, *Le Querey*, lui a été commandé pour être traduit en tapisserie par la manufacture des Gobelins.

Le musée de La Rochelle s'est enrichi d'une toile de Gaston Rouillet, léguée par son auteur.

A Sainte-Gemme des équipes d'ouvriers ouvrent un terrain appartenant à M. Goyaux, à une profondeur de 18 mètres et cherchent du cuivre dont les traces se sont révélées dans l'eau d'un puits.

L'église Saint-Pierre, à Royan, est classée comme monument historique.

ERRATUM. — Une erreur de mise en pages a fait attribuer (p. 156) à M. Memain une brochure qui appartient à M. Martin-Civat, *Défense et éloge d'une petite ville*

NOTES D'ÉTAT CIVIL

A Saint-Jean-d'Angely, le 15 novembre 1926, est décédé Mme Baudry-Lacantinerie.

Elle laisse une fille Mme d'Argoubet.

Le 7 janvier 1927, à Saintes, est décédée Mme Julien Laferrière, née Marie-Marguerite Huvet, femme de M. Julien Laferrière notaire, âgée de 52 ans. Elle laisse deux fils. MM. Jean et Henri et une fille Mme Jacques de Lacoste de Laval.

Le 8 janvier 1927, à La Rochelle, est décédée Mlle Marie-Alexandrine-Blanche Barbeyrac de Saint-Maurice, âgée de 81 ans, tante du colonel et du commandant Barbeyrac de Saint-Maurice.

Le 16 janvier, à Saintes, est décédé M. Alfred Triou, adjoint au maire de Saintes, âgé de 73 ans.

Le 20 janvier, est décédée à La Rochelle Mme Bernard, mère de M. Georges Bernard, procureur de la République à La Rochelle.

Le 10 novembre 1926, à Orléans, ont été célébrées les obsèques du colonel Gaston de Bremond d'Ars, né à Saintes en 1830. Il avait épousé Mlle de Lur-Saluces. Il laisse deux filles, Mme G. Clarens de Peyraillies et Mlle Louise de Brémond d'Ars. Son fils, le chef d'escadrons au 14^e hussards, François de Brémond d'Ars, ancien attaché à l'ambassade de Constantinople et d'Athènes, fut tué en 1914.

C'est par confusion avec le général de Brémond d'Ars, décédé quelques jours avant le colonel, que deux fils et une fille ont été attribués à ce dernier.

Il faut lire :

Est décédé général marquis de Brémond d'Ars, officier de la Légion d'Honneur, né au château de Saint-Briée en 1852, fils du général, grand officier de La Légion d'Honneur, sénateur de la Charente. Ses obsèques ont été célébrées à Paris, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, le 4 septembre 1926.

Il laisse deux fils : comte de Brémond d'Ars, M. comte Charles de Brémond d'Ars et une fille Mlle Sidonie.

Le 27 décembre 1926, à Benon, a été célébré le mariage de M. André Maudet, avocat à Saintes, avec Mlle Paulette Théau.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin (suite),* par le D^r Sottas.

Le puits de Chalezac, par M. Ch. Dangibeaud. *Pain bénit ; A la recherche de la duchesse de Berry ; acte de réparation d'injures à Archiac.*

LIVRES ET REVUES : *Revue des Etudes anciennes* (territoires gallo-romains, Mottes) ; *Milliaires gallo-romains* ; *Revue Mabillon* (Chancelade Sablonceaux) ; *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie* (fer à cheval, butte de coquilles) ; *Revue Hebdomadaire* (ancêtres de Pierre Loti) ; *Illustrations* ; *Société hist. du Cher* (teintureries) ; *Société des Etudes du Lot* (évêque de Saintes, maire de La Rochelle à Cahors) ; *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest* (étymologie de Jarnac) ; *Nova Francia* ; *Dez* ; *Histoire des Protestants à l'île de Ré.*

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE SOUS MAZARIN (1653-1664) (suite)

XVIII

LES EMBARQUEMENTS POUR L'ARMÉE DES FLANDRES, 1658. — LE RÉGIMENT DES ÎLES.

Pour le transport du matériel, des approvisionnements et des soldats destinés à l'armée, Colbert de Terron n'avait aucun navire. Toute la flotte de l'océan avait passé dans la Méditerranée en deux divisions, celle du commandeur de Nuchèzes et celle du marquis de Martel ; les deux navires achetés par Terron ainsi que *le Husdon* et même la frégate stationnaire de Brouage, *la Sainte-Anne*, avaient suivi le mouvement.

Le Saint-Louis et *la Victoire*, construits à Soubise, n'étaient pas achevés, ni les deux *Chaslins*, à Concarneau. On construisait aussi, bien lentement, à Brest, et les vaisseaux de ligne, comme le *Vendôme*, qui s'y trouvaient en radoub, n'étaient pas faits pour un service de transport.

Revue tome XLII, 5^e et 6^e livraisons.

16.

Les gardes côtes avaient leur destination étroite, ces navires étaient d'ailleurs aux mains, fort serrées comme on sait, des fermiers de la traite de Charente et du convoi de Bordeaux.

Si l'on veut se rendre compte des ressources dont Colbert de Terron pouvait disposer il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur l'état de la marine marchande dans l'étendue des côtes qui répondaient au gouvernement du Cardinal. On trouve, à cet égard, des renseignements aussi précis qu'on les peut souhaiter dans « l'Inventaire général et description de tous les vaisseaux appartenans aux sujets du Roy, en l'année 1664, en conséquence d'un arrest du Conseil Royal des Finances, donné au rapport de M. Colbert (1). »

La date, 1664, s'écarte fort peu de celle qui nous occupe et il serait aisé d'établir un redressement pour l'année 1658, par exemple, parce que l'âge de chacun des bâtimens recensés est indiqué, comme aussi, généralement, le lieu où ils ont été construits.

En s'en tenant aux trois sièges d'amirauté des Sables-d'Olonne, de la Rochelle et Brouage, les Iles et Saintonge, sièges dont le littoral s'étendait de Beauvoir à Royan, on relève, dans les inventaires de 1664, le tonnage suivant :

bâtimens de	10 à 30 tonneaux.	85
— de	30 à 100 —	104
— de	100 à 200 —	15
— de	200 à 300	7
— de	300 à 400	2

Bien qu'il y eût des chantiers de construction aux Sables, à La Chaume, à La Rochelle, à Saint-Martin-de-Ré, à Oléron ; dans la Charente, à Soubise et même, et surtout, à Saint-Savinien ; dans la Seudre, à La Tremblade, au Lindron, à Chaillevette, à Dercie, à Ribérou, ces chantiers ne lançaient que de petits bâtimens dont les plus forts ne dépassaient pas 80 tonneaux. Les navires de plus grand tonnage avaient, presque tous, été construits en Hollande.

Parmi les bâtimens de 30 à 400 tonneaux, 102 étaient des terreneuviers dont plus des trois quarts se livraient à la pêche de la « molue verte » et les autres chargeaient à Terreneuve le « poisson sec » ; pas plus de 6 faisaient les voyages ou long cours, spé-

(1) Les inventaires *originaux* dressés dans chaque siège par les lieutenants de l'amirauté sont réunis en un volume (Bibl. Nat., Ms., *Cinq Cents de Colbert*, 499).

cialement aux îles d'Amérique, surtout à Saint-Christophe ; 25 environ portaient des vins, du blé, en Angleterre, Irlande, Espagne, Portugal et aux Canaries.

Pour le cabotage des côtes de France, entre Bayonne et Brest, on relève, dans ce même département, environ 40 bâtiments de 20 à 50 tonneaux.

Il faut ajouter une trentaine d'allèges de 10 à 18 tonneaux, spécialement affectées en transport du sel brouageais aux navires en charge, et environ 70 petits bateaux de pêches, de 2 à 6 tonneaux, dont le plus grand nombre avait son port d'attache aux Sables, à La Chaume et à La Rochelle. On n'en comptait que fort peu dans les petits ports de la Saintonge.

Ce qui intéressait l'armateur français c'était l'aventure : la grande pêche et la course. En temps de guerre, ces bâtiments s'armaient de canons : 4 à 6 pièces, pour les petits, et 6 à 12, au-dessus de 100 tonneaux. Quelques bâtiments étaient bien employés à transporter les produits du pays, blé ou vins, mais le commerce du fret n'existait pas.

Dans le havre même de Brouage il n'y avait de marine que celle qui était nécessaire à la place, c'est-à-dire bien peu de chose. Le sel était chargé dans les couraux d'Oléron et on ne trouvait rien d'autre à prendre dans le pays. N'entrent donc dans le port que quelques prises qu'on tient en séquestre et les navires qu'y appelle Terron pour embarquer les soldats et le matériel.

Le sel du Brouageais était enlevé par les flûtes hollandaises et les navires du Nord. Ces navires étrangers appelés régulièrement dans les parages trouvaient à s'employer pour le transport d'autres marchandises ; leur présence en nombre étouffait toute velléité locale d'initiative.

Ce mal déjà ancien avait été signalé par le commissaire général de la marine Louis le Roux d'Infreville qui fit, sur les côtes de l'Océan, en 1629 et 1630, un voyage d'inspection ordonné par le Cardinal de Richelieu.

Dès Nantes, il constatait que les particuliers n'avaient pas de grands navires « d'autant que les Flamands sont plutôt fretés que les Français, et ont lesdits Flamands des facteurs dans le pays, de leur nation, qui font tous les achats de vins ; cela est cause que l'on ne fait point de navires (1). »

(1) Collection des documents inédits, *Correspondance de Henri d'Escoubleau de Sourdis* publiée par Eug. Sée, 3 vol, in-4°, Paris, 1839, t. III, p. 207.

Le droit de 50 sous par tonneau imposé sur le fret étranger, fut une mesure destinée à y remédier.

En résumé, les seuls navires qui s'offraient à Colbert de Terron étaient les flûtes hollandaises. C'est sur un de ces navires qu'il avait embarqué ses recrues à destination de Saint-Valéry, au mois de juin 1656. En 1657, il avait arrêté trois autres flûtes pour joindre au convoi de la division de Martel.

Au commencement de l'année suivante, comme il avait à faire transporter à Toulon un stock d'environ 700 tonneaux de grains, Colbert lui avait écrit de rechercher sur toutes les côtes, de la Guyenne à la Bretagne, « quatre ou cinq flottes à bon marché. » Il s'agissait donc, cette fois, d'acheter une petite flotte de transport, et Colbert ajoutait : « S. E^{ce} n'estime pas que les ordres du Roy que vous demandez pour en pouvoir prendre puissent servir à autre chose qu'à les payer bien plus cher ou à faire crier les estrangers de qui vous les prendrez (1). »

Cette observation surprit Terron, car il comptait, au contraire, tirer avantage de la manière forte qui était assez sa manière. Aussi bien, sans attendre plus longtemps les ordres écrits qu'il a réclamés à Chappelain, le secrétaire de l'amirauté, il se décide à faire arrêter, le 7 février 1658, en rade de Saint-Martin-de Ré, deux flûtes hollandaises, *la Balle de papier*, de 300 tonneaux, et *le Pot-au-lait*, de 400, qu'il fait aussitôt conduire, avec l'aide de marchands de l'île de Ré, dans le havre de Brouage.

Au cardinal qui s'étonne un peu de cette façon de procéder et qui craint que les patrons des navires séquestrés exigent la forte somme Terron fait répondre par son cousin : « Je ne sçay pas comme Son Eminence entend qu'après avoir pris des navires il craint que je ne leur achèpte trop chère » (2).

En effet, en intimidant le patron de *la Balle de papier*, après un mois de persécution, il lui arrache, pour 9.700 livres, son bâtiment qui vaut, d'après Terron, « douze mil livres comme un solz » et il persiste à séquestrer le navire de l'autre patron plus résistant.

A ce moment, vers la fin du mois de mars, Terron reçoit de son cousin de nouvelles instructions. Le voyage en Méditerranée est abandonné ; c'est à Calais, pour l'armée des Flandres, qu'il faut

(1) Réponse de Colbert, Paris, 6 février 1658, art. 3, à une lettre de Terron, de Brouage, [dimanche] 27 janvier (Bibl. Nat., Ms., *Mémoires Colbert* 101, fol. 104).

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, (dimanche) 10 mars 1658, art. 9 (*Ibidem*, fol. 124).

dra faire transporter le grain, dont la moitié sera convertie en farine, et aussi 500 hommes de recrue. Mais Son Eminence ne veut plus qu'on achète de flûtes, Terron devra seulement en fréter le nombre nécessaire.

L'acquisition de la *Balle de papier* est toutefois agréée par le Cardinal et ce navire, qui va faire dans l'année un rude service, est confié au capitaine Henry Michaut. « Je suis assuré que dans le royaume il n'y a point de meilleur navigateur » estime Terron.

Pour le *Pot au lait*, Terron ne perd pas tout le fruit de son insistance. En considération de ce qu'il remettoit « ceste flutte entre les mains de son maistre » il obtenait « bon marché du fret » c'est-à-dire 8 livres par tonneau au lieu de 11 ou 12 livres.

Voilà donc deux navires assurés. Ce n'est pas encore suffisant ; mais comme Terron doit d'abord rassembler les recrues et faire moudre une partie du grain, il remet à plus tard un nouvel affrètement. Le grain non moulu qui est tout prêt sera le lot du *Pot-au-lait* qui partira d'abord ; d'ailleurs le patron ne veut pas se charger de soldats dont il ne pourrait se rendre maître. Les soldats et les farines partiront sans doute le 15 avril.

Terron, devenu armateur de commerce, entre dans le détail de ses fonctions. L'embarquement des grains et farines se fait toujours en rade de Saint-Martin-de-Ré au moyen d'allèges et de barques qui se détachent de Marans. Le plus souvent aussi c'est à cette rade que les soldats sont embarqués ; mais parfois la flûte du capitaine Michaut a son point de départ au havre de Bronage où elle prend les recrues casernées dans la place ; puis, s'il y a lieu, le bâtiment va compléter son chargement à la rade de Saint-Martin.

Pour chacune des flûtes frêtées, Terron fait établir un connaissance, en double, qui fait mention détaillée de la cargaison, et un contrat d'affrètement, ou *charte-partie* (1), réglant les conventions accordées pour le fret.

Une autre pièce était encore nécessaire et celle-ci pour se mettre en règle avec la douane, en l'espèce la traite foraine. Le lieu d'expédition, Marans, et celui de la destination, Calais, étant tous deux compris dans les limites de la traite foraine, il n'y avait pas lieu

(1) *Charta-partita*. Primitivement, l'acte ou parchemin était partagé en deux parties dont l'une était gardée par l'armateur et l'autre remise au maître du navire.

de payer, pour le grain expédié, la taxe d'exportation ni celle d'importation ; mais il était nécessaire, pour cette cargaison qui prenait la mer, de verser au bureau de Marans une caution en échange de laquelle on retirait un *acquit à caution*.

Il faut noter que Brouage n'étant pas dans les limites de la traite on se gardait bien d'y faire amas du blé destiné à Calais, car il eût fallu payer à l'entrée et à la sortie.

Aussitôt après avoir fait partir son navire chargé, Terron envoyait, par la poste, connaissance, charte-partie et acquit à caution à son cousin qui prenait connaissance de ces pièces et les transmettait à Calais.

Le connaissance et la charte-partie étaient mis aux mains du commissaire chargé de la réception, lequel vérifiait la cargaison à l'arrivée du navire et remettait au patron le complément du montant du frêt, dont une partie lui était d'habitude payée au départ ; on y ajoutait 40 livres pour « son chapeau, » ou gratification. Les commis du munitionnaire Jacquier faisaient opérer le déchargement et prenaient livraison.

L'acquit à caution, déchargé au bureau de la traite foraine, à Calais, était retourné à Colbert qui le renvoyait à son cousin afin de faire lever la caution à Marans. Cette caution était avancée par les marchands de grains.

Quand il s'agissait d'un transport de soldats, Terron envoyait, par l'ordinaire, un rôle de l'effectif.

Inutile de dire que toutes ces opérations donnaient lieu à des erreurs, à des contestations et à des rectifications qui venaient charger la correspondance des deux cousins. « Et vous sçavez aussy combien il faut estre exact en toutes choses avec S. E^{ce}, » répétait Colbert.

Le premier navire chargé de cette campagne fut donc *le Pot-au-lait*. Terron avait réglé tous les détails avec le patron après s'être renseigné sur sa fidélité, et il en donnait l'assurance à Colbert : « Il est sans exemple que ces gens-là ayent jamais fait friponnerie (1). »

Le Pot-au-lait embarqua sous Marans, 2533 setiers, ou 298 tonneaux, de froment et 607 setiers, ou 82 tonneaux, de seigle. Le

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 15 avril 1658 (Bibl., Nat., Ms., *Mél. Colbert* 401, fol. 159).

fret était de 3200 livres et le patron en reçut 1200 avant son départ, le reste devant lui être payé à Calais.

Terron frète aussitôt une autre flûte, *l'Etoile dorée d'Amsterdam*, pour porter les farines, à 11 livres de fret par tonneau.

Mais Terron avait de multiples occupations. Le 23 avril 1658, il dut se rendre dans l'élection des Sables pour y faire un séjour d'un mois, nécessité par les difficultés de la recette des tailles (1), et il laissa le soin des cargaisons à son neveu de Seuil qui mit en route le *Pot-au-lait*, le 25 avril, et se chargea d'adresser les pièces à Paris.

Quand Terron revint à La Rochelle, le 20 mai, les farines étaient bien à bord de *la Balle de papier* mais les soldatz étaient encore à terre. « J'arrive tout à propos pour les faire embarquer, » écrit-il à Colbert (2).

La Balle de papier, commandée par Henry Michaut, avec 20 hommes d'équipage, en rade de Saint-Martin, embarque bientôt 255 soldats, levés par le comte de Jonzac, et 288 fournis par les garnisons du gouvernement. Le lieutenant du Cros et l'enseigne Trémareau, de Brouage, sont chargés de leur conduite. Dans la cale on avait logé 150 barriques de farine représentant environ 46 tonneaux.

Le bâtiment avait son plein et Terron n'est pas sans appréhension parce que « les soldatz seront extraordinairement pressés et plus qu'on ne devoit. »

La charge de *l'Etoile dorée*, capitaine flamand This Symerisse, était de 521 barriques de farine de froment et 334 barriques de farine de seigle, le tout faisant 238 tonneaux, et le fret, à 11 livres, montait à 2618 livres, plus 40 livres pour le « chapeau. »

« Il faudra noter cette dépense en forme pour s'en faire rembourser », réplique Colbert. Recommandation renouvelée en toute occasion.

Le 23 mai, Terron annonçait à Colbert : « ces deux navires doivent arriver à Calais en mesme temps et sont présentement en rade en attendant le vent. Je vous supplie de donner ordre pour les faire descharger. »

Mais Colbert reprochait à son cousin d'avoir apporté trop de

(1) Voy. *Suprà*, chap. XI.

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, 20 mai 1658, art. 3 (Bibl. Nat., Ms., *Ndl.* Colbert 101, fol. 180).

lenteur dans ses opérations. « Toutes ces farines, lui répond-il, estoient destinées pour la subsistance de l'armée dans les commencemens de la marche pour le siège de Dunkerque. A présent que ce siège est formé et que ces farines ne sont point arrivées, cela donne beaucoup de peine et d'inquiétude à Son Eminence. Tout ce défaut vient que vous les avez fait partir que le 23^e may au lieu du 15^e avril que vous les aviez promis. Pourvu que le vent ayt esté propre pour faire voile à Calais, encore y aura-t-il sujet de consolation, mais s'il avoit esté contraire Son Eminence assurément seroit bien fâchée et avec quelque raison. Je sçay bien que c'est vostre voyage des Sables qui en est la cause, mais vous sçavez que ces excuses-là ne sont pas bonnes quand il est question d'une affaire de cette conséquence (1). »

Les trois navires parvinrent en même temps au port de Calais. Le Cardinal, qui se trouvait alors dans cette ville, eut la satisfaction de les voir arriver le 5 juin.

Malheureusement le *Pot-au-lait* échoua à l'entrée du port, fit quatre pieds d'eau dans sa cale et mouilla son blé. D'où procès avec le patron du navire, qui, heureusement, n'était pas entièrement payé de son frêt. Le procès eut son retentissement à Brouage et Terron reprochait au maître du navire de n'avoir pas pris de pilote alors que le maître protestait qu'on eût du lui fournir des allèges pour soulager son bâtiment à l'atterrissage. Averti probablement du sous-main, ce dernier avait réclamé l'arbitrage de l'intendant de Picardie, M. d'Ormesson (2), qui lui donna raison.

M. d'Ormesson, dont le département touchait à la frontière, avait, dans le ravitaillement de l'armée des Flandres, un rôle de même nature et encore plus actif que celui de Terron, mais sans doute n'était-il pas fort bien disposé à l'endroit de l'intendant favori de Brouage qui, après tout, n'était pas son collègue aux requêtes ; et Colbert observe que « sy le maistre du navire n'eust reconnu que le sieur d'Ormesson luy estoit fort favorable il ne l'auroit pas reconnu pour son juge, ne l'estant pas en effect. »

Quant au munitionnaire Jacquier, qui a conduit toute cette af-

(1) Réponse de Colbert, Paris, 31 mai 1658, art. 1, à la lettre de Terron, de La Rochelle, 23 mai (*Ibidem*, fol. 182).

(2) Olivier III, Lefèvre d'Ormesson (1616-1686), fils du Conseiller au Parlement et Conseiller d'Etat, André Lefèvre d'Ormesson (1577-1665), lui-même conseiller au Parlement, et intendant de Picardie depuis décembre 1656.

faire, il n'a rien fait pour sauver le blé et Colbert le lui démontre « pour luy faire quelque honte. »

Après cette aventure, *Le Pot-au-lait* ne reparait plus.

L'Etoile dorée réussit mieux et, aussitôt déchargée, elle reprit la route de La Rochelle où l'attendait une nouvelle cargaison.

Pour les recrues qu'avait transportées le navire du capitaine Michaut, Mazarin avise immédiatement Turenne, dont l'armée assiégeait Dunkerque, que les soldats venus de Brouage et destinés d'abord à la place de Saint-Venant vont être dirigés sur son armée pour y être incorporés, moitié dans le régiment de la Marine, commandé par le sieur d'Elbos, et moitié dans le Mazarin-Français, dont le mestre de camp était Charles de Moy, marquis de Ribérpré, ces deux régiments étant au Cardinal (1). Et il fait monter à bord du navire deux de ses gentilshommes, les sieurs de Ballarin et de Maupertuis, pour veiller sur les soldats, avec ordre au sieur de La Guillotière, chargé du soin des magasins à Mardyck, de pourvoir de mousquets et de piques 275 de ces soldats qui n'étaient pas armés (2).

Le 9 juin, à 4 heures du matin, *la Balle de papier* quittait Calais pour gagner la fosse de Mardyck (3).

Une modeste opération avait été différée par ordre de Mazarin, pour gagner du temps. C'était de laisser à Calais les 150 barriques de farine que le capitaine Michaut avait dans sa cale. Débarquées à Mardyck elles sortaient de la zone de la traite foraine et la décharge qu'on y donna pour l'acquit à caution était illusoire ; les commis du bureau de Marans la rejetèrent et ce fut encore à Colbert de trouver un arrangement à cette difficulté.

Un mois après que le capitaine Michaut eût quitté Mardyck, Terron n'avait pas encore de ses nouvelles et il commençait à craindre qu'il ne lui fût arrivé « quelque accident. » Or Michaut, ayant appris que la côte à laquelle il se rendait était couverte de corsaires biscayens, avait relâché en Angleterre comptant profiter d'une escorte pour achever sa route.

C'est presque uniquement par la mer que les armées de Flandres étaient ravitaillées ; les belandres de Hollande apportaient les armes et la poudre, les gribanes de Normandie l'avoine et le foin,

(1) Mazarin à Turenne, Calais, 7 juin 1758 (*Lettre de Mazarin*, t. VIII, p. 400).

(2) Aff. Etr., *Pays-Bas* 43, fol. 443.

(3) Mazarin à Turenne, Calais, 9 juin 1758 (*Lettre de Mazarin*, t. VIII, p. 402).

les saes et les tonnes, les paniers, les fascines, et ces bâtiments, à fond plat et de faible tonnage, pénétraient dans les terres par les canaux. Les ports de Dieppe et de Saint-Valéry et surtout Calais servaient d'entrepôts et de lieux de distribution. Tout cela s'effectuait sans alarmes parce que les Anglais faisaient la police de la Manche, mais, au dessous de la Bretagne, et sur les côtes de la Guyenne, « il n'eschappe point de navires aux corsaires d'Espagne. »

Cette situation qui préoccupait Colbert le poussa à faire une démarche bien pénible pour lui certainement : « Il seroit nécessaire, écrit-il (1), que V. E. fist en sorte que quelques vaisseaux de guerre anglois vinssent croiser sur les costes de Bretagne et Poictou pour empescher les Biscayens qui ont tousjours dix frégates sur ces costes là ; en sorte que le capitaine Michaut, qui a aporté les derniers soldats à Calais, a esté contraint de relascher en Angleterre dont il ne peut partir à La Rochelle. »

Mazarin estimait qu'on pourrait entretenir sur ces côtes deux vaisseaux armés si Terron « pouvait faire convenir ceux qui ont intérêt ou commerce des costes de Guienne et de Poitou de contribuer quelque petite chose. » Colbert en écrit à son cousin tout en affirmant au Cardinal qu'on ne pourrait rien tirer des armateurs et que d'ailleurs « les fermiers du convoy qui sont chargez de la dépense des gardes costes » n'avaient jamais voulu « entendre à cette proposition ou commencement de leur bail (2). »

L'affaire en resta là et les côtes ne furent pas mieux gardées.

Le navire du capitaine Michaut était français et n'était pas armé, il ne pouvait échapper que par la prudence de l'habileté de son capitaine. Les blés et les farines couverts par le pavillon hollandais couraient moins de risques, encore Terron ne regardait-il pas cette garantie comme bien sûre « pour ce que, quoyque les connoissements soient soubz le nom d'un commissaire flamend, néantmoins les Biscayens ne laissent pas de se saisir des navires et de les emmener à Saint-Sébastien où, en faisant faire serment à tout l'équipage, ils descouvrent la vérité et que la cargaison appartient à des Français. »

Au milieu du mois d'août, un navire de commerce qui portait des dépêches que Terron transmettait à M. de Comminges, am-

(1) Colbert à Mazarin, Paris 30 juillet 1658 (A^{ff.} Etr., France 905, fol. 305).

(2) Colbert à Mazarin, Paris 14 août 1658 (*Ibidem*, fol. 370).

bassadeur en Portugal, fut « pris par un corsaire de Saint-Sébastien. » Heureusement « le paquet a esté jetté à la mer avec quantité d'autres. » Il faut noter cependant qu'aucun des navires employés par Terron ne subit un sort aussi funeste.

Le 4 août, Michaut reparait et entre dans le havre de Brouage, « asseurement il a eu beaucoup de peine et a couru grand risque. » Il travaille aussitôt à faire ses victuailles et se prépare pour un nouveau voyage. « Je tascheray, écrit Terron, à armer nostre flutte un peu plus avantageusement affin qu'au retour elle se puisse mieux deffendre et estre plus en seureté (1). »

Ce pendant, Colbert de Terron avait poursuivi ses achats et ses affrètements. Vers le milieu du mois de juin il avait envoyé son neveu de Seuil à La Rochelle pour y fréter une nouvelle flûte, *la Sainte-Anne de Flessingue*, qui alla, vers la fin du même mois, prendre son chargement à Marans.

Cette flûte mit à la voile le 7 juillet avec une cargaison de 706 barriques de farine pesant 181 tonneaux et 2500 sacs de toile, à destination de Calais où le bâtiment était rendu le 20 juillet.

L'Etoile dorée prend charge, à son tour, pour un deuxième voyage : 136 tonneaux de farine de froment, 25 tonneaux de farine de seigle et 108 tonneaux de blé. Une barque chargée encore de 64 barriques dut être « renvoyée du bord de ce navire pource qu'estant trop plain il ne peust la recevoir. » Le 8 août, la flûte quittait la rade de Saint-Martin.

Dans le même temps, Terron envoie dans la Gironde, devant Blaye, une autre flûte, *le Chasseur d'Akerseloot*, pour embarquer une partie des blés fournis par le sieur de Gourville ; puis il s'occupe de l'embarquement des recrues qu'il a rassemblées pour l'armée des Flandres.

Le 23 août, 502 soldats, sous la conduite des lieutenants La Barthe et du Clos, de Brouage, montent à bord de la flûte du capitaine Michaut qui fait voile aussitôt, ayant bon vent et ne se souciant pas de prendre à son bord les 64 barriques laissées par *l'Etoile Dorée*. La dépense de l'embarquement montait à 7297 livres « qui ont été payées au capitaine Michaut », plus 100 livres à chacun des deux lieutenants « pour les frais de leur voyage. »

Colbert avait pressé son cousin de hâter l'expédition de ses fa-

(1) Terron à Colbert, Brouage, [lundi] 4 août 1658, art. I (Bibl. Nat., Ms., *MA*, Colbert 101, fol. 248).

lines et le départ des recrues qui pourraient être utiles pour le siège de Gravelines commencé le 29 juillet ; lui-même, sur la fin du mois d'août, alla rejoindre le Cardinal à Calais. Il y vit arriver *l'Etoile Dorée* après la reddition de Gravelines (1), « mais il n'a pas laissé d'être fort utile. » Quant au navire du capitaine Michaut il était à Calais le 4 septembre, deux jours après que Colbert eut quitté cette ville, en même temps que le Cardinal.

Le 7 septembre, Michaut débarquait ses soldats à Mardyck, leur donnait du pain pour l'étape de Berques et reprenait la mer pour un retour aussi mouvementé que le précédent.

Les soldats ayant reçu leurs armes à Bergues (400 mousquets et 200 piques) furent distribués, au nombre d'environ 200, dans le régiment de Schonberg, à Bergues même, et 300 dans le Mazarin-Français, à Dixmude, le comte de Schonberg, lieutenant général, ayant la direction de ces deux places conquises (2).

Le 23 septembre, Michaut écrivait à Terron, de Plymouth où il avait du relâcher. Le 29, il était réfugié sous l'île de Batz, ayant été poursuivi par deux corsaires ostendais. Enfin, le 22 octobre il arrivait en rade de Saint-Martin et entra aussitôt dans le havre de Brouage pour y faire calfater son bâtiment et préparer ses vivres.

Peu de temps après avoir envoyé dans la Gironde *Le Chasseur d'Akerseloot*. Terron l'avait fait suivre d'une autre flûte, *la Marie de Rarep*, en prenant toujours le soin de passer lui-même les contrats d'affrètement. Mais les commis de Gourville n'en finissaient pas avec leur chargement. « Je croy, écrit Teron, (3) que les navires de M. de Gourville ne sortiront jamais de la rivière de Bordeaux. »

Il put cependant, le 18 septembre, faire parvenir à son cousin le connaissance du navire *le Chasseur* qui était chargé depuis le 11 du mois : « 2500 boisseaux de froment et 1900 boisseaux de sègle, faisant 250 tonneaux de Marans. » Le navire, qui était descendu devant Royan pour attendre l'escorte des gardes côtes. devait être en route.

(1) Gravelines rendue le 27 août.

(2) Blondot à Mazarin, Dixmude, 10 septembre 1658 ; Schonberg à Mazarin, même date ; Fly à Mazarin, Calais, 21 septembre (Aff. Etr., *Pays-Bas* 46, fol. 455, 461 et 498).

(3) Terron à Colbert, La Rochelle, 9 septembre 1658, art. 9 (Bibl. Nat., Ms. *Ndl. Colbert* 101, fol. 268).

Enfin, le 3 octobre, Terron envoyait le contrat de frêt et le connoissement du patron de *La Marie de Rarep* qui était sortie de la Gironde emportant 92 tonneaux de seigle et 158 tonneaux de froment.

Un détail préoccupait Terron. « Je ne sçay, écrit-il à son cousin (1), comment vous aurez faict à Calais pour ces navires, avec la traite foraine, pour ce que, selon leur bail, vous leur debvés l'entrée, puisque les dits navires viennent d'un pays qui n'est point de l'estendue de leur ferme. » Afin d'éviter ces frais, Colbert donna avis à Calais de faire pousser les navires jusqu'à Dunkerque qui, aussi bien que Bordeaux, était hors de la zone des cinq grosses fermes.

Au milieu du mois d'octobre (2), Terron avait encore, dans les greniers de ses marchands à Marans, 490 tonneaux de grain dont 270 tonneaux (180 d'orge et 90 de froment, selon la formule du pain Mazarin) étaient destinés à la mouture, immédiatement. Les 220 tonneaux restants étaient réservés pour le cas où, le Cardinal trouvant le prix trop élevé, il y aurait lieu de les laisser aux marchands.

Terron se propose donc d'envoyer de nouveau à Calais un navire chargé de farine que Colbert réclame avec insistance. Mais le meunier de Niort manque de parole ; il se trouve retardé par des affaires personnelles et par une « rumeur de canaille », c'est-à-dire une grève. Puis, quand est venu le moment de nolisier une flûte, Terron se trouve arrêté par le prix du frêt qui atteint 13 livres au tonneau. Son hésitation est d'ailleurs bientôt levée par un ordre du Cardinal qui préfère, par économie, que les farines soient désormais envoyées quand on aura l'occasion de les charger dans la cale des navires qui transportent les troupes (3).

Depuis le retour du capitaine Michaut, Terron avait activé le rassemblement de ses recrues dont la plus grande partie (340 hommes) était casernée à Brouage ; il n'attend plus que celles du comte de Jonzac et il a hâte d'en être débarrassé car elles lui coûtent fort cher, et « nous n'avons point encores embarqué de sy méchants

(1) Terron à Colbert, Brouage, [dimanche] 20 octobre 1658, art. 6 (*Ibidem*, fol. 298).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 16 octobre 1658, art. 1 (*Ibidem*, fol. 293).

(3) Mazarin à Terron, Lyon, 18 décembre 1658 (Aff. Etr., France 1477, fol. 50).

garçons ; ce sont tous drilles qui reviennent de l'armée, qui donnent bien de la peine à contenir ; c'est tout ce que peut faire notre garnison, quoy qu'ils soient tous désarmez et logez séparément (1). »

Un « vent de tourmente » retarde l'embarquement pendant douze jours. Enfin, le 26 novembre, Michaut quitte Brouage avec 426 soldats et il se rend à la rade de Saint-Martin pour embarquer 100 barriques de farine. Après en avoir reçu 58 à bord, il renonce à attendre les 42 autres chargées dans une barque qui ne parvient pas à le rejoindre et il gagne le large.

La traversée fut épouvantable. Peu vêtus, nourris de biscuits et d'eau, les pauvres « drilles » étaient glacés à la mort ; et, pour comble de malheur, un malentendu vint aggraver leur situation. Colbert de Terron avait prescrit à Michaut de porter ses soldats droit à Mardyck où il arriva le 23 décembre, alors que le commissaire Fly les attendait à Calais, ayant tous les ordres pour les y recevoir.

Ne trouvant à qui parler à Mardyck, Michaut envoie demander des instructions à Bergues, où le comte de Schonberg ne se trouvait pas alors, puis à Dixmude, quand il apprend que le régiment de Mazarin y est en garnison ; et, pendant huit jours, il doit garder à bord ses soldats mourants.

Le commissaire Fly, avisé, finit par rassembler les soldats à Dunkerque, faisant ramasser les malades par des charrettes et leur distribuant les premiers secours, le 30 et le 31 décembre. Après recensement, il trouvait que sur 410 soldats effectivement embarqués à Brouage, 170 seulement étaient en état de servir ; 6 moururent à Dunkerque, 126 entrèrent à l'hôpital de Gravelines. « tellement qu'il y en a 108 de morts, tant sur mer qu'au débarquement que sur les chemins de Mardick et de Gravelingse (2). »

Mazarin, désolé, écrit à tous les agents responsables, à Talon, intendant de l'armée, au comte de Schonberg, aux commissaires et aux agents qu'il fait entretenir à l'armée, à Fly, à Robertot, à Lange, à Campanan (3), à Colbert enfin : « Vous ne sauriés vous imaginer à quel point je suis touché de ces pauvres soldats venus

(1) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 20 novembre 1658, art. 7 (Bibl. Nat., Ms., *Mé. Colbert* 101, fol. 312).

(2) Fly à Mazarin, Gravelines, 2 janvier 1659 (*Aff. Etr., Pays-Bas* 47, fol. 212).

(3) *Aff. Etr., Pays-Bas* 48.

de Brouage et vous advouerez avec moy que on a eu grand tort de les faire embarquer comme sy c'estoit le mois de Jullet (1). »

Aussi bien Terron avait-il maintes fois protesté contre l'obligation qu'on lui imposait de surcharger d'hommes ses transports et d'y accumuler encore une cargaison de barriques.

Les 170 soldats valides furent distribués, 155 au régiment de Schonberg, à Bergues, et 55 au régiment de Clérambault, à Gravelines ; ceux qui sortiraient rétablis de l'hôpital étant destinés aux mêmes régiments.

Le gouvernement de Brouage et les zones qui l'entourent continuent de participer au recrutement et au ravitaillement des troupes de l'armée des Flandres par l'envoi ; au cours des premiers mois de l'année 1659 d'un régiment tout formé et d'une importante levée de recrues et aussi de convois de farine. Ces éléments étaient d'ailleurs en préparation dès l'année 1658.

La reconstitution du régiment des Isles ou de Xaintonge était due à l'initiative d'un gentilhomme de Saintonge, Charles de Courbon, comte de Blénac, seigneur de Romegou et autres lieux de la région. Sénéchal de Saintonge en 1656, il avait maille à partir avec Terron fort déterminé à rabattre la prétention qu'avait « ce petit gentilhomme-là » à la possession du présidial de Marennes.

On était dans ces dispositions que Terron venait de révéler à son cousin quand il lui écrivit de nouveau (2) : « Depuis ma dernière lettre, le comte de Blénac m'est venu voir et a demeuré un jour icy. Je ne connessois que son nom auparavant ceste visite, je vous assure qu'il m'a paru fort sage et fort réglé en tout ce qu'il produit et ce qu'il pense. En parlant des recreuës que nous faisons présentement et de la grâce que Son Eminence a faicte aux gentilshommes, qui ont été recommandez par M. de Jonzac, de leur donner de l'employ, il m'a dict que sy Son Eminence avoit agréable de remettre sur pied le régiment d'infanterie des Isles, qui a esté cassé par la rébellion du mareschal de Foucault, qu'il s'obligeoit à engager dans ce régiment la meilleure noblesse de Xaintonge et de le rendre de mil hommes, en 20 compagnies, dans l'année. »

(1) Mazarin à Colbert, Roanne [et Nevers], 18 janvier 1659 (Bibl. Nat., Ms., Baluze 331, fol. 113, minute, et Aff. Etr., Pays-Bas 48, fol. 15, autographe ; *Ibidem*, France 279, fol. 263, copie).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 10 juillet 1658, art. 7 (Bibl., Nat., Ms., M^{ss.} Colbert 104, fol. 222).

Terron entièrement conquis, vantait cette entreprise ; il se faisait fort d'en régler tous les détails avec le comte de Blénac qui demandait pour lui-même la charge de lieutenant colonel, mestre de camp, au même titre que le marquis de Riberpré dans le Mazarin-Français. La proposition transmise immédiatement par Colbert fut acceptée en principe par le Cardinal (1).

Terron s'occupe aussitôt des premiers préparatifs, il s'apprête à « faire venir huit ou neuf cens mousquets d'Hollande », il fait choix des lieux d'assemblée, pour lesquels il aura à demander des expéditions au secrétaire d'Etat Le Tellier, et il réclame une lettre pour le comte de Blénac. D'accord avec ce dernier, il propose, pour la charge de lieutenant-colonel en second, un gentilhomme de Saintonge, le sieur Desarnaux Ceretany, qui avait été lieutenant-colonel du régiment Dopter et du régiment du duc de Saint-Simon, proposition que le Cardinal agréa encore dans la suite. Enfin Terron était chargé de faire confectionner les drapeaux, un pour quatre compagnies, comme il était de règle dans les régiments de Mazarin.

En envoyant à son cousin toutes les expéditions nécessaires, Colbert ne manque pas de lui faire sentir l'importance de l'entreprise dans laquelle il s'engageait, l'assurant « qu'il y a peu de service sy considérable que celui-là », mais il lui recommandait de ne pas s'y attaquer avant d'avoir tout bien préparé et d'avoir trouvé « les vaisseaux nécessaires pour porter ce corps entier aussy tost qu'il sera levé, afin qu'il ne consomme pas trop de subsistance. Vous devez bien estudier toute cette œconomie (2). »

Au surplus, Terron ne devait rien entreprendre avant d'avoir reçu un ordre précis de Son Eminence.

Le comte de Blénac eut des imitateurs ; le comte de Fénelon et un de ses parents s'offraient à lever un corps d'un millier d'hommes. « S'ils veulent lever mil hommes. répondait Mazarin à Colbert de Terron (3), sans prétendre de former un régiment, mais qu'il nous soit libre de les incorporer dans tels corps que nous voudrons, et mesme je les mettray dans ceux qui portent

(1) Colbert à Mazarin, Paris, 21 juillet 1658, et réponse marginale du Cardinal, Bergues, 26 juillet (Aff. Etr., *France* 905, fol. 285).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 19 octobre 1658, art. 1, à une lettre de Terron de Brouage, [lundi] 7 octobre (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 286).

(3) Mazarin à Terron, Dijon, 8 novembre 1658 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 32 B, fol. 331, minute, et Aff. Etr., *France* 1477, fol. 49, copie).

mon nom, on pourra accepter leur offre et mesme je leur en seray obligé. »

Il est probable que le comte de Fénelon eut à s'employer dans les nouvelles levées que Terron eut ordre, sur la fin de l'année, comme nous savons (1), de faire exécuter aussi loin que son action pouvait s'étendre, avec l'aide des intendants de Poitiers-Limoges et de Bordeaux-Montauban.

Mais Terron ne devait commencer ces levées qu'après avoir formé et embarqué le régiment des Iles. Toutes ces questions sont reportées aux premiers mois de l'année suivante.

Dans la fin de l'année 1658, Terron se préoccupait de la question des navires de transport. Or il n'avait à sa disposition que la flûte de 300 tonneaux du capitaine Michaut, alors en mer à son fatal voyage.

Après la prise de Dunkerque, un des agents que Mazarin faisait entretenir en Flandre, avec des commissions de receveurs et de payeurs, Angelo Sanvitani, le sieur Lange, valet de chambre du Cardinal, avait remarqué dans ce port une frégate en voie d'achèvement et, sur son avis, Mazarin en avait ordonné l'acquisition avec l'intention de faire passer ce navire à Calais « pour faire des trajets de ce lieu-là à Brouage. » Mais il fallait auparavant que la construction et l'armement du bâtiment fussent terminés et il s'écoula de longs mois avant que la frégate qu'on nomma *l'Eminente* puis *la Donkerquoise* pût entrer en service.

Cependant une nouvelle ressource s'offrait à Terron : la frégate *la Victoire* qu'il avait fait construire à Soubise et qu'il se hâtait de faire achever sous ses yeux, dans le havre de Brouage.

Il avait choisi, dans l'artillerie des places du gouvernement, les pièces nécessaires pour armer ce vaisseau, ayant « des affustz tous prêts pour servir à tous les calibres, » et le mémoire qu'il dressa pour ce détail important fut approuvé et signé par le cardinal. Enfin, sur l'ordre de Son Eminence, il demandait au duc de Vendôme, l'amiral, une commission pour un capitaine de vaisseau. Cette commission se faisant attendre, Terron proposait de donner, de son chef, *la Victoire* au capitaine Michaut, pour le premier voyage. « Je ne vous le conseillerais pas sans un ordre exprès du Roy ou de Son Eminence, » lui répondait Colbert.

Terron aura donc deux navires qui transporteront en Flandre

(1) Voy. chap. précédent, *in fine*.

d'abord le régiment des lles, et son programme est déjà tracé pour l'année prochaine. « Cela estant que l'on ne travaille aux recrues que vous demandez qu'après la levée de ce régiment, il faudra attendre le retour de nos deux vaisseaux ; ensuite j'en enverrai un devant Bordeaux, pour recevoir les soldatz que M. de Fontenay et moy pourrons faire en Guienne, et j'en garderay un autre dans le havre de Brouage pour les soldatz que M. Pellot et moy pourrons faire en Poittou, Limouzin et Xaintonge (1). »

Et l'on n'oubliera pas les farines !

(à suivre)

JULES SOTTAS.

LE Puits DE CHALEZAC

A Chalezac, commune de Breuillet — ile d'Arvert auraient ajouté nos grands pères — existe, dans la cour d'un petit logis, un puits dont la margelle est couverte par un édifice cylindrique, en pierre, percé de quatre ouvertures cintrées, coiffé d'une coupole. Le long des montants étaient accolées quatre statues d'hommes nus, aujourd'hui décapitées. Trois seulement sont conservées ; chacune d'elles est surmontée par un groupe de trois ou quatre objets dont deux ressemblent à des pommes de pin. L'ensemble mesure près de 4 mètres de haut (2), 1 m. 37 de diamètre extérieur, 0 m. 98 de diamètre intérieur ; les ouvertures ont 1 m. 35 de hauteur, 0 m. 45 de largeur en haut et 0 m. 50, en bas. Sur la frise qui entoure le monument, en dessous de la coupole on lit :

F... T : EN L'ANNÉE 1593 LOVIS TESSIER : DICT LE :
POVLLOVNOIS ET : MARRIES ROBELIEN : SA FAMES.

Qui est ce Tessier ? d'où lui vient son surnom ? Je suppose que ce Tessier a du faire partie de la troupe de gens qui suivit le duc

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 26 décembre 1658 (Bibl. Nat., Ms., *Mé. Colbert* 101, fol. 340).

(2) Renseignements que notre confrère, M. Pelette, a bien voulu prendre et m'envoyer.

d'Anjou en Pologne, quand celui-ci alla prendre possession du trône auquel il venait d'être élevé. On sait qu'il s'évada aussitôt qu'il apprit la mort de son frère, Charles IX, pour devenir Henri III, roi de France. Tessier revint avec lui sans doute (1574).

Quelle que soit la circonstance qui lui valut ce *chaffre*, Tessier était connu sous le qualificatif de polonais devenu inséparable de son nom. Je l'ai rencontré dans les minutes de Tourtellot, notaire à Cozes (1). Le 20 juin 1596, Louis de Belcier, baron de Cozes, donne quittance à Louis Texier, dit le Poullonnois, marchand à Saintes, de 999 écus un tiers, dont celui-ci était débiteur comme fermier de la baronnie de Cozes. Le 25 juin 1599, sa femme, Marie Robelin, « Mme la Poullonnoise, femme de Sire Loys Texier, dit le Poullonnois, demeurant au château d'Echillais, » afferme à Louis Robert, marchand à Cozes, le huitième de tous les vins et autres « breuvages » qui se vendront en détail sur les paroisses de Cozes, d'Arces et Barzan, moyennant 166 écus 2 livres soit 350 livres. Elle agit suivant la procuration de son mari qui est dit fermier de Saint-Martin de la Coudre et de Malvaud, qu'il tient de Mme de Potonville.

Quelques jours plus tard, elle afferme le greffe et le minage de la baronnie de Cozes.

Cet homme jouissait vraisemblablement d'une certaine considération. Un voyage à l'étranger assure toujours à qui en revient un peu d'autorité. Le notaire l'appelle *Sire*, terme qu'il ne prodigue pas, et, quand il nomme Marie Robelin *Mme la Poullonnoise*, c'est assurément pour marquer son respect. En 1596, Tessier ne devait plus posséder Chalézac, s'il en fut jamais propriétaire. Il paraît d'ailleurs n'avoir aucun coin de terre, puisqu'il ne se qualifie pas de sieur de... c'est rare. Il est singulier qu'en 1596 il ne soit pas sieur de Chalézac, s'il a fait construire le puits trois ans auparavant. Aussi est-on autorisé à douter que ce petit monument soit en place, et à croire qu'il a été transplanté d'un autre logis. La margelle, semble-t-il, devrait être ronde, elle est, au contraire, carrée avec angles abattus pour servir de bases aux montants des ouvertures, lesquelles, — nouveau motif de soupçon — sont plus larges en bas qu'en haut.

Il existe, à Arvert, non loin de Chalézac, par conséquent, dans la cour du presbytère, un puits de forme analogue. Il mesure

(1) En l'étude de M. Couraud, notaire à Saujon.

4 m. 80 de haut, 1 m. 11 de diamètre intérieur (1), 1 m. 50 de hauteur aux arcades qui ont 0 m. 69 de largeur. La margelle est carrée avec pans coupés, mais les montants des ouvertures formés d'une colonne galbée sont d'aplomb. Aucune sculpture, aucune inscription n'ajoutent d'intérêt à ce petit édifice qui ne manque pas d'élégance. Il n'a jamais changé de place.

CH. DANGIBEAUD.

PAIN BÉNIT

10 janvier 1778. La veille des rois, M. Franklin, résidant toujours à Passy, s'étoit déterminé à rendre le pain béni, le lendemain, quoiqu'en qualité de protestant et n'étant pas propriétaire de la maison, il eut pu s'en dispenser. Il se faisoit un plaisir de cette cérémonie et avoit disposé, en conséquence, 13 brioches, nombre des 13 colonies d'Amérique unies. Il vouloit mettre une banderole à chacune et la première devoit porter inscrit le mot LIBERTÉ. Le curé, qui étoit à dîner chez cet insurgent, témoigna quelque répugnance à cette singulière étiquette. Le mot *liberté* surtout l'effaroucha. L'évêque de Saintes, aussi du repas, appuya davantage et prétendit qu'il ne seroit pas possible au pasteur de tolérer une telle innovation. Mlle d'Eon, présente, fut consultée à son tour. Elle répondit qu'elle n'avoit rien à ajouter à ce que des membres de l'Eglise avoient décidé, mais qu'à leur opinion elle joindroit une raison politique non moins prépondérante : « c'est que, n'étant qu'à trois lieues de Versailles, il ne convenoit pas d'user d'un mot qu'on n'aimoit ni ne vouloit y connoître. »

(Extrait des *Mémoires secrets pour servir à l'histoire* par Bachaumont, tome XI, p. 59 et 60).

RAPPORTS SUR LA FOUILLE INFRUCTUEUSE

AU SÉMINAIRE DE PONS ET AU CHATEAU DE PLASSAC
PAR LA GENDARMERIE A LA RECHERCHE DE LA DUCHESSE DE BERRY
(Communication de M. Grasilier)

Saintes, le 24 juin 1832,

A Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat de l'Intérieur à Paris.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'ayant été prévenu par ordonnance, arrivée ici, entre onze heures et minuit, le vingt-deux

(1) Renseignements de M. Pelette.

courant, que le Séminaire de Pons était gardé à vue par la Garde Nationale et la gendarmerie et que l'on croyait que la duchesse de Berry y était couchée, j'ai à l'instant même communiqué ce renseignement à M. le procureur du Roi et au sous-préfet de cet arrondissement, avec lesquels je me suis transporté immédiatement sur les lieux, accompagné de cinq gendarmes et d'un détachement de quinze hommes du 14^e Régiment de Chasseurs à cheval.

Aussitôt notre arrivée hier, entre cinq et six heures du matin, et après avoir été assurés que toutes les issues du séminaire étaient gardées, nous nous sommes introduits dans l'intérieur, où nous n'avons pas tardé à nous apercevoir que l'on nous attendait, puisque, dans le lieu le plus apparent de l'appartement d'un des professeurs, le sieur Meytayer, nous y avons vu un écriteau sur lequel on lisait les mots ci-après, en lettres de trois pouces de longueur :

« *Grande surprise ! Visite domiciliaire.* »

En effet, nous avons opéré une visite rigoureuse, qui n'a produit aucun résultat, et nous nous sommes retirés bien convaincus que, pour trouver des amis du gouvernement constitutionnel, il ne fallait point aller les chercher au séminaire de Pons. Cet établissement devrait être fermé, d'après le dire et le vœu de la grande majorité des gens sincèrement dévoués à l'ordre des choses actuelles.

M. le procureur du Roi a fait constater par procès-verbal, cette démarche infructueuse, il n'y a eu de saisi que l'écriteau dont j'ai parlé qui semble n'avoir été placé que pour nous mystifier, et il a été fait mention de trois tableaux, trouvés dans la même chambre, représentant les enfants de Mme du (*sic*) Berry.

Je suis, avec le plus profond respect, Monsieur le Ministre, votre très humble et très obéissant serviteur, le Lieutenant de gendarmerie de l'arrondissement de Saintes,

MORQUET.

Jonzac, le 28 juin 1832,

A Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'hier (27) j'ai été requis par M. le sous-préfet de Jonzac de me trouver avec deux brigades de gendarmerie, à 4 heures de l'après-midi, au château de Plassac, même commune, canton de Saint-Genil, à l'effet d'assister la justice dans une visite qu'elle se proposait de faire au dit château domicile de M. Dampierre ex-pair de France.

Après les plus exactes perquisitions (qui ont duré jusqu'à minuit et pour la sûreté desquelles vingt hommes de la Garde Nationale du dit Plassac ont été adjoints à la gendarmerie) faites dans le parc, servitudes, maisons d'habitation, caves, caveaux, douves du château et autres lieux, nos recherches ne nous ont rien fait découvrir qui soit de nature à compromettre M. de Dampierre, à l'exception de trois exemplaires imprimés, d'une chanson qu'on peut regarder comme séditieuse qui a été trouvée dans les papiers de M. de Dampierre fils et que M. le procureur du Roi a saisie. Cette chanson a pour titre : « Chanson de Guerre. »

J'ai l'honneur d'être avec un profond regret, Monsieur le Ministre, votre très humble et obéissant serviteur, le lieutenant commandant la gendarmerie de l'arrondissement de Jonzac,

J. BÉASSE.

ACTE DE RÉPARATION D'INJURES FAITES AU PÈRE SERNOLE, CORDELIER,
PAR MARGUERITE JOSLIN, A ARCHIAC.

Le 28 du mois de novembre 1754, avant mydi, pardevant le notaire royal en Saintonge soussigné, en présence des témoins bas nommés, furent présents : Jean-Joseph Léonard, sieur d'Oriolle, agent des affaires de Monseigneur le marquis d'Archiac (1). D'une part, Pierre Dubreuilh, voiturier et Marguerite Joslin, sa femme, icelle, du dit Dubreuilh, son mary, bien et dûment autorisée, pour l'effet et validité des présentes, demeurant au bourg de Saint-Pierre d'Archiac, d'autre part, lequel dit sieur Léonard, en la ditte qualité a dit et déclaré que par contrat du 28 may 1625, reçu par Laugarer, notaire royal, très haute et très puissante dame Jeanne de Bourdeille, comtesse Duretal, marquise d'Archiac, Barret et Lagarde. a fondé à perpétuité une messe, tous les mercredis de chaque semaine, dans l'église de Saint-Thomas du château de Barbezieux, et une aussi à perpétuité, dans l'église de Saint-Pierre d'Archiac, le 25 novembre, jour de la sainte Catherine, pour être acquitée régulièrement, suivant son attention, par les religieux

(1) Louis-Marie, comte de Sainte-Maure, marquis d'Archiac et de Chaux, marié à Marie Deschiens de la Neuville, à qui la terre d'Archiac avait été donnée dans leur contrat, reçu par Dunahault, notaire au Chastellet de Paris, le 12 février 1720, par son oncle, Honoré de Sainte-Maure, marquis de Chaux et d'Archiac, lequel s'était rendu adjudicataire de cette terre, en 1700, moyennant 135.000 livres, à la suite d'un long procès en substitution, entre les Boudeille de Matha et ceux de Bourdeille en Dordogne (Minute de Nivet, notaire à Archiac, le 10 août 1720).

Cordeliers du couvent de Saint-François de Barbezieux, en faveur desquels elle a establi une rente de 20 livres par an, aussi à perpétuité, sur la terre de Barret, pour, cette somme, être payée aux dits religieux, par ses successeurs ou ayans cause et par eux acquitant, comme dessus, dire les messes fondées par la ditte dame, pour le repos de l'âme de feu comte de Duretal, son mary, pour le repos de celle de Madame Elizabeth de Bourdeille, sa sœur, et pour celle de François de Jussac, Seigneur d'Ambleville, son époux, et aussi pour François de Sainte-Maure, fils de Guy de Sainte-Maure, chevalier, Seigneur de Fougeré et de dame Louize de Jussac d'Ambleville, son épouze, tous neveux et nièces de la ditte dame Jeanne de Bourdeille, marquize d'Archiac, tous auteurs et prédécesseurs de très haut et très puissant Seigneur, Monseigneur Louis-Marie, comte de Sainte-Maure, marquis d'Archiac, aujourd'huy pour eux représenté.

Pour satisfaire aux intentions et fondations de ma ditte dame Jeanne de Bourdeille, le Père Sernolle, religieux conventuel du dit couvent de Saint-François de Barbezieux, s'est rendu lundy dernier, 25 de ce mois, jour de la sainte Catherine, sur les dix heures du matin, à Saint-Pierre d'Archiac.

Le sieur curé absent, il aurait trouvé au presbîtère sa servante, qui, instruite de la mission du dit religieux, elle lui aurait présenté les clefs de l'église et la femme du sacristain aurait envoyé chercher son fils, pour servir la Grand'Messe. Pendant cet intervalle, le dit religieux se préparant, il serait survenu la ditte Marguerite Joslin, qui luy a demandé : « Mon Père que cherchez-vous ici ? Je sais ce qu'y vous y attire ; vous venez pour dire la messe dans notre église, à cause d'une fondation, de la part des Seigneurs d'Archiac. Je m'oppose et vous empêche de vous en acquitter. » Et telle remontrance que le dit religieux ay pu faire à la ditte Joslin, elle a persisté dans son intention, en empêchant la célébration de la sainte Messe, ce qui a cauzé un grand scandale et injurieux, à la mémoire des Seigneurs d'Archiac.

C'est pourquoy la ditte Joslin reconnaissant son tort, elle a été conseillée de se retirer... le dit sieur Léonard, qui, vollairement, s'est départy pour et au nom du dit Seigneur d'Archiac de toute proceddure criminelle qu'on estoit sur le point d'intenter, le tout à la considération de son mary et pour le bien de sa famille.

Et à cet effet et à l'instant la ditte Joslin a déclaré, pardevant nous, dit notaire et témoins, que méchamment, témérairement et malicieusement et par mauvais conseils elle s'est publiquement

opposée à la célébration de la sainte Messe : qu'elle s'en repend, en demande escuze et pardon aux Seigneurs d'Archiac défunts, de quoy elle a offensé la mémoire, le demande également au dit Seigneur comte de Sainte-Maure. Et pour l'expiation de sa faute, elle s'oblige de donner un sierge pezent une livre, pour être par elle allumé pendant la messe de dimanche prochain, sur le tombeau et mozolée de dame Jacqueline de Montbron, dans l'église de Saint-Pierre d'Archiac, et après la célébration de la messe, ledit sierge sera estimé et laissé à la garde du sacristain, ou de tout autre, de quoy la ditte Joslin répondra, pour être allumé sur le même tombeau, pendant la messe des quatre festes annuelles prochaines, savoir : Noël, Pasques, Pentecôte et la Toussaints. Et à l'égard de l'insulte faite au Père Sernole, la ditte Joslin lui en demande, par le présent acte, excuze et pardon et s'oblige à lui en donner copie, de même que la somme de 24 livres, qu'elle s'engage à luy payer et d'en rapporter la quittance au gardien du dit sieur Léonard, d'icy au six décembre prochain. Et aussy s'oblige la ditte Joslin de remettre audit sieur Léonard, une coppie en forme du présent acte, pour être déposée au greffe du dit Marquizat, pour y avoir recours, quand besoin sera, le tout à peine de tous dépans, domages et intérêt. Tout ce que dessus lu aux parties...

Fait et passé au chasteau du dit Archiac, en présence de Jean Béraud, sieur de Boisvallou, bourgeois, demeurant au bourg du dit Saint-Pierre et Jean-Merzeau, vigneron, demeurant en la paroisse de Sainte-Lheurine, témoins connus et requis, soussignés, aussi les parties, à l'exception de la ditte Joslin et Merzeau, quoy ont déclaré ne le savoir faire (1).

Jacques d'Archiac et Marguerite de Lévis eurent quatre filles. L'une, Catherine, épousa Galliot de Genouillac, grand maître d'artillerie de François I^{er} et fondateur de l'église Renaissance de Lonzac. Une autre, Marguerite, l'aîné, épousa Adrien de Montberon. Elle eût, dans le partage des biens de leurs parents, fait le 16 décembre 1514, la terre d'Archiac. Leur fils, François de Montberon épousa Jeanine de Montpézat, en 1538. Ils eurent deux enfants : René, tué à la bataille de Gravelines, le 14 juillet 1558, sans descendant, et Jacqueline, qui épousa peu de temps auparavant, André de Bourdeille, lequel devint Seigneur d'Archiac. Il mourut en 1582, inhumé dans l'église de Bourdeille et Jacqueline décéda en son châ-

(1) Minutes de Miot, notaire royal à Archiac en l'étude de M^e Robert.

teau d'Archiac, le 28 juin 1598. Ils avaient eu six enfants, dont l'aînée, Jeanne, fondatrice des messes dont on vient de parler, épousa à 22 ans, le comte de Duretal, leur contrat passé à Archiac, le 8 novembre 1584.

Les honneurs dû à la mémoire de Jacqueline de Montberon et de sa famille, par le testament de la comtesse de Duretal, sa fille, n'ont pas été rendus pendant de longues années, après la pénitence imposée à la femme Joslin, dans le document qui précède. Ils ont dû cesser après la mort du comte Louis-Marie de Sainte-Maure, dernier descendant de Jacques d'Archiac et de Marguerite de Levis ayant possédé la Seigneurie d'Archiac, passée après lui à François de Quélem, duc de Lavauguyon, fils du précepteur de Louis XVI car, après un rapport, fait par le curé d'Athenac, concluant à l'enlèvement du mausolée élevé dans l'église de Saint-Pierre, à la mémoire de Jacqueline de Montbron, lequel disait-on, gênait les offices religieux, l'évêque de Saintes permit, en 1771, que le monument fût rasé, avec le consentement du Seigneur d'Archiac, alors le duc de Lavauguyon, en laissant toutefois une plaque commémorative, à la surface du pavé, au-dessus du tombeau.

L'église de Saint-Pierre ne semble plus pouvoir survivre longtemps au sacrilège, fait à la mémoire de ses puissants Seigneurs, qui, durant trois siècles, depuis Charles VIII, jusqu'à la Révolution, ont occupé des charges importantes à la Cour. La Révolution approchait, amenant avec elle son esprit de saccage et de destruction. Le bourg d'Archiac avait eu déjà deux églises ; l'une, Saint-Martin du Château, construite dans l'enceinte même du château, et annexe de Saint-Martin d'Arthenac, l'autre, celle actuelle, construite en 1679, ainsi que l'indique la pierre formant le haut de la petite porte d'entrée, sur l'emplacement et avec les matériaux provenant de la démolition, faite en 1671, du temple des calvinistes.

C'était beaucoup d'églises pour un petit bourg comme Archiac, surtout à une époque qui allait devenir si troublée, où l'exercice du culte allait devenir dangereux et où les Jacobins (il n'en n'a pas manqué à Archiac) allaient déporter les prêtres. Le dernier prêtre de Saint-Pierre fut le curé Sicard, lequel exerçait encore en 1790, parti quelques mois plus tard, voyant grandir la tourmente révolutionnaire.

La fin de l'église Saint-Pierre, alors très délabrée, fut décidée et, le sept pluviose de l'an VII, elle fut mise en adjudication, publique, et adjugée moyennant un prix de 18.000 francs, à M. Pierre Bérault, notaire à Archiac, en résidence à Saint-Pierre, par la

commission départementale des « Biens nationaux » siégeant à Saintes, composée de MM. Bouissieren, Louis Flornoy et Lériget. L'acte d'adjudication, entre les mains aujourd'hui de M. Delaurière, descendant de M. Pierre Bérault, enregistré à Saintes, le 27 pluviôse, porte la désignation suivante des biens mis en vente :

« 1^o La cy-devant église de Saint-Pierre d'Archiac, confrontant « du levant aux terres de Christophe Pelletan, du midi et du couchant au jardin et cimetière.

« 2^o La cy-devant maison curiale du dit Saint-Pierre, consistant « en une petite cour, une cuisine, deux petites chambres et un « grenier au-dessus de la cuisine, le tout situé dans la commune « d'Archiac.

L'église fût ensuite complètement démolie, ses matériaux dispersés. Sur son emplacement se trouve actuellement une vigne, appartenant à M. Gaudin ; celui de la cure fait partie du jardin clos de M. Delaurière.

• • • • •
Une question se présente à l'esprit : Que sont devenus le tombeau et les restes qu'il contenait, de « haute et puissante » dame Jacqueline de Montberon ? Il est impossible d'en recueillir ici le moindre souvenir. Le tombeau a dû être détruit, au moment de la démolition de l'église, car, lorsque son emplacement a été profondément fouillé, il y a 25 ans, avant la plantation de la vigne actuelle, on n'a pu retrouver, malgré toute l'attention apportée par M. Gaudin, que de nombreux ossements, qui ont été déposés dans une fosse commune, parmi lesquels, peut-être, ceux de Mme la marquise d'Archiac. La sépulture de Jacqueline de Montberon, ordonnée par elle, dans son testament, dans un lieu sacré, auprès du chœur d'une église ayant eu un rôle important à travers les siècles passés, semblait assurer à sa dépouille un éternel repos. Les événements ne l'ont pas permis ; et le graveur qui a mis l'inscription, sur la plaque commémorative, ayant remplacé son mausolée, ordonnée par l'évêque de Saintes, aurait pu renouveler celle choisie, pour mettre sur son tombeau, par Marie Mancini, qui elle aussi avait fréquenté plus tard la Cour de France :

« CENDRE et POUSSIÈRE. »

P. ROBERT.

LIVRES ET REVUES

L'analyse des terroirs ruraux par M. C. Jullian, dans le n° 2 du tome XXVIII (avril-juin 1926) de la *Revue des Études anciennes*, est particulièrement instructif et utile à consulter pour l'explication et l'étymologie des noms de lieu. Ce sont ses observations sur deux articles de M. Jeanton : *Le Maconnais gallo-romain* (région de Cluny) et *Antiquités romaines dans le canton de Tournus* publiés dans le *Bulletin archéologique* de 1924.

Il est très difficile de résumer ces remarques, parce que, comme dans la plupart des articles du même savant auteur, les notes sont le complément nécessaire du texte.

Retenons cependant les trois règles suivantes.

Les villas (noms en *acus*) formaient tout comme les vici, un véritable district administratif, cadastral, fiscal, quand bien même elles eussent été divisées, par partage, entre plusieurs propriétaires. On peut retrouver ces districts à travers le réseau des communes actuelles.

1° Il faut rechercher la plus ancienne paroisse à laquelle la commune se rattache.

Si cette commune est une paroisse mérovingienne, carolingienne, il n'y a guère à douter qu'elle n'ait été, à l'époque romaine, un territoire distinct.

2° Si la commune est une paroisse récente, n'y a-t-il pas dans son voisinage une paroisse ancienne dont elle a pu être démembrée ?

Dans les districts ainsi reconstitués, le nom en *acus* y indiquera le centre primitif.

Il faut rechercher, autour du centre qui a son nom en *acus*, les noms dérivés de *curtis*, *villa*, *villare* qui indiquent, semble-t-il, le plus souvent un démembrement, à l'époque des rois barbares, du grand domaine gallo-romain.

Les noms en *ojalum*, *ogilum*, quel que soit le sens de ce suffixe, se rattachent à la terre d'un grand domaine.

Les textes de Grégoire de Tours montrent qu'il y avait déjà eu, au profit des lieux dits en *ojalum*, soit démembrement de villas, soit déplacement de résidences.

Voir les observations sur les routes *publiques*, les chemins ruraux ou plutôt vicinaux mettant en rapport direct les villas, et les *itineraria privata* qui, probablement, menaient directement des chefs-lieux de domaines sur la grande route.

Dans le même numéro on trouvera d'utiles observations de M. A. Dauzat sur *Quelques noms prélatins de l'eau dans la toponymie de nos rivières* qu'il faut rapprocher des *Noms de lieux de la France de Longnon*.

Onna a le sens de source, rivière. *Vullunna* Boutonne, *Vultumna* paraît s'y rattacher. Un paragraphe est consacré aux noms de lieux dérivés d'*Equaranda*, *Equoranda*, limite d'eau, dans la série desquels il faut comprendre les ruisseaux comme Guirande, Eguyrande dont l'importance comme frontières (notamment pour la Saintonge) est très certaine.

Même tome (juillet 1926), p. 258 :

« *Mottes*. — Je suis bien content de voir que M. Peyneau, dans ses travaux sur le Pays de Buch, abandonne l'idée, qui fut si longtemps fâcheuse pour l'archéologie, des *mottes féodales* et revient à celles des *tumuli*, d'ailleurs utilisés par le Moyen Age. Pourtant, je ne serai pas d'accord avec lui quand il croit à leur utilisation par les Romains comme poste de vigie ou de garde. L'élément militaire romain n'a point laissé en Gaule, je crois, autant de traces qu'on le répète, du moins avant Dioclétien. » C. JULLIAN.

Revue des Etudes anciennes, tome XXVIII, octobre décembre 1925, *Notes sur les routes de la Gaule romaine. Les milliaires du Poitou*. M. Besnier reprend l'étude des 24 milliaires recueillis sur l'ancien territoire des Pictons, en les groupant par routes et non par règnes. Sur les vingt-quatre, treize se rapportent à la voie de Saintes à Poitiers et de Poitiers à Tours.

« En même temps que des manifestations de loyalisme politique, les milliaires étaient des poteaux indicateurs.

A Rom (route de Saintes) à Saint-Pierre-les-Eglises, à Civaux et à Antigny (route de Bourges), à Cenon (route de Tours), les milliaires sont numérotés doublement : à partir, d'un côté, de la capitale, *Limonum*, et, de l'autre, d'une station extrême à la frontière de la *Civitas*, appelée, les trois fois, du même nom, *Fines*. Ces trois stations sont faciles à identifier. Les *fines* des Pictons et des Santons ne sont autre qu'Aunay : la distance de Rom à Aunay sur la Table de Peutinger et sur l'Itinéraire est de 20 lieues gauloises, comme celle de Rom aux *Fines* sur les milliaires ; avant 1789, la limite du diocèse de Poitiers et de la province de Poitou était un peu au sud d'Aunay, au lieu dit Virollet et au moulin de Brie (*Briva* pont ou passage) sur le ruisseau de la Saudrenne, affluent de la Boutonne. » M. Besnier observe que » c'est à tort qu'au

xix^e siècle on a donné officiellement à Aunay, parce qu'il dépend du département de la Charente-Inférieure, le surnom d'Aunay en Saintonge. »

Le nom officiel est Aunay de Saintonge. M. B. aurait pu protester avec plus de vérité peut-être, contre l'orthographe d'Aulnay. Au fond « l'administration » ne pourrait-elle pas avoir un peu raison et défendre l'exactitude du nom officiel ? Aunay était en Poitou ! c'est exact, mais pas dans le diocèse de Poitiers, il dépendait d'abord du diocèse de Saintes puis de la Rochelle au moment de la Révolution. Il est vrai que Besly le met en l'archiprêtré de Melle.

La Révolution française 1926 juillet-septembre. *Lettre du volontaire Etienne Gaury* (2^e bataillon de la Charente-Inférieure ; levée de 1792, en Alsace (1792-93).

Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais 1926. Dans un article (p. 147) sur le *Passage en Bourbonnais d'Allemands de marque* M. Buriot-Darsiles note *Souvenirs d'un prisonnier de guerre allemand en 1870* par Theodor Fontanes. Descendant de protestants français émigrés en Prusse, le célèbre romancier suivit l'armée prussienne en qualité de reporter militaire. Arrivé à Toul, il voulut visiter Domrémy, s'y rendit seul, fut arrêté par des francs-tireurs, reconnu innocent et transféré de prison en prison en l'île d'Oleron.

Revue Mabillon 1927, p. 20. *Mémoire instructif sur l'état de l'abbaye de Chancelade et sur la succession de ses abbés, 2 janvier 1732*, qui porte la signature de Teyssandier, curé de Chancelade. Alain de Solminiac réforma l'abbaye de la Couronne, l'abbaye de Sablonceaux en 1633. Le cardinal de La Rochefoucauld, abbé de Sainte-Geneviève donna sa sentence le 28 mars 1635 pour la réformation de tous les chanoines réguliers de France en une même congrégation, à l'exception de Chancelade, Saint-Gérard, La Couronne, Sablonceaux, déjà réformés. Le 29 décembre 1637 une sentence remit à la congrégation de France ces maisons. Ces deux nouvelles sentences donnèrent lieu à de grands différends entre Sainte-Geneviève et Chancelade. Le 3 mai 1649 Guillaume, cardinal officiel de Beauvais, commissaire apostolique, ordonna que les religieux de Chancelade, La Couronne, Sablonceaux, Saint-Gérard, continueront de vivre en l'observance régulière de laquelle ils ont fait profession. Les religieux de Chancelade, Sablonceaux et Cahors s'unirent en congrégation le 4 avril 1663. La réforme de Chancelade fut intro-

duite dans l'abbaye de Sablonceaux par Alain de Solminiac le 27 septembre 1644.

On a bâti, à Sablonceaux, sous le Père Antoine Teyssandier, prieur, le dortoir, le réfectoire, la crédence, le vestibule, le salon, la chambre après, le salon d'entrée, la petite salle à manger, le degré ou dortoir, le degré de l'église, le chaufoir, la lingerie, la couturerie, la galerie des lieux, le chœur et le rétable de l'église. L'ouvrage commencé le 3 mars 1723 finit le 17 mars 1731.

Bulletin de la Société des Antiquaires en Picardie 1926.

Essai sur le fer à cheval par M. Oct. Thorel. *L'amas de coquillages de la butte Saint-Pierre au Crottoy* (Somme, par M. Paul Darche.

Voici ses conclusions : « C'est donc, entre les époques gauloises ou gallo-romaines et Haut-Moyen-Age qu'il faudrait situer la constitution de cet amas de coquillages.

« Pour me résumer, je verrais 1° un amoncellement de coquilles de coques, probablement ouvertes pour amorcer des lignes (comme cela se pratique encore actuellement) hypothèse que la proximité du port Romain, d'après Lefils, rendrait assez plausible. et, 2° un dépôt de débris de cuisine pouvant être ceux des matelots consommant sur place une partie des coquillages récoltés pour amorcer leurs lignes, et que de très minces foyers d'algues sèches peuvent suffire à faire cuire, si, toutefois, les zones noires ont été des foyers. » Aujourd'hui les coquilles des coques ouvertes pour la consommation ou la pêche à la corde servent à garnir les allées des jardins.

La Revue Hebdomadaire du 29 janvier 1927 contient un article de M. de Vaux de Foletier sur *Les Ancêtres de Pierre Loti*. Il s'agit des Renaudin dans l'île d'Oleron et en Hollande.

Romania, octobre 1925. Sont notés 1° (p. 617) dans le tome XLIV (1917) de *Zeitschrift für franzo'sische Sprache und litterature* de Hugo Andresen *Zur franzosischen Ortsnamenforschung* Auecort (ailcurtis) *Les Gonds*, près Xaintes (Augundo). L'étymologie populaire a souvent déformé le nom d'une localité.

2° (p. 612) dans *Archivum romanicum* tome V, 1 J. Anglade, *Les chansons du troubadour Rigaut de Barbezieux*.

L'illustration du 8 janvier 1927 contient un article illustré sur l'Avant port de Bordeaux : une vue de l'église de Talmont. soleil couché, et sa plage et les falaises.

Mémoires Société hist. litt. et du Cher 1925-26.

Séance du 26 mars 1926. Le Président lit un passage du travail de M. Boyer sur les teinturiers. L'excellence de la teinture de Bourges était attribuée à la nature de l'eau de Yévrette ce qui est très contestable. Toujours est-il que la teinture de Bourges était très renommée, mais par suite de la concurrence commerciale et pour augmenter leur gain, les teinturiers cherchèrent à réduire leurs dépenses et précipitèrent leur ruine. Les patentes de François 1^{er} d'août 1540 déplorent la décadence de la fabrique de Bourges, et accusent la mauvaise foi des teinturiers. Elles règlent l'emploi des ingrédients et imposent l'adoption de sceaux de garantie.

L'eau de la Charente a eu la même réputation.

Le livre d'Heures de Guillemette Hemetout (xv^e siècle) dont M. J. Soyer a parlé dans ces mêmes *Mémoires* en 1900 (p. 203-216) vient d'être vendu. Le calendrier contient la fête de saint Eutrope au 31 avril. Son nom n'est pas dans les litanies.

Bulletin de la Société des Etudes du Lot, tome XLVII.

Cahors, Inventaire raisonné des Archives Municipales, 3^e partie. xv^e siècle. 9-16 février 1470. L'entrée du duc de Guyenne à Cahors, « conte de Xanctonge Senhor de La Rochella. » L'évêque de Saintes (Xantes) est présent, avec le maire de la Rochelle.

P. 124. Allusion à une réclamation que les protestants de Cahors auraient présentée à Montluc en la ville de La Rochelle. Ils la renouvellent à Montluc qui est à Cahors.

Bulletin de la Société des antiquaires de l'Ouest 1926.

L'étymologie de *Jarnac* intéresse vivement nos voisins poitevins

M. Fayolle discute (p. 394) les propositions faites par M. Ch. Dangibeaud, (d'après Rédet et le dictionnaire topographique « Meurthe-et-Moselle d'ailleurs) et par M. Tourneur-Aumont. Il croit que Jarnac et Jarrige sont « deux mots absolument distincts, tout au moins dans la terminaison (ça se voit) et probablement aussi dans la racine. »

Cette racine est un nom germanique. Quant à La Jarrie, La Jarrige c'est le même mot que *Les garrigues* dans le midi. Une garrigue ou une jarrie c'est un endroit rocailleux et planté de chêne. Le gascon, le languedocien appellent un chêne *garric*.

La Jarne doit être associé à La Jarrie, Du cange avait déjà donné le sens de place caillouteuse et aride à La Jarrie. Mais, somme

toute la question de l'étymologie de Jarnac n'est pas plus solutionnée qu'auparavant.

Nova Francia, tome II (oct. 1926). *La protestation de la Rochelle contre l'abandon du Canada* (1761).

M. Tourneur-Aumont réédite, avec commentaire, deux pièces que L. Delayant a publiées dans la *Revue d'Aunis* du 1^{er} décembre 1864 (p. 65-81). Elles ont pour titre *Mémoire au duc de Choiseul* du 14 novembre 1761 et *Délibération du corps de ville* du 3 mars 1762.

DEZ. *Histoire des Protestants et de l'église réformée de l'île de Ré.*

Voici une nouvelle tranche de l'histoire du protestantisme dans notre département. Elle n'a pas le ton de celles que l'on nous avait servies jusqu'ici. M. Dez — qu'il en soit loué — a plus l'habitude de manier la plume que de prononcer des discours en chaire et de chercher des périodes plus ou moins enflammées. Cette histoire sérieusement documentée, très agréablement écrite et fort attrayante, sera très favorablement accueillie par les familles protestantes, en particulier celles de l'étranger toujours en quête de leurs ascendants. M. Dez a eu accès dans des archives protestantes privées, ce qui lui a permis de donner des listes très étendues d'état-civil et d'abjurations. Elles n'ont qu'un tort, c'est d'être tellement copieuses qu'il a été impossible de relever les noms dans la table onomastique, de telle sorte que la recherche d'un nom déterminé est très laborieuse. Une réflexion s'impose à propos de ces listes. Elles démontrent une fois de plus les services que rendent les archivistes bénévoles qui vont dans les mairies ou chez les notaires, copier des actes d'état-civil et prennent des notes. Les registres paroissiaux de Saint-Martin ayant brûlé, dans l'incendie de la mairie, M. Dez n'a pu transcrire huit pages de noms — rien que pour Saint-Martin — que grâce aux copies faites par M. Phelippot, conservées au Musée de Saint-Martin. Et pourtant l'incendie est moins à craindre que les rats, l'humidité, et surtout l'indifférence et la négligence des possédants.

Ce volume est illustré de deux vues des ports de Saint-Martin et de La Flotte par Ozanne, bien fantaisistes, au moins la seconde. N'aurait-il pas été possible de reproduire des dessins plus documentaires ?

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : Marchés pour travaux d'art en l'église de Meursac (1488-1513), par M. Ch. Dangibeaud.

Les droits féodaux au XVIII^e siècle en Saintonge, par le baron Chaudruc de Crazannes.

L'étymologie de Jarnac, par M. Ch. Dangibeaud.

LIVRES ET REVUES : *Documents sur la typographie et la gravure en France aux XV^e et XVI^e siècles*, réunis par A. Claudin ; *L'île d'Oleron à travers les âges* ; *Relatif de la Bretonne inconnu* et M^{me} de Monconseil ; *Glanes rochelaises à l'occasion du 7^e centenaire de saint François d'Assise* ; *Revue historique de Bordeaux* ; autour du pape Clément V ; conférence de M. Métadier ; correspondance du maréchal de Grammont et de Hugues de Lionne ; *Mémoires sur l'état de l'abbaye de Chancelade*.

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; nouvelles maisons historiques à Saintes ; Distinctions ; Congrès des Sociétés savantes ; Comité de l'abbaye ; Diane de Polignac à Ecoyeux ; Marie de Mancini à Rochefort ; preventorium Louise de Bellignies ; tableau de Lenoir ; prix à M. Herissay ; portrait de Bernard ; *Argus de la Presse* journaux du département : roman à Saintes ; histoire de Saint-Cybard d'Angoulême ; chambre des notaires à Marennes ; Illustration, le Cancer ; l'église d'Angoulins (tableau) ; Dons à la Bibliothèque de Saintes ; les dossiers Moreau ; découverte de monnaies ; Souscription au volume sur Burghaud des Marais. Rectification : Aunay.

MARCHÉS POUR TRAVAUX D'ART EN L'ÉGLISE DE MEURSAC (1488-1513)

MAÇONNERIE, VITRAUX, PEINTURE, CLOCHE.

L'église de Meursac n'est pas au nombre de celles qui comptent parmi les meilleures de notre département. Si elle possède une façade du XII^e siècle intéressante, elle est surtout connue pour son beau retable et ses deux consoles, en bois doré, Louis XIV, provenant de l'abbaye des Dames de Saintes. L'intérieur ne présente rien qui arrête spécialement l'attention si ce n'est quelques étrangetés, dont l'explication, au moins en partie, ressortira d'un des documents que je sou mets aux lecteurs de notre Revue (1).

(1) Voir dans le tome I du *Recueil des actes de la Commission des Arts et monuments de la Charente-Inférieure*, page 67, la notice sur les églises de Meursac et Thè Revue tome XLII. 7^e livraison. 18.

Lorsqu'on a passé sous la porte de la façade romane, on entre dans une nef unique, nue, étroite, qu'étranglent deux gros piliers reliés par un arc lourd et épais, soutenant un mur montant jusqu'à la voûte. On devine un ouvrage très postérieur à la date de la nef. Celle-ci s'ouvre sur un chœur large, à chevet droit, communiquant, de chaque côté, par deux grandes arcades avec deux collatéraux, voûtés d'ogives, dont les murs plats au fond s'alignent avec celui du chœur. C'est une modification imposée aux ^{xiii}^e-^{xiv}^e siècles, suivie d'une reprise, au ^{xv}^e, du mur latéral dont nous posédons le marché.

Si on tourne les yeux vers la gauche, on n'est pas peu déconcerté en présence d'un pilier roman à moitié caché sous une maçonnerie grossière, qui évoque un travail de prudence d'époque très postérieure.

L'église romane était-elle pourvue d'un clocher en avant du chœur ? C'est fort probable. Quand on modifia le chœur, il fallut le refaire. Il est possible qu'on l'ait ajourné jusqu'au ^{xv}^e siècle. Au lieu de suivre l'exemple d'une paroisse voisine, Cozes, qui élargit, elle aussi, son chevet, dans les mêmes conditions, mais qui plaqua son clocher en côté, on assit une construction massive, carrée, des plus médiocres, sur les piliers sans doute trop faibles, qui fléchirent, accident qui nécessita un travail de consolidation, objet d'un de nos contrats.

La lecture de ce document est trop explicite pour que j'insiste sur son mérite. Il précise la date de l'arc et des trois fenêtres du collatéral droit. Nous apprenons ainsi que des maçons du pays ont exécuté, sans le secours apparent d'un architecte, des ouvrages d'une certaine importance, témoignant qu'ils possédaient une expérience que l'on ne rencontrerait pas actuellement chez leurs successeurs.

Beaucoup plus instructives et plus curieuses, plus dignes de retenir l'attention sont les conditions de travail, de salaire, de vie, de l'ouvrier, le prix des matériaux, à la fin du ^{xv}^e et au début du ^{xvi}^e siècle, que nous révèlent nos trois contrats, trop rares ren-

220, par l'abbé Fraignaud. *La statistique monumentale* (p. 331) et dans le tome des séances générales tenues en 1844 à Saintes par la Société française pour la conservation des monuments historiques, page 134, le passage du rapport de M. Duret sur Meursac.

seignements sur le coût des constructions de cette époque en Saintonge (1).

Aussi rares encore sont les deux actes du même temps, qui nous montrent, dans le pays, deux ouvriers d'art : un verrier et un peintre.

Les fabricateurs de Meursac veulent vitrer les fenêtres nouvelles, les vieilles ont besoin de réparations. Où trouver un vitrier ? à Saintes ? non, mais à proximité, à Masdion, paroisse de Virollet, où réside un certain Gabriel Bichof.

J'ignore la nationalité de cet ouvrier ; son nom, absent des listes de verriers connus, indiquerait, soit un allemand, peut-être un Suisse allemand, soit un flamand. Par quoi a-t-il été attiré en Saintonge ? Inutile de le demander. En quête de travail, il voyageait, comme le fera Bernard Palissy plus tard, s'arrêtant là où s'offrait l'occasion d'exercer son métier de peintre verrier. L'abbaye de Masdion l'aura retenu. Il n'est pas un simple monteur de verres de couleurs, il est peintre puisqu'il s'engage à exécuter un saint Martin coupant son manteau, un saint Michel et un saint Mathurin, saint fort honoré dans le pays, patron d'une confrérie, ayant un autel dans l'église de Meursac (2).

Les meneaux qu'il garnit existent encore, veufs, bien entendu, des vitraux de Bichof. Il est facile d'estimer que dix-huit livres pour les sept panneaux — dont un très grand — n'étaient pas un prix excessif ! D'après B. Palissy c'était le bon temps « que les vitriers avoyent grand vogue à cause qu'ils faisoient des figures ès-vitraux des temples (3). » Mais la concurrence ou la désaffection du public les ruina : « les verres sont mécanisés en telle sorte qu'ils sont venduz et criés par les villages par ceux-mêmes qui crient les vieux drapeaux et la vieille ferraille (4). »

Les fabricateurs de 1508 ne s'adressent plus à un étranger pour réparer leur Crucifix. Ils traitent avec un peintre de Saujon, Henry Dupin — un nom bien français — qui fera les peintures et dorures convenues. Il a déjà exécuté un travail semblable, il a remis à neuf le Crucifix de Gemozac, il a si bien réussi, les paroissiens en

(1) Aucune quittance des travaux du Chapitre de Saint-Pierre ne nous est parvenue.

(2) Beaucoup d'hommes s'appellent Mathurin, et de femmes Mathurine. Même des protestants l'adoptèrent au cours du xvi^e siècle.

(3) *Des métaux*. Edit. Faujas de Saint-Fond, p. 340.

(4) *Art de terre*, p. 8

ont été si contents que leurs louanges ont volé jusqu'à Meursac. Le Crucifix de cette paroisse sera traité de la même manière. Dupin fera mieux, il s'engage à peindre sur « un pillier ung image de la dite Sainte (Catherine) de fines coulleurs or et argent. » Dix livres le remunereront !

Heureux temps ! ou plutôt — probablement — heureux paroissiens qui se contentaient de peu ! Ce peu nous charmerait fort cependant, s'il nous était parvenu ! tandis que nos similis, nos chromos disparaîtront — grâce à Dieu pour sauver notre réputation — sans éveiller de regrets rétrospectifs à nos arrière-petits-fils.

L'énumération des additions (1) que Dupin doit appliquer au revers du Crucifix ne rappelle-elle pas dans notre souvenir un déjà vu ? On se charge d'ajouter le soleil, la lune, quatre anges, de semer d'étoiles le champ d'azur. La Vierge et Saint Jean existent, ne voilà-t-il pas les éléments principaux de la Crucifixion de la plaque d'émail de Nardon Pénicaud (2) que Lucas de Viroul donne à Saint-Pierre de Royan en 1503 ? La Madeleine n'y est pas, ainsi que les instruments du supplice, mais tout le reste y est. (Les étoiles remplacent les fleurs de lys.) Dupin a-t-il vu cette Crucifixion ? En cinq ans il a pu faire le voyage de Royan, pas loin de Saujon. Il ne semble pas téméraire de le croire et qu'il s'est inspiré de l'ouvrage limousin pour Gemozac d'abord, pour Meursac ensuite. La coïncidence est au moins curieuse.

La fonte d'une cloche complète nos renseignements sur les restaurations de l'église de Meursac. Le fondeur habite Fléac, près Pons ! Quelle décentralisation !

La dépense de ces différents ouvrages se monte à plus de 386 l. somme importante. Il est impossible de convertir en argent les fournitures, vivres (3) et matériaux.

Comment la fabrique se procurait-elle les fonds nécessaires ?

La paroisse est bien habitée : Chatellars, par Antoine puis par Arnaud du Gua, le constructeur probable du château ; La

(1) Elles permettent de croire que la Crucifixion était très ancienne, du ^{xiii}^e siècle peut être.

(2) Voir *Revue*, t. XLI, p. 155.

On pourrait, il est vrai, supposer un modèle courant commun aux émailleurs et au peintre.

(3) A titre de simple indication voici une évaluation : Le 16 octobre 1514, 22 boisseaux de froment, mesure de Saintes, valent 26 livres, 6 sols, 8 deniers. Mais ailleurs ? la contenance d'un boisseau est tellement variable !

Mothe, par Jean Bremond, seigneur d'Ars ; Chézac, par René Parthenay (1), seigneur d'Availle. La grosse commanderie des Epaux appartient à Guy ou Guyon du Bouchet, et passe à Pierre Gourjault ; le prieur de Meursac s'appelle Jean Chappel qui eut pour curé Jean des Oscurs en 1487, Antoine Malbec en 1506, et Jean du Gua, prieur de Talmont en 1513. Antoine du Gua intervient comme témoin au contrat des constructions, et probablement son fils, Arnould, comme donateur au contrat des vitraux. René Parthenay laisse tirer de la pierre chez lui.

Il existe dans la paroisse une autre source de revenus moins exceptionnels avec destination spécifiée. Pas un testateur n'oublie de léguer « à la fabrique et réfection de l'église, pour demeurer participant es-bienffais de la ditte église... » un boisseau, ou un demi-boisseau, ou un demi quartier de froment, dont la valeur varie avec la capacité, suivant que le boisseau est celui de Cozes, ou celui de Pons, ou celui de Chézac... Au milieu du xvi^e siècle, cet usage est encore en vigueur, il a dû commencer dès le milieu du xv^e, autant que l'on en peut juger et on a le droit de soupçonner une quête chaque dimanche.

La fabrique recevait d'autres dons, mais avec une autre destination qui ne devait pas être détournée de son but, tels que « plat des trépassés », confrairies de Saint-Mathurin, de Notre-Dame, messes du Saint-Esprit, de Saint-Martin et quantité de messes et services prescrits par les testateurs et testatrices au profit des chapelains.

Ch. DANGIBEAUD.

1488, 20 janvier. — *Marché pour travaux de maçonnerie*, aux minutes de P. Roy, notaire à Meursac (2), en l'étude de M^e Couraud, notaire à Saujon.

Personnellement establiz Bernard Marquant, Vincent Bernar, et Guillaume Fruger, en nom et comme fabricqueurs et procureurs de l'église parochiale de Saint-Martin de Mursac, d'une part, et

(1) Voir Haag : *La France protestante et une note dans Bulletin de la Société de statistique des Deux-Sèvres*, tome IV (1879-81) p. 181, sur Pierre d'Availle et Puyvialt blessé au siège de Niort en 1589.

(2) Ces minutes de Roy sont écrites sur un beau papier grand in-4^e qui a comme filigranes, soit un lion couronné, soit une grappe de raisin. Cf. Claudin, *Documents sur la typographie....* publiés par Seymour de Ricci, n^o 574 et 578 (moins bons que ceux des minutes), et Claudin, *Monuments de l'imprimerie à Poitiers*, fig. 225 et 238.

Jehan Goux, masson, demourant en la paroisse de Cormes-Royal, d'aulture part, lesquelles parties ont fait ce qui s'enssuit : c'est assavoir que les dits fabricqueurs pour leurs successeurs, ont baillé à faire audit Jehan Goux ung longier (1) de la vieille église dudit lieu à la requeste de l'autre longier de l'autre cousté et de mesme haulteur et faire le commencement des ars de la voulte comme ils sont, et avecques ce faire ondit longier troys pilliers, assavoir est deux de six piés de massonne et large par le dehors et ung double qui liera ledit longier et le pignon de la dite église et de huit piez par le dehors et faire en icellui longier troys vitraulx comme a'en l'autre longier et troys arseaux par le dedans, et reffaire la grant porte de ladite église par le dehors jùsques au hault arseau de ladite porte et eslargir ladite porte, si on voit que besoing soit de deux piés à de ce que l'on verra. Item, faire ung arseau soubz la tour du clochier dudit lieu a reconforter ung aulture arseau qui est soubz icelle, et parachever l'aguille du pignon de ladite église à sa requeste comme il a esté aultrefois et icellui couvrir de chevron de pierre ; et radouber ung pillier de ladite église devant la fabricque d'icelle et contre le prosne de ladite église (2), lequel pillier les dits fabricqueurs ont monstré audit Jehan Goux. Lesquelles choses ledit Jehan Goux a pris à faire d'iceulx fabricqueurs pour et moyennant le priz et somme de IIII^{xx} livres tournois, monnoye courante, troys pipes de froment, troys pipes de vin, ung porceau, une barricque d'haran, une barate de beurre poysan lx livres beure, une vache et six moustons, que lesdits fabricqueurs lui en seront tenuz bailler et poier pour faczon et despens des choses susdites, et seront tenuz en oultre lui bailler une maison on bourg pour son loger et tenir et le fournir de litz, linceulx et toutes eustancilles pour sa servitude, et lui bailleront le drap d'une robbe, et mectrons lesdits fabricqueurs en place toutes choses nécessaires pour faire l'ouvrage comme chaffaudaige, sintraige, cordaige et aultres choses ; et feront lesdits fabricqueurs toute de-

(1) Vieux mot (Voir Godefroy, *Dict. de la Langue française*), qui signifie mur. En 1600, il est encore employé, mais il a dû être abandonné vers cette époque parce que je ne l'ai jamais rencontré depuis. Le 3 juillet, Jean Micheau, blanchisseur, s'engage « à refaire ung longier de muraille de maison et en icelluy longier y faire une porte et ung abajoux de deux pieds et demy en quarré, muer la chemynée qui est on pignon vers le norouest... » Minutes de Tourtellot, notaire à Cozes, étude de M^e Couraud.

(2) Autrement dit le pilier sur lequel la chaire est appuyée devant laquelle se trouve le banc d'œuvre.

livre et rompre le vieil longier pourveu que ledit Jehan Goux sera présent pour deviser ladite rompture. Et rendra ledit Jehan Goux ladite besoigne parachevée dedans la Toussaint prochaine venant, et lui bailleront lesdits fabricqueurs son poyement ainsi comme il besonguera, et pour ce faire et pour rendre, etc. (*sic*) (1) a esté, etc. (*sic*), obligeans lesdits fabricqueurs biens de ladite fabrique et ledit Jehan Goux tous et chascuns ses biens, etc. (*sic*). Et a ledit marché esté faict ès présences de noble homme Anthoine Dugua, escuier, seigneur de Chastellars, Mothin Portier, Guillaume Hermant, Jehan Rocquiers, Guillaume Bernard, Guillaume Rodier, Pierre Rodier, Lucas Morin, Jehan Darvert, Bertrand Herbert, Héliotin Bourdeau, Jehan Lamoureux, Jehan Morin, Lucas Morin, Jehan Bourdeau, tous paroissiens de ladite paroisse et illec presens la plus grant saine partie des habitans d'icelle, le xx^e jour de janvier l'an mil CCCCLIII^{xx} et huit.

(Aucune signature).

P. ROY (*paraphe*),
du Roy on bailliaige de Saujon.

1489, janvier. — *Commencement de convention passée entre les fabricqueurs de Meursac et un carrier* (2). (*Mêmes minutes*).

Personnellement establys Guillaume Fruger, Bernard Marquant et Vincent Bernard, en nom et comme fabricqueurs de l'église parochiale de Mursac, d'une part, et Micheau Pineau, pierreur (*sic*), d'autre part, lesqueulx de leurs bon grez et volontés ont fait le marché qui s'ensuit : C'est assavoir que ledit pierreur a prins à faire desdits fabricqueurs ung demy cent de testuaux à lu par demy cent, moytié de troys piez de long et l'autre moiitié de deux piez et demy et ung pié et demy en teste chascun, pour le priz et somme de six livres tournois que lesdits frabricqueurs seront tenus bailler et poier audit Pineau ainsi qu'il fera la besoingne, laquelle il commaincera à faire dedans huit jours prochains venant, et avecques cela doit tirer des quarreaux pour faire la réparation de la dite église tant qu'il leur en fauldra pour faire ce qui

(1) Roy évite de transcrire la formule dans toutes ses minutes.

(2) Cette convention est incomplète, la rédaction n'a jamais été terminée, elle a été non seulement abandonnée, mais barrée. Elle ne vaut donc qu'à titre d'information. Elle donne la preuve qu'en 1489 on travaillait à l'église. La date n'est pas exprimée, mais elle résulte de celle de l'acte précédent qui est du 21 janvier 1489 et de celle de l'acte suivant qui est du 2 février 1489.

est marchandé avec (*sic*) Jehan Goux, doit avoir pour chacun cent de quarreaux xxx sols qu'ils poyront comme dessus et luy feront faire délivre, et à la prière de la seigneurie de Chézac on taillera où ils voudront faire tirer la dite pierre (*la rédaction s'arrête là*).

1506, 1^{er} décembre. — *Marché pour réparations. (Mêmes minutes).*

C'est le devis du marché faict entre Jehan Jubin, Pierre Rodier et Colas Riqueteau, fabricqueurs de l'église parochial de Mursac, d'une part, et Jehan Bourderie et Mathurin Charron, massons, ledit Bourderie demeurant à Varzay, et ledit Charron demeurant à Restault, d'autre part. C'est assavoir que lesdits massons doyvent faire à l'église dudit Mursac, l'ouverture du pignon on portal de laditte église (1), le quel pignon est celui dudedans qui porte la tour du clochier de laditte église et en icelluy l'ouvrant faire un contre arseau de la haulteur à la raison de la largeur de l'ouverture qui sera pour le moins à l'amortiment de deux aydes (*sic*) (2), de pilliers qui sont par le dehors dudit pignon ou plus hault, s'il est mestier, d'ung ou deux piés ; aussi doyvent rabiller ung pillier de laditte église qui est devant la fabricque d'icelle, et aussi rabiller une brèche qui est en l'église neuve au dehors dudit pignon en hault de l'église au droit de l'autier saint Mathurin. Pour lesquels choses faire paieront les fabricqueurs ausdits massons, pour toute besoigne et despens, la somme de dix-huit livres tournois et deux charretées de busches et une quartière de froment à la mesure de Pons, et oultre fourniront lesdits fabricqueurs audits massons pour le temps qu'ils feront la besoigne une chambre ou maison pour eulx loger, ung lit guarney de linceulx et fourniront lesdits fabricqueurs de toute estoffe et matière sur le lieu seulement, pour tout service, et feront le paiement ainsi que feront la besoigne et au commencement feront commencement de paier. Faict audit Mursac, presens noble homme Ollivier de Lousmeau,

(1) Il y a deux entrées : l'une sur la nef c'est celle de la façade romane, elle n'a pas été touchée à l'extérieur. Il ne s'agit pas de celle-ci. L'autre porte, latérale et basse, ouvre sur la petite nef accolée au chœur, à laquelle se réfère les travaux de 1488.

(2) Si étrange que le mot paraisse je ne crois pas qu'il y ait autre chose, en tout cas ~~des~~ sont sûrs.

escuier et maistre Marc Fauconnier, procureur de Saujon, le premier jour de décembre l'an mil cinq cent six.

(Roy, notaire, n'a pas signé).

Il est vrai que la place manquait, parce que la rédaction descend jusqu'au bas de la page.

1506 21 mai. — *Marché pour des vitraux. (Mêmes minutes).*

C'est le devis du marché fait entre Jehan Jubin, Colas Roquetteau et Pierre Rodier, fabricqueurs de la paroisse de Mursac, d'une part, et Guabriel Bichof, vitrier, demeurant à Masdion en la paroisse de Virolet, d'autre part.

C'est assavoir que ledit Bichof doit et a prins à faire en l'église dudit Mursac sept vitraulx en la neufve église, les tous de verre blanc, sauf qu'on grant vitral qui est on pignon de la porte de la dite église, il doit faire ung ymage de saint Martin à cheval et le pource ; avecques ce ung escusson des armes du Roy, notre Sire, et en l'un des aultres vitraulx doit faire l'ymage Monseigneur Saint Michel et en ung aultre l'ymage saint Mathurin. Item, on vitrail qui est en la vieille église, du cousté et au droit des fons, doit faire troys peneaulx de verre blanc ; au grand vitral, du mesme cousté, ung peneau aussi de verre blanc, et on vitral du pignon devant deux aultres pineaux (*sic*) blanc ; et toutes les aultres vitres de la dite église là où sont de rompues les rabiller et icelles netoier et au grant vitral du cousté de saint Jehan mettre des louanges (1) neufves et en houter des aultres qui sont rouillées au bas dudit vitral ; et doit faire oultre ung petit vitral qui est au droit de la porte du curé ce qui reste à faire d'icelluy ; et doit fournir tout le verre, et plomb necessaires ausdites choses faire, sauf qu'il pourra prendre du verre d'un peneau de coulleurs qui est thumbé en ladite église pour rabiller les aultres vitres. Et pour le paiement de ce ont promis lesdits fabricqueurs bailler et paier audit Bichof la somme de dix-huict livres tournois et ung boisseau de froment, à la mesure de Cozes, lequel boisseau de froment a promis bailler et donner le seigneur de Chastellars, présent audit marché, de laquelle somme luy ont avancé lesdits fabricqueurs la somme de trente sols et le résidu de la dite somme seront les dits fabricqueurs tenu paier audit Bichof quant il aura parfaict l'ouvrage, lequel sera tenu parfaire dedans deux

(1) Inscriptions, légendes.

moys prochains venant pour ce faire. Ce fut faict et devisé audit Mursac, présens tesmoings ad ce appelés et requis Saulvestre Blanchard, demeurant à Masdion, messire Anthoine Malbec, prestre, et plusieurs aultres, le *xxi^e* jour de may l'an mil cinq cens et six.

(*Le notaire n'a pas signé.*)

1508, 26 février. — *Marché pour peintures. (Mêmes minutes).*

C'est le devis de marché faict entre Jehan Jubin, Linot Rodier et Nicolas Riqueteau, au nom et comme fabricqueurs, procureurs en l'église parochial de Mursac, d'une part, et Henry Dupin, peintre, demeurant à Saujon, d'autre part. C'est assavoir que ledit Dupin doit paindre le Crucifix de ladite église de Mursac et le revers du dit Crucifix en la sorte, forme et manière que est celui de l'église de Jamozac, onquel revers fera la figure d'un soleil d'or et ung champ d'asur, d'autre cousté dudit revers une lune d'argent en champ d'asur, et tout ledit revers en champ d'asur semé d'estoilles de fin or ; paindre ledit Crucifix, Notre-Dame et saint Jehan avecques les diademes (1) d'or et asur, et près ledit revers fera et assemblera quatre anges (2), tout ainsi que sont ceulx dudit Jamozac, et le derrière dudit revers paindre à grosse coulleur semé de fleurs. Doit aussi ledit Dupin paindre le sacraire de grosse coulleur semé de fleurs et à l'autier sainte Catherine paindre et faire es pillier ung ymage de ladite sainte de fines coulleurs, or, argent [azür ?] et vermeillon. Pour lesquelz choses faire lesdits fabricqueurs ont promis et seront tenus bailler et paier audit Dupin la somme de dix livres tournois et luy paieront ainsi qu'il fera ladite besoigne, et ne luy feront aucuns despens, et fournira de toutes coulleurs ledit peintre et commencera à faire ladite besoigne dès huit jours prochains et la rendra faite dedans Pasques. Faict et passé audit Mursac, presens messire Jehan

(1) Nimbes.

(2) Par Crucifix il faut comprendre, je crois, un Calvaire, sur bois : étant vu sur deux faces, il était isolé, et non pas adossé au mur. Où était-il placé ? C'est là une difficulté à laquelle il est malaisé de répondre avec assurance. A Meursac, on peut concevoir que mis sur un piédestal, dans le chœur, entre deux piliers, ce crucifix ou calvaire était accessible à la vue de tous côtés.

Il devait en être de même à Gemozac. On ne voit actuellement d'autre place possible.

Par revers, il semble qu'il faut entendre face.

En Poitou tout au moins, les jeunes gens à marier entretenaient une lampe devant le Crucifix. Ils faisaient même une quête dans ce but.

Veillet, Mathurin Herbert, prestres et plusieurs aultres le XXVI^e
de février l'an mil cinq cens et huit.

[du roy on bailliage
[de Saujon.

P. ROY.

1513, 15 août. — *Conventions pour la fonte d'une cloche. (Mêmes minutes).*

C'est le devis du marché fait entre Bertrand Coumailleau, André Martin et Charles Morin, fabricqueurs de l'église parochial de Mursac, d'une part, et maistre Lubin Le Masson, fondeur de cloches, demeurant à Fléac, d'autre part, lesquelles parties ont fait le marché qui s'ensuit : c'est assavoir que ledit Le Masson doit refaire une cloche audit Mursac jusques à la poissance de quinze à seze cens de métal, pour la faczon duquel et pour les depens, lesdict fabricqueurs ont promis et seront tenez paier audit Le Masson la somme de dix livres tournois et du surplus de métal qu'il faudra pour la dicte cloche en oultre ce qui est en la cloche rompue dudit Mursac fournira ledict Le Masson, ob ce que lesdict fabricqueurs seront tenez luy paier quinze livres tournois pour cent, poysé au poys et crochet dudict Le Masson ou bien au poys de Pons, au choix et option desdits fabricqueurs, lequel métal lesdicts fabricqueurs seront tenez aller quérir jusques au lieu de Fléac (1) ou à Pons, et sera tenu ledict Le Masson rendre la dicte cloche parfaite, bonne et compectante dedans la Saint Michel prochaine venant, fondu à boys, lequel boys fourniront lesdicts fabricqueurs avecques toutes choses nécessaires à faire la dicte cloche avecque ledict métal, et feront lesdicts fabricqueurs le paiement des dictes faczon et métal ainsi qu'il s'ensuit : c'est assavoir la tierze (*sic*) partie lorsque la dicte cloche sera parfaite, l'autre tierce (*sic*) partie à Nouel, et l'autre tierce partie et parfaict paiement dedans Pasques prochain venant, et fournira ledict Le Masson du casble pour monter la dicte cloche dans la tour et rendre à son hostel.

Ce fut fait et passé audit lieu de Mursac, presens tesmoins ad ce appellés et requis messires Pierre Marquant, Mathurin Herbert, prestres, Guillaume Ruleau, Pierre Rodin et plusieurs aultres habitants de la dicte parroisse le XV^{ème} jour d'aoust l'an mil V^e et treze.

[du Roy à Saujon.

ROY (*avec paraphe*).

(1) Fléac est une commune à 18 kilomètres de Meursac.

LES DROITS FÉODaux AU XVIII^e SIECLE

(*en Saintonge*)

II

Nous avons étudié les obligations du seigneur, recherchons maintenant ses privilèges : droits féodaux, droits honorifiques, droits utiles.

Les droits et privilèges du seigneur de Crazannes sont naturellement énumérés avec soin dans plusieurs actes. On conçoit que cette question présentait un trop grand intérêt pour avoir été négligée.

Qu'on ne s'effraye pas cependant de la nomenclature qu'on va lire. En fait la plupart des droits qui y sont mentionnés ne le sont plus que pour mémoire : ces vocables ne répondent plus à aucune réalité. Ils figurent encore en souvenir de la toute puissance d'autrefois, mais ce n'est plus qu'un étalage de parade, telles des armures vides le long d'une galerie. « Il est malaisé, a écrit Tocqueville, de dire aujourd'hui en quoi ces droits consistaient encore en 1789, car leur nombre avait été immense et leur diversité prodigieuse ; et parmi eux plusieurs avaient disparu de sorte que le sens des mots qui les désignaient, déjà confus pour les contemporains, est devenu pour nous fort obscur. »

Si donc nous citons ici — brièvement — quelques textes, c'est par souci de l'exactitude et pour être complets. Mais nous verrons bien vite que les droits encore existants et réellement perçus se réduisent à un petit nombre. C'est ce petit nombre que nous allons dégager.

L'acte de vente de 1760 énumère ainsi les droits seigneuriaux : « Les dites choses tenues avec tous droits de cens, rentes, droits sur la prairie, terrages, complants, lodz et ventes, mesurage de bled et vin, garenne, fuye, moulins à eau et à vent, bois taillés et de haute futaye et autres appartenances quelconques, droits de justice et juridiction haute moyenne et basse dans toute l'estendue de ladite terre de Crazannes. »

« Ensemble tous autres droits, honneurs, prééminences ainsy que le tout est énoncé... à l'aveu et dénombrementourny à Sa Majesté le neuf juillet 1725. »

« Et au cas qu'il soit du audit seigneur marquis de Civrac... des droits de banalité de four, de moulin, de pressoir, droits de bans, corvées, patronnage échange et droits honorifiques, le tout audit cas cédera au profit du dit sieur acquéreur... »

Un acte de 1761 reproduit la même énumération avec quelques détails supplémentaires, savoir « le droit qu'a ledit sieur Chaudruc de faucher six pieds de terrain à chasque coté du canal qui part depuis le réservoir qui est au bas du Grand Jardin et qui coule à à la rivière de Charante. »

Et encore : « Quatre bans dus par chaque feu sur les manants et habitants dans l'estendue de ladite terre, devoirs sur les fruits des arbres, droits sur les carrières et pour raison de l'ouverture d'icelles. »

Enfin le dénombrement de 1768 que nous devons considérer comme faisant autorité en la matière, puisque revêtu de l'estampille officielle, est rédigé en ces termes :

« Les dites choses, avec tous droits de cens, rentes et lodz et ventes, changes et contrechanges, et cy devant les devanciers dudit seigneur de Crazannes avaient droit des dixmes d'aigneau, gorrours, leinnes, cherviis et lins et de bled, et ont actuellement terrages et complants, mesurages du bled et vin, four, moulin à eau et à vent, patronages et autres droits honorifiques, bois, taillis et de hautes futayes et autres appartenances quelconques, droits de bans et corvées et tous droits de justice et juridiction haute moyenne et basse dans toute l'étendue de la chatellenie de Crazannes. »

Déjà, le rédacteur de ce dénombrement a eu conscience de ce que pouvait présenter d'archaïque certains droits. Mais, si tombés en désuétude qu'ils puissent être, il n'a pas voulu ou osé, les passer sous silence. Soucieux de respecter à la fois la tradition et la vérité il a tout concilié par cette formule : et cy devant, les devanciers avaient droit... Voilà donc, officiellement, toute une catégorie de droits écartée.

Dans ceux qui restent distinguons, pour adopter l'expression des lettres de terrier, les droits honorifiques et les droits utiles.

Nous nous occuperons tout de suite des premiers, pour pouvoir ensuite étudier plus à loisir les seconds plus dignes d'intérêt et d'attention.

Les droits purement honorifiques sont désignés par l'expression un peu vague d'honneur et prééminences. Le seigneur étant dans sa chatellenie le premier personnage et le plus important, il est naturel qu'il ait droit partout à la première place et au respect de tous. Mais dans l'espèce le chatelain de Crazannes était un fort paisible et simple gentilhomme, qui n'eut jamais la moindre pension à jouer le marquis de Nangis. Pas une ligne dans ses pa-

piers n'a trait à ce genre de question. Il est donc probable que les honneurs et prééminences se bornaient à quelques traditions protocolaires bien réduites sans doute sur un si petit théâtre.

Citons la seule qui en vaille la peine : « Le seigneur a son banc à l'église et droit de sépulture dans le chœur ; on lui donne l'encens et l'eau bénite par distinction. » Encore est il bien stipulé qu'il n'a de droits honorifiques que dans la paroisse de Crazannes et non dans les églises de Plassay et de Saint-Saturnin, parce qu'elle ne sont pas basties dans l'étendue de la chatellenie (1). »

A cette menue monnaie de vanité, il faut joindre des espèces de meilleur aloi : droits de chasse, de Colombier, de garenne et de patronage, qui bien que susceptibles de rapporter quelques profits, sont si étroitement attachés à la condition du seigneur, qu'il est impossible de ne pas les considérer comme honorifiques. C'est le faisceau du licteur, le fanion du général, ce sont les attributs indicateurs de la qualité.

Les droits utiles méritent un examen plus approfondi. Nous les classerons comme suit par ordre d'importance :

- 1° Cens et Rentes.
- 2° Agrières, terrages, complants, champarts.
- 3° Droits sur les prairies, quartages, préages, droit sur la Voyne.
- 4° Lodz et Ventes.
- 5° Droits sur les carrières, fermes de carrière.
- 6° Droit de Justice haute, moyenne et basse.
- 7° Droit sur les moulins à vent et à eau.
- 8° Bans et corvées.
- 9° Mesurage de blé et de vin.
- 10° Droits d'échange et contréchange.
- 11° Droit de passage.
- 12° Droits éventuels, banalité de four, moulins, pressoir, etc.

Les deux premiers articles constituent les plus beaux fleurons de la couronne du seigneur de Crazannes. Sans vouloir faire ici un cours de droit féodal, du moins nous croyons indispensable d'en donner la définition et d'en expliquer la nature, notions qui peuvent n'être pas présentes à tous les esprits et sans lesquelles le mécanisme d'une chatellenie est incompréhensible.

(1) Note attribuée au M^{re} de Civrac, 1760.

Les articles 3 et 5 présentent cette particularité d'être des droits purement locaux, comme l'indiquent leurs noms.

Les articles 4 et 6 sont encore importants, ceux qui suivent le sont beaucoup moins et quelques-uns des derniers sont purement nominaux.

Ceci posé, abordons :

1° Les cens et rentes

Pour expliquer l'origine de ce droit, il faut une fois de plus se reporter à l'époque où le seigneur était propriétaire du sol. Lorsqu'il consentait à un de ses serfs la concession par bail perpétuel d'une partie quelconque de ce sol, il y mettait comme condition une redevance annuelle en nature ou en argent. Cette prestation imposée à un héritage lors de la première concession en vertu des lois féodales, était perpétuelle comme le bail.

Le cens est donc la redevance en argent ou en nature due par les héritiers roturiers au seigneur du fief dont ils relevaient, en reconnaissance de sa propriété directe. Le censier devait au seigneur, non seulement une prestation en argent ou en grains, qui était le véritable cens, mais encore foi et hommage comme relevant directement de lui.

Ce droit ne pouvait être racheté, mais le censier pouvait vendre, transmettre ou donner son héritage : peu importait au seigneur dont le droit restait le même.

Tel était ce droit qui grevait la plupart des petites propriétés comme une hypothèque perpétuelle dont il serait défendu de rembourser le montant.

A Crazannes, le mot censif désigne le rôle où sont couchés les contribuables et le montant de leur redevance, mais le mot cens, n'apparaît guère que dans les actes. Dans les comptes et cahiers de la chatellenie, l'expression rentes ou rentes nobles est employée de préférence.

Il est presque impossible de déterminer exactement sur quelle base se percevait le cens à Crazannes. Existait-il même une base ? Les données fournies par les Censifs à cet égard sont assez décourageantes, à certains indices on croit reconnaître l'application d'un taux commun, mais une contre-indication survient presque aussitôt. Ainsi prenons dans le censif de 1627 resté en usage, non sans modifications jusqu'en 1782 les redevances en argent.

Un journal de terre (tiers d'hectare environ) est chargé :
à l'article 24, de 20 sous de rente ;

à l'article 186, de 20 sous de rente ;

à l'article 191, de 20 sous de rente.

Mais à l'article 192, douze journaux ne paient que 3 livres ;

à l'article 162, 60 carreaux (1) paient cinq sols ; à l'art. 148, 25 carreaux seulement paient aussi cinq sols ;

à l'article 4, 20 carreaux paient 7 sols 6 deniers ; à l'article 185, 120 carreaux paient 7 sols 5 deniers.

L'article 154, stipule la rente a raison de dix sous par journal ; l'article 202, à cinq sous par journal ; l'article 206, à quatre sous par journal.

Nous pourrions prolonger ces exemples indéfiniment. En réalité il ne faut pas chercher un taux unique et fixe. Il faut se rappeler que : « ces perceptions en argent ou nature sont aussi diverses que les situations, les accidents, les transactions locales l'ont pu l'être (2). » Il faut se rappeler aussi que le censif enregistre les redevances imposées dans une série de baux consentis pendant trois siècles.

Par suite, pour évaluer ces redevances il faudrait pouvoir les isoler une par une, connaître la date de leur création, la nature et la situation du sol concédé, en un mot réunir toutes les données qui ont pu influencer la fixation du cens. Or, les articles du censif mentionnent assez régulièrement la situation et la contenance, mais rarement la nature du sol et des cultures, et presque jamais la date de la concession qui serait le plus précieux des renseignements.

Tout ce que nous pouvons constater, c'est que la rente en argent varie entre quatre et vingt sous par journal ; la rente en nature, par journal également, oscille entre un demi boisseau et un boisseau d'avoine et de blé.

En ce qui concerne plus particulièrement les rentes en nature — le sujet est d'une actualité incontestable ! — Il est frappant de constater à quel point les variations de prix peuvent fausser les conventions primitives.

Ces redevances perpétuelles ont été fixées à l'origine en unités de mesure (pochée, boisseau ou picotin de blé ou d'avoine) sans énonciation ni limitation de valeur. Sans doute, au point de départ le prix de ces unités était considéré comme constant et de nature à

(1) Il y a cent carreaux au journal.

(2) Taine, *Origines*, T. I., p. 38.

maintenir la parité entre les redevances en nature et celles en espèces. On s'expliquerait difficilement s'il en était autrement que les intéressés aient accepté une charge aussi variable et une répartition aussi inégale.

Comparons en effet la situation de deux tenanciers de Crazahnes, possédant chacun douze journaux de terre et figurant au Censif sous les articles 192 et 27.

Le premier doit trois livres en argent et paiera trois livres à perpétuité, soit cinq sous par journal, années d'abondance, années de disette. Le second doit 15 boisseaux de blé. En 1763, cette rente représentait déjà, à six livres le boisseau, quatre-vingt dix livres, soit 7 livres 10 par journal.

En 1772 le boisseau de froment vaut neuf livres la rente représente 135 livres, soit 11 livres 7 par journal.

En 1789 le boisseau de froment vaut dix livres cinq sous, cinq deniers, la rente s'élève à 154 livres soit près de 13 livres par journal.

Ainsi voici une redevance qui par sa nature même et la force des choses est d'autant plus lourde pour celui qui en est chargé que la récolte est plus mauvaise et le grain plus cher (1) !

Voici l'évaluation des cens et rentes de Crazannes en 1760.

	L ^{rs}	sols	deniers
Rentes en argent.	152	13	0
59 pochées de froment de rente			
à 15 fr.	885	0	0
8 pochées de meture à 12 fr.	96	0	0
28 pochées d'avoine à 4 fr	126	0	0
	1259	13	0
40 paires de chapons à 30 sous : {			
60 fr. 15 :			
18 paires de poules à 25 sous : {			
22 fr. 10 :			
1 Canard, 1 Bécasse : 4 fr. 00	84 1	5	0
Total :	1343	18	0

C'est le résumé du censif.

(1) Nous considérons par suite comme une preuve de la prospérité qui régnait dans la région, le fait que la redevance citée plus haut, comme d'ailleurs presque toutes les rentes en nature du Censif de Crazannes, a été constamment payée en argent jusqu'en 1790, année où elle s'est élevée à 164 l. 4 sols.

2^e Agrières. Terrages. Complants

Ces diverses dénominations sont à peu près synonymes et désignent des droits qui ont la même origine que les cens et rentes. Par une autre suite de la même qualité d'ancien propriétaire du sol, le seigneur percevait une certaine portion des fruits sur l'héritage donné à cens. La quantité varie suivant les fiefs et les contrats, les pays et les coutumes du cinquième au vingtième.

Le droit consiste en ce que le seigneur prélevait des gerbes avant que le laboureur enlevât son grain, c'est le *terrage* ou *champart*. Le même prélèvement s'opérait sur la vendange et le vin, c'est le *complant*. Dans les censifs de Crazannes ces diverses variétés sont désignés sous le terme générique d'*agrières*.

« Le terrage même en pays coutumier devait toujours résulter d'un titre. Le terrage est seigneurial ou foncier : le terrage seigneurial est imprescriptible : on ne peut hypothéquer la terre sujette au terrage sans le consentement du seigneur (1). »

Par leur essence même ces droits se percevaient exclusivement en nature, mais ils ne constituaient pas pour le tenancier une charge aussi lourde et surtout aussi inégale que les cens et rentes en nature. Le prélèvement ici, au lieu d'être une quantité fixe est proportionnel à la récolte de telle sorte que les différences en plus ou en moins sont supportées par les deux parties intéressées.

Le taux des droits d'agrière nous est connu ; nous le trouvons consigné dans la saisie réelle de 1761 et dans de nombreuses déclarations (2) faites par les propriétaires en vue de l'établissement du terrier.

En voici quelques brefs extraits :

Le Fief et la maison noble de l'Echelle doit agrière des grains et vins au sept... Les fiefs de Lossemhère et de Pibot doivent agrières au huit :

— Déclaration des biens que tient la veuve Salmon, en la seigneurie de Crazannes.

1^o Un morceau de terre au devoir du huit des grains à la Bouchelanière... plus un morceau de vigne en le fief du château Renard, même devoir.

(1) Cf. Tocqueville, *L'ancien Régime et la Révolution*, p. 427. A noter que le terrage était indépendant de la Dîme qui se percevait avant lui.

(2) Il n'y a rien de nouveau sous le soleil fiscal !

2° Un autre morceau en la paroisse de Crazannes nommé les Chataigners, au devoir du sept des grains.

Pour la déclaration des biens que tient Louis Mullon, maréchal, du bourg de Plassay, en la seigneurie de Crazannes... toutes les terres labourables et vignes, dû au seigneur de Crazannes la huitième partie des fruits ordinaires et portée audit château de Crazannes.

— Déclaration faite par Pierre Georget et Jean Soleil, trois morceaux de bois doivent le huitain Paroisse de Saint-Sorlin.

— Déclaration des biens que tient François Menanteau, en la seigneurie de Crazannes :

1° En la paroisse de Plassay au huitain des fruits.

2° En la paroisse de Crazannes au septain des fruits.

— Déclaration des biens que possède Jean Viand en la seigneurie de Crazannes :

1° En la paroisse de Plassay au huitième des grains.

2° En la paroisse de Crazannes au septième des grains.

La paroisse de Crazannes devait donc le septième des fruits, les autres fiefs de la Chatellenie dans les paroisses de Plassay et Saint-Saturnin ou Saint-Sorlin ne devaient que le huitième, ce qui donne dans le premier cas quatorze gerbes et demie sur cent, et dans le deuxième douze gerbes et demie sur cent (1).

Les droits d'agrière à Crazannes étaient évalués comme suit en 1760.

En grains.	3000 livres
En vins	700
En paille.	200
En foin	1200
	5100 livres

« L'article d'agrières en vins, porté au censif pour quatre-vingt barriques n'est estimé qu'à soixante dont quarante-cinq de blanc et quinze de rouge. »

« L'agrière des bois peut être de cinquante livres année courante, la coupe de cent cinquante journaux de bois taillis se fait par tiers (2). »

(1) C'était le taux usuel : L'usage assez commun en Saintonge fixe le droit de Champart ou Foncier au sept et au huit un des fruits. *Bulletin Archives H. de Saintonge et Aunis*, T. XXXVI, p. 164.

(2) Note attribuée au M^{re} de Civrac 1760.

L'évaluation ci-dessus nous permet de déterminer approximativement la valeur totale des récoltes de 1760 dans la chatellenie. En effet la paroisse de Crazannes, considérée comme moitié valeur de la chatellenie paye au sept, le reste paye au huit. En prenant 7,50 comme moyenne nous obtenons.

Grains	3000 liv.	} × 7.50 =	22500 liv.
Vins	700		5250
Paille	200		1500
Foins	1200		9000
5100			38250

De même en relevant au censif pour une année donnée les quantités représentant les rentes dues par l'année, et en les multipliant par 7,50 nous trouverions par catégories de denrées les récoltes totales de la chatellenie.

3° Droits sur les prairies

Ils sont au nombre de trois :

Droit de quartage.

Droit de préage.

Droit de la Voyne.

Ils tirent leur importance, le premier surtout de la superficie considérable des prairies ou « Rivières » de Crazannes qui s'étendent au pied même du château, le long de la Charente.

Le Quartage est ainsi expliqué dans le dénombrement de 1768 : « Dans lesquelles prairies ledit seigneur de Crazannes a droit de percevoir le quart de tous les foins qui en proviennent, que les possesseurs desdits prés sont tenus faucher et faire sécher, et sec qu'il soit de porter ledit quart audit lieu de Crazannes et dans les greniers à foin et granges dudit seigneur, ranger et enfermer bien conditionné. Le tout à leurs frais sans que les possesseurs des grandes et petites prairies puissent faucher le foin avant le congé licence et permission dudit seigneur, ses fermiers, commis et receveurs. »

Somme toute le quartage n'est que l'application particulière à la récolte du foin ou droit d'agrière exposé ci dessus, mais avec une aggravation très marquée du pourcentage. Nous passons en effet de 12 ou 14 pour cent à 25 pour cent. Il est vrai que ce prélèvement porte sur une récolte de moins de moindre valeur, mais avec les conditions de transport et d'engrangement qui l'accompagne, il constitue tout de même une lourde imposition.

L'agrière des foins est estimée à soixante-dix brasses, année commune. La brasse est composée de la Toise carrée et de onze quintaux pesant, estimés onze ou douze francs la brasse.

Le droit de pacage, c'est la faculté pour le seigneur d'envoyer ses bestiaux paître à garde faite dans les prés de ses tenanciers. En vertu de quoi le seigneur de Crazannes avait le droit de mettre dans les prairies six bœufs pour paître. »

Mais la note de 1760, nous explique que « dans les prairies mouvantes de la Charente, chaque propriétaire a le droit de pacager ses bestiaux après la coupe des foins et le seigneur y a aussi droit pour l'engrais de six bœufs par au. » Par conséquent, il ne s'agit pas ici d'un privilège seigneurial, mais de l'exercice d'un droit commun à tous les propriétaires.

Enfin un texte de transaction nous apprend que ce droit de pacage s'étendait de la fauche des foins jusqu'au 1^{er} mars.

On voit que l'usage de la prairie tant pour la fauche que pour le pacage dépendait entièrement du seigneur. Le quartage a disparu avec tous les droits féodaux, mais la réglementation de l'usage de la prairie n'a fait que passer du seigneur au maire. Elle est d'ailleurs indispensable dans l'intérêt général. Les prairies sont en effet divisées en une infinité de parcelles, non clôturées, à peine bornées. On conçoit que dans ces conditions, le droit de pacage (devenu la vaine pâture) après enlèvement de la récolte subsistant toujours, la nécessité d'une autorité chargée d'appliquer à tous une règle commune se fait sentir.

Seules les dates ont changé. La prairie est *défundue*, c'est-à-dire le pacage interdit à partir de Noël ; et au moment de la récolte, une fois les foins rentrés, la prairie est *donnée*, c'est-à-dire le pacage autorisé à nouveau. Il faut signaler que l'arrêté municipal n'est pris qu'après décision favorable d'une commission spéciale composée de deux ou trois « Anciens » de la commune.

L'observateur superficiel ne se doute pas de la quantité de vieilles coutumes féodales qui ont ainsi survécu à toutes les Révolutions. C'est que leur utilité a été démontrée par des siècles d'expérience.

Le droit de la Voyne est tout local et dérive d'une particularité topographique. C'est le droit qu'avait le seigneur de « faucher six pieds de terrain de chaque côté d'un canal, appelé la Voyne, qui prend depuis le réservoir, qui est au bas du grand jardin du Château, traverse la prairie et coule à la Charente. »

Ce droit n'est qu'une servitude imposée par les seigneurs pour

assurer l'entretien de la communication indispensable entre les douves du Château et la Charente, faciliter l'accès du canal, son entretien, son curage, etc.

4° *Lodz et Ventes*

Le droit de lodz et ventes est un impôt payé au seigneur toutes les fois qu'on vend ou qu'on achète des terres dans la limite de la seigneurie.

En Saintonge il consistait dans le paiement du sixième du prix. En 1760 on estimait que le produit de ce droit dans la chatellenie pouvait aller tout au plus à deux cents livres. « D'ailleurs on n'est pas certain de ce casuel, car le seigneur n'en a jamais tenu de recettes. »

Cependant en dehors des lodz et ventes provenant de mutations de terres, nous relevons dans les comptes de Crazannes sous cette même rubrique des perceptions de source toute différente. Dans un compte de régisseur de 1780 figure l'article suivant : « Reçu de Jean Froget pour lods et ventes de 85 pieds d'arbres qu'il a achetés de M. Couturier, 90 livres. »

Dans un relevé intitulé lodz et ventes nous lisons : « Jean Bonnet, dit Saint Jean, de Plassay, a acheté à la Filliatre, de la Rouselière six pieds d'ormeaux... pour 60 livres, plus 48 débités en rouages dans l'année, pour 108 livres. Savoir si c'est lui ou ladite Filliatre qui doit ? Ledit Bonnet dit qu'il les a achetés, coupés et qu'en pareil cas c'est le vendeur qui doit. » Suit un compte qui montre que ledit Bonnet doit les lodz et ventes sur 1769 livres et la conclusion que voici : « et quand même trois achats d'arbres faits par lui et dont le montant manque ne seraient évalués qu'à 31 livres ce qui est impossible, ledit Bonnet devrait les Lodz et Ventes de 1800 livres au dernier six, montant 300 livres.

Ainsi donc certaines coupes et ventes d'arbres payaient des droits de lodz et ventes et non des droits d'agrière. Le détail du mémoire cité ci dessus nous donne, pensons-nous, l'explication de cette anomalie. Il s'agit en effet non de bois de coupe ou de baliveaux, mais de troncs de chênes, d'ormeau ou de noyer, accrus en lisière ou au milieu de champs cultivés. Ces isolés se vendent cher comme bois ouvrables pour le charronnage ou l'ébénisterie à cause de leur nature, de leur âge et de leur taille. Nous croyons donc qu'en raison de leur valeur et aussi parce qu'il faut trois quarts de siècle pour en refaire de pareils, ce genres d'arbres était considéré comme partie intégrante de la valeur même du sol, ce

qui expliquerait que leur vente emportat droit de lodz et ventes. Cette manière d'opérer semble d'ailleurs avoir soulevé à une certaine époque des contestations, s'il faut en croire la note suivante griffonnée par J. Chaudruc au dos d'une lettre : « Monsieur Guenon... prétend... quant aux droits dans les terres à l'agrière... sur les arbres, qu'il faut en prendre l'agrière en nature et non les lodz et ventes. »

5^o Droit sur les Carrières. Fermes de Carrière

Nous voici arrivés à un droit tout local et à ce titre particulièrement digne d'intérêt.

Il faut ici, pour les étrangers au pays, ouvrir une parenthèse.

De temps immémorial, près de la moitié du territoire de la paroisse de Crazannes a été exploitée en carrières de pierres de taille. Cette exploitation s'étend également sur le territoire de Plassay et de Port-d'Envaux limitrophes. Des villes entières ont été bâties avec la pierre de Crazannes, Hambourg et Saint-Sébastien notamment, et ce bloc inépuisable fournit encore sans se lasser. Récemment encore la Belgique envoyait des émissaires réclamer avec instance cette pierre réputée pour sa finesse, son grain et sa résistance, pour procéder à la restauration des églises et monuments dévastés par les barbares de 1914.

On comprend par suite que les seigneurs aient toujours tenu la main sur une industrie aussi importante, et cette préoccupation est traduite par une phrase significative de la note de 1760 : « l'article des carrières est sujet à variations suivant que le seigneur permet, ou non de careyer. » Le dénombrement de 1768 énonce des « droits sur les carrières et pour raison de l'ouverture d'icelles. » Cela suffirait pour nous montrer que l'exploitation des carrières dépendait exclusivement du seigneur. Il pouvait à son gré limiter ou même arrêter la production. Nous possédons des pièces qui vont nous fournir toutes les précisions désirables. Ce sont des consultations d'avocats dont nous extrayons les principales indications :

« De convention expresse chaque ouvrier qui tire de la pierre à volonté dans un terrain sujet à l'agrière, paye au seigneur trente livres par an ».

« Les propriétaires ne peuvent ouvrir de carrières ou continuer de tirer de la pierre de celle déjà ouverte qu'en convenant d'un prix avec le seigneur, sans quoi il dépendrait des carriers de rendre nulle la propriété du seigneur, non seulement pendant quelques

années, mais encore à perpétuité puisqu'un terrain consacré à établir des carrières devient nécessairement un terrain perdu pour le seigneur qui y a des droits, étant perdu pour l'agriculture. »

« Le seigneur propriétaire des droits d'agrier doit non seulement avoir la huitième partie de la pierre qui se tire dans les carrières, mais encore une indemnité pour l'avenir puisque dès ce moment le terrain devient nul pour toute autre culture. Cette indemnité se trouve compensée par la rétribution de 30 livres convenue entre le carrier et le seigneur propriétaire des droits d'agrier et droits casuels. »

« Le tenancier ne peut ouvrir une carrière dans sa terre sujette au devoir de fruits de fruits sans le consentement du seigneur, parce que celui ci n'ayant donné son fonds qu'à certaines conditions il est constamment en droit d'exiger perpétuellement l'accomplissement de ces conditions. »

« Si la fouille est souterraine et que la superficie soit toujours en état de produire des fruits, le seigneur ne peut rien exiger au delà de son droit d'agrière parce que les pierres que l'on tire des carrières ne font point partie des fruits ; *Lapidicinæ non annuerantur fructibus (de fundo dotali)*. »

« Dès qu'il est de fait que les tenanciers carriers ont totalement détruit la superficie en ouvrant des carrières dans leurs héritages sujets au droit d'agrière et que ces terres ne rapportent ni ne peuvent rapporter de fruits puisqu'elles n'existent plus... le seigneur peut exiger une certaine somme proportionnée à la valeur des sommes qu'ils auraient reçues par ce qu'il faut de deux choses l'une ou que le seigneur trouve son droit d'agrière sur la superficie ou qu'il reçoive une indemnité proportionnée sur les pierres tirées des carrières. »

« Quand cette indemnité excéderait d'ailleurs la valeur du droit d'agrière les tenanciers carriers ne seraient pas autorisés à s'en plaindre parce que le seigneur ou ses enfants se trouveront privés de leurs droits d'agrière lorsqu'une fois les carrières seront épuisées et que le terrain ne donnera plus ni pierres ni fruits (1). »

L'origine commune à tous les droits féodaux est mise en évidence dans ces lignes. On peut y suivre le développement du principe cher aux feudistes : le seigneur est maître du sol ; quel qu'en soit le genre d'exploitation, il doit maintenir son droit intact et percevoir ses redevances.

(1) Consultation délibérée à Saintes le 30 mars 1791 signée Fourestier.

6° *Droit de justice haute moyenne et basse*

Les plus anciens dénombremens et hommages portent tous droits de justice haute moyenne et basse (1). Le droit en lui même ne paraît pas avoir été discuté, mais il y eut contestation sur l'étendue de la juridiction comme le prouve une ordonnance de François, vicomte de Rochechouard, chambellan du Roy et son sénéchal de Saintonge qui « deffend au procureur du Roy, son substitut ou assesseur, de troubler le seigneur de Crazannes dans l'exercice de la justice sur le fief appelé de la Rousselière situé en la paroisse de Plassay (2).

La question paraît avoir été définitivement tranchée dans le courant du xvi^e siècle à la suite d'une enquête faite à la requête de noble homme Jean Accarie, seigneur de Crazannes, tendant à prouver qu'il est en possession de la haute justice dans l'étendue de sa terre de Crazannes. Le procureur du Roy ayant été assigné à comparaître devant l'Eglise dudit Crazannes par devant François Blanchard, lieutenant particulier au siège de Saintes, et plusieurs habitants des paroisses de Crazannes, Plassay et Saint-Sorlin de Séchoux, lesquels ont déposé avoir oui dire de leurs anciens, et vu eux-mêmes que ledit seigneur de Crazannes avait toujours exercé la haute justice es lieux de sa mouvance esdites paroisses. En conséquence il fut permis audit seigneur de dresser et édifier des fourches patibulaires (3).

Voici la situation à cet égard en 1760. « La justice de la Chatellenie s'étend en toute la paroisse de Crazannes, sur quelques maisons près du château, sur un gros village nommée La Tousche, un autre nommé Cléré, un autre nommé Bel-Air, plus en la paroisse de Saint-Sornin de Sechaux, un gros village nommé Commaillaux... plus en la paroisse de Plassay, cinq villages nommés : Lossendière, Mellée, la Renardière, la Rousselière et Bernessard, deux hameaux ou métairies nommés La Bouchelanière... »

« En un mot la justice de la chatellenie va jusque dans le bourg de Plassay, où il y a deux maisons qui en dépendent. »

« Il y a un juge, un procureur fiscal, un greffier, trois postulants et un sergent. »

(1) 20 avril 1499 Hommage à la Chambre des Comptes à Paris. 7 mars 1518, hommage au Roi. 15 juin 1519 dénombrement.

(2) Inventaire des archives de Crazannes. A n° 22. 22 juillet 1503. Meschinot.

(3) Archives de Crazannes A N° 21. 9 novembre 1555. Lauchaire, greffier.

M. d'Aussy, dans son étude sur Crazannes, rapporte plusieurs exemples de procédures criminelles poursuivies par la justice de la chatellenie en 1598, 1679 et 1727. Dans la période qui nous occupe, nous n'avons rien à relever d'aussi mémorable. Il n'est plus question de criminels à rouer ou à pendre, mais seulement de poursuites banales contre des contribuables récalcitrants. C'est à ce point de vue surtout que la justice seigneuriale conservait une certaine importance. Elle donnait au seigneur la possibilité de faire régler par son juge toute la brouille des petits délits et menus conflits ; elle constituait un adjuvant précieux pour la perception et la rentrée des droits, la doctrine féodale ne s'effarouchant pas de qu'on put être à la fois juge et partie.

La compétence de la justice seigneuriale était d'ailleurs bien rétrécie au XVIII^e siècle, et le plus souvent il fallait aller devant la juridiction royale. « Messieurs nos officiers disent qu'ils ne peuvent condamner qu'à sept sols six deniers d'amende, a écrit un régisseur à Jacques Chaudruc et ce dernier a écrit lui-même : « Monsieur Guéron prétend que mon procureur d'office et mon juge ne peuvent pas connaître des dégâts ou infractions commis concernant mes domaines et qu'il faut que j'agisse en mon nom... à la justice royale pour les parties de sa compétence. »

Un droit de justice ainsi limité ne pouvait plus constituer un instrument d'oppression bien redoutable.

Nulle part nous n'avons trouvé trace ni preuve, que le droit de justice produisit un revenu quelconque pour le seigneur. Cependant l'opinion contraire est généralement admise.

7^e Droits sur les moulins à vent et à eau.

Nous n'avons aucun indice qu'un droit spécial frappât les moulins. Cependant nous remarquons que les moulins de la chatellenie sont chargés de rentes particulièrement importantes. Mais ces rentes figurent au censif au même titre que toutes autres sans mention particulière. Il est donc probable que lors de l'établissement d'un moulin, les baux stipulaient des redevances proportionnelles à l'importance de l'objet.

Voici quelques articles du censif sur ce droit :

Censif de 1627, art. 1 : François Prouteau, pour son nouvel arrentement fait à Elie Grelaud, du moulin qu'il croyait bâtir à Font-Mesnard, six livres. (Contrat reçu, Renaud, notaire, à Crazannes).

Article 31. La veuve François Yonnet et ses enfants, pour leur moulin à vent des Arnauds, doivent treize boisseaux de froment,

deux chapons et cinq sols. (Cette redevance était encore payée telle en 1788).

Article 30. Les moulins à vent et à eau de Pibot doivent vingt boisseaux de froment et vingt boisseaux de meture (sentence du juge de Crazannes).

Article 32. Elie Grelaud pour son moulin à vent, doit trente-et-une livres et 4 chapons. (Bail du 10 septembre 1600. Reçu Guimbail. La même redevance figure encore au censif de 1788).

Ici doit se clore la liste des droits vraiment importants et dont l'exercice est effectif. Ceux qui restent sont nominaux ou insignifiants.

Seuls les bans et corvées méritent une mention. Encore faut-il dire que dès 1769, le régisseur de Lhomme en constate l'impopularité : « une grande partie de vos tenanciers, écrit-il, refusent à vous donner les bans et corvées : le village de Mellé-Lossendière et quelques-uns de la Renardière... »

En théorie, quatre bans étaient dus par chaque feu dans l'étendue de la terre, la Chatellenie comprenant 200 feux environ.

La corvée se payait en nature. Seul l'article 203 du censif de 1627, stipule une journée d'homme pour bans et corvées, ce qui nous permet d'en connaître l'évaluation variable ; elle est décomptée : 15 sous, en 1766.

12 sous, en 1767.

35 sous, en 1778.

18 sous, en 1787, 1787, 1789 et 1790.

Voilà quels étaient les droits féodaux, dont la survivance est certaine à la veille de la Révolution. Il resterait à voir comment s'opérait la perception des taxes, comment s'administrait la terre. Mais ceci dépasserait le cadre de cette courte notice, bien qu'elle reste incomplète ainsi présentée. Il faudrait pour conclure, étudier sur le vif les relations du seigneurs et des tenanciers, et laissant parler les textes, nous arriverions à constater que depuis longtemps le bon plaisir du seigneur ne faisait plus la loi dans la Chatellenie. Chacune des parties se sent tenue par le souci de l'équité ; chacune discute et défend son droit. Suivant un mot de Taine : séparés par le sang, ils ne le sont pas par la distance, or, le voisinage est à lui seul un lien entre les hommes.

Crazannes, septembre 1926.

B.^e CHAUDRUC DE CRAZANNES.

L'ETYMOLOGIE DE JARNAC

Les Poitevins continuent à s'y intéresser. M. Fayolle, de qui la *Revue* a publié (p. 227) la réputation de la mutation de Jarrige en Jarnac indiquée cependant par Rédet, et auquel M. Delamain a fait une longue et savante réponse dans le *Bulletin mensuel* de mars de la Société d'archéologie de la Charente (en lui donnant raison sur un point et en attribuant aux noms à racine *Jarn* le sens de passage), prie nos confrères de lui signaler les formes latines antérieures à l'an mille, avec dates. Je crains que M. Fayolle n'attende très longtemps ; les documents de cette époque sont rarissimes et ce serait miracle qu'on y découvrit précisément ce qu'il désire, surtout des noms assez explicites pour solutionner le problème. Pour lui faire prendre patience je lui offre les constatations suivantes. Si les noms *Jard*, et ses dérivés, sont très communs partout, ceux qui viennent de *Jarn* sont extrêmement rares, et paraissent issus d'un radical à peu près constant, appliqués la plupart à un site, qui n'est probablement pas l'effet d'un hazard, en relation avec celui de notre Jarnac.

Si on prend les *Dictionnaires topographiques* (je ne les ai pas tous) on note d'une part cette rareté des noms à radical *Jarn*, d'autre part une dissémination qui tient vraisemblablement au sens spécial de ce radical connu de tout le monde. Dordogne, Jarnage, écart. Haute-Loire, Jarniou, moulin. Cher, Jarnay, Gernay. Haute-Marne, Jarnay, ferme. Meurthe-et-Moselle, Jarny, sur la rive droite de l'Yoron, Garniacum (936), Jarnci 1156), Jarny (1540) en patois Jerny. Creuse, Jarnage, sur un affluent du Vi. Loire, Jarnosse sur la rivière le Jarnossin. Charente, Jarnouzeau. Rhône, Jarnigue, île du Rhône réunie par atterrissement au territoire de la commune de Tarascon, (Ugernicum) *Ugernica insula* (1185). Nièvre, Jarnois, moulin. Aisne, Gernicourt venant de *Gerniaca curtis* (Holder ne cite que ce nom avec *Ugernica insula*). L'évolution de *Ger* en *Jar* est donc générale. Chez nous, elle s'affirme dans le fait suivant : M. Savini a publié dans le tome XLV des *Archives historiques du Poitou : Le Chartier de La Durbelière*. A la page 227, et sous la date du 21 août 1288, est insérée une cession par le prieur des Frères Prêcheurs de La Rochelle et Mahé de Rohan, « estager en *Agerne* », près La Rochelle, exécuteurs testamentaires de feu Jean Turpineau, de Mauléon, « estager jadis en *Agerne* », à Emery Moreau qui cède les « biens sis au diocèse de Saintes et en la ville d'Agerne... » M. Savini n'a pas identifié

cette ville, mais il s'agit bien de La Jarne. Du reste, nous avons *parochia de Agerna*, prope Rupellam, (29 mai 1267) p. 79 du tome IV de nos *Archives* et dans une vente en langue vulgaire de mars 1244 (1) au même tome et encore *capellanus de Agerna*, dans la liste des subsides de 1326 (*Ibidem*, tome XLV, p. 202). Nul doute, ce me semble, qu'Agerna ne soit devenu Agernacus sous la plume d'un scribe du moyen-âge, vivant dans la région de Jarnac où les noms en *ac* sont fréquents. Depuis longtemps Longnon a dit que la terminaison en *ac* n'était pas l'indice infailible d'une origine gallo-romaine. Nous voyons par les exemples cités plus haut que le radical Gern s'est mué en *Jarn* avec terminaison conforme aux habitudes dialectiques de chaque pays. Agerne s'est conservé presque intact en Aunis parce qu'en Aunis il n'y a pas de toponymie en *ac*.

Il semble aussi évident que ce radical a une signification quasi identique partout, donc ayant une commune origine, lieu isolé, parfois sur le bord d'une rivière — (autant que les dictionnaires nous permettent de nous en assurer, faute de cartes) — servant à une exploitation agricole ou industrielle et au besoin de passage sur la rivière, pont ou bateau. Ne serait-ce pas la contre-partie de *Bar*, lieu élevé, qui a évolué en Ber[neuil] ou Ber[non] (2) et bien d'autres noms de localités au-dessus des plaines ?

Je lis dans le tome XXIX de la *Revue des Etudes anciennes* (1927) p. 303, une note de M. C. Jullian à laquelle je m'empresse de faire l'emprunt suivant : « un certain nombre de ces noms saintongeais ou périgourdiens en *ac* ne paraissent pas, du moins à première vue, renfermer, dans leurs radicaux, des noms de personnes gallo-romaines. Jarnac, Cognac, Jonzac, Bergerac, Ribérac etc. annoncent difficilement des noms de propriétaires : ce qui a déterminé quelques érudits à voir dans ces radicaux, en dépit de la terminaison en *ac*, des mots désignant quelque détail topographique, par exemple Jarnac d'un thème *Gern* qui pourrait désigner un lieu ou un habitat de traversée d'eau... Cette question des noms en *ac* est beaucoup plus complexe qu'on ne le croit, plus riche en variétés locales et en variétés chronologiques. »

M. Jullian ajoute en note : « Le même problème se pose en Bel-

(1) Voir la note de M. G. Musset qui explique la formation de La Gerne, La gerne.

(2) Voir l'article de M. Davillé dans le *Bulletin philologique du Comité*, 1924.

gique, avec des noms comme *Gesoriacus*, *Bagacus*, *Cameracus*, *Tornacus*. Mais là nous avons une ressource qui nous manque en Saintonge ou en Périgord, c'est de posséder la forme originelle et de savoir qu'elle est celtique.

Revenons à Ajerna. On objectera que La Jarne n'est pas sur un cours d'eau, mais elle est au bord de marais, aujourd'hui — toutefois assez récemment — desséchés. Jarnac — Champagne est plus difficile à faire entrer dans la série. Il est à la source d'un affluent du Trèfle, mais le pays tout autour est plutôt sec. En revanche, je tiens pour une simple corruption, due à un scribe, le nom de *Jarlac*, village de la commune de Montils, sur le bord de la Seugne.

Dernière observation timide : il est curieux de voir une La Jarrie près d'Agerna et une autre près de Agernacus = Agerna. Pur hasard ? simple coïncidence ? peut-être !

CH. DANGIBEAUD.

LIVRES ET REVUES

MM. Maggs Bros, éditeurs à Londres et Paris, viennent de faire paraître « *Documents sur la typographie et la gravure en France aux xv^e et xvi^e siècles* réunis par A. Claudin, publiés et commentés par M. Seymour de Ricci. » Ce volume in-8°, tiré à 200 exemplaires, sur fort vélin cylindré, comporte environ 700 fac-similé, reproductions de titres et pages spécimen provenant en majeure partie de livres illustrés sortis des presses françaises

C'est le complément des quatre volumes de l'*Histoire de l'Imprimerie en France* par A. Claudin, interrompue par la mort de ce célèbre libraire — bibliophile et bibliographe, dont la compétence était si appréciée qu'à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900, le gouvernement l'avait chargé d'écrire l'histoire précitée. Les quatre volumes de Claudin traitent des imprimeries à Paris et à Lyon ; celui qui vient de paraître est relatif à Paris, Bordeaux, Limoges, Poitiers, Toulouse et autres villes parmi lesquelles Saint-Jean-d'Angély. De celle-ci, il reproduit la page titre de : « *Anatomie de l'âme et de l'homme intérieur...* par Jean de Prantinhac » à Saint Jean d'Angély M. D. C. XVI et, parmi les impressions de Poitiers, *Le Pardon de Xaintes* [Poitiers, Jehan Bouyer avant 1487] placard in-folio, d'après l'exemplaire de la Bibliothèque Nationale, le seul connu. Voir tome XII des Archives de Saintonge et d'Aunis, p. 440

et A. Claudin : *Origines et débuts de l'imprimerie à Poitiers*, p. 33 et partie bibliographique IX et X, ainsi que : *Monuments de l'imprimerie à Poitiers*, p. 27.

La plupart des reproductions sont tirées de livres uniques provenant de presses françaises, avec quantité de gravures sur bois. Nous remarquons, malheureusement, en ce qui concerne notre région, des oublis tels que : « *De Santonum regione...* de Nicolas Alain, imprimé en 1598 à Saintes par François Audebert. Les poésies de Pierre Arquesson Saintongeais, à Saintes, même date, même imprimeur.

La préface comprend la bibliographie complète de l'œuvre de Claudin, précieuse description des ouvrages, brochures et réimpressions, extraits des catalogues importants qu'il fit paraître pendant cinquante ans et de ceux des ventes qu'il dirigea, tant à Paris qu'en province. Il est regrettable que M. Seymour de Ricci n'ait pas adopté le format des quatre volumes déjà parus et qu'au lieu d'un volume il n'en ait pas fait deux, ce qui aurait permis de moins charger un certain nombre de pages qui se seraient trouvées ainsi mieux présentées.

THOMAS Paul. *L'île d'Oleron à travers les âges*.

L'auteur définit lui-même son ouvrage et nous indique son intention par le sous-titre : *Esquisse du Passé*. Ce n'est donc pas encore l'histoire souhaitée de l'île d'Oleron. A la vérité, l'esquisse est très poussée et le passé, tel que M. T. l'a compris, est fort étendu, puisqu'il débute avec le préhistorique et se prolonge jusqu'à nos jours. M. T. connaît son île comme personne, en ses détails, il le prouve, et s'il est restreint à une esquisse, il a eu ses raisons. Il s'adresse, du reste, aux habitants et aux touristes, ce qui l'oblige à se conformer à leur curiosité limitée, et à ménager leur capacité d'absorption. Il ne se pique pas d'apporter des documents neufs — il y en a — et même d'avoir consulté tous les documents anciens. Il a condensé très heureusement et fort agréablement les ouvrages de MM. L. Delavaud, Paulowski, Fleuriau de Bellevue, D^r Pineau, Le Terme, abbé Belliard, Bémont et autres, ceux des ancêtres tels que : Bourrignon, Massiou, Arcère, les polygraphes : la *Revue de la Société des archives de la Saintonge*, et le *Recueil de la Commission des Arts et monuments de la Charente-Inférieure*. J'abrège. La méthode a du bon, mais elle n'est pas sans dangers. Un peu de critique aurait confronté parfois les vieux avec les jeunes, amendé, complété, corrigé ceux-là par ceux-ci. Pre-

nous un exemple. M. T. amène en l'île d'Oleron Aliénor d'Aquitaine, envers qui il professe une vive admiration et un peu d'affection — (il dépose son livre au pied de la tombe de cette femme qui séduit encore ! — il nous la montre (p. 43) « épouse délaissée, debout sur les grèves, promenant ses regards pensifs sur les mers agitées. » ... Un rêve ! Ça tableaute !... C'est du pur Massiou du coin le plus blâmable !!!... En vertu de quelle charte ou de quel annaliste sait-il qu'Aliénor a séjourné « dans son île favorite », au Château. Si jamais elle a souffert dans son âme ardente, ce fut d'ambition contrariée, de contrainte, de rage contenue, de jalousie et non de mélancolie ! Elle y sefit venue en 1152 et aurait profité de son passage pour faire rédiger les fameux *Rôles*.

Or l'origine, la date de la rédaction, l'auteur possible de ce recueil, voire la langue, ont été soumis à une critique serrée (Glasson, Richard) d'où la vérité vraie n'est pas encore sortie. Il eut été bon d'être prudent sur ce point. En 1152, bien d'autres sujets plus palpitants agitaient la pensée de Aliénor ; son divorce est prononcé le 21 mars, et cette femme de 30 ans, convoitée, guettée au passage, se jette dans les bras d'un homme plus jeune qu'elle de douze ans, Henri Plantagenet, qui lui apportera une couronne, mais qui lui rendra la vie âcre. Il est vrai qu'elle l'aura bien cherchée. En voilà une qui a du ronger son frein souvent et se dire : « Si j'avais pu prévoir ! »

On aurait toutefois tort de dire *ab uno disce omnes*. La bonne volonté de l'auteur est hors de cause. Tenons grand compte des difficultés matérielles qui l'ont empêché — plus qu'un autre — de se « mettre à la page ». Nous pourrions lui reprocher de n'avoir pas au moins tiré parti des documents inédits qu'il avait sous la main : les minutes de notaires. Mais, si je suis bien informé, là encore il a été gêné. M. l'abbé Belliard a dépouillé les minutes des études de l'île d'Oleron, et il prépare une monographie qui sera établie d'après des documents nouveaux. M. T. le savait et par un sentiment de délicatesse très honorable, il s'est abstenu de marcher sur les plate-bandes du laborieux abbé.. De telle sorte qu'il s'est contenté de résumer les ouvrages qu'il a pu se procurer, d'y adjoindre quelques pièces d'archives municipales, ou départementales, constituant ainsi une sorte de coup d'œil d'ensemble sur l'histoire de l'île, dont M. Brémond nous a donné la partie du moyen-âge et M. Belliard nous donnera une partie moderne.

Ce qui ne gâte rien, le livre de M. T. est un joli livre, édité avec luxe, aux frais de l'auteur, copieusement illustré de bons dessins,

de bonnes photos. M. T. a des goûts artistiques : il n'a même pas reculé devant la dépense d'une table onomastique !

Ch. D.

GRASILIER (Léonce) *Rétif de la Bretonne inconnu.*

Ce livre a été écrit pour démontrer que Rétif de la Bretonne a fait partie de la police secrète et que l'une de ses *Muses*, la *vaporeuse* des *Nuits*, était en réalité Mme de Monconseil, rencontrée rue de Saintonge, « une des femmes les plus habiles du XVIII^e siècle, à débrouiller et à embrouiller les écheveaux de l'intrigue » et très bien avec la Haute-Police.

Cette découverte a été faite à l'instigation de Léon Bouyer qui demanda à M. Grasilier si Rétif de la Bretonne avait quelque lien de parenté avec Rétif, notaire à Saintes, notaire de Mme de Monconseil. Réponse : non, mais la question fut un trait de lumière, qui, croit M. G. éclaire un mystère resté impénétrable jusqu'ici.

Ch. D.

M. G. LENOTRE, dans le *Temps* du 18 juin, consacre à l'*Homme noir*, c'est-à-dire Rétif de la Bretonne, sa chronique historique habituelle.

« Comment démêler dans le fatras de ses œuvres l'autobiographie du dévergondage d'imagination ?... dit-il.

« Et puis il y a l'histoire de la *Vaporeuse*. Rétif surnomme ainsi une inconnue qu'il aperçut, une nuit, rêvant et soupirant à une fenêtre de la rue Païenne. Il l'interpella, l'engageant à lui confier la cause de son chagrin. De ce hasard naquit une sorte d'intimité : chaque nuit, il ne manquait pas de se rendre sous le balcon de la belle éplorée ; quand il s'en trouvait trop éloigné « il s'y faisait conduire dans une brouette pour lui raconter ses impressions de la soirée, ses rencontres, les observations recueillies en chemin. » M. Léonce Grasilier pense avoir découvert le nom de cette énigmatique confidente : c'était, dit-il, une marquise de Monconseil au crédit de laquelle Rétif avait dû, plusieurs années auparavant, son admission dans la police. Admettons : à moins qu'on veuille, en cette *Vaporeuse* réelle ou imaginaire, à qui le bohème errant adresse chaque soir son rapport, voir un symbole de cette administration secrète qui l'employait et le payait. On n'en peut plus douter, en effet, Rétif fut, à une certaine époque, appointé par la police. Ses biographes le soupçonnaient mais on n'en avait pas la preuve. On l'a maintenant : Rétif de la Bretonne fut sous le Directoire attaché au *Cabinet noir*.

GELEZEAU (abbé Clément) *Glanes rochelaises à l'occasion du 7^e centenaire de saint François d'Assise.*

M. G. aumônier de l'Hospice de Lafond, à La Rochelle, a entrepris de colliger les documents concernant l'histoire de l'établissement auquel il est attaché. Les Cordeliers arrivèrent à La Rochelle dès 1228 et s'installèrent en l'Aumônerie Aufrédy. M. G. suit leur destinée jusqu'à la Révolution. L'intention de l'auteur est excellente, tout le monde y applaudira, mais personne n'hésitera à regretter qu'il ait oublié d'indiquer la provenance de ses documents, ou du moins qu'il en ait rendu la vérification très difficile et que les inadvertances qu'il a semées d'une main trop généreuse inspirent tant de défiance.

Si un étranger ne recourt pas à un interprète comment devinera-t-il qui est en réalité « M. de Fonteneau » (p. 9), comment traduira-t-il « requête de la M » (p. 34), comment Jourdain, Jourdan tout court, ou Jourdan Ephem, ou Jourdan Ep ou Eph Jourdan signifient Ephémérides de Jourdan ? Le nom de Delayant, même en abrégé, est cité avec numéro de page sans rien plus, « Page 30 Del. » La mention « Inv. des Archives de l'Empire », dénote que M. l'abbé n'a pas vieilli ! Quid de Archives rochelaise (sic). Pourquoi cacher le nom de l'auteur d'une vie de Saint François (p. 4) ? Qu'est-ce que Hugues de Tours auteur d'un Clergé de France daté de MCCCCLXXV ? Ne serait-ce pas Hugues du Temps 1775 ?

On ne relèvera pas les nombreuses coquilles. Il en est d'amuses : les inspecteurs en peinture (p. 6, *inquisitoribus in Pictura*) ou Cuique Suram. Mais une note explicative n'aurait pas été superflue pour identifier « le chastel de Benon en Petow » (p. 13) (un château en pays des Soviets ?) M. G. aime les abréviations (c'est la mode) : Bx signifie Bienheureux. Le système ménage des surprises ! qu'est-ce que « Guilli Chaselle plite » (p. 23) ? et « Je Guelle Sureau », où les non initiés pourraient voir un exemple de langue verte au xiv^e siècle.

Defeurs pour défenses, Histoire complète d'eu monastix (p. 26) sont bizarres, pas plus que (p. 30) « banissement des Prestres de l'oratoire hors de la Rochelle A Pairo Antoine Vittre MOCXXI ; et surtout que (p. 19, ligne 18) « quatre ordres mendiants HOMMES, dominicains, les Frères mineurs, les Carmes et un Ordre de femmes. » Ils portent tous la robe, c'est vrai, mais, en 1488, pas mieux qu'aujourd'hui, la robe ne fait le moine. M. l'abbé a des distractions gaies. Peut-être a-t-il voulu mettre trois à la place de quatre ?

Le moins qu'on puisse dire de ces *Glanes* c'est qu'elles manquent de correction (au singulier ou au pluriel) et imposent une seconde édition expurgée.

Ch. D.

Revue historique de Bordeaux, 1926, p. 201. *Autour du Pape Clément V*. M. l'abbé Georges Marchal suit le pape dans son voyage en France, d'après le Registre de Clément V édité par les Bénédictins.

Il est encore à Bordeaux le 13 mars 1307 : Nous le trouvons à Jonzac le 19 : il était venu en barque à Blaye. Il est à Pons le 21, à Fontcouverte le 22 et le même jour à Saintes (l'évêque possédait en effet une maison à Fontcouverte qui a conservé le nom de L'Evesquot). « Il y est reçu et hébergé par l'évêque Guy de Noailles (il faut lire Neufville, il n'y a point d'évêque de Noailles à Saintes). Le 2 avril on le trouve à La Fayolle et à la Forêt de Saint-Jean-d'Angély, il n'y demeure qu'un jour, car le 3 il réside à Baigne, au prieuré Saint-Etienne de l'ordre de Cluny. Il y tombe malade et écrit au roi que les médecins veulent le saigner après Pâques, il ne pourra arriver à Poitiers le 6 avril. — Comment a-t-il pu arriver le 3 avril à Baigne du moment qu'il est le 2 à Saint Jean ? A vol d'oiseau (ou d'avion) il y a 70 kilomètres soit 100 par la route... et quelles routes en 1307. C'est impossible matériellement aujourd'hui avec des chevaux sur de bonnes routes.

Au retour, le 3 septembre 1308, il est à La Fayolle, le 5, à Mazerai le 6 et le 7 à Saintes. Il en part le 10.

La Charente-Inférieure des 11 et 15 février 1927, contient une conférence de M. Metadier par T. S. F. faite le 28 janvier à la tribune de Radio-Œuvre, sur son entreprise de substituer le nom de Charente-Maritime à Charente-Inférieure, dont l'initiative appartient, dit-il, à M. Coyrard. Le grand argument ne varie pas. Charente-inférieure signifie, affirme-t-il, pour l'étranger et beaucoup de Français, une zone de production d'eau de vie de deuxième qualité, « ce qui est d'autant plus regrettable que c'est injustifié. »

(Il y a cependant des cartes qui classent les crus où chacun peut s'instruire).

M. Metadier affirme, en outre, que l'étranger ne connaît pas le fleuve Charente ! On avait prétendu qu'il n'y avait que le Français qui ignorait la géographie. L'étranger sait l'existence de la Seine, de la Loire, de la Gironde sans doute, mais il ne connaît que les *Charentes*. L'étranger connaît surtout Cognac et sa région.

Revue tome XLII. 7^e livraison.

20°

Un argument inattendu a été suggéré au tenace réformateur par les décrets-lois. Citons : « Est-ce que des décrets récents n'ont pas supprimé sous-préfectures, tribunaux, établissements pénitentiaires et remplacé aussi certaines sous-préfectures par d'autres ? N'a-t-on pas bouleversé toute l'organisation administrative, fiscale, douanière, et même quand ces bouleversements heurtaient des intérêts locaux légitimes n'a-t-on pas passé outre dans l'intérêt général ? On serait donc mal venu à opposer au désir de notre Conseil général et de nos 450 conseils municipaux l'argument d'un nom consacré par une longue habitude.

J'invite mes aimables auditeurs à une expérience. Pour faire un bon repas commencez par quelques succulentes huîtres de Marennes et terminez-le par une vieille fine de chez nous (1). »

Possible ! si on ne redoute pas la dyspepsie au bout de ce régime. En tout cas quand le consommateur regardera là note il trouvera peut-être « la goutte » salée, il croira alors à la Charente Maritime ! N'est-il pas surprenant de demander le changement d'un nom de département très justifié, dans le seul intérêt *privé* d'un produit qui a fait son chemin brillamment dans le monde entier malgré la provenance en partie d'un département *Inférieur*, et le rapprocher d'une réforme d'intérêt général nécessaire ?

Les rouenneries, le sucre et les confitures de pommes de Rouen ont-elles été déclarées inférieures, ont-elles périclité, le jour où Rouen a été décrété chef lieu de la Seine-Inférieure ?

Annuaire. Bulletin de la Société de l'Histoire de France, 1925. (Tome XLII), p. 225. Correspondance inédite du maréchal de Gramont et de Huguès de Lionne (sept-déc. 1650).

De Lionne qui écrit de Bordeaux le 14 octobre 1650, date sa

(1) Est-ce que *fine* n'a pas aujourd'hui un sens différent de l'ancien ?

Voici, d'autre part, la note que tout le monde a pu lire dans un journal de la région (14 août).

— Dimanche 7 août 1927, s'est ouverte à Bourcefranc, la foire aux huîtres annuelle organisée par la Fédération des industries ostréicoles de la région de Marennes.

On remarque entre autre le stand de M. Gresseau Roy qui exposait des huîtres plates en provenance de Bretagne, et qui mises en pousse, dans les claires ont donné des résultats magnifiques, et comme il n'a pas été constaté de mortalité au cours de cet élevage, tout permet d'espérer qu'enfin, la reine des huîtres, la Marenne verte et plate, viendra de nouveau garnir la table des gourmets.

Cela serait à souhaiter pour le plus grand bien du pays, car la disparition presque complète de ce délicieux mollusque se fait durement sentir dans notre région ostréicole.

lettre du 20 octobre de Saint-Jean-d'Angély. « Les députés du clergé qui sont M. d'Embrun et M. de Vabres, avec quelques capitulants, ont voulu haranguer leurs Majestés à Saintes, mais leur ayant été fait défense par avance de parler de la liberté de M. le prince de Conti, ils n'ont pas voulu faire leurs remontrances sur les autres points... »

Sur l'entretien de ces deux prélats avec Mazarin à Saintes, voire la lettre de Mazarin écrite de Melle à Le Teiller, le 21 octobre. (*Lettres*, t. III, p. 888).

REVUE MABILLON. *Mémoire sur l'état de l'abbaye de Chancelade et la succession de ses abbés* (suite, voir plus haut).

Antoine Teyssandier (auteur du mémoire édité), était natif de Fonmoure en Périgord, fit profession à Chancelade, le 28 mars 1702 ; enseigna la philosophie et la théologie ; sous-prieur d'Aubrac, prieur de Sablonceaux, prieur d'Aubrac, curé de Chancelade.

Pierre Huon, de Saintes, profès le 14 juillet 1639, prieur de Sablonceaux où il mourut le 5 octobre 1686. Se distingua par la pureté de ses mœurs, par son humilité et par sa simplicité.

Léonard Roche, de Périgueux, profès le 28 août 1660, prieur de Chancelade, prieur de Sablonceaux ; se distingua par son érudition, par ses missions ; enseigna la philosophie et la théologie ; travailleur infatigable, fuyant le monde, toujours occupé à lire, à prier ou à écrire ; se couchant à 10 heures du soir et se faisant réveiller à une heure après minuit ; caractère vif, ardent, sévère et difficile : il a écrit la vie de Pierre Garat ; mort prieur de Sablonceaux, le 23 janvier 1723.

Pierre Bazinet, de Périgueux, profès le 21 décembre 1660, sous-prieur de Chancelade, prieur de Sablonceaux, mort à Chancelade, le 28 décembre 1721.

François Boucher, de Périgueux, profès le 9 décembre 1663, mort à Sablonceaux, le 25 août 1674 : se distingua par son érudition, sa dévotion à la Sainte Vierge, par son zèle contre les Calvinistes.

Antoine-Lacroix, de Périgueux, profès le 22 septembre 1681, mort prieur de Sainte-Marie-de-Ré, le 12 ou le 13 septembre 1717.

Gaspar Defforest, de Bourdeilles, profès le 11 avril 1706 ; enseigna la philosophie et la théologie ; prieur de Sablonceaux ; mort prieur de Saint-Sauveur, le 14 mars 1727.

Thomas Blaise du Bourdieu, de Bastanas, diocèse d'Oléron, pro-

fès le 28 avril 1709 ; enseigna la philosophie et la théologie ; sous-prieur et curé de Vertueil, mort prieur de Cozes, respecté des calvinistes, honoré des catholiques, le 10 février 1726.

Jean Dumazeau, de la cité de Périgueux, profès le 11 novembre 1682, prieur du Chai, près Saujon ; édifiant par sa piété.

Jean Laporte, de Saint-Séverin, profès le 4 décembre 1695, prieur de Royan ; esprit sublime, cœur tendre, habile dans les affaires.

Bulletin religieux 11 juin 1927. *Le cinquantenaire des Petites Sœurs des Pauvres de Saintes*, 19 mai, sous la présidence de M^{gr} Curien.

M. le chanoine Clenet, aumônier de l'Asile, a retracé l'histoire de l'installation des Petites Sœurs à Saintes. C'est un point d'histoire Saintaise qu'il faut retenir. Nous résumerons toutefois son exposé. Après plusieurs démarches Mgr Thomas « le Père des pauvres », réussit à amener huit sœurs ayant chacune une petite statuette de saint Joseph et une pièce de cinquante centimes dans leur poche. Elles arrivèrent le 20 avril 1877, un vendredi. Elles furent logées dans une maison à gauche, à mi-côte, précédée d'un perron et d'un escalier de pierre N° 13, rue Saint-Vivien. Elle comprend un corps principal flanqué de deux ailes s'avancant sur la rue. (C'est la maison qui est à la suite de l'ancienne école de chirurgie). Le jour de leur arrivée une pieuse personne leur envoya une statuette de saint Joseph (on sait que saint Joseph est leur protecteur, quand elles manquent de quelque chose, elles mettent le saint en pénitence, la figure au mur. Saint Joseph sait ce que ça veut dire, et pour ne pas rester dans cette position humiliante, il fait expédier ce dont il s'agit). Un boulanger apporta deux pains de la part d'une dame et il ajouta en offrande personnelle un panier de charbon et quelques fagots. Comme mobilier elles avaient en tout et pour tout, pour les huit, quelques chaises données ou prêtées, une table, un seul lit que l'on réserva pour le premier pauvre qui viendrait, de la paille offerte avec quelques paillasses, qui furent remplies et installées sur le plancher. Le pauvre se fit attendre. En quête de leur pain les Sœurs demandaient un vieillard. Un jour elles firent leur prière à saint Joseph, elles commencèrent une neuvaine. Le 3 mai 1877, une vieille de 85 ans, paralysée, presque aveugle fut amenée à l'asile, où elle fut joyeusement accueillie. Les louanges que cette première hospitalisée répandit déterminèrent d'autres vieillards à se présenter. Le 18 mai, une chapelle provisoire fut installée dans une chambre.

Cette installation provisoire dura six ans. Mgr Thomas avait cependant recueilli un don important qui permit de commencer la construction d'un hôpital sur un terrain acheté déjà. En février 1883, le transfert définitif put être fait dans le vaste immeuble que l'architecte Rullier venait de faire édifier.

Mémoires de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse 1926.

M. F. de Gélis étudie *quelques poètes des Jeux floraux* au ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Il reproduit la notice que Dumège a consacrée à Jean de Rangouse, conseiller au Parlement, né en 1534, poète et musicien. Il fut à Paris, et y rechercha la société des gens de lettres. Ronsard l'accueillit et le chargea de mettre ses poésies en musique. Le magistrat Toulousain s'en acquitta avec succès.

Hélène de Surgères était la dame que Ronsard avait pour maîtresse. Elle pria le cardinal du Perron de mettre une préface au commencement des poésies amoureuses de Ronsard et de faire entendre au public que ce poète n'avait conçu pour elle qu'un amour honnête. Si Hélène était vertueuse, elle n'était pas jolie, aussi le cardinal lui fit cette réponse au moins peu polie : au lieu de la préface, je vous conseille de faire mettre votre portrait au commencement du livre.

Mais certaines femmes, sans beauté, ont un charme qui captive les hommes plus que d'autres mieux partagées. Rangouse devint amoureux d'Hélène : il proposa un mariage secret et il fut écouté. Ronsard l'apprit, proposa au magistrat un combat que celui-ci refusa. Il se retira dans sa province et y mourut en 1569. M. de Gélis met en note : « Il convient, bien entendu, de laisser toute la responsabilité de cette histoire à Dumège. »

Comptes-rendus du Congrès des sociétés savantes tenu à Poitiers en 1926. Section des Sciences. F. Moreau. *Sur la végétation des dunes de Saint-Georges de Didonne*, p. 97 ; Jules Welsh : *Les dépôts des marais salants* du centre-ouest de la France (marais des côtes de la Charente-inférieure en particulier (p. 262 et s. Gilbert Ranson : *Les Termites de certains fonds ostréicoles de la région de Marennes*, p. 413 et s.

La Revue hebdomadaire du 13 août 1927, contient un article : *quelques souvenirs familiers sur Pierre Loli*, par M. d'Ocagne, qui rappelle un épisode très exact du concours de gymnastique de Saintes de 1887.

AVIS ET NOUVELLES

Admissions :

M. Doublet, principal du collège, Saint-Jean-d'Angély.

M. Allos, notaire, Jonzac.

M. Coutin, notaire, Jonzac.

M. Duesberg de La Morinerie, Verviers (Belgique).

Mme Martin, à Mainxe.

M. Jean Grassiot, entrepreneur, Saint-Quentin (Aisne).

Prière instante aux retardataires de payer leur cotisation de l'année. Les réclamations par poste occasionnent des frais que le trésorier voudrait éviter.

Le chèque postal n'est pas onéreux.

Le prochain numéro de la *Revue* (janvier 1928) contiendra les tables du tome XLII et

La liste des membres de la Société.

Nos confrères sont priés d'adresser au secrétaire les rectifications qu'il y a lieu d'apporter à la liste de 1924 (voir le tome XL).

Saintes compte deux maisons historiques de plus. M. Poincaré, ancien président de la République et président du Conseil des Ministres, et Mme Poincaré ont passé la nuit du 7 au 8 août 1927 à la sous-préfecture, et ont dîné le 7 chez M. Chapsal, 6, rue Saint-Maur.

M. Ch. Dangibeaud, correspondant du ministère, a été promu membre non résidant du Comité des Travaux historiques et scientifiques (arrêté ministériel du 7 avril).

Notre confrère, M. Marchat, avoué à Saint-Jean d'Angély, est nommé chevalier de la Légion d'Honneur (24 avril).

Notre confrère, le docteur Sottas a reçu la rosette de la Légion d'Honneur.

Le congrès des Sociétés savantes se tiendra à Lille en 1928. Le transport des participants, en chemin de fer, à tarif réduit, à l'aller et gratuit au retour, est rétabli, comme avant 1914.

Sur l'initiative de la comtesse Joseph de Bremond d'Ars, s'est constitué, à Paris, un comité, avec sous-comité à Saintes, pour recueillir des fonds en vue d'aider à la restauration de l'église de

l'abbaye. Mgr Curien, et Mgr Chaptal, évêque d'Isionda, auxiliaire de Son Eminence le Cardinal archevêque de Paris, en sont les présidents d'honneur. Ce comité, qui a pour trésorier M. le chanoine Pitard, curé de Saint Pallais, à Saintes, fait appel à la générosité des catholiques et de tous ceux qui s'intéressent aux trésors artistiques de notre pays.

Plusieurs de nos confrères ont déjà envoyé leur offrande.

Cinq ou six grands journaux de Paris ont publié une note.

Qui n'a pas son théâtre de la nature ? M. Goulebénèze a fait paraître (sans patois !) *Diane de Polignac* le 11 septembre, à Ecoyeux.

A Rochefort, une cavalcade historique a pris pour thème le passage de Marie de Mancini, en route vers Brouage, sur la chatellenie (12 juin). C'est Mlle Suzanne Godeau qui fut élue pour figurer la princesse éplorée. On serait curieux de savoir si elle a poussé le souci de ressembler à son modèle jusqu'à prendre le teint de la noiraude italienne.

Le préventorium Louise de Bettignies, fondé par M. P. Taittinger dans l'île de Ré, a été inauguré le 13 juillet 1927.

Il est installé dans l'ancien hôtel des gouverneurs.

La Musée de Saintes est entré en possession du tableau que le maire, M. Chapsal, avait commandé à L. A. Lenoir pour un panneau de la future salle du Conseil : Aliénor d'Aquitaine remet au bourgeois de Saintes la première charte de franchises, mai 1199. (Voir page 153).

L'Académie française a décerné un prix de 500 fr. à M. Jacques Herissay pour son ouvrage intitulé : *Les Pontons de Rochefort*.

Le 11 juillet, à la vente de meubles faite au Pinier, chez M. Mignet, le portrait du Conventionnel Bernard de Saintes, par David, au lavis d'encre de Chine, a été adjugé à Mme Firino dans les hauts prix. Il a été reproduit en 1880 par Lods, en tête de son livre sur le personnage, moins intéressant que son portrait,

L'*Argus* de la Presse vient de faire une nouvelle édition de « *Nomenclature des Journaux en Langue Française* paraissant dans le monde entier » Cet ouvrage de 800 pages et de plus de 10.000 noms de journaux différents honore la Presse française, en même temps qu'il sera l'auxiliaire de tous ceux qui ont besoin du concours de ses lumières.

Il s'imprime :

A La Rochelle, 33 périodiques : à Chaniers, 1 ; à Gemozac, 3 ; à Jonzac, 3 ; à Marennnes, 4 ; à Pons, 1 ; à Rochefort, 11 ; à Royan, 12 ; à Saint-Jean-d'Angély, 7 ; à Saint-Martin-de-Ré, 3 ; à Saintes, 18. Il faut ajouter le *Recueil de la Commission des Arts* oublié.

A Saujon, 1 ; à Surgère 3.

Le Temps, dans son feuilleton du 25 mars 1927, a commencé un roman, *la fille du Haff*, de Jean Maucière, qui débute, mais débute seulement, à Saintes.

M. Paul Lefrancq, élève de l'Ecole des Chartes, a choisi comme sujet de thèse : Les origines et les premières réformes de Saint-Cybard d'Angoulême, histoire chronologique suivie d'une étude sur les archives anciennes et le cartulaire de cette abbaye.

La Société archéologique d'Angoulême publiera la thèse et le cartulaire en deux fois.

L'immeuble occupé par la Chambre des notaires, à Marennnes, qui porte un écusson chargé de 2 étoiles, un chevron et un aigle éployé, a été classé comme Monument historique (décret du 4 février 1927). Il aurait appartenu à Coligny.

L'Illustration du 28 mai 1927 contient un article intitulé : *Le cancer et la race*, illustré de cartes, une a pour titre : *Répartition géographique de la couleur des cheveux*, la Charente-Inférieure, classée dans les types intermédiaires blonds, est isolée au milieu des départements à types bruns (Vendée, Deux-Sèvres, Gironde), et départements à types intermédiaires bruns (Charente, Dordogne, Haute-Vienne). La seconde carte donne la *Répartition géographique de la proportion des tailles*. La Charente-Inférieure est classée dans les grandes tailles (plus de 1 m. 732) avec les Deux-Sèvres. La Charente est dans les petites tailles et la Gironde dans les hautes tailles intermédiaires.

Une troisième carte montre que la Charente-Inférieure fournit 16, 10 dans la relation entre la mortalité par cancer et l'indice cephalique.

On a remarqué aux Salons de cette année un paysage intitulé : *L'Eglise d'Angoulins-sur-mer* de M. Décamps (Aux Artistes français) « d'une grande justesse de ton et de couleur. » Une médaille d'argent lui a été décernée.

M. Tortat a donné à la bibliothèque de Saintes cinq gros volu-

mes d'extraits et résumés des registres des délibérations du District de Saintes.

M. M. Martineau : *Mémoires du prince de Pons contre le prieur de l'Hopital vieux et le troisième registre des délibérations du conseil de S. A. Mgr le prince de Lambesc, faisant suite aux délibérations du conseil de la tutelle des princes et princesses, enfant de S. A. Mgr le comte de Brienne, commençant le 6 mars 1783 (in-folio).*

En vertu de la loi : l'eau va toujours à la rivière, M. Martineau vient d'enrichir sa bibliothèque des dossiers de M. Moreau, l'ancien bibliothécaire de Saintes, y compris un album de plus de cent croquis et dessins de monuments de la région.

Les principales Associations d'Etudes et de propagande en faveur de l'expansion française, ont décidé d'organiser une exposition.

*La France dans l'Amérique départementale et
aux Antilles*

qui aura lieu en 1928, dans les locaux de la Société de Géographie de Paris (Hôtel du Prince Bonaparte) avenue d'Iéna, qui comprendra la réunion de documents et souvenirs divers : portraits, gravures, tableaux, cartes; livres, drapeaux, armes, uniformes, et autres objets se rattachant à l'histoire de l'effort français au Canada, à la Louisiane, à la Floride, à Saint-Dominique, aux Antilles.

Les personnes qui possèdent des documents se rapportant à ces régions sont instamment priées de les prêter et d'écrire au Secrétaire général, 10, Avenue d'Iéna. Paris XVI^e.

En mars 1927, au lieu dit Fief d'Orgeay, près de l'ancienne chapelle du prieuré de Saint-Georges de Rifaucou démolie en 1771, à l'intersection des communes de Barbezieux, Saint-Hilaire et Montchaude, en creusant un clavier, M. Paul Catherinaud a découvert un pot en terre contenant 14000 pièces aux effigies de Henri IV, Louis XIII et Gaston d'Orléans, presque toutes des doubles tournois, rangés en rouleaux.

Dans la famille Drillon, à qui la propriété de M. Catherineau appartint, s'était transmise, depuis très longtemps, la légende qu'un trésor était caché à trente mètres du château. Or les ruines du prieuré sont exactement à cette distance. Il y a quelques années un membre de la famille Drillon fit faire des recherches par une somnambule. Pourquoi n'a-t-il pas employé la baguette !... Voilà une

histoire qui ne contribuera pas à discréditer les légendes de trésors cachés dans les ruines.

Notre confrère, M. Beaulieu, met en souscription chez M. Pijolet, libraire à La Rochelle, un volume sur Burgaud des Marais. Tirage limité.

Le 7 août 1927, représentation des *Burgraves*, de Victor Hugo, dans l'amphithéâtre de Saintes, sous la présidence de M. Poincaré accompagné de Mme Poincaré.

En sus des invitations il y a eu 16.774 entrées payantes qui ont donné 108.175 francs. Dans l'arène seule il est entré 3.303 personnes. (Pour compte-rendu voir l'*Indépendant* des 6 et 13 août).

RECTIFICATION

X dans la *Revue* (p. 224) a eu l'imprudence de risquer une *explication* — et non pas une justification ou une excuse — de l'adjonction de *Saintonge* au nom d'Aulnay. Il a dit que l'auteur de ce supplément fautif avait pu être induit en erreur par le fait qu'autrefois Aulnay appartenait au diocèse de Saintes puis de celui de La Rochelle. Tout le monde sait que c'est à tort : l'auteur inconnu (un postier ?) responsable s'est trompé. Par quoi a-t-il été trompé ?

M. Pouliot, dans le *Bulletin* de la Société des Antiquaires de l'Ouest (1927 p. 544), se fâche et envoie à l'audacieux un direct sous la forme suivante : « Cholet en Anjou dépendait du diocèse de la Rochelle. Cette ville serait-elle à bon droit surnommée Cholet en Saintonge ? » Si l'argument est destiné à confondre la témérité de sa proposition, X ne se sent pas du tout humilié. Il n'y a qu'un Cholet en France, par conséquent nulle nécessité ne s'imposait d'accoler à son nom un mot distinctif, tandis qu'il existe 7 Aunay et 12 Aulnay, d'où l'obligation de les différencier. Aunay de Poitou ne pouvait pas être adopté parce qu'il y a un autre Aunay en Poitou (arrond. de Loudun).

La solution intelligente eut été de faire revivre une appellation qui, je crois, n'a pas tenu très longtemps, mais très juste : Aunay-le-Vicomte, comme Fontenay. Poitevins et Saintongais réunis pourraient peut-être essayer de lui rendre la vie.

X.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin (suite)*, par le Dr Sottas. *Généalogie de la famille de Courbon, (suite)*, par le Dr Bourriau ;

NOTES D'ÉTAT-CIVIL : MARIAGES : Méchadier-Lamor ; de Laçour de Geay-Pastourel ; de Beranger-Debruyn ; Marchat-Réau.

Décès : M. Maillard ; Mme de Bonsonge ; Mme de Jarnac de Gardépée ; M. Baron ; cte de Fleury ; M. Inquinbert ; Mme Jullen-Laferrière ; M. Prieur ; M. Poupet ; Mme de Shelling ; M. Th. Duret.

BIBLIOGRAPHIE.

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE SOUS MAZARIN

(1633-1661)

(suite).

XIX

L'ANNÉE DE LA PAIX, 1659.

MARIE MANCINI A LA ROCHELLE ET A BROUAGE

Alors que se jouait à Lyon, au mois de décembre 1658, la comédie du mariage de Savoie, Mazarin, ayant reconnu, sous son déguisement, Pimentel, l'envoyé du roi d'Espagne Philippe IV, aurait dit à la reine Anne d'Autriche : « nous avons la Paix et l'Infante. »

Quand, le 16 janvier 1659, il reprit le chemin de Paris, trois jours après le départ du roi et de la Cour, rien n'était survenu qui eût pu modifier son heureux pronostic ; tout au contraire, Pimentel le suivait à quelques jours d'intervalle pour conférer secrètement à Paris avec le secrétaire d'Etat, Hugues de Lyonne, et préparer l'ébauche du traité de paix et du contrat de mariage de l'Infante.

A ce moment, dans les Flandres, les armées étaient en quartier d'hiver. Du côté français les opérations actives de progression étaient suspendues depuis deux mois, la Flandre étant à moitié conquise, et l'on s'occupait à fortifier et à munir les principales places gagnées : Gravelines, Bergues, Furnes, Dixmude, Audenarde, et Menin. Mazarin estimait sagement que le meilleur moyen de gagner la paix était de préparer la guerre.

Les négociations de Paris ne l'empêchaient pas de prendre ses suretés « et, écrit-il (1), tout le monde peut recognoistre, par ce que nous faisons, que les bruits de paix ne nous empeschent pas d'employer plusieurs millions à nous appliquer, à bon escient, à la guerre ».

La correspondance du Cardinal révèle le soin qu'il prenait pour l'entretien de ses propres régiments en garnison dans les Flandres : le Mazarin-Italien à Ypres dont était gouverneur le marquis d'Humières ; le régiment de la Marine et le Mazarin-Français à Dixmude, le régiment d'Alsace à Gravelines, ces deux places, avec Bergues, étant sous la direction du comte de Schonberg ; enfin le régiment de La Fère, à Saint-Venant.

Au printemps de l'année 1659, Mazarin compte sur des nouvelles recrues, rassemblées par Colbert de Terron, qui doivent renforcer ses régiments français. Le 29 mars, il avise le marquis d'Humières (2) que 1600 hommes, dont la plus grande partie constitue le régiment des Iles destiné à Ypres, ont été embarqués « du costé de Brouage. »

Même avis à Talon, l'intendant d'armée, le 11 avril (3), avec recommandation expresse de bien prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter un désastre tel que celui qui avait marqué l'arrivée des dernières recrues.

Le Cardinal envoie d'ailleurs à Mardyck un des gentilshommes, le sieur de Lanau, qui s'occupera spécialement du régiment des Iles. Le comte de Schonberg devra fournir une escorte de cavalerie pour convoier ce régiment et les autres soldats partagés entre Ypres et Dixmude. Les autres agents, Fly, Lange, reçoivent aussi des ordres pressants.

(1) Mazarin à Lange Sanvitani, Paris, 7 mars 1659 (Bibl. Nat., *Mél. Colbert* 52 B, fol. 18, minute, et *Aff. Etr., Pays Bas* 48, fol. 77, copie).

(2) Mazarin au marquis d'Humières, Paris, 29 mars 1659 (*Aff. Etr., Pays Bas* 48, fol. 105).

(3) Mazarin à Talon, Vincennes, 11 avril 1659 (*Ibidem*, fol. 122, copie, et Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 52 A, fol. 82, minute).

Le régiment des Iles, composé d'un millier d'hommes en 20 compagnies, arriva le premier à Mardyck, au milieu du mois d'avril, et passa immédiatement à Ypres. Un mois plus tard, Mazarin rappelait le sieur de Lanau auprès de lui pour se faire « rendre compte de l'estat où il avoit laissé le régiment des Isles. »

Conformément à son programme, Colbert de Terron fit partir ensuite les recrues. Au commencement du mois de juin, « les 640 hommes venus de Brouage » étaient rassemblés à Bergues et Mazarin donnait des ordres pour leur armement et leur incorporation (1). Ils recevront le reste des armes qui n'ont pas été employées pour le régiment des Iles et l'on complètera leur armement en piques et en mousquets ; 140 hommes restaient à Bergues pour entrer dans le régiment de Schonberg, 300 passaient au Mazarin-Français, à Dixmude, et 200 étaient destinés au régiment de La Fère, à Saint-Venant.

Malgré l'inaction dans laquelle des troupes étaient maintenues par suite de la suspension d'armes accordée au mois de mai, les régiments fondaient rapidement. Au mois de septembre le régiment des Iles était réduit à moins de 500 hommes (2) et l'accord n'était pas parfait entre le mestre-de-camp, le comte de Blénac, et le lieutenant-colonel ou major Ceretany. Le régiment fut réformé à dix compagnies.

Bien que séparé de la Flandre dont il s'était éloigné définitivement en quittant Calais le 2 septembre 1658, le Cardinal ne perdait pas le contact. Il se faisait rendre compte des événements journaliers et il envoyait directement des ordres, dans le plus petit détail.

Au mois de juillet 1659, sept mois après sa première entrevue avec Pimentel, étant à Poitiers, il écrivait encore à l'intendant d'armée Talon (3) : « Il est bon que vous advertissiez ceux à qui on délivrera les deux mil septiers de farines venues de Brouage qu'ils doivent produire plus que les autres parce qu'ils pèzent davantage et que la farine est de meilleure qualité. »

Le Cardinal était alors sur la route de Bayonne, entrant dans la phase décisive de sa grande œuvre diplomatique, et l'attention

(1) Mazarin à Lange (Angelo Sanvitani), Paris 9 juin 1659 (Bibl. Nat., Ms., M^{ss}. Colbert 52 B, fol. 92 V^o, minute, et Aff. Etr., Pays-Bas 46, fol. 166. copie).

(2) Mazarin au comte de Blénac, Saint-Jean-de-Luz, 8 septembre 1659 (Aff. Etr., Pays-Bas 48, fol. 250).

(3) Mazarin à Talon, Poitiers, 6 juillet 1659 (Aff. Etr., Pays-Bas 48, fol. 198)

qu'il appliquait à entretenir l'armée ne l'empêchait pas de suivre sincèrement la voie de la paix si ardemment désirée par la reine-mère.

Les préliminaires accordés à Paris, avec Pimentel, le 8 mai, avaient été portés en hâte à Madrid et Mazarin avait lui-même quitté Paris le 25 juin, se dirigeant lentement vers la frontière où il devait se rencontrer avec le plénipotentiaire d'Espagne, don Louis de Haro.

Dans ce voyage, il était accompagné de Pimentel et d'une suite nombreuse, et il avait fait partir devant lui, le 22 juin, trois de ses nièces : Marie, Hortense et Marie-Anne Mancini, sous la surveillance d'une duègne sévère, Mme de Venel. Mais ceci est une autre histoire.

L'aventure est bien connue. Elle occupe une place importante dans les mémoires du temps, elle a stimulé la curiosité et exercé la sagacité des historiens et des critiques, elle a tenté l'imagination du poète et du romancier.

L'ardente passion que Marie Mancini avait inspirée à Louis XIV inquiétait terriblement la reine-mère car elle voyait son royal fils aimer Marie au point de la vouloir épouser. Le Cardinal, de son côté, fut bientôt convaincu que cette fortune inouïe était pour lui pleine de périls ; aussi, dès que le mariage de l'Infante fut décidé, il prit le parti, d'accord avec la reine, d'enlever Marie à Louis XIV et il jugea que la mesure la plus sûre était de l'emmener avec lui.

L'intention première du Cardinal était de passer par son gouvernement de la Rochelle qu'il n'avait pas encore visité et, ayant rejoint ses nièces, le 29, il en prenait le chemin. Le 4 juillet, étant à Châtellerault, il écrivait au roi qu'il se proposait d'aller, avec ses nièces, à la Meilleraye pour répondre à une invitation du Grand Maître « et y coucher une nuit allant à la Rochelle. »

Le 5 juillet, il était à Poitiers où il trouvait son intendant Colbert de Terron, venu au devant de lui et prêt à lui rendre « un compte très exact » des affaires de son gouvernement. Le Cardinal entretient son intendant « tout au long », se renseigne sur la somme d'argent dont il pourra disposer à Brouage et donne à Terron ses premières instructions avec ordre d'en informer Colbert.

Faisant réponse, le 6 juillet, à une lettre de ce dernier (1), il

(1) Réponse marginale autographe de Mazarin, Poitiers, 6 juillet 1659, à une lettre de Colbert, de Paris, 30 juin (Bibl. Nat., Ms., Baluze 331, fol. 129).

ajoute un *post scriptum* à sa lettre, au-dessous de la date et de la signature, pour aviser Colbert de son entretien avec Terron et d'une modification dans ses projets de route : « Je ne suis pas encore résolu d'envoyer mes nièces à la Rochelle et pour moy, je ne crois pas devoir prendre cette route là qui m'allongerait le chemin de 3 jours. Vous serez pourtant adverty de tout assez à temps pour prendre vos mesures. »

La résolution subite du Cardinal résultait de l'accomplissement d'un acte décisif qu'il attendait et dont il rendait compte au roi, aussi le 6 juillet, en ces termes : « Le courrier d'Espagne est arrivé ce matin avec la ratification pure et simple de ce qui avoit esté arrêté à Paris. »

Mazarin pouvait donc hâter sa marche vers la frontière et il renonçait à l'intention de visiter son gouvernement, mais peut-être jugeait-il plus prudent de garder sa nièce Marie auprès de lui.

Cependant il se ravisa car dans sa même lettre de réponse à Colbert, au verso du feuillet qui porte le premier *post scriptum* clos par un parafe, on lit encore :

« J'ay résolu de prendre le plus court chemin pour Bayonne, mais mes nièces s'en iront droit à la Rochelle. J'ai dit au sieur Terron ce qu'il aura à faire et ma nièce vous adressera les lettres que vous devez rendre en mains propres, ou les faire rendre sy vous serez à Paris. C'est le dit sieur Terron qui vous les fera tenir et ma nièce recevra les réponses par son moyen. »

Au lieu de suivre le Cardinal, Marie Mancini avoit préféré se retirer à La Rochelle, soit par chagrin, soit plutôt par espoir d'y trouver plus facilement qu'auprès de son oncle les moyens de correspondre avec le roi.

Mazarin s'étoit rendu facilement au désir de sa nièce, mais précisément au sujet de cette correspondance, dans le second *post scriptum* de sa lettre, il donnait à Terron et à Colbert des ordres précis qui devenaient nécessaires puisqu'il se séparait de ses nièces.

Ainsi le roi et Marie échangeaient des lettres. C'est une concession singulière à laquelle la reine et le Cardinal avoient dû se résigner dans la crainte d'un trop grand éclat. Le jeune roi n'avait cédé qu'à cette condition et il pensait bien que la séparation n'aurait qu'un temps alors que d'autre part on comptait sur cette séparation pour amener l'espacement des lettres, puis l'oubli.

Il en arriva tout autrement. Pendant le voyage c'étoit, de part et d'autre, un déluge de lettres que la reine et Mazarin se voyaient

contraints de remettre suivant leurs engagements, faisant ainsi « d'estranges métiers » avoue le Cardinal.

Mais c'était bien contre son gré qu'il avait toléré cette correspondance. « J'ay esté bien aise — écrivait-il quelque temps après à Turenne (1) qui avait rejoint la Cour à Fontainebleau — de voir par votre lettre, que le Roy estoit plus gay que son ordinaire. Si vous vous souvenez des discours que nous avons eus ensemble, vous n'aurez pas grand peine à croire que je fais tout ce qui se peut pratiquer imaginablement pour celà et peut-estre au-delà de ce qu'on jugeroit que la prudence deust permettre. »

En confiant à Colbert et à Terron le soin de transmettre les lettres, Mazarin se ménageait au moins un contrôle, en attendant qu'il eût trouvé le moyen d'agir plus efficacement.

Il quitta donc Poitiers le 6 juillet. Quelques jours après, à Libourne, il laissait Pimentel prendre les devants, et lui-même arrivait à Bayonne le 24 du mois.

Le 11 juillet Colbert de Terron avait rendu compte à Mazarin (2) de l'arrivée de ses nièces à La Rochelle, la veille de ce jour, témoignant ainsi qu'il les prenait en charge, si l'on peut dire, et qu'il allait être, en quelque sorte, responsable de leur conduite. Il leur avait fait aménager un logement à l'Hôtel de ville (3) et lui-même abandonnait sa résidence habituelle de Brouage pour se tenir, à La Rochelle, à leur disposition.

Aussitôt après le départ de Marie Mancini, le roi s'était rendu, fort triste, à Chantilly. Mais, peu de jours après, il était allé à Fontainebleau, avec la reine-Mère de la Cour pour y attendre des nouvelles de Mazarin.

C'est de Fontainebleau que le roi adressait à Marie ces multiples et longues lettres qui inquiétaient tant le Cardinal et c'est là qu'il recevait les réponses que Colbert avait mission de lui « rendre en mains propres » ou de lui faire rendre, s'il n'était pas auprès du roi. Ce qui n'empêchait pas le jeune roi d'envoyer encore de volumineux paquets par des courriers exprès, en dépit de toutes les mesures du Cardinal.

(1) Mazarin à Turenne, Bayonne, 26 juillet 1659 (Aff. Etr., *Pays-Bas* 48, fol. 219).

(2) Terron à Mazarin, La Rochelle, 11 juillet 1659 (Aff. Etr., *France* 1477, fol. 52).

(3) Cf. Le séjour de Marie Mancini dans le gouvernement de La Rochelle et Brouage (*Revue de Saintonge et d'Aunis*, 1924).

Le 28 juillet, le roi, la reine sa mère et la Cour quittaient Fontainebleau, par Jargeau et Cléry, et se dirigeaient vers le midi en suivant, à peu près, le même itinéraire que le Cardinal. Le 5 août on était à Poitiers, un mois juste après le passage du Cardinal dans cette ville où l'on séjourna jusqu'au 11 du mois.

A mesure que le roi approchait du lieu d'exil de Marie, Mazarin sentait grandir la menace d'une conséquence inévitable. Comme il fallait, à tout prix, éviter une fugue désastreuse dans ce voyage qui était un acheminement à la paix et au mariage du roi, le Cardinal et la reine, moins ferme même que lui, ne purent s'opposer au violent désir, qu'avait manifesté le roi, de revoir Marie et ils durent consentir à une entrevue qui fut fixée à Saint-Jean-d'Angély.

Marie Mancini était certes trop bien avertie déjà pour éprouver quelque surprise quand, le dimanche 10 août, elle vit paraître à La Rochelle un gentilhomme, M. de Fouilloux, venu de Poitiers pour lui porter l'invitation de se rendre à la Cour avec ses sœurs.

Le lendemain, les trois jeunes filles et leur gouvernante, quittant la Rochelle sous la conduite de M. de Fouilloux, prirent une nuit de repos à Surgères pour arriver le mardi soir à Saint-Jean-d'Angély.

Le mercredi 13, le roi était à Saint-Jean, au matin, trois heures avant la Cour. Il eut la satisfaction de voir et d'entretenir longuement Marie, ce jour-là et le lendemain. Quel que fût le sentiment intime de chacun des deux jeunes gens, ils durent se séparer à l'heure prévue. Au reste s'il y eut encore, dans la suite, de dangereuses escarmouches, la raison d'Etat devait l'emporter.

Marie et ses sœurs étaient rentrées à la Rochelle le vendredi 15, au soir. En ce jour de la fête de Notre-Dame, la Cour était à Saintes. Le 17, elle était à Blaye, où le roi et sa suite s'embarquèrent, le 19, pour monter à Bordeaux avec le flot de la marée. On allait faire dans cette ville un long séjour à cause de l'état précaire de la santé du Cardinal et surtout de la lenteur des négociations.

Le 28 juillet, alors que la Cour quittait Fontainebleau, Mazarin se rendait de Bayonne à Saint-Jean-de-Luz qu'il ne devait quitter que le 15 novembre suivant ; et c'est le 13 août, le jour même que le roi rencontrait Marie à Saint-Jean-d'Angély, qu'il eut sa première entrevue solennelle avec don Louis de Haro, dans l'île des Faisans.

Obligé qu'il était à des frais de représentation, le Cardinal comptait faire appel aux ressources de sa caisse de Brouage. Dans le cours de son voyage il s'était renseigné auprès de Terron et Colbert lui avait écrit de Paris, le 9 juillet, qu'il pourrait disposer d'une somme de 500 mille livres à Brouage. C'est un point capital sur lequel Mazarin désirait avoir de rigoureuses précisions et, comme ce que lui avait dit Terron ne lui semblait pas s'accorder exactement avec le chiffre annoncé par Colbert, il écrivait, en cours de route (1), à ce dernier : « Je croy que vous vous trompez dans le calcul que vous faites de la somme d'argent qui peut rester entre les mains du sieur de Terron pour le débet de compte de l'année dernière, car il ne m'a pas parlé en cette conformité et je voudrais bien, pour les accidens qui peuvent arriver, sçavoir à point nommé l'assistance que je pourrois tirer du sieur de Terron en cas de besoin. »

Terron sera aussi fournisseur de denrées et de vivres de choix. Mazarin lui recommande (2) d'envoyer, de La Rochelle et de Brouage, « quantité de foin et d'avoine » à Saint-Jean-de-Luz, puis « force ortolans, ... force gibiers de toutes sortes... et d'autres régales, mesme de la sardine et quelque beau poisson. Je vous prie bien fort de vous y appliquer et tenir mesme quelque bastiment à rame tout prest pour faire le trajet. »

Le Cardinal pense à sa table, peu pour lui sans doute car il écrit : « j'ay un peu la goute, mais je croy que ce, ne sera rien », tout en ajoutant : « si vous pouviez trouver du vin bien exquis, vous pourriez m'en envoyer. »

Terron est fort pressé, on lui demande encore (3) d'envoyer « très grande quantité de veaux, de chapons, poulets, cailles et autres choses semblables, et des ortolans. Au nom de Dieu appliquez-vous à celà car bien qu'il ne semble qu'une bagatelle, elle ne l'est pas dans la conjoncture présente. »

Presque aussitôt, une nouvelle missive (4) : « J'attends avec im-

(1) Mazarin à Colbert, Cadillac, 16 juillet 1659 (Bibl. Nat., Ms., *Baluze* 331, fol. 150).

(2) Mazarin à Terron, Le Mont-de-Marsan, 10 juillet 1659 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 52 B, fol. 17 V°, minute, et *Aff. Etr.*, France 1477, fol. 55, copie).

(3) Mazarin à Terron, Saint-Jean-de-Luz, 30 juillet 1659 (*Aff. Etr. France* 1477, fol. 61, copie).

(4) Mazarin à Terron, Saint-Jean-de-Luz, 31 juillet 1659 (*Ibidem*, fol. 63).

patience de voir paroistre quelque chose de l'endroit où vous estes et je m'asseure que vous n'oublierez rien pour celà. »

Celà était un peu plus varié et plus recherché que le ravitaillement de l'armée des Flandres, mais Mazarin connaissait bien peu Brouage pour passer de telles commandes en un tel pays.

Plusieurs lettres avaient ainsi touché Terron quand il fit parvenir sa réponse (1). Toutes ces bonnes choses ne se trouvaient guère à La Rochelle et encore moins à Brouage ; « toutes les viandes délicates, menus gibiers et fruictz exquis viennent de la haute Guienne. « C'est à Bordeaux qu'on trouvera tout en abondance. Terron adresse donc l'intendant de la table du Cardinal, le sieur le Normant, a l'un de ses amis à Bordeaux, « nommé Lombart, lequel a toutes les habitudes et intelligences nécessaires pour fournir tout ce qui luy sera demandé. » Il transmet les commandes à ce dernier et lui fait avance d'argent.

« Pour ce qui est du poisson, sardine, chancre de rocher et tortues », Terron s'en chargera ; déjà il a pris arrangement avec des pêcheurs de l'embouchure de la Charente pour envoyer, toutes les semaines, à Saint-Jean-de-Luz un bateau chargé de beau poisson.

Quant au vin, il n'y a rien de meilleur que « les bons crus de Bordeaux », C'est encore par Lombard qu'on sera le mieux servi.

Dans cette même lettre qui venait instruire le Cardinal sur les ressources gastronomiques dont il disposait, Terron accusait une encaisse de cinq à six cents mille livres et il précisait : « Votre Eminence sçaura sur celà que j'ay donné 42600 livres au sieur le Normant, ce qui diminuera d'autant le fonds que je pourray avoir. »

Le Sieur Lombard, « visiteur de l'admirauté » à Bordeaux, devient le fournisseur de la table du Cardinal et aussi son banquier. Terron garnit sa caisse sur laquelle Mazarin n'a plus qu'à tirer des traites (2). Il tirait aussi sur le sieur Dessalus, directeur

(1) Terron à Mazarin, La Rochelle, 30 juillet 1659 (*Ibidem.* fol. 59).

(2) Dans la forme suivante : « Le sieur Lombard, incontinent le présent billet receu, fournira à M. le Tellier, ou à son ordre, la somme de trente mille livres du fonds qui luy a esté mis entre les mains par le sieur de Terron ; et s'il ne suffisoit pas, il fera en sorte de le pouvoir trouver et je luy en feray tenir compte par le dit sieur de Terron. Fait à Saint-Jean-de-Luz le 4^e octobre MVI^e cinquante-neuf. » (Aff. Etr., *France* 281, fol. 123).

du convoi de Bordeaux, sur lequel il était pourvu d'assigations.

Au commencement du mois d'août Terron fit cependant partir de La Rochelle une barque chargée de veaux gras et de grosses viandes ; et cet envoi donna satisfaction au Cardinal qui commanda de le renouveler.

Mazarin pensait aussi à offrir des divertissements à son entourage. « Je suis marry, écrit-il (1), de ne m'estre pas advisé plus tost de faire venir icy la gallère que me donna le mareschal de Foucault. Je voudrais l'avoir au plus tost, si elle est en estat de servir, afin de me promener sur la mer avec ces messieurs qui sont près de moy. »

Terron l'eut bientôt renseigné sur l'état de délabrement de la galère abandonnée dans le havre de Brouage depuis plus de six ans ; il proposait au Cardinal de lui envoyer une petite frégate des gardes-côtes du convoi qui vint en effet à Saint-Jean-de-Luz vers le 15 août. Au bout d'une quinzaine de jours, Mazarin n'ayant pu l'utiliser renvoya le petit bâtiment à Brouage et, ne sachant trop comment remercier le capitaine, il s'en tira par un de ces présents préparés à l'avance et dont il avait provision sous la main. « Le capitaine ne m'ayant demandé aucun argent, je luy ay fait seulement donner une médaille d'or avec l'effigie du Roy et de la Reyne (2). »

Il songeait à remplacer la frégate par une barque longue qui était en bon état à Brouage, mais il y renonça aussitôt « espérant de pouvoir estre en peu de jours en estat de me rendre auprès de Leurs Majestés à Bordeaux. » Mazarin n'imaginait pas alors qu'il serait retenu à Saint-Jean-de-Luz, jusqu'au milieu du mois de novembre.

Après être resté quatre semaines à La Rochelle auprès des nièces du Cardinal et après avoir satisfait aux premières demandes pour le ravitaillement de Saint Jean-de-Luz, Colbert de Terron se mit en route vers le 8 ou le 9 du mois d'août pour se rendre à Bordeaux et à Blaye.

Il était chargé de préparer le passage de la Cour par eau de Blaye à Bordeaux, car le service ordinaire de batellerie qui reliait

(1) Lettre citée, du 31 juillet.

(2) Mazarin à Terron, Saint-Jean-de-Luz, 30 août 1659 (Aff. Etr., France 1477, fol. 74).

ces deux places, tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, suivant le mouvement de la marée, était insuffisant. Terron dut trouver des embarcations convenables et les matelots nécessaires pour les manœuvrer.

Tout en approuvant cette manifestation de l'activité de son intendant au service du roi, le Cardinal n'était pas satisfait de la façon dont on avait réglé les frais de l'entreprise. Il s'étonnait (1) que M. de Vendôme eût envoyé dans son gouvernement des ordres pour faire préparer des barques à Blaye et pour lever des matelots. A son avis ce soin et la dépense « en quelque façon considérable » eussent dû revenir à la ville de Bordeaux. En tout cas, il recommandait à l'intendant de licencier les matelots « à l'instant que le Roy aura descendu à Bordeaux. »

Le Cardinal n'en était plus au temps de « faire des avances pour gagner » ; cette affaire du mariage du roi était tellement sienne qu'il sentait bien que beaucoup de dépenses lui resteraient pour compte, surtout celle-là dont il n'avait pas plus de raisons pour demander le remboursement que n'en aurait eu la ville de Bordeaux à laquelle il voulait l'imposer.

Toutes les villes et communautés étaient d'ailleurs sollicitées de venir en aide au roi dans si mémorable circonstance. Cette imposition réelle, masquée par l'euphémisme honorable de don gratuit ou d'assistance volontaire, atteignait naturellement les gouvernements du Cardinal comme le reste de la France.

A ce sujet, Terron avait déjà été touché par une dépêche du secrétaire d'Etat La Vrillière et, dans un mémoire écrit le 15 août, au cours de son déplacement, il avait exposé au Cardinal ce qu'on pourrait tirer, à peu près, de ses gouvernements, à condition d'agir « par autorité. »

Par autorité, car Terron n'a aucune créance dans la vertu des conférences « et les harangues donnent tousjours de la fierté et de l'audace aux peuples contre les négociateurs. »

Rentré à La Rochelle vers le 25 août, Terron tâte aussitôt cette affaire du don gratuit sur laquelle Mazarin le presse vivement, lui recommandant de prendre les avis de Colbert et se préparant à agir lui-même sur les communautés par une lettre dont son intendant lui fournira les éléments.

(1) Mazarin à Terron, Saint-Jean-de-Luz, 18 août 1659 (Aff. Etr., France 1477, fol. 69).

Les « Directeurs des affaires communes de la Rochelle » tentèrent de faire modérer le sacrifice pécuniaire qu'on exigeait d'eux, en s'adressant à Marie Mancini qu'ils avaient sous la main, à l'Hôtel de Ville.

Dans une lettre aux Directeurs (1) Mazarin signale bien que sa nièce lui a « écrit pressamment » en leur faveur, mais il croiroit « faire tort au zèle, à la fidélité et à la passion » qu'ils ont pour le service du roi en tâchant de leur « oster les moyens de le faire paroistre » en une telle circonstance, etc. etc. Il les priaît donc de se « conformer » aux mesures que préconiserait le sieur de Terron.

Peu de temps après, le Cardinal adressait au sieur Bomier (2) « avocat du Roy au présidial de La Rochelle », une lettre de félicitations au sujet des résolutions qu'avaient prises les habitants de La Rochelle.

Ce témoignage hâtif de satisfaction n'était sans doute qu'une manœuvre car, en réalité, l'affaire du don gratuit donna lieu à de grandes difficultés. Le premier octobre Terron annonçait comme probable un chiffre total de 50 ou 52 mille livres, mais on était engagé dans des marchandages, des dérobades et des résistances, d'une part, des taxations, des arrêts du Conseil et des contraintes, d'autre part. Certains commandants de place prirent parti pour les récalcitrants et accrurent ainsi le grabuge qui ne dura que trop longtemps.

Environ six mois plus tard, le Cardinal transmettait à Colbert un billet qu'il avait reçu du sieur de Launay du Mas, le commandant de l'île de Ré, et lui demandait son sentiment sur ce billet, « mais, réservait-il, je désire que la chose soit secrète et que personne n'en ait communication (3). »

C'était un écho du don gratuit, lequel fournit à Colbert l'occasion de donner au Cardinal (4) un aperçu de la conduite des commandants de place.

(1) De Saint-Jean-de-Luz, 8 septembre 1659 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 52 B, fol. 169, minute).

(2) De Saint-Jean-de-Luz, 23 septembre 1659 (Bibl. Nat., *Ibidem*, fol. 273, minute, et Aff. Etr., *France* 1477, fol. 76 V^e copie).

(3) Mazarin à Colbert, Avignon, 20 mars 1660 (Bibl. Nat., Ms., *Baluze* 332, fol. 275, autogr.).

(4) Colbert à Mazarin, Paris, 5 avril 1660 (Bibl. Nat., Ms., *Baluze* 332, fol. 298, minute autogr., et Aff. Etr., *France* 910, fol. 158, original signé).

L'île d'Oleron s'était exécutée ponctuellement et avec facilité ; en moins de six semaines tout avait été réglé et payé. Colbert en attribuait le mérite à M. de La Villette.

« A Brouage, le sieur de Camparan a peu d'action » ; ni opposition, ni assistance de sa part ; mais comme « l'intendant est presque toujours présent », on a pu fixer l'imposition et la faire rentrer sans trop de retard.

« A La Rochelle et à l'île de Ré, les difficultés ont été beaucoup plus grandes » par l'obstruction des sieurs de Survie et de Launay qui, pour gagner de la popularité, s'étaient avisés de soutenir « les peuples » contre les impositions et de « leur donner des expédients pour s'en parer. » On a dû recourir aux taxations et aux arrêts de contrainte, particulièrement dans l'île de Ré.

Quant au billet du sieur de Launay, en l'examinant, Colbert y trouvait « bien dix impertinences plus fortes les unes que les autres. » Il était donc nécessaire de réduire les ingérences des commandants de place « par un bon règlement » ; et Colbert ajoutait : « Sy Votre Eminence vouloit une fois connoistre tout ce qu'ils ont entrepris pendant la guerre et ce que l'on a dissimulé pour éviter les différends, je suis assuré qu'elle trouveroit une infinité de choses à retrancher. »

L'entrevue du roi et de Marie Mancini à Saint-Jean-d'Angély avait naturellement ravivé la passion des deux jeunes gens et ce n'est pas sans peine que le Cardinal parvint à en écarter les conséquences. Déjà Marie se croyait sur le point de retourner à la Cour et de rejoindre le roi à Bordeaux. Mazarin se montra si ferme et si habile, que non seulement il rompit tous ces projets mais qu'il parvint à désabuser sa nièce au point que celle-ci, se voyant de nouveau abandonnée, passa à l'extrême et prit l'engagement de rompre tout commerce de lettres avec le roi.

Allant même au devant de ce que pouvait souhaiter son oncle, elle lui demanda la permission d'aller vivre à Brouage où elle se transporta, en effet, avec ses sœurs, le 14 septembre.

Le roi, de son côté, semblait aussi prendre son parti d'une définitive séparation, il se montrait plus enjoué et paraissait répondre aux avances de la sœur de Marie, Olympe Mancini, femme du Comte de Soissons, la « Bécasse de Soissons », trop heureuse de remplir le rôle que la reine et le Cardinal lui assignaient et qui n'était pas nouveau pour elle.

Qu'il s'agit de dépit amoureux ou de dissimulation concertée, la partie n'était pas encore gagnée par le Cardinal.

Le 26 septembre, le roi adressait à Marie une lettre en même temps qu'une corbeille contenant un joli petit chien dont le collier portait gravés ces mots : « à Marie Mancini. » C'était la suite d'une promesse faite à Saint-Jean-d'Angély et non oubliée ; un petit chien de *Friponne*, la chienne chérie du roi. Blouin, le valet de chambre du roi, confia l'envoi au correspondant de Colbert de Terron à Bordeaux, le sieur Lombard qui le fit parvenir à Terron à Brouage avec recommandation à celui-ci de remettre la lettre à Marie en secret et à l'insu de la gouvernante.

Colbert de Terron se trouvait ainsi engagé dans une situation délicate. Déjà, au retour de son voyage à Bordeaux, il avait apporté à Marie Mancini une lettre de la part du roi, se substituant ainsi à l'un de ces courriers exprès que réprouvait le Cardinal. On conviendra que dans la circonstance il était difficile à Terron de ne pas se charger de la commission, mais il eut le tort de laisser voir qu'il serait un intermédiaire complaisant et de remettre ensuite, peu de temps après, un billet que Marie laissa d'ailleurs sans réponse.

Le second billet secret, qui accompagnait le petit chien, arrivait alors que Terron était appelé à faire un nouveau voyage à Bordeaux, et Marie Mancini, qui ne voulait toujours pas répondre par écrit, le chargea de porter ses remerciements au roi.

L'imprudent intendant ne pouvait se dissimuler qu'il agissait contre les intentions et les ordres de son maître et cela dans un moment critique car la date du mariage du roi venait d'être reporté à six mois par la difficulté des négociations politiques.

On a pu croire et avancer que le roi était pour quelque chose dans l'ordre qui appelait Terron à Bordeaux. Il n'en est rien. Terron était convoqué par le secrétaire d'Etat Le Tellier pour prendre soin de l'aménagement du Château-Trompette et il devait aussi, par un rappel de ses anciennes fonctions d'intendant d'armée, ordonnancer le paiement des troupes qui allaient être casernées dans la forteresse. Cette mission était décidée déjà depuis un certain temps par le Cardinal lui-même qui avait écrit à Terron de se mettre aux ordres de Le Tellier et d'avancer l'argent nécessaire sur la caisse de Brouage ; et elle revenait naturellement à Terron puisque, depuis qu'il était à Brouage, il n'avait pas cessé de surveiller les travaux de construction du Château-Trompette. Il avait fait maint voyage à Bordeaux pour cet ouvrage et il s'occupait également, en cette année 1659, des réparations à effectuer à la tour de Cordouan.

Le jour de son arrivée à Bordeaux, le 1^{er} octobre, Terron avait vu le roi et entendu ses recommandations secrètes, mais il fut aussitôt averti que Blouin, le valet de chambre du roi, se trouvait contraint d'aviser le Cardinal de ce qui se passait.

Terron jugea alors prudent de ne pas attendre la semonce qui le menaçait, et, sans perdre de temps, il fit aveu à son maître au milieu d'une lettre (1) traitant de divers sujets. Il présentait d'ailleurs la chose comme « une aventure » dans laquelle il s'était trouvé jeté, ne sachant comment s'en tirer. « Votre Eminence m'ordonnera, s'il luy plaist, écrit-il en terminant cet article, comme j'auray à me conduire en cas que ces billets me tombent encore entre les mains. »

Malgré la surprise et l'inquiétude dans lesquelles le Cardinal fut plongé par ces révélations, il ne répondit à Terron que pour lui recommander de renvoyer simplement les billets en spécifiant que c'était par son ordre.

Et même quand il apprend que Terron, peu de temps après son retour à Brouage, le 6 octobre, a encore une fois méconnu son devoir en passant à Marie Mancini un nouveau billet du roi, Mazarin reste aussi modéré.

Terron, pour sortir enfin de cet embarras, finit par écrire au Cardinal (2) : « Je cray qu'il ne seroit pas mal à propos que j'écrivisse que les affaires de Votre Eminence m'obligent à m'esloigner d'icy afin que l'on ne m'en adresse plus. »

C'était assez habile si Terron voulait laisser croire qu'il n'avait cédé que par obéissance au roi et non par le désir de gagner sa faveur.

Mazarin lui répondit de rester à son poste et lui renouvela l'ordre de renvoyer les lettres. Et cela, au milieu de diverses autres recommandations de service et d'affaires, sans aucun reproche.

Redoutant un éclat, le Cardinal se croit obligé de ne « faire semblant de rien », il ne veut même pas que Terron s'éloigne ; mais, à deux reprises, il se plaint amèrement à Colbert de l'infidélité de son cousin et Colbert, dans ses réponses, se montre ou-

(1) La lettre de Blouin et celle de Terron, toutes deux autographes sont datées de Bordeaux, 1^{er} octobre 1659 (Aff. Etr., France 908, fol. 172 et 170).

(2) Terron à Mazarin, Brouage, 14 octobre 1659 (Aff. Etr., France, 1477, fol. 78).

tré de douleur et bien plus véhément que le Cardinal qui doit lui écrire pour le calmer (1).

Si Terron échappa tout d'abord aux reproches de Mazarin et à ceux de Colbert, il ne fut pas aussi heureux auprès de Marie Mancini quand il apprit à celle-ci l'aveu qu'il s'était vu obligé de faire au Cardinal. La jeune fille, dans les termes les plus vifs, fit sentir au malheureux intermédiaire qu'il trahissait le roi et elle-même. Alors que Mazarin écrivait à Colbert que cette affaire était peut-être la plus délicate qu'il eût eu en sa vie, son intendant à Brouage devait bien éprouver, à peu près, le même sentiment.

Au reste, cet amour si continuellement traversé ne pouvait surmonter les obstacles croissants qui lui étaient opposés. La Cour s'est éloignée de Bordeaux le 6 octobre pour aller, à Toulouse, attendre le Cardinal, et Marie apprend bientôt le triomphe de Mme de Soissons qui accapare le roi.

Dans le milieu du mois de novembre, l'évêque de Fréjus venait à Brouage pour y passer quelques jours ; sa mission était de circonvenir complètement Marie en lui faisant étalage de l'affection de son oncle et des plus belles promesses en vue de son mariage avec un grand seigneur italien, le connétable Colonna.

La Paix des Pyrénées ayant été signée le 7 novembre, Mazarin put enfin quitter Saint-Jean-de-Luz, le 15, pour rejoindre la cour à Toulouse, le 22 du même mois.

Le 9 décembre, il dépêchait, à Brouage, un de ses gentilshommes, le sieur de Ballarin, le même qui avait convoyé des recrues dans les Flandres, avec des lettres pour Colbert de Terron, pour Marie Mancini et pour Mme de Venel. Comme la saison d'hiver approchait, il proposait à ses nièces de laisser Brouage pour retourner à Paris, ou bien pour aller en Poitou, en Touraine ou à Fontainebleau. Colbert de Terron préparerait leur voyage et M. de Ballarin devait les accompagner. Le Cardinal plaignait seulement Marianne « d'estre obligée à quitter le corps de garde de Brouage où elle estoit tout le jour à jouer avec les officiers et les soldats (2). »

(1) V., dans le recueil de P. CLÉMENT (*Lettres de Colbert*, t. I), les deux lettres de Mazarin, des 21 et 22 octobre (p. 516 et 517), et celles de Colbert, du 31 octobre et du 16 novembre (p. 396 et 397).

(2) Mazarin à Mme de Venel, Toulouse, 9 décembre 1659 (Aff. Etr., France 281, fol. 508).

Le 27 décembre, le roi et Mazarin, avec la Cour, partaient de Toulouse pour un voyage décidé en Provence en attendant l'époque du mariage. Trois jours plus tard, le mardi 30 décembre, les nièces du Cardinal montaient en carrosse et, sous la conduite de leur gouvernante et de M. de Ballarin, prenaient le chemin de retour à Paris.

Pendant que le Cardinal peinait à Saint-Jean-de-Luz, bataillant avec don Louis et luttant contre la gravelle et la goutte, le petit drame qui se jouait à Brouage lui avait aussi fait passer plus d'une méchante heure. Enfin, de ce côté là encore, la pièce se terminait selon ses vœux, mais il payait les violons.

« Terron, écrit-il à Colbert (1), m'a envoyé un estat de ce qu'il a donné à mes nieces durant leur séjour à La Rochelle et à Brouage et je vous avoue d'avoir esté extrêmement surpris que la despense soit allée à près de trente mille livres pour moins de six mois. Vous en direz un mot à Mme de Venel et je ne trouverois pas bon qu'on continuast à despenser sur ce pied à Paris. »

(d suivre).

JULES SOTTAS.

GENÉALOGIE DE LA FAMILLE DE COURBON

(suite)

§ II. BRANCHE DE BEAUREGARD

5. — COURBON (GUILLAUME de) Saige, en droit, bourgeois d'Archiac, dit Beauchet-Filleau (2), maître d'hôtel du roi, il avait épousé Jeanne de Félisse, dame de Beauregard. Il reçut le 9 mai 1407, de Guillaume Goumard, le lieu d'Orlac (Charente-Inférieure) qui avait appartenu à Guillaume d'Archiac. Nous le trouvons qualifié sire de Courbon et de Longueis dans un acte civil où il est question de sa maison forte de Courbon et appartenances, (*Chambre des comptes de Nevers, layette cotée Bourg 2. G. 8. I.*). Il a eu un fils Jean qui suit.

6. — COURBON (JEAN de), seigneur de Beauregard-en-Arvert et du Treuil-en-Oleron. Il épousa Jeanne de Pabole le 7 Janvier 1433. Conseiller du roi, il fut, dit notre document, inhumé en l'église des Célestins à Paris en 1471. (*Antiquité des Célestins à*

(1) Mazarin à Colbert, [Aix], 24 février 1660 (Aff. Etr., France 284, fol. 179).

(2) C'est l'« isolé » N° 2 de Beauchet-Filleau, qui le cite d'après Nicolas Alain. *De Santonum regione*. Edit. Audiat, p. 132. Voir à ce sujet, ce que pense Mgr de Beaumont, loc. cit., p. 67.

Paris, in 4^o p. 415.) Il eut de son mariage : 1) N.... mariée à Jean Gua. 2) N.... 3) *Jeanne* cité par Beauchet-Filleau dans ses « isolés » qui épousa Jean Vidaud, écuyer, seigneur de Chas-saigne, auquel Méry de Beaumont, son oncle, écuyer, seigneur de Cravans donna ses droits tant en Arvert qu'en Saint-Palais, châtellenie de Royan, par contrat du 24 novembre 1478, à cause d'Alix Sechele (?) leur grand'mère. 4) *Arnaud*, qui suit.

7. — COURBON (ARNAUD de), seigneur de Beauregard. Il épousa 1) Jeanne d'Izave, fille de Pierre, seigneur du Pin de Condese et du Breuil-Bozon et de N. Félic de Saint-Paul. Il n'y eut pas d'enfants de ce mariage. 2) Jacquette de la Tour, fille du gouverneur du Limouzin. Le 24 septembre 1494, nous trouvons Arnaud comme Seigneur de Beauregard et de Chaillevette, rendant hommage à Charlotte de Bretagne, veuve Villequier à cause d'Arvert et de Chaillevette. Prisonnier à la Conciergerie pour la querelle des seigneurs de Villequier et de Pons sur la possession de l'Ile d'Oleron, Marennes et Arvert, Arnaud fut aussi l'un des nobles de la Sénéchaussée de Saintonge armé en équipement de brigandier, mandé pour le renfort du roi en Bretagne pour la charge de M. de Saint-Gelais, leur capitaine suivant la montre faite à Liffre en Bretagne le 18 octobre 1491. Quatre filles sont nées de ce dernier mariage. 1) *Esmérance*, mariée à Jean de Rabainc, écuyer, fils de feu Jean, écuyer seigneur d'Usson et de Jacquette Bertrand. Avec ses sœurs, Esmérance est indiquée dans le partage des biens de leur père, le 22 janvier 1514. 2) *Marie* qui épousa Amaury Bouchard, licentié ès-lois, fils de François Bouchard lieutenant général pour le roi en Saintonge. 3) *Isabeau*, citée par Beauchet-Filleau, épousa Pierre d'Angliers, écuyer, seigneur de la Sauzaie. Dans le partage précédemment cité Pierre d'Angliers avait cédé à Denis des Tourettes, seigneur de Pisaux, veuf de Jeanne de Courbon les droits d'Isabeau sa sœur dans la succession de Jeanne. 4) *Jeanne*, mariée à Denis des Tourettes, écuyer, seigneur de Pisaux en Saintonge ; elle décéda ayant fait donation à son mari. Nous mettons à la suite *Jacques de Courbon*, batard légitimé en 1517, homme d'armes de la campagne de quatre-vingt lances des ordonnances du roi sous la charge du duc de Lorraine leur capitaine, suivant la montre faite à Senlis le 19 mai 1515. On le trouve aussi homme d'armes de la compagnie de cent lances de l'ordonnance du roi dans la charge de Mgr de Barbezieux successeur de Mgr de Bayard, suivant la montre faite à Avignon le 11 septembre 1524. Jacques n'est pas entré dans le partage des biens d'Arnaud fait par ses quatre filles.

§ III. — BRANCHE DE LONGUEVAL

10. — COURBON (CHARLES-LOUIS DE) chevalier seigneur baron de Seurre, dit comte de Longueval, puis comte de Courbon. Il se maria trois fois : 1) en 1651 avec Gabrielle de Bossut, sa cousine issue de germains, fille de Jacques, chevalier seigneur comte de Longueval et de Gaspard de Courtenay ; 2) Avec Marie de Bossut, sœur de la précédente ; 3) le 5 février 1701 avec Louise-Honorée-Reine de Lur-Saluces, fille de Claude-Honoré, comte d'Uza et de Claude Françoise de Saint-Martial de Drugeac (extrait des actes de la paroisse de Saint-André-des-Arts à Paris). En 1656, nous le trouvons comme lieutenant de gendarmerie du duc d'Anjou. En 1685, il est enfermé à la Bastille où il est interrogé le 11 avril. Il est de nouveau enfermé à la Bastille pour avortement, le 21 novembre 1689. Notre document indique comme armes gravées à Charles-Louis de Courbon, comte de Longueval, chevalier de l'ordre de Saint-Michel : *écartelé au 1 et 4 d'or et 3 boucles d'or, au 2 et 3 d'or à un sautoir de gueule au trescheur fleuri et contre-fleuri de sinople. Sur le tout, de France à bordure d'or, écartelé d'or à 3 tourteaux de gueule. Support : deux lions. Cimier un aigle à deux têtes.*

De son mariage avec Gabrielle de Bossut, Charles-Louis eut :

11. — COURBON (Louis de), dit Longueval qui épousa N. de Saluces, dont il eut N. mariée en 1724 à Lord Derkenmar (?) d'Ecosse.

§ IV. — SECONDE BRANCHE DE SAINT-LÉGER

10. — COURBON (LÉONARD de), seigneur de Saint-Léger, fils puîné de Charles et de Gabriel d'Agès. Il épousa en 1648, Suzanne de Mendosse, fille de Guillaume de Mendosse, écuyer seigneur de la Clisse et de Jeanne Gallet. Beauchet-Filleau nous le montre dans une transaction qu'il passait le 12 décembre 1613 avec Marie de Verdelin, veuve de Jean-Louis de Bremond d'Ars, par laquelle il consent moyennant le paiement d'une somme de 500 livres versée comptant, à ce que la terre d'Orlac relève dans l'avenir de l'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers. Dans un de nos documents, Suzanne de Mendosse présente une requête le 29 septembre 1671 au lieutenant criminel de Saintes contre le maréchal d'Albret, pour affaire de chassés, dans laquelle requête, Suzanne de Mendosse dit qu'elle avait deux fils et une fille, l'un âgé de 14 à 15 ans et l'autre de 12 à 13 ans et la fille de 7 à 8 ans. Le

procès était encore pendant en 1684. Si nous avons perdu la trace de la fille, nous avons en revanche trois garçons. 1) *Jean (alias Jacques)*, chevalier seigneur de Saint-Léger, né à Pons le 4 mars 1649. Il entra dans la marine en 1664, lieutenant des gardes de la marine à Brest en 1687, lieutenant de vaisseau en 1688, capitaine de vaisseau, chevalier de Saint-Louis en 1693. Il mourut en 1719 sans enfant de son mariage qui eut lieu le 12 avril 1692 (*contrat reçu Maréchal*) avec Catherine Carel, veuve en premières noces de Gabriel Dorin écuyer seigneur du Poirou et fille du feu « Carel, conseiller secrétaire du duc d'Orléans et de Renée Pascaud. Le mariage eut lieu après actes respectueux dans lesquels il est dit que « la dame est de première qualité et très riche. » (*min. Maréchal*). 2) *Jacques*, dit le Chevalier, chevalier, seigneur de Saint-Léger. Capitaine de vaisseau il est resté célibataire. C'est le même sans doute que le *Charles*, chevalier seigneur de Saint-Léger, décédé à Rochefort (1) le 21 avril 1725 et inhumé dans l'église Saint-Louis, également capitaine de vaisseau. C'est lui qui tua en duel François-Amadieu d'Albret, comte de Miossans. Depuis longtemps déjà il y avait des démêlés entre la famille de Courbon et les princes de Pons, « soit, dit Cazaugade (2), à l'occasion des pêcheries de la Seugne, soit au sujet d'un partage de succession. En effet, Françoise de Courbon, se croyant lésée dans ses droits à la mort de Guy de Courbon et de Bonaventure Vigier de Chalonne, ses père et mère, avait, par un acte de 1561 donné procuration à Jacques de Pons, son mari, pour procéder contre son frère, François de Courbon ; de là une haine implacable entre les deux familles. »

3) *Jean-Léonard* qui suit.

11. — COURBON (JEAN-LÉONARD de), seigneur de Saint-Léger, Berneuil. Marin également, il termina sa carrière comme capitaine de vaisseau. Il épousa en 1690, Madeleine Guinot de Monconseil, dont il eut : 1) *Charles-Marie-Antoine*, qui suit ; 2) *Eustelle*, (*alias Anne*), qui épousa le 5 juillet 1710 (*contrat reçu Pas-*

(1) Nous ne pouvons être plus affirmatifs que Beauchet-Filleau. Nous avons pu nous procurer la copie de cet acte mortuaire grâce à l'obligeance de M. Deniel, bibliothécaire de la ville de Rochefort. Malheureusement cet acte ne donne aucune indication de parenté.

(2) *Recueil Com. des Arts. Ch. Inf.* IX, 1887-1888, p. 35. Cazaugade, Duel de Jacques de Courbon avec François-Amadieu d'Albret, comte de Miossans (29 janvier 1672).

quier) Louis-François d'Aiguères, chevalier seigneur des Razes, capitaine d'infanterie au régiment de Fresnel, chevalier de Saint-Louis, fils de François, lieutenant colonel du régiment de Flandres et de Marguerite de Meaux. 3) *Jacques*, chevalier de Saint-Louis, qui décéda en 1736, après avoir eu de Marguerite Chobellet, *Auguste*, fils naturel mais légitimé qui épousa Marie Lhoiry, fille du garde-forestier du seigneur de Saint-Léger. Dans un acte d'acquisition de 1742 (Esraïble, notaire à Pons), Auguste de Courbon est qualifié d'« Instructeur de la Jeunesse. » Il décéda le 7 août 1738. Il eut pour enfants : 1) *J. Auguste* ; 2) *Marie*, mineurs en 1755. Jacques, fils de Jean-Léonard, et son fils Auguste eurent à soutenir des procès ruineux, après quoi vinrent leurs mésalliances, ce qui causa leur ruine définitive (1).

12. — COURBON (CHARLES-MARIE-ANTOINE de). Né en 1695, il épousa en 1719 Marie-Madeleine du Clerc dont il eut : 1) *Jean*, né en 1720, appelé le marquis de la Roche-Courbon. Il fut colonel du régiment de Forez et mourut sans enfants. 2) *Jean-Hippolyte*, né en 1721 ; il fut nommé chanoine de Notre-Dame de Paris, le 20 mai 1737. 3) *N.*, née en 1724, décédée pensionnaire à l'abbaye de Beaumont-les-Tours. 4) *Jacques-Charles*, brigadier des armées du roi qui épousa Marie-Victoire Gaillard de la Vacherie. 5) *Joa-chim*, prêtre, prieur commendataire du prieuré du Plessis-aux-Moines, de l'ordre de Saint-Benoit. 6) *Françoise* qui épousa : 1) *N.* de Couvignac. 2) Pierre Pinson, capitaine du port de La Rochelle. 7) Peut-être aussi *Marie-Louise*, qui épousa Jean Desmé, baron de Saint-Elie (2). 8) Peut-être enfin *Marie Bénigne*, que nous trouvons souvent marraine à Contré. Elle avait épousé Martial Mathieu Monbeau, intendant de M. le marquis de Blénac et procureur fiscal du comté de Blénac (3). Elle mourut à 66 ans le 14 septembre 1788 (4).

(à suivre).

D^r BOURRIAU.

(1) Voir Cazaugade. *Pêcheries de la Seugne. Recueil Com. des Arts.* XII, p. 401.

(2) Ces derniers personnages cités d'après Cazaugade, *loc. cit.*, p. 401-402.

(3) Enterré dans l'église de Contré ; la plaque de sa sépulture dans le pavé existe encore, martelée et usée.

(4) Voir au sujet de Marie Bénigne : *De quelques Courbon de la Roche-Courbon ; Bul. Revue Société, Archives Saintonge*, XV, 1895, p. 443 et 446.

NOTES D'ETAT CIVIL

MARIAGES

A Saintes, le 19 avril 1927), a été béni le mariage de Mlle Lucette Lamor, fille de M. Fernand Lamor, avocat général à Poitiers, avec M. Paul Méchadier, avoué à La Rochelle, fils de M. François Méchadier, avoué à La Châtre.

Le 28 mai 1927, à Paris, a été béni le mariage du comte Paul de Latour de Geay avec Mlle Jane Pastourel.

Le 7 juin 1927, à Exireuil (Deux-Sèvres) a été béni le mariage de M. Xavier de Béranger avec Mlle Josephe Debruyn.

Le 25 août 1927, à Genève, a été célébré le mariage de M. Henry Marchat, consul de France, attaché au ministère des Affaires étrangères, avec Mlle Jeanne Réau, fille de M. Raphaël Réau, chevalier de la Légion d'Honneur, Consul de France à Genève.

Décès

12 mars 1927, décès subit à Saintes de M. Adolphe Maillard, professeur au collège, âgé de 62 ans. Il laisse une fille, Mlle Suzanne Maillard. (Voir l'*Indépendant* du 16 mars.

Le 15 avril 1927, à Saintes, est décédée Mme Anatole de Bonsonge, née Marie Adelaïde Coffinières de Nordeck, âgée de 84 ans.

Le 20 avril 1927, est décédée au logis de Gardépée, près Cognac, Madame veuve Maurice de Jarnac de Gardépée de Salignac, née Marie-Antoinette Huvet, âgée de 69 ans.

Elle laisse deux fils ; MM. Georges et François, et une fille, Mme Martial Redon.

Le 27 mai 1927, à Saintes, est décédé M. René-Jean-Marcel Baron, avocat, âgé de 65 ans.

Il laisse deux filles, Mmes Trouvé et Thomas.

Est décédé à Saint-Genis de Saintonge, le 4 mai, le comte Joseph Pernet de Fleury, âgé de 62 ans. Il a été inhumé à Saint-Sigismond de Clermont. Il laisse un fils, M. Jacques, et une fille, Mlle Marie.

Le 7 mai 1927, est décédé à Saintes M. Charles Inquinbert, âgé de 71 ans,

Le 1^{er} juin, à Saintes, Mme veuve Alexis Julien Laferrière, née Marie-Thérèse Drilhon, est décédée, âgée de 83 ans, mère de notre confrère M. Julien Laferrière, notaire. Elle laisse MM. Jean-Julien

Laferrière, inspecteur des contributions directes ; Mme Madelaine en religion Sœur Noël, de l'ordre des Petites Sœurs des Pauvres ; Louis, capitaine de vaisseau en retraite, commandeur de la Légion d'Honneur, directeur des Phares de Turquie ; Mme Marthe Bouyer ; Georges, médecin major de 1^{re} classe, Chevalier de la Légion d'Honneur ; Henri, ingénieur des Arts et manufactures, chevalier de la Légion d'Honneur ; Alexis, Gouverneur de la Banque de Syrie et du Grand-Liban.

Le 5 juin, à Besançon, est décédé notre confrère M. Le docteur Félix Prieur, directeur honoraire de l'Ecole de médecine, bibliothécaire en chef honoraire de l'Université de Besançon. Chevalier de la Légion d'Honneur, officier de l'Instruction publique, âgé de 68 ans. Il laisse deux fils et deux filles.

Le 3 août, à Saintes, est décédé M. Louis-Victor Poupet, percepteur, âgé de 47 ans. Il laisse deux fils : MM. Michel et Serge Poupet. L'inhumation a eu lieu à Cozes.

Fin août ou premiers jours de septembre 1927, est décédée à Genouillé, Mme de Schelling, née Hardy de Blanzay, âgée de 104 ans, veuve de von Schelling, musicien de grand talent, qui donna des concerts à la Cour de Napoléon III. Une de ses sœurs est morte en 1926, à 99 ans.

Le 16 janvier 1927, à Paris, s'est éteint chez lui, un Saintais (1), devenu parisien comme s'il fut natif de Paris, qui, au cours de sa longue vie, eut une existence très mouvementée, vagabonde, mêlée aux événements politiques de la fin du second Empire, du siège de Paris et au grand mouvement artistique dit impressionisme, critique influent, collectionneur riche, habile, heureux, très connaisseur, bienfaiteur des Musées de Paris (2), dernier représentant d'un groupe d'hommes qui luttèrent contre l'Empire et l'Académie des Beaux-Arts et aussi des élégants de cette époque, — un fossile disait-il de lui (3), — presque ignoré de la

(1) Son grand-père a été tué d'un coup de pied de cheval à cent ans ; sa mère est morte très jeune, et un de ses neveux a été assassiné à Madagascar.

(2) En raison de ses dons au Petit-Palais, M. Jean de Castellane, vice-président du Conseil Municipal de Paris, a prononcé un discours sur sa tombe (22 janvier)

(3) « Ce critique, homme du monde, était un Parisien de Paris, comme Degas a écrit M. Thibaut Sisson dans *Le Temps*. — Il nous souvient de l'avoir rencontré plus d'une fois, aux côtés d'Aurélien Scholl, sur le perron de Torton. Il se flattait d'être le dernier représentant de cette race de boulevardiers, aujourd'hui

génération actuelle, si bien que l'on compta à peine vingt-cinq personnes à son enterrement. C'est un tort de vivre trop vieux ! Tous les amis disparaissent les uns après les autres, on reste isolé au milieu d'une foule composée de jeunes gens qui ont des goûts autres que vous, des idées différentes ! Mais, au moins, notre Saintais-parisien eut cette satisfaction rare d'assister au triomphe de ses idées politiques et artistiques, il vit établir la République et tous les peintres dédaignés (1), hounis, primer ceux qui leur prodiguèrent leurs indignations. En revanche, il ne comprenait rien à la peinture nouvelle.

Wistler a fait son portrait qui est au Metropolitan Museum de New-Yorck, en pied, en habit noir, avec une pelisse rose sur le bras et un éventail à la main. (*Le Figaro* du 22 janvier a reproduit le buste). En 1919, Van Houten l'a représenté en pied, debout, de face, en veston (*Voir Gazette des Beaux-Arts*, octobre-décembre). En 1868, Manet en avait fait un aussi en pied que Duret paya par une caisse de fine champagne. Il est au Petit-Palais.

Je parle de Jules-Emmanuel *Théodore* Duret, né à Saintes le 20 janvier 1838, de Jules-Emmanuel Duret, de Brie, notaire à Saintes (1833-1850) (2), et d'Angélique Henriette Lohmeyer.

Riche déjà, il a le goût des voyages ; il visite l'Exposition de Londres de 1862 d'où il envoie à l'*Indépendant* de Saintes, des lettres dans lesquelles il passe en revue les différentes sections. Mais

disparue, et dont il ne répudia que fort tard les traditions de suprême élégance. Grand, mince, distingué, il était resté jusqu'à ces dernières années d'une étonnante jeunesse d'allures. Un jonc à pomme d'or à la main, il arpentait, tous les après-midi, lentement ce cher boulevard, sur lequel, à l'angle de la rue Vignon, son appartement prenait jour. La démolition de sa maison lui fut un atroce crève-cœur. Il alla s'installer rue d'Amsterdam. Le boulevard était désormais trop loin. Il n'y reparut que très rarement, de plus en plus désenchanté et morose. »

(1) Refusés du salon de 1863 : Manet, Fantin-Latour, Bracquemond, Degas, Cazin, Whistler, les grands favoris d'aujourd'hui !

(2) Son père qui, avait épousé Mlle de Sainte-Anlaire de Brie, était un grand propriétaire foncier qui a possédé la Mauvinière, près Saujon, et le château de La Bellerie, en la commune de Clam.

Mme Duret, née Lohmeyer, est morte à Saintes, le 25 mars 1841, âgée de 29 ans. Elle est enterrée au cimetière de Saintes, avec cette épitaphe : *Angé pendant sa vie et maintenant dans les cieux elle prie pour ceux qui l'ont aimée et veille sur ses chers enfants qui lui ont coûté la vie.*

Elle est fille d'un armateur de Tonnay-Charente et son oncle Jérôme, né en 1800, mort à Brougnat (Basses-Pyrénées) en 1885, enterré à Saintes, a été sous-préfet de cette ville, puis inspecteur général des prisons.

la politique l'attire ! Des élections se préparent en avril 1863. Il a 26 ans, il se présente dans la troisième circonscription de la Charente Inférieure ; fils de légitimiste, il ne peut que chercher à faire échec au gouvernement. Dans une courte profession de foi, bien pâle, vague, il revendique sa qualité de « fils du pays ; je possède et je cultive comme tant d'entre vous une portion du vieux sol saintongeais. Je soutiendrai les principes bienfaisants de la liberté commerciale et les grands intérêts du commerce de notre pays que j'ai pu étudier en Angleterre et en Amérique. » *L'Indépendant* du 30 avril 1863 l'intitule candidat libéral non administratif. « On n'aurait, dit le rédacteur (J. Perreau) pas même l'ombre d'un prétexte pour l'accuser d'être un candidat hostile ou antidynastique. Il professe simplement une politique de paix et d'économie. » Il obtint 5812 voix contre 26934 à M. Eschasseriaux.

Il reprend ses voyages pour la maison de commerce qui est établie à Cognac sous le nom de Duret de Brie (1). Il parcourt l'Égypte, l'Inde, la Chine, le Japon, où il arrive après une révolution, ce qui lui permet d'acheter à vil prix des bronzes superbes (2), des estampes, des jades qui constitueront une collection remarquable dont le musée Cernuschi, le cabinet des estampes de Paris, profiteront.

En 1865, il visita le Portugal ; il arrive en août à Madrid où il fait connaissance avec Manet. Rentré en France, son ambition politique le reprend : il se lie avec les hommes les plus avancés de la gauche — les rouges comme on les appelait ! — Il lance la souscription Baudin ; il collabore au *Globe* fondé en 1868 où il traite des grandes questions politiques. *Le Globe* disparaissant, il fonde *La Tribune* avec Eugène Pelletan comme rédacteur en chef, Emile Zola, le général Cluseret, le futur membre de la Défense nationale, Glais-Bizoin, Jules Ferry. Sa polémique lui attire de fréquentes assignations en police correctionnelle. En 1869, « il relève, suivant l'expression d'Ossian Pic, fièrement le drapeau révolutionnaire. » Il affronte le corps électoral, qu'il effraie sans doute, car il recueille 1865 voix en tout et pour tout, dont 22 seulement à Saintes. Gaudin lui a coupé l'herbe sous le pied. Les journées de

(1) Elle était au nom de son père qui avait repris une *Association viticole* qui avait été liquidée. M. Duret père est aussi mêlé à la création de la Société vinicole de Saintes.

(2) Il a raconté sa chance dans son *Voyage en Asie*. Il réunit une collection de peignes japonais de toute beauté qui est en un musée de Berlin.

juillet 1870 arrivent. Il fait front résolument à l'armée allemande, la République récompense son attitude contre l'Empire. Il accepte les fonctions de maire-adjoint du IX^e arrondissement de Paris, auprès de Gustave Chaudey, et échappe par miracle au peloton d'exécution. Il racontera, d'ailleurs, toute cette période dans son *Histoire de France de 1870 à 1873*, très instructive.

Il abandonne dès lors le rôle politique, la maison de commerce est liquidée, il entre dans sa vraie voie, il achète des tableaux, ou plus exactement, il continue à acheter des tableaux. Il a le flair, c'est-à-dire l'intelligence qui comprend le mérite d'une idée neuve, son importance, permet d'avoir confiance en son succès, en l'avenir, et prévoit le bénéfice à en tirer. L'influence de Courbet avait agi vigoureusement sur les jeunes générations de peintres. Manet, par sa manière claire, lumineuse, les conquiert à son tour, et l'on voit surgir de la masse Claude Monet, Cézanne, Degas, Sisley, Berthe Morissot, Pissaro. Combien d'amateurs se détournèrent de ces *impressionnistes*, conspués la plupart du temps, à qui l'acquisition d'un tableau de 500 francs était citée comme un acte de folie. C'était en 1879 ! Durand-Ruel, en 1882, spéculait gros ! Le temps a marché, et les prix aussi. Duret eut pleine foi, il constitua une galerie qu'il renouvela ensuite, dont il détacha des pièces d'une haute valeur en faveur du Louvre ou du Petit Palais.

Non content de satisfaire ses goûts et de soutenir des méconnus, il voulut leur venir en aide par la plume et les défendre auprès du grand public.

« Les services rendus par Duret à l'art français, a dit M. Ch. Leger (*Figaro* du 22 janvier) sont incalculables. Ses livres, ses études, écrits en un style clair, naturel et précis, ont été traduits dans plusieurs langues, et souvent réimprimés. Il était connu de tous les fervents de l'art (1)... »

Notre excellent confrère M. Chesnier du Chesne, qui m'a si pleinement documenté en coupures de journaux et en notes sur Th. Duret, m'a appris quelques particularités, qui, au point de vue de l'histoire littéraire, méritent d'être conservées. M. Ch. Leger doit, paraît-il, publier une biographie complète de son ami Th. Duret ; nul doute qu'il ne nous renseigne complètement sur la collaboration de notre saintais avec Emile Zola. En attendant

(1) Les Goncourt, qui n'entendaient rien à l'impressionnisme, le consultaient sur l'art japonais et suivaient ses avis pour les choses d'Orient.

voici quelques indications. Zola édita en 1867, chez Dentu, une brochure sur *Edouard Manet*. Duret l'inspira. Dans *le Voltaire* et *le Bien Public*, il faisait de la critique d'art dont Duret fournissait les éléments nécessaires ; il se constitua le défenseur de Manet, Pissaro, Cezanne, Toulouse-Lautrec, sur les conseils de Duret, et l'*Œuvre* fut documentée par Manet et surtout par Duret. « Duret resta jusqu'à la fin, un intime de Zola. Il lui demeura fidèle, aussi bien au cours de ses luttes littéraires que pendant l'affaire Dreyfus et même après sa mort. C'est lui qui fit commander à José de Charmoy le buste qui s'élève dans le jardin de Médan et qui conseilla à Mme Zola de léguer au Musée du Louvre le célèbre portrait par Edouard Manet. » (*Léon Deffoux* dans l'*Œuvre* du 15 février).

Théodore Duret ne s'est pas marié. Il a institué héritiers son neveu, fils de M. de La Chaume (1), les deux fils de Mme d'Andu-

(1) Jules Duret, le notaire, eut deux enfants, Théodore et Julie, qui épousa M. de La Chaume.

rain, sœur de ce dernier, et des étrangers, avec obligation de vendre la totalité de ses collections.

M. Duret était des nôtres depuis 1884.

CH. D.

BIBLIOGRAPHIE DES OUVRAGES DE TH. DURET. — *Lettres sur les élections*, in-8°, 1863. Dentu.

Les Peintres français en 1867, in-12, 1867. Dentu.

Histoire de quatre ans, 1870-1873. 3 vol.

Histoire de France de 1870 à 1873. 2 vol. in-12 1893, Charpentier.

Les Napoléons.

Voyage en Asie, le Japon, la Chine, la Mongolie, Java, Ceylan, l'Inde, in-12, 1874, Lévy frères.

Les Peintres impressionnistes : Claude Manet, Sisley, C. Pissaro, Renoir, Berthe Morissot, in-12, 1878, Heymann.

Critique d'Avant garde (salon de 1870) les impressionnistes, in-12, 1885, Charpentier.

Essai de critique sur l'histoire militaire des Gaulois et des Français, in-12, 1901, *Revue blanche*.

Albums illustrés du Japon, catalogue, 1900, in-8, Leroux.

Histoire d'Edouard Manet et son œuvre avec un catalogue des peintures et pastels, in-4°, 1902, Floury.

Histoire de J. M. C. N. Whistler et son œuvre, petit in-4°, 1904, Floury ; nouvelle édition en 1914. Floury.

Album de Cezanne, en collaboration avec Octave Mirbeau, Fr.

Jourdain, Léon Wersh, in-4°, 1914, 75 pages avec 59 planches dont 3 en couleurs. Bernheim jeune.

Vue sur l'Histoire de la France moderne, in-12, 1913, Fasquelle.

Il a encore publié chez Bernheim en ces dernières années des monographies in-4° de Toulouse-Lautrec, Manet, Courbet, Van Gogh, Renoir.

BIBLIOGRAPHIE

BARRAUD (Dr). — *Nos enfants à la mer*, un volume in-16, 144 p.

Editions de l'Expansion scientifique française.

— *Le journal médical français* a publié *La puériculture helio-marine à Chatelaillon*.

— *Esculape* (juin) *L'enfant en Aunis et en Saintonge* (et un peu en Poitou) article illustré, résumant les préjugés et vieilles coutumes relatives au bas-âge des enfants (intéressant).

BRACKENHOFFER (Elie). — *Voyage de Paris en Italie, 1644-1646*, traduction d'Henry Lehr (pasteur).

Nancy-Paris, Berger-Levrault, éditeurs, 1927, in-8° 164 pages, 2 cartes, un portrait.

Les cahiers contemporains publiés sous la direction de Fernand Divoire.

Au delà de l'amour.

Le second chapitre est signé abbé Alta, docteur en Sorbonne, pseudonyme de C. M... de Montlien (qui publie une traduction des *Ennéades* de Plotin).

« Dieu est Amour et l'œuvre de Dieu dans la création est l'œuvre de l'Amour. Tout puissant et infiniment bon, son unique besoin est de créer des êtres auxquels il fasse part et de sa bonté et de sa puissance. »

Catalogue de la bibliothèque de la Coopérative régionale. Section de Saintes.

Saintes, imprimerie Delavaud, S. D. (1927), petit in-8° 31 pages. Série A. Romans. 1037 n°.

Série B. Histoire, géographie, voyages, 166 n°.

Série C. Divers, 194 n°.

CAPPON (P). — *La faïencerie de Marans*.

La Rochelle, imprimerie nouvelle Noël Texier, L.-J. Bothy, di-

recteur, 1927, librairie Pijollet, in-4° 117 pages, 6 planches en couleurs.

Catalogue des *objets d'art et d'ameublement des xvii^e et xviii^e siècles* etc... mis en vente publique au château du Pinier, commune de Beurlay les 10 et 11 juillet 1927.

Angers, imprimerie régionale, in-8° 19 p. 8 planches.

CLAUDIN (A). — *Documents sur la typographie et la gravure en France aux xv^e et xvi^e siècles*, album Maggs bros. éditeur. (voir plus haut).

CHEVALIER et AUDIAT. *Les textes français, xvi^e siècle*. Classes de 3^e, 2^e et 1^{re}, in-16 illustré.

DANGIBEAUD (Ch.). — *Minutes de notaires, notes de lecture, 3^e supplément*. Tapé à la machine par Mlle Yvonne Staïner, au Port d'Envaux 1926, in-4° 137 pages.

Il a été fait trois exemplaires déposés à la Bibliothèque nationale, aux bibliothèques de Saintes et de La Rochelle.

Ces notes se réfèrent en majeure partie aux minutes fin du xv^e, xvi^e et première moitié du xvii^e de la région Cozes-Saujon. Elles contiennent en outre, des aumônes dotales à des jeunes filles entrant à l'abbaye, aux Notre-Dame, aux Hospitalières et au Carmel (xvii^e, xviii^e siècles) à Saintes.

Réflexions critiques sur l'église d'Aunay.

Saintes, imprimerie Orléaguet 1927, in-8° 18 pages, 2 planches et un dessin.

FIGEROU (Pierre). — *La belle Madame Lescombat, son amant et son mari.*

E. Grevin, imprimerie de Lagny 1926, Paris, librairie Perrin, in-18, 240 pages. Nouvelle collection historique *Enigmes et Drames judiciaires d'autrefois*.

FROMENTIN. *Dominique.*

Paris, G. Servant, un vol. 1927 avec 12 aquarelles de Pierre Brissaud 21 × 16 (475 fr.)

GRASILIER (Léonce). — *Rétif de La Bretonne inconnu.*

La Rochelle, imprimerie Millon 1927, in-16 carré 108 pages, une gravure. Paris, librairie Alph. Margraff.

Ce petit volume est charmant. C'est une des plus jolies éditions, comme caractères, imposition, format, qui soit sortie des presses Rochelaises depuis longtemps.

Voir *Livres et Revues*.

GUERIN (abbé M.), curé de Touzac, Lignières, Sonneville et Saint-Palais des Combes.

Saint-Martin-de-Ré, imprimerie Jeanne-d'Arc, in-16, 263 et xi-pages, 1925.

« Comme Touzac, nous dit l'auteur dans la préface, ce livre est dû en grande partie à la guerre qui m'a permis, lorsque j'étais infirmier à Cognac, puis à Angoulême, de faire des recherches à la bibliothèque de Cognac et aux archives départementales. » La paix lui a donné le temps de compléter ses notes. « dans l'espoir d'apporter une modeste contribution à l'histoire générale de notre pays. »

Il apparaît très nettement que les temps récents, xviii^e-xix^e siècles, ont fourni la plus grande part de ces 263 pages. La généalogie des familles y gagnent beaucoup, et c'est assurément un profit très important. A noter, en particulier, celle des Poussard de Linières, celle des de Plas, qui posséda Linières (par le mariage de Judith Poussard, 10 nov. 1709) ; celles des de Labadie, seigneur de May, celle des Renouard, des d'Auzy.

Ce petit volume se présente bien, dans une très agréable impression.

LENS (Mme A. Réveillant de), *Le Harem entr'ouvert*. Paris, Calmann-Lévy, 1922, in-16, 326 pages, 14^e édition.

MEMAIN (René), *Rochefort-sur-Mer et le Pays Charentais* (Echillais, Soubise, Moëze, Saint-Nazaire, Port des Barques, Le Vergeroux, Saint-Laurent, Fouras, Ile d'Aix. La Rochelle. Editions d'Art Raymond Bergevin, 1927, in-16 carré, 9 planches.

Ce rapide résumé est intéressant, un des meilleurs volumes de la collection.

Les Elections municipales à Fontenay-le-Comte en janvier 1790.

La Rochelle, imprimerie Centrale, 1924, in-16, 16 pages.

Notice sur l'administration financière du corps de ville de Poitiers à la veille de la Révolution.

Fontenay-le-Comte, 1923, in-8, 35 pages.

Autour d'une distribution des prix, à l'occasion du centième discours d'usage au collège et au lycée de Rochefort 1824-1927. Sans nom d'imprimeur.

Mémoires du Cardinal de Pichelieu, tome VII, 1627. Edition de la Société de l'Histoire de France.

Le Petit Messager, 1926. (Journal trimestriel, fondée par l'Association des anciennes élèves de la Providence de Saintes).

MUSSET (Georges) et **MUSSET** (Jean). *Saintes* avec avant-propos d'Hector Talvart. La Rochelle, imprimerie de l'Ouest in-16 carré 1926. Editions d'Art de Raymond Bergevin.

Couverture illustrée, plan, dix photographies hors texte.

Dans la même collection :

Pons, par les mêmes, avec 9 illustrations ; *Saujon* (et environs) par M. de Vaux de Foletier, avec 8 illustrations ; *Rocheftort* par M. Memain, avec 9 planches, et un volume intitulé, *Charente-Inférieure*.

REVEILLAUD (Eugène) : *Les faucheurs de la mort, résumé de l'histoire de la Compagnie dite de Jésus.*

Paris Fischbacher 1926, in-8.

Royan pratique, tous renseignements utiles à tous.

Guide édité par l'agence Duchemin, Saintes, imprimerie Delavaud, in-12 128 pages, couverture illustrée.

Royan été 1927, guide offert par les Nouvelles Galeries.

Saintes, imprimerie Delavaud, in-12 60 pages couverture en couleurs, 2 vues en photo.

ROUSSIER (Paul). *Les origines du dépôt des papiers publics des colonies : le dépôt de Rochefort (1763-1790).*

Paris, au siège de la Société de l'histoire des colonies françaises in-8° s. d.

Saint-Jean d'Angély et sa région, guide archéologique, historique, publié sous les auspices de la Société d'archéologie. Imprimerie E. Baudelot, in 8° étroit, 1927, 32 pages, couverture en couleurs, plan, photographies de monuments à toutes les pages dessin de Willette.

Première édition, hors commerce.

Sans contrainte de politesse ou de complaisance pour faire plaisir à d'excellents voisins, on peut dire en toute sincérité que ce guide est d'une exécution séduisante très artistique. Le docteur Texier a signé la partie archéologique, excellente statistique monumentale de l'arrondissement d'une information sûre. M. Laclautre a écrit le chapitre historique et M. Rogée-Fromy quelques pages charmantes sur le commerce. En première page un sonnet proteste au nom de la ville.

Qu'un décret humilie et n'a point effacé.

Tout cela s'est fait sous l'inspiration d'un *Deus ex machina* qui reste dans l'ombre, mais que l'on devine à la perfection de l'ouvrage.

STEIN (Henri). *Archers d'autrefois, archers d'aujourd'hui.* Paris, Longuet, 1925, gr. in-4°, 10 fig.

THOMAS (Paul). *L'île d'Oleron à travers les siècles, esquisse du passé.*

Nancy, Imprimerie Berger-Levrault, 1926, in-8° 194 pages, un frontispice en couleurs et 7 gravures dans le texte, une planche en noir. Couverture en couleurs.

Chez l'auteur, à Saint-Pierre-d'Oléron.

La 13^e livraison du *Visage de la France*, publication illustrée des anciennes provinces de la France, est consacrée à la Saintonge, Poitou, Angoumois, avec texte par M. Valmy-Baysse.

VIVIELLE (Cl), *Note sur une carte manuscrite du voyage de Paul Lucas aux cataractes du Nil.*

Le Caire, imprimerie de l'Institut français d'archéologie orientale 1926, in-8 planches.

— *Note sur une carte manuscrite des Déserts de la Basse-Thébaïde* par le R. P. Sicard.

Le Caire. (*ut supra*).

Exposition coloniale de La Rochelle. *Catalogue de l'exposition des Souvenirs d'Extrême-Orient*.

La Rochelle, imprimerie Dionneau, 1927, in-16 23 pages.

[DERVIEUX, abbé]. *Surgères dans le Passé*.

La Rochelle, imprimerie de l'Ouest, 1927, in-16 carré 145 pages, dessins de Hervé.

LEVILLAIN. *Recueil des Actes de Pépin I^{er} et de Pépin II*.

Paris, imprimerie nationale, in-4°, 1926.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

(1^{er} juillet 1928)

(Le millésime placé devant le nom indique la date d'admission)

AISNE

1927. — GRASSIOT (Jéan), entrepreneur, Saint-Quentin.
1903. — MASSOUGNE DES FONTAINES (C^{ie} de), Saint-Quentin.

ALGÉRIE

1923. — DELOULAY, receveur principal des Postes, Alger.

BAS-RHIN

1913. — OUDET (baron Joseph), ingénieur en chef des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, Strasbourg.

CHARENTE

1901. — BERNARD DU MAINE (Marcelin), A 1901, château de Montausier, par Baignes.
1893. — BIAIS-LANGOUMOIS (Emile), A 1893, conservateur du Musée, Angoulême.
1885. — CHAGNAUD (Auguste), négociant, Cognac.
1882. — Bibliothèque municipale, Cognac. M^{lle} BIERK, bibliothécaire.
1924. — DELAMAIN (Robert), négociant, Jarnac-Charente.
1906. — HENNESSY (James), sénateur, Cognac.
1902. — HENNESSY (Jean), ambassadeur, château de Saint-Brice.
1926. — HENNESSY (Maurice), racheté, Cognac.
1898. — HÉRIARD (Hélie), négociant, Cognac.
1927. — MARTIN (M^{me}), Mainxe..
1895. — MARTIN (abbé), curé-doyen, Châteauneuf-Charente.
1921. — MARTIN-CIVAT, professeur, Cognac.
1878. — PINASSEAU, notaire honoraire, Angoulême.
1881. — RAMBAUD DE LARROQUE, Bassac.
1919. — SALUCES (M^{is} de), château de Saint-Mary.

CHARENTE-INFÉRIEURE

Arrondissement de Jonzac

1927. — ALLOS, notaire, Jonzac.
1927. — BOUCHÉ, maire, Saint-Eugène.

1927. — COUTIN, notaire, Jonzac.
1926. — DELAURIÈRE (Edg.), Archiac.
1890. — DUMONTET (André), Archiac.
1905. — Bibliothèque municipale, Jonzac.
1925. — LAMOISON (J.), Bessé, Montlieu.
1912. — MARTINEAU (René), Archiac.
1916. — MERLE (M^{me}), La Gorce, Soubran.
1925. — ROBERT (Paul), notaire, Archiac.
1883. — VIGEN (Dr Charles), membre du comité de publication, aux Gallards, près Montlieu.

Arrondissement de La Rochelle

1904. — Archives départementales, La Rochelle.
1925. — BARBOTIN (abbé), aumônier de l'hôpital de La Rochelle.
1926. — BARRAUD (Dr), Châtelailhon.
1899. — BAURÉ (Mgr Ovide), vicaire général, La Rochelle.
1910. — BÉRAUD, père, La Rochelle.
1875. — Bibliothèque municipale, La Rochelle.
1921. — BOURRIAU (Dr), La Rochelle.
1924. — CURIEN (Mgr Eugène), évêque de La Rochelle et Saintes.
1924. — MILLON, directeur de la *Gazette d'Aunis*, La Rochelle.
1917. — MONTBRON (C^{te} Maxime DE), château de Buzay, par Aytray.
1928. — PAPY, professeur, La Rochelle.
1928. — PIJOLET, éditeur libraire, La Rochelle.
1911. — RICHARD (abbé), curé de Notre-Dame, La Rochelle.
1928. — TORLAIS (Dr Jean), La Rochelle.
1939. — VAUX DE FOLETIER (DE), archiviste du département, membre du comité de publication, La Rochelle.
1898. — VOYÉ (abbé Ant.), doyen de La Jarrie.

Arrondissement de Marennes

1890. — CHAILLEVETTE (Commune de),
1926. — BOUINEAU, armateur, Le Château d'Oleron.
1875. — HIERS-BROUAGE (Commune de), maire, Verdier.
1894. — JEAN (Amédée), Saint-Pierre-d'Oleron.
1903. — LETELIÉ (E.), La Tremblade.
1925. — PELETTE, propriétaire, Arvert.
1887. — ROYAN (Bibliothèque Municipale de).
1924. — THOMAS (Paul), notaire, Saint-Pierre-d'Oleron.
1887. — VINCENT (abbé), Chanoine honoraire, Saint-Trojan.

Arrondissement de Rochefort

1926. — BENNAUVIGNE (abbé), curé de Saint-Georges-du-Bois.
1924. — BETHMONT (René), Château de La Grève, Puy-du-Lac.

1926. — BURLLOT, pharmacien, Fouras.
1884. — CUGNAC (lieutenant-colonel de), Rochefort.
1923. — MEMAIN (René), professeur au lycée, Rochefort.
1890. — REGELSPERGER (Gustave), *Racheté*, Rochefort.
1874. — ROCHEFORT (Bibliothèque municipale), conservateur, M. Deniel.
1908. — ROUSSEAU (Gabriel), Rochefort.

Arrondissement de Saint-Jean-d'Angély

1927. — ARNAUD, directeur de banque, Matha.
1893. — BONNET, O , inspecteur général honoraire des Ponts-et-chaussées, président de la Société archéologique, Saint-Jean-d'Angély.
1923. — DUCOUX (abbé), curé-doyen de Saint-Hilaire-de-Villefranche.
1878. — DUSSAUZE, instituteur en retraite, Blanzac.
1924. — FÉVRIER, conseiller municipal, Coulonges.
1875. — GODET (Marie-Gabriel), avocat, Saint-Jean-d'Angély.
1885. — MARCHAT (Arthur) , avoué, Saint-Jean-d'Angély.
1883. — MESNARD (Amédée), avoué honoraire, Saint-Jean-d'Angély.
1889. — PRIVAS (baron), La Rochecouvert, commune de Coivert.
1901. — ROGÉE-FROMY, négociant, Saint-Jean-d'Angély.
1904. — SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (Bibliothèque municipale), conservateur M. Mesnard.
1915. — TERCINIER (C^t Léon), , Gadeville, Brie-sous-Matha.
1923. — TEXIER (Dr), Saint-Jean-d'Angély.

Arrondissement de Saintes

1925. — ARMAND, (Emmanuel), au Pineau, Saintes.
1885. — AUDIAT (Dr Edouard), médecin en chef de la marine en retraite,  Saintes.
1878. — BABINOT (Ferdinand), avocat,  membre du Conseil d'administration, Saintes.
1920. — BATARD (Abel), expert-géomètre, La Chapelle-des-Pots.
1910. — BAUSTERT, architecte, Rue des Jacobins, Saintes.
1899. — BEAUD, avoué honoraire, cours National, Saintes.
1911. — BELLOT (Samuel), Saintes.
1901. — BERTHELOT (Jean), banquier, trésorier-adjoint, rue Pasteur, Saintes.
1874. — BIGNON, cours Lemercier, Saintes.
1919. — BLANCHET, cours National, Saintes.
1902. — BOURCY, notaire, cours National, Saintes.
1909. — BREJON, avocat-secrétaire de la Société, rue Saint-Maur, Saintes.
1925. — BREMOND D'ARS (Elie de), Marquis de Migré, rue R. de Montaigne, Saintes. *Racheté*.
1919. — BRUNET fils, entrepreneur, Saintes.

1902. — BURES (Maurice), avocat, vice-président, Saintes.
1883. — CAZAUGADE, industriel, Saintes.
1921. — CHAPSAL (Fernand), G. C. ✱, sénateur, maire de Saintes. Président d'honneur de la Société. Saintes.
1904. — CHAUDRUC DE CRAZANNES (Baron), Crazannes.
1927. — CLOUET professeur, Ecole Nicolas Lemercier, Saintes.
1920. — COUSIN, Directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, Saintes.
1874. — DANGIBEAUD (Charles), président, I C, membre non résidant du Comité des Travaux hist. et sc., Saintes.
1922. — DELAUAUD (René), libraire, Saintes.
1904. — DRESNAY (marquise du), château du Cormier, Saintes.
1926. — DUCOU (Dr), Cozes.
1898. — DUPEUX (abbé), curé de La Chapelle-des-Pots. *Racheté.*
1925. — FIRINO-MARTELL, logis de Didonne, Semussac.
1904. — FOUCHER (Marcel), à Prérour, commune de Pérignac.
1923. — GABET, secrétaire en chef de la mairie, Saintes.
1886. — GEMOZAC (commune de) maire : M.
1926. — GRISSAC (Dr DE), Cravans.
1910. — GUIGNON (Dr), Cours national, Saintes.
1921. — GUILLET (Louis), négociant, Saintes.
1921. — HUGUES, substitut, Saintes.
1900. — INQUINBERT (Louis), négociant, Saintes.
1919. — INQUINBERT (Abel), négociant, Saintes.
1912. — JEANDEAU (Mgr Gabriel), directeur de l'Institution de Notre-Dame de Recouvrance, Saintes.
1902. — JULIEN-LAFERRIÈRE (Joseph), notaire, Saintes.
1922. — MARTIN (Gaëtan), correspondant de l'Agence Havas, Saintes.
1914. — MARQUIÉ (Dr Jules), Saint-André-de-Lidon.
1884. — MESTREAU (Abel), membre du Conseil d'administration. *Racheté.* Saintes.
1926. — METZ (Baronne DE), Saint-Georges-des-Coteaux.
1925. — MONTAUD, propriétaire, Saintes.
1905. — MONTROGNON DE SALVERT (Comte de), à La Tillade, Saint-Simon-de-Pelouaille.
1918. — MORISSET (Raoul), Ecoyeux.
1921. — PARIAS, industriel, Mortagne-sur-Gironde.
1906. — PÉDÉZERT (Henri), inspecteur aux Chemins de fer de l'Etat, Saintes.
1887. — PELLISSON (Marcel), à L'Echalier, Saint-Seurin-d'Uzet. *Racheté.*
1916. — PLANTY (M^{lle}), aux Quatre-Portes, Saintes.
1892. — POMMEREAU (Gaston), à La Coudinerie, Cravans.
1909. — RENAUD (abbé), curé de Médis.
1926. — ROBILLARD, principal du collège, Saintes.
1877. — SAINTES (Bibliothèque de), conservateur : M. Ch. Dangibeaud.

1926. — SILVESTRE (baron DE), Saint-Georges-des-Coteaux.
1926. — TEXIER, Trésorier de la Société, 36, rue Saint-Eutrope, Saintes.
1905. — TERCINIER (C^e Paul), s. Saintes.
1880. — TORTAT (Gaston), juge honoraire, Saintes.
1924. — TRIOU (père), Logis du Haut-Perat, Les Gonds.
1928. — TRIOU (Jean), à Thérac, Les Gonds.
1918. — VALLEIN (Paul), négociant, maire, Chermignac.

DEUX-SÈVRES

1900. — BEAUCHET-FILLEAU (Paul), Chef-Boutonne.
1906. — LAMY (Dr), Melle.
1918. — MORISSET (Dr), La Foye-Montjault.
1893. — NIORT, (Bibliothèque municipale), conservateur M. Farrault.

GIRONDE

1883. — BENON (Georges), contrôleur principal des contributions directes, *Racheté*, Bordeaux.
1882. — BORDEAUX Bibliothèque municipale.
BORDEAUX Bibliothèque de l'Université, conservateur M. Teulié
1908. — FOURESTIER (Paul), Bordeaux,
1919. — GABORIT (G.), Bordeaux,
1896. — SALLÉ (Albert), La Mouleyre-Fronsac.

INDRE

1903. — AUDIAT (Dr), médecin, Chateauroux,

LOIRE-INFÉRIEURE

1903. — NANTES Bibliothèque municipale, conservateur M.

LOIRET

1887. — BEAUCORPS (baron-Adalbert DE), château de Reuilly, Chécy.

LOT-ET-GARONNE

1881. — SAGOT DU VAUROUX (Mgr), évêque d'Agen.

MAINE-ET-LOIRE

1903. — ANGERS bibliothèque municipale.
1883. — COUTANSEAU (Justin), 2, rue de Lesvière, Angers.

MEURTHE-ET-MOSELLE

1925. — NERVILLE (Guillebot DE), ingénieur, *racheté*, Nancy.

NORD

1901. — TROCHON (Paul), directeur général de l'Union industrielle du Nord, Lille.

SEINE

1925. — BAROT (Henri), artiste graveur, Paris.
1922. — BEAULIEU, bibliothécaire de la Caisse des consignations, rue Mongallet, Paris.
1902. — BOURCY (Joseph), ingénieur, Paris.
1926. — BOUTIN-CHAPITREAU (M^{me}), Paris.
1874. — CHASSELOUP-LABAT (M^{ls} DE), ✱, Paris.
1928. — CHENEREAU, Paris.
1914. — CHESNIER DU CHESNE, Paris.
1928. — DUTOIT, Paris. M. CHAMPION, Correspondant.
1923. — FONTORBE (M^{me}), Paris.
1913. — FORT (Gustave), secrétaire général du Crédit foncier, Paris.
1909. — HAFNER, libraire, rue de Condé, Paris. (Deux exemplaires).
1889. — LA ROCHEFOUCAULD (C^{te} Aimery DE), Paris.
1926. — MARCHADIER D'ESTRAY (DE), homme de Lettres, Paris.
1926. — MASSACRÉ (V^{te} Maxime DE), Paris.
1906. — MASSIOU (Léon), Neuilly-sur-Seine.
1927. — PAVILLON (DU), Paris.
1891. — PELLETREAU (Léon), Paris.
1919. — PHILIPPON (René), Paris.
1913. — SOTTAS (D^r Jules), médecin, Paris.
1886. — STEIN (Henri), professeur à l'Ecole des Chartes, *racheté*, Paris.
1918. — TAITTINGER (Pierre), député, Paris.
1923. — VIVIELLE (C^t), bibliothécaire du service hydrographique du ministère de la marine, président de la Société des Etudes historiques de Paris, Paris.

SEINE-ET-OISE

1901. — REVEILLAUD (Eugène), ancien sénateur, Versailles.

VENDEE

1905. — FLEURIMON (L.),  inspecteur honoraire des chemins de fer de l'Etat, La Roche-sur-Yon.
1910. — GAMBIER, notaire honoraire, Fontenay-le-Comte.

Vienne

1903. — POITIERS, bibliothèque municipale, conservateur M. Ginot.
1874. — SAINT-MARSAULT DE CHASTELAILLON (comte Maxime DE), Poitiers.

HAUTE-VIENNE

1927. — VILLIÉTS, Limoges.

TONKIN

1925. — BAUDRIT, chargé de cours au collège, Saïgon.

TUNISIE

1926. — GAILLARD, Société amicale des Deux-Charentes, Tunis.

ÉTRANGER

1922. — PÉRODEAU (Honorable), lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, Montréal, Canada.

1925. — Bibliothèque Saint-Sulpice, conservateur M. Ægidius Fauteux, Montréal.

1918. — JASKE, libraire, Londres. The John Rylands library.

1925. — NUTT (David), libraire. Londres.

1927. — DUESBERG DE LA MORINERIE, Verviers, Belgique.

1924. — Princeton librairie, M. Terquem correspondant, Paris.

1928. — MARTINUS NIJHOFF, libraire, S'Gravenhage, La Haye.

1928. — BAER (Joseph), libraire, Francfort-sur-le-Mein.

TABLE DES MATIÈRES

Abbaye Sablonceaux, 225.
 Petite académie des Dix de province, 68.
 Archives départementales, 37 ; — de municipalités, 37 ; — hospitalières, 37.
 Arènes, 67 ; — Fête, 195.
 Armoiries, 73.
 Arsenal de Brouage, 85.
 Atlantide, 69.
 Astrolabe de Champlain, 71.
 Avis et nouvelles. Séances du Bureau, 75 ; — admissions, 39, 76, 119, 149, 193 ; — Budget, 77, 193.
 Bataille en champ clos, 38.
 Béatification de Mgr La Rochefoucault, 150.
 Bibliographie, 58 et s. 155 ;
 Bibliothèque de Saintes. Dons. 40, 194.
 Cartulaire de Baigne, 38.
 Cimetières. Martray, 36, 71.
 Combat naval, 74.
 Commerce, 201.
 Concert. Conférence, 119.
 Coquillages amoncelés, 226.
 Coupes, 118.
 Dation. Style Pisan, 38.
 Diamants, 134.
 Distinctions, 39.
 DOCUMENTS :
L'évêque de la Rochelle et les serments pendant la Révolution, 113.
Lettre adressée par M^{rs} Louis-Gui Guirapin de Vauréal, évêque de Rennes, 26.
Notes sur l'abbaye de Saintes (Document), 21 et s. ; 110.
 Papiers de familles, 37.
 Education, recommandations, 72.
 Eglises. Saint-Eutrope, 67.
 Epigraphie, 145.
 Errata, 116.
 ETAT-CIVIL :

Décès : M^{me} M. Audiat, 154 ;
 M^{lle} Barbeyrac de Saint-Maurice,

Tome XLII.

196 ; — M. A. Battembourg, 154 ;
 M^{me} Baudry-Lacantinerie, 196 ; —
 M. Beau (Paul), 42 ; — M. Berbiguer, 42 ; — Général Bonnin, 79 ; — M. F. Bouffandeau, 80 ; —
 Colonel de Bremond d'Ars, 154 ; —
 M. Bunel ; — M^{me} Cognacq, 42 ; — M^{me} Coulon, 120 ; — M. E. Fournioux, 79 ; — M^{me} Gauly, 154 ; — M^{me} Grasilier, 79 ; —
 M. Grizet, 154 ; — M^{me} Julien-Laferrière, 196 ; — M. de La Grandière, 80 ; — M. Lenoir, 151 ; —
 M. de Lestrangé, 120 ; — Dr J. Martin, 154 ; — M^{me} Mestreau, 120 ; — M. Methé de Fonrémis, 42 ; — M. Modelsky, 154 ; —
 M. Muvozorins, 120 ; — abbé Ponnet, 78 ; — M. Perrier des Brousses, 120 ; — M. Prudhomme, 40 ; — abbé Rafy, 78 ; M. A. Revellaud, 79 ; — M^{me} de Sartre, 154 ; — M. Paul Sauvat, 42 ; —
 M. J. Sazeirat, 154 ; — M. l'abbé Suc, 120 ; — M. de Tamizey de Larroque, 153.

Mariages :

de Bouet du Portal — de Laage de Meuse, 155 ; — Duval-Chapsal, 120 ; — Guillet-Simon, 44 ; — Mignet-Triou, 155 ; — Pédézert-Mounier, 154 ; — Rogée-Fromy-Lusson, 155 ; — Sieyès de Veynes-Le Provost de Launay, 120 ; — Tercinier-Redon, 155.
 Etymologie de nom de lieu, 118, 145, 223, 225-227.
 Forçats, embarquement, 78.
 Généalogies, 37, 40, 167.
 Ile de Ré (défaite à), 147.
 Journaux dans la Charente-Inférieure, 270.
 Lettres d'indulgences, 37.
 Livre d'or, 78.
 Lycée de Rochefort, 125.
 Maison de l'empereur à l'île d'Aix, 194 ; — de M. Mancini, 73.

Manuscrits, 148.
 Mémoires, 72, 147.
 Manufacture, 39.
 Metayers angoumoisins, 74.
 Milliaires, 224.
 Monument commémoratif, 41.
 Monuments historiques, 100, 195 ;
 — budget des 100.
 Mottes, 224.
 Musée de La Rochelle, 195.
 Navigation, 198.
 Noblesse (prétention de la), 12.
 Peintre, 119.
 Poésies, 68.
 Police, 9, et s.
 Portrait, 77.
 Préhistoire, voir *pierre à dessins*.
 Prière, 118.
 Prisonnier de guerre, 225.
 Prix décerné, 119.
 Protestantisme, 19 et s., 74, 228 ; —
 Cimetière des protestants, 71.
 Consistoire de La Rochelle, 117 ; —
 Synode d'Aunis, 117.
 Registres protestants, 38, 71.
 QUESTIONS :
 Cimetière de Saintes, cimetière de
 Saint-Vivien, 144 ; — Eglise
 d'Enandes. Ventres rouges, 35.
 Raisins de la Saint-Sixte, 36.
 Recensement, 194.
 Recherche de cuivre, 195.
 Régiments de Rochefort, 73.
 Représentation théâtrale, 149.
 Révolution, 113.
 Révolution à Saintes, 45 et s.
 Rivières, 224.
 Siège de La Rochelle, 147.
 Sirventès politique, 70.
 Souhaits de premier de l'an, 40.
 Suppressions des sous-préfectures,
 149.
 Stations gallo-romaines, 68.
 Tableaux, 150, 195.
 Teinturiers, 227.
 Temple (ordre du), 38.
 Tombe gallo-romaine, 148.
 Tours à Saint-Jean d'Angély, 194.
 Trésor d'Argenterie, 118.
 Troubadour, 226.
 Vaisseau, 148.
 Verrerie gallo-romaine, 148.
 Voûte de Saint Pierre de Saintes,
 150.
 Voyage en Saintonge, 75.

LIVRES ET REVUES : comptes-rendus.

— *Adolescence de Rabelais en Poi-
 tou*, 146 ; — *Archives historiques
 du département de la Gironde*, 75 ;
 — *Bibliothèque de l'Ecole des Char-
 les*, 37 ; — *Bulletin des Comple-
 rendus de l'Académie des Inscrip-
 tions*, 118 ; — *Bulletin de la Société
 des antiquaires de France*, 73 ; —
*Bulletin de la Société des antiquai-
 res de l'ouest*, 145, 148, 227 ; —
*Bulletin de la Société des antiquai-
 res de Picardie*, 226 ; — *Bulletins
 et Mémoires de la Société archéolo-
 gique de la Charente*, 39 ; — *Bul-
 letin de la Société historique et ar-
 chéologique du Périgord*, 72 ; —
*Bulletin trimestriel de la Société ar-
 chéologique de Touraine*, 146 ; —
*Bulletin de la Société d'Emulation
 du Bourbonnais*, 225 ; — *Bulletin
 de la Société des Etudes du Lot*, 227 ;
*Bulletin de la Section de géographie
 du Comité*, 68 ; — *Bulletin de la
 Société de géographie de Rochefort*,
 72 ; — *Bulletin philologique et his-
 torique du comité*, 36 ; — *Bulletin
 de la Société de l'Histoire du Pro-
 testantisme*, 71, 116 ; — *Bulletin de
 la Société polymatique du Morbihan*,
 74 ; — *Bulletin Religieux*, 118 ; —
*Bulletin de la Société des Sciences,
 Lettres et Arts de Pau*, 73, 145 ; —
Regnabit, 117 ; — *Catalogue des
 manuscrits des bibliothèques*, 148 ;
 — *Dictionnaire d'archéologie chré-
 tienne et de liturgie*, 36 ; — *Gazette
 des Beaux-Arts*, 118, 119 ; — *His-
 toire des Protestants et de l'Eglise
 réformée de l'île de Ré*, 228 ; —
*Mémoires de la Société des Antiquai-
 res du Centre*, 39 ; — *Mémoires de
 la Société archéologique de Montpel-
 lier*, 38 ; — *Mémoires de la Société
 historique du Cher*, 227 ; — *Nova
 Francia*, 73, 228 ; — *Pays de France*,
 69 ; — *Les quatre sergents de La
 Rochelle*, 77 ; — *Révolution fran-
 çaise*, 225 ; — *Revue du Bas-Poitou*,
 147 ; — *Revue des Etudes ancien-
 nes*, 36, 145, 223 ; — *Revue Heb-
 domadaire*, 226 ; — *Revue histori-
 que*, 36 ; — *Revue Mabillon*, 225 ;
 — *Romania*, 70, 226 ; — *Supplé-
 ment à l'histoire universelle d'A-
 grippa d'Aubigné*, 74 ; — *Le grand*

tourisme ; — *The works of Samuel de Champlain*, 71 ; — *Les voussures à personnages sculptés du musée d'Athènes*, 71.

VARIÉTÉS :

L'ancienne chaire à prêcher de Saint-Jean-d'Angély, 137 ; — *Bernard des Jeuzines*, 45 ; — *Le Cardinal de Richelieu à Saujon*, 132 ; — *La chanson du chevalier Argant*, 34 ; — *Les droits féodaux au XVIII^e siècle*, (Crazannes), 158 ; — *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin*, 5 et s., 81 et s., 197 ; — *La monnaie fiduciaire en Charente-Inférieure, 1792-1924*,

183 ; — *Monographie de Semussac*, 26 et s., 103, 139 ; — *Painbénit*, 216 ; — *Pierre à dessins préhistoriques de la grotte de La Roche Courbon*, 179 ; — *Sur Pierre Loti*, 97 ; — *Le puits de Chalezac*, 214 ; — *Quelques mots d'histoire locale*, 121 ; — *Rapports sur la fouille infructueuse à la recherche de la duchesse de Berry*, 216 ; — *Réparation d'injures faites au Père Sernole*, 218 ; — *Les variations de signature chez les Méchain*, 1.

Gravures : dessin préhistorique, 181 ; — *Chaire à prêcher*, 136 ; — *Puits de Chalezac*, 214.

TABLE ONOMASTIQUE

par M. l'abbé Dupeux

A

Abzac (Henri-Venance-Augustin d'),
72 ; — Pierre, 72.
Accarie Aimery, 139, 233 ; — Jean,
158, 173, 253.
Agerne (Agernacus), 256. Voir *Jar-*
nac.
Agès (Gabriel d'), 291 ; — Jeanne,
Gabrielle, 176.
Agesinate (peuple), 60.
Aiguières (François d'), 293.
Aix (île), 194.
Albertville, 80.
Albon (d'), marquis, 38.
Albret (Jeanne d'), 145..
Albret (François Amadieu d'), de
Miossans, 292 ; — maréchal, 291.
Alienor d'Aquitaine, 153, 260, 269.
Allos, 268.
Almodie de Thouars, 109.
Alphin, officier, 34.
Alquier, 117.
Alsace, 225.
Ambleville (Philippe d'), 141. Voir
Jussac.
Amproux de la Massais, 161.
Amyand, notaire, 4, 134 et s.
Andrieu (Adrienne), 28.
Angennes (Masie d'), 178.
Angleterre, 199 et s.
Angliers (Pierre d'), 290.
Angoulême (Jean d'), 70, 172.
Angoulins-sur-mer, 270.
Anjac, 176.
Anjou (duc d'), 216, 291.
Anne d'Autriche, 273 et s.
Antigny, 224.
Archiac, 218.
Guillaume d'Archiac, 289 ; — Jac-
ques, 220.
Ardouin (Jean), 24.
Argoubet (d'), 196.
Arles-sur-Tech, 100.
Armentières (d'), 105.

Arnaud, 53, 193.
Arquesson (Pierre), 259.
Ars-en-Ré, 6.
Arthenac, 221.
Artigoiti (Pierre d'), 174.
Arvert, 68, 109, 214, 290.
Asnières, 93.
Asnyères (Jehan d'), 172.
Assérac (M^{me} d'), 17.
Athènes, 71, 196.
Aubert (Jacques), 28.
Aubigné (Agrippa d'), 74.
Aubin-Dumoustier, 37.
Aubry, prévôt, 170.
Aubrac, 265.
Auché, 119.
Audebert (François), 259.
Audenarde, 274.
Audiat (Madeleine, 154 ; — Louis,
65, 122, 171, 289.
Augereau (François), 51 ; — Wil-
liam, 70.
Aulnay (Charente-Inférieure), 69-71,
158 et s., 194, 224, 272.
Aunis, 11-12, 117, 257.
Aussy (Joly d'), 254.
Auxonne, 174.
Auxerre, 176.
Availe (Pierre d'), 233.
Avallon (Charente-Inférieure), 68.
Avrillé (Vendée), 94.

B

Baignes (Charente), 263.
Baillé, prêtre, 28.
Balande, 195.
Ballarin (de), 205, 288.
Bar à Lécuse, 170.
Barail, fief, 105.
Baranquet, Jésuite, 75.
Barbarin, enseigne, 96.
Barbeau (Marthe), institutrice, 27.
Barbeyrac de Saint-Maurice (Marie-
Alexandrine-Blanche), 196.

Barbezieux, 83, 271, 290; église, 218; couvent, 219.
Barbotin, doyen, 26, 72, 106.
— graveur, 151.
Bardécille, 27.
Bargeaud (Marcelle), 28.
Barrault (famille), 80.
Barre, 176.
Barre de La de Larivaux, 105.
Barreau (Michel), laboureur, 74.
Barrère, conventionnel, 113.
Barrel, 218.
Barzan (Charente-Infér.), 54, 215.
Barthou (Louis), 98, 121.
Bassac, 172.
Batasse, fief, 177.
Battembourg (Adolphe), 154.
Batz (de ile), 208.
Baudéan de Parabère, abbesse, 21 et s.
Baudens (Jean-Marie Bertrand), institutrice, 27.
Baudrit (A.), 35.
Baudry-Lacantinerie, 196.
Bayonne, 99, 134 et s., 199, 275.
Bazinet (Pierre), prieur, 265.
Beau (Paul), ambassadeur, 42.
Beaubassin-en-Acadie, 37.
Beaucaire (Gard), 145.
Beauchâteau-en-Rouergue, 174.
Beauchesne (Th.), 73.
Beaud, avoué, 119.
Beaulieu, 272.
Baumont (famille de), 26, 141, 168, 173, 175, 290.
— évêque, 26, 168, 289.
Beauregard (de). Voir famille de Courbon.
Beauregard (de), prêtre, 115.
Beauregard-en-Arvert, 289.
Beauveau (famille), 37.
Beauvoir (Pierre), Officier de la Grande Ecurie, 135.
Béchillon (Charles de), 30, 103, 176; Marie, 104.
Bel Air en Crazannes, 253.
Belcier (Louis de et famille), 134, 215.
Belgique, 251.
Béliard, prêtre, 153, 260.
Bémont, 259.
La Benate (Charente-Inférieure), 80.
Bendall (Arnold), 40.
Bennauvigne (L.), prêtre, 149.
Béraud, 254; Antoine, 133; Jean, 220; Louis, 166; Pierre, 221.
— du Pérou, 150.

Berbiguier (Etienne-Jean-Alexandre), 42.
Bérenger, 120.
Bergerac (Dordogne), 109, 257.
Bernard, instituteur, 27; Georges, 196, Guillaume, 235; Vincent, 233.
Bernard des Jeuzines, 45 et s., 269.
Berne (Suisse), 43.
Bernessard, fief, 253.
Berneuil (Charente-Inférieure), 292.
Bernstramm (Léopold), sculpteur, 41.
Berry (duchesse de), 216.
Berry (Laure), institutrice, 28.
Bertier (Mgr Jean-Ludovic de), 21.
Berthomé, peintre, 119.
Berton (R.), 119.
Bertrand (Louis), 156.
Beasier, 118, 224.
Bettignies (Louise de), 269.
Biais, 39.
Bichof (Gabriel), verrier, 231.
Billarderie (La), 76.
Billaud-Varennes, 113.
Blanchard, apothicaire, 34; François, 253; Sauvestre, 238.
Blaye (Gironde), 61, 133, 207, 263, 279.
Blénac (marquis de), voir les Courbon, 293.
Blondet, 34.
Bochart Sarron de Champigny (François), intendant, 93.
Bodin (Mme), 42.
Boivin, Chenal, 85.
Boisnard, officier municipal, 110.
Boisrond (de), chevalier, 105.
Boisvallon, fief, 220.
Bomier, avocat du roi, 284.
Bondon (Nelly), institutrice, 28.
Bonhomeau, 24.
Bonnet (dit Saint-Jean), 250.
Bonnet de Lescure, ingénieur, 65.
Bonnet (François), couvreur, 136.
Bonnin, général, 79.
Borde, fief, 32.
Bordeaux (Gironde), 82 et s., 132, 147, 208 et s., 226, 258, 263, 279.
Bordier, née Eveline Pineau, institutrice, 28.
Boscal de Réals (Léon de), 176.
Boson, évêque, 38.
Bossé, instituteur, 179.
Bossut (Jacques de), 291; — Gabrielle, 291; — Marie, 291.

Bouc... 112.
Bouchanelière (La), 246.
Boucherau, en Macqueville, 116.
Bouchard (Amaury), 146, 290 ; — François, 290.
Bouché (Clément), 193.
Bouchelanière (La), 253.
Boucher (François), prieur, 263.
Bouchet (Guy du), 233.
Bouet du Portal (de), 153.
Bouffandeau, (Félix), 80.
Bouguereau (William), 151.
Bouineau, armateur, 193.
Bouisseron, 222.
Boulé (Louis), 68.
Boulogne 114.
Bourbonnais, 225.
Boursefranc (Charente-Inférieure), 264.
Bourdeau (Héliotin), 235 ; — Jean, 235.
Bourdeille de famille, 218-220.
Bourderie (Jehan), 236.
Bourdière (Thomas-Blaise du), 265.
Bourges (Cher), 227.
Bourignon, 25, 49 et s., 58 et s., 60.
Bourriau (Raymond), 155, 156.
Bourricaud (Antoine), 153.
Bourrigau (J.), 143.
Bouteville (Charente), 74.
Routhillier (Claude), 134.
Boutin Chapitreux, 149.
Bouyer (Jehan), 258.
Bouyer, 33, 105.
Boyer (André), architecte, 136.
Braude, 34.
Bravet, 24.
Brehier (Louis), 71.
Brésillias, en Arces, Charente-Inférieure, 104.
Bremont d'Ars (de famille), 62, 149, 154, 196, 233, 268, 291.
Bressuire (Deux-Sèvres), 70.
Brest, 148, 197 et s.
Bretagne. Voir les articles du Dr Sottas et la Généalogie de Courbon.
Bretagne (Charlotte de), 290.
Brétinault (de), 37.
Breuil, abbé, 181.
Breuil-Bozon, fief, 290.
Breuillet (Charente-Inférieure, 116, 214.
Briaigne, fief. Voir les Courbon.
Briaud, 53.
Brin, instituteur, 78.
Bristière (La) Château, 26, 106.

Brosse (Pierre de la), 106.
Brossard, famille, 37.
Brouage (Charente-Inférieure), 25, 81 et s., 132, 197 et s.
Brunaud de Beauregard, 117.
Brunet (Pierre), professeur, 128.
Buch (Gironde), 224.
Buchett, 187.
Buhet, 24.
Bunel (Charles), architecte, 42.
Bures, 39.
Buret, 29.
Burgaud des Marais, 272.
Burgeat (Charles-César), professeur, 126.
Burlot, pharmacien, 149.

C

Cacaud de Surgères, 37.
Cacqueray de Valmenier (Louise-Renée-Rose), 72.
Cadix (Portugal), 73.
Cahors, 118, 225.
Cairon de Merville 159 et s.
Calais, 15, 88, 89, 200 et s., 275.
Camparan (de), 16, 84, 210, 285.
Campet (de), 30, 135.
Canada, 71, 73, 228, 271.
Canaries (Les), 199.
Canolle, officier municipal, 110.
Cantin (famille), 37.
Capdevielle, 38.
Cardaillac (Géraud de), 118.
Carel (Catherine), 292.
Cartier (Mme), 138.
Castel Saint-Pierre (Mme), 22.
Catherine de Médecis, 174.
Ceffons, 113.
Céretany, major, 275.
Chabanaïs (Agnès de), 173.
Chablis (Yonne), 67.
Chabot (de), comte de Jarnac, 49.
Chaillevette (Charente-Inférieure), 198, 290.
Chaine, 138.
Chalais (Charente), 83 ; — Marguerite de, 109.
Chalezac (Charente-Inférieure), 214.
Chalonne, 174.
Chambaret, 110.
Chambon (du), 36.
Chameau, notaire, 37.
Champlain (Samuel), 71, 73.
Chaniers (Charente-Inférieure), 51, 270.

Chancelade, abbaye, 223, 263.
Chancellerie (Martin de la), 161.
Chansard, 192.
Chantarel (sire), 70.
Chantonay (Vendée), 16.
Chappel (Jean), prieur, 233.
Chappelain, secrétaire, 200.
Chappot, lieutenant, 10.
Chapsal sénateur, 39, 77, 120, 153, 268, 269 ; — Mlle, 120.
Charente Maritime (Charente-Inférieure), 263, 270.
Charlotte de Bretagne, 290.
Charpentier, secrétaire, 134, 136.
Charrier (Marguerite), 176.
Charron (Mathurin), maçon, 236.
Chassaigne, fief, 290.
Chasse, fief, 103.
Chasseloup-Laubat (Louis), 155.
Chataigniers (Les), fief, 247.
Château-Bardon-en-Meschers, 142 et s.
Château-Bernard, 38.
Châteauneuf, 133.
Châteauneuf (Charente), 74.
Château Trompette (Bordeaux), 286.
Chateaufieu, 74.
Châtelailon (Charente-Inférieure), 75, 151.
Châtellars-en-Meursac, 232.
Châtellerault (Vienne), 125, 276.
Chatillon (Jean de), 170.
Chatillon-sur-Thouet, 13.
Chaudrier (Jean), 73 ; — Jeanne, 73.
Chaudruc de Crazannes, 65, 158 et s., 161, 241, 254.
Chaume (La), 198 et s.
Chauvet, 148 ; — religieux, 75.
Chaux (Charente-Inférieure), 218.
Chenaumoine, fief, 34.
Chénoury (Louisa), institutrice, 28.
Chérac (Charente-Inférieure), 141.
Chézac, fief, 233.
Chesnay (Jeanne de), 176.
Choiseul (duc de), 228.
Cholet, abbé, 38.
Cholet (Maine-et-Loire), 272.
Chotard (Abran), 143.
Citoys, médecin, 133.
Ciré (Charente-Inférieure), 20.
Civrac, fief, 159 et s.
Civray (Vienne), 70.
Clarac (P.), 68.
Claudin (A.), 233, 258.
Clavel, instituteur, 78.
Clavelle (Charente-Inférieure), 75.
Clémenceau, receveur, 180.

Clément V, pape, 263.
Clénét, chanoine, 266.
Clerc (Marie Madeleine du), 293.
Clos (du), 207.
Clouzot (H.), 34.
Clouet (Marcel), 183, 193.
Cocq, négociant, 105.
Coétivy (Julienne de), 28 ; — Louis, 103 ; — Olivier, 103.
Cognac (Charente), 60 et s., 96, 105, 117, 176, 188, 257.
Cognacq, (née Jay Louise), 43.
Colbert de Terron. Voir les articles sur Brouage.
Coligny, 270.
Collot d'Herbois, 113.
Combern (Guichard de), 110 ; — Guy, 109 ; — Eustache, 109 ; — Marie, 109.
Combres, prieur, 103.
Condamy, 42.
Commailleaux, village, 253.
Confolant (Charente), 145.
Cons, professeur, 127.
Conty (prince de), 13, 265.
Contré (Charente-Inférieure), 293.
Cordouan (tour de), 286.
Corme Ecluse (Charente-Inférieure), 71, 104, 175.
Cosnac (Charente-Inférieure), 75.
Coubre, phare, (Charente-Inférieure), 70.
Coucy (Mgr de, évêque), 114.
Coudreau, prêtre ; — Coudreau, instituteur, 27.
Coulon (M^{me} Georges), 120.
Coumailleau (Bertrand), 339.
Couneau, 148.
Courbon (famille de). Voir la généalogie, 167, 289 ; — Charles de, 24.
Couronne (la), abbaye, (Charente), 225.
Coutin, 268.
Couturier, 250.
Cozes, (Charente-Inférieure), 33, 75, 103, 134, 177, 193, 215, 230, 266.
Coyard, sénateur, 263.
Cravans, 140, 141, 290.
Crazannes (Châtellenie), 158 et s., 240 et s.
Crèche (La), village près Mornac, 4.
Cressiet (Létice de), 173.
Cros (du lieutenant), 96, 203.
Cuppé, prêtre, 29.
Curien (Mgr), 266, 269.

D

Dampierre (de), pair de France, 217.
Dangibeaud (Charles), 3, 39, 58, 137, 145, 153, 192, 216, 227, 233, 258, 268.
Danonneau (Abraham), prêtre, 143.
Dantzig (Allemagne), 90.
Darmagnan, jésuite, 75.
Aussy (Denys d'), 1 et s.
David, peintre, 269.
Dauzat (A.), 224.
Décamps, peintre, 270.
Defforest (Gaspard), prieur, 265.
Delamain (R.), 256.
Delaurière, 222.
Délézinier, banquier, 105.
Delmasse, curé, 105.
Demenier (Jean), menuisier, 23.
Demontis (Claude), 174.
Depoin, 36.
Dequeux, 105.
Dercie, fief, 198.
Derkenmard (lord), 291.
Deruas, perceuteur, 30.
Desarnaux-Cérétany (lieutenant-colonel), 212.
Deschiens de la Neuville (Marie), 218.
Desmé (Jean), 169, 293.
Desnoyers, gouverneur, 18.
Desrieux (Jean), 97.
Dez (Pierre), 144, 155, 228.
Dezimard, religieux, 22.
Didonne (Baronie), voir la monographie de Semussac, 26, 103; — les seigneurs de Didonne, 105 et s., 139.
Diesbath (C^{se} de), 154.
Dirlands, fief, 105.
Dizmerie (La), fief, 28.
Dixmude (Belgique), 208, 210, 274.
Dommartin, capitaine, 93.
Dorat (Le) Haute-Vienne, 145.
Dorin (Gabriel), écuyer, 292.
Doublet, principal, 268.
Douhet (Le), (Charente-Inférieure), 146.
Dounaize (Chenal), 103.
Doussantousse (Thérèse), institutrice, 28.
Drilhon, 271.
Droméry, 30.
Drouineau (Dr), 71.
Dubant, curé.
Dubousquet, capitaine, 25.

Dubreuilh (Pierre), voiturier, 218.
Duchaine, capitaine, 51.
Ducou (Paul), 76.
Dugas, pasteur, 104.
Dumazeau (Jean), prieur, 266.
Dumège, 267.
Dunkerque, 15, 205, 209 et s.
Dupin (Henry), peintre, 238.
Dupinier, 25.
Dupuy (M^{re}), 120.
Duquesne (Abraham), amiral, 84.
Durbelière (La), fief, 256.
Durfort (Emery de), 159 et s.
Duret, curé, 29.
Duret (Théodore), 296.
Duretal (Comte de), 219.
Dusault, curé, 29, 105.
Dussaud (Marie-Anne), 169.
Duval (Lucien), 120.
Duvignault, lieutenant, 95.

E

Echagaray (Domingo d'), 134.
Echelle (maison de l'), 159 et s., 246.
Echillais, château, 106, 215.
Ecosse, 118.
Ecoveux, (Charente-Inférieure), 269.
Eguyrande, Guirande, Equiranda 224.
Elbos (d'), 205.
Embrun (Hautes-Alpes), 265.
Eon (M^{lle} d'), 216.
Epaux (Les en-Meursac), 38, 233.
Esnande (Charente-Inférieure), 144.
Eyssautier (Mgr), 78.
Faneuil, (Isaac), 135.
Fanny, 34.
Fauconnier (Marc), procureur, 237.
Faudrit (Albertine), institutrice, 28.
Faure, banquier, 49.
Faveau, (Charente-Inférieure), 7.
Favot, jésuite, 75.
Fayolle, 227, 256.
Fayolle (La), près Saint-Jean-d'Angély, 263.
Féliste (Jeanne de), de Bauregard, 289.
Félis (de St Paul), 290.
Fénelon, évêque, 138, 212.
Ferrière (La), en Cozes, 134.
Festy (Aristide), professeur, 128.
Feuillet (Jean), 116; — Habacue, 116.
Fez (Maroc), 79.
Fief d'Orgeay (Charente), 271.

Fignoleau (Louis-Gabriel), instituteur, 27.
Firino (Paul), 103, 269.
Flandres, 197 et s., 274.
Fléac (Charente-Inférieure), 173, 232.
Flotte (La), Ile de Ré, 228.
Foletier (de Vaux de), 119.
Fontaines, fief, 173.
Fontaines de Burlè, 140.
Fontaines (Doucette de), 140.
Fontanes Théodor, 225.
Fontcouverte, (Charente-Inférieure), 263.
Fontenay-le-Comte. Deux-Sèvres, 16, 146 et 1.
Fontenille, fief en Arces, 103.
Fonrémis (Marcel Méthé de), 42.
Foucault (de), maréchal, 211.
Foucher de Lizou, 37.
Fougeré, fief, 219.
Fourestier (François), apothicaire, 22.
Fournier, instituteur, 78.
Fournioux, 73, 79.
Foye-la-Basse, (Deux-Sèvres), 13.
Fragnaud (François), instituteur, 27.
Franklin, 216.
Français, préfet, 64.
Fredourville (Pepain de Charles-César), 145.
Fréjus (Var), 288.
Fromentin (Eugène), 150.

G

Gagnerot (Jacques), 23.
Gaillard, 39 ; — Isabeau, 173.
Gaillard de la Vacherie (Marie-Victoire), 293.
Galarde de Béarn, 37.
Gallet (Jeanne), 291.
Galliot de Genouillac, 119, 220.
Garat (Pierre), 263.
Garnier, 47 et s., 248.
Gastumeau, 55.
Gaudin (Joachim), 30.
Gaudriaud (A. G.), maire, 47.
Gaully (M^{me} André), 154.
Gaury (Etienne), soldat, 225.
Gautier (Gabriel), procureur, 143.
Gautier-Giffard, seigneur de Didonne, 107.
Gay (François-Théodore), S^r de Fontenille, 30.
Geay (Martin), 74 ; — Pierre, 119.

Gelézeau (Clément), abbé, 148, 262.
Gélibart (Guillaume), sieur de Malaville, 74.
Gémozac (Charente-Inférieure), 195, 142, 231, 270.
Gendre de Lejeune, principal, 123.
Geneure (Jacques), 116.
Fief-en-Genouillé, 158 et s.
Gensac (Charente), 74.
Germain, juge, 164.
Gibran, fief, 159 et s.
Giffard le jeune, 107.
Gillet, 186.
Girard, seigneur de Didonne, 106.
Girardon, prévôt d'Aunis, 16.
Giraud (Victor), 97.
Godeau (Suzanne), 269.
Godefroy (Léon), 84.
Goguet, 53, 186.
Gombaud (Jeanne de), 175.
Gombaud (Pierre de), capitaine Romégoux, 175.
Gonds (les), 155, 226.
Gouic (Michel), capitaine de marine, 74.
Gouin (Françoise), institutrice, 28.
Goulard (Louis), instituteur, 27.
Goulebéneze, 269.
Goumar (Guillaume), 289.
Gourgaud, baron, 194.
Gourjault (Pierre), commandeur, 233.
Gourlain, secrétaire, 190.
Gout, 53.
Goux (Jehan), maçon, 234.
Goyaux, 195.
Grandière (de la), 80, 103.
Grany, Briand, capitaine, 173.
Grasillier (Léonce), 36, 77, 79, 116, 148, 216, 261.
Grassiot (Jean), entrepreneur, 268.
Gravier, commissaire, 85.
Grenade-sur-Garonne, 82.
Grenon (Pierre), instituteur, 27.
Gresseau, 10.
Gresseau Roy, ostréiculteur, 264.
Grizet (Jean-Armand), architecte, 154.
Gua, du Gua, famille, 232, 290.
Guadalajara, Espagne, 114.
Guérin (Mlle), 22.
Guérineau (Isaac), 2 et s. — François, instituteur, 27.
Guibaud, jardinier, 24.
Guibert, 37.
Guibert de Didonne, 139.

Masdon (Charente-Inférieure), 231.
Massacré (Max de), 76.
Massiou (Léon), 67, 69.
Massué (Henri de Ruigny), 19.
Matha (Charente-Inférieure), 109, 118, 193 ; — Fouque, 109 ; Robert, 109.
Mauberger, 99, 126.
Maucière (Jean), 67, 270.
Maudet (André), avocat, 196.
Mauléon fief, 141.
Maulévrier, fief, 158 et s.
Maulmon (Mlle), 22.
Mauzé (Deux-Sèvres), 104.
Maynard (famille), 37.
Mazarin, voir les articles sur Brouage.
Mazeraï (Charente-Inférieure), 263.
Muczerolles (Charente-Inférieure), 142.
Meaux (Marguerite de), 293.
Maichin (Armand), et famille, 1 et s.
Meknès (Maroc), 79.
Médis (Charente-Inférieure), 30.
Melle (Deux-Sèvres), 225, 265.
Mémain (René), professeur, 132, 156, 195.
Memineau, 187.
Mendès (Brito), capitaine, 134.
Mendosse (Guillaume de), 291 ; — Suzanne, 291.
Menneville (de), 13.
Menton (Alpes-Maritimes), 41.
Mériot (Henry), 68.
Mertz, 42.
Meschers (Charente-Inférieure), 30, 104, 143.
Mestreau (Abel), 119, 120, 187.
Métadier, 263.
Metz (M^{me} de), 149.
Meursac (Charente-Inférieure), 229 et s.
Meyer (A. E.), 117.
Meytayer, professeur, 217.
Michaut (Henry), capitaine, 201 et s.
Michaud (Mathilde), institutrice, 28.
Mignet, 269 ; — Henri, 153.
Milan (Italie), 40.
Millin, 65.
Millot, 71.
Mingelousaulz, médecin, 132.
Mirabeau, 54.
Mirebeau (Vienne), 70.
Modelski (Edmond), 154.
Moissac (Tarn-et-Garonne), 21.
Montbeau (Martial-Mathieu), 293.
Monconseil (M^{me} de), 261.

Mons (Charente-Inférieure), 103.
Montendre (Richard de Didonne), 108.
Montandre (Charente-Inférieure), 106, 108, 176.
Montauban (Tarn-et-Garonne), 40, 90, 213.
Montberon (famille), 158 et s., 220.
Montboileau, château (Charente-Inférieure), 73.
Montchaude (Charente), 271.
Montlieu (Charente-Infér.), 71, 141.
Montluc, 227.
Montmorillon (Vienne), 78.
Montorgueil, 99, 122.
Montpezat (Jeanne de), 220.
Moreau, notaires, 29 ; — Jacques, 117 ; — François, 267 ; — Nicolas, 271.
Morisson, 24.
Mornac (Charente-Inférieure), 4, 109, 176 ; — Marie (de), 139.
Morquet, lieutenant, 217.
Mortagne (Charente-Inférieure), 32, 70, 107, 140, 141, 171, 195.
Motte-Houdancourt (Louis-Charles de la), 178.
Moufflet, 53.
Mounier (Yvonne), 151.
Moutiers (Les), 118.
Moy (Charles de), 205, 212.
Musset (Georges), 36, 179, 257.
Muvozorins (Henri), 120.

N

Nadaud (Mélanie), 30.
Nancras (Charente-Inférieure), 75.
Nantes (Loire-Inférieure), 9, 82, 199.
Navailles (Arnaud de), 141.
Neufville (de), évêque, 263.
Nieul-d'Aunis, 19.
Niort (Deux-Sèvres), 16, 87 et s., 138, 154 et s., 176, 209, 233.
Nolhac (Pierre de), 153.
Nonaville (Charente), 71.
Not (Jeanne), 116.
Novioregum, 61, 68.
Nuallé-sur-Boutonne (Charente-Inférieure), 3.
Nuchezes (Commanderie), 3.

O

Ocagne (d'), 267.
Oleron (île d'), 9, 13, 155, 198, 259, 285, 290.

Olonne, fief, 109.
Orgerit, 30.
Oriolle (Charente-Inférieure), 218.
Orlac (Charente-Inférieure), 174, 289, 291.
Ormesson (Olivier Lefèvre d'), 204.
Oscurs (Jean des), prieur, 233.
Orthez (Basses-Pyrénées), 154.
Ouessant, combat, 99, 122.
Orignac, fief, 141.

P

Pabole (Jeanne de), 289.
Paissonnière (famille), 73.
Panessac, fief, 145.
Parabère (Baudéan de abbesse), 22, 110.
Parth, fief, 72.
Partenay (Deux-Sèvres), 70.
Parthenay-d'Availle (René), 233.
Pacaud (Renée), 292.
Pédézert (Henri), 154.
Pelette, 214.
Pelletan (Eugène), 120.
Pellison (Marcel), 40, 116.
Pénicaud (Nardon), émailleur, 232.
Péponnet (abbé Henri), 78.
Pérignac (Charente-Inférieure), 172.
Périgueux, Dordogne, 265.
Perrault (Claude), 84.
Perrault (Raymond), évêque, 146.
Perrier des Brousses (Georges), 120.
Perron, du cardinal, 176, 267.
Peyraillies (Clarens de), 196.
Philippier (Anne), 175.
Pibot, fief, 159, 246, 253.
Pigaglio (Mme), 79.
Piogerie (La), capitaine, 95.
Pin de Condesse, fief, 290.
Pinson (Pierre), capitaine de port, 293.
Pisany (Charente-Inférieure), 106.
Pitard, curé à Saintes, 269.
Plassac (Charente-Inférieure), 216.
Plattard (Jean), professeur, 74, 145 et s.
Plessis-aux-Moines, prieuré, 293.
Poincaré (Raymond), 268, 272.
Poinsignon (Mme), 105.
Poitiers, Vienne, 7 et s., 118, 125, 127, 145, 168, 173, 179, 213.
Poitou, 224, voir les articles du Dr Sottas.
Poitevin, colonel, 50.
Pommier (Marie), 116.

Pons (Charente-Inférieure), 37, 53, 70, 117, 142, 216, 232, 263, 270, 290, 292.
Pons (Jacques de), 174.
Pons (Yolande de), 109.
Pontac (Antoine de), 171.
Pontailiac, Royan, 80.
Pont-Labbé (Charente-Inférieure), 35, 79.
Port d'Envaux (Charente-Inf.), 251.
Port Maubert (Charente-Inférieure), 133.
Potonnière (La), 32.
Potonville (Mme de), 215.
Pouault, curé, 28.
Poullignac (Foucauld de), 173 ; — *Marguerite*, 173.
Pouliot, 272.
Pradel de Lamase (Jean de), 69.
Préguillac (Charente-Inf.), 142.
Preissac (Bernard de), 106 ; — *Soudan* de, 106.
Pressat, secrétaire, 27.
Prieur, 148.
Prioleau, pasteur, 19.
Provost de Launay (Le), 120.
Prud'homme (Georges), 80.
Prugny-Prugnac-Prignac (Loire-Inférieure), 118.
Puyguion (Marie de), 145.
Puyraveau, fief, 107.
Puyvialut, 233.

Q

Quarré-les-Tombes (Yonne), 137.
Quebec (Canada), 73.
Quelem (François de), 221.
Quenouillère (La), Charente, 148.

R

Rabaine (Anne), 105, — *Jeanne*, 28 ; — *Jean*, 171, 290.
Rabelais, 145 et s.
Rabier (Eugénie), 40.
Racapé, prêtre.
Rafy, prêtre, 78.
Rairel, citoyenne, 148.
Rambaud Léontine, 28. — *Maurice*, 40.
Rambourgt (Amélie), 79.
Rangoure (Jean de), 267.
Raonnez (de), 16.
Ré (Ile de), 6 et s., 109, 117, 228, 269, 284.

Masdion (Charente-Inférieure), 231.
Massacré (Max de), 76.
Massiou (Léon), 67, 69.
Massué (Henri de Ruvigny), 19.
Matha (Charente-Inférieure), 109, 118, 193 ; — Fouque, 109 ; Robert, 109.
Mauburger, 99, 126.
Mauclère (Jean), 67, 270.
Maudet (André), avocat, 196.
Mauléon fief, 141.
Maulévrier, fief, 158 et s.
Maulmon (Mlle), 22.
Mauzé (Deux-Sèvres), 104.
Maynard (famille), 37.
Mazarin, voir les articles sur Brouage.
Mazerai (Charente-Inférieure), 263.
Mazerolles (Charente-Inférieure), 142.
Meaux (Marguerite de), 293.
Maichin (Armand), et famille, 1 et s.
Meknès (Maroc), 79.
Médis (Charente-Inférieure), 30.
Melle (Deux-Sèvres), 225, 265.
Mémain (René), professeur, 132, 156, 195.
Memineau, 187.
Mendès (Brito), capitaine, 134.
Mendosse (Guillaume de), 291 ; — Suzanne, 291.
Menneville (de), 13.
Menton (Alpes-Maritimes), 41.
Mériot (Henry), 68.
Mertz, 42.
Meschers (Charente-Inférieure), 30, 104, 143.
Mestreau (Abel), 119, 120, 187.
Métadier, 263.
Metz (M^{me} de), 149.
Meursac (Charente-Inférieure), 229 et s.
Meyer (A. E.), 117.
Meytayer, professeur, 217.
Michaut (Henry), capitaine, 201 et s.
Michaud (Mathilde), institutrice, 28.
Mignet, 269 ; — Henri, 155.
Milan (Italie), 40.
Millin, 65.
Millot, 71.
Mingelousaulz, médecin, 132.
Mirabeau, 54.
Mirebeau (Vienne), 70.
Modelski (Edmond), 154.
Moissac (Tarn-et-Garonne), 21.
Montbeau (Martial-Mathieu), 293.
Monconseil (M^{me} de), 261.

Mons (Charente-Inférieure), 103.
Montendre (Richard de Didonne), 108.
Montandre (Charente-Inférieure), 106, 108, 176.
Montauban (Tarn-et-Garonne), 40, 90, 213.
Montberon (famille), 158 et s., 220.
Montboileau, château (Charente-Inférieure), 73.
Montchaude (Charente), 271.
Montlieu (Charente-Infér.), 71, 141.
Montluc, 227.
Montmorillon (Vienne), 78.
Montorgueil, 99, 122.
Montpezat (Jeanne de), 220.
Moreau, notaires, 29 ; — Jacques, 117 ; — François, 267 ; — Nicolas, 271.
Morisson, 24.
Mornac (Charente-Inférieure), 4, 109, 176 ; — Marie (de), 139.
Morquet, lieutenant, 217.
Mortagne (Charente-Inférieure), 32, 70, 107, 140, 141, 171, 195.
Motte-Houdancourt (Louis-Charles de la), 178.
Moufflet, 53.
Mounier (Yvonne), 151.
Moutiers (Les), 118.
Moy (Charles de), 205, 212.
Musset (Georges), 36, 179, 257.
Muvozorins (Henri), 120.

N

Nadaud (Mélanie), 30.
Nancras (Charente-Inférieure), 75.
Nantes (Loire-Inférieure), 9, 82, 199.
Navailles (Arnaud de), 141.
Neufville (de), évêque, 263.
Nieul-d'Aunis, 19.
Niort (Deux-Sèvres), 16, 87 et s., 138, 154 et s., 176, 209, 233.
Nolhac (Pierre de), 153.
Nonaville (Charente), 71.
Not (Jeanne), 116.
Novioregum, 61, 68.
Nuaillé-sur-Boutonne (Charente-Inférieure), 3.
Nuzeches (Commanderie), 3.

O

Ocagne (d'), 267.
Oleron (Ile d'), 9, 13, 155, 198, 259, 285, 290.

Olonne, fief, 109.
Orgerit, 30.
Oriolle (Charente-Inférieure), 218.
Orlac (Charente-Inférieure), 174, 289, 291.
Ormesson (Olivier Lefèvre d'), 204.
Oscurs (Jean des), prieur, 233.
Orthez (Basses-Pyrénées), 154.
Ouessant, combat, 99, 122.
Orignac, fief, 141.

P

Pabole (Jeanne de), 289.
Paissonnière (famille), 73.
Panessac, fief, 145.
Parabère (Baudéan de abbesse), 22, 110.
Parth, fief, 72.
Partenay (Deux-Sèvres), 70.
Parthenay-d'Availle (René), 233.
Pacaud (Renée), 292.
Pédézert (Henri), 154.
Pelette, 214.
Pelletan (Eugène), 120.
Pellison (Marcel), 40, 116.
Pénicaud (Nardon), émailleur, 232.
Péponnet (abbé Henri), 78.
Pérignac (Charente-Inférieure), 179.
Périgueux, Dordogne, 265.
Perrault (Claude), 84.
Perrault (Raymond), évêque, 146.
Perrier des Brousses (Georges), 120.
Perron, du cardinal, 176, 267.
Peyraillies (Clarens de), 196.
Philipplier (Anne), 175.
Pibot, fief, 159, 246, 255.
Pigaglio (Mme), 79.
Piogerie (La), capitaine, 95.
Pin de Condesse, fief, 290.
Pinson (Pierre), capitaine de port, 293.
Pisany (Charente-Inférieure), 106.
Pitard, curé à Saintes, 269.
Plassac (Charente-Inférieure), 216.
Plattard (Jean), professeur, 74, 145 et s.
Plessis-aux-Moines, prieuré, 293.
Polncaré (Raymond), 268, 272.
Poinsignon (Mme), 105.
Poitiers, Vienne, 7 et s., 118, 125, 127, 145, 168, 173, 179, 213.
Poitou, 224, voir les articles du Dr Sottas.
Poitevin, colonel, 50.
Pommier (Marie), 116.

Pons (Charente-Inférieure), 37, 53, 70, 117, 142, 216, 232, 263, 270, 290, 292.
Pons (Jacques de), 174.
Pons (Yolande de), 109.
Pontac (Antoine de), 171.
Pontailiac, Royan, 80.
Pont-Labbé (Charente-Inférieure), 35, 79.
Port d'Envaux (Charente-Inf.), 251.
Port Maubert (Charente-Inférieure), 133.
Polonnière (La), 32.
Potonville (Mme de), 215.
Pouault, curé, 28.
Poullignac (Foucauld de), 173 ; — Marguerite, 173.
Poulliot, 272.
Pradel de Lamase (Jean de), 69.
Préguillac (Charente-Inf.), 142.
Preissac (Bernard de), 106 ; — Sou-dan de, 106.
Pressat, secrétaire, 27.
Prieur, 148.
Prioleau, pasteur, 19.
Provost de Launay (Le), 120.
Prud'homme (Georges), 80.
Prugny-Prugnac-Priynac (Loire-Inférieure), 118.
Puyguion (Marie de), 145.
Puyraveau, fief, 107.
Puyvialt, 233.

Q

Quarré-les-Tombes (Yonne), 137.
Quebec (Canada), 73.
Quelem (François de), 221.
Quenouillère (La), Charente, 148.

R

Rabaine (Anne), 105, — Jeanne, 28 ; — Jean, 171, 290.
Rabelais, 145 et s.
Rabier (Eugénie), 40.
Racapé, prêtre.
Rafy, prêtre, 78.
Rairei, citoyenne, 148.
Rambaud Léontine, 28. — Maurice, 40.
Rambourgt (Amélie), 79.
Rangoure (Jean de), 267.
Raonnez (de), 16.
Ré (Ile de), 6 et s., 109, 117, 228, 269, 284.

Redon (May), 155.
 Regnault de Saint-Jean-d'Angély, 66.
 Regnier (Henri de), 99.
 Reinach (Théodore), 36, 118.
 Renaudin, 98, 122, 148, 226.
 Rétif de la Bretonne, 261.
 Retz (cardinal de), 9.
 Réveillaud (André), 79.
 Rey (Raymond), 118.
 Ribérac (Dordogne), 257.
 Ribéroul, Ribéroux, (Charente-Inférieure), 4, 7, 136.
 Richelieu (cardinal de), 81, 85, 132, 199.
 Rieux (Jean-Emmanuel de), 17 ; — Jeanne, 17.
 Rigaud de Barbezieux, 226.
 Rioux (Charente-Inférieure), 79, 139, 173.
 Rivet Jean, 104.
 Robe, Robbot, prieur, 28.
 Robelin (Marie), 214.
 Robert (Paul), 119, 149, 222 ; Louis, 215.
 Robilliard, principal, 39.
 Robillard (de), 37.
 Robinet, évêque, 54.
 Roche (Léonard), 265.
 Rochelle (La), Charente-Inférieure, 5 et s ; 37-38, 41-42, 49, 65, 75, 82 et s ; 103, 114, 117, 136, 139, 145, 159 et s ; 185, 187, 195, 197 et s ; 225, 227, 228, 270, 272, 276.
 Rochechouard (Aimery de), 109 ; — François, 253.
 Roche-Courbon (Charente Inférieure), 169 et s ; 293.
 Rochecouste, 48.
 Rochefort (Charente-Inférieure), 52, 70, 75, 117, 121 et s ; 138, 187, 194, 269, 270.
 Rochefoucault (La), évêque, 54, 150 ; — Isaac de, 176.
 Rocheteau, jardinier, 24.
 Roche-Tollay (de La), 16.
 Rogée Fromy, 155.
 Rom (Deux-Sèvres), 224.
 Romegoux (Charente-Inférieure), 175, 211.
 Romette, fief, 169, 175.
 Ronsard, poète, 73, 156, 267.
 Roquette (Jean de), 21.
 Rouffait, alde-major, 19, 96.
 Roullet (Gaston), peintre, 42, 195.
 Roussel (Jean-Augustin), principal, 125.

Roussy, 79.
 Royan (Charente-Inférieure), 69, 70, 82, 103, 191, 195, 208, 266, 270 ; — Notre-Dame de, 106 ; — Saint-Nicolas, 106 ; — Saint-Pierre, 108, 232.
 Rude Hêlie, 109.
 Rulan (Louis), 116.
 Rullier, architecte, 267.
 Ruvigny. Voir Massué.
 Sables-d'Olonne (Les), 12 et s., 92, 198.
 Sablonceaux (Charente-Inférieure), 172, 225, 265.
 Sagot-Duvouroux, professeur, 130.
 Saint-André-du-Verger, 99.
 Saint-Aulaire (M^{re}), 23.
 Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), 189.
 Saint-Bonnet (Charente-Inférieure), 75.
 Saint-Christophe (Charente-Inférieure), 37, 142 ; — ile, 199.
 Saint-Elie, fief, 169, 293.
 Saint-Eutrope, 227.
 Saint-Fort sur-Gironde, 133.
 Saint-Gelais (de), 290.
 Saint-Genis (Charente-Inférieure), 52, 217.
 Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Inférieure), 30, 104, 267.
 Saint-Georges-de-Rifaucon (Charente), 271.
 Saint-Germain, fief, 109.
 Saint-Hilaire-de-Villefranche, 194.
 Saint-Jean-d'Angély, 1 et s., 56, 93, 106, 116, 137, 194, 258, 263, 265, 270.
 Saint-Jean-de-Luz, 275.
 Saint-Julien-d'Escarp (Charente-Inférieure), 116.
 Saint Jour, 69.
 Saint-Julien Saint Marc (Elisabeth de), 178.
 Saint-Leger, fief, 291 et s. Voir généalogie des Courbon.
 Saint-Léonard (de), commandant, 6 et s.
 Saint-Luc (de), lieutenant général, 82.
 Saint-Médard (Charente-Inférieure), 75.
 Saint-Mandé (Charente-Inférieure), 71.
 Saint-Marceau, fief, 176.
 Saint-Martial de Drugeac (Claude-Françoise de), 291,

Saint-Martin-de-la-Coudre (Charente-Inférieure), 215.
Saint-Martin-de-Ré, 19, 34, 37, 88, 187, 198, 270.
Saint-Palais-de-Bren, fief, 107.
Saint-Pierre-au-Crotoy (Somme), 226.
Saint-Pierre-les-Eglises (Vienne), 226.
Saint-Pierre-et-Miquelon, 37.
St-Quentin-de-Rançannes (Charente-Inférieure), 142.
Saint-Romin-de-Benet, 78.
Saint-Sauveur-en-Puisage, 176.
Saint-Sauveur, fief, 103, 265. Voir généalogie de Courbon.
Saint-Savinien (Charente-Inférieure), 198.
Saint-Simon-des-Brosses (Charente-Inférieure), 142.
Saint Sixte, pape, 36.
Saint-Sorlin-de-Séchaux (Charente-Inférieure), 160, 247, 253.
Saint-Sulpice, par Mornac, 4.
Sainte-Claire Deville, 36.
Sainte-Gemme (Charente-Inférieure), 33, 195.
Sainte-Hélène, capitaine, 95.
Sainte-Maure (Louis-Marie de), 218, 219 ; — François, 219 ; — Guy, 219.
Saintes, 21, 26, 27, 37, 40, 42, 45, 83, 125 (collège), 138, 145, 187, 215, 216, 224, 227, 263, 265, 270, 279 ; — Saint-Eutrope, 24, 52, 68, 171.
Saint-Palais 54, 110 ; — Saint-Pierre, 37, 52, 68 ; — place Blair, 56, 70 ; — Château, 158 ; — Hôtel Monconseil, 53 ; — Porte Saint-Louis, 55 ; La Pallue, 52.
Saintonge, 60, 89, 117, 170, 214, 258, 272.
Sanvitani Angelo, 213.
Sapinaud (Sophie de), 117.
Sartre (Mme Henri de), 154.
Saugnac (Jean de), 174.
Saujon (Charente-Inférieure), 2, 7, 28, 75, 103, 132, 231, 266, 270.
Saumaigne (Charles de la), 174.
Sauvat (Paul), 42.
Sanzaie (La), fief, 290.
Savari, 53, 186.
Savary de la Gandonnière (Olivier), 30.
Savini, archiviste, 256.
Sazeirat (Jean), 154.
Schevansau de Latour, curé, 28.
Sechele (Alix), 290.

Segournay (Anne et Marie), 116.
Seguin (Marianne), 23, 24.
Seigny Joan, 146.
Semillac (Charente-Inférieure), 37.
Semussac (Charente-Inférieure), 26, 103, 139.
Semoussac (Charente-Inférieure), 37.
Sennectère (famille de), Voir la monographie de Semussac.
Senné (Pierre Cosme), 21.
Sens, archevêque de 32.
Serban, 97, 122.
Sernolle, 218.
Seull (de), 203 et s.
Seymour de Ricci, 233, 258.
Sicard, curé, 221.
Sieyès de Veynes (Xavier de), 120.
Silvestre (de), 149.
Simon (Jeanne), 44.
Simonneau, curé, 29.
Sœnen, 34.
Soissons, voir Mancini.
Solminiac (Alain de), 223.
Soubise (Charente-Inférieure), 70, 192.
Souillac, fief, 175.
Soyer (Jacques), 36.
Sponde (Encot de), 145.
Stamboul (Turquie), 99.
Suberville (Jean), 149.
Suc (Georges), archiprêtre, 120.
Suire (Louis), peintre, 156.
Surgères (Charente-Inférieure), 94, 270.
Survie (de), 6 et s ; 285.

T

Taillebourg (Charente-Inférieure), 14, 56, 103, 194.
Taillefer (Madeleine de), 72.
Thézac, *Taisac* (Charente-Inférieure), 139.
Taittinger, député, 269.
Talmon, sur *Gironde*, 29, 68, 103, 226, 233.
Tallemond (Eustache de), 109.
Talvart (Hector), 256.
Tamizey de Larroque (Henri), 153.
Tarente (prince de), 14, 15.
Taunay (Avisé de), 107 ; — Geoffroy, 108.
Tercinier (Louis), 155.
Tessier (Louis dit Le Polonais), 214.
Texier (Nadine), 123.
Texier, trésorier, 76.

Texier de Norbec, amiral, 72.
Teyssandier (Antoine), prieur, 226, 265.
Théau (Paulette), 196.
Thézac (Robert de), 171.
This Symérisse, capitaine, 203.
Thomas (Mgr), 266.
Thomas (Paul), notaire, 39, 76, 259.
Thorel (Oct.), 226.
Thouars (Deux-Sèvres), 70 ; — Geofroy (de), 109.
Tirac, seigneurie, 37.
Tonny-Charente, 7, 178 ; — Hugues (de), 163, 106.
Topsent, 148.
Tortat (Gaston), 270.
Touche (la), 28, 104, 253.
Tours, 147.
Tourettes (Denis des), 290.
Tourneur Aumont, 227, 228.
Toutain, principal, 125.
Trémareau, enseigne, 203.
Tremblade (la), 198.
Trémouille (Frédéric de La), 29, 106 ; — Charles, 103, 106 ; — Claude, 100 ; — Henri, 29, 106.
Treuil-en-Oléron, fief, 289.
Triou (Anne), 155 ; — Alfred, 196.

V

Vacher, curé, 29-33.
Valette, généralissime, 52.

Vatin, 37.
Vaux (Charente-Inférieure), 106, 107, 140, 177.
Vaux de Folletier (de), 156, 226.
Velllet (Jehan), prêtre, 239.
Verdelin (Marie de), 291.
Vergne de Montenard Marie Elisabeth de la, 178.
Versailles (Seine-et-Oise), 216.
Versailles (Jean de), 170.
Verteuil (Charente), 148, 266.
Viard (Alexandre Louis), 30.
Viald (Loti), famille, 97, 122.
Vidaud (Jean), 290.
Vigier de Chalonne (Bonaventure), 292.
Vigier (Bonaventure), 174 ; — Guy, 174.
Vigneux (de), capitaine, 8, 93.
Villefanée, en Saintonge, fief, 175.
Villequier, 290.
Villiès, 149.
Virollet (Charente-Inf.), 142, 224, 231.
Vivier, famille, 148.

U

Usson (Charente-Inférieure), 290.
Uzureau (F.), chanoine, 116.
Welsch (Jules), 267.
Yonnet (François), 254.

DO NOT CIRCULATE

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06824 1366

